



HAL
open science

Entre rivalités avec les Etats-unis et la Chine, les enjeux de puissance de la Russie dans son espace régional (2000-2019)

Mathilde Boyeldieu d'Auvigny

► **To cite this version:**

Mathilde Boyeldieu d'Auvigny. Entre rivalités avec les Etats-unis et la Chine, les enjeux de puissance de la Russie dans son espace régional (2000-2019). Science politique. Institut National des Langues et Civilisations Orientales- INALCO PARIS - LANGUES O', 2021. Français. NNT : 2021INAL0007 . tel-03222454

HAL Id: tel-03222454

<https://theses.hal.science/tel-03222454>

Submitted on 10 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institut National des Langues et Civilisations Orientales

École doctorale n°265

Langues, littératures et sociétés du monde

Centre de recherche Europe-Eurasie (CREE)

THÈSE

présentée par

Mathilde BOYELDIEU d'AUVIGNY

soutenue le 14 Janvier 2021

pour obtenir le grade de **Docteur de l'INALCO**
en Sciences politiques et relations internationales

ENTRE RIVALITES AVEC LES ETATS-UNIS ET LA CHINE, LES ENJEUX DE PUISSANCE DE LA RUSSIE DANS SON ESPACE REGIONAL (2000-2019)

Thèse dirigée par :

Monsieur Jean RADVANYI

Professeur émérite, Inalco

RAPPORTEURS :

Monsieur André FILLER

Professeur des universités, Institut Français de Géopolitique

Monsieur Jean-Christophe ROMER

Expert, Institut d'études politiques de Strasbourg

MEMBRES DU JURY :

Monsieur Jean RADVANYI

Professeur émérite, Inalco

Monsieur André FILLER

Professeur des universités, Institut Français de Géopolitique

Monsieur Jean-Christophe ROMER

Expert, Institut d'études politiques de Strasbourg

Madame Isabelle FACON

Directrice adjointe, Fondation pour la recherche stratégique

Monsieur Julien VERCUEIL

Professeur des universités, Inalco

Monsieur Pierre GUERLAIN

Professeur émérite, Université Paris Nanterre

**ENTRE RIVALITES AVEC LES ETATS-UNIS ET LA CHINE,
LES ENJEUX DE PUISSANCE DE LA RUSSIE DANS SON
ESPACE REGIONAL (2000-2019)**

Mathilde BOYELDIEU d'AUVIGNY

REMERCIEMENTS

« La gratitude est un mystère, non par le plaisir qu'on y éprouve, mais par l'obstacle qu'on y vainc. »

André Comte-Sponville

Si ce travail n'aurait jamais vu le jour sans le soutien de nombreuses personnes, mon directeur de recherche Monsieur le professeur Jean Radvanyi a joué un rôle prépondérant dans sa réalisation. Je vous remercie pour vos conseils, votre compréhension face à mes obligations personnelles et professionnelles qui ont affecté le déroulement de cette thèse, et votre patience tout au long de ces années. Je ne peux qu'espérer avoir sû profiter de votre expertise dans le domaine pour mûrir ma propre réflexion.

Mes remerciements vont également à MM. Vercueil, Richet et Fabre, pour leurs recommandations et indications notamment s'agissant de la politique économique de la Chine. Je remercie M. Guerlain pour ses commentaires précieux sur la politique étrangère des Etats-Unis dans l'espace post-soviétique.

Je remercie tous ceux qui m'ont soutenu dans les moments difficiles qui ont jalonné cette thèse, et ceux dont l'honnêteté sans fard m'a permis d'améliorer mon travail. Un grand merci à Susanna et au docteur Pen Ly pour leurs encouragements ; à Pen Ly, merci du fond du cœur de m'avoir accueillie dans ton espace de travail, m'avoir écoutée, soutenue et supportée (surtout !) pendant deux ans.

Je remercie mes parents, et en particulier ma mère, qui n'a eu de cesse de m'encourager et de me pousser à m'améliorer, bien souvent contre mon gré. Accomplir cette thèse de doctorat est la preuve que j'ai enfin retenu certaines leçons.

Et enfin, surtout, merci à Andrew, pour sa patience remarquable au quotidien, sa compassion, ses encouragements, et sa confiance en moi qui a semblé inébranlable. Ma gratitude à ton égard est sans limite.

ABBREVIATIONS ET SIGLES

BRI	Belt and road initiative
CIA	Central intelligence agency
CEI	Communauté des Etats indépendants
FMI	Fonds monétaire international
IDE	Investissements directs à l'étranger
NED	National endowment for democracy
OBOR	One belt one road
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCS	Organisation de coopération de Shanghai
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU	Organisation des nations unies
OSF	Open society foundations
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
OTSC	Organisation du traité de sécurité collective
RPC	République populaire de Chine
SIPRI	Stockholm International Peace and Research Institute
UE	Union européenne
UEEA	Union économique eurasiatique
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

TABLE DES MATIERES

TABLE DES ILLUSTRATIONS	11
INTRODUCTION	14
1. Le partenariat russo-chinois et le triangle stratégique Russie-Chine-Etats-Unis	14
2. La crise ukrainienne : une stratégie du « chacun pour soi » en Eurasie ?	23
3. Cadre temporel et géographique	36
4. Cadre méthodologique	39
5. Le choix des acteurs	43
6. Hypothèses et plan	46
Première partie : Puissance et Eurasie : deux concepts clés de la géopolitique russe	49
Chapitre 1 : l'Eurasie dans la politique de puissance de la Chine, des Etats-Unis et de la Russie.	50
1. L'Eurasie dans la politique étrangère américaine et chinoise	50
2. Intérêts historiques de la Russie en Eurasie, cœur de sa stratégie de puissance	52
Chapitre 2 : Puissance et influence	69
1. Puissance et influence en relations internationales	69
2. Hard power, soft power et sharp power	74
3. Distinguer puissance et influence	75
4. La puissance selon la Russie	76
Deuxième partie : Etats-Unis et Russie : deux ambitions opposées en Eurasie (2000-2019)	79
Chapitre 4 : De la coopération à la concurrence (2000-2014)	80
1. La Russie face à l'influence américaine : du « marchandage » au rejet, 2000-2007	80
1. Les ressorts de l'influence américaine dans l'espace régional russe	87
2. Répartition géographique de l'influence américaine avant la crise ukrainienne	94
3. Les ONG américaines et l'intérêt d'Etat	98
Chapitre 5 : Depuis la crise ukrainienne, une confrontation régionale assumée	119
1. L'élaboration d'une stratégie dissuasive et punitive	119
2. Impact de la crise russo-américaine en Eurasie : L'Europe orientale, bastion confirmé des Etats-Unis	130

3. Un nouvel intérêt « vital » dans le sud Caucase et en Asie centrale ?	150
4. Quelle stratégie russe face à la présence américaine ?	159
Troisième partie : La Chine dans l'espace régional russe, un voisin trop puissant (1996-2019)	169
Chapitre 6 : La Chine, du Forum de Shanghai aux « 17+1 »	170
1. La stabilité en Asie centrale, un enjeu crucial pour Pékin	170
2. Essor économique et influence financière de la Chine : l'impact de la Belt and Road Initiative	184
3. La Chine en Europe et dans le Caucase, un nouveau défi à la présence russe ?	205
Chapitre 7 : La Russie face à la puissance chinoise : profiter et contenir	220
1. Le rapprochement russo-chinois post-2014 : opportunisme plutôt que tournant stratégique	220
2. Face à la Chine en Asie centrale, l'émergence d'une stratégie d'endiguement	230
Quatrième partie. Les ambitions hégémoniques d'une puissance faible : entre stratégie et opportunisme	243
Chapitre 8 : L'économie, un levier d'influence devenu incertain	244
1. Le poids économique de la Russie, facteur de dynamisme autant que d'instabilité	244
2. Un poids dans le secteur économique et financier en régression	263
Chapitre 9 : La Russie en Eurasie, une menace à la souveraineté ?	274
1. Des ambitions hégémoniques peu adaptées aux dynamiques post-1991	274
2. Les réactions régionales à la crise ukrainienne	289
3. L'Union eurasiatique, une dynamique fragile entre la Russie et les pays voisins	308
Chapitre 10 : Prioriser et cibler, une politique régionale plus pragmatique	316
1. La focalisation des efforts russes avant 2014	316
2. Depuis 2014, sécurité et hydrocarbures, au cœur des préoccupations russes	320
3. Agir sur la périphérie : les cas de la Hongrie et de la Mongolie	326
4. Maintenir un partenariat étroit avec la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan	330
CONCLUSION	336
BIBLIOGRAPHIE	345
Sources primaires	345

Collecte de données brutes	345
Sources institutionnelles russes	346
Sources institutionnelles américaines	349
Sources institutionnelles chinoises	351
Sources institutionnelles diverses	351
Organisations internationales, instituts de sondage	353
Documents piratés	355
Sources secondaires	355
Approches théoriques	355
Sociologie	356
Le triangle stratégique Russie-Chine-Etats-Unis	357
Russie : géopolitique et économie	357
Géopolitique des Etats-Unis, relations russo-américaines et ses enjeux en Eurasie	361
Géopolitique de la Chine, relations russo-chinoises ses enjeux en Eurasie	363
La crise ukrainienne et ses conséquences	366
Thèses	367
Entretiens	367
Articles de presse, interview, tribunes, communiqués de presse d'entreprises et sites internet	368
ANNEXES	375
Annexe 1	376
Re transcription en anglais des conversations piratées entre l'ambassadeur américain en Ukraine, Geoffrey Pyatt, et l'adjointe au secrétaire d'Etat, Victoria Nuland (extrait de BBC)	376
Annexe 2	379
Document piraté de l'Open Society Foundation, en anglais, intitulé « Soros' Ukraine Strategy », obtenu sur internet	379
Annexe 3	386
Document piraté de l'Open Society Foundation, en anglais, intitulé « Ukraine letter to potus », obtenu sur internet	386
Annexe 4	388
Document piraté de l'Open Society Foundation, en anglais, intitulé « lettre au président Porochenko et au premier ministre Iatseniouk », obtenu sur internet	388
Annexe 5	391
Convention on the Legal Status of the Caspian Sea, document publié le 12 août 2018 et obtenu sur le site internet du Kremlin	391
Annexe 6	404
Discours et interview de Vladimir Poutine durant la conférence de sécurité de Munich, 10 février 2007, document obtenu sur le site internet du Kremlin	404

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : L'expansion de l'empire russe 1553-1914	58
Figure 2 : Réseau d'oléoducs en Asie centrale en 2011.....	65
Figure 3 : Réseau de gazoducs en Asie centrale en 2011	66
Figure 4 : Principaux pays investisseurs en 2014 en Lituanie, Pologne, Hongrie, Géorgie et au Kazakhstan.....	88
Figure 5 : Répartition par secteurs des financements de l'USAID entre 2001 et 2014 dans la sphère régionale russe	102
Figure 6 : L'OSF, une fondation aux financements opaques.....	106
Figure 7 : Répartition des subventions de la NED dans l'espace régional russe en 2014	109
Figure 8 : Production annuelle de pétrole dans le monde	124
Figure 9 : Répartition des subventions de la NED dans l'espace régional russe en 2014 et 2017.....	128
Figure 10 : Pays-membres de l'OTAN et candidats à l'adhésion en 2018	133
Figure 11 : Budget de l'EDI, 2015-2019	136
Figure 12 : Evaluation du bien-être et du progrès selon l'OCDE.....	141
Figure 13 : Pays dans lesquels le niveau de perception de souffrance est le plus élevé en 2016.....	143
Figure 14 : Tendance des investissements en Ukraine entre 2010 et 2017.....	143
Figure 15 : Balance commerciale entre l'Ukraine et la Russie entre 2013 et 2017	146
Figure 16 : Balance commerciale de l'Ukraine entre 2013 et 2017.....	146
Figure 17 : Principaux flux nets d'IDE au Kazakhstan entre 2013 et 2017.....	154
Figure 18 : Part des Etats-Unis dans les investissements en Géorgie entre 2013 et 2017	155
Figure 19 : Relations commerciales des pays d'Asie centrale et du Caucase avec les Etats-Unis 2013-2017	155
Figure 20 : Subventions de la NED en Asie centrale, dans le Caucase et en Eurasie en 2017	158
Figure 21. Taux d'approbation de V. Poutine 1999-2017	161
Figure 22. Popularité des Etats-Unis au sein de la population russe 1997-2017	162
Figure 23 : Carte de la province du Xinjiang.....	173
Figure 24 : Le Xinjiang, une région isolée et mal desservie.....	175
Figure 25 : Le Xinjiang, la porte vers l'Asie centrale.....	175
Figure 26 : L'Afghanistan, source de préoccupation pour BRI.....	179
Figure 27 : La région du Badakhshan, objet de la politique de sécurité régionale de Pékin.....	182
Figure 28 : Le projet des routes de la soie	186
Figure 29: Les routes de la soie en Asie centrale.....	186
Figure 30: Echanges commerciaux entre le Kazakhstan et la Chine 2008-2018 (millions de dollars)	188
Figure 31 : Echanges commerciaux entre le Turkménistan et la Chine 2008-2018 (millions de dollars)	190
Figure 32: Echanges commerciaux entre le Kirghizstan et la Chine 2008-2018 (millions de dollars)	191
Figure 33: Echanges commerciaux entre le Tadjikistan et la Chine 2008-2018 (millions de dollars)	191
Figure 34: Echanges commerciaux entre l'Ouzbékistan et la Chine 2008-2018 (millions de dollars)	192
Figure 35: Echanges commerciaux entre les pays d'Asie centrale et la Chine 2008-2018	193
Figure 36 : Principaux pays investisseurs dans le monde entre 2005 et 2016	195
Figure 37: Principaux pays investisseurs au Kazakhstan, 2012-2018, investissements bruts en millions de dollars.....	196
Figure 38: Principaux pays investisseurs au Kirgystan et au Tadjikistan, 2012-2018, données exprimées en milliers de dollars.....	197
Figure 39 : Investissements chinois au Tadjikistan, au Kirghizstan et au Kazakhstan 2008-2018.....	198
Figure 40 : Montant des opérations de la Chine dans les pays centrasiatiques, 2010-2019 (données exprimées en millions de dollars)	199

Figure 41: Estimations de la dette des pays d'Asie centrale auprès de la Chine en 2019.....	200
Figure 42 : Le réseau de transport d'hydrocarbures entre l'Asie centrale et la Chine	204
Figure 43 : Répartition des investissements et projets chinois en Serbie entre 2010 et 2019.....	207
Figure 44 : Volume des échanges entre la Biélorussie et la Chine 2014-2018.....	212
Figure 46. Le Southern Gas Corridor, gazoduc partiellement financé par la Chine	216
Figure 47. Le North South Road Corridor, un projet avec une participation chinoise	217
Figure 48 : Investissements directs en Russie en provenance de Chine 2009-2018 (millions de dollars)	223
Figure 49 : Le commerce entre la Russie et la Chine 2008-2018	223
Figure 50 : Croissance du PIB de la Chine et croissance mondiale, 2007-2017.....	228
Figure 51 : IDE chinois, 2007-2017	229
Figure 52 : PIB de l'Inde, 1990-2017	236
Figure 53 : Etat de l'économie russe durant la décennie 1990	246
Figure 54 : Comparaison de la croissance du PIB entre la Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et l'Ukraine, 2001-2017	250
Figure 55 : Commerce extérieur de la Russie avec les pays de la CEI, 2012-2016.....	251
Figure 56 : IDE en provenance de Russie dans les pays de la CEI, 2012-2017	253
Figure 57 : IDE de la Russie en Ukraine, 2012-2017	253
Figure 58 : IDE en provenance de Russie dans les pays de la CEI sans l'Ukraine, 2012-2017	254
Figure 59 : Estimation du nombre de travailleurs centrasiatiques en Russie 2010-2015	255
Figure 60 : La crise des monnaies régionales 2014-2015	260
Figure 61 : Impact de la crise russe sur les économies voisines	261
Figure 62 : Part des IDE de Russie à destination dans la CEI, 2011-2017	267
Figure 63 : Evolution des IDE de Russie dans la CEI, 2007-2017	268
Figure 64 : La place des pays de la CEI dans les investissements en provenance de Russie 2007-2017	269
Figure 65 : Répartition des IDE de Russie dans les pays de la CEI, 2009-2019	269
Figure 66: Principaux pays investisseurs au Kazakhstan en 2014.....	270
Figure 67 : IDE nets en provenance de Russie à destination des pays proches non-membres de la CEI 2009-2019 (données en millions de dollars).....	271
Figure 68 : Répartition des russophones en Eurasie	287
Figure 69 : Parts de la Russie dans les importations et exportations de la Pologne et des pays baltes, 2008-2018	295
Figure 70 : Grandes manifestations populaires et révolutions dans les régimes non démocratiques de la sphère régionale russe 2005 -2018.....	303
Figure 71 : Carte des accords de l'UEEA	310
Figure 72 : Exportations de l'Arménie vers la Russie 2009-2018	313
Figure 73 : Les investissements russes en Biélorussie : une tendance stable	332
Tableau 1 : Quelles limites géographiques à la zone d'influence de la Russie ?.....	35
Tableau 2: Proved reserves and oil production (with condensate) in the main countries	61
Tableau 3: Proved reserves of natural gas and main world producers.....	62
Tableau 4 : Resources* of uranium and production of uranium condensate (U308) in main producing countries.....	62
Tableau 5: Classement des réserves d'hydrocarbures en Asie centrale, dans le Caucase et en Europe orientale en janvier 2017.....	64
Tableau 6 : Budget de la NED 2004-2014 (arrondis, millions de dollars)	105
Tableau 7 : Assistance américaine économique via l'USAID 2001-2014 dans la sphère régionale russe (millions de dollars)	108
Tableau 8 : Subventions de l'OSF dans la sphère régionale russe en 2014.....	109

Tableau 9 : Pays à indice démocratique faible dans la sphère régionale russe en 2014	115
Tableau 10: Tableau comparatif de la croissance du Kazakhstan et de l'Ukraine 1995-2016*	139
Tableau 11 : Répartition de la population ouïgoure en Asie centrale et en Chine	177
Tableau 12 : Exportations des armes chinoises en Asie centrale en millions de dollars	179
Tableau 13 : Projets financés par BRI en Asie centrale.....	187
Tableau 14 : Projets de la Chine en Asie centrale.....	202
Tableau 15 : Projets de la Chine dans les voies de transport terrestres par pays en Asie centrale.....	203
Tableau 16 : Exportations d'armes vers la Chine 2008-2018*	210
Tableau 17 : Projets de BRI dans le Sud Caucase	215
Tableau 18 : Principaux pays investisseurs en Russie en 2018 (classement selon les assets/liability principe) données en millions de dollars	222
Tableau 19 : Le poids de la Chine dans le financement post-2014 de Yamal LNG	226
Tableau 20 : Croissance comparée du PIB de la Russie et des pays de l'ex-URSS durant la décennie 1990	247
Tableau 21: Les transferts de fond des migrants, une source de revenus dans la sphère russe (millions de dollars US)	257
Tableau 22: Transferts personnels de Russie vers les pays de la CEI 2011-2017* (millions de dollars US).....	257
Tableau 23 : Croissance en % du PIB dans les pays de la CEI 2012-217	259
Tableau 24 : Inflation des prix à la consommation dans la CEI 2012-2017	260
Tableau 25 : Parts de la Russie dans les exportations des pays de sa sphère régionale*	265
Tableau 26 : Parts de la Russie dans les importations des pays de la sphère régionale*	266
Tableau 27 : Les Russes dans les Etats de l'ex-URSS.....	283
Tableau 28 : Répartition des votes sur la résolution de l'ONU concernant l'intégrité territoriale de l'Ukraine en 2014 dans la sphère régionale russe.....	289
Tableau 29 : Les dépenses militaires de la Géorgie 2014-2017.....	292
Tableau 30 : Les dépenses militaires de la Pologne 2014-2017	292
Tableau 31 : Les dépenses militaires de la Roumanie 2014-2017	293
Tableau 32 : Les dépenses militaires de l'Estonie 2014-2017.....	294
Tableau 33 : Les dépenses militaires de la Lituanie 2014-2017	294
Tableau 34 : Les dépenses militaires de la Lettonie 2014-2017	295
Tableau 35 : Evolution de l'indice démocratique dans la sphère régionale russe.....	301
Tableau 36 : Classement des pays les plus corrompus de la sphère régionale russe	302
Tableau 37 : Classement des pays* par indice de bonheur** 2013-2017.....	305
Tableau 38 : Parts en % de la Russie dans les importations d'armes des pays d'Eurasie.....	324
Tableau 39 : Echanges commerciaux entre la Russie et la Mongolie 2000-2016.....	328

INTRODUCTION

1. Le partenariat russo-chinois et le triangle stratégique Russie-Chine-Etats-Unis

Le 06 juin 2019, les dirigeants russe et chinois publient une déclaration commune « sur le développement du partenariat stratégique général pour la collaboration dans une nouvelle ère¹ ». Le document, à visée générale, ne propose pas de nouvel axe de coopération, mais réaffirme les principaux aspects de l'entente initiée à la fin des années 1990, et souligne ainsi le succès de vingt années d'un partenariat pragmatique² et efficace sur trois principaux points :

- Les deux Etats réaffirment leur volonté de travailler ensemble à la résolution des « problèmes régionaux », et mettent ainsi l'accent sur la dimension régionale de leur coopération. Depuis la fin des années 1990, la Russie et la Chine se sont appliquées à développer un partenariat régional, amorcé par la résolution de leur conflit frontalier, dont les négociations, entamées dès 1989, n'ont abouti qu'en 2005, notamment en raison de l'opposition virulente de la population et des élites politiques locales russes³ concernées par le nouveau tracé frontalier. La création en 1996 du groupe de Shanghai, réunissant initialement la Chine, la Russie, le Tadjikistan et le Kirghizstan, devenu en 2001 l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) que l'Ouzbékistan rejoint la même année, et la signature, encore en 2001, du traité de bon voisinage et de coopération amicale, encadrent cette nouvelle dynamique régionale, articulée principalement autour de la sécurité, puis de la coopération économique. En effet, tant la Chine que la Russie craignent alors que les facteurs d'instabilité en Asie centrale⁴, notamment les conflits frontaliers, la guerre civile au Tadjikistan, le trafic de drogue et l'arrivée des Talibans en Afghanistan ne portent atteinte à leur propre sécurité.

¹ Le document est disponible en anglais à l'adresse suivante : <https://www.bilaterals.org/?joint-statement-of-the-people-s>

² FACON, Isabelle, 2006. Les relations stratégiques Chine-Russie en 2005 : la réactivation d'une amitié pragmatique. In : *Notes de la FRS*. Janvier 2006. p. 9.

³ AVIOUTSKI, Viatcheslav, 2001. Russie – Chine : du partenariat stratégique vers la réémergence d'un espace-monde | Académie de Géopolitique de Paris. In : *Géostratégiques* [en ligne]. Mars 2001. n° 3. [Consulté le 2 août 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.academiedegeopolitiquedeparis.com/russie-chine-du-partenariat-strategique-vers-la-reemergence-dun-espace-monde/>.

⁴ FACON, Isabelle, 2006. L'Organisation de coopération de Shanghai. In : *Le Courrier des pays de l'Est*. 2006. Vol. n° 1055, n° 3, p. 26-37. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2006-3-page-26.htm>

La coopération militaire régionale prend ainsi son essor au début des années 2000, via l'OCS mais également au niveau bilatéral. Ainsi, en 2005, la Russie et la Chine organisent un exercice militaire conjoint, dont l'ampleur, inédite, inquiète les acteurs occidentaux : les manœuvres, qui mobilisent 8 800 hommes (dont 7 000 Chinois) 17 avions, 140 navires de guerre et sous-marins⁵, débutent à Vladivostok et se terminent dans l'est de la Chine, en mer Jaune. La coopération régionale inclut également une amélioration des relations économiques. Russie et Chine ont, en vingt ans, modelé l'Asie centrale via différentes organisations de coopération économique régionale, et le document signé en 2019 souligne le soutien mutuel de la Russie et de la Chine à ces projets régionaux multilatéraux : la Russie soutient ainsi le projet chinois des routes de la soie, ayant vocation de structurer le marché international autour de la Chine, dans lequel l'Asie centrale détient une position-clé et dont la Russie espère également profiter, et la Chine affirme soutenir le processus d'intégration de l'Union économique eurasiatique (UEEA), lancée en 2015 par la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Arménie et la Biélorussie. L'articulation efficace de ces projets doit permettre l'essor du grand partenariat eurasiatique, que le président Poutine a proposé en 2016 et a également ouvert à tous les pays européens, y compris ceux de l'Union européenne.

- Le document met également l'accent sur la profondeur des relations bilatérales, qui se traduit par des liens économiques et diplomatiques étroits. La Russie et la Chine ont atteint un niveau sans précédent d'échanges commerciaux, de moins de 10 milliards de dollars en 2000 à plus de 100 milliards de dollars en 2018. Le souci d'entretenir et de développer les relations se manifeste au plus haut niveau, et les dirigeants russe et chinois se déplacent très régulièrement en visites officielles respectivement en Chine et en Russie⁶. L'entente russo-chinoise, qui s'accompagnerait d'une entente personnelle entre les deux dirigeants, se manifeste par la concordance des points de vue sur de nombreux sujets régionaux et internationaux.

⁵ JÉGO, Marie, 2005. Chinois et Russes achèvent des manœuvres militaires inédites. In : *Le Monde.fr* [en ligne]. 24 août 2005. [Consulté le 2 août 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2005/08/24/chinois-et-russes-achevent-des-man-uvres-militaires-inedites_682207_3216.html.

⁶ Le président Vladimir Poutine a effectué un peu moins de 20 déplacements officiels en Chine, tandis que le dirigeant Xi Jinping s'est rendu 8 fois en Russie depuis 2012. Selon le président chinois, les deux dirigeants se sont rencontrés près de 30 fois en l'espace de six ans.

- Enfin, le document revient sur le soutien au multilatéralisme sur la scène internationale, thème omniprésent de la coopération russo-chinoise, à tous les niveaux. Derrière ce soutien au multilatéralisme et au principe de non-ingérence⁷, l'un des fondements de la « *Déclaration commune russo-chinoise sur un monde multipolaire et l'instauration d'un nouvel ordre international* », signée en 1997, s'exprime l'opposition des deux Etats à l'hégémonie américaine, rarement voire jamais citée spécifiquement, mais toujours visée. Depuis le début du XXIe siècle, la Russie et la Chine, mettant à profit leur siège au conseil de sécurité de l'ONU, ont régulièrement pris position contre les velléités américaines d'interventions à l'étranger, quels qu'en soient les motifs.

A l'aube de la décennie 2020 et en soixante-dix ans de relations diplomatiques, les relations russo-chinoises ont ainsi atteint un stade inédit. Les deux Etats ambitionnent de créer de nouvelles normes et organisations mondiales remettant en cause le système international érigé par les pays occidentaux après le second conflit mondial et sont devenus des partenaires stratégiques présentant un front uni sur plusieurs dossiers internationaux. Ces manœuvres sont interprétées aux Etats-Unis comme une menace directe à leur puissance : « In this context, Russia and China are our most stressing competitors. They have developed and are continuing to advance military systems that seek to threaten our advantages in specific areas. And in some case, they are developing weapons and ways of wars that seek to achieve their objectives rapidly, before they hope, we can respond⁸. » Cette dynamique est considérée comme l'un des principaux moteurs de ce qui est appelé le triangle stratégique entre la Russie, la Chine et les Etats-Unis. Dans un contexte d'instabilités internationales récurrentes, et notamment dans le cadre de la montée des tensions, depuis quelques années, entre la Chine et les Etats-Unis d'une part, la Russie et les Etats-Unis d'autre part, la compréhension de leurs relations est devenue

⁷ Selon le Lexique de géopolitique, co-écrit par Jacques Soppelsa, Michèle Battesti et Jean-Christophe Romer et paru en 1988, la non-ingérence ou non-intervention est le « principe selon lequel les Etats sont égaux entre eux et qu'il existe un respect réciproque (...) En conséquence aucun Etat n'as le droit de s'ingérer dans l'examen et la solution d'une affaire relevant de la compétence d'un ou plusieurs Etats ». Seul l'ONU dispose ce droit, pour assurer le respect de principes jugés fondamentaux. La Russie insiste souvent sur la nécessité de régler les affaires internationales via l'ONU, notamment parce que, disposant d'un siège permanent au conseil de sécurité, sa voix vaut autant que celle des Etats-Unis.

⁸ SECRETARY OF DEFENSE, 2016. Remarks Previewing the FY 2017 Defense Budget. In : U.S. DEPARTMENT OF DEFENSE [en ligne]. Février 2016. [Consulté le 20 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.defense.gov/Newsroom/Speeches/Speech/Article/648466/remarks-previewing-the-fy-2017-defense-budget/>.

un élément essentiel à l'interprétation et l'analyse, voire à l'anticipation des enjeux internationaux contemporains et la compréhension du « risque géopolitique⁹ ».

La Russie, la Chine et les Etats-Unis : comprendre un triangle stratégique structurant les relations internationales

Le concept de triangle dans les relations internationales et en géopolitique, discipline choisie pour ce travail de recherche, est devenu particulièrement populaire ces dernières années. Illustrant notamment l'influence que les relations entre deux Etats peuvent exercer sur leurs propres relations avec un troisième, il témoigne ainsi de la complexification des relations dans un espace mondialisé. Il est notamment évoqué pour qualifier les relations entre la Chine, les Etats-Unis et Taiwan ; la Chine, les Etats-Unis et l'Amérique latine ; la Chine, la Russie et l'Inde ; la Russie, l'Europe et les Etats-Unis. Présenté comme un concept évident, simplement relatif au nombre d'Etats participant au scénario et à leur interdépendance, le triangle dans les relations internationales fait pourtant l'objet de peu d'analyses théoriques.

Le qualificatif stratégique est sujet à la même impression d'évidence : il est peu d'analyses qui s'étendent sur la dimension stratégique de tel ou tel triangle. Si le terme relève traditionnellement de ce qui est lié à la sphère militaire et au conflit armé, il est assimilé aujourd'hui à ce qui est structurant, essentiel, liés aux intérêts les plus fondamentaux d'un Etat. Le terme semble surtout désormais être employé en lien avec la sécurité nationale et les intérêts essentiels d'un Etat. Dans le cadre d'un triangle, le terme stratégique peut être employé à deux niveaux : le triangle est stratégique car il est essentiel dans la stratégie de chacun des trois acteurs ; autrement dit, les deux autres partenaires du triangle sont incontournables pour le troisième. Un triangle peut également devenir stratégique en raison de son impact sur la scène internationale ; les interactions entre trois Etats, confrontations ou coopérations, peuvent déterminer la stabilité ou l'instabilité de régions du monde, et ainsi devenir stratégiques pour cet espace.

Genèse du triangle stratégique

⁹ GOMART, Thomas, 2016. Le retour du risque géopolitique. In : Les notes de l'institut. Janvier 2016. p. 58.

Le 14 février 1950, quelques mois après la révolution chinoise et l'instauration d'un régime communiste, la nouvelle République populaire de Chine (RPC) et l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) signent un traité « d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle ». Le nouveau pacte sino-soviétique fait écho au discours de Mao Zedong durant l'été 1949 célébrant les vingt-huit années d'existence du parti communiste chinois, dans lequel il confirme son choix de « pencher du côté du socialisme », par opposition à la proximité du régime de Tchang Kaï-chek avec les Etats-Unis et « l'impérialisme » : « Internationally, we belong to the side of the anti-imperialist front headed by the Soviet Union, and so we can turn only to this side for genuine and friendly help, not to the side of the imperialist front ». A l'avènement de la RPC, le régime de Mao est isolé sur le plan international, reconnu uniquement par les Etats communistes, et c'est à Taiwan que revient le siège permanent au conseil de sécurité de l'Organisation des nations unies. Ces événements marquent l'émergence du concept de triangularité des relations URSS, Chine et Etats-Unis. Toutefois, au regard de la faiblesse de la Chine comparée à l'URSS et aux Etats-Unis, et de son poids très faible dans les relations internationales, le triangle demeure une représentation théorique sans grande application pratique¹⁰.

La mort de Staline en 1953 ouvre la voie à une nouvelle dynamique entre l'URSS et la RPC. Mao, désireux de s'affirmer face au nouveau leader soviétique, multiplie les gestes d'éloignement, et participe notamment en 1955 à la conférence de Bandung, dite du « mouvement des non-alignés », revendiquant la fin de la bipolarisation du monde. Le congrès soviétique de 1956, durant lequel Khrouchtchev revendique une « coexistence pacifique » avec les Etats-Unis, sert de prétexte à Mao pour justifier la rupture idéologique avec l'URSS. Bien qu'ayant critiqué les positions jugées trop douces de l'URSS à l'égard des Etats-Unis, notamment durant la crise des missiles à Cuba, Mao entame par la suite un rapprochement avec les Etats-Unis, symbolisés par la visite secrète à Pékin d'Henry Kissinger, conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis, prélude à la visite officielle du président Nixon en 1972. Si la RPC demeure un Etat faible politiquement et économiquement, la rupture sino-soviétique représente un atout géopolitique de taille pour les Etats-Unis, à savoir l'opportunité de fragiliser le bloc soviétique. Leurs relations bilatérales avec l'URSS et la Chine deviennent à cette période un élément clef pour la compréhension des relations sino-soviétiques : le « rapprochement »

¹⁰ LO Bobo, *Russia, China and the United States: From Strategic Triangularism to the Postmodern Triangle* *Russie.Nei.Visions*, No. 47, February 2010 / *Proliferation Papers*, No. 32, Winter 2010

relatif américano-soviétique pendant la période Khrouchtchev sert de prétexte à la Chine pour se désolidariser du bloc soviétique ; le rapprochement sino-américain en 1970 attise les tensions entre l'URSS et la Chine, au bord du conflit déclaré, et incite l'URSS à se rapprocher de l'Inde. Durant cette période, le jeu chinois de va et vient entre l'URSS et les Etats-Unis, ainsi que la lutte pour l'hégémonie mondiale entre les deux grandes puissances sont les principales dynamiques de ce qui est alors véritablement considéré comme un triangle stratégique.

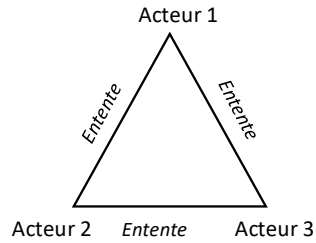
Définition et typologie des dynamiques

C'est donc à partir de la rupture sino-soviétique et du rapprochement sino-américain que le concept gagne en pertinence et commence à être traité comme un nouveau phénomène propre à expliquer les relations interdépendantes et complexes entre l'URSS, la RPC et les Etats-Unis. Les trois Etats forment ainsi le premier triangle stratégique identifié comme tel sur la scène internationale. L'analyse et le cadre conceptuel proposés par Lowell Dittmer dans son article *the Strategic Triangle : An Elementary Game-Theoretical Analysis*¹¹ apparaissent particulièrement adapté, et d'autant plus à propos qu'ils s'inscrivent en préambule d'une étude des relations entre l'URSS, la Chine et les Etats-Unis. Son analyse doit nous permettre à la fois de mieux maîtriser les enjeux types des acteurs d'un triangle, mais également d'identifier plus facilement les évolutions qu'a connu le triangle que nous étudions.

L'auteur avance que l'émergence d'un triangle en relations internationales est principalement due à un déséquilibre de pouvoir trop important entre deux Etats : celui souffrant le plus de cette asymétrie se tourne alors vers un troisième partenaire dans le but d'équilibrer le rapport de force. L. Dittmer est ici marqué par l'actualité de son temps, et en particulier le rapprochement sino-américain des années 1970. Il impose deux conditions à l'émergence d'un triangle : chaque participant doit posséder un rôle capital dans la stratégie des deux autres, et le triangle doit être au cœur de la stratégie de chacun des Etats ; ensuite, chaque participant doit être reconnu comme légitime et autonome, caractéristiques que le bloc occidental, jusque dans les années 1970, n'attribuait pas à la RPC par rapport à l'URSS. Il existe du point de vue de l'auteur trois scénarii possibles :

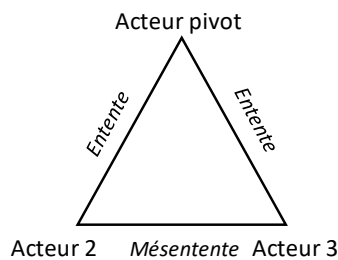
- Le ménage à trois

¹¹ DITTMER, Lowell, 1981. *The Strategic Triangle: An Elementary Game-Theoretical Analysis*. In: *World Politics*. 1981. Vol. 33, n° 4, p. 485-515. DOI 10.2307/2010133. JSTOR



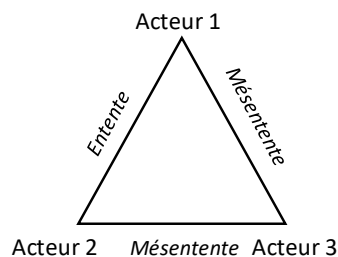
Celui-ci implique une « entente symétrique entre les trois acteurs ». Ce schéma est le plus avantageux si l'objectif est l'optimisation des intérêts des trois acteurs. Il permet de maintenir l'équilibre et favorise la coopération trilatérale. Il peut toutefois être source d'instabilité et d'insécurité du point de vue individuel des acteurs, car chacun ne peut jamais être certain que la coopération bilatérale entretenue par les deux autres acteurs ne lui porte pas préjudice.

- Le triangle romantique



Ce schéma apparaît comme le plus avantageux pour « l'acteur pivot ». Il consiste en une entente avec l'acteur pivot et les deux autres acteurs, et une mésentente entre ces deux derniers. De la sorte, l'acteur pivot peut exploiter les tensions entre les deux autres à son avantage. L.Dittmer estime toutefois que ce scénario ne peut fonctionner de manière pérenne, car l'instabilité et l'insécurité des deux acteurs, source d'opportunités pour l'acteur pivot, engagera les deux partenaires à rompre, plus ou moins violemment, cette dynamique.

- Le mariage stable



Ce dernier scénario présente le moins d'avantages cumulés pour les trois acteurs, mais serait le plus durable. Il implique une entente symétrique entre deux acteurs et une mésentente entre ces deux partenaires et le troisième. Dans ce schéma, le troisième a tout intérêt à former une entente avec l'un des deux autres acteurs pour déstabiliser leurs relations, manœuvre difficile considérant que les deux autres acteurs préfèrent cette dynamique et en tirent des bénéfices, et que leur entente peut être fondée sur l'inimitié avec le troisième acteur. Celui-ci peut toutefois disposer de certains atouts, notamment si l'entente entre les deux acteurs est asymétrique, c'est-à-dire qu'elle profite davantage à l'un qu'à l'autre. Ce dernier scénario est celui qui explique le mieux les dynamiques entre l'URSS, la Chine et les Etats-Unis à partir de la rupture sino-soviétique, que les Etats-Unis ont su exploiter et nourrir pour fragiliser l'alliance entre les deux pays.

Proposé par Huei-Ming Mao, un quatrième scénario est envisageable, dans lequel les trois acteurs sont ennemis¹². Celui-ci pourrait s'appliquer aux relations entre les trois Etats durant les années 1960, décennie durant laquelle les tensions entre l'URSS et la RPC s'accroissent, et où, en dépit de la détente américano-soviétique, les deux Etats demeurent opposés.

Une application stricte de ces scénarii théoriques est bien entendu peu probable. La réalité et la complexité des relations internationales implique quelques nuances, notamment s'agissant du degré d'entente ou de mésentente en jeu, mais ce cadre permet toutefois de structurer la réflexion de manière systémique et permet de formaliser plus facilement toute évolution au sein d'un triangle stratégique.

Quelles dynamiques pour le triangle stratégique depuis 2000

L'effacement de la Russie et de la Chine dans les années 1990 sur la scène internationale, liés à des considérations économiques, politiques et diplomatiques (mise au ban de la Chine à la suite du massacre de Tian'anmen en 1989, éclatement de l'URSS en 1991) entraîne temporairement l'effondrement des dynamiques triangulaires.

Au début des années 2000, le renouveau, en Chine et en Russie, d'une ambition de puissance à l'échelle internationale conjugué à une reprise économique prometteuse pour les

¹² MAO, Huei-Ming, 2003. The U.S.-China-Russia Strategic Triangle Relationship- Since the Beginning of the Bush Administration. In : *Tamkang Journal of International Affairs*. 2003. p. 37.

deux pays ont conduit à la perception d'un « retour » du triangle stratégique, sur le modèle du mariage stable, conforté par la perception, vive en Occident, d'un bloc russo-chinois contre les Etats-Unis. Dès 1997, la Russie et la Chine signent la « *Déclaration commune russo-chinoise sur un monde multipolaire et l'instauration d'un nouvel ordre international* », qui dénonce la domination d'un seul pays et annonce le renforcement de leur coopération sur le plan international : « No country should seek hegemony, engage in power politics nor monopolize international affairs [...] Guided by a sense of their historical responsibility for world peace and development and for the future of mankind, the Parties are strengthening their coordination and cooperation in international affairs¹³ ».

Si la Russie et la Chine s'entendent pour dénoncer l'hégémonie américaine, et nourrissent ainsi la perception d'un retour des enjeux de guerre froide entre l'URSS, la Chine et les Etats-Unis, le triangle post-2000 est marqué par des dynamiques bien différentes entre les trois acteurs. Ainsi, le rapport de force entre la Russie et la Chine bascule progressivement en faveur de Pékin. L'asymétrie identifiée par L. Dittmer comme facteur d'émergence d'un triangle reste présente, mais liée cette fois-ci à l'affaiblissement de la Russie et son incapacité à concurrencer les perspectives de croissance économique de la Chine. Ensuite, si la Russie tente effectivement de reproduire le scénario d'un mariage stable à son avantage, elle a également tenté de construire des partenariats avec la Chine et les Etats-Unis, se rapprochant ainsi davantage, de son point de vue, d'un triangle romantique ou d'un mariage à trois. Ceci est notamment visible dans le rapprochement russo-américain en 2001, initié par la posture russe au lendemain des attentats aux Etats-Unis, ou dans le cadre de la tentative de « reset » des relations russo-américaines en 2009. Ces deux moments témoignent, à cette époque, d'une volonté, en Russie, de pacifier les relations avec son partenaire américain et de saisir les opportunités issues d'un partenariat russo-américain¹⁴, et donc peut-être de bénéficier de relations fructueuses avec les deux autres acteurs du triangle.

De son côté, la Chine a longtemps pris soin de laisser la Russie occuper la scène médiatique lorsqu'il s'agissait de s'opposer aux velléités internationales américaines. Ce

13 "China-Russia: Joint Declaration on A Multipolar World And The Establishment Of A New International Order." *International Legal Materials*, vol. 36, no. 4, 1997, pp. 986–989. JSTOR, www.jstor.org/stable/20698707. Accessed 23 Apr. 2020.

14 FACON, Isabelle, 2013. Russie, Etats-Unis : la tension perpétuelle. In : Notes de la FRS [en ligne]. Juin 2013. n° 15/13. [Consulté le 14 février 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.un.org/documents/ga/docs/52/plenary/a52-153.htm>.

faisant, la Chine a pu rester relativement discrète, alors que la Russie multipliait les déclarations dénonçant la politique américaine (discours de Munich en 2007, accusations d'ingérence lors des manifestations de 2012, lois anti ONG visant de nombreuses organisations américaines, etc.). Dans le même temps, la Chine établissait avec les Etats-Unis une relation économique-financière asymétrique en sa faveur. En environ vingt ans, la Chine est ainsi devenue le second créancier des Etats-Unis, derrière le Japon, et l'un de ses principaux partenaires commerciaux. Jusqu'en 2018 et la montée des tensions entre la Chine et les Etats-Unis, qui se traduit notamment mais pas exclusivement par une guerre commerciale, il a semblé que la Chine cherchait à établir un « triangle romantique » à son avantage, dans lequel elle entretiendrait des relations fructueuses économiquement et géopolitiquement avec ses partenaires russe et américain, et profiterait des tensions russo-américaines pour s'imposer davantage face à la Russie. Enfin, si les Etats-Unis ont tenté durant la guerre froide de fragiliser l'entente sino-soviétique, peu d'éléments dans la politique étrangère américaine des deux dernières décennies permettent d'identifier une stratégie durable de rapprochement avec l'un ou l'autre des deux autres acteurs en vue d'affaiblir l'entente russo-chinoise.

Le triangle stratégique constitué des trois Etats est donc principalement appréhendé sous l'angle d'un axe russo-chinois visant à déstabiliser la puissance américaine. Au regard de l'écart de puissance croissant entre la Russie d'une part, la Chine et les Etats-Unis de l'autre, certains experts questionnent toutefois sa pérennité (Dmitry Suslov, 2019).

2. La crise ukrainienne : une stratégie du « chacun pour soi » en Eurasie ?

Au-delà du jeu international entre les trois Etats, le triangle stratégique est aussi pour la Russie un enjeu de géopolitique régionale. La Chine et les Etats-Unis ont en effet établi une présence forte et ont développé des intérêts vitaux en Eurasie, représentation géographique d'un espace intermédiaire entre l'Europe et l'Asie, un espace que la Russie a longtemps contrôlé et cherche encore à influencer voire maîtriser. Bien sûr, et il ne faut pas l'oublier, l'Union européenne est également devenue l'un des principaux acteurs de la région, mais nous avons décidé de ne pas l'inclure dans l'analyse de ce jeu triangulaire, choix sur lequel nous reviendrons.

Composer avec ces Etats, en prenant en compte les enjeux internationaux de partenariat avec la Chine, est devenu l'un des principaux défis de la politique régionale russe. Or, la coopération russo-chinoise pour contenir les velléités internationales des Etats-Unis, efficace à l'étranger, semble atteindre ses limites dans l'espace régional de la Russie.

Rivalités latentes entre les trois Etats

Le 27 mars 2014, l'Assemblée générale des Nations unies adopte une résolution concernant l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et déclare l'invalidité du référendum organisé en Crimée et à Sébastopol sur le rattachement à la Russie. Sur les 169 Etats, seulement 10, en plus de la Russie, ont soutenu Moscou et voté contre la résolution : l'Arménie, la Biélorussie, la Bolivie, Cuba, le Nicaragua, la Corée du Nord, le Soudan, la Syrie, le Venezuela et le Zimbabwe.

Ingérence et intérêts américains

Les Etats-Unis ont voté pour la résolution, dans la continuité du soutien qu'ils ont apporté aux manifestations populaires à Kiev en 2013 et au nouveau gouvernement ukrainien. La décision de soutenir l'Ukraine dans son conflit avec la Russie et son intégration euro-atlantique est en grande partie liée au projet de contrer les ambitions russes dans la région. En effet, au-delà de la volonté affichée de défendre le processus démocratique et les droits de l'homme, les Etats-Unis ont des intérêts très concrets en Ukraine, largement développés par les *think tanks* américains. Parmi tous les travaux consacrés à l'importance de l'Ukraine pour les Etats-Unis, une conférence au mois de décembre 2019¹⁵, à l'occasion du sommet de Paris en « format Normandie » réunissant les dirigeants français, allemand, ukrainien et russe, a réuni dix *think tank* et des membres du Congrès américain sur le thème « U.S. strategic interests in Ukraine », insistant sur le rôle crucial de l'Ukraine dans la stratégie de sécurité des nations « aimant la liberté » et sur la nécessité de contrer « l'agression russe ». Il a été répété à plusieurs reprises que la « sécurité des Etats-Unis commence en Ukraine » en référence au risque perçu d'une nouvelle expansion russe en Europe. Cette vision de l'Eurasie, nous y reviendrons, valide les théories de Mackinder et de Brzezinski sur le rôle central de l'Eurasie dans les relations internationales.

¹⁵ La retranscription intégrale de la conférence est disponible en anglais à l'adresse suivante : <https://www.atlanticcouncil.org/news/transcripts/atlantic-council-event-what-can-be-done-to-ensure-ukraine-succeeds/>

La neutralité de la Chine à l'ONU pose question

L'exacerbation des tensions russo-américaines a constitué l'un des principaux aspects d'étude de la crise ukrainienne, vue comme le point de départ d'un nouveau conflit larvé entre les deux Etats. La position de la Chine après la crise et le rapprochement russo-chinois ont été interprétés par une partie de la communauté scientifique comme une nouvelle manifestation de la profondeur de l'entente entre les deux pays¹⁶. Nous proposons toutefois une lecture différente de l'attitude chinoise.

Insistant à plusieurs reprises sur le respect de la souveraineté ukrainienne, et au nom du principe de non-ingérence que Pékin affirme être au cœur de sa politique étrangère, la Chine s'est abstenue lors du vote de la résolution sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Dans le cadre de son partenariat avec la Russie, cette décision étonne. La Russie a en effet fourni une interprétation des événements en Ukraine qui place les Etats-Unis au cœur de la révolution, du « coup d'Etat » décrit par les autorités russes, et insiste sur le processus démocratique ayant conduit au « rattachement » de la Crimée, en fournissant des arguments historiques. Les conversations fuitées entre l'ambassadeur américain en Ukraine, Geoffrey Pyatt, et l'adjointe au secrétaire d'Etat, Victoria Nuland, ont d'ailleurs apporté du poids à la version russe¹⁷. Il eut été alors aisé pour Pékin de valider cet angle, et ce d'autant plus que les arguments et manœuvres de Moscou font écho à ceux employés par Pékin s'agissant de ses revendications en mer de Chine¹⁸ et des troubles à Hong Kong : contrôle historique dans le premier cas, accusations d'ingérence américaine dans le second. En s'abstenant à l'ONU, la Chine refuse toutefois de valider le scénario proposé par la Russie au terme duquel la Crimée aurait volontairement et librement choisi son rattachement à la Russie.

La position chinoise aurait été dictée par des intérêts économiques et une vision de la géopolitique régionale dans laquelle la Russie est certes un partenaire, mais aussi un

¹⁶ KASHIN, Vasily, 2016. The Ukrainian Crisis: Impact on Sino-Russian Relations. In : *RSIS Commentary*. Octobre 2016. p. 3.

¹⁷ Cette conversation dévoile en partie le soutien des Etats-Unis à certains candidats à l'élection présidentielle qui s'est tenue le 25 mai 2014.

¹⁸ ROMER, Jean-Christophe, 2016. *Russie. La relation à la Chine* [en ligne]. France Culture. 2016. S.l. : s.n. [Consulté le 11 août 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/russie-la-relation-la-chine>.

concurrent¹⁹. Rappelons que l'Ukraine est l'un des principaux fournisseurs d'armes de la Chine, et qu'en qualité d'ancien pays soviétique, elle est en mesure de lui vendre des armes de haute technologie que Pékin n'avait, jusqu'à 2014, jamais pu obtenir de Moscou. En outre, dans le cadre d'OBOR, la Chine a tout intérêt à maintenir ses relations avec l'Ukraine, qu'un soutien à l'annexion russe de la Crimée aurait pu menacer. Enfin, la fragilisation de la Russie en Ukraine et dans son environnement régional peut créer des opportunités de développement pour la Chine. Il existe donc ici un autre niveau des relations trilatérales Russie-Chine-Etats-Unis, où l'affaiblissement de l'un bénéficie aux deux autres sans aucune collusion de leur part.

La concurrence russo-chinoise à l'échelle régionale est déjà connue en Asie centrale. Elle ne suscite, au moins dans un premier temps, que peu d'inquiétude côté russe, d'abord parce que l'influence chinoise, principalement d'ordre économique, ne semble pas menacer les intérêts russes, ensuite parce que la Russie estime disposer de suffisamment d'atouts, et enfin parce que l'expansion occidentale, notamment de l'Alliance atlantique, constitue un sujet plus pressant pour les autorités russes au début des années 2000²⁰. Depuis les années 2010, la relative sérénité de la Russie quant à la présence chinoise est remise en question par les succès économiques chinois, et le déploiement du nouveau projet des routes de la soie, cadre formidable des ambitions internationales de la Chine qui pourrait restructurer profondément les dynamiques en Asie centrale. Bien que les deux pays mettent régulièrement l'accent sur leur collaboration régionale, bien réelle, la concurrence russo-chinoise dans cette région va ainsi croissant.

L'abstention de la Chine lors de la crise ukrainienne et le rattachement de la Crimée à la Russie remet en question le cadre traditionnel, l'Asie centrale, de la concurrence russo-chinoise : la Chine tente-t-elle de concurrencer la Russie dans les autres régions de son environnement régional, espace à part dans la politique étrangère russe ?

L'environnement régional, un espace à part dans la politique étrangère russe

La Russie tsariste puis soviétique a pendant très longtemps affirmé son droit à contrôler ou fortement influencer certains Etats proches : cette influence a été fondamentale dans sa

¹⁹ SWANSTRÖM, Niklas, 2014. China's Stakes in the Ukraine Crisis. In : Institute for Security and Development Policy. mars 2014. p. 2.

²⁰ FACON, Isabelle, 2008. L'Asie centrale comme enjeu dans le « partenariat stratégique » sino-russe. In : *Fondation pour la recherche stratégique*. Février 2008. p. 35.

stratégie de puissance. Bien que la Russie post-1991 ne revendique plus aussi catégoriquement un espace dans lequel exercer un contrôle politique et économique, plusieurs éléments de la politique régionale russe et de la position officielle du Kremlin témoignent de la récurrence d'une ambition d'influence régionale particulière. Pour Moscou, le triangle stratégique entre la Russie, la Chine et les Etats-Unis est ainsi d'abord un phénomène géopolitique dans un environnement qu'elle cherche, historiquement, à contrôler, mais dont les frontières ne cessent d'évoluer.

Entre nécessité et opportunités, la capacité de la Russie à dominer, contrôler ou influencer les Etats de sa sphère régionale est devenue fondamentale dans sa stratégie de puissance. A chaque époque depuis le XVIe siècle elle a constitué la condition *sine qua none* de l'intégrité et la sécurité de son territoire, et de l'utilisation d'espaces et ressources stratégiques qui ont positionné la Russie en acteur incontournable d'abord sur la scène européenne, puis internationale. L'étendue, la richesse, et le positionnement des espaces régionaux que la Russie parvient à contrôler effacent, dans le cas russe, la distinction entre puissance régionale et puissance internationale.

Pendant la période soviétique, la question de la délimitation d'une zone d'influence régionale ne se posait pas, tant la réponse était évidente : l'espace sous influence régionale correspondait d'une part aux républiques faisant partie de l'URSS et d'autre part aux Etats « satellites », les pays du camp socialiste essentiellement en Europe centrale et orientale. L'influence, ou le contrôle, s'exerçait via la domination politique de la Russie sur ces Etats. A partir de 1989 avec la réunification allemande puis, après 1991, avec la dissolution de l'URSS, la Russie doit revenir sur la question de la définition de son espace d'influence ; quel cadre géographique lui donner ? Comment justifier son existence ? Comment exercer cette influence ? Les trois présidents de la Fédération russe ont mis en avant certains concepts destinés à répondre à ces questions : « l'étranger proche », les « espaces d'intérêts privilégiés », les « zones d'influence » et le « monde russe ». Une étude des discours des dirigeants, combinée à celle des *Concepts de Politique Etrangère de la Fédération de Russie*, nous permet de proposer une analyse de ces concepts, ce qu'ils révèlent de la stratégie russe, pour proposer un cadre géographique à la politique d'influence de Moscou à l'échelle régionale.

L'étranger proche, une « doctrine Monroe » russe

L'expression « étranger proche » (*blijnéié zaroubiéjé*) est d'abord utilisée par les dissidents soviétiques dans les années 1970-1980, puis est reprise par les médias et la classe politique russes après la chute de l'URSS en référence aux anciennes républiques soviétiques : Estonie, Lettonie, Lituanie, Moldavie, Biélorussie, Ukraine, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizstan et Turkménistan. Certains hommes politiques russes, à l'instar du ministre des Affaires Etrangères de 1990 à 1996 Andrey Kozyrev, ont contribué à la popularisation du terme, l'utilisant dès 1992 pour désigner les nouveaux pays indépendants. Kozyrev a en effet fait des relations entre la Russie et les Etats membres de la Communauté des Etats Indépendants une priorité de la politique russe : « Russia's main foreign policy priority is its relations with our partners in the Commonwealth of Independent States²¹ ». La Communauté des Etats Indépendants est alors l'incarnation de ce nouveau concept d'étranger proche. En 1994, lors d'un discours à l'ONU, le président Eltsine réaffirme les liens spéciaux qui unissent la Russie et les pays membres de la CEI et identifie la Russie en garant principal de la sécurité dans ces pays : « The main burden for peace keeping in the former territory of the soviet union lies today with the Russian Federation²² ». Le président Eltsine annonce ainsi au monde la volonté de Moscou de conserver une zone d'influence officielle, les anciennes républiques soviétiques.

Le concept d'étranger proche traduit déjà l'acceptation côté russe d'une perte d'influence de Moscou par rapport à l'URSS, puisqu'il exclut les anciens Etats satellites²³. Le Concept de Politique Etrangère publié en 2000 le confirme. Dans la section des « Priorités Régionales », le document détaille l'importance des relations de la Russie avec les autres pays de la CEI principalement dans le domaine de la sécurité et de la coopération économique: « A priority area in Russia's foreign policy is ensuring conformity of multilateral and bilateral cooperation with the member states of the Commonwealth of Independent States (CIS) to national security tasks of the country » ; « Serious emphasis will be made on the development of economic cooperation ». Les pays de l'ancien espace sous influence soviétique, non-membres de la CEI

²¹ KOZYREV, Andrei, 1992. Russia: A Chance for Survival. In : *Foreign Affairs* [en ligne]. 1 mars 1992. n° Spring 1992. Disponible à l'adresse : <https://www.foreignaffairs.com/articles/russia-fsu/1992-03-01/russia-chance-survival>.

²² ELTSINE, Boris. 1994. *President Yeltsin General Assembly Speech, Sep 26, 1994 | Video | C-SPAN.org* [en ligne]. 1994. Disponible à l'adresse : <https://www.c-span.org/video/?60435-1/president-yeltsin-general-assembly-speech>.

²³ TOURNON, Sophie, « Retour sur le concept d'un Étranger proche russe », 15 décembre 2010, Regard sur l'Est, http://www.regard-est.com/home/breve_contenu_imprim.php?id=1134.

en Europe, font seulement l'objet d'une rapide mention : « A topical task in relations with the states of Central and Eastern Europe is, as before, the preservation of the existing human, economic, and cultural ties, (...) and providing an additional impetus to cooperation in accordance with the new conditions and the Russian interests ». Les Etats baltes, quoiqu'ayant fait partie de l'URSS, sont quant à eux traités d'une façon spécifique. Le document appelle au « développement des relations », au « bon voisinage » et à une « coopération mutuelle », termes vagues qui n'engagent à aucun résultat et qui entérinent la mise au second plan des pays baltes par rapport aux pays de la CEI.

En proposant d'officialiser ce concept d'étranger proche, Moscou cherche visiblement à atteindre deux objectifs : conserver autant que possible son influence dans les pays les plus dépendants de la Russie, et les utiliser comme un glacis, ou zone tampon, face aux grandes puissances occidentales²⁴.

Le concept d'étranger proche n'est pas sans rappeler celui « d'America's backyard²⁵ », issu de la doctrine Monroe et du « corollaire » Roosevelt. La doctrine Monroe est mise en place par les Etats-Unis au XIXe siècle et définit les sphères d'influence de l'Europe et des Etats-Unis : plus précisément elle rejette toute ingérence européenne sur le continent américain, avec en retour l'assurance de la part de Washington de rester en-dehors des affaires européennes. En 1904, le président Roosevelt complète la doctrine Monroe par le « Roosevelt corollary », qui officialise l'expansion de la sphère d'influence américaine, la défense des intérêts américains à l'étranger et l'intention des Etats-Unis d'intervenir militairement en cas de « méfaits » perpétrés à l'international : « Chronic wrongdoing, or an impotence which results in a general loosening of the ties of civilized society, may in America, as elsewhere, ultimately require intervention by some civilized nation, and in the Western Hemisphere the adherence of the United States to the Monroe Doctrine may force the United States, however reluctantly, in flagrant cases of such wrongdoing or impotence, to the exercise of an international police power²⁶ ». Les Etats-Unis

²⁴ GOMART, Thomas, 2006. Quelle influence russe dans l'espace post-soviétique ? In : *Le Courrier des pays de l'Est*. 2006. n° 1055, p. 4-13.

²⁵ LIVINGSTONE, Grace, 2009. *America's Backyard: The United States and Latin America from the Monroe Doctrine to the War on Terror*. S.l. : Zed Books ; Latin American Bureau. ISBN 978 1 84813 213 9 hb.

²⁶ ROOSEVELT, Theodore, 1904. December 6, 1904: Fourth Annual Message. In: *Miller Center* [en ligne]. 1904. Disponible à l'adresse : <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/december-6-1904-fourth-annual-message>.

ont ainsi justifié leurs interventions militaires à Cuba, au Nicaragua, au Mexique, à Haïti et en République Dominicaine entre 1898 et 1924.

L « arrière-cour » des Etats-Unis fait initialement référence aux pays d'Amérique centrale et latine en tant qu'espace sous influence américaine. Tout comme les Etats-Unis ont par la doctrine Monroe revendiqué l'Amérique latine comme leur sphère d'influence, la Russie revendique un siècle plus tard les anciennes républiques soviétiques comme sa propre sphère d'influence. L'un des sujets de conflit entre la Russie et les Etats-Unis réside aujourd'hui dans cette conception de l'organisation du monde par sphères d'influence : alors que les dirigeants russes continuent d'en défendre le principe, les Etats-Unis, au nom du principe d'autodétermination des peuples, affirment avoir désormais rejeté une telle partition du monde. En 2013, le secrétaire d'Etat américain John Kerry annonce que « l'ère de la doctrine Monroe est terminée²⁷ », signifiant la volonté des Etats-Unis de changer la nature de ses relations avec les pays de « l'arrière-cour » et par extension annonçant la fin d'une zone d'influence des Etats-Unis.

Utiliser le concept d'étranger proche dans l'analyse de la politique d'influence régionale pose aujourd'hui deux problèmes principaux : l'emploi d'un concept unique en référence à onze pays (en excluant les pays baltes) suggère une homogénéité qui est loin de représenter la réalité : « Il ne faut pas attendre de la notion d'Étranger proche qu'elle dise grand-chose de chacun des pays auxquels elle fait référence : que l'on considère la démographie, le niveau de développement économique ou la culture politique, c'est la disparité qui domine (...)»²⁸. Parler de stratégie russe dans l'étranger proche ne doit pas faire oublier l'existence d'une stratégie russe particulière à chaque pays. A la suite de la crise ukrainienne, plusieurs dirigeants politiques ont exprimé leur inquiétude quant à une invasion probable d'autres pays par la Russie, la Pologne ou la Lituanie par exemple. A ce jour, la Russie a conduit quatre opérations militaires à l'échelle régionale : en Tchétchénie (mais il s'agissait de son propre territoire), en Moldavie, en Géorgie et en Ukraine, la présence militaire russe en Ukraine étant officieuse. Les objectifs qui ont sous-tendus ces opérations diffèrent à chaque fois ; sans affirmer que la Russie n'a aucune ambition d'influence dans les pays baltes, il n'est pas possible d'affirmer que sa

²⁷ WASHINGTON FREE BEACON, 2013. *Kerry: The Era of The Monroe Doctrine Is Over* [en ligne]. novembre 2013. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=4SFSavUqzdw>.

²⁸ CHAMONTIN, Laurent. Géopolitique de la Russie et de son « Étranger proche ». In : [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.diploweb.com/Russie-et-Etranger-proche-retour.html#nb2>.

politique dans un pays de sa sphère régionale pourrait s'appliquer à tous : il est ainsi évident que les intérêts de la Russie au Tadjikistan, en Lettonie et en Ukraine ne sont ni de même nature, ni de même ampleur. Nous avons envisagé que cette vision uniforme de la politique régionale russe, véhiculée par de nombreux acteurs de la politique internationale, pourrait résulter de ce concept d'étranger proche.

Deuxièmement, l'étranger proche constitue un cadre géopolitique hérité de l'URSS aujourd'hui insuffisant pour délimiter géographiquement la stratégie d'influence régionale russe post 2000. En outre, les ambitions d'influence de la Russie dans son environnement régional ne sauraient être uniquement le fruit de son passé soviétique : la Russie, que ce soit sous la forme d'un empire, de l'Union soviétique, ou d'une fédération, mène depuis plusieurs siècles une politique de domination à l'égard des pays voisins.

Le concept d'étranger proche a d'ailleurs disparu des allocutions officielles des dirigeants russes, laissant la place à de nouvelles représentations de l'espace régional.

Le « monde russe »

Le deuxième concept apparu dans l'ordre chronologique et utilisé pour définir les espaces sous influence russe est celui de « monde russe » (*russkiy mir*). En 2007, le président Poutine crée la fondation « Russkiy mir », dont les principaux objectifs sont de soutenir le développement de la langue russe à l'étranger et de diffuser des « informations objectives sur la Russie contemporaine²⁹ ». Le concept de monde russe apparaît dans un premier temps similaire à celui de la Francophonie, ou encore celui de monde anglophone³⁰. Il s'appuie principalement sur la diaspora russe: « (...) proponents of the “russian world” in the 2000s wanted to design it as a mechanism that translates the “presence” of Russians abroad into the “influence” of Russia abroad³¹ ». L'annexion de la Crimée en 2014 a été, côté russe, largement justifiée par ce concept. Le discours du président Poutine de mars 2014 est explicite : « Everything in Crimea speaks of our shared history and pride. (...) All these years, citizens and many public figures came back to this issue, saying that Crimea is historically Russian land and

²⁹ Fondation Russkiy Mir. In : [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.russkiymir.ru/>.

³⁰ TRENIN, Dmitri, 2011. *Post-imperium: a Eurasian story*. Washington, D.C: Carnegie Endowment for International Peace. ISBN 978-0-87003-248-6. DK510.76. T73 2011

³¹ SUSLOV, Mikhail, 2017. « Russian world »: Russia's policy towards its diaspora. In: *Notes de l'IFRI*. Juillet 2017. n° 103.

Sevastopol is a Russian city³² ». Conçu initialement comme un concept lié au soft-power, le président Poutine en a fait, à partir de 2014, un outil de hard power, servant à justifier une politique d'influence agressive.

Le patriarche Kirill, très proche du Kremlin, propose également un contour global du « monde russe » : en plus de la Russie, son cœur serait constitué de la Biélorussie, de l'Ukraine puis de la Moldavie ; sont également inclus des pays de confession majoritairement musulmane, tels que le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan³³. Le concept de « monde russe » fait donc en partie référence aux pays de l'étranger proche, mais n'est pas limité par les frontières de l'ex-URSS. Le « monde russe » est d'après le patriarche fondé sur le partage d'une langue, une histoire, une culture et une civilisation commune. Marlène Laruelle définit ainsi également le concept: « The "Russian world" is an updated version of the ancient perception of shared civilizational space³⁴ ». Les deux notions (monde russe et espace civilisationnel commun) sont donc très proches.

En dépit des précisions du patriarche russe, les délimitations géographiques du concept restent floues à dessein dans le discours officiel des dirigeants. Il se démarque ainsi nettement de celui d'étranger proche : faisant référence à des liens anciens et antérieurs à l'URSS, sans délimitation géographique claire, il s'avère assez flexible pour s'adapter à différentes circonstances. L'absence de définition géographique relève d'une stratégie bien réfléchie du Kremlin. Notons également un autre avantage : alors que le concept d'étranger proche officialise et affirme la volonté de puissance de la Russie dans certains pays, le concept flexible de monde russe permettrait de ménager les nationalismes des pays concernés, à une époque où ceux-ci deviennent des phénomènes avec lesquels la Russie doit nécessairement composer.

Ce flou intentionnel concernant les frontières de la sphère d'influence russe est désormais un élément déterminant de la stratégie régionale russe.

³² Russia, Team of the Official Website of the President of, [sans date]. Address by President of the Russian Federation. In: *President of Russia* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/20603>.

³³ Patriarche Kirill, 2010. Report of His Holiness Patriarch Kirill at the Bishops' Council on February 2, 2010. In : *patriarchia.ru* [en ligne]. Février 2010. Disponible à l'adresse : <http://www.patriarchia.ru/db/text/1061651.html>.

³⁴LARUELLE, Marlène, 2015. The « Russian World » - Russia's Soft Power and Geopolitical Imagination. In : *Center of Global Interests*. mai 2015.

Zones « d'intérêts privilégiés » et « zones d'influence »

En 2008, le président Medvedev a établi cinq principes de la politique étrangère russe³⁵ : le cinquième est celui des zones « d'intérêts privilégiés », nouveau concept qui fait suite à ceux d'étranger proche et de monde russe : « there are regions in which Russia has privileged interests. These regions are home to countries with which we share special historical relations and are bound together as friends and good neighbours. We will pay particular attention to our work in these regions and build friendly ties with these countries, our close neighbours ». Alors que la Russie post-1991 restreint sa politique d'influence régionale aux frontières de l'ex URSS, le président Medvedev fonde la politique régionale de la Russie sur un concept plus vaste, le partage de « relations historiques spéciales » : ceci peut faire référence aux pays membres de l'URSS, ou ayant fait partie de la Russie impériale, ou encore tout pays avec lequel la Russie a des relations anciennes. Ce concept englobe donc les pays qui feraient partie du monde russe, mais pas uniquement. Le président précise par ailleurs que ces espaces d'intérêts privilégiés de la Russie ne sont pas limités aux Etats frontaliers : « The countries on our borders are priorities, of course, but our priorities do not end there ». Il faut également relever le choix du mot « interest » au lieu du terme « influence »³⁶. Comme le remarque D. Trenin, le choix n'est pas anodin, car il transmet l'idée d'une politique étrangère russe moins agressive : l'intérêt est « ce qui importe, ce qui convient, est avantageux » (Larousse) alors que l'influence est un « ascendant », un « pouvoir social et politique » (Larousse), donc une forme de domination. Avoir un intérêt ne signifie pas avoir une influence, encore moins une forme de contrôle.

Il semble cependant que cette formulation n'ait été qu'un effet de rhétorique éphémère, destiné peut-être à rassurer la communauté internationale, dans le contexte de la guerre en Géorgie. En effet, lors de la réunion du club Valdai la même année, le président Medvedev refuse de tracer les frontières de ces zones d'intérêts, et parle d'influence au lieu d'intérêt : « Of course we are not interested in drawing boundaries on some map to designate our own areas of influence and so forth. That would be pointless. In a multipolar world, everyone influences

³⁵ Russia, Team of the Official Website of the President of. Dmitry Medvedev's interview with Russian television channels has been published. In : *President of Russia* [en ligne]. 2008. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/1276>.

³⁶ TRENIN, Dmitri, 2009. Russia's Spheres of *Interest*, not *Influence*. In: *The Washington Quarterly*. Octobre 2009. Vol. 32, n° 4, p. 3-22. DOI [10.1080/01636600903231089](https://doi.org/10.1080/01636600903231089).

everyone else³⁷ ». Le président Poutine, depuis 2012, parle indifféremment dans ses discours officiels (discours au club Valdai, adresses annuelles à la Douma) d'« influence », d'« intérêts », ou encore de « présence » russe à l'étranger, entretenant encore le flou non seulement sur la délimitation géographique de cet espace par Moscou, mais aussi sur la nature des ambitions russes.

En 2008, 2013 et 2016 la Russie reformule son « Concept de la Politique Etrangère » (en russe : *Koncepcija vnešnej politiki Rossijskoj Federacii*). Bien qu'il semble clair dans le discours officiel du Kremlin que Moscou a fait évoluer sa stratégie d'influence à l'échelle régionale, les trois Concepts restent, en ce qui concerne la section des « priorités régionales », étonnamment similaires. Les trois documents continuent de mettre l'accent sur la coopération avec les pays membres de la CEI, alors que les experts s'accordent pour constater l'échec de la Communauté dans le domaine de la coopération politique (manque de dynamisme commun, traités non appliqués) ; le paragraphe, court, dédié aux régions de la mer Noire et de la mer Caspienne est quasiment identique dans les trois documents, et fait simplement référence à la coopération multilatérale entre les Etats de la mer Noire, et celle entre les Etats de la mer Caspienne.

Le véritable changement est la mise en avant, de plus en plus évidente, du projet d'Union Eurasiatique : en 2008, le Concept de Politique Etrangère traite de la nécessité d'améliorer la coopération au sein de l'EuraSec comme un simple moyen pour améliorer la coopération entre les pays membres de la CEI : « Russia will increase cooperation with the CIS Member States in ensuring mutual security, including joint efforts to combat common challenges and threats, primarily international terrorism, extremism, drug trafficking, transnational crime, and illegal migration. (...) To achieve these goals Russia will: (...) actively interact with Belarus and Kazakhstan within the Eurasian Economic Community (...); further strengthen EurAsEC as a core element of economic integration³⁸ ». En 2013, la création de l'Union Economique Eurasiatique (UEEA) est un « objectif prioritaire », présenté en troisième point des « priorités régionales » ; la formulation laisse entendre un changement de dynamique entre les deux

³⁷ Russia, Team of the Official Website of the President of, 2008. Transcript of the Meeting with the Participants in the International Club Valdai. In : *President of Russia* [en ligne]. 2008. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/1383>.

³⁸ THE FOREIGN POLICY CONCEPT OF THE RUSSIAN FEDERATION 2008. In : *President of Russia* [en ligne]. 2008. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/supplement/4116>.

organisations : « elle [l'Union Economique Eurasiatique] devrait non seulement exploiter au maximum les liens économiques dans l'espace CEI, mais devenir un modèle d'une association ouverte aux autres pays³⁹ ». Le projet d'Union Eurasiatique n'est plus un moyen de renforcer la coopération entre les membres de la CEI, c'est la CEI qui devient un outil de renforcement de l'UEEA. Enfin en 2016, le paragraphe dédié à l'UEEA ne fait plus mention de la CEI ; la priorité pour la Russie est de développer les relations avec les pays membres de l'Union, à savoir la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan et le Kirghizstan, également membres de la CEI.

De manière générale, les Concepts de Politique Etrangère mettent de plus en plus l'accent sur le développement des relations avec les pays membres d'organisations régionales : en plus de la CEI et de l'UEEA, sont régulièrement mentionnées dans la section des « priorités régionales », l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) et l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Pour délimiter les contours de la zone d'influence régionale de la Russie aujourd'hui, il faut donc examiner les pays membres de ces organisations. Ci-dessous nous proposons un tableau récapitulatif de l'appartenance des pays de la sphère régionale de la Russie aux diverses organisations qu'elle a initiées, ou dans le cas de l'OCS co-initiée, que nous comparons avec les définitions des concepts de zone d'influence des dirigeants russes.

Tableau 1 : Quelles limites géographiques à la zone d'influence de la Russie ?

Pays	Concepts de zones d'influence			Organisations Régionales			
	Etranger proche	Monde russe	Zones d'intérêts privilégiés*	CEI	OCS	OTSC	UEEA
Pays baltes	Oui	Non spécifié	Oui	Non	Non	Non	Non
Pologne	Non	Non spécifié	Oui	Non	Non	Non	Non
Biélorussie	Oui	Oui	Oui	Oui	Observateur	Oui	Oui
Ukraine	Oui	Oui	Oui	Ex-membre	Non	Non	Non

³⁹ Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie (Approuvé par le Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine le 12 février 2013). In : [en ligne]. Disponible à l'adresse : http://www.mid.ru/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/122186.

Moldavie	Oui	Oui	Probable	Oui	Non	Non	Observateur
Azerbaïdjan	Oui	Oui	Oui	Oui	Partenaire de dialogue	Ex-membre	Non
Géorgie	Oui	Non spécifié	Oui	Ex-membre	Non	Ex-membre	Non
Arménie	Oui	Non spécifié	Probable	Oui	Partenaire de dialogue	Oui	Oui
Kazakhstan	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Kirghizstan	Oui	Non spécifié	Probable	Oui	Oui	Oui	Oui
Tadjikistan	Oui	Non spécifié	Probable	Oui	Oui	Oui	Non
Turkménistan	Oui	Non spécifié	Probable	Associé	Non	Non	Non
Ouzbékistan	Oui	Non spécifié	Probable	Oui	Oui	Ex-membre	Non
Mongolie	Non	Non spécifié	Oui	Observateur	Observateur	Non	Non
Serbie	Non	Non spécifié	Probable	Non	Non	Observateur	Non

**Sont considérés comme zones d'intérêts privilégiés tous les pays qui, en accord avec la vision du président Medvedev, sont au moins limitrophes de la Russie.*

Ce qui est le plus intéressant est la différence entre l'espace couvert par les organisations, relativement restreint, et celui auxquels font référence les dirigeants, potentiellement étendu parce qu'imprécis quant à ses contours géographiques. Ce phénomène nous indique donc qu'en ne se limitant pas aux quelques pays membres de ces organisations la Russie cherche probablement à étendre sa zone d'influence effective actuelle.

3. Cadre temporel et géographique

La période choisie, de 2000 à 2019, et ce même si nous serons appelés à évoquer certains évènements antérieurs, est volontairement large. Il nous a semblé pertinent de proposer un cadre chronologique, qui, tout en étant rythmé par les grands évènements ayant marqué la politique régionale de la Russie, permette d'identifier, le cas échéant, une stratégie de moyen voire de long terme.

L'année 2000 correspond à l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, qui a constitué un tournant non pas dans l'orientation de la politique étrangère de la Russie (pour partie, le nouveau président reprend les axes développés par son prédécesseur au poste de premier ministre E. Primakov) mais dans sa perception d'elle-même sur la scène internationale : sous Vladimir Poutine davantage que sous Boris Eltsine, la Russie exige d'être reconnue comme une puissance internationale et entend préserver et défendre âprement ses intérêts. Cette ambition de « retour » sur la scène internationale, surprenante de prime abord au regard de ses fragilités économiques et de son instabilité interne, explique l'ampleur des moyens consacrés par Moscou à la réalisation de ses ambitions, qui ont d'abord concerné son environnement régional. Si le choix d'une date de départ s'est imposé rapidement, poser une date de fin de notre objet d'étude a été plus délicat. Tout d'abord parce que les acteurs en question, Russie, Chine, Etats-Unis évoluent en fonction d'une chronologie naturellement différente. Une année marquante pour les Etats-Unis en Eurasie peut être insignifiante pour la Chine, et inversement. En outre, il a paru essentiel de disposer d'un recul suffisant vis-à-vis de la crise ukrainienne, pour en mesurer les conséquences à moyen terme sur la puissance régionale de la Russie. Nous avons décidé de terminer notre analyse en 2019, six ans après le début des manifestations en Ukraine qui ont conduit à la révolution de Maïdan et le début de la crise. 2019 est également une année riche en évènements significatifs pour le trio Russie-Chine-Etats-Unis en Eurasie : en Ukraine, un nouveau président a été élu, évènement annonciateur de nouvelles politiques et stratégies ; la Pologne, plus que jamais préoccupée par sa sécurité, a fait aux Etats-Unis une proposition inédite, propre à renforcer de manière significative l'influence de Washington dans la région et accentuer les tensions russo-américaines, sous la forme d'une base militaire américaine permanente sur son territoire, largement financée par Varsovie. Le groupe des 16+1, groupe de coopération entre la Chine et seize Etats d'Europe centrale et orientale et des Balkans, ont accueilli un nouveau membre, la Grèce, devenant les 17+1. Si ces évènements, plutôt mineurs, ne créent pas de bouleversement des équilibres géopolitiques dans la région, ils permettent de confirmer les tendances observées les années précédentes, et la volonté des trois acteurs de renforcer leur présence en Eurasie.

Définir le cadre géographique de notre étude s'est avérée une démarche plus complexe qu'initialement prévue. Il est apparu rapidement que la sphère régionale dans laquelle la Russie entend exercer une influence particulière, légitimée à ses yeux par des siècles de contrôle et d'occupation, est un concept flou aux frontières évolutives. Face à la rupture entre la Russie et

plusieurs Etats anciennement intégrés à son empire, il s'agit de déterminer quels pays sont aujourd'hui sujets à une stratégie d'influence particulière de la Russie. Nous nous sommes appuyés sur les propositions de caractérisation par les dirigeants russes depuis 1991 interprétations de cette zone d'influence particulière pour tenter d'en définir des contours.

Les positions des trois présidents russes et les Concepts de Politique Etrangère sont donc précieux pour mieux définir l'espace d'étude de notre sujet de thèse. Face aux notions de « monde russe » et de « régions d'intérêts privilégiés » nous constatons que Moscou officialise une ambition d'influence qui, bien que comprenant les anciennes républiques soviétiques, n'est plus limitée par les frontières de l'ex-URSS, et surtout qui doit pouvoir s'adapter aux circonstances et intérêts variés de Moscou. Pour notre analyse de la politique d'influence régionale de la Russie, il est donc nécessaire de considérer un espace assez large, qui contienne les pays dans lesquels la Russie a déjà une influence, et ceux dans lesquels elle ambitionne de s'ancrer. Nous proposons par conséquent d'inclure dans notre espace d'étude les Etats suivants :

- Les anciennes républiques soviétiques, dont la plupart restent au cœur de la stratégie russe.

- La Pologne : en dépit des relations bilatérales très tendues entre les deux pays et de l'anti russisme répandu en Pologne, le pays a fait l'objet d'une stratégie particulière de la Russie pendant plusieurs siècles ; le partage de la Pologne organisé par la Russie au XVIIIe siècle a constitué une affirmation indéniable de la puissance russe sur la scène internationale.

- La Hongrie : ancien état satellite de l'URSS, elle a récemment opéré un tournant conservateur et son dirigeant Viktor Orban développe sur de nombreux points un discours proche de celui du Kremlin ; de nombreux observateurs, y compris les Etats-Unis, ont mis en garde sur l'influence russe dans le pays. Il est probable que la Hongrie fasse donc actuellement partie de la stratégie d'influence régionale de la Russie.

- La Grèce : les liens entre la Russie et la Grèce sont d'abord d'ordre culturel (partage de la religion orthodoxe) ; la Russie a soutenu, voire orchestré, l'indépendance du pays en 1830 pour affaiblir l'empire ottoman ; le président Poutine semble avoir lancé une offensive de charme auprès du premier ministre Tsipras pour plaider la cause de la Russie sur l'affaire des sanctions européennes, sans succès cependant.

- La Serbie : ses liens historiques avec la Russie, ainsi que son statut d'observateur à l'OTSC conduisent à penser que Moscou ambitionne également de retrouver une certaine influence dans ce pays.

- La Mongolie : face à l'instabilité de la Chine et à la puissance du Royaume-Uni au début du XXe siècle en Asie, la Russie a opéré un nouveau rapprochement avec le pays, considéré longtemps comme un Etat tampon ; l'URSS a soutenu la révolution communiste dans le pays, et l'a également utilisé comme zone-tampon lors du conflit sino-soviétique ; longtemps en périphérie, la Mongolie revient progressivement dans la stratégie régionale de la Russie parallèlement à la montée en puissance de la Chine. Ainsi, alors que les Concept de Politique Extérieure de la Fédération de Russie de 2000 et 2008 ne font pas mention de la Mongolie, ceux de 2013 et 2016 notent que la Russie « envisage de renforcer ses liens traditionnellement amicaux avec la Mongolie⁴⁰. ». Si l'expression est vague et peu contraignante, elle indique tout de même une évolution de la stratégie régionale de la Russie.

Nous avons choisi de ne pas inclure la Finlande. La Russie semble avoir accepté la position de neutralité de la Finlande, membre de l'UE mais pas de l'OTAN, partenaire de la Russie mais favorable aux sanctions, et nous n'avons pas à notre disposition d'éléments prouvant une nouvelle stratégie d'influence de la Russie à l'égard de la Finlande. Les puissances régionales voisines ou proches de la Russie (Japon, Corée, Turquie) sont également exclues du scope d'analyse, car les stratégies de contrôle de la Russie à leur égard n'ont jamais pu aboutir.

4. Cadre méthodologique

L'approche géopolitique

Le rôle des représentations dans les confrontations entre Etats

L'angle géopolitique choisi pour traiter ce sujet nécessite une approche avant tout pluridisciplinaire, ce qu'Yves Lacoste souligne lorsqu'il définit ainsi la géopolitique : « La géopolitique est la confrontation de raisonnements qui s'opposent, ouvertement ou non, et qui

⁴⁰ *Le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie* [en ligne]. Décembre 2016.

Disponible à l'adresse :

http://www.mid.ru/foreign_policy/official_documents//asset_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/2542248.

sont des rivalités de pouvoir sur un territoire⁴¹ ». Mais : « ces rivalités n'ont pas toujours le territoire comme véritable enjeu (...) Ce sont plutôt des appréhensions du monde, des représentations qui s'affrontent et se confrontent. Les paramètres sociaux, religieux, culturels, historiques... se révèlent être d'une importance capitale en géopolitique⁴² ». L'exemple de Jérusalem, ville qui ne dispose d'aucun atout particulier – ressources, poids économique ou démographique- est un exemple parfait de la question des représentations qu'un acteur élabore sur un territoire. La force géopolitique de Jérusalem tient en sa dimension spirituelle avant toute autre considération.

Le concept de représentation est complexe en ce qu'il s'applique à plusieurs disciplines, et divisé en trois types⁴³ : les représentations « individuelles » et celles qui nous intéressent davantage, les représentations « collectives » et « sociales », élaborées et partagées par un groupe. La discipline géopolitique requiert la prise en compte de représentations qui lui sont propres, telle que l'Etat, la nation, mais également les représentations historiques, les représentations cartographiques (auxquelles la Chine a régulièrement recours, pour présenter un grand empire chinois, et qui lui a servi de base à des revendications territoriales, notamment en Russie, mais aussi en mer de Chine), des représentations philosophiques, politiques, et toute représentation fondée « sur l'évocation d'un grand ensemble humain » qu'il soit religieux, linguistique, civilisationnel, etc.

La question des représentations est fondamentale dans la compréhension de la politique régionale de la Russie. Elle permet notamment d'expliquer l'importance cruciale de l'Ukraine pour la Russie. En effet, si l'Ukraine dispose de ressources naturelles intéressantes pour Moscou et d'une situation géographique avantageuse, aux portes de l'Europe, c'est le partage d'une même religion, d'une histoire, le sens, très développé en Russie, de constituer un même peuple slave qui font de l'Ukraine un pays véritablement à part dans la perception qu'a la Russie de son espace régional. Le souci qu'a la Russie de trouver un socle commun avec les pays de son

⁴¹ LACOSTE, Yves, 2018. Entretien avec Yves Lacoste : Qu'est-ce que la géopolitique ? *Diploweb.com* [en ligne]. Diploweb.com. 4 octobre 2018. [Consulté le 11 août 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.diploweb.com/Entretien-avec-Yves-Lacoste-Qu-est-ce-que-la-geopolitique.html>.

⁴² LACOSTE, Yves, 2014. *La géopolitique à la française* [en ligne]. CLES. Septembre 2014. S.l. : s.n. [Consulté le 11 août 2020]. Disponible à l'adresse : <https://fr.slideshare.net/JFFiorina/cles-hs-n38-la-gopolitique-la-franaise-entretien-avec-yves-lacoste-sept-14>.

⁴³ LOYER, Barbara, 2019. *Géopolitique - Méthodes et concepts*. Armand Colin. Coursus. ISBN 978-2-200-62330-2.

environnement régional, qu'il soit d'ordre religieux (le partage de l'orthodoxie), culturel et historique (héritage tsariste ou soviétique), ou même géographique (à travers l'affirmation d'un continent eurasiatique russo-centré, ni européen, ni asiatique) démontre également la nécessité de prendre en compte des phénomènes sociaux dans l'analyse de la géopolitique russe.

L'objectif d'une analyse géopolitique

Les tensions entre la Russie et les pays occidentaux depuis 2014 ont conduit à une guerre de l'information, symbolisée par l'essor des infox émises dans chacun des Etats, informations partiellement ou entièrement fausses destinées à décrédibiliser la version de l'adversaire, ou élaborer une nouvelle version des évènements. Ces informations tendent à valider certaines représentations, et démontrent ainsi le souci de légitimer, par des principes politiques (défense de la démocratie, de la stabilité, ou de non-ingérence) ou moraux (défense de droits de l'homme, d'un héritage culturel spécifique, d'un mode de vie), l'action d'un Etat, et entraîne nécessairement tout observateur dans la recherche de vérité. L'analyse géopolitique doit toutefois absolument s'extraire de cette quête : « L'analyste (...) dessine un panorama des forces et des faiblesses des acteurs en présence et de leurs argumentaires⁴⁴ ».

Notre objectif n'est donc pas d'évaluer la légitimité de l'ingérence russe en Ukraine depuis 2014, ni celle de l'influence américaine dans l'espace post-soviétique, ou celle des objectifs chinois dans cette même région. Il est d'étudier les ressorts des stratégies déployées, des objectifs visés, et de leur succès. Il requiert ainsi une prise de distance systématique avec le discours officiel élaboré par les dirigeants des pays acteurs, et une confrontation permanente entre discours et actions.

Sources utilisées

Sources primaires

Les discours, déclarations, doctrines, traités, accords, et tout document officiel émanant des organes gouvernementaux ont été la source principale permettant d'identifier les ressorts et enjeux de politiques étrangères des Etats concernés. Nous avons à ce titre grandement bénéficié de la numérisation désormais systématique de ces sources, qui a permis d'accéder facilement à une grande quantité de documents plus ou moins récents.

⁴⁴ LOYER, Barbara, 2019. *Géopolitique - Méthodes et concepts*. Armand Colin. Coursus. ISBN 978-2-200-62330-2.

Les données économiques et financières ont été extraites à la fois de ministères et d'organismes étatiques : ministère de l'économie et des finances, banques centrales, centre de statistiques. Les données proposées par les organisations internationales comme le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Organisation des nations unies principalement. Nous avons également utilisé les données compilées par certains instituts et centres de recherche, qui proposent des données déjà travaillées, issues du croisement de diverses données brutes. Leur travail a grandement facilité notre travail dans certains cas.

Les données issues des organisations internationales et non gouvernementales considérées comme des vecteurs de politique étrangère d'un ou plusieurs Etats ont également été traitées comme sources primaires. Les documents relatifs à leur stratégie, leur budget, quand il est disponible, et les déclarations de leurs dirigeants ont été intégrés à notre corpus de sources. Nous avons à ce sujet décidé d'intégrer, avec précaution, tout document piraté permettant d'améliorer notre compréhension du rôle de certains acteurs. Il nous a donc semblé pertinent d'analyser les documents piratés en 2016 de l'Open Society Foundation, organisation créée par George Soros très active dans les anciennes républiques soviétiques et accusée par la Russie de soutenir les mouvements anti-russes. La fuite de ces données a fait l'objet d'une double-enquête, menée d'un côté par le FBI et de l'autre par une entreprise de sécurité privée, confirmant la véracité des documents.

Sources secondaires

Les articles et analyses issues de *think tanks* et de revues académiques et scientifiques, ainsi que les ouvrages publiés constituent la base de nos sources secondaires. Une attention particulière a été apportée aux travaux des *think tanks*, notamment aux Etats-Unis, en ce qu'ils participent également, en qualité de conseil, à l'élaboration des stratégies étatiques.

Entretiens

En raison de contraintes professionnelles et géographiques récurrentes, l'auteur n'a pas été en mesure de conduire tous les entretiens souhaités. Quelques entretiens ont toutefois été conduits avec des chercheurs français et américain spécialisés sur les questions économiques pour nous aider à mieux comprendre les forces et faiblesses des acteurs russe et chinois. Des

discussions informelles avec des acteurs économiques dans le secteur énergétiques, menées dans le cadre d'une mission professionnelle en Russie entre 2015 et 2017, évoquée dans la section suivante, ont également contribué à nourrir notre réflexion.

Concilier travail de recherche et carrière professionnelle

Ce travail de recherche a été quasi intégralement mené de front avec une occupation professionnelle, engendrant des difficultés évidentes. L'auteur a toutefois pu mettre à profit l'expérience et les connaissances acquises durant une mission de deux ans menés à Moscou pour le compte d'une entreprise parapétrolière française impliquée dans le projet Yamal LNG. L'auteur a pu alors prendre la mesure de l'essor du gaz naturel liquéfié dans la stratégie de puissance de la Russie, qui s'est traduite notamment par une attention soutenue du président russe au développement du projet. Elle a également pu mesurer le rôle des grandes entreprises russes du secteur, aussi bien privées que publiques, dans le déploiement de la politique étrangère de la Russie. En effet si dans les pays occidentaux, une entreprise privée est, en temps de paix et de stabilité, indépendante de l'Etat et libre de se développer selon ses intérêts, une entreprise privée en Russie se doit de coordonner sa stratégie avec celle de l'Etat. Les grandes entreprises privées du secteur énergétique en Russie, à l'instar de Novatek ou de Sibur, sont ainsi, au même titre que Gazprom et Rosneft, des vecteurs essentiels de la politique étrangère russe.

Cette expérience a été déterminante dans la formulation du sujet et des hypothèses conduisant le travail de recherche. Les connaissances obtenues ont notamment permis d'enrichir la compréhension des relations russo-chinoises et de la réalité du rapprochement post-2014.

5. Le choix des acteurs

Trois acteurs principaux : Chine, Russie, Etats-Unis

Les relations avec la Chine et avec les Etats-Unis sont au premier plan de la politique étrangère russe. Tantôt partenaires, mais plus souvent concurrents voire adversaires, les Etats-Unis et la Russie n'ont cessé, au cours des premières décennies du XXI^e siècle, d'alterner entre rapprochement et crises. Parallèlement à une lutte d'influence croissante, liée à une cohabitation

forcée dans plusieurs régions du monde, les deux pays ont tenté de créer des axes de coopération pérennes, notamment dans le secteur spatial et dans le cadre de la lutte contre le terrorisme international. Toutefois, si l'état de leurs relations est mouvant, leur dimension stratégique est pour la Russie élevée et constante. Près d'un demi-siècle de compétition ont en effet imprimé leur marque et la Russie continue aujourd'hui de comparer sa puissance à celle des Etats-Unis et de justifier sa politique étrangère par des actions américaines passées ou récentes.

La Chine est revenue au premier plan de la politique étrangère russe à l'instigation du premier ministre russe E. Primakov durant les dernières années du XXe siècle. Dans un contexte de déception des relations avec les pays occidentaux, la Russie envisage de mettre à profit sa dimension asiatique et de se tourner vers ce continent. Car derrière l'enjeu du choix entre un partenariat avec la Chine ou avec les Etats-Unis, se pose la question plus générale pour la Russie de son appartenance géographico-culturelle : est-elle un pays occidental, tourné vers l'Europe et les Etats-Unis, ou un pays asiatique, tourné vers la Chine ? Pour Moscou, les opportunités de croissance économique et de poids diplomatique que recèle un partenariat avec la Chine, notamment face aux difficultés pour la Russie et les Etats-Unis d'établir des relations stables et fructueuses, ont progressivement amené les dirigeants et les élites russes à renforcer leurs liens diplomatiques, économiques et culturels avec Pékin.

Plusieurs raisons ont conduit à maintenir l'Union européenne en-dehors de notre champ d'analyse. Premièrement, nous cherchons en priorité à mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre au sein du triangle stratégique entre la Russie, la Chine, et les Etats-Unis, dont l'Union européenne est par essence, exclue, même si elle joue un rôle dans les luttes d'influence entre les Etats. Ensuite, l'examen attentif des différents documents établissant la stratégie régionale de la Russie conduit au constat d'un effacement progressif de l'Union européenne comme partenaire et interlocuteur privilégié de la Russie, en dépit de leur proximité géographique, du poids de l'UE dans les affaires régionales, notamment en Ukraine, et de son statut de premier partenaire commercial de la Russie. C'est en partie le résultat d'une lassitude, côté russe, face à la campagne de dénigrement récurrente dont elle fait l'objet, et de la difficulté à négocier avec une Union fragilisée par de multiples dissensions⁴⁵. La Russie a en outre des difficultés à percevoir l'Union européenne comme un ensemble politique cohérent, lié au manque de

⁴⁵ MARCHAND, Pascal, 2014. *Géopolitique de la Russie - Une nouvelle puissance en Eurasie*. Presses universitaires de France. Major. ISBN 978-2-13-062557-5.

coordination des Etats et aux difficultés à définir une stratégie de politique internationale (ironiquement pour Moscou, c'est durant la crise ukrainienne que l'UE a fait montre d'une unité inédite). La Russie perçoit en outre l'Asie comme le nouveau centre économique mondial, et y concentre désormais une grande partie de ses efforts. Il ne s'agit pas ici de minimiser le rôle de l'Union européenne dans la géopolitique eurasiatique, mais de sélectionner, du point de vue de Moscou, les principaux enjeux de puissance. Tant que l'UE, pour Moscou, ne parvient pas à élaborer une véritable stratégie autonome de politique étrangère, elle ne sera pas perçue comme un interlocuteur diplomatique de premier plan. Enfin, il a été jugé que le sujet était déjà, au vu des acteurs et des enjeux abordés, suffisamment étendu et compliqué, sans inclure l'Union européenne comme quatrième acteur. Nous ne nous priverons pas cependant d'évoquer le rôle de certains pays de l'Union à propos de telle ou telle situation.

Etats-Unis, Russie, Chine : des vecteurs multiples

Comprendre la stratégie d'un Etat requiert d'avoir identifié les acteurs impliqués, individus, entreprises, associations, organisations, qui, en plus des acteurs gouvernementaux, participent à l'élaboration ou la mise en œuvre de sa stratégie. En sus des institutions et dirigeants politiques, des membres des administrations présidentielles, nous avons identifié deux autres types d'acteurs. Nous incluons d'abord certaines organisations internationales, notamment celles dans lesquelles ces trois Etats disposent d'une influence particulière. L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sera ainsi considérée dans notre travail comme une organisation participant de la stratégie américaine ; l'Organisation de Coopération de Shanghai, créée à l'instigation de la Chine traduit ses ambitions d'influence en Asie centrale ; l'Union économique eurasiatique et le grand partenariat eurasiatique, sont de nouvelles propositions formulées par Moscou pour maintenir son influence régionale. S'agissant de la politique américaine en particulier nous prendrons également en compte les actions de certaines Organisations non gouvernementales américaines, qui, partiellement financées par l'Etat américain, soutiennent les efforts d'influence des Etats-Unis à l'étranger. Il convient enfin d'analyser les stratégies de certaines grandes entreprises russes et chinoises, sans se restreindre aux entreprises d'Etat, dont la stratégie commerciale est souvent en adéquation avec les objectifs définis par Pékin et Moscou.

Des acteurs secondaires qui cherchent à gagner en autonomie face aux grandes puissances voisines

Les Etats composant l'environnement régional de la Russie sont abordés dans notre sujet d'étude principalement comme des objets de rivalités entre les trois Etats de notre triangle. Ils ne peuvent toutefois être cantonnés à cette attitude passive, et ignorer leurs ambitions et stratégies fausseraient notre analyse. Nous nous limiterons cependant, le sujet étant déjà étendu, à une présentation, lorsqu'elle est pertinente, des stratégies officielles mises en place par leurs gouvernements.

6. Hypothèses et plan

Hypothèses principales

Le sujet de la puissance de la Russie domine les analyses sur la période choisie (2000-2019). Depuis 2000, et l'affirmation par le président Poutine d'une volonté de puissance, les chercheurs commencent à discuter du « retour de la Russie » sur la scène internationale. Alors que se succèdent les tensions diplomatiques comme en 2008 et 2014, les interventions militaires de la Russie dans son espace régional, alors qu'on assiste à l'élargissement de l'UE et de l'OTAN aux pays anciennement soviétiques et à l'influence croissante de la Chine dans son environnement régional, une question prédomine : la Russie a-t-elle les moyens de ses ambitions ? Comment évaluer, qualifier la puissance de ce pays qui pâtit si clairement de problèmes économiques structurels et qui peine à pleinement maîtriser et exploiter son territoire ?

Dans le cadre des études sur le statut de la Russie au sein du triangle stratégique formé avec les Etats-Unis et la Chine, une hypothèse revient : l'écart de puissance croissant entre la Russie et les deux autres pays, liés aux difficultés structurelles de la Russie à exploiter ses atouts et formuler une stratégie adaptée au monde du XXI^e siècle, condamne le triangle à un duo Etats-Unis-Chine excluant la Russie. La réaction russe à la révolution ukrainienne a été ainsi interprétée par le président américain Barack Obama comme une preuve du déclin russe : « The fact that Russia felt compelled to go in militarily and lay bare these violations of international

law indicates less influence, not more⁴⁶. » La Russie est-elle vouée au déclin et à s'effacer derrière les Etats-Unis et la Chine ? Dans un espace où s'affrontent les intérêts des trois Etats, l'étude de l'équilibre des forces des acteurs et de leurs ressorts, peut alors apporter un élément de réponse à cette question.

Enfin, en focalisant les relations russo-chinoises sur les tensions et la concurrence entre les deux Etats, l'auteur espère proposer une analyse détaillée des enjeux posés par le voisinage chinois pour Moscou, et de traiter de l'expansion de l'influence chinoise comme un phénomène touchant l'intégralité de l'environnement régional russe.

Plan

Notre étude est divisée en quatre parties.

La première partie doit nous permettre d'analyser plus en détail certains concepts essentiels dans notre travail et dans la politique étrangère russe, à savoir la représentation géopolitique de l'Eurasie comme ensemble intermédiaire entre l'Europe et l'Asie. Les concepts de puissance et d'influence, seront également étudiés, définis, d'un point de vue théorique mais aussi selon le point de vue de Moscou.

La seconde partie examine les ressorts de la stratégie américaine dans l'environnement régional russe, qui possède la particularité, à l'inverse des stratégies russe et chinoise, de se reposer notamment sur le travail d'organisations non-gouvernementales à même de soutenir ou préparer un rapprochement entre les Etats-Unis et les pays ciblés. Elle traite également de l'impact de la dégradation des relations russo-américaines en Eurasie depuis la crise ukrainienne, évènement qui voit s'affronter les ambitions concurrentes entre la Russie et les Etats-Unis.

La troisième partie aborde, de manière similaire, les objectifs et atouts de la politique étrangère chinoise en Eurasie. Si une grande partie de sa stratégie est concentrée en Asie

⁴⁶ OBAMA, Barack, 2014. Transcript: Obama's remarks on Russia, NSA at the Hague on March 25. In : *Washington Post* [en ligne]. 25 mars 2014. Disponible à l'adresse : https://www.washingtonpost.com/world/national-security/transcript-obamas-remarks-on-russia-nsa-at-the-hague-on-march-25/2014/03/25/412950ca-b445-11e3-8cb6-284052554d74_story.html.

centrale, on observe au début des années 2010 l'élaboration d'une politique ciblant les régions du Caucase et d'Europe centrale et orientale. On tentera de démontrer que la Chine a profité économiquement et géopolitiquement des conséquences de la crise ukrainienne, en particulier du refroidissement des relations russo-occidentales et de la crise diplomatique avec l'Ukraine. La Chine, initialement une puissance économique, développe enfin des ambitions militaires susceptibles de remettre en cause les positions russes en Asie centrale.

La dernière partie de notre travail analyse, à la lumière des nouveaux enjeux, l'évolution de la stratégie d'influence de la Russie dans son environnement régional. Elle étudie la question de l'influence russe après la crise ukrainienne et questionne son affaiblissement. Elle met également en lumière l'émergence d'une politique de priorisation des enjeux et des espaces, permettant à la Russie d'optimiser ses efforts et conserver ses intérêts vitaux face à la Chine et aux Etats-Unis.

Première partie : Puissance et Eurasie : deux concepts clés de la géopolitique russe

Comprendre la géopolitique de la Russie contemporaine nécessite une réflexion développée sur deux concepts incontournables de la politique étrangère de la Russie : celui de puissance tout d'abord, enjeu traditionnel des relations internationales qui suscite de multiples débats quant à sa définition : selon quels critères peut-on qualifier un pays de puissant ?

Le second concept, issu d'une représentation purement intellectuelle, est celui de l'Eurasie. En géopolitique, ce terme ne fait pas uniquement référence à la continuité géographique entre le continent européen et le continent asiatique. Il représente une région intermédiaire entre ces deux continents, soumis à de fortes concurrences entre les Etats.

Chapitre 1 : l'Eurasie dans la politique de puissance de la Chine, des Etats-Unis et de la Russie.

1. L'Eurasie dans la politique étrangère américaine et chinoise

Les perceptions russes des enjeux géopolitiques de la Russie sont notre principal angle de travail. Il est apparu toutefois nécessaire de présenter rapidement la place de l'Eurasie dans la stratégie étrangère de la Chine et des Etats-Unis.

1.1. L'Eurasie dans la politique chinoise

L'intérêt de la Chine pour l'Eurasie est récent. Traditionnellement tournée vers l'Asie, ce n'est en effet que depuis le début du XXI^e siècle que la Chine, grâce à son importante croissance économique et à ses nouvelles relations avec les pays européens, formule une stratégie de puissance ciblant l'intégralité de l'espace eurasiatique. Celle-ci est matérialisée d'abord par la création du groupe des 16+1, devenu en 2019 le groupe des 17+1, incluant des pays d'Europe centrale, orientale et des Balkans et visant à améliorer la coopération bilatérale entre la Chine et ces pays. Elle est ensuite formalisée par le déploiement du projet des nouvelles routes de la soie en 2013, appelé initialement One Belt One Road Initiative (OBOR), puis Belt and Road Initiative (BRI), qui ambitionne d'articuler le commerce international autour de la Chine en optimisant la connectivité physique (axes de transports, infrastructures, etc.) mais aussi numérique. Ce projet d'envergure mondiale laisse présager une réorganisation d'ampleur de toutes les régions d'Eurasie, de l'Asie centrale à l'Europe, en passant par le Caucase.

Il ne semble toutefois pas exister en Chine de théorie formelle concernant l'espace eurasiatique dans la stratégie de puissance, que ce soit par la communauté scientifique ou par le pouvoir en place.

1.2. L'Eurasie dans la politique américaine

La littérature scientifique relative à la stratégie des Etats-Unis en Eurasie et dans l'ancien espace soviétique est riche, et les travaux consacrés à ce thème de recherche ont mis au jour les différents objectifs et les stratégies de Washington à l'égard de cet espace. Nous nous contenterons d'en rappeler ici les grandes lignes.

Pour la plupart, ces recherches traitent de l'environnement régional de la Russie de manière segmentée : chaque région (Asie centrale, Sud Caucase et Europe) est traitée

séparément. Ces découpages sont justifiés principalement par la divergence des intérêts et défis des Etats-Unis selon la région ou le pays concerné. Par ailleurs, les travaux sur la région européenne sont majoritaires, cet espace étant une priorité pour les Etats-Unis.

Plusieurs experts s'attachent à souligner l'influence d'Halford Mackinder et de Zbigniew Brzezinski dans l'élaboration de la stratégie américaine à destination de la Russie et de l'Eurasie. Le premier, dont les théories sont bien connues, postule dans son ouvrage *The geographical pivot of history* (1904), une recentralisation sur le continent eurasiatique des enjeux de puissance des Etats, mettant fin à la « période colombienne », articulée autour de la découverte et des occupations de nouvelles régions du monde. Il place la Russie, l'Asie centrale et le Caucase dans une nouvelle « zone pivot », espace intermédiaire entre l'Europe occidentale et l'Asie, et souligne la capacité de la Russie à « frapper de tous les côtés », et met en garde le Royaume-Uni, puissance principalement maritime, contre la puissance terrestre de l'empire russe. Quelques années plus tard, le géographe britannique résume ainsi sa théorie : « Who rules East Europe commands the Heartland; who rules the Heartland commands the World-Island; who rules the World-Island commands the world », l'"Ile-monde" faisant ici référence au continent eurasiatique.

Si le géographe adresse son analyse du début du XXe siècle d'abord au pouvoir britannique, sa vision géopolitique du monde est ultérieurement reprise par Zbigniew Brzezinski, dans son ouvrage *le Grand Echiquier* : « L'Eurasie reste l'échiquier sur lequel se déroule la lutte pour la primauté mondiale. Pour y participer, il est nécessaire de se doter d'une ligne géostratégique, c'est-à-dire de définir une gestion stratégique de ses intérêts géopolitiques [...] L'apparition d'un concurrent en Eurasie, capable de dominer ce continent et de défier l'Amérique, remettrait en cause ces objectifs ». L'espace régional russe, le « trou noir au centre du continent eurasiatique » serait donc au cœur de la stratégie eurasiatique des Etats-Unis. L'auteur, qui en qualité d'ancien conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis entre 1977 et 1981, a joui d'une influence auprès des décideurs politiques américains, insiste sur la nécessité de développer la coopération avec les nouveaux Etats, de favoriser leur croissance économique et indirectement leur transition démocratique. Z. Brzezinski pointe deux objectifs, qui doivent permettre aux Etats-Unis de maintenir leur hégémonie mondiale : une politique « généreuse et visionnaire » vis-à-vis des nouveaux Etats, mais aussi une politique visant à faire reculer (« to

rollback ») l'influence de la Russie dans son propre espace régional, tactiques que semble avoir employées Washington au début des années 2000.

2. Intérêts historiques de la Russie en Eurasie, cœur de sa stratégie de puissance

En dépit de son affaiblissement lors des crises politique et économique des années 1990, la Russie n'a jamais perdu l'espoir d'exercer un contrôle sur son espace régional. La création de la CEI (Communauté des Etats Indépendants) le jour même de la dissolution de l'URSS fut longtemps le principal vecteur de cette stratégie. L'empressement de la Russie à créer cette nouvelle organisation régionale indique que le contrôle de l'espace régional est une priorité stratégique pour Moscou, et nous conduit à formuler l'hypothèse suivante : pour être une puissance globale, la Russie cherche d'abord à être une puissance régionale.

Lorsqu'il s'agit de définir le concept de puissance en relations internationales, l'aire géographique au sein de laquelle un pays exerce son influence est déterminante dans l'évaluation de la puissance. Ainsi, on oppose puissance mondiale, équivalent d'hyper ou superpuissance, à puissance régionale, équivalent de puissance moyenne. En mars 2014, peu après la révolution ukrainienne, le président américain Obama dit de la Russie qu'elle est « une puissance régionale qui menace certains de ces voisins immédiats⁴⁷ », dans ce cas précis l'Ukraine. Le sous-entendu que la Russie n'est *qu'une* puissance régionale, et plus une puissance globale, a conduit notamment Jean-Claude Juncker, président de la Commission Européenne⁴⁸, à dénoncer un traitement humiliant de la Russie. Parallèlement et a contrario de la vision américaine, Pascal Marchand qualifie ce pays « d'acteur international par la force de sa géographie »⁴⁹, référence à sa situation à cheval entre l'Europe et l'Asie : ainsi, non seulement la situation géographique de la Russie, mais aussi son étendue (puisque la Russie est, rappelons-le opportunément, le pays le plus grand du monde) lui permettent de disposer d'un

⁴⁷ OBAMA, Barack, 2014. Transcript: Obama's remarks on Russia, NSA at the Hague on March 25. In : *Washington Post* [en ligne]. 25 mars 2014. Disponible à l'adresse : https://www.washingtonpost.com/world/national-security/transcript-obamas-remarks-on-russia-nsa-at-the-hague-on-march-25/2014/03/25/412950ca-b445-11e3-8cb6-284052554d74_story.html.

⁴⁸ JUNKER Jean-Claude, 2015. Les Occidentaux doivent « traiter la Russie correctement », dit. In : *RTBF Info* [en ligne]. 8 octobre 2015. Disponible à l'adresse : https://www.rtbf.be/info/monde/detail_les-occidentaux-doivent-traiter-la-russie-correctement-dit-jean-claude-juncker?id=9103069.

⁴⁹ MARCHAND Pascal, « La Russie, un Acteur International par la Force de la Géographie », *Diplomatie*, N° 66, Paris, Areion, Janvier-Février 2014, p. 34

rayonnement international. Dans cette perspective, la question de distinguer, pour la Russie, puissance régionale et puissance internationale apparaît moins pertinente.

Si plusieurs pays ont déjà revendiqué des sphères d'influence, outre-mer ou limitrophes, la politique russe se caractérise à ce sujet à la fois par sa constance et par le degré de contrôle qu'elle vise. De toute évidence, l'Eurasie est un espace essentiel de la stratégie de puissance russe. Quelles sont les prémisses, les fondements de cette conception ? Quelle en est l'historique et quelles sont les limites géographiques de cette sphère d'influence ? Nous proposons ici un rappel des principaux enjeux liés au contrôle de cet espace.

2.1. Contrôler pour se protéger : la peur récurrente de l'encerclement ?

Travailler sur les défis posés par la Chine et les Etats-Unis envers la stratégie de puissance russe dans son environnement régional implique un recours important à l'actualité et l'histoire récente ; nous l'avons vu, le triangle URSS-Chine-Etats-Unis, qui constitue l'origine de notre travail de recherche, n'émerge que durant la décennie 1970. Mais pour comprendre la façon dont la Russie se perçoit vis-à-vis des puissances étrangères, quelles qu'elles soient à un moment donné, le recours à *l'histoire longue*, comme la définit Fernand Braudel, est impératif : « celle de l'homme dans ses rapports avec le milieu qui l'entoure ; une histoire [...] faite bien souvent de retours insistants, de cycles sans fin recommencés⁵⁰ ».

Experts et acteurs des relations internationales ont plusieurs fois relevé un « constant sentiment d'insécurité » (Isabelle Facon, 2010), ou encore un « sentiment russe traditionnel et instinctif d'insécurité » (George Kennan⁵¹, 1946) qui façonne durablement la politique de la Russie. En effet, ce sentiment de vulnérabilité vis-à-vis de l'étranger est non seulement une réalité de la géopolitique russe, mais l'une des causes principales la politique régionale d'influence et de contrôle de Moscou. Il est dû à deux facteurs :

- La difficulté à définir, dans l'immense espace eurasiatique, des frontières naturelles incontestables. L'expansion russe en Sibirie a débuté au XVI^e siècle sous le règne d'Ivan le Terrible. Avec la prise du khanat de Kazan en 1552 puis d'Astrakhan en 1556 est donné le coup d'envoi de l'expansion vers l'est, qui s'achève à la fin du XIX^e siècle avec la conquête de la

⁵⁰ BRAUDEL, Fernand, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Flammarion, 1969, 800p.

⁵¹ En anglais « a traditional and instinctive Russian sense of insecurity ». George Kennan était un historien et diplomate américain particulièrement connu pour avoir élaboré la stratégie de « containment » vis-à-vis de l'URSS après la II^e Guerre Mondiale.

région de Vladivostok en 1860. Cette expansion a indéniablement permis à la Russie de prendre le contrôle de riches territoires, mais sa domination s'avère relative et problématique, le pouvoir central étant trop éloigné des régions conquises. Régions faiblement peuplées et très excentrées par rapport à la capitale, voies de communication insuffisantes, absence de frontières naturelles, toutes les conditions sont réunies pour créer une forte vulnérabilité à une invasion étrangère. Cette difficulté à contrôler les frontières et les lointains territoires a indubitablement renforcé en Russie le sentiment de vulnérabilité face aux appétits étrangers ou simplement aux instabilités régionales.

- Les conséquences désastreuses de chaque vague d'invasion du territoire russe⁵². Quatre invasions étrangères ont marqué l'histoire russe : mongole, polono-lituanienne et suédoise, française, allemande.

La première incursion mongole en territoire russe date de 1223, lorsque l'armée mongole écrase les Russes durant la bataille de Kalka, (aujourd'hui situé à l'est de l'Ukraine). Cette incursion est suivie d'une conquête globale de la Russie médiévale. La domination mongole en Russie ne prend fin qu'après deux siècles et demi d'occupation, en 1480, lorsque Ivan III refuse de payer le tribut aux Mongols. La Russie entreprend ultérieurement de conquérir les territoires précédemment occupés par la Horde d'or, processus qui s'achève avec la prise du khanat de Crimée en 1783⁵³ par Catherine la Grande. La domination mongole fut extrêmement brutale (destruction systématique de villes, massacres généralisés etc.) et a laissé de douloureux souvenirs dans la culture russe. Elle a par ailleurs forcé la Russie à l'isolement en la coupant de Byzance et des pays d'Europe occidentale. De nombreux historiens considèrent que la domination mongole, qui a détruit en grande partie la civilisation kievienne, expliquerait en partie cette perception d'un « retard » de développement de la Russie dans les siècles qui ont suivi par rapport aux pays d'Europe occidentale.

L'invasion durant le Temps des Troubles (1598-1613), par les forces suédoises et polono-lituaniennes renforce ce sentiment d'insécurité. L'invasion allemande en 1941, contrairement à la campagne de Russie française, a également laissé un sentiment d'horreur lié aux épreuves traversées notamment pendant le siège de Leningrad. Celui-ci, qui a duré presque neuf cents jours, a fait 1 800 000 victimes côté soviétique, militaires mais surtout civils. La résistance du peuple russe a nourri par la suite une fierté nationale proportionnelle aux difficultés engendrées

⁵²FACON, Isabelle, 2010. *Russie : Les chemins de la puissance*. S.l. : Artège Editions. Initiation à la Géopolitique. ISBN 978-2-36040-399-8.

⁵³ Avant de passer sous le contrôle des Tatars en 1441, la Crimée avait été occupée par la Horde d'or.

par le siège. Le président Poutine⁵⁴ par exemple, qui distille avec parcimonie tout élément de sa vie privée, a partagé publiquement des souvenirs de sa famille pendant le siège, indiquant ainsi que les souffrances endurées par les habitants de la ville sont un souvenir vivace dans la mentalité russe. Toutes ces vagues d'invasion, y compris la campagne de Russie en 1812 ont un point commun : à chaque fois les armées ont été capables de pénétrer très avant dans le territoire, et le prix à payer pour repousser l'envahisseur a été très lourd.

La politique régionale de la Russie au XXe siècle a été très marquée par cette peur de l'invasion et ce sentiment de vulnérabilité face à l'instabilité des pays limitrophes. Comment s'est traduit cette gestion du risque, et est-elle toujours d'actualité aujourd'hui ?

A de multiples reprises, cette crainte perpétuelle s'est traduite par la prise de contrôle quasi-total des pays environnants, contrôle pour lequel la Russie n'a pas hésité à utiliser ses forces militaires. Le cas de la Pologne, de la Hongrie, et plus généralement des pays du « glacis protecteur » de l'URSS en Europe occidentale sont les exemples plus connus de cette politique. Sur le flanc asiatique, la politique du glacis a également été privilégiée par le pouvoir russe à de nombreuses reprises : au début du XXème siècle pour se prémunir des instabilités en Chine et de la puissance de l'Empire britannique ; et entre 1960 et 1980 dans le cadre du conflit sino-soviétique. Si sur le flanc occidental l'URSS privilégiait des interventions armées pour assurer le contrôle de son glacis, elle a développé d'autres méthodes en Asie. Trois pays ont été particulièrement concernés : la Mongolie⁵⁵, l'Afghanistan et l'Inde.

La Russie tsariste met en place une stratégie d'influence en Mongolie dès 1911, soutenant ses velléités d'indépendance vis-à-vis de la Chine. La création d'un état autonome a permis en effet de créer une zone tampon entre la Russie et la Chine, manœuvre que la Russie jugeait nécessaire pour se prémunir de l'instabilité en Chine, alors en pleine révolution. L'URSS a conservé son influence sur la Mongolie jusqu'en 1989, à travers des programmes d'aides financières, de soutien à l'éducation, et autres, sans jamais avoir envoyé les troupes soviétiques

⁵⁴ « Le père de Poutine a extirpé sa femme du tas de cadavre à Léninegrad : « Elle était encore vivante ». In : *RTL Info* [en ligne]. Mai 2015. Disponible à l'adresse : <https://www.rtl.be/info/monde/international/la-face-cachee-de-vladimir-poutine-sa-relation-avec-la-guerre-et-le-communisme-au-travers-de-sa-famille-721234.aspx>.

⁵⁵ SEREBRENNIKOV, I. I., 2011. A Soviet Satellite: Outer Mongolia Today. In : *Foreign Affairs* [en ligne]. 2011. n° April 1931 Issue. Disponible à l'adresse : <https://www.foreignaffairs.com/articles/mongolia/1931-04-01/soviet-satellite-outer-mongolia-today>.

sur le territoire mongol. Cette entente avec la Mongolie a repris toute son importance stratégique lors du conflit sino-soviétique durant la décennie 1970.

L'invasion russe de l'Afghanistan en 1979 est également en partie motivée par le souhait, à Moscou, de remettre au pouvoir un régime qui lui soit allié et soit hostile à Pékin. L'URSS avait en effet été la première à reconnaître la nouvelle République Démocratique d'Afghanistan en 1978. En décembre de la même année les deux pays ont signé un nouveau traité d'amitié et de coopération⁵⁶, qui engage aussi Kaboul dans le projet soviétique de pacte de « sécurité collective » en Asie, visant à isoler la Chine et stopper son expansionnisme territorial⁵⁷, source de conflits avec les pays voisins. Cependant, une nouvelle révolte conduit à la mort du dirigeant Taraki, auquel succède Amin, qui entend distendre les liens récemment tissés avec l'URSS. Le 27 décembre 1979, les troupes soviétiques, environ 85 000 soldats, pénètrent dans le pays, au nom des relations « d'amitié » entre l'Afghanistan et l'URSS. Cette invasion a suffisamment inquiété la Chine pour que leur retrait soit une condition sine qua non de la normalisation des relations sino-soviétiques dans les années 1980.

L'URSS a rapidement perçu la stratégie de puissance de l'Inde comme un facteur déstabilisant pour la Chine ; sa politique de rapprochement de l'Inde, après la mort de Staline, soit peu ou prou parallèlement à la dégradation des relations sino-russes, a visé, en partie, à contrer les ambitions de puissance de la Chine (le Grand Bond en avant), et l'Inde est devenue une composante importante des relations sino-soviétiques : ainsi, le soutien diplomatique de l'URSS à l'Inde durant le conflit sino-indien est considéré comme une date clé du début du conflit sino-soviétique. L'Inde devient progressivement le premier partenaire de l'URSS dans le domaine militaire : à la fin des années 1970, les besoins militaires indiens sont en effet couverts aux trois-quarts par l'URSS, qui accorde à New Delhi des armes d'une technologie supérieure à celles vendues à Pékin. Ces échanges s'accompagnent de plusieurs autres accords économiques et militaires, notamment d'assistance mutuelle en cas d'invasion étrangère. L'alliance entre les deux Etats prend un réel essor lors de la guerre indo-pakistanaise de 1971 : l'URSS choisit de soutenir l'Inde face à une levée de boucliers internationale, tandis que la

⁵⁶ BRIGOT, André, Roy, Olivier, 1985. *La guerre d'Afghanistan : intervention soviétique et résistance*. La Documentation Française. Paris. Notes et études documentaires - Documentation française, ISSN 0029-4004 ; 4785, p29-36.

⁵⁷ LEVESQUE, Jacques, 1990. *L'URSS en Afghanistan : de l'invasion au retrait*. Éditions Complexe, p111-115.

Chine menace d'intervenir aux côtés des troupes pakistanaises. La normalisation des relations sino-américaines, initiée par la visite secrète de Kissinger à Pékin en juillet 1971, conforte l'URSS dans sa stratégie.

Ce tour d'horizon des politiques régionales mises en place par la Russie et l'URSS pour se protéger d'une menace étrangère révèle deux phénomènes : si la Russie semble privilégier en premier lieu l'établissement de régimes alliés ou subordonnés, qui ont fonction soit d'espaces tampons, soit d'alliés militaires, elle se montre néanmoins prête à des interventions militaires massives et rapides.

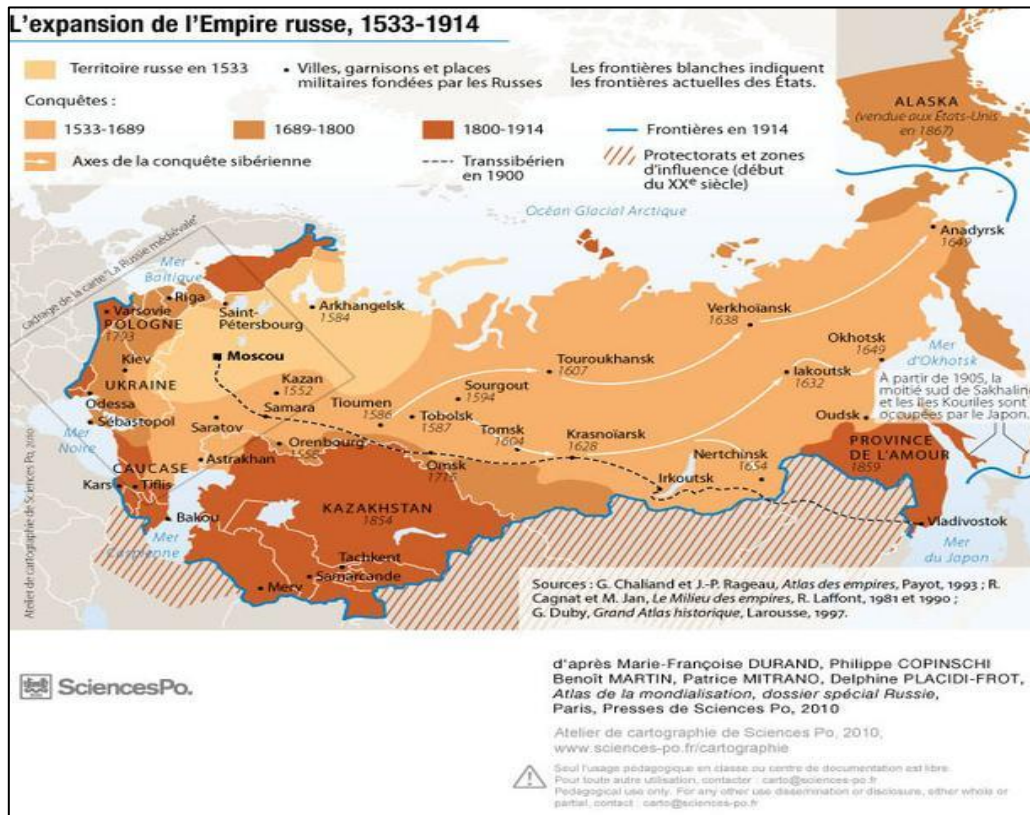
La modernisation de l'armée au XXe siècle et l'amélioration des moyens de transport ont permis à l'URSS puis à la Russie de renforcer leur contrôle des frontières, enjeu récurrent. Aujourd'hui, compensée par la capacité d'intervention rapide des forces armées, l'immensité du territoire russe n'est plus ce facteur de vulnérabilité qu'il était précédemment. Néanmoins, au vu de la politique étrangère de la Russie en matière de sécurité depuis les années 1990 et son opposition à l'expansion de l'OTAN, il semble que cette perception de vulnérabilité face à d'éventuelles menaces extérieures demeure, principalement côté européen.

La politique de défense de la Russie, causée par ce constant sentiment d'insécurité, est parfois assimilée, voire confondue, à une stratégie de puissance qui, selon plusieurs experts et observateurs internationaux, serait principalement liée à la personnalité de Vladimir Poutine. Dans cette mouvance, on note une étude en 2008 d'un think tank lié au Pentagone, qui conclut de manière très controversée que le président Poutine souffre probablement du syndrome d'Asperger, et suggère que ses dérives autoritaires et son besoin de contrôle seraient une tentative de compensation⁵⁸. L'idée principale qui y est véhiculée est celle que la politique régionale russe est principalement le fruit de la personnalité du dirigeant, au mépris pourtant d'une histoire riche en évènements similaires. Nous reviendrons ultérieurement sur le rôle du dirigeant dans la puissance de l'Etat.

⁵⁸ Yuhas, Alan, 2015. Pentagon thinktank claims Putin has Asperger's – has Putinology gone too far? In : *the Guardian* [en ligne]. 5 février 2015. Disponible à l'adresse : <http://www.theguardian.com/world/2015/feb/05/vladimir-putin-aspergers-syndrome-pentagon-studies>

2.2. Conquérir pour intégrer le jeu européen

Figure 1 : L'expansion de l'empire russe 1553-1914



Cette carte offre un support visuel pratique pour relever deux caractéristiques de l'expansion russe ; premièrement, à partir de l'avènement d'Ivan le Terrible en 1533 il a fallu dans l'absolu peu de temps aux tsars (un siècle seulement s'écoule entre la conquête de Kazan et celle de Nertchinsk) pour conquérir la Sibérie et une partie de l'Extrême-Orient. Deuxièmement, les territoires obtenus à l'est et au sud de la Russie, y compris une partie de l'actuelle Asie centrale, sont plus beaucoup plus vastes que ceux conquis à l'ouest et dans le Caucase.

Cependant, bien que l'expansion se soit faite principalement vers l'est, l'intérêt de Moscou, depuis Ivan le Terrible, réside à l'ouest. En effet, ce que cette carte ne montre pas, c'est l'écart entre les investissements réalisés pour entreprendre les conquêtes occidentales et orientales : tandis que quelques explorateurs et troupes de Cosaques avec peu de soutien financier de la part du Kremlin ont parfois suffi pour étendre le territoire de la Russie à l'est, Moscou a dû engager des centaines de milliers d'hommes dans plusieurs guerres parfois

longues et coûteuses pour gagner quelques territoires à l'ouest. Or nous le savons, les ressources naturelles de ces territoires sont peu nombreuses comparées à celles des espaces orientaux.

L'obstination des tsars à repousser les frontières côté européen est due à une raison unique : l'attrait⁵⁹ politique, économique et culturel exercé par les grandes puissances européennes. C'est la puissance économique des pays européens, et donc la perspective d'échanges commerciaux fructueux, qui a incité Ivan le Terrible à envahir la Livonie en 1558. La plupart des autres conquêtes de la Russie en Europe orientale relèvent de cette même ambition : l'accès à la mer Baltique crée une voie de communication avec les pays d'Europe du Nord et donne accès à de nombreuses routes commerciales ; l'accès à la mer Noire permet un accès à la mer Méditerranée, hautement stratégique aux niveaux politique et commercial.

Par ailleurs, et depuis Pierre le Grand (début XVIIIe siècle) la Russie aspire à une reconnaissance de son statut d'Etat européen, obtenue lors du conseil de Vienne en 1815. La conquête de ce qui constitue aujourd'hui les pays baltes, d'une partie de la Pologne et de l'Ukraine et des pays du Caucase a partiellement répondu à l'ambition européeniste de la Russie, elle-même motivée par le rayonnement culturel de certaines puissances européennes. Peser dans la politique européenne au XXIe siècle est toujours une priorité pour la Russie, qui juge que la proximité entre l'UE et les Etats-Unis est contraire à ses intérêts. En 2015, durant son discours au club Valdai, le président Poutine utilise même le terme de vassal pour définir la relation américano-européenne : « As an example, I could take the outright epidemic of fines imposed on companies, including European ones, by the United States. (...) this is how one treats vassals who dare act as they wish – they are punished for misbehaving⁶⁰. » L'une des priorités de Moscou est alors de chercher à limiter ce qu'elle considère comme les « capacités de nuisance » des Etats-Unis envers la Russie.

Si la Russie a souvent présenté sa position géographique, « à cheval sur deux continents » comme un avantage, lui permettant une politique étrangère diversifiée et unique (ce que

⁵⁹ REY, Marie-Pierre, 2003. *La Russie et l'Europe occidentale : le dilemme russe*. Juin 2003. S.l. : Institut d'études européennes de l'Université catholique de Louvain, IEE documents n°32.

⁶⁰ Russia, Team of the Official Website of the President of, 2015. Meeting of the Valdai International Discussion Club. In : *President of Russia* [en ligne]. 2015. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/50548>.

soutenait Mackinder), cette position pose dans les faits un problème récurrent : en étant ni vraiment européenne, ni vraiment asiatique, la Russie peine à trouver une place et un rôle sur ces deux continents⁶¹. En établissant un contrôle ou une influence dans les pays de son environnement régional, la Russie s'assure ainsi une « entrée » sur ces continents. Entre le XVIe et XXe siècle, la politique régionale de la Russie en Europe orientale a ainsi été en grande partie motivée par le rayonnement des pays d'Europe (France, Royaume-Uni, Espagne, Prusse et Autriche-Hongrie).

L'Asie centrale, historiquement secondaire dans la stratégie de puissance russe, est devenue au XXe siècle un espace stratégique pour Moscou, principalement pour deux raisons. La première est liée à la découverte de ressources naturelles stratégiques. La seconde est liée à l'arrivée dans cette région de nouvelles puissances, potentielles menaces à l'intégrité territoriale de la Russie ou à ses intérêts. La perte d'influence sur le flanc occidental a également encouragé Moscou à resserrer ses liens asiatiques. La tenue pour la première fois en Russie du sommet de l'Asia-Pacific Economic Cooperation en 2012 témoigne de cette réorientation stratégique ; dans son discours à la fin du forum, Vladimir Poutine indique alors que l'une des priorités de la politique étrangère russe est la « coopération approfondie avec nos voisins dans la région Asie-Pacifique⁶² ». Il faut cependant noter que le président avait annoncé ses ambitions asiatiques dès son accession à la présidence en 2000 : « One of the crucial directions in the Russian foreign policy in Asia is developing friendly relations with the leading Asian states, primarily with China and India »⁶³. Mais cette déclaration d'intention est demeurée longtemps sans grande application concrète.

2.3. *L'accès aux ressources*

L'exploitations de ressources naturelles (c'est-à-dire l'accès, la production, l'utilisation et éventuellement l'exportation) est également l'un des principaux facteurs de l'intérêt constant porté par la Russie à son environnement régional. La perspective d'accéder à des ressources

⁶¹ C'est l'une des raisons qui a encouragé Moscou à développer l'idée d'un continent eurasiatique formé d'une partie de l'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale ; organisé autour de la Russie, elle n'aurait plus à pâtir d'une situation périphérique vis-à-vis de l'Europe et de l'Asie.

⁶² Russia, Team of the Official Website of the President of, 2012. News conference following APEC Leaders' Week. In : President of Russia [en ligne]. Septembre 2012. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/16432>.

⁶³ *The Foreign Policy Concept of the Russian Federation*. In : [en ligne]. S.l. juin 2000. Disponible à l'adresse : <https://fas.org>.

naturelles pour un pays isolé et relativement pauvre au XVIe siècle a eu comme conséquence une expansion territoriale impressionnante jusqu'à la fin du XIXe siècle. Ces conquêtes ont, entre autres, permis à l'empire russe de devenir une grande puissance démographique, facteur de puissance militaire et financière. C'est sous le règne de Catherine la Grande, entre 1762 et 1796, que l'empire russe est devenu la première puissance démographique d'Europe. Bien qu'il n'y ait pas de données officielles, on estime à 36 millions le nombre d'habitants en 1796, contre environ 25 millions en France à la même période, elle-même très peuplée pour l'époque. En 1897, le premier et unique recensement de l'empire russe dénombre plus de 125 millions le nombre d'habitants⁶⁴. Ainsi, à une époque où la Russie n'était pas une puissance par la richesse de son sol, c'est sa puissance démographique, obtenue grâce à sa politique de conquête, qui lui a octroyé une place incontournable en Europe.

Après une période de troubles durant la décennie 1990, la Russie formule une nouvelle stratégie de puissance et s'appuie économiquement sur les revenus liés à ses exportations d'hydrocarbures. La puissance post-soviétique de la Russie, dépend en effet grandement, voire trop, de l'exploitation de ces ressources stratégiques.

Ci-dessous sont présentées les dernières estimations du gouvernement russe à l'heure d'écriture de notre travail, sur les réserves et l'exploitation des ressources les plus stratégiques du pays, à savoir le pétrole, le gaz naturel, et l'uranium, extraites du document « Sur l'état et l'utilisation des ressources minérales brutes de la Fédération de Russie en 2015 », émis par le Ministère des Ressources naturelles et de la Protection de l'environnement.

Tableau 2: Proved reserves and oil production (with condensate) in the main countries

Country	Proved reserves bln barr.	Production in 2015, mln barr. per day	Production in 2015 mln tonnes/year	Share in the world production %
Russia	80	10.6	528.2	13.6
Saudi Arabia	266.6	10.16	507.3	13

⁶⁴*Demoskop Weekly - Priloženie. Spravočnik statističeskih pokazatelej.* [en ligne]. S.I. Disponible à l'adresse : http://www.demoscope.ru/weekly/ssp/rus1897_01.php.

USA	39.9	9.4	469.4	12
China	25.1	4.3	214.7	5.5
Iraq	143.1	3.98	198.7	5.1
Canada	170.9	3.7	184.7	4.7

Tableau 3: Proved reserves of natural gas and main world producers

Country	Reserves on 01.01.2016, trillion m ³	Commercial production in 2015, bln m ³	Share in the world production %
USA	11	770	21.8
Russia	50.7	637.3	18
Qatar	24.5	188.7	5.3
Iran	34	182	5.1

Tableau 4 : Resources of uranium and production of uranium condensate (U3O8) in main producing countries*

Country	Ressources	Production in 2015, thousands tonnes in U	Share in the world production, %
Kazakhstan	745.3	23.8	39
Canada	509	13.3	19
Australia	1664.1	5.7	9
Niger	291.5	4.1	7
Russia	507.8	3.1	5
Namibia	267	3	5

* — Reasonably Assured Resources Faible Inferred Resources recoverable

Le premier tableau nous indique que la Russie exploite davantage ses réserves de pétrole que tous les autres principaux pays producteurs : alors qu'elle dispose de trois fois moins de ressources que l'Arabie Saoudite, les productions annuelles des deux pays sont équivalentes. L'on peut alors s'interroger sur la capacité de la Russie à maintenir un tel niveau de production, ce qui a été confirmé par un document émis par le Ministère de l'énergie en décembre 2015 et

obtenu par le média Vedomosti⁶⁵ : le ministère prévoit en effet une diminution draconienne de la production de pétrole en 2035, due à la diminution des réserves disponibles. Ceci contredit pourtant le discours officiel du Kremlin, qui avance l'existence de nombreux gisements dans l'Arctique, bientôt exploitables grâce à la fonte du pergélisol, couches du sol normalement gelées en permanence.

A l'inverse, comparé aux autres principaux pays producteurs, la Russie sous-exploite ses réserves en gaz naturel et en uranium (tableau 2 et 3). Alors que les réserves russes en uranium sont presque équivalentes à celle du Canada, la production russe est en effet dix fois inférieure. Notons, s'agissant des données relatives au gaz, que les pays distinguent habituellement leur production de gaz naturel de celle de gaz naturel liquéfié (GNL), mais que le gouvernement russe a choisi ici de ne pas les différencier. La production globale de gaz russe est donc amenée à augmenter rapidement : le groupe Novatek, le plus grand producteur indépendant de gaz en Russie, a fait de la production de GNL une priorité (suivant en ceci la stratégie du Kremlin) et projette d'exploiter plusieurs gisements de gaz naturel en Arctique : le « mégaprojet » Yamal LNG est entré en production fin 2017, et Arctic LNG 2 est actuellement à l'étude.

La sous production de gaz, ne résulte probablement pas d'un choix stratégique, mais peut être due à l'insuffisance des investissements. Plusieurs projets de Gazprom ont ainsi souffert à des degrés divers du manque de financement: Vladivostok LNG a été retardé, Shtokman LNG actuellement annulé, et le gazoduc Power of Siberia a vu son budget significativement réduit en 2016⁶⁶. D'un autre côté, l'énorme quantité de ces ressources stratégiques disponibles et encore non exploitées démontre l'ampleur du potentiel économique de la Russie.

En outre, et ceci est un point essentiel de notre travail, l'accès de la Russie à des ressources naturelles n'est pas limité par ses frontières. Pour compenser la sous-exploitation de ses

⁶⁵ *U Rossiya mozhet zakonshitsia neft.* Vedomosti. 9 mars 2016. Disponible à l'adresse : <https://www.vedomosti.ru/business/articles/2016/03/09/632776-rossii-neft>.

⁶⁶ Lossan, Alexei, 2016. Gazprom cuts spending on Power of Siberia pipeline, delays Vladivostok LNG. In : [en ligne]. 9 février 2016. Disponible à l'adresse : https://www.rbth.com/business/2016/02/09/gazprom-cuts-spending-on-power-of-siberia-pipeline-delays-vladivostok-lng_565797.

gisements de gaz, Moscou s'est tournée vers les pays d'Asie centrale⁶⁷ et du Caucase⁶⁸, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan, qui disposent de larges réserves en gaz naturel, certaines exploitées par les entreprises russes. Le réseau d'oléoducs et de gazoducs, principalement construit durant la période soviétique, organise autour de Moscou le transport des énergies.

Tableau 5: Classement des réserves d'hydrocarbures en Asie centrale, dans le Caucase et en Europe orientale en janvier 2017

Pays	Réserves prouvées de gaz naturel (m3)	Classement mondial	Réserves prouvées de pétrole brut (en baril)	Classement mondial
Kazakhstan	2 407 000 000 000	15	30 000 000 000	12
Ouzbékistan	1 841 000 000 000	20	594 000 000	47
Turkménistan	7 504 000 000 000	6	600 000 000	45
Kirghizstan	5 663 000 000	95	40 000 000	82
Azerbaïdjan	991 100 000 000	27	7 000 000 000	20
Géorgie	8 495 000 000	85	35 000 000	83
Biélorussie	2 832 000 000	99	198 000 000	59
Pologne	81 660 000 000	59	137 800 000	69
Ukraine (et Crimée)	1 104 000 000 000	26	395 000 000	53

Source: CIA World Fact Book 2017

Notons au passage que ces chiffres indiquent les réserves prouvées, et non les réserves actuellement exploitables. Le gaz polonais par exemple, surtout constitué de gaz de schiste, a été évalué comme non-exploitable car peu rentable au regard de la chute des prix des hydrocarbures. Les grands groupes du secteur qui avaient entrepris l'exploration du gaz de schiste en Pologne se sont tous retirés⁶⁹ : Exxon Mobil en 2012, puis Chevron, Eni et Total,

⁶⁷ CNN.com - Gazprom to buy Central Asia gas - Apr. 10, 2003. In : [en ligne]. Avril 2003. Disponible à l'adresse :

<http://edition.cnn.com/2003/BUSINESS/04/10/russia.gazprom.reut/>.

⁶⁸ Gazprom doubling Azerbaijani gas purchase. In : *Gazprom.com* [en ligne]. Janvier 2012. Disponible à l'adresse : <http://www.gazprom.com/press/news/2012/january/article128158/>.

⁶⁹ IWANIUK, Jakub, 2016. Gaz de schiste : Bruxelles décide de poursuivre la Pologne. In : *Le Monde.fr* [en ligne]. 29 avril 2016. Disponible à l'adresse : http://www.lemonde.fr/energies/article/2016/04/29/gaz-de-schiste-bruxelles-decide-de-poursuivre-la-pologne_4910904_1653054.html.

entre autres. Tant que les prix des hydrocarbures resteront bas, l'exploitation du gaz de schiste en Pologne ne sera pas rentable ; ainsi, même s'il y a des réserves d'hydrocarbures dans certains pays de la sphère régionale de la Russie, elles ne constituent pas un atout de court terme. Nous avons cependant choisi ne de pas montrer les réserves exploitables, car c'est une donnée qui peut évoluer rapidement ; l'exploitation du pétrole et du gaz naturel dans l'Arctique russe en est un exemple : auparavant jugée difficile et non rentable, elle est maintenant une priorité du gouvernement russe.

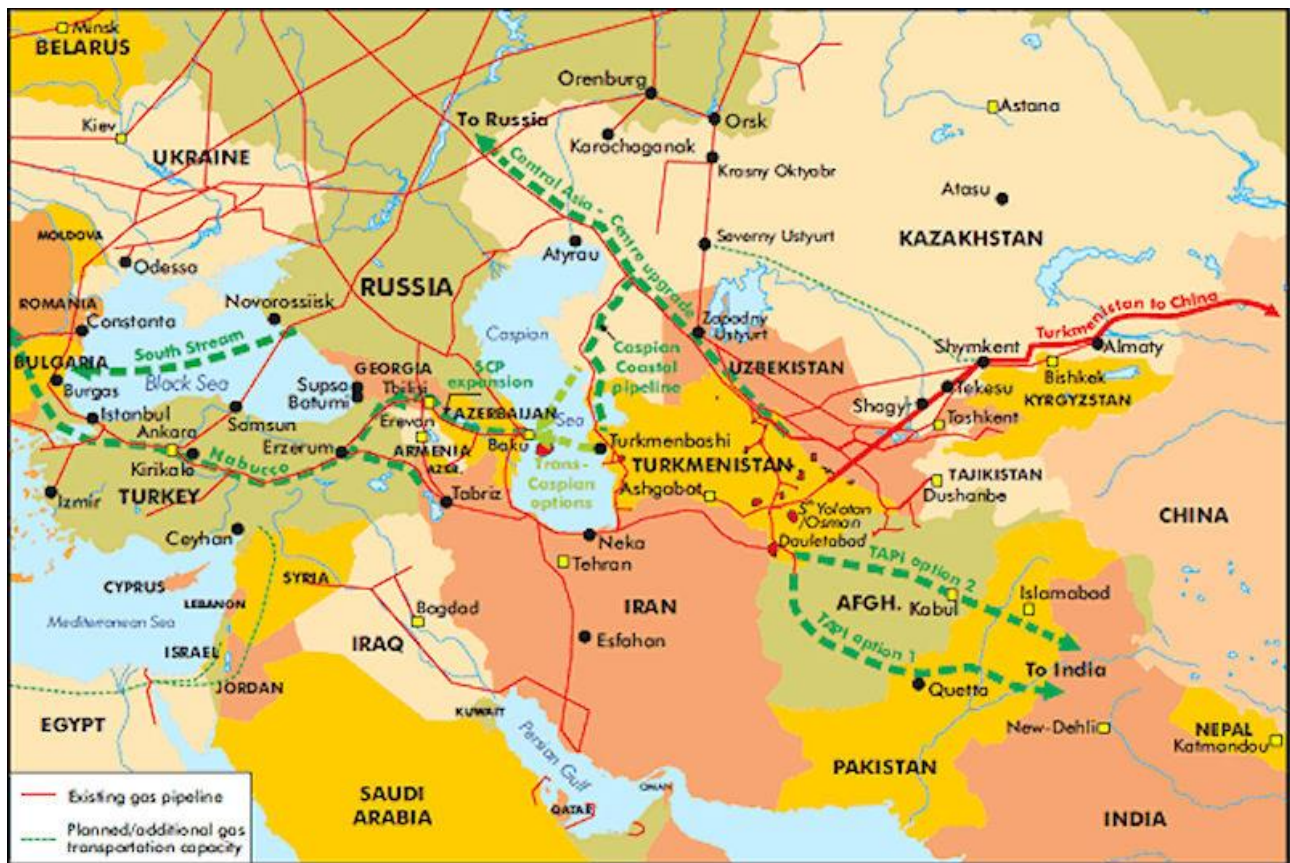
Un autre statut à prendre en compte dans cette catégorie est celui de « pays de transit ». Acheminer les hydrocarbures est une question tout aussi sensible que celle de leur extraction. On peut distinguer, du point de vue de Moscou deux types de pays transit : ceux qui lui permettent d'acheminer ses hydrocarbures (Ukraine, Pologne, Biélorussie) et ceux qui permettent ou pourraient permettre d'acheminer les hydrocarbures de pays concurrents, (pays du Caucase). Ces pays de transit font également l'objet d'une surveillance spéciale de la Russie, dont l'objectif est de bloquer toute nouvelle route d'hydrocarbures non russe et d'assurer la sécurité du transport de ses hydrocarbures.

Figure 2 : Réseau d'oléoducs en Asie centrale en 2011



Source : International Energy Agency

Figure 3 : Réseau de gazoducs en Asie centrale en 2011



Source : International Energy Agency

Au-delà de l'exploitation à son profit des ressources naturelles en Asie centrale, la Russie cherche à contrôler la production et conserver le monopole de l'exploitation. Via ses entreprises étatiques, Rosneft et Gazprom⁷⁰, elle revend le gaz naturel centrasiatique sur d'autres marchés, y compris européen. Ainsi, la Russie préserve ses ressources, minimise les conséquences du manque de financement dans son industrie énergétique, et contrôle la concurrence potentielle des pays d'Asie centrale sur le marché européen et obtient une certaine marge financière.

Cette situation est cependant en train d'évoluer. La Chine finance la création d'un réseau de transports d'hydrocarbures d'ouest en est pour profiter également des ressources de la région, et l'UE, soutenue par les Etats-Unis, cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement et contourner la Russie. De la capacité de la Russie à maintenir son contrôle sur les pays d'Asie

⁷⁰ Gazprom to re-sell Central Asian gas to EU markets. Newswires Universal. In : www.timesca.com [en ligne]. Avril 2012. Disponible à l'adresse : <https://www.timesca.com/index.php/news/10278-gazprom-to-re-sell-central-asian-gas-to-eu-markets>.

centrale et du Caucase dépend par conséquent une partie de son statut de fournisseur, facteur fondamental de sa puissance.

Chapitre 2 : Puissance et influence

Il est régulièrement question dans notre travail, de puissance et d'influence. Ces termes, qui connaissent une grande popularité avec l'essor de la géopolitique et de l'étude des relations internationales, nécessitent clarification et précision, démarche d'autant plus nécessaire s'agissant de la puissance russe, dont nous avons rappelé les contradictions profondes depuis le début du XXI^e siècle. Ce chapitre nous permettra de définir ces concepts et d'aborder les enjeux de puissance selon Moscou.

1. Puissance et influence en relations internationales

La puissance en relations internationales est difficile à définir : soumise à l'évolution des moyens à la disposition des acteurs, elle demeure un concept délicat à problématiser, l'enjeu étant de parvenir à s'extraire de la temporalité, souvent de court terme, imposée par les facteurs définissant la puissance, sans offrir une théorie inapplicable car trop détachée des réalités. La pléthore de qualificatifs accolant le terme de « puissance » (hyper, moyenne, régionale, mondiale), de même que les amalgames fréquents entre « puissance », « pays », et « influence », témoignent de cette difficulté constante.

La question est d'autant plus délicate s'agissant de la Russie : ses ambitions de puissance affichées dès le début de la présidence Poutine, ses succès sur la scène internationale difficiles à expliquer au regard de ses fragilités économiques et des tensions fréquentes avec les pays occidentaux⁷¹ ont conduit les experts à créer des expressions contradictoire pour tenter d'expliquer ce phénomène : la Russie est ainsi devenue une « puissance faible⁷² », « puissante et impuissante⁷³ », ou de façon plus neutre « une ancienne grande puissance ». Le concept de puissance, bien qu'éluusif, est donc incontournable en relations internationales, et particulièrement lorsqu'il est question de la Russie poutinienne. Notre réflexion commencera

⁷¹ La Russie est souvent, dans les pays occidentaux, et surtout depuis la crise ukrainienne, qualifiée d'isolée sur le plan diplomatique. Si les tensions russo-occidentales conduisent à un ralentissement des relations entre ces pays, dire de la Russie qu'elle est isolée, au regard de sa coopération avec de nombreux pays sur tous les continents, revient à minimiser l'importance des pays non occidentaux.

⁷² « La Russie, une puissance faible ? » a été le thème d'un débat organisé en 2015 à l'IFRI.

⁷³ DE TINGUY Anne, "Russie : le syndrome de la puissance", *CERISCOPE Puissance*, 2013, [en ligne], consulté le 12/08/2020, Disponible à l'adresse : <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part4/russie-le-syndrome-de-la-puissance>

avec une analyse de la théorie de Raymon Aron, théoricien du concept de puissance en relations internationales. Nous évoluerons ensuite vers les réflexions de Joseph Nye, inventeur bien connu du concept de puissance douce ou « soft power », et nous tenterons enfin de proposer une définition du concept de puissance selon la Russie.

Dans son ouvrage *Paix et guerre entre les nations*, paru en 1962, Raymond Aron livre une réflexion poussée sur le concept de puissance, et identifie plusieurs facteurs, qui, jusqu'à aujourd'hui, s'appliquent toujours.

1.1. L'humain dans la puissance de l'Etat

« Au sens le plus général, la puissance est la capacité de faire, produire ou détruire ». A cette première définition générale, R. Aron ajoute une définition plus adaptée au contexte de relations internationales : « J'appelle puissance sur la scène internationale la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités ». Cette citation est la plus couramment utilisée lorsque l'on tente de définir le concept de puissance en se référant au politologue ; en revanche, la suite, pourtant tout aussi essentielle, est moins reprise : « En bref, la puissance politique n'est pas un absolu mais une relation humaine ».

Qu'entend-il par « relation humaine » ? Pour l'auteur, la puissance d'une unité politique (Etat ou autre) ne dépend pas uniquement de l'unité politique, mais aussi de celle de l'individu qui l'exerce. En poussant l'exemple à l'extrême, nous pourrions donc considérer qu'un individu avec peu de volonté et d'ambition, donc « faible », à la tête d'une unité politique qui serait considérée comme forte accomplirait moins qu'un individu ambitieux et volontaire à la tête de cette même unité. Dans des Etats à tendance autoritaire, dans lesquels les dirigeants exercent le pouvoir longtemps, la personnalité du dirigeant devient un paramètre essentiel pour comprendre le pays. R. Aron définit la puissance d'un individu comme la « capacité de faire, mais avant tout, celle d'influer⁷⁴ sur la conduite ou les sentiments des autres individus ». Pour résumer, la puissance d'une unité politique en relations internationales dépend de deux types de puissance :

-la puissance de l'unité politique, sur la base de facteurs encore non identifiés à ce stade de la réflexion de R. Aron.

-la puissance de l'individu qui dirige cette unité, sur laquelle il ne reviendra pas.

⁷⁴Le champ lexical de l'influence est rarement utilisé par Raymond Aron, et le terme jamais défini dans son ouvrage.

1.2. Puissance offensive et puissance défensive

D'après Aron, la puissance d'un Etat est divisée en deux catégories : puissance offensive et puissance défensive ; et deux moments : celui de la guerre, et celui de la paix, défini comme l'absence de conflit armé déclaré.

- La puissance offensive

Intéressons-nous tout d'abord aux critères d'une puissance offensive, qui correspond selon l'auteur à la capacité de faire faire⁷⁵. En temps de guerre, la capacité militaire est bien entendu un facteur central de la puissance de l'Etat ; en revanche, son importance diminuant en temps de paix, c'est durant ce temps que le concept de puissance est le plus complexe à définir.

Les déterminants classiques de la puissance sont définis comme suit par Aron : le milieu, les ressources, et l'action collective : « Ces trois termes, dans leur expression abstraite, couvrent l'ensemble puisqu'ils équivalent à la proposition : la puissance d'une collectivité dépend de la scène de son action et de sa capacité d'utiliser les ressources, matérielles et humaines, qui lui sont données ». R. Aron fait donc immédiatement la distinction entre ressources exploitées et non exploitées : à titre d'exemple, nous pourrions citer les réserves de gaz de schiste de la Pologne, existantes mais inexploitable à l'heure actuelle, par conséquent inutiles dans la stratégie de puissance du pays. La capacité d'une collectivité à exploiter ses ressources est essentielle : de nombreux pays riches en ressources sont dans l'incapacité de les exploiter indépendamment d'un autre pays.

La pression économique est présentée comme une arme de choix pour « contraindre un Etat ou le convaincre de céder ». L'arme économique devient ainsi, en temps de paix, l'équivalent des capacités militaires d'un pays en temps de guerre. Nous pourrions ajouter, ce que la Guerre Froide a démontré, que la puissance nucléaire, menace de destruction absolue, est davantage devenue un élément de dissuasion et n'est pas utilisé par les Etats qui en disposent.

La pression économique s'exerce à deux niveaux :

⁷⁵ On remarque que la définition d'une puissance offensive est la même que celle utilisée pour le concept de puissance précédemment.

- Multilatéral, dans le cadre d'une coalition d'Etats, la force de la coalition étant essentielle. R.Aron prend en effet l'exemple de plusieurs échecs de contrainte économique d'une coalition contre un Etat pour pointer du doigt la difficulté de garantir le facteur « d'action collective » : « l'arme du blocus pourrait être, à notre époque, irrésistible ; encore faudrait-il que l'Etat, considéré comme criminel, ne trouvât pas d'alliés au-dehors. Jusqu'à nos jours, une telle hypothèse n'a jamais été réalisée ». Cette affirmation, qu'il formule en pensant au blocus de Cuba, s'adapte tout aussi bien aux sanctions économiques contre la Russie, qui, en se rapprochant de la Chine et d'autres acteurs au rayonnement régional, parvient à réduire l'impact des sanctions économiques américaines.

-Bilatéral. L'arme économique dans les relations bilatérales possède une toute autre portée, justement parce que dans ce cadre, elle ne requiert aucune alliance universelle : « Un Etat est capable d'influer aussi sur les Etats qui attendent de lui une aide financière ou qui se sentent dépendants de son propre système économique. A notre époque surtout, le consentement des pays dits sous-développés à demeurer à l'intérieur d'une zone est fonction des concours qu'ils y trouvent pour leur industrialisation. Un Etat a désormais peu de chances de maintenir sa souveraineté sur des populations nombreuses s'il est incapable d'assumer la charge des investissements nécessaires à l'élévation du niveau de vie ». C'est le défi auquel la Chine fait actuellement face : répondre aux attentes d'amélioration des conditions de vie d'une part croissante de sa population.

Ainsi, en temps de paix, l'économie d'un Etat est un facteur essentiel de la puissance offensive d'un Etat. L'amalgame entre puissance économique et puissance est d'ailleurs régulier, et les classements annuels des grandes puissances prennent en compte uniquement des indicateurs économiques (les groupes multilatéraux type G- à leur création rassemblaient les pays les plus avancés économiquement).

- La puissance défensive

La puissance défensive en temps de paix est définie comme « la capacité d'une unité politique de ne pas se laisser imposer la volonté des autres unités politiques ». A nouveau, l'auteur opère une distinction entre la puissance défensive en temps de paix et en temps de guerre. En temps de guerre, la puissance défensive repose principalement sur la « capacité d'arrêter l'envahisseur » ; les Russes au cours de leur histoire ont fait preuve d'une faible capacité à arrêter l'envahisseur. En temps de paix, la puissance défensive dépend de la « cohésion de l'unité ». De l'avis de l'auteur, la cohésion de l'unité, ou de la collectivité, est

l'élément central de la capacité défensive : « la condition suprême, presque unique, de la capacité défensive, est la cohésion de la collectivité, l'adhésion des masses au régime (...) l'accord entre les membres de l'élite gouvernementale sur l'intérêt national ».

Aron ajoute que face à la pression économique, la capacité défensive dépend également, paradoxalement, du non-développement économique du pays ciblé : plus le pays est développé, plus les pressions économiques sont efficaces. A l'inverse, « un pays sous-développé a souvent une grande capacité de résister à des sanctions éventuelles : une faible fraction de la population sera atteinte par l'interruption des échanges extérieurs ». Il est à noter cependant aujourd'hui que les sanctions économiques ne se limitent pas aux échanges extérieurs : investissements, droit d'utiliser les monnaies ayant cours dans les échanges (le dollar surtout) sont de « nouveaux » facteurs de pression économique qui peuvent efficacement fragiliser un Etat et affecter une plus grande partie de sa population.

Puisque la puissance est « la mise en œuvre de forces (forces militaires, économiques et morales) », qui dépendent du triptyque « milieu, ressources, action collective », évoqué précédemment, Aron envisage brièvement la possibilité d'évaluer une puissance, en fonction de ces forces. Il conclut cependant que non seulement une telle entreprise ne peut donner de résultat probant, mais aussi qu'elle se révélerait néfaste : « Mais il y a tant d'écarts possible entre la puissance défensive et la puissance offensive, entre la puissance en temps de guerre et la puissance en temps de paix, la puissance à l'intérieur d'une certaine zone géographique et la puissance au-delà de cette zone que la mesure d'une puissance, supposée absolue et intrinsèque, me paraît plus nuisible qu'utile ». A ceci s'ajoute le fait qu'il considère que la puissance d'un Etat dépend également de celle de son dirigeant, ce qui complique davantage le processus d'évaluation. C'est donc la multiplicité des facteurs qui selon Aron empêche toute possibilité d'évaluation de la puissance. A notre époque nous avons pourtant recours à des qualificatifs de puissance, qui sans aller jusqu'à proposer une évaluation chiffrée de la puissance, établissent une hiérarchie précise (hyper puissance, grande puissance, puissance régionale, puissance moyenne etc), qui peut s'avérer trompeuse dans certains cas (l'échec de l'hyper puissance américaine au Vietnam par exemple, impensable au regard de « l'évaluation » de leur puissance respective).

1.3. Application dans notre travail de recherche

Cette distinction entre puissance offensive et défensive est très bienvenue : en effet, si la Russie est effectivement une puissance offensive dans son espace régional, elle l'est beaucoup moins vis-à-vis des Etats-Unis : dans le cadre des relations russo-américaines, c'est la capacité de Moscou à résister à la volonté américaine, voire occidentale, qui lui permet de s'affirmer sur la scène internationale. La puissance de la Russie vis-à-vis des pays occidentaux ne réside pas tant dans sa capacité à faire faire que dans sa capacité à résister. Sa puissance sur la scène internationale est donc une combinaison entre cette puissance défensive forte vis-à-vis de l'Occident, et une puissance offensive à l'égard d'autres Etats. En identifiant une puissance offensive et une puissance défensive, l'analyse d'Aron propose donc une résolution au paradoxe de la puissance russe.

2. Hard power, soft power et sharp power

Joseph Nye distingue *soft power* et *hard power*, qui peuvent être interprétés comme des sous-branches de la *puissance offensive* décrite par Raymond Aron. Le *hard power* utilise les moyens militaires et économiques ; le *soft power*, concept nouveau qui émerge dans les années 1990, est initialement utilisé pour définir la spécificité de la puissance américaine. En effet, alors que selon Joseph Nye l'écart de puissance économique et militaire se réduit entre les pays d'Europe occidentale et les Etats-Unis, ces derniers peuvent compter sur une très forte capacité d'attraction, unique au monde à cette époque.

En 2004, le politologue définit ainsi le *soft power*: «It is the ability to get what you want through attraction rather than coercion or payments. It arises from the attractiveness of a country's culture, political ideals, and policies⁷⁶. »; «This soft power -getting others to want the outcomes that you want- co-opts people rather than coerces them. Soft power rests on the ability to shape the preferences of others ». Ce principe est la clé de la politique américaine de promotion à l'étranger de son système politique et économique, qui permet de créer une concordance de points de vue et d'objectifs.

⁷⁶ NYE, Joseph Jr., 2004. *Soft Power - The means to success in world politics*. Public Affairs. S.l. : s.n. ISBN IO 1-58648-306-4.

Du point de vue occidental, la Russie dispose d'un *soft power* limité, voire nul. J. Nye, lorsqu'il analyse des formes de *soft power* autres qu'américaines, ne mentionne pas la Russie ; un classement annuel de trente pays, effectué depuis 2015 par le groupe Portland Communications, et le seul existant à l'heure actuelle, place à chaque fois la Russie en fin de classement. Cette position est justifiée par le présumé recours excessif de la Russie au *sharp power*, nouveau concept de puissance qui fait référence aux méthodes d'influence subversives développées par un pays à l'encontre d'un autre. Ce concept a été théorisé en 2017 par Christopher Walker et Jessica Ludwig, chercheurs à la National Endowment for Democracy (NED), et visait spécialement à conceptualiser les méthodes d'ingérence de la Russie et de la Chine aux Etats-Unis durant les élections présidentielles. Nous pourrions cependant considérer que ces méthodes, nouvelles mais dont le degré d'ingérence s'apparente à une manœuvre militaire, relèvent toujours du concept de *hard power*, qui se trouve ainsi actualisé.

Si le *soft power* semble être l'apanage des démocraties et surtout des Etats-Unis, le *sharp power* est présenté comme celui des pays à tendance autoritaire. Il faut cependant noter que la Russie dispose d'un *soft power* plus développé dans son espace régional qu'en Europe et aux Etats-Unis, que les classement et études ne prennent généralement que peu en compte.

3. Distinguer puissance et influence

Le terme d'influence n'apparaît presque pas dans l'ouvrage de Raymond Aron, alors que le concept de puissance y est central. Joseph Nye semble utiliser les deux termes indifféremment, tendance majoritaire actuellement. L'influence est-elle synonyme de puissance ? Comme le souligne Pierre Buhler, le terme d'influence s'accompagne souvent d'une connotation de manipulation et de subversion, surtout pendant la période de la Guerre Froide. Mais en s'attachant à la définition la plus essentielle possible, la puissance est la « capacité de faire faire » tandis que l'influence est « l'action exercée sur quelqu'un, ou quelque chose » (Larousse). La puissance se traduit donc généralement en influence, mais ce n'est pas automatique. La Russie par exemple, est une puissance énergétique de premier plan en Europe, mais la crise avec l'Occident depuis 2014 a démontré son échec à traduire cette puissance énergétique en influence ; dans son espace régional, la Russie est également une puissance militaire, qui néanmoins ne lui permet pas de résoudre efficacement les troubles régionaux

(terrorisme, guerre en Afghanistan, conflit du Haut-Karabagh). Inversement, sa puissance militaire lui a permis d'influer sur les événements en Syrie, et dans ce cas, sa puissance s'est traduite en influence.

4. La puissance selon la Russie

Face à ces définitions du concept de puissance, il est utile de proposer une réflexion sur une éventuelle définition russe de la puissance. Pour la Russie de ce début du XXI^e siècle, sur quels critères fonder la puissance du pays, concept si central dans la politique interne et étrangère depuis 2000 ?

Le Kremlin ne propose pas de définition claire de ce concept et de ses critères. Néanmoins, au travers des discours et documents officiels depuis 2000, l'on peut facilement identifier cinq critères principaux, proches de ceux définis par Raymond Aron.

- La souveraineté

Incontournable aussi bien dans la politique nationale russe que dans sa politique étrangère, le concept de souveraineté est l'élément fondamental dans la construction de la puissance russe. Récurrente dans les discours officiels du président russe, notamment depuis 2014, la souveraineté est surtout perçue par l'Etat russe comme sa capacité à exercer son pouvoir sans pression étrangère, principalement occidentale. Elle doit s'exercer à tous les niveaux, économique (le rejet des sanctions économiques occidentales), militaire (la modernisation de l'armée russe), sociétal (l'affirmation de certains principes critiqués par de nombreux pays) mais également en politique étrangère (l'affirmation d'une sphère d'influence). Cette ambition d'une souveraineté absolue est entrée en contradiction avec la volonté de la Russie, dans les années 1990 et 2000, d'adhérer à plusieurs organisations et institutions internationales à vocation supranationale. L'exemple de la ratification en 1998 de la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du Conseil de l'Europe, donnant mandat à la Cour européenne des droits de l'homme à juger des affaires russes, est tout à fait révélateur de ce paradoxe de la politique russe. Condamnée par la cour européenne en 2014 dans le cadre de l'affaire Youkos, la Russie décide alors de revoir l'équilibre des pouvoirs entre sa propre constitution et la Cour européenne, et la Douma vote le 1^{er} décembre 2015 une loi plaçant la Cour constitutionnelle de Russie au-dessus de la Cour européenne des droits de l'homme.

- La reconnaissance internationale

L'adhésion initiale de la Russie aux principales organisations internationales est pourtant liée à un autre besoin fondamental de la Russie post soviétique, celui de la reconnaissance internationale de son statut de pays puissant. Après la crise politique, économique et sociétale de la Russie dans les années 1990 qui a conduit à son effacement sur la scène internationale, le pays veut de nouveau être reconnu comme une puissance avec laquelle compter. Sa participation aux réunions des grandes puissances et son inclusion dans les processus de décision collectifs est donc centrale : son éviction du G-8 a probablement été ainsi mal vécue par le Kremlin, qui s'est employé à compenser cette mise au ban par un regain d'activités vis-à-vis d'organisations et de puissances régionales, (BRICS, Union Economique Eurasiatique (UEEA), Inde, Arabie Saoudite etc).

- La capacité militaire

Davantage que dans les pays d'Europe occidentale, la puissance militaire est essentielle pour la Russie. Elle représente encore, dans un pays qui souffre d'un sentiment de vulnérabilité face à une menace étrangère et pour qui la puissance militaire est un facteur d'unité, la source de sa puissance. La modernisation de l'armée, et sa médiatisation par le Kremlin (par exemple les démonstrations militaires à l'occasion de la célébration de la victoire du 9 mai 1945) témoignent de l'importance de ce facteur.

- La cohésion de la collectivité

V. Poutine a fait de l'unité l'un de ses principaux chevaux de bataille lors de son premier mandat. Empêcher la dislocation de la Fédération (qui explique en partie sa réaction forte en Tchétchénie), reconstruire un Etat fort (la très connue théorie de la « verticale du pouvoir »), raviver le nationalisme, redonner du pouvoir à l'Eglise, définir des principes de vie, ont été parmi ses premières missions, qui toutes visent à assurer un niveau élevé de patriotisme et de cohésion en Russie. L'unité russe a ainsi permis au pouvoir de résister à la pression économique engagée par les pays occidentaux via les sanctions depuis 2014.

- Le soft power, un concept émergent dans la stratégie russe

Si l'URSS s'appuyait sur les réseaux des partis communistes étrangers pour étendre son influence, la Russie a dû chercher d'autres leviers pour exercer une forme de *soft power*. Moscou a opéré une distinction géographique : sans rentrer dans une analyse détaillée du soft

power russe, nous observons que les méthodes et messages utilisés dans les pays de sa sphère régionale sous influence sont différents de ceux mis à contribution par exemple en Europe occidentale : dans le premier cas il s'agit principalement de diffuser, ou maintenir, l'usage de la langue russe et favoriser l'implantation de la culture russe. Pour ceci, le Kremlin s'appuie de plus en plus sur son concept de *monde russe*. En Europe occidentale, via des médias financés par le Kremlin, Moscou propose des analyses et discours alternatifs sur des sujets d'actualité dans le but de créer ou accentuer la défiance de la population à l'égard des médias traditionnels et du pouvoir en place.

- Et l'économie ?

La capacité économique est un des points faibles de la puissance russe. Son développement freiné par de nombreux problèmes structurels, elle ne peut constituer un critère de puissance face aux grandes économies occidentales. Néanmoins, dans son espace régional, la Russie, en position de force, manie le levier économique de deux façons différentes :

-le « bâton » : la plupart des pays de son espace régional dépendent économiquement et énergétiquement de la Russie. Moscou fait souvent peser la menace d'une interruption des échanges (embargo en Moldavie, crises avec la Biélorussie), et va parfois jusqu'à « couper le robinet » comme en témoigne les crises énergétiques russo-ukrainiennes.

-la « carotte » : certains des pays voisins, plutôt pauvres, sont généralement endettés vis-à-vis de la Russie : en échange d'un allègement de leur dette, Moscou obtient des avantages stratégiques. Ce fut le cas par exemple au Kirghizstan, où la Russie, en échange d'un allègement de la dette kirghize, a obtenu l'implantation d'une base militaire dans le pays et une participation élevée dans certains secteurs clés du pays.

La capacité militaire est incontournable dans la stratégie de puissance de la Russie. Sa capacité à protéger ses frontières, et surtout, à intervenir rapidement dans toutes les régions du monde pour défendre ses intérêts et ses alliés lui a en effet permis de s'imposer à nouveau sur la scène internationale. Moscou fait toutefois progressivement évoluer sa stratégie, et se repose de manière croissante sur le soft power, et tente, auprès des pays moins développés économiquement, d'utiliser le levier économique. A la différence de la Chine, l'outil économique est ainsi entièrement au service des ambitions politiques de la Russie.

Deuxième partie : Etats-Unis et Russie : deux ambitions opposées en Eurasie (2000-2019)

Après avoir connu dans les années 2000 un renouveau impulsé par le président Poutine, les relations russo-américaines, marquées par la récurrence de multiples sujets de tension, se sont considérablement dégradées. Les questionnements autour d'un renouveau de guerre froide entre les deux pays témoignent de l'intensité du conflit sous-jacent.

La crise ukrainienne en particulier voit s'affronter à nouveau les ambitions et projets contraires des deux pays ; le discours anti-américain développé par la Russie et la dénonciation virulente des actions américaines dans sa sphère régionale, désormais vues de Moscou comme des manœuvres assumées de Washington pour affaiblir l'influence russe, alimentent la vision d'une Russie profondément, presque *essentiellement* anti-américaine, et plus généralement de deux puissances vouées à demeurer opposées, dont la concurrence sculpte la géopolitique régionale

Cette partie s'intéressera aux relations russo-américaines dans l'espace régional russe, fondamentales pour la compréhension des enjeux géopolitiques régionaux, et plus particulièrement à l'évolution de la position de Moscou face à la présence américaine. Ceci nous permettra dans un second temps d'analyser les enjeux de puissance sous-jacents au conflit russo-américain sur le dossier ukrainien.

Chapitre 4 : De la coopération à la concurrence (2000-2014)

Durant la Guerre froide, Washington misait à la fois, pour affaiblir l'URSS, sur des pressions extérieures (course à l'armement, blocus économique, surveillance des exportations sensibles) mais aussi internes : en effet, encourager les mouvements démocratiques critiques du régime communiste était alors un moyen de fragiliser l'URSS. Ainsi, les pays du bloc soviétique représentaient bien avant la chute de l'URSS un intérêt stratégique pour les Etats-Unis. Le soutien de Radio Free Europe aux diverses insurrections contre le régime soviétique (y compris la révolte de Budapest en 1956) et son financement par la CIA⁷⁷ (jusqu'en 1971) est un exemple des mesures mises en place par les Etats-Unis pour influencer les pays de la sphère régionale de la Russie.

Après 1991, la Russie cesse officiellement d'être une menace à la sécurité des Etats-Unis. Les deux pays développent des relations plus cordiales, et s'entendent pour améliorer la coopération bilatérale dans des domaines stratégiques (désarmement nucléaire, lutte contre le terrorisme, coopération spatiale etc). Dans les documents officiels de politique étrangère des Etats-Unis, la Russie est régulièrement définie, jusqu'en 2014, comme un pays partenaire.

Cependant les deux pays ont formulé des projets concurrents en Eurasie. La dislocation de l'URSS a créé de nouveaux partenaires potentiels pour les Etats-Unis, qui développent rapidement de nouveaux intérêts dans cet espace et se heurtent aux ambitions russes. Ce chapitre étudiera donc les objectifs de la politique américaine dans l'espace régional russe jusqu'en 2014, et s'intéressera à la gestion, par la Russie de la stratégie américaine entre 2000 et 2014.

1. La Russie face à l'influence américaine : du « marchandage » au rejet, 2000-2007

⁷⁷ A Look Back ... — Central Intelligence Agency. In : *Central Intelligence Agency* [en ligne]. 2007. Disponible à l'adresse : <https://www.cia.gov/news-information/featured-story-archive/2007-featured-story-archive/a-look-back.html>.

Les dernières années de Boris Eltsine à la présidence de la Russie sont marquées par le renouvellement de tensions avec les Etats-Unis, et, sous l'impulsion de son premier ministre, d'un rapprochement significatif avec l'Asie et la Chine, notamment par la signature d'un accord en 1997 visant à contrer l'hégémonie américaine. Vladimir Poutine au début des années 2000 se montre davantage favorable à un partenariat russo-américain sur la base de la lutte commune contre le terrorisme international, et concède aux Etats-Unis une présence renforcée dans son espace régional. La Russie en 2000 est économiquement très affaiblie par la crise de 1998, et pèse diplomatiquement peu sur la scène internationale. A la recherche de sa puissance perdue, la Russie de V. Poutine perçoit les Etats-Unis comme un partenaire essentiel et unique, le seul à même de permettre à Moscou de réaliser son ambition. Le rapprochement russo-américain s'accompagne néanmoins de concessions importantes de la part de la Russie, et ne suscite pas l'adhésion de l'élite politique russe, en majorité méfiante à l'égard des Etats-Unis et peu disposée à les laisser s'implanter dans l'espace régional russe. Il signe en outre un ralentissement de la coopération russo-chinoise, alimentant la notion de triangularité entre les trois pays, déjà observée durant la Guerre froide.

Cependant, le discours du président russe à la conférence de Munich en 2007, dans lequel il critique avec une virulence inattendue la politique étrangère américaine, signe le début d'une nouvelle période de tensions, issue de la méfiance croissante de Moscou vis-à-vis des ambitions américaines dans son espace régional, notamment dans le cadre de l'expansion de l'OTAN et du soutien de Washington aux révolutions de couleur.

1.1. Un rapprochement qui nécessite des concessions régionales : une « révolution » de la politique étrangère russe

Le 20 septembre 2001, en réaction aux attentats du 11 septembre, le président américain Bush annonce devant les deux chambres du Congrès américain son projet de porter à l'échelle mondiale sa lutte contre le terrorisme⁷⁸. Les événements du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et la réaction qu'ils suscitent de la part des Américains constituent pour le président russe un avantage considérable : Dmitri Trenin, interviewé par la CNN, considère ainsi que les attentats

⁷⁸ BUSH, George, 2001. Address to the Nation on the September 11 attacks - Selected Speeches George W. Bush. In : [en ligne]. 2001. Disponible à l'adresse : https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/infocus/bushrecord/documents/Selected_Speeches_George_W_Bush.pdf.

sont « une opportunité » pour Poutine⁷⁹, qui aurait à ce moment considéré qu'une « amitié russo-américaine » était dans l'intérêt de la Russie. L'appui de Washington est, du point de vue du nouveau président russe, essentiel pour concrétiser les ambitions de reconnaissance internationale de la Russie. Le 24 septembre, Vladimir Poutine publie ainsi un communiqué capital, soutenant l'intervention américaine⁸⁰, dans lequel il annonce un plan en cinq points pour soutenir le plan antiterroriste en Afghanistan « Enduring Freedom » et accentuer la participation de la Russie à la lutte contre le terrorisme international, incluant notamment deux points centraux pour notre propos : l'ouverture de l'espace aérien russe aux avions humanitaires, et la concession d'un accès militaire en Asie centrale : « Third, we have agreed the above position with our allies from among Central Asian nations. They share this position and do not rule out for themselves the possibility of making their airfields available⁸¹. » Le consentement de la Russie permet ainsi aux troupes américaines de s'implanter en Asie centrale, sur deux bases militaires : la base aérienne de Manas au Kirghizstan, ouverte en décembre 2001, et la base aérienne de Karshi-Khanabad en Ouzbékistan, dans laquelle les troupes américaines arrivent à partir d'octobre 2001.

Les concessions régionales et internationales faites aux Etats-Unis ne se limitent pas au cadre de la lutte antiterroriste. En décembre 2001, le président Bush annonce le retrait des Etats-Unis du traité des missiles antibalistiques (ABM) : le président Poutine, tout en regrettant la décision et la qualifiant d'« erreur », affirme ne pas se sentir « menacé » par cette manœuvre. En février 2002, le Département de défense américain annonce prévoir un programme de formation et d'équipement militaire de la Géorgie, au nom de la guerre contre le terrorisme, qui ne suscite à nouveau aucune opposition de la part du président russe. La réaction officielle russe aux opérations américaines est alors qualifiée par D. Trenin de « révolution » de la politique étrangère russe. La Russie, comme le souligne le chercheur russe, récolte rapidement auprès des Etats-Unis les bénéfices de ses concessions sur la scène internationale et régionale, ce qui inclut notamment :

⁷⁹ CNN.com - 9/11 a « turning point » for Putin - September 10, 2002. In : *CNN* [en ligne]. 2002. Disponible à l'adresse :

<http://edition.cnn.com/2002/WORLD/europe/09/10/ar911.russia.putin/index.html>.

⁸⁰ KELLNER, Thierry et DJALILI, Mohammad-Relza, 2003. *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale, De la fin de l'URSS à l'après-11 septembre*. Paris, PUF/ Graduate Institute Publications, OpenEdition Books, 2006/2014, 585p. ISBN 978-2-13-053286-6.

⁸¹ RUSSIA, Team of the Official Website of the President of, 2001. Russian President's Statement. In : President of Russia [en ligne]. 24 septembre 2001. Disponible à l'adresse :

<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/21338>.

- La formalisation du retour de la Russie sur la scène internationale. Ce retour passe par la formalisation du statut de membre à part entière de la Russie au G8, auquel elle participe pourtant depuis 1997. Le communiqué officiel du G8 de 2002 annonce ainsi que la Russie assumerait la présidence du G8 de 2006 et accueillerait la réunion : « Today, we reached an historic decision on the future of the G8. In 2006, we have agreed that Russia will assume the presidency and host our annual Summit. The world is changing. Russia has demonstrated its potential to play a full and meaningful role in addressing the global problems that we all face⁸². » La même année, le Conseil Russie-OTAN est institué pour la première fois, dans la droite ligne de la coopération et l'alignement des positions entre la Russie et l'OTAN après les attentats aux Etats-Unis, et peut-être dans l'espoir que ce format suffise à assouvir le souhait russe, exprimé publiquement par les présidents Eltsine et Poutine, de rejoindre formellement l'Alliance atlantique. Si le conseil Russie-OTAN ne donne pas lieu à la coopération espérée par la Russie, et s'en tient uniquement à quelques décisions humanitaires, il permet néanmoins à Moscou un retour visible sur la scène internationale.

- La neutralité américaine dans le cadre de la guerre en Tchétchénie, légitimée par la Russie par la lutte internationale contre le terrorisme. En effet, à peine quatre jours après le discours du président Bush, le président Poutine appelle les séparatistes tchéchènes à déposer les armes au nom de la lutte « contre le terrorisme international », capitalisant sur l'émotion liée aux attentats et comparant la situation en Tchétchénie aux attentats aux Etats-Unis. L'administration Bush publie quant à elle un communiqué appelant le dirigeant tchéchène à cesser toute relation avec des groupes terroristes, s'alignant sur le discours de Vladimir Poutine. La prise d'otages du théâtre de Moscou en octobre 2002 par des terroristes tchéchènes renforce cette convergence russo-américaine.

Si des sondages révèlent une vague de sympathie au sein de la population russe à l'égard des Etats-Unis après les attentats, l'élite politique du pays est divisée par la nouvelle dynamique russo-américaine, et voit avec une méfiance particulière l'expansion militaire américaine. L'opposition entre le président russe et une partie de l'élite dirigeante apparaît notamment lors de la nouvelle vague d'expansion de l'OTAN en 2004. Le ministre des Affaires Etrangères

⁸² COMMUNIQUÉ DU SOMMET DE KANANASKIS, 2002. *Russia's Role in the G8* [en ligne]. 26 juin 2002. Disponible à l'adresse : <http://www.g8.utoronto.ca/summit/2002kananaskis/russiasrole.html>.

russe se prononce ainsi officiellement contre l'expansion de l'organisation : « We didn't want this enlargement, and we will continue to maintain a negative attitude. It's a mistake⁸³ » ; la Douma vote également une résolution qualifiant cette expansion d'« offensive ». Néanmoins, V. Poutine multiplie les déclarations apaisantes, et affirme que l'adhésion des pays baltes ne pose « aucun problème à la Russie ». Le Brookings Institute estime alors que le président russe priorise le « potentiel de coopération » entre les deux pays par rapport à l'expansion de l'OTAN⁸⁴. Sa position en 2004 est d'autant plus remarquable qu'elle s'est, après 2014, alignée sur celle de l'élite politique russe. Nous observons ainsi qu'en 2004, Vladimir Poutine, à contre-courant de la classe dirigeante, ne semble pas considérer l'expansion de l'OTAN comme une menace à la sécurité de la Russie. Mais peut-être cette position n'est-elle qu'un élément de la politique très pragmatique de V. Poutine.

Si les attentats ont contribué à insuffler une nouvelle dynamique dans les relations russo-américaines⁸⁵, des velléités de rapprochement antérieures ont été constatées au début des années 2001, appelant à ne pas exagérer l'impact de ces attentats dans les relations bilatérales.

1.2. Le ralentissement de la coopération russo-chinoise, symptomatique de la triangulation des relations Russie-Chine-Etats-Unis pour Moscou

Les relations russo-chinoises, articulées notamment autour de la coopération régionale et d'une vision partagée d'un monde multipolaire, ont été immédiatement affectées par le rapprochement russo-américain. Alors que la Russie et la Chine sont engagées dans une coopération de sécurité et de défense depuis 1996 via le Forum de Shanghai, qui devient en juin 2001 l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), la création d'un format de discussions et de coopération entre l'OTAN et la Russie, l'entrée en Asie centrale des troupes américaines avec l'accord de Vladimir Poutine font douter la Chine de la fiabilité du partenaire russe.

⁸³ LA GUARDIA, Anton, 2004. Nato is no problem in Baltics, Putin tells the West. In : *Telegraph* [en ligne]. 2 avril 2004. Disponible à l'adresse : <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/russia/1458449/Nato-is-no-problem-in-Baltics-Putin-tells-the-West.html>.

⁸⁴ STEINBERG, James B et GORDON, Philip H, 2001. NATO Enlargement: Moving Forward; Expanding the Alliance and Completing Europe's Integration. In : *Brookings* [en ligne]. 30 novembre 2001. Disponible à l'adresse : <https://www.brookings.edu/research/nato-enlargement-moving-forward-expanding-the-alliance-and-completing-europes-integration/>.

⁸⁵ FACON, Isabelle, 2002. Le 11 septembre : un nouveau souffle dans les relations russo-américaines ? In : *Annuaire Français de Relations Internationales*. 2002. Vol. III.

Le président russe confirme ces craintes en 2002, lors d'une interview donnée au *Quotidien du Peuple*, journal officiel de l'Etat chinois, dans laquelle il soutient que la Chine, à l'instar de la Russie, devrait orienter ses efforts diplomatiques vers l'Occident, et en particulier les Etats-Unis⁸⁶. Du point de vue de Vladimir Poutine, le partenariat russo-chinois n'est pas à ce moment un levier suffisamment efficace pour matérialiser les ambitions russes sur la scène internationale.

Cette volte-face démontre, pour Moscou, l'interdépendance des relations bilatérales avec les Etats-Unis d'un côté et la Chine de l'autre. Elle témoigne également d'une nouvelle dynamique dans le triangle entre les trois pays, celle du balancement de la Russie, durant la première décennie du XXI^e siècle, entre l'Asie et l'Occident, la Chine et les Etats-Unis. Si Bobo Lo souligne que d'un point de vue global⁸⁷, le caractère stratégique du triangle s'amenuise proportionnellement au déclin russe, du point de vue russe, cette vision triangulaire des relations avec la Chine et les Etats-Unis demeure un élément fondamental pour comprendre les relations bilatérales de la Russie avec les deux Etats.

1.3. Le rejet de la présence militaire américaine : le discours de Munich en 2007

En 2007, le discours virulent de Vladimir Poutine à la conférence de sécurité à Munich tranche subitement avec la posture conciliante adoptée depuis le début de sa présidence, et est largement commenté sur la scène internationale comme un discours de rupture avec la politique qu'il a lui-même mise en place. Ce discours a marqué en effet le début d'une période de refroidissement des relations russo-américaines, et une dénonciation de plus en plus fréquente, côté russe, de la politique étrangère des Etats-Unis, vue comme illégitime par le Kremlin, particulièrement dans la sphère régionale russe. Rejoignant le point de vue de la classe dirigeante, Vladimir Poutine développe une rhétorique selon laquelle l'expansion de l'OTAN constitue une menace à la sécurité de la Russie, et dès 2006, prend des mesures pour limiter l'action des ONG étrangères en Russie, qui sont renforcées en 2012 par une loi obligeant les ONG recevant des subventions de l'étranger et engagées dans des « activités politiques » à se déclarer comme « agent de l'étranger ». La soudaineté de ce changement de ton au Kremlin

⁸⁶ L'interview de Vladimir Poutine au *Quotidien du Peuple*, datant du 04 juin 2002, n'est cependant plus disponible dans les archives du journal.

⁸⁷ BOBO Lo, *Russia, China and the United States: From Strategic Triangularism to the Postmodern Triangle*. *Russie.Nei.Visions*, No. 47, February 2010 / *Proliferation Papers*, No. 32, Winter 2010

entre 2006 et 2007 doit interroger sur les raisons du revirement de V. Poutine. Revenons sur la teneur du discours.

Le fond du discours n'est pas nouveau. La critique de l'unipolarité et de l'hégémonie américaine faisaient l'objet d'une déclaration conjointe de la Chine et de la Russie exactement 10 ans plus tôt : « A positive trend towards a multipolar world is gaining momentum[...] A growing number of countries are beginning to recognize the need for mutual respect, equality and mutual advantage - but not for hegemony and power politics - and for dialogue and cooperation - but not for confrontation and conflict. [...] All countries, large or small, strong or weak, rich or poor, are equal members of the international community. No country should seek hegemony, engage in power politics or monopolize international affairs⁸⁸ ». Cependant, si le fond reste similaire, le discours de Munich en 2007 est orienté non pas sur les bénéfices de la multipolarité mais sur les méfaits de l'unipolarité. Il s'appuie donc sur un vocabulaire plus agressif : « Unilateral and frequently illegitimate actions have not resolved any problems. Moreover, they have caused new human tragedies and created new centres of tension. [...] Today we are witnessing an almost uncontained hyper use of force – military force – in international relations, force that is plunging the world into an abyss of permanent conflicts⁸⁹ ». La référence ici à l'opération militaire américaine de 2001 non légitimée par le conseil de sécurité de l'ONU est évidente, et la démonstration du président russe vise également à conférer à l'ONU le « monopole de la violence physique légitime » sur la scène internationale, pour reprendre l'expression de Max Weber : « The use of force can only be considered legitimate if the decision is sanctioned by the UN ». Le président russe aborde de nombreux sujets dans ce discours, et évoque également, ce qui nous intéresse particulièrement, l'expansion de l'OTAN comme une menace à la sécurité de la Russie – après avoir estimé le contraire lors de la deuxième vague d'élargissement en 2004 : « Simultaneously the so-called flexible frontline American bases with up to five thousand men in each. It turns out that NATO has put its frontline forces on our borders, and we continue to strictly fulfil the treaty obligations and do not react to these actions at all. » S'il semble évident que le projet d'étendre le programme de bouclier antimissile américain en Europe est au cœur de la réaction russe, il est plus intéressant

⁸⁸ China-Russia: Joint Declaration on a Multipolar World and the Establishment of a New International Order. In : International Legal Materials. juillet 1997. Vol. 36, n° 4, p. 986-989. DOI 10.1017/S0020782900015138.

⁸⁹ RUSSIA, Team of the Official Website of the President of, 2007. Speech and the Following Discussion at the Munich Conference on Security Policy. In : President of Russia [en ligne]. 10 février 2007. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/24034>.

de se demander pourquoi le président Poutine choisit d'y réagir. Nous formulons trois hypothèses :

- A mesure que la Russie regagne un statut reconnu sur la scène internationale, le partenariat russo-américain perdrait de sa valeur aux yeux de Moscou, et le « potentiel de coopération », selon l'expression utilisée par le Brookings Institute ne vaudrait plus les concessions régionales accordées par la Russie aux Etats-Unis. Dans cette perspective, Moscou n'aurait alors jamais envisagé un partenariat de long-terme avec les Etats-Unis, et seulement un partenariat amené à s'éteindre une fois les objectifs de Moscou -une reconnaissance internationale notamment- atteints.
- On peut évoquer ensuite des facteurs internes ayant motivé le revirement de Vladimir Poutine. Nous avons souligné l'écart entre sa position et celle de l'élite politique, et il est envisageable que les nouveaux projets de sécurité américains en Europe ne créent une nouvelle division préjudiciable à Vladimir Poutine, qui s'en serait prémuni en s'alignant sur l'opinion de l'élite politique russe.
- Moscou craindrait surtout que la puissance américaine dans la sphère régionale russe ne constitue finalement un frein trop important à l'influence russe, notamment à la suite des révolutions de couleur, que Donald Jensen, ancien diplomate américain et chercheur au Center for European Policy Analysis, a décrit comme une « série de succès importants mais largement omis de la politique étrangère américaine⁹⁰ » et du soutien présumé du gouvernement américain dans leur apparition. Ce dernier point amène alors la question des ambitions américaines dans l'espace régional russe, et celle du rôle de la Russie dans cette stratégie.

1. Les ressorts de l'influence américaine dans l'espace régional russe

Chacun des acteurs du triangle Russie-Chine-Etats-Unis a développé une stratégie d'influence qui repose sur des leviers spécifiques. La particularité de la politique américaine est de s'appuyer en priorité sur la diffusion de valeurs et de principes politiques et moraux.

1.1. Des intérêts économiques secondaires

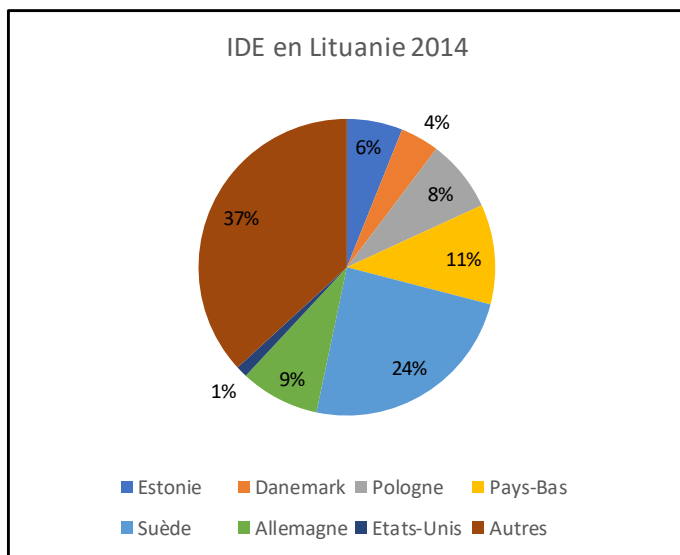
Il nous faut tout d'abord noter un fait important : alors que la dimension économique est au cœur des relations internationales et bien souvent source d'influence, les Etats-Unis ont des

⁹⁰ En anglais, « series of important but largely overlooked US foreign policy triumphs ».

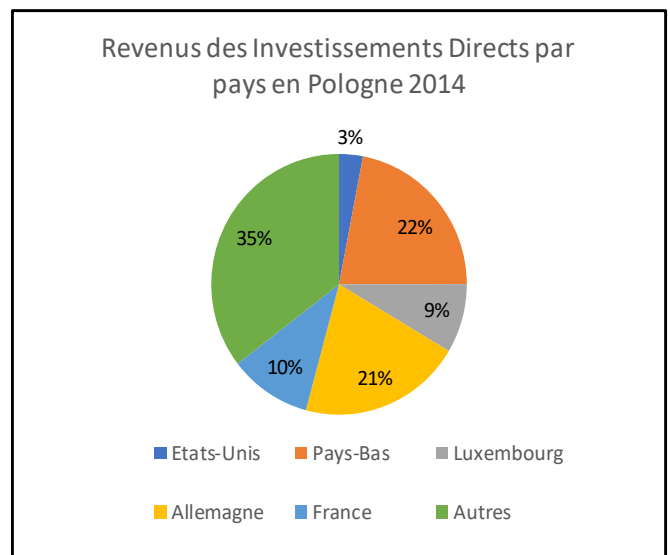
liens économiques et financiers très hétérogènes mais globalement limités avec les Etats de la sphère régionale russe. En effet, entre 2000 et 2014, que ce soit dans le domaine des échanges commerciaux ou des investissements⁹¹, les Etats-Unis n’ont pas de place prédominante vis-à-vis des pays d’Europe centrale et orientale, à la différence de quelques pays dans le Caucase et en Asie centrale.

Pour illustrer rapidement notre propos, nous avons sélectionné un échantillon de données concernant les IDE entrants dans quelques pays de la sphère régionale russe, et la part des investissements américains : les pays ont été sélectionnés en fonction de leur dynamisme économique et de leurs bonnes relations avec les Etats-Unis.

Figure 4 : Principaux pays investisseurs en 2014 en Lituanie, Pologne, Hongrie, Géorgie et au Kazakhstan

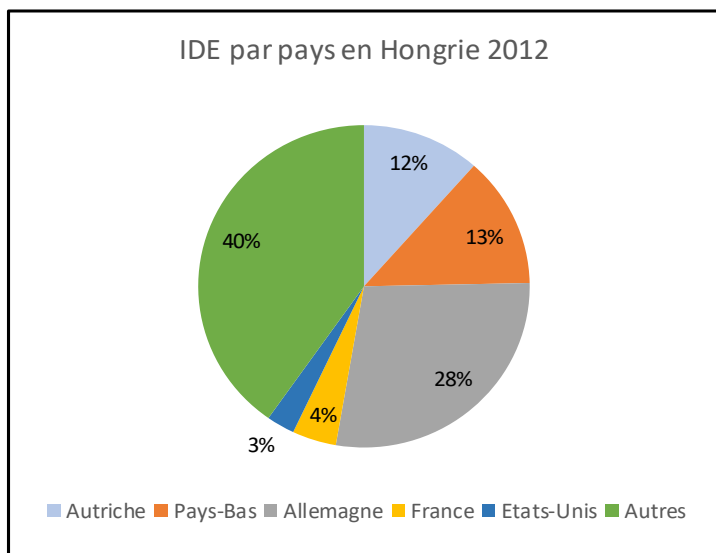


Source : Banque centrale de Lituanie

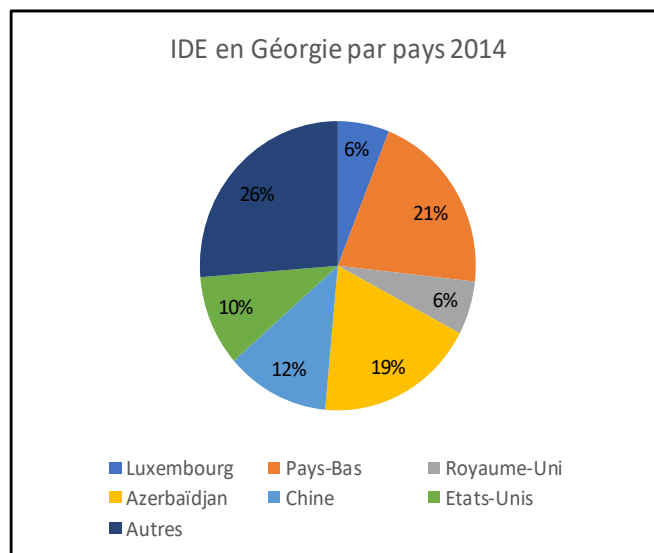


Source : Banque centrale de Pologne

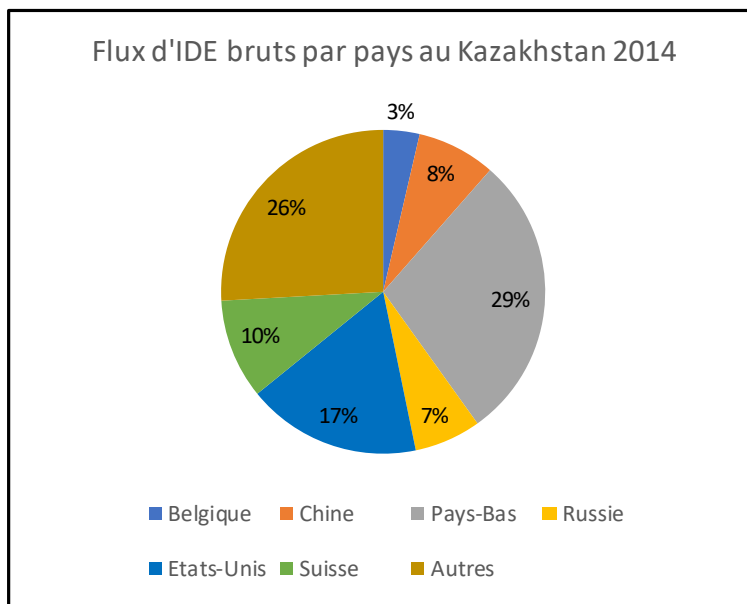
⁹¹ Les Investissements Directs à l’Etranger (IDE) sont définis comme suit par l’OCDE : « les investissements par lesquels des entités résidentes d’une économie acquièrent ou ont acquis un intérêt durable dans une entité résidente d’une économie étrangère. (...) Par convention, on considère qu’il y a intérêt durable et donc investissement direct lorsqu’une entreprise détient au moins 10 % du capital ou des droits de vote d’une entreprise résidente d’un pays autre que le sien ».



Source : Banque centrale de Hongrie



Source : Banque centrale de Géorgie



Source : Banque centrale du Kazakhstan

Les investissements américains parmi les pays européens sont très secondaires. En Pologne, et alors que Varsovie entretient des liens étroits avec Washington, les IDE en provenance des Etats-Unis ne constituent que 3% du total des investissements dans le pays en 2014. Le ratio est similaire en Hongrie (3%) et en Estonie (2%). Les échanges commerciaux sont aussi très faibles, et comptent peu dans la balance commerciale des pays de la sphère régionale (entre 2% et 3%). La situation est cependant différente en Géorgie et au Kazakhstan, pays le plus ouvert d'Asie centrale : les IDE américains en Géorgie s'élèvent à 10% du total

des IDE entrants en 2014, et à 17% au Kazakhstan en 2014, où les Etats-Unis sont la deuxième source de flux d'IDE.

1.2. Le levier de l'aspiration démocratique

Dès la chute de l'URSS, l'objectif des Etats-Unis a été de favoriser la transition de ces pays vers un système démocratique et libéral. Promouvoir la démocratie dans le monde est une caractéristique classique de la stratégie d'influence des Etats-Unis : soutenir la transition d'un Etat autoritaire et illibéral vers un système démocratique à économie de marché crée en effet de nouvelles opportunités économiques, et peut assurer à Washington et à ses alliés des liens privilégiés avec le nouveau gouvernement. Strobe Talbott⁹² publie en 1996 un article intitulé « Democracy and the National Interest » dans lequel, comme le titre l'indique, il propose une réflexion sur les avantages de l'émergence des démocraties pour les Etats-Unis⁹³. Selon l'auteur, deux points de vue existent : pour les « réalistes », le soutien à l'émergence de la démocratie exige trop d'efforts au regard des retombées pour l'influence américaine, les Etats-Unis devraient donc élaborer une stratégie d'influence sur les « politiques étrangères, militaires économiques » des pays non démocratiques, qui relèvent directement de l'intérêt américain ; pour les « idéalistes » en revanche, l'interdépendance grandissante des pays crée un intérêt également croissant aux Etats-Unis pour la façon dont les pays sont gouvernés : « In an increasingly interdependent world Americans have a growing stake in how countries govern, or misgovern, themselves. The larger and more close-knit the community of nations that choose democratic form of government is, the safer and more prosperous Americans will be, since democracies are more demonstrably more likely to maintain their international commitments, less likely to engage in terrorism or wreak environmental damage, and less likely to make war on each other ». L'auteur souligne que cette position a été récurrente dans la pensée des dirigeants américains du XXe siècle.

Un document déclassifié de la Maison-Blanche datant de 1993 atteste de cette stratégie pro-démocratique vis-à-vis des nouveaux Etats d'Europe centrale et orientale : « The end of the Cold War and the revolutions that accompanied it have created a political vacuum in CEE. American leadership is needed to ensure that this vacuum is filled by values, economic practices

⁹² S. Talbott a été Deputy Secretary of State entre 1994 et 2001, et est désormais le président du think tank Brookings Institution.

⁹³ TALBOTT, Strobe. "Democracy and the National Interest." *Foreign Affairs*, vol. 75, no. 6, 1996, pp. 47–63. JSTOR, JSTOR, www.jstor.org/stable/20047829.

and systems of governance compatible with, not hostile to, fundamental Western interests. The eastward spread of market economy and democratic government would further movement toward a united and peaceful Europe and lead to transatlantic economic relations reinvigorated by the markets of CEE and the NIS. In contrast, instability and backsliding toward authoritarian government could bring the return of a divided Europe, dash hopes of tapping new economic opportunities and undermine confidence among our West European allies and economic partners⁹⁴. »

Le site officiel du département d'Etat américain confirme l'objectif démocratique de la politique étrangère: «On behalf of the American people we promote and demonstrate democratic values and advance a free, peaceful, and prosperous world⁹⁵. » L'U.S Agency for International Development (USAID), actif dans la sphère régionale russe, a d'ailleurs pour objectif de soutenir l'essor démocratique via des programmes de financements à des organisations locales.

Cependant, s'agissant du Caucase et de l'Asie centrale, plusieurs experts font état d'un manque d'engagement de la part des Etats-Unis qui nuit à ces objectifs. Ainsi, les travaux de Fiona Hill⁹⁶, et de Julien Zarifian consacrés à la stratégie américaine dans le sud du Caucase et en Asie centrale insistent sur l'absence de stratégie de long-terme de Washington dans ces espaces, due à « l'absence d'intérêts vitaux » et à une méconnaissance de la région, de ses acteurs et enjeux⁹⁷. Bien que les Etats-Unis n'aient pas d'intérêts vitaux dans cette région, J. Zarifian met néanmoins en lumière les ambitions économiques, géopolitiques et énergétiques des Etats-Unis vis-à-vis des trois pays qui composent le sud du Caucase (Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie)⁹⁸, notamment dans le soutien à la création du pipeline Bakou-Tbilissi-Ceylan (BTC), qui permettrait à terme à l'Europe d'accéder à de nouvelles sources de gaz naturel sans

⁹⁴ LAKE, Anthony, 1993. 20736: *U.S. Policy Toward Central and Eastern Europe* [en ligne]. S.I. Maison Blanche. Disponible à l'adresse : <https://fas.org/irp/offdocs/prd/prd-36.pdf>.

⁹⁵ About the U.S. Department of State. In: *U.S. Department of State* [en ligne]. [Consulté le 16 octobre 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/aboutstate/>.

⁹⁶ Fiona Hill est membre depuis 2017 du Conseil de Sécurité Nationale des Etats-Unis, et fait partie de la Brookings Institute.

⁹⁷ HILL, Fiona, 2001. Une stratégie incertaine : la politique des Etats-Unis dans le Caucase et en Asie centrale depuis 1991. In : *Politique étrangère*. 2001. Vol. 66, n° 1, p. 95-108. DOI [10.3406/polit.2001.5047](https://doi.org/10.3406/polit.2001.5047).

⁹⁸ ZARIFIAN, Julien, 2010. Le Sud Caucase, un terrain nouveau de la politique extérieure des États-Unis ·Bibliothèque numérique Paris 8. In : [en ligne]. 2010. Disponible à l'adresse : <http://octaviana.fr/document/171343867#?c=0&m=0&s=0&cv=0>.

passer par la Russie, et permet à court terme de désenclaver économiquement la région et de réduire le poids économique de la Russie.

1.3. Une nouvelle politique d'endiguement de la Russie ?

Depuis 2005, le président Poutine a accusé de nombreuses fois les Etats-Unis d'agir volontairement à l'encontre des intérêts et de la classe dirigeante russe, notamment en 2006 s'agissant de l'accession, retardée, de la Russie à l'Organisation Mondiale du Commerce, lors de la guerre de Géorgie en 2008, ou encore des élections législatives russes en 2011. La Russie considère également que les Etats-Unis travaillent à réduire son influence dans son espace régional. Le soutien diplomatique américain aux révolutions démocratiques⁹⁹ et à l'essor d'élites politiques antiruses¹⁰⁰, l'expansion de l'OTAN sont aux yeux de Moscou des preuves des objectifs antiruses de Washington, une grille de lecture bien identifiée par les experts¹⁰¹. Cette position impliquerait, à Washington, une stratégie d'endiguement, voire de refoulement, proche de celles mises en place durant la Guerre Froide, et par ailleurs recommandée par Z. Brzezinski comme évoqué précédemment. La révolution Orange, qualifiée par Gérard Chaliand de « zénith de cette politique de refoulement¹⁰² » américaine, semble marquer la résurgence de cette expression tant chez l'élite dirigeante russe que parmi les observateurs internationaux.

La stratégie d'endiguement, ou *containment*, est l'une des priorités des Etats-Unis vis-à-vis de l'URSS, formulée au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale par George Kennan, à laquelle lui succède dans les années 1950 la stratégie de *rollback*, ou refoulement, soutenue par le secrétaire d'Etat américain John Foster Dulles, réellement mise en place sous l'administration Reagan jusqu'à la chute de l'URSS en 1991¹⁰³. Depuis cette date, la stratégie d'endiguement

⁹⁹ ROGOV, Sergueï et RICHARD, Thomas, 2009. L'OTAN et la Russie : vu de Moscou. In : *Politique étrangère*. 2009. Vol. Hiver, n° 4, p. 829-844.

¹⁰⁰ TEURTRIE, David, 2007. *Les enjeux de souveraineté entre la Russie et son étranger proche* [en ligne]. S.l. : Caen. Disponible à l'adresse : [https://www.academia.edu/5400003/Th%C3%A8se de doctorat Les enjeux de souverainet%C3%A9 entre la Russie et son %C3%A9tranger proche](https://www.academia.edu/5400003/Th%C3%A8se_de_doctorat_Les_enjeux_de_souverainet%C3%A9_entre_la_Russie_et_son_%C3%A9tranger_proche).

¹⁰¹ Entretien d'auteur avec Pierre Guerlain, professeur des universités à l'université Paris Ouest Nanterre et spécialiste de la politique étrangère des Etats-Unis, septembre 2017.

¹⁰² CHALIAND, Gérard, 2004. « Une stratégie américaine de refoulement de la Russie » [en ligne]. Libération. 6 décembre 2004. Disponible à l'adresse : https://www.liberation.fr/planete/2004/12/06/une-strategie-americaine-de-refoulement-de-la-russie_501878.

¹⁰³ Kennan and containment, 1947. In : *Department of State -Office of the Historians* [en ligne]. [Consulté le 14 janvier 2019]. Disponible à l'adresse : <https://history.state.gov/milestones/1945-1952/kennan>.

ou de refoulement n'est officiellement plus un axe de la politique américaine à l'égard de la Russie. Si la Russie n'est pas une alliée des Etats-Unis, elle reste un partenaire essentiel dans des domaines stratégiques, et n'est par conséquent plus présentée dans les documents officiels des Etats-Unis comme une menace, jusqu'à la guerre de Géorgie qui ravive les tensions entre la Russie et les Etats-Unis. La politique du « reset » du président américain en 2009 vise à pacifier à nouveau les relations russo-américaines.

De prime abord, une stratégie américaine d'endiguement ou de refoulement régional à l'encontre de la Russie n'apparaît pas évidente. Bien qu'une absence de sources officielles ne nous permette pas d'apporter des conclusions formelles à l'existence ou non de cette politique, nous avons quelques éléments invitant à une discussion concernant une stratégie effective à l'encontre de la présence russe dans les pays de sa sphère régionale.

Tout d'abord, il faut noter que pour les nouveaux Etats indépendants en Europe centrale et orientale, le rapprochement avec les Etats-Unis a été directement perçu comme un moyen de se protéger de la Russie et de réduire ses capacités d'action. La Pologne a par exemple marqué à plusieurs reprises sa confiance en la capacité de l'OTAN et des Etats-Unis à assurer sa sécurité vis-à-vis de la Russie. Puisque l'adhésion à l'OTAN est une réaction assumée des pays d'Europe centrale et orientale face aux ambitions régionales russes, il est logique que la Russie perçoive l'Alliance comme une organisation menaçant ses intérêts. Par ailleurs, et comme nous le verrons par la suite, l'hostilité face à la Russie est devenue un facteur de rapprochement avec les Etats-Unis. L'anti-russisme est ainsi un levier majeur de l'influence américaine dans cet espace. Il explique également, en partie, l'absence relative des Etats-Unis en Asie centrale : d'une part, la plupart de ces pays dépendent davantage de Moscou que les Etats d'Europe orientale ; d'autre part, la culture démocratique y est moins ancrée qu'en Europe.

En outre, les Etats-Unis ont acquis un poids moral et symbolique fort en Europe centrale et orientale dû à leur victoire de la Guerre Froide. Entretenir des relations avec les Etats-Unis quelques décennies après la chute de l'URSS reste un symbole politique, voire identitaire, et un message fort envers Moscou ; le document déclassifié de la Maison-Blanche cité précédemment indique que les Etats-Unis ont conscience de la quête d'une nouvelle identité politique distincte de la Russie : « Strong ties to the U.S. provide not only the prospect of tangible cooperation on economic and security issues, but they are also of considerable political importance. As CEE states seek new identities and bases of legitimacy, a visible U.S presence carries great symbolic

weight ». En effet, dans l'ancien bloc soviétique plus que dans n'importe quelle région du monde, le soutien à la démocratie et au capitalisme a un impact géopolitique autant que politique.

Il faut également souligner la proximité de Moscou avec les régimes autoritaires ou semi-autoritaires de sa sphère régionale. Comme le montrent les exemples de l'Ukraine ou de la Géorgie, chaque mise en place d'un régime démocratique dans cet espace a affecté négativement les relations bilatérales avec Moscou.

Ce rapide rappel de ces tendances nous amène à une conclusion : puisque le déclin de la puissance russe est une des principales conséquences de l'expansion américaine dans la région, il est alors très improbable que Washington n'ait pas pris la mesure des effets « antirusse » de sa politique. Cette politique étant maintenue, il faut en conclure que les Etats-Unis ont toléré, voire recherché, ces effets. Nous pouvons donc affirmer qu'à tout le moins, l'affaiblissement de la Russie à l'échelle régionale est une tendance acceptable pour les Etats-Unis.

2. Répartition géographique de l'influence américaine avant la crise ukrainienne

Nous l'avons constaté, l'influence des Etats-Unis dans les pays de la sphère régionale de la Russie est très inégalement répartie. Globalement, nous notons une influence forte dans l'espace européen de la sphère régionale, moyenne dans le sud du Caucase, et faible en Asie centrale. De fortes disparités existent cependant au sein de ces sous-ensembles régionaux.

Alors que la Russie tente de maintenir une influence via des échanges commerciaux stratégiques et via une proximité politique, les Etats-Unis privilégient le partage de valeurs et principes libéraux et soutiennent le développement d'un régime duquel émergera un système économique favorable aux intérêts américains (capitalisme), en s'appuyant notamment sur l'action d'ONG américaines. Les pays dans lesquels les Etats-Unis cherchent à développer leur influence sont ceux qui :

- Sont prêts à établir une forme d'entente politique et de partenariat militaire, soit bilatéral soit dans le cadre de l'OTAN. Dans la quasi-totalité des cas, les tensions diplomatiques avec la Russie ouvrent la voie à ces accords militaires.

- Possèdent une dimension géostratégique, soit par leur situation géographique soit par leurs ressources et leur potentiel de développement.

2.1. *L'influence américaine en Europe centrale et orientale en 2014*

Les Etats-Unis se sont assurés dès la fin des années 1990 d'une influence de long terme dans les pays européens membres de l'Union Européenne et de l'OTAN. De toutes les régions de l'espace régional russe, c'est en Europe que l'influence américaine est la plus forte.

La Pologne est le principal allié des Etats-Unis de la région, et de toute la sphère régionale de la Russie. Les relations américano-polonaises sont cependant particulières, car si elles ne reposent pas essentiellement sur des intérêts économiques et financiers, elles supportent aussi fort bien des écarts quant aux principes démocratiques initiaux. Ainsi, le tournant conservateur à tendance autoritaire du régime polonais depuis 2015 n'a pas durablement entaché les relations bilatérales avec les Etats-Unis-. Leur entente bilatérale est principalement fondée sur le fort et ancien sentiment anti-russe en Pologne, qui a conduit le pays à considérer les Etats-Unis comme un allié naturel. Les relations polono-américaines sont ainsi décrites par le gouvernement américain: « Poland is a stalwart ally in Central Europe and one of the United States' strongest partners on the continent in fostering security and prosperity regionally, throughout Europe, and the world¹⁰⁴ ». Le partenariat entre les deux pays est particulièrement solide dans le domaine militaire, une spécificité par rapport aux autres pays de la sphère régionale russe. La Pologne manifeste une grande confiance envers la capacité des Etats-Unis et de l'OTAN à assurer sa sécurité face à la Russie : en 2012, elle a accueilli la première unité militaire américaine sur son territoire¹⁰⁵. C'est également en Pologne que doit être déployé le fameux bouclier américain anti-missile.

Une alliance militaire existe pour parer ou décourager une éventuelle invasion. D'une manière générale, l'adhésion à l'OTAN par vagues successives jusqu'en 2009 de plusieurs pays issus du bloc soviétique témoigne d'une recherche de protection contre la Russie et de la volonté de rapprochement avec le système occidental, et en particulier avec les Etats-Unis : la Pologne,

¹⁰⁴ U.S. relations with Poland. In: *U.S. Department of State* [en ligne]. Avril 2018. Disponible à l'adresse : <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/2875.htm>.

¹⁰⁵ U.S. stations first permanent military unit in Poland. In : *Reuters* [en ligne]. 9 novembre 2012. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-poland-us/u-s-stations-first-permanent-military-unit-in-poland-idUSBRE8A80YW20121109>.

la Hongrie et la République tchèque ont été les premiers à rejoindre l'organisation en 1999 ; c'est aussi dans ces pays qu'ont eu lieu les plus violentes révoltes contre le régime soviétique (soulèvement de Poznan et insurrection de Budapest (1956) printemps de Prague (1968), révoltes en Pologne (1989)) ; sont ensuite venus les pays baltes, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovénie et la Slovaquie en 2004, et enfin l'Albanie et la Croatie en 2009. L'influence des Etats-Unis dans l'environnement régional de la Russie s'est notamment manifestée lors de la formation de la coalition internationale en vue de l'invasion de l'Irak et du renversement du régime de Saddam Hussein. En dépit du caractère illégal de l'invasion (non sanctionnée par un mandat onusien), de l'opposition claire de la Russie (censée détenir encore une certaine influence dans son espace régional), de nombreux pays issus du bloc soviétique, récemment intégrés au système euro-atlantique ou candidats à l'adhésion à l'UE ou l'OTAN, y ont participé, en premier lieu la Pologne¹⁰⁶.

2.2. *L'influence américaine dans le sud Caucase*

Les Etats-Unis ont plus de difficultés à étendre leur influence aux trois pays du sud Caucase. En effet, d'après une analyse de la Carnegie Endowment for Peace, les ressources à la disposition de Washington y sont plus limitées qu'en Europe orientale¹⁰⁷. Le think tank fait également état de « conditions difficiles » à l'expansion américaine, que nous pouvons lier à la forte présence de la Russie dans cet espace : l'Arménie est déjà membre en 2014 de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective, alliance militaire régionale créée par la Russie, et la sécurité de l'Azerbaïdjan dépend largement des livraisons d'armes de la Russie.

La Géorgie est ainsi le seul pays de l'espace dans lequel les Etats-Unis ont véritablement percé. En effet, la révolution des roses en 2003 et la guerre de Géorgie en 2008 ont engendré un rapprochement américano-géorgien significatif, sur la base du soutien américain au mouvement démocratique dans le premier cas, et soutien humanitaire dans le second. L'influence américaine est pourtant encore limitée par les problèmes liés à l'adhésion du pays

¹⁰⁶ En 2006, les pays de l'environnement régional ayant des forces présentes sur le territoire irakien sont : la Pologne, la Roumanie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la Lettonie, la Slovaquie, la République tchèque, la Mongolie, la Lituanie, l'Arménie, l'Estonie, le Kazakhstan et la Moldavie.

¹⁰⁷ RUMER, Eugene, SOKOLSKI, Richard et STRONSKI, Paul, 2017. U.S. Policy Toward the South Caucasus: Take Three. In : *Carnegie Endowment for International Peace* [en ligne]. 2017. Disponible à l'adresse : <https://carnegieendowment.org/2017/05/31/u.s.-policy-toward-south-caucasus-take-three-pub-70122>.

à l'OTAN, véritable facteur de rapprochement avec les Etats-Unis, puisque le processus d'adhésion a été suspendu en 2009 à la suite des pressions russes ; en outre, les ONG américaines demeurent peu actives dans cette région comparée à l'espace européen. D'une manière générale, les analyses de la politique étrangère américaine dans cette région relèvent ces trois phénomènes : un succès plus marqué en Géorgie, des ressources insuffisantes pour étendre l'influence américaine aux autres pays, et enfin une méconnaissance des enjeux géopolitiques et politiques de la région¹⁰⁸.

Les Etats-Unis ont cependant des intérêts constants dans cette région : la lutte contre le terrorisme islamiste, et, comme nous l'avons déjà évoqué précédemment, les ressources en hydrocarbures de la région, qui représentent une alternative pour le marché européen à l'énergie russe.

2.3. L'influence américaine en Asie centrale

L'influence des Etats-Unis dans cette région reste très limitée en 2014. Comme cela a été souligné dans de nombreuses analyses sur la question, Washington n'a pas défini de stratégie claire en ce qui concerne ces pays, ce qui est entre autres imputable à des intérêts faibles, ou à l'absence d'intérêts de long terme, dans la région.

L'Asie centrale a pris temporairement une dimension stratégique pour Washington après les attentats du 11 septembre et le début des opérations militaires américaines en Afghanistan. Ces nouveaux enjeux de sécurité ont amené les Américains à installer deux bases militaires dans la région, l'une en Ouzbékistan et la seconde au Kirghizstan. Cette stratégie s'est cependant révélée inefficace, tant pour permettre une victoire en Afghanistan que pour ouvrir la voie à une présence de long terme dans la région : l'Ouzbékistan a expulsé les troupes américaines de son territoire en 2005, et Washington a dû fermer sa base au Kirghizstan en 2014.

L'absence de ce que nous pourrions appeler une « zone-relais » entre les Etats-Unis et l'Asie centrale pourrait aussi expliquer la faible influence des Etats-Unis dans la région : en effet, nous pouvons considérer que la proximité géographique entre les démocraties

¹⁰⁸ Hill, Fiona, Kiri, Kemal et Moffatt, Andrew, 2015. Retracing the Caucasian Circle. Turkey Project Policy Paper, n°6. In: *Center on the United States and Europe - Brookings Institution*. 2015.

occidentales et l'ancien bloc soviétique a permis une diffusion plus facile des idées démocratiques et libérales en Europe centrale et orientale, et dans une certaine mesure dans le Caucase. Il n'existe en revanche aucun régime démocratique près de l'Asie centrale qui puisse créer un « effet domino ».

Nous notons tout de même une exception, le Kazakhstan. Ce pays connaît en effet une situation unique en 2014 parmi les pays de la sphère régionale russe. La stratégie d'Astana d'intégration au système mondial et donc de désenclavement régional, exige d'entretenir des relations privilégiées à la fois avec la Russie (le Kazakhstan est un partenaire essentiel de Moscou dans les organisations régionales), avec la Chine (les investissements chinois sont essentiels au pays) et avec les Etats-Unis (Washington a été le premier à reconnaître l'indépendance du Kazakhstan en 1991 et est l'un des principaux investisseurs dans le pays). Les experts de la région ont bien noté cette particularité kazakhe : F. Starr, l'ancien directeur du Central Asia-Caucasus Institute affirme ainsi que « Kazakhstan has managed to do what no other country has done: maintain cordial and balanced strategic partnerships with China, Russia and the United States¹⁰⁹ ».

La situation en Asie centrale et dans le Caucase jusqu'à la révolution ukrainienne soulève un point important de la stratégie américaine : pour renforcer leur présence dans ces pays, les Etats-Unis ne peuvent pas compter, excepté en Géorgie, sur le sentiment antirusse ou la peur d'une invasion russe comme cela fut le cas en Europe orientale. En d'autres termes, les Etats-Unis ne peuvent fonder leur influence sur l'état des relations bilatérales de ces pays avec la Russie, et doivent élaborer une stratégie différente au cas où de nouveaux intérêts émergeraient.

3. Les ONG américaines et l'intérêt d'Etat

Si les Etats-Unis ont un objectif similaire à celui de la Russie – étendre leur influence – les enjeux et les moyens à leur disposition dans cet espace sont différents. A l'inverse de la Russie, les Etats-Unis ne bénéficient pas d'une proximité géographique avec ces pays, qui peut

¹⁰⁹ Kairat Umarov in Opinions. Kazakhstan-U.S. Strategic Partnership on the Rise. In : *The Astana Times* [en ligne]. 2014. Disponible à l'adresse : <https://astanatimes.com/2014/03/kazakhstan-u-s-strategic-partnership-rise/>.

donner lieu à une histoire et culture commune, ou des relations bilatérales anciennes sur lesquelles fonder son influence.

Le soft-power est donc central dans la stratégie américaine, et repose en particulier sur les Organisations Non Gouvernementales, les Eglises et les médias. Quelques travaux ont été réalisés par exemple sur le rôle des évangéliques ukrainiens durant la révolution de Maidan¹¹⁰, mouvement religieux dont les financements dépendent de sources américaines¹¹¹. Nous nous intéresserons particulièrement au rôle des ONG durant la seconde révolution ukrainienne, qui a fait l'objet de davantage de documentations que la vague de révolutions de couleurs.

3.1. *ONG, des acteurs des relations internationales au statut flou*

Qui sont les acteurs des relations internationales ? Sur cette question, deux approches sont possibles : la première, traditionnelle, présente les Etats comme les principaux, voire les seuls acteurs des relations internationales ; la seconde, qui a émergé durant la seconde moitié du XXe siècle, insiste sur le rôle d'acteurs non-étatiques, les Organisations Non Gouvernementales (ONG), les firmes multinationales, les syndicats etc. Si le rôle de ces acteurs non-étatiques est aujourd'hui reconnu, le débat persiste quant à l'étendue de leur influence, et à la nature de leurs relations avec les gouvernements. Justin Vaïsse, directeur après 2013 du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, distingue ainsi en France un « courant Kouchner » et un « courant Védrine » le premier avançant que l'influence des ONG, particulièrement dans le domaine de l'humanitaire, est un atout pour les gouvernements, tandis que le second insiste sur la « prééminence étatique » et sur l'absence de légitimité démocratique des ONG¹¹².

En dépit de leur importance dans les relations internationales, les ONG ne disposent d'aucun statut légal ou internationalement reconnu. On définit généralement une ONG comme

¹¹⁰ ARJAKOVSKY, Antoine, 2014. The Role of the Churches in the Ukrainian Revolution. In : *ABC Religion & Ethics* [en ligne]. 6 mars 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.abc.net.au/religion/the-role-of-the-churches-in-the-ukrainian-revolution/10099362>.

¹¹¹ WANNER, Catherine, 2006. Evangelicalism And The Resurgence Of Religion In Ukraine. In : *The National Council for Eurasian and East European Research - The Pennsylvania State University*. février 2006. p. 24.

¹¹²¹¹² La Documentation Française, 2014. Les acteurs des relations internationales - Questions à Justin Vaïsse. In : [en ligne]. Mars 2014. Disponible à l'adresse : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000547-les-acteurs-des-relations-internationales/questions-a-justin-vaisse>.

étant une organisation à but non lucratif, indépendante d'un Etat, mais chaque pays est libre de qualifier ou non d'ONG les organisations actives dans son pays. Ainsi, la National Endowment for Democracy, quasiment entièrement financée par le Congrès des Etats-Unis, est qualifiée d'ONG par le gouvernement américain, tandis que la Russie l'a inscrite comme une organisation à but non lucratif « agent de l'étranger ».

La politique d'influence russe dans sa sphère régionale repose toujours sur une vision traditionnelle des relations internationales dans lesquelles l'Etat est le principal ou seul acteur. A l'inverse, la politique étrangère des Etats-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale illustre tout à fait les changements opérés dans la conduite des relations internationales. Alors que l'acteur étatique américain était prépondérant durant la première moitié du XXe siècle, la deuxième moitié et le début du XXIe siècle ont vu se multiplier des acteurs américains non étatiques : ONG, Organisations Internationales, lobbies etc.

C'est particulièrement à la lumière de bouleversements politiques (révoltes durant la Guerre Froide ; révolutions de couleur ; révolution de Maidan) que l'étendue de leur influence, et du réseau mis en place, devient publiquement connue dans la sphère régionale russe. Les relations actuelles des ONG avec Washington, sont, faute de preuves, peu documentées. La CIA ne reconnaît officiellement que des relations limitées à un échange d'informations entre les services de renseignement et les ONG sur un « Etat faible », dans un contexte de conflit : « In some cases, the Intelligence Community has shared strategic analyses directly with nongovernmental organizations. In recent years, providing NGOs with the National Intelligence Council's occasional estimates of anticipated complex humanitarian needs, for example, created a virtuous cycle of collaboration: NGOs became more familiar with government analysts and were motivated to share their data and perspectives on broad trends and patterns, which were then reflected in subsequent government reports¹¹³ ». Le gouvernement américain dessine ainsi la dynamique suivante : les services américains fournissent certaines informations aux ONG, qui en retour partagent leurs données et analyses, intégrées dans les rapports gouvernementaux. Ainsi, sans que l'on puisse connaître la nature et l'étendue de la

¹¹³ LAIPSON, Ellen B., 2007. *Can the USG and NGOs Do More?* — Central Intelligence Agency [en ligne]. CIA. Disponible à l'adresse : https://www.cia.gov/library/center-for-the-study-of-intelligence/csi-publications/csi-studies/studies/vol49no4/USG_NGOs_5.htm#_ftn15.

collaboration entre les ONG et le gouvernement américain, il est néanmoins indéniable qu'une relation existe.

Si la question des liens entre les ONG et le gouvernement américain est difficile à traiter, il reste possible de comparer leurs activités à l'étranger et ainsi répondre à l'hypothèse suivante : les ONG américaines servent-elles, volontairement ou par un concours de circonstance, les intérêts de la politique étrangère américaine ? Pour répondre à ces questions, nous comparerons les activités de l'U.S Agency for International Development (USAID) agence gouvernementale en charge des programmes d'assistance financière à l'étranger, et celles de deux organisations américaines particulièrement actives dans l'espace régional russe : la National Endowment for Democracy (NED), dirigée par Carl Gershman depuis sa création en 1983, et l'Open Society Foundation (OSF), créée et dirigée par le milliardaire George Soros.

3.2. USAID, NED, OSF : connexions financières et objectifs similaires

A la chute de l'URSS, les Etats-Unis ont mis en place de multiples programmes d'assistance économique aux nouveaux Etats indépendants. L'U.S Agency for International Development (USAID) est l'organe du gouvernement s'occupant d'allouer des fonds, ou des subventions à diverses ONG locales ou internationales, qui allouent ensuite ces financements à des programmes de développement locaux.

Officiellement, l'objectif de l'USAID est de « réduire la pauvreté, renforcer la gouvernance démocratique¹¹⁴ ». Le Joint Strategic Plan 2014-2017 de l'USAID donne davantage d'informations. Il établit une mission principale «Shape and sustain a peaceful, prosperous, just, and democratic world, and foster conditions for stability and progress for the benefit of the American people and people everywhere », et cinq objectifs stratégiques plus terre-à-terre:

- «- Strengthen America's economic reach and positive economic impact;
- Strengthen America's foreign policy impact on our strategic challenges;
- Promote the transition to a lowemission, climate-resilient world while expanding global access to sustainable energy;

¹¹⁴ Who We Are | U.S. Agency for International Development. In : *USAID* [en ligne]. [Consulté le 22 octobre 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.usaid.gov/who-we-are>.

- Protect core U.S. interests by advancing democracy and human rights and strengthening civil society;
- Modernize the way we do diplomacy and development¹¹⁵ ».

Derrière la mission démocratique de l'agence, la préservation et le développement des intérêts américains à l'étranger est une nécessité claire ; il semble que, dans la mentalité de l'élite dirigeante américaine, la puissance des Etats-Unis soit l'une des seules garanties d'un monde démocratique.

Au sein de la sphère régionale russe, l'USAID privilégie deux secteurs en particulier : Conflit, paix et sécurité, et Gouvernance et société civile. Pour illustrer notre propos nous avons sélectionné un échantillon des pays de la sphère régionale russe dans les trois régions et en choisissant à la fois des pays proches de Moscou (Biélorussie, Kazakhstan, Arménie et Kirghizstan) et des pays en conflit régulier avec Moscou (Ukraine, Pologne, Géorgie et Lituanie).

Figure 5 : Répartition par secteurs des financements de l'USAID entre 2001 et 2014 dans la sphère régionale russe

Pays	Secteurs clés	Pic de subventions
Lituanie	Conflit paix et sécurité	2012
Biélorussie	Gouvernance et société civile	2010
Pologne	Gouvernance et société civile	2003
Ukraine	Energie, Gouvernance et société civile, Conflit paix et sécurité	2010
Arménie	Conflit paix et sécurité, gouvernance et société civile	2006
Géorgie	Conflit paix et sécurité, gouvernance et société civile	2006, 2009

¹¹⁵ FY 2014-2017 Department of State and USAID Strategic Plan (PDF). In : *USAID* [en ligne]. 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/s/d/rm/rls/dosstrat/2014/pdf/index.htm>.

Kirghizstan	Réponse d'urgence, Conflit paix et sécurité, Gouvernance et société civile	2010, 2012
Kazakhstan	Actions liées à la dette, Energie, Conflit paix et sécurité	2010

Source : USAID

Plusieurs pics de subventions correspondent à des moments politiques importants dans ces pays, avec de fortes implications géopolitiques : élections présidentielles (2010) en Biélorussie et en Ukraine, manifestations populaires de grande ampleur en Géorgie (2009), révolution au Kirghizstan (2010). Par ailleurs en 2004, Ron Paul¹¹⁶ prononce un discours relatif au soutien financier des Etats-Unis au candidat à l'élection présidentielle ukrainienne Iouchtchenko, soutien qu'il juge anti-démocratique et obscur : «That is what I find so disturbing: there are so many cut-out organizations and sub-grantees that we have no idea how much US government money was really spent on Ukraine, and most importantly how it was spent [...] President Bush is absolutely correct: elections in Ukraine should be free of foreign influence. It is our job here and now to discover just how far we have violated this very important principle, and to cease any funding of political candidates or campaigns henceforth¹¹⁷ ».

La NED a été créée à l'initiative du président américain Reagan en 1984. La principale mission de la NED est d'accorder des subventions à des organisations, locales ou internationales, pour agir dans un pays ou un ensemble de pays sur des problèmes jugés clés par l'organisation. L'organisation accorde donc des subventions soit directement à un pays, soit à une zone géographique composée de plusieurs pays. L'objectif de la NED tel que défini sur leur site officiel est de favoriser l'émergence de sociétés démocratiques et respectueuses des droits de l'homme, ce qui, d'après la NED, est dans l'intérêt de toutes les démocraties existantes. L'organisation cherche également à favoriser la coopération entre les

¹¹⁶Ron Paul est un homme politique américain partisan du non-interventionnisme et dirige le Ron Paul Institute for Peace and Prosperity.

¹¹⁷ PAUL, Ron, 2004. Statement before the US House International Relations Committee, In : *LewRockwell.com* [en ligne]. Décembre 2004. [Consulté le 18 octobre 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.lewrockwell.com/2004/12/ron-paul/what-has-ned-done-in-ukraine/>.

démocraties¹¹⁸, permettant ainsi aux Etats-Unis d'étendre leur réseau de pays partenaires ou alliés. Lors d'une conférence en 2013, le président de la NED Carl Gershman résume ainsi les activités de l'organisation: « In a sense, in the field of democracy assistance, NED is the point to which theory and practice, research and grant-making and activism come together¹¹⁹ ». Le pan des subventions est pris en charge par la NED à proprement parler, tandis que la recherche est gérée par l'International Forum of Democratic Studies, le think tank de la NED. Ce que le président de la NED entend par « activisme » est en revanche moins clair, et fait peut-être référence à certains projets soutenus financièrement par l'organisation qui peuvent être définis comme activistes.

L'objectif de l'organisation à sa création était la prise en charge de certains programmes d'influence de la CIA. La NED rappelle régulièrement son indépendance vis-à-vis du gouvernement américain, mais ses relations initiales avec la CIA continuent d'alimenter les suspicions, ses détracteurs soulignant des méthodes actuelles qualifiées d'anti démocratiques et l'instrumentalisation de la NED par le gouvernement américain à des fins de politique étrangère. Ron Paul cite en effet expressément la NED comme ayant participé à la stratégie d'influence des Etats-Unis en Ukraine pendant l'élection présidentielle de 2004 : « Dozens of organizations are granted funds under the PAUCI¹²⁰ program alone, and this is only one of many programs that funneled dollars into Ukraine. We do not know how many millions of US taxpayer dollars the National Endowment for Democracy (NED) sent to Ukraine through NED's National Democratic Institute and International Republican Institute. Nor do we know how many other efforts, overt or covert, have been made to support one candidate over the other in Ukraine¹²¹».

La NED est qualifiée d'Organisation Non Gouvernementale sur le site du département d'Etat américain, et de fondation privée à but non lucratif par l'USAID, constituant un nouvel exemple du flou qui entoure le statut des Organisations Internationales. Elle dépend

¹¹⁸ How We Work – National Endowment for Democracy. In : *National Endowment for Democracy* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.ned.org/about/how-we-work/>.

¹¹⁹ National Endowment for Democracy, 2013. *Reconsidering Democratic Transitions FIRST panel* [en ligne]. 2013. Disponible à l'adresse : https://www.youtube.com/watch?time_continue=73&v=fcpZhRs_gYw.

¹²⁰ La Polish-Ukrainian Cooperation Foundation est l'héritière de la Poland-America-Ukraine Cooperation Initiative fondée en 1999, entièrement financée par l'USAID.

¹²¹ PAUL, Ron, 2004. Statement before the US House International Relations Committee, In : *LewRockwell.com* [en ligne]. Décembre 2004. [Consulté le 18 octobre 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.lewrockwell.com/2004/12/ron-paul/what-has-ned-done-in-ukraine/>.

financièrement de l'Etat américain, puisqu'elle perçoit la quasi-totalité de son budget de l'USAID : ainsi en 2014, pour un budget total de plus de \$155 millions¹²², la NED a reçu plus de \$153 millions de l'Etat américain, dont \$135 millions de l'USAID. Les rapports annuels de la NED ne font pas mention explicite de l'USAID comme source de financement, seule la mention « diverses agences gouvernementales » apparaît. Cependant le document relatif aux dépenses annuelles de l'USAID stipule lui le montant des financements perçus par la NED en provenance de l'USAID. Le tableau ci-dessous indique la part de l'Etat et de l'USAID dans le budget annuel de la NED.

Tableau 6 : Budget de la NED 2004-2014 (arrondis, millions de dollars)

	Subventions USAID/ Total des subventions d'agences gouvernementales	Total des revenus
2004	79	80
2005	113	113
2006	109	110
2007-2008	Données indisponibles	Données indisponibles
2009	131	132
2010	118 / 135	136
2011	118 / 134	135
2012	117 / 140	142
2013	111 / 132	134
2014	135 / 153	155

Source : Rapports annuels de la NED 2004-2014, Fiscal Year Congressional Budget Justification USAID 2010-2014

¹²² National Endowment for Democracy. 2014 Annual Report – In: *National Endowment for Democracy* [en ligne]. 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.ned.org/publications/2014-annual-report/>.

Nous pouvons remarquer une nette croissance du budget entre 2004 et 2005 et entre 2013 et 2014, respectivement années des révolutions de couleur et de la révolution ukrainienne. Le budget de la NED nous indique un élément important : puisque l'un des objectifs de l'USAID est de renforcer la puissance des Etats-Unis et de défendre ses intérêts sur la scène internationale, et considérant que les financements de l'USAID constituent la majorité du budget de la NED, cela signifie que les activités de la NED sont en accord avec les intérêts de l'Etat américain, et participent ainsi de l'influence américaine à l'étranger.

S'agissant de l'Open Society Foundation, les activités de l'organisation incluent principalement le soutien financier à des personnes ou à des projets portant certains objectifs définis par l'OSF : soutien aux droits de l'homme et à la démocratie, liberté de la presse, santé publique etc. Dans certains pays non-membres de l'UE, par exemple la Géorgie et l'Ukraine, l'Open Society soutient également le programme d'intégration à l'UE, vu comme un moyen de promouvoir liberté et démocratie dans le pays concerné : « Georgia's European integration process provides crucial tools to leverage promotion of good governance, rule of law, and a rights-based justice system in the country¹²³ ».

Le financement de l'organisation est très opaque. En 2016¹²⁴, l'organisation Transparify publie une étude sur la transparence des think tanks dans laquelle la fondation de G. Soros est qualifiée de « highly opaque », et placée à la toute fin du classement :

Figure 6 : L'OSF, une fondation aux financements opaques

¹²³ Open Society - Georgia Foundation - EU Integration. In : [en ligne]. Disponible à l'adresse : http://www.osgf.ge/index.php?lang_id=ENG&sec_id=183.

¹²⁴ Cette étude a été partiellement financée par l'OSF, qui après la publication du classement a cessé de soutenir l'organisation.

UNITED STATES RESULTS TABLE

ORGANIZATION	TREND	STARS	
Center for Global Development		*****	HIGHLY TRANSPARENT
Natural Resource Governance Institute		*****	
Pew Research Center		*****	
Stimson Center		*****	
Woodrow Wilson Center		*****	
World Resources Institute		*****	
Financial Transparency Coalition	new	*****	
Global Integrity	new	*****	
GovLab @ NYU	new	*****	
International Budget Partnership	new	*****	
Open Contracting Partnership	new	*****	
Publish What You Pay - United States	new	*****	
Sunlight Foundation	new	*****	
World Wide Web Foundation	new	*****	
Atlantic Council	+1	****	BROADLY TRANSPARENT
Brookings Institution		****	
Carnegie Council for Ethics in International Affairs		****	
Carnegie Endowment for International Peace		****	
Center for a New American Security		****	
Center for American Progress	+1	****	
Center for Strategic and International Studies	+1	****	
Center on Budget and Policy Priorities		****	
Freedom House		****	
German Marshall Fund of the US		****	
Heritage Foundation		****	
New America Foundation		****	
Peterson Institute for International Economics		****	
RAND Corporation		****	
Urban Institute		****	
Cato Institute		***	
Council on Foreign Relations		***	
Foreign Policy Research Institute		***	
Baker III Institute for Public Policy		**	
Belfer Center for Science and International Affairs		**	
Center for International Development		**	
Human Rights Watch		**	
National Bureau of Economic Research		**	
United States Institute of Peace		**	
American Enterprise Institute		*	
Earth Institute		*	HIGHLY OPAQUE
Hoover Institution		*	
Hudson Institute		*	
Open Society Foundations		0	

Source: *Transparify, Think Tank Transparency 2016*

Très peu d'informations sont en effet rendues publiques quant aux sources des financements de l'OSF. Seul un document non daté de l'Open Society Institute, nom de l'organisation jusqu'en 2010, a été publié et établit une liste des donateurs, classés par type d'organisations : Organisations Internationales, agences d'aides gouvernementales, gouvernements, fondations privées, ONG, etc. L'USAID et la NED (dans la catégorie

« institutions européennes et nord-américaines », et non dans celle des ONG et des fondations privées) ainsi que d'autres organisations financées par elles sont mentionnées¹²⁵.

Ce document ne donne en revanche aucune indication sur le montant des dons, et donc sur l'influence de l'USAID sur l'Open Society Institute. Néanmoins, l'existence de subventions gouvernementales permet de conclure que l'Open Society Institute, et peut-être l'OSF aujourd'hui, participe du renforcement de l'influence américaine à l'étranger.

3.3. Répartition géographique des activités de l'USAID, la NED et l'OSF, entre convergence et complémentarité

Comment les subventions de ces trois organisations sont-elles réparties géographiquement ? Pouvons-nous distinguer un schéma commun, des critères justifiant la répartition des fonds ? Ci-dessous sont présentés la répartition des subventions de l'USAID, la NED et l'OSF, d'après les données que nous avons pu rassembler : La NED ne fournit aucune information antérieure à 2014 et, la répartition des subventions de l'OSF n'est pas une donnée facilement accessible : chaque branche locale de l'OSF gère elle-même les données accessibles sur le site, sans parfois indiquer le montant des subventions annuelles accordées dans le pays, et le siège de l'OSF aux Etats-Unis n'indique qu'une répartition par région, sans détailler par pays. Il n'y a donc aucune homogénéité au sein des différentes branches de l'OSF concernant la publication des données.

Tableau 7 : Assistance américaine économique via l'USAID 2001-2014 dans la sphère régionale russe (millions de dollars)

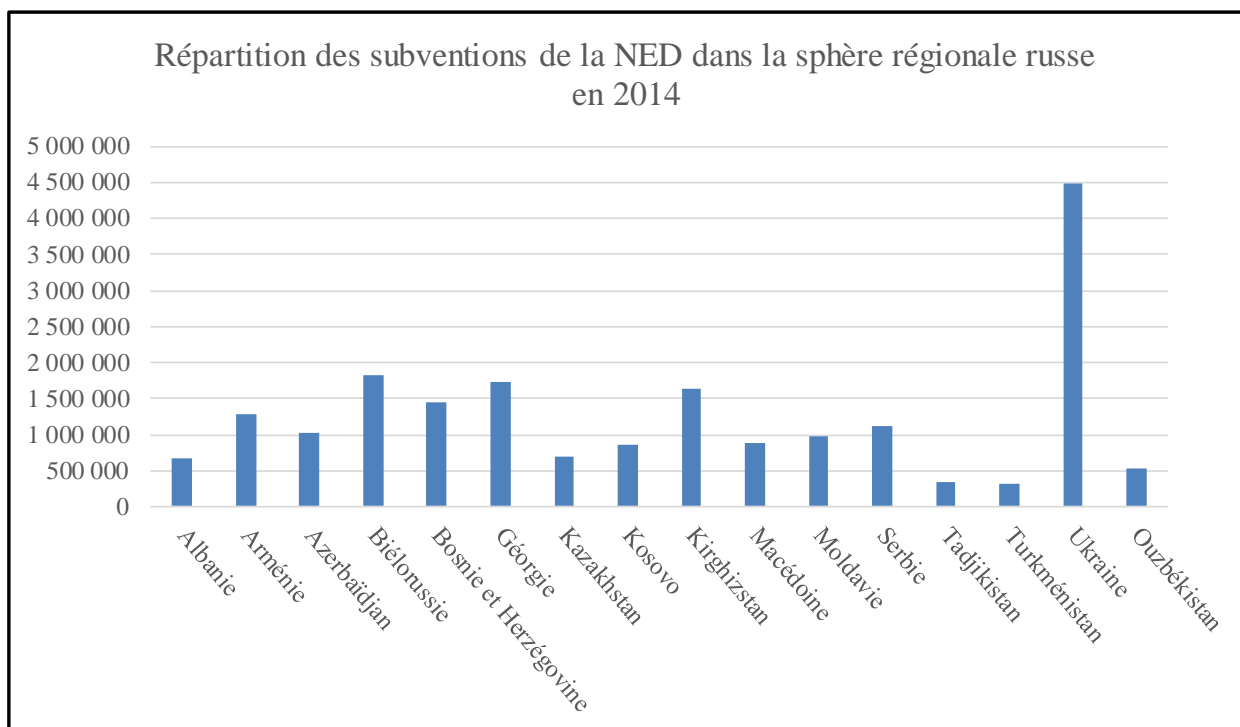
Pays	2001-2014	Montant des subventions en 2014
Estonie	151	8.5
Lettonie	147	6
Lituanie	157	13
Biélorussie	251	19
Pologne	4 600	57

¹²⁵ *Open Society Institute - Partnerships* [en ligne]. Date inconnue. Open Society Institute. [Consulté le 24 octobre 2018]. Disponible à l'adresse : https://www.opensocietyfoundations.org/sites/default/files/partners_20090720_0.pdf.

Ukraine	2 800	318
Arménie	1 000	71
Azerbaïdjan	794	69
Géorgie	3 000	290
Kirghizstan	918	78
Kazakhstan	1 800	200
Ouzbékistan	805	61
Tadjikistan	801	67
Turkménistan	182	8

Source : USAID

Figure 7 : Répartition des subventions de la NED dans l'espace régional russe en 2014



Source : NED

Tableau 8 : Subventions de l'OSF dans la sphère régionale russe en 2014

Pays	Montant des subventions*
------	--------------------------

Hongrie	Données indisponibles
Ukraine	\$103 millions
Arménie	Données indisponibles
Géorgie	\$5.9 millions (en 2013)
Kazakhstan	\$4 millions
Kirghizstan	\$3.3 millions
Tadjikistan	\$3.6 millions
Moldavie	\$5 millions

*Chiffres arrondis

Source : Branches de l'OSF dans les pays sélectionnés

Les pays qui ont le plus reçu de subventions via l'USAID sont la Pologne, l'Ukraine et la Géorgie. Cependant, si la Pologne se démarque de loin par le montant des subventions reçues, dont la grande majorité a été versée en 2003, c'est l'Ukraine qui a reçu le plus de subventions en 2014, suivie de la Géorgie et du Kazakhstan.

S'agissant de la NED, quatre pays font l'objet d'une attention particulière : l'Ukraine, la Biélorussie, la Géorgie et le Kirghizstan. Malheureusement, nous ne pouvons pas montrer l'évolution des financements de la NED dans cette région, car les données antérieures à 2014 ne sont pas disponibles, et l'organisation n'a pas répondu à notre demande électronique. La NED, à la différence d'USAID, agit uniquement dans les pays non-membres de l'UE et/ou de l'OTAN.

Enfin, concernant l'OSF, trois pays ont reçu davantage de financements en 2014 : l'Ukraine, puis la Géorgie et enfin la Moldavie. Depuis l'ouverture des bureaux de l'OSF dans les pays de la sphère régionale, il faut néanmoins noter que la Hongrie est probablement le pays qui a reçu le plus de subventions de l'organisation, sans doute lié aux origines hongroises de George Soros. En effet, en 2018, l'OSF affirme avoir dépensé environ \$400 millions en Hongrie depuis 1984, date de la création de la branche hongroise de l'OSF. La Hongrie est également le premier pays dans lequel l'OSF s'est implantée, à l'échelle régionale ; vient ensuite l'Ukraine, dont la branche locale de l'OSF « Fondation de Renaissance Internationale » dévoile en 2015

un budget global de plus de \$180 millions depuis sa création en 1990 ; notons ici que le montant des subventions alloué en 2014 couvre plus de la moitié du budget total de la fondation entre 1990 et 2015 : \$103/\$180 millions. Il y a donc eu un effort financier magistral de la part de l'OSF pour soutenir la transition vers la « nouvelle Ukraine¹²⁶ » en 2014. De plus, l'implantation de l'Open Society en Ukraine est particulièrement forte : l'ONG y dispose en effet de cinq bureaux, pour seulement un dans chacun des autres pays¹²⁷. Les branches en Géorgie et au Kirghizstan ont reçu des subventions moindres, respectivement environ \$80 millions depuis 1994 et \$79 millions depuis 1993 jusqu'en 2014. Nous rappelons ici que les activités caritatives de G. Soros ne se limitent pas à celles de l'Open Society Foundation, puisqu'il a créé d'autres organisations aux objectifs similaires dans d'autres pays : par exemple, la fondation Stefan Batory en Pologne, établie en 1988, qui sert également de base à des opérations en Biélorussie.

La répartition des financements dans ces trois organisations -USAID, OSF, NED - nous conduit à deux constatations :

- La convergence vers l'Ukraine et la Géorgie

Tout d'abord, nous notons une convergence de leurs activités dans deux pays, la Géorgie et surtout l'Ukraine. Manifestement, assurer la transition démocratique dans ces pays est une priorité, autant pour les ONG que le gouvernement américain. L'Ukraine est ainsi, de loin, le pays qui a reçu le plus de subventions de ces organisations en 2014. Si la majeure partie de leurs actions a été de subventionner des ONG locales ou des personnes soutenant le processus démocratique, il s'avère que le fondateur de l'OSF est également intervenu personnellement et a mis à profit son réseau pour assurer la transition politique. Sur la base de documents piratés, nous proposons une revue du type d'activités menées par l'OSF et son fondateur en Ukraine juste après la révolution de Maidan.

En 2015, en effet, plus de 600 documents ont été piratés sur les serveurs de l'OSF, et nous livrent donc des informations précieuses sur le rôle de l'organisation et de son fondateur dans l'après-Maidan. S'agissant de leur authenticité, la plainte déposée au FBI par l'OSF en 2015 pour hacking illégal confirme que ces documents ne sont pas des faux. Actuellement, aucun élément concernant les documents relatifs à l'Ukraine ne permet de remettre en doute leur

¹²⁶ Expression utilisée par G. Soros.

¹²⁷ Offices & Foundations. In: *Open Society Foundations* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.opensocietyfoundations.org/about/offices-foundations>.

véracité. Par ailleurs, les informations divulguées dans ces documents sont en adéquation avec les déclarations générales du philanthrope dans les médias. Son discours à l'occasion du 25^e anniversaire de Renaissance Internationale en 2015 à Kiev donne ainsi les grandes lignes d'actions précises décrites dans les documents piratés, c'est pourquoi nous avons également décidé de nous fonder sur cette allocution.

L'absence de classement des documents fuités rendant le dépouillement laborieux, nous mis au point un programme informatique permettant la sélection automatique de documents en utilisant des mots-clés : tous les documents contenant les mots « Porochenko », « Iatseniouk », « Soros », « POTUS », « Union Européenne », « Hollande », « Merkel », ou « Juncker » ont été ainsi automatiquement téléchargés du site.

Il nous faut préciser ici que nous analysons uniquement le rôle de l'OSF et de G. Soros après la révolution de Maidan : aucun document ne nous permet d'envisager une action en vue de favoriser et soutenir la révolution. Le milliardaire a officiellement nié une telle contribution : « Contrary to what the Russian propaganda machine says, the foundation did not finance Maidan, although [...] sought to keep the spirit of Maidan alive by converting a revolution into a constructive, nation building activity—and that is the source of my pride and joy. I have been intimately involved in Ukraine ever since it became independent. [...] In 2014 I proposed what I called a “winning strategy” for Ukraine late last year and kept updating it¹²⁸».

Sur la base des documents piratés auxquels nous avons eu accès ainsi que sur des déclarations officielles du philanthrope, nous estimons que le soutien de G. Soros à ce qu'il appelle la « nouvelle Ukraine » s'organise de la manière suivante :

- Soutien de l'OSF au « processus de transition » : L'un des documents piratés, intitulé « International Renaissance Foundation - Emergency Response and Strategy Update in early 2014 », mentionne l'aide apportée par l'OSF à la transition de l'Ukraine après la révolution de Maidan. En voici un extrait: « Like during the Maidan protests, IRF representatives are in the midst of Ukraine's transition process. We serve as recognized experts on policy reform, civil

¹²⁸ SOROS, George, 2015. Speech delivered by George Soros at the 25th Anniversary Dinner for the IRF. In : *International Renaissance Foundation* [en ligne]. Novembre 2015. Disponible à l'adresse : http://www.irf.ua/en/allevnts/news/vistup_dzhordzha_sorosa_na_yuvileyniy_vecheri_z_nagodi_25ric_hchya_mf_vidrodzhennya/.

society inclusion and transition issue to the Maidan movement, to the Rada and incoming governmental officials and communicate constantly with society through the media. »

Dans son discours en 2015, G. Soros affirme avoir proposé une « stratégie gagnante » pour l'Ukraine, qui comprend entre autres le programme européen « Macro-Financial Assistance to non-EU members ». Dans une lettre piratée écrite par G. Soros en décembre 2014 au premier ministre et au président ukrainien, le philanthrope suggère également certaines méthodes à adopter pour améliorer la situation économique du pays : « I want to appeal to you to unite behind the reformers in your government and give your wholehearted support to a radical, “big bang” type of approach. That is to say, administrative controls would be removed and the economy would move to market prices rapidly rather than gradually. [...] Your first priority must be to regain control over the financial markets—bank deposits and exchange rates. Unless you do, you will have no way to embark on deeper reforms. » Il ajoute que le programme d'aide prévu et qui devrait se monter à \$15 milliards serait insuffisant pour aider le pays à sortir de la crise. En février 2015, G. Soros publie un essai intitulé « A new policy to rescue Ukraine », dans lequel il presse les dirigeants européens de porter le soutien financier de l'UE et du FMI à \$50 milliards¹²⁹. La lettre piratée et les déclarations officielles de G. Soros sont ainsi parfaitement cohérentes. Notons que l'UE a refusé de débloquer de tels fonds pour l'Ukraine, le président de la Commission Européenne rappelant que les capacités financières de l'UE étaient limitées.

- Rôle d'intermédiaire de G. Soros entre l'Ukraine et l'Europe d'une part, et l'Ukraine et les Etats-Unis d'autre part, pour plaider la cause de l'Ukraine et renforcer le soutien des puissances occidentales (militaires, économiques, politiques) : G. Soros a laissé entendre durant son discours à Kiev en 2015 être en mesure d'intervenir auprès des dirigeants européens pour leur rappeler l'importance de la « nouvelle Ukraine » : « The only way to prove Putin wrong is by establishing a better balance between sanctions against Russia and large-scale support for Ukraine. Unfortunately, the people and leadership of Europe are preoccupied with other problems, the refugee crisis and the wave of terrorist attacks in Paris foremost among them. [...] So, I am in a strong position to remind the European public and leadership of the

¹²⁹ SOROS, George, 2015. A New Policy to Rescue Ukraine. In: *The New York Review of Books* [en ligne]. 5 février 2015. Disponible à l'adresse : <https://www.nybooks.com/articles/2015/02/05/new-policy-rescue-ukraine/>.

importance of the new Ukraine and tonight is a good occasion to do so. Europe is badly in need of a success and Ukraine can provide one ». Le document piraté qui semble être une lettre au président et premier ministre ukrainien mentionne aussi ce rôle d'intermédiaire : « As you know, I have left no stone unturned trying to drum up support for a larger financial package at the European Summit dinner on December 18 ».

Un autre des documents piratés, « Ukraine_letter_to_potus_draft » indique une démarche similaire envers le président des Etats-Unis. Le document n'est ni daté, ni signé, et semble être un brouillon. L'extrait ci-dessous indique qu'il suggère au président américain d'opter pour un soutien militaire accru à l'Ukraine, dans le but d'empêcher la Russie de déployer ses forces sur le territoire ukrainien : « In light of this, Russia must be prevented from using military force and the threat of military force to force further changes in Ukraine. [...] Therefore :

- Ukraine should be provided with the lethal military assistance it needs to stand up to the overwhelming military strength of Russia (...).

- The United States should provide Ukraine with the same level of sophistication in defensive weapons to match the level of the opposing forces. (...)

- Ukrainian personnel should be trained outside Ukraine, for instance in Romania, so that U.S. military personnel would not be exposed and NATO forces would not be in Ukraine. »

G. Soros défend également cette ligne publiquement.

- Soutien officiel au gouvernement ukrainien contre l'intervention de la Russie dans l'est de l'Ukraine et l'annexion de la Crimée : dans son discours en 2015, mais les exemples sont nombreux, G. Soros dénonce la stratégie du président russe vis-à-vis de l'Ukraine : « Again, to remind you, the key point of my strategy is that the sanctions against Russia have to be matched by a wholehearted commitment to Ukraine. Sanctions are a necessary evil: necessary because Russia cannot be allowed to replace the rule of law with the rule of force; evil because sanctions hurt everyone – both those on whom it's imposed and, indirectly, also those who impose them». Cette ligne apparaît aussi dans certains documents piratés.

Ces extraits nous indiquent donc que les objectifs de Soros vis-à-vis de l'Ukraine sont en grande partie similaires à ceux de la politique officielle de Washington. La seule dissension visible concerne la portée du soutien militaire américain, que Soros semble vouloir étendue aux armes létales, ce à quoi Washington s'est jusqu'alors refusé.

- La disparité entre les subventions

La répartition des financements des trois organisations nous révèle également une forte disparité. L'Ukraine mise à part, nous remarquons en effet que l'OSF, l'USAID et la NED ne répartissent pas également leurs subventions. Pourquoi le Kirghizstan reçoit-il davantage de subventions que le Kazakhstan, alors qu'il est moins peuplé ? Les subventions ne peuvent être accordées de manière aléatoire, des critères de sélection doivent exister. Ces organisations soutenant la transition démocratique des pays, l'on pourrait s'attendre à ce que le niveau de développement, ou l'absence de développement de la démocratie soit l'un des critères de répartition des subventions. En 2006, the Economist Intelligence Unit a créé un « indice de démocratie » qui évalue le niveau de démocratie dans les pays en se fondant sur cinq catégories : processus électoral et pluralisme, libertés civiles, fonctionnement du gouvernement, participation politique et culture politique¹³⁰. Les pays sont ensuite classés en quatre catégories : démocraties complètes, démocraties imparfaites (la plupart des démocraties), régime hybride, régime autoritaire. C'est cette évaluation que nous avons utilisée pour comprendre si le niveau de démocratie constituait un critère effectif de répartition des subventions américaines :

Tableau 9 : Pays à indice démocratique faible dans la sphère régionale russe en 2014

Pays	Rang*	Catégorie
Biélorussie	125	Régime autoritaire
Ukraine	92	Régime hybride
Arménie	113	Régime hybride
Azerbaïdjan	148	Régime autoritaire
Géorgie	81	Régime hybride
Kazakhstan	137	Régime autoritaire

¹³⁰ The Economist Intelligence Unit, 2017. *Democracy Index 2017 - Free speed under attack* [en ligne]. S.l. The Economist Group. Disponible à l'adresse : http://pages.eiu.com/rs/753-RIQ-438/images/Democracy_Index_2017.pdf?mkt_tok=eyJpIjoiWkRkU1HWmxNVEUwTW1FdyIsInQiOiJPdiltVFV0blFRQzZNVERCZHhVeitZRElmgUGplOHh3NWs1d2wzVzdRS1JvNU1kVmUxQVRE SU9LbEVSOVwvR1F4aG1PV1NIS0ZZcng4NzBcLzVNZ09JOUxiZU5TTEVPekVHayttOTRqQkQ5TkNzWGNtRlowQTZ0UzIUK0pDdm9PVGlclLyJ9.

Kirghizstan	95	Régime hybride
Tadjikistan	156	Régime autoritaire
Turkménistan	160	Régime autoritaire
Ouzbékistan	154	Régime autoritaire

*Classement mondial effectué pour 165 pays : plus le rang est élevé, plus l'indice démocratique est faible.

Source : the Economist Group

Tous les autres pays de la sphère régionale russe non mentionnés dans ce tableau sont regroupés dans la catégorie des « démocraties imparfaites », qui comprend en général le plus grand nombre de pays. Quatre pays sont classés comme des régimes hybrides : l'Ukraine, l'Arménie, la Géorgie et le Kirghizstan. Six sont des régimes autoritaires : la Biélorussie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Turkménistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Parmi ces six Etats, les trois pays centrasiatiques Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan sont ceux qui ont le plus faible indice démocratique.

Cependant, ce classement ne permet pas de trouver une cohérence à la répartition des subventions des organisations américaines. S'agissant de l'USAID, l'agence a accordé en 2014 presque autant au Turkménistan, le pays le plus autoritaire de la sphère régionale russe, qu'à l'Estonie, l'une des démocraties « imparfaites » d'après le classement ; de même, la Biélorussie, régime autoritaire, a reçu presque autant de la NED que la Géorgie, régime hybride.

La puissance de ces pays, démographique, politique ou économique, n'est pas non plus un critère : en effet, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, puissances régionales, reçoivent moins de subventions que la plupart des pays d'Eurasie (à l'exception du Tadjikistan et du Turkménistan). A l'inverse, le Kirghizstan, à la démographie faible, et à la puissance économique et politique limitée, est l'une des principales destinations des subventions de la NED, à l'instar de la Biélorussie.

Nous avons également constaté que l'USAID ne cible pas les mêmes pays que l'OSF et la NED : l'USAID, à la différence de la NED et de l'OSF, finance aussi bien des pays membres l'OTAN ou de l'UE (pays baltes, Pologne) que des pays non-membres (Kazakhstan, Géorgie,

Azerbaïdjan). Le point commun entre les trois pays qui reçoivent le plus de subventions de l'USAID, l'Ukraine, la Géorgie et le Kazakhstan, est l'entente bilatérale avec les Etats-Unis, sans que cette proximité n'ait été, encore, entérinée par ce que les Américains appellent l'« intégration euro-atlantique ».

En revanche, l'OSF et la NED semblent cibler en priorité, à l'exception de la Géorgie et l'Ukraine dont nous avons vu qu'ils font l'objet d'un consensus, les pays qui combinent, à différents niveaux, trois facteurs :

- Un intérêt stratégique pour Washington. Nous avons relevé au début du chapitre le manque « d'intérêts vitaux » des Etats-Unis en Asie centrale, qui explique en partie la stratégie américaine fluctuante dans cette région. Cela explique aussi l'activisme moindre de la NED et l'OSF dans la région (à l'exception du Kirghizstan), tout comme l'attention de la NED sur les pays des Balkans.

- L'instabilité politique. Cette instabilité rend la perspective d'une révolution démocratique plus probable, et traduit donc une gestion pragmatique des subventions. Un document officiel sur la stratégie de la NED pour l'année 2013 présente ainsi le Kirghizstan comme une « opportunité »: «NED will continue to support a broad spread of programs among different sectors [...] on the assumption that they are inherently unstable and that specific opportunities could emerge quite suddenly. In Central Asia, Kyrgyzstan presents the most important opportunity¹³¹ ».

- Une influence américaine jugée par Washington trop faible dans certains pays d'une zone stratégique. C'est pourquoi la NED et l'OSF ciblent surtout les pays non intégrés au système euro-atlantique, et dont les relations bilatérales avec les Etats-Unis sont limitées (Biélorussie, Kirghizstan pour la NED, Moldavie pour l'OSF).

En 2014, nous observons donc à la fois un phénomène de convergence entre l'USAID, la NED et l'OSF sur l'Ukraine et la Géorgie, et un phénomène de complémentarité sur les autres pays de la sphère régionale, qui apparaissent divisés en deux catégories : ceux proches des Etats-Unis, et ceux dont l'intérêt américain appelle un rapprochement avec Washington, sur lesquels les ONG telles que la NED et l'OSF semblent plus à même d'agir. Dans ces cas, il apparaît que ces ONG américaines agissent par conséquent dans l'intérêt direct des Etats-Unis.

¹³¹ National Endowment for Democracy - Resource Summary. In : *U.S. Department of State* [en ligne]. 2012. Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/documents/organization/181143.pdf>.

En agissant selon la vision de Washington, favoriser l'essor de la démocratie et le rapprochement avec les Etats-Unis, ces organisations deviennent donc des acteurs officieux mais effectifs de la politique étrangère des Etats-Unis, une avant-garde de la diplomatie officielle américaine.

La stratégie d'influence des Etats-Unis a largement bénéficié d'un contexte favorable en Europe centrale et orientale, à savoir un fort antagonisme entre la Russie et ses voisins, ainsi qu'un intérêt pour le système politique et économique américain. Ce contexte a permis aux Etats-Unis de consolider leur influence en Eurasie tout en empêchant la Russie de regagner son contrôle historique sur sa sphère régionale. L'expansion de l'influence américaine a eu deux conséquences pour la politique de sécurité russe : la présence d'une armée étrangère à ses frontières et la disparition d'une zone tampon entre elle et des puissances étrangères, combinaison inédite pour la Russie depuis le XVII^e siècle, lors de la guerre polono-russe.

Les Etats-Unis ont ainsi naturellement élaboré leur influence sur leur capacité à préserver l'indépendance des pays anciennement sous contrôle russe. Pour ce faire, Washington s'est en partie reposée sur les actions d'ONG américaines telles que la NED et l'OSF, qui, en promouvant la démocratie et les droits de l'homme dans des pays où les Etats-Unis disposaient de peu voire pas de canaux officiels, ont également servi les intérêts de la Maison-Blanche, au point de constituer ce que nous avons appelé l'avant-garde de la politique d'influence officielle des Etats-Unis. Cependant, faute d'intérêts majeurs et de leviers adaptés, les Etats-Unis n'ont établi qu'une présence limitée en Asie centrale et dans le Caucase, et l'annonce en 2011 du retrait progressif de l'armée américaine en Afghanistan, justifiant auparavant la présence américaine en Asie centrale, tend à confirmer l'idée d'une absence d'intérêts majeurs du pays dans la région. En 2014, les Etats-Unis disposent donc non seulement d'une influence très inégale, mais qui semble également avoir presque atteint ses limites géographiques.

Alors que Moscou s'est montrée conciliante au début des années 2000 vis-à-vis de la stratégie américaine, tirant davantage parti de relations apaisées que de tensions, sa position a progressivement évolué pour appréhender à nouveau la puissance américaine comme un obstacle aux intérêts russes, vision que la tentative de reset de 2009 n'a pas permis de modifier à moyen terme.

Chapitre 5 : Depuis la crise ukrainienne, une confrontation régionale assumée

Alors que la stratégie américaine vis-à-vis de la Russie entre 2000 et 2014 oscille entre endiguement et intégration dans le système mondial, l'objectif post-2014 est de dissuader (*deter*) voire affaiblir (*weaken*) Moscou. Si la crise ukrainienne est le point de départ de cette stratégie, celle-ci est aussi alimentée par d'autres crises entre les deux pays, indépendamment de la lutte pour l'influence en Ukraine et en Europe.

L'objet de la première partie de ce chapitre sera de montrer l'évolution de la perception américaine de la Russie marquée par de multiples crises diplomatiques entre la Russie et les Etats-Unis. Nous aborderons ensuite la question de la militarisation américaine en Europe orientale, et l'évolution du rôle de l'Asie centrale et du sud Caucase dans la stratégie américaine.

1. L'élaboration d'une stratégie dissuasive et punitive

Entre 2014 et 2019, la position officielle des Etats-Unis à l'égard de la Russie a sensiblement évolué, jusqu'à faire de Moscou l'une des principales menaces à la sécurité américaine. Cette évolution, sur laquelle nous revenons pour mieux comprendre la profondeur du conflit russo-américain et son impact sur les dynamiques géopolitiques de l'espace régional russe, se fait au rythme des nouvelles crises diplomatiques entre la Russie et les Etats-Unis.

1.1. 2014-2018, la multiplication des crises diplomatiques entre les deux puissances

En 2014, le président américain Obama qualifie la Russie de « puissance régionale menaçant certains de ses voisins immédiats », et prend position pour le nouveau gouvernement temporaire ukrainien. Le soutien matériel, militaire et économique des Etats-Unis tranche alors avec leur manque d'engagement concret lors des guerres en Géorgie et en Tchétchénie. Pourquoi une telle différence de position entre ces événements comparables et face à une stratégie russe plutôt récurrente depuis la guerre de Tchétchénie ? Deux hypothèses sont avancées :

- La récurrence des interventions militaires russe dans son espace régional peut faire craindre à Washington une normalisation de ce type d'opérations. L'opinion très répandue en

Occident qui soutient que la Russie, ou Poutine, « ne comprend¹³² / respecte¹³³ que la force », appelle alors un engagement américain concret et ferme.

- Ensuite, il est certain que la dimension stratégique du pivot occidental est beaucoup plus présente pour l'Ukraine que pour la Géorgie ou la Tchétchénie. Le statut géopolitique de l'Ukraine, définie par Z. Brzezinski comme un Etat pivot, contrairement à la Géorgie, est donc lourde de conséquences pour la Russie, l'Europe et les Etats-Unis.

Néanmoins, en dépit du fossé créé entre la Russie et les Etats-Unis par la crise ukrainienne, les deux puissances continuent de coopérer entre 2014 et 2016 sur plusieurs sujets, y compris la gestion des dossiers syrien et iranien. Ainsi, pendant cette période, la tendance à la compartimentalisation des relations russo-américaines qui existe depuis l'administration Bush ne semble pas affectée¹³⁴. La crise ukrainienne semble même confirmer la justesse de cette approche, puisqu'il apparaît très improbable à la Russie et aux Etats-Unis d'être alignés sur tous les dossiers, alors que leur coopération est essentielle sur certains sujets.

Cette tendance a été bouleversée par l'apparition de nouvelles crises diplomatiques entre les deux pays : en 2016, les soupçons d'ingérence de la Russie dans les élections américaines via des cyberattaques ciblées (le site de campagne du parti démocrate par exemple) et les soupçons de collusion avec l'équipe de campagne de Donald Trump ; en 2017, les Etats-Unis accusent également Moscou de cyberattaques contre des centrales électriques. Ainsi, de problème de politique étrangère, la Russie est devenue, selon les mots d'un expert américain, « un problème domestique¹³⁵ ». En 2017 s'ajoute également l'affaire de l'empoisonnement à l'agent chimique des Skripal au Royaume-Uni, que le Kremlin est soupçonné d'avoir commandité. Plus que la tentative de meurtre (les Skripal ne sont pas les premiers Russes à être

¹³² LEJEUNE, Tristan, 2014. Menendez: Putin « only understands strength ». In : *TheHill* [en ligne]. 4 mars 2014. Disponible à l'adresse : <https://thehill.com/blogs/blog-briefing-room/199846-menendez-putin-only-understands-strength>.

¹³³ U.S. general urges more German spending to ease military transit. In : *Reuters* [en ligne]. 21 juillet 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-nato-germany-usa-idUSKBN1A617U>.

¹³⁴ ROJANSKY, Thomas Graham, Matthew, 2016. America's Russia Policy Has Failed. In : *Foreign Policy* [en ligne]. Octobre 2016. Disponible à l'adresse : <https://foreignpolicy.com/2016/10/13/americas-russia-policy-has-failed-clinton-trump-putin-ukraine-syria-how-to-fix/>.

¹³⁵ Center For the National Interest, 2017. *U.S. Sanctions on Russia: Objectives, Impacts, and Options – Center for the National Interest* [en ligne]. 2017. Disponible à l'adresse : <https://cftni.org/recent-events/u-s-sanctions-on-russia-objectives-impacts-and-options-2/>.

victimes de tentatives de meurtre sur le sol anglais, et un Russe a d'ailleurs été tué quelques jours après la tentative d'empoisonnement des Skripal sans grande retombée médiatique ou diplomatique), c'est la combinaison de la méthode utilisée (une arme chimique) et du lieu (un pays membre de l'OTAN et allié historique des Etats-Unis) qui contribue à détériorer significativement l'image de la Russie aux Etats-Unis.

En réponse à ces évènements, les Etats-Unis ont, pour la première fois depuis la chute de l'URSS, pris des mesures décisives contre la Russie et ses « méfaits¹³⁶ » sur la scène internationale : « The Russian government engages in a range of malign activity around the globe, including continuing to occupy Crimea and (...) attempting to subvert Western democracies, and malicious cyber activities¹³⁷ ». L'on constate ici que la démarche et le langage employés sont très proches du « corollaire Roosevelt » de 1904 (cf. p.22), qui complète la doctrine Monroe et justifie une ingérence américaine à l'échelle mondiale en cas de « méfait répété » perpétré par un pays : «Chronic wrongdoing, or an impotence which results in a general loosening of the ties of civilized society, may in America, as elsewhere, ultimately require intervention by some civilized nation, and in the Western Hemisphere the adherence of the United States to the Monroe Doctrine may force the United States, however reluctantly, in flagrant cases of such wrongdoing or impotence, to the exercise of an international police power¹³⁸» .

L'arrivée au pouvoir d'un président américain partisan d'une réconciliation avec Moscou a conduit à une légère atténuation¹³⁹ du discours anti russe de la Maison-Blanche mais a au contraire renforcé la tendance anti russe du Congrès américain et du Pentagone. La réaction américaine s'organise donc principalement à deux niveaux, militaire et économique.

¹³⁶ Le terme “méfait” (*wrongdoing*) apparaît dans le discours américain sous la présidence Roosevelt. Au vu des similitudes entre le corollaire Roosevelt et la politique actuelle des Etats-Unis, nous avons décidé de continuer à utiliser cette expression.

¹³⁷ US, Department of Treasury, 2018. Treasury Designates Russian Oligarchs, Officials, and Entities in Response to Worldwide Malign Activity | U.S. Department of the Treasury. In : [en ligne]. Avril 2018. Disponible à l'adresse : <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm0338>.

¹³⁸ ROOSEVELT, Theodore, 1904. December 6, 1904: Fourth Annual Message. In : *Miller Center* [en ligne]. 1904. Disponible à l'adresse : <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/december-6-1904-fourth-annual-message>.

¹³⁹ L'atténuation est à mesurer, le président Trump ayant fait autant de déclarations visant à apaiser les relations avec que dénonçant l'impréparation de certains pays européens vis-à-vis des ambitions russes.

1.2. L'évolution de la stratégie économique et militaire des Etats-Unis face à la Russie

D'après certains travaux, c'est dans la sphère économique, via les sanctions, qu'est organisée la principale réponse de Washington¹⁴⁰ face aux « activités néfastes » de la Russie. Entre 1991 et 2014, le recours aux sanctions contre la Russie était limité : alors que les guerres en Tchétchénie et en Géorgie ont choqué la communauté internationale, seuls deux cas ont conduit les Etats-Unis à sanctionner la Russie depuis 1991 : la vente d'armes à l'Iran et à la Syrie, illicite au regard des sanctions américaines, et l'affaire Magnitski. Les sanctions ont dans le premier cas visé les entreprises impliquées dans le commerce d'armes et ont été levées en 2010, et dans le deuxième cas les individus soupçonnés d'avoir violé les droits de l'Homme dans le cadre de cette affaire.

La crise ukrainienne a d'une certaine façon décomplexé le recours aux sanctions contre la Russie. En effet, depuis 2014, plusieurs séries de sanctions ont été prises à l'encontre de la Russie, pour les motifs suivants :

- l'annexion de la péninsule de Crimée, pour laquelle les sanctions ne seront levées que lorsque la Crimée sera rendue à l'Ukraine.

- la participation de la Russie dans la révolte dans l'est de l'Ukraine. Ces sanctions ont été étendues entre 2014 et 2018 et en 2017 sont passées sous statut spécial empêchant le président américain de les lever sans l'accord du Congrès.

- l'ingérence russe dans la campagne électorale américaine en 2016.

- en 2017, la loi *Countering America's Adversaries through Sanctions Act (CAATSA)* prévoit dans un même texte des sanctions contre l'Iran, la Russie et la Corée du Nord. Associer la Russie à un pays qui, comme la Corée du Nord, menace régulièrement les Etats-Unis d'une attaque nucléaire, ou qui, comme l'Iran, est en conflit avec les Etats-Unis depuis presque quarante ans est un geste à haute dimension symbolique.

- certaines cyberattaques russes en 2018.

- l'implication de la Russie dans l'empoisonnement des Skripal en 2018.

Les sanctions visent soit des individus (gel de leurs avoirs, interdictions de voyager en Europe et aux Etats-Unis dans certains cas), exclusivement des oligarques proches du président

¹⁴⁰ WEISS, Andrew S. et Nephew, Richard, 2016. *The Role of Sanctions in U.S.-Russian Relations* - Carnegie Endowment for International Peace. Task Force on U.S. Policy Toward Russia, Ukraine, and Eurasia. In: *Carnegie Endowment for International Peace, The Chicago Council on Global Affairs* [en ligne]. juillet 2016. Disponible à l'adresse : <http://carnegieendowment.org/2016/07/11/role-of-sanctions-in-u.s.-russian-relations-pub-64056>.

russe, soit des entreprises de secteurs économiques stratégiques (le secteur bancaire, des hydrocarbures, ou de la construction). Les années 2016-2018 voient donc un recours répété et inédit aux sanctions contre l'économie russe et les élites économiques proches du président.

Quels sont les objectifs et impacts de ces sanctions ? Trois théories prévalent :

- Les sanctions ont une valeur symbolique.

En 2017, une table ronde de chercheurs s'est réunie aux Etats-Unis sur le thème « U.S. sanctions on Russia : objectives, impacts, and options¹⁴¹ ». L'une des remarques de cette table ronde a été le paradoxe entre la volonté du Congrès d'étendre les sanctions pour améliorer leur efficacité et l'absence d'objectifs clairement définis. L'un des chercheurs a souligné l'absence d'alternatives aux sanctions économiques pour marquer l'opposition des Etats-Unis à certains pans de la politique russe. Dans ce cas, les sanctions deviennent un acte symbolique, le seul envisageable en-dehors d'une confrontation militaire. La théorie des sanctions comme action symbolique est corroborée par l'ouvrage « *Economic Sanctions Reconsidered* », écrit par une équipe de chercheurs analysant l'impact des sanctions américaines depuis la fin de la Première Guerre Mondiale sur les pays concernés ; l'ouvrage démontre en effet que les conséquences des sanctions restent généralement modestes, et ce d'autant plus quand le pays visé est puissant et « autocratique », rejoignant d'ailleurs la théorie de Raymond Aron sur le sujet. Manifestement, les sanctions comme moyen de forcer la Russie à revoir sa position en Ukraine sont un échec.

- Les sanctions doivent forcer la Russie à revoir sa stratégie et ses tactiques.

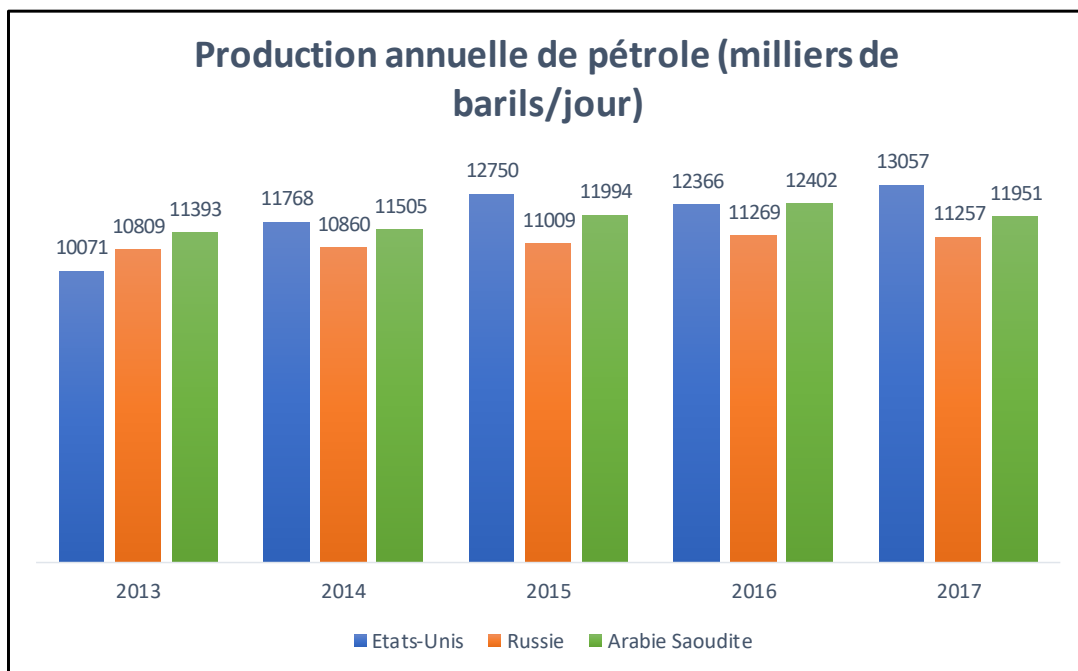
La pression économique et l'isolement diplomatique sont liés aux « méfaits » de la Russie, et certaines sanctions, dont celles liées à la crise ukrainienne, doivent prendre fin dès que la Russie se retirera de l'est de l'Ukraine et rendra la Crimée. Toute la question est alors de mesurer l'impact des sanctions sur l'économie russe, point sur lequel les opinions diffèrent. Moscou et plusieurs chercheurs européens tempèrent en effet leur impact concret sur l'économie, tandis que d'autres, comme l'OTAN par exemple, insiste sur leur efficacité : en 2015, le site de l'Alliance publie en effet un document démontrant l'impact des sanctions occidentales sur l'économie russe et concluant « In sum, Western sanctions have been a success

¹⁴¹ Center for the National Interest, 2017. *U.S. Sanctions on Russia: Objectives, Impacts, and Options – Center for the National Interest* [en ligne]. 2017. Disponible à l'adresse : <https://cftni.org/recent-events/u-s-sanctions-on-russia-objectives-impacts-and-options-2/>.

in terms of the proximate goal of inflicting damage on the Russian economy¹⁴² », tout en soulignant qu'elles ont surtout exacerbé des « macroeconomic challenges it [the Russian economy] was already facing ». Il est en effet malaisé de mesurer précisément l'impact des sanctions américaines ou occidentales sur la Russie, car elles se sont conjuguées à plusieurs autres phénomènes¹⁴³ :

- Depuis 2011 un ralentissement de l'économie russe¹⁴⁴, qui pâtit de problèmes structurels que l'on évoquera ultérieurement (hypercentralisation des activités, manque d'investissements, économie non diversifiée et trop dépendante des hydrocarbures).
- Depuis 2014 une baisse du prix du pétrole, affectant négativement la monnaie et l'économie russe. Cette baisse a été en partie due à la hausse de production de pétrole aux Etats-Unis, qui, grâce à la méthode controversée du *fracking*, ont accès à de nouvelles sources de pétrole sur leur territoire : entre 2014 et 2014 la production annuelle de pétrole en Russie et en Arabie Saoudite a augmenté d'environ 4%, tandis que celle des Etats-Unis a augmenté de 29%.

Figure 8 : Production annuelle de pétrole dans le monde



¹⁴² NATO, 2015. Sanctions after Crimea: Have they worked? In: *NATO Review* [en ligne]. 2015. Disponible à l'adresse : <http://www.nato.int/docu/review/2015/Russia/sanctions-after-crimea-have-they-worked/EN/index.htm>.

¹⁴³VERCUEIL, Julien. L'économie russe et les sanctions. Une évaluation des conséquences du conflit ukrainien. [Rapport de recherche] Observatoire Franco-russe. 2014.

¹⁴⁴ VERCUEIL, Julien, 2014. L'économie russe en 2013 : sortir de l'enlèvement. In : *Diplomatie Magazine*. Janvier 2014. n° 71, p. 60-63.

- L'impact intrinsèque du conflit ukrainien et l'annexion de la Crimée sur l'économie russe (chute de la Bourse de Moscou, fuite des capitaux, hausse de l'inflation, coût du rattachement de la Crimée à la Russie).
- Les contre-sanctions russes, qui ont engendré une augmentation des prix des denrées alimentaires et accentué l'inflation.

- Les sanctions doivent affaiblir le président Poutine.

Les bonnes relations, comparativement, entre la Russie et les Etats-Unis pendant les présidences Eltsine et Medvedev ont nourri l'idée aux Etats-Unis que le président Poutine est le principal responsable des tensions actuelles. L'affaiblir personnellement sur le plan interne serait donc un moyen de changer la politique actuelle de la Russie. En visant les oligarques qui ont construit leur fortune grâce au président Poutine et en exacerbant les difficultés économiques de la Russie, les sanctions peuvent fragiliser la position du président vis-à-vis de la population (baisse de la popularité très notable en 2018) et vis-à-vis de ses oligarques.

Indépendamment des objectifs et de l'efficacité de la stratégie économique américaine post-2014, le recours désormais régulier aux sanctions révèle un profond changement de l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis de la Russie. Les sanctions, en tant qu'instruments de la politique américaine à l'égard de la Russie, sont ainsi normalisées à partir de 2016.

Les mesures militaires constituent le deuxième volet de la réaction américaine post-2014. Sur ce plan davantage que dans le domaine économique, l'on assiste à une évolution du discours officiel sur la menace représentée par Moscou. En 2015, le document américain « National Military Strategy of the United States » pose la Russie comme une menace à la « sécurité régionale¹⁴⁵ ». La même année, le secrétaire américain à la Défense consacre un discours aux menaces russes et chinoises à la stabilité mondiale, mais en minimise l'importance : « Russia appears intent to play spoiler by flouting these principles and the international community. Meanwhile, China is a rising power, and growing more ambitious in its objectives and

¹⁴⁵ Joint Chiefs of Staff Washington Dc, 2015. *The National Military Strategy of the United States of America 2015: The United States Military's Contribution to National Security*: [en ligne]. Fort Belvoir, VA. Defense Technical Information Center. Disponible à l'adresse : <http://www.dtic.mil/docs/citations/ADA619156>.

capabilities. Of course, neither Russia nor China can overturn that order, given its resilience and staying power. But both present different challenges for it¹⁴⁶ ».

Le discours se durcit ensuite : en 2016, la « réapparition de la Russie¹⁴⁷ » représente pour le secrétaire d'Etat américain une menace similaire à celle posée par l'Etat Islamique; en 2018, le Pentagone qualifie dans son résumé du document « National Defense Strategy¹⁴⁸ » la Russie et la Chine des plus grandes menaces à l'ordre mondial : « It is increasingly apparent that China and Russia want to shape a world consistent with their authoritarian values, and in the process, replace the free and open order that has enabled global security and prosperity since World War II¹⁴⁹ ». Le Pentagone recommande par conséquent une modernisation de l'armée américaine, dont la puissance serait aujourd'hui contestée à tous les niveaux, précisément pour répondre à ces menaces : « Today, every domain is contested—air, land, sea, space, and cyberspace ».

Le volet militaire de la politique des Etats-Unis à l'égard de la Russie a des conséquences directes sur leur stratégie dans l'espace régional russe, et a conduit à une nouvelle vague de militarisation en Europe que nous étudierons dans la section suivante.

D'abord puissance et « menace régionale » (2014), la Russie est redevenue en quatre ans pour Washington une menace mondiale, d'abord aux capacités réduites (2016), puis suffisamment inquiétante pour nécessiter la mobilisation de nouveaux moyens militaires (2018) en plus des moyens économiques (sanctions). S'il est peu probable que les Etats-Unis envisagent un engagement militaire direct contre la Russie, qui aurait des conséquences préjudiciables aux deux pays, il est en revanche certain qu'ils se sont engagés dans une entreprise de dissuasion de la Russie : bien que les capacités militaires de la Russie soient déjà très inférieures à celles des Etats-Unis (en 2017, le budget militaire des Etats-Unis s'élevait à

¹⁴⁶ Carter, Ashton, 2015. *Remarks on "Strategic and Operational Innovation at a Time of Transiti* [en ligne]. novembre 2015. S.l. : s.n. Disponible à l'adresse : <https://www.defense.gov/News/Speeches/Speech-View/Article/628146/remarks-on-strategic-and-operational-innovation-at-a-time-of-transition-and-tur/>.

¹⁴⁷ Carter, Ashton, 2016. *Remarks Previewing the FY 2017 Defense Budget* [en ligne]. Février 2016. Disponible à l'adresse : <https://www.defense.gov/News/Speeches/Speech-View/Article/648466/remarks-previewing-the-fy-2017-defense-budget/>.

¹⁴⁸ Publié en janvier 2018, il reste classifié, seul son résumé de 11 pages est accessible.

¹⁴⁹ Joint Chiefs of Staff Washington Dc, 2018. *Summary of the 2018 National Defense Strategy of the United States of America: Sharpening the American Military's Competitive Edge*. [en ligne]. Department of Defense. Disponible à l'adresse: <https://www.defense.gov/Portals/1/Documents/pubs/2018-National-Defense-Strategy-Summary.pdf>

plus de \$600 milliards, contre environ \$66 milliards pour la Russie¹⁵⁰), le Congrès américain continue de voter une augmentation du budget de défense, passant à presque \$700 milliards pour l'année 2018 et \$716 milliards en 2019.

Cette augmentation conséquente, et que l'on pourrait aussi considérer disproportionnée eu égard au budget russe, peut également être le résultat d'une politique de lobby des entreprises de défense américaines, le « complexe militaro-industriel » contre lequel le président Eisenhower a mis le peuple américain en garde dans son allocution de fin de mandat: In the councils of government, we must guard against the acquisition of unwarranted influence, whether sought or unsought, by the military-industrial complex. The potential for the disastrous rise of misplaced power exists and will persist¹⁵¹ ». Cette grille de lecture valide alors la vision d'un conflit russo-américain profitable à ces entreprises, mais il est regrettable de ne pas avoir d'informations plus actuelles sur le rôle du complexe dans la politique étrangère actuelle des Etats-Unis.

La politique de pression militaro-économique des Etats-Unis, qui n'est pas sans rappeler celle développée par l'administration Reagan contre l'URSS, vise plusieurs objectifs : sur le plan international, affaiblir et isoler la Russie ; sur le plan interne, affaiblir le président russe, vis-à-vis de sa population (baisse de la popularité depuis 2018 liée au climat économique) et vis-à-vis de ses oligarques, qui subissent directement les sanctions américaines. Considérant le consensus bi partisan du Congrès américain sur la politique américaine vis-à-vis de la Russie, il est peu probable que les Etats-Unis altèrent leur stratégie à court et moyen terme.

1.3. *La NED dans la nouvelle politique de dissuasion américaine*

La National Endowment for Democracy, dont nous avons établi les liens avec la politique officielle des Etats-Unis, a, à l'instar de la stratégie officielle de Washington, également adapté sa stratégie en Eurasie depuis la crise ukrainienne.

¹⁵⁰ SIPRI Military Expenditure Database | SIPRI. In : [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.sipri.org/databases/milex>.

¹⁵¹ Eisenhower, Dwight D, 1961. Farewell Radio and Television Address to the American People. In : [en ligne]. Janvier 1961. Disponible à l'adresse : https://www.eisenhower.archives.gov/all_about_ike/speeches/farewell_address.pdf.

La nature des programmes subventionnés a ainsi sensiblement évolué entre 2014 et 2017. Désormais, certains visent directement à rapprocher ces pays des Etats-Unis, ou à les éloigner de l'orbite russe, voire de la Chine : ainsi, contrer la « campagne de désinformation de la Russie » a donné lieu en 2017 à un financement d'environ \$157 000 dans la zone Eurasie, et plus de \$500 000 dans la zone Europe ; \$200 000 ont été consacrés au programme de renforcement des « liens transatlantiques » avec les pays de la zone Europe.

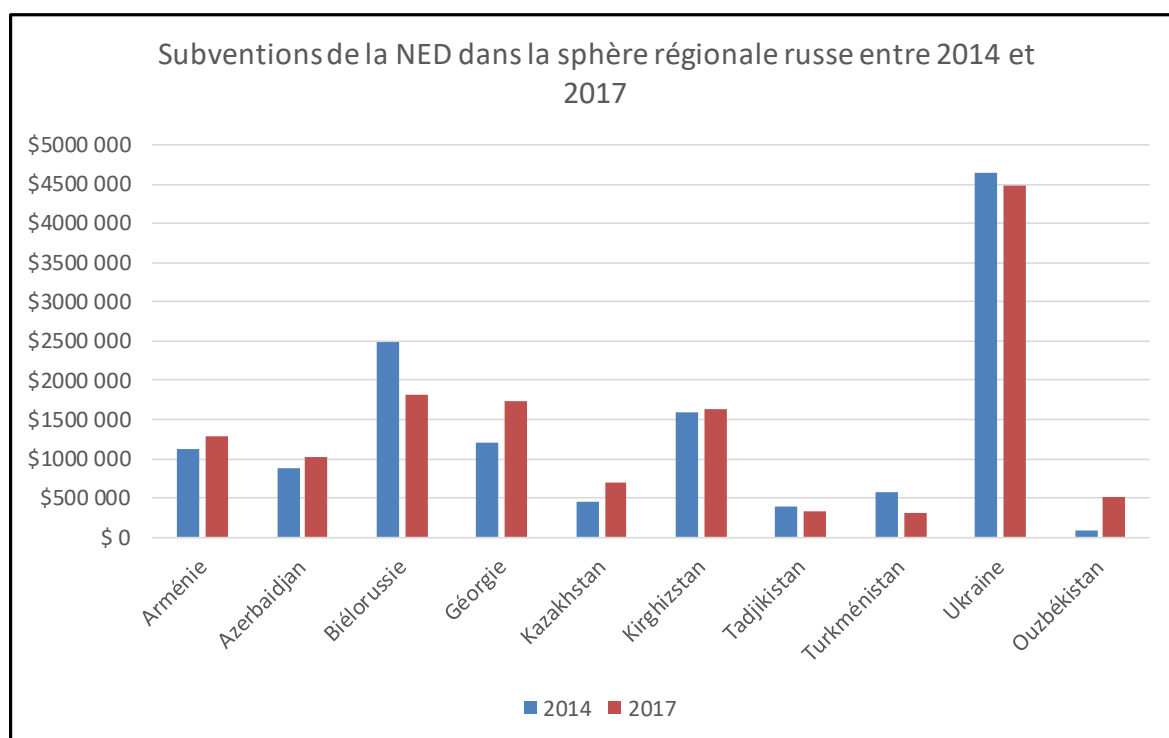
Notons également, que, toujours dans la zone Europe, la NED a également financé des programmes de sensibilisation à l'influence chinoise « Promoting Understanding and Awareness of Chinese influence¹⁵² », accordant \$70 000 à ce programme, destiné à mettre en relation la montée de l'influence chinoise et les dérives autoritaires des pays de la région : « [...] analyze China's policies and assess their relation to the region's democratic backsliding ». Cependant, et bien que l'influence chinoise soit plus forte en Asie centrale, la NED n'a pas financé de projets similaires dans la zone Eurasie. L'Asie centrale est pourtant une région hautement stratégique pour la Chine, et son influence y est davantage établie qu'en Europe.

La différence entre les subventions accordées à ces programmes anti-influences chinoise et russe entre l'Eurasie et l'Europe nous indique par conséquent que ce n'est pas l'influence de ces pays qui pose un problème à la NED, mais l'espace dans lequel elle s'exerce, à savoir l'espace européen. Ainsi pour la première fois la NED revendique des objectifs que nous pourrions qualifier rapidement d' « anti-russe » et « anti-chinois » : les programmes financés par la NED avant 2014 ne mentionnaient jamais les activités régionales de la Russie (propagande ou autre), alors que certains programmes en 2017 ont été créés spécialement en réponse à la politique russe. Ceci dénote une officialisation, à tous les niveaux, d'une politique américaine engagée à réduire l'influence russe.

S'agissant des subventions de la NED, nous pouvons observer quelques ajustements entre 2014 et 2017.

Figure 9 : Répartition des subventions de la NED dans l'espace régional russe en 2014 et 2017

¹⁵² Regional: Europe 2017 – National Endowment for Democracy. In : *National Endowment for Democracy* [en ligne]. 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.ned.org/region/central-and-eastern-europe/regional-europe-2017/>.



Source : NED

A nouveau, l'Ukraine fait partie des pays à avoir reçu en 2017 le plus de subventions de la NED à l'échelle mondiale.

Les budgets alloués par la NED aux pays de la sphère régionale de la Russie restent inégalement répartis, à la fois entre les pays et entre les régions concernées. La région Eurasie - Russie, les pays du sud Caucase et d'Asie centrale- a reçu en 2017 environ \$3 400 000, alors que la région Europe - Albanie, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Moldavie, Serbie, Ukraine – a reçu la même année près de \$6 000 000, soit quasiment le double pour un nombre de pays presque équivalent. Pour rappel, la NED n'inclut dans son scope de la région Europe que les pays non-membres de l'UE. Pays par pays, nous constatons aussi de grandes disparités : la NED a subventionné pour près de \$1 600 000 des organisations actives au Kirghizstan, et seulement \$690 000 au Kazakhstan ; les organisations actives en Ukraine ont quant à elles reçu presque \$4 500 000 de la NED, contre \$1 800 000 en Biélorussie.

Au total, les subventions ont augmenté d'environ \$400 000 entre 2014 et 2017. Dans son ensemble la politique de subvention de la NED a peu évolué depuis 2014. Notons toutefois quelques nouvelles dynamiques, qui pourraient présager d'une évolution plus significative à terme : les subventions en Biélorussie, toujours élevées, ont néanmoins diminué (-\$660 000) depuis 2014, de même qu'au Turkménistan, tandis que celles en Ouzbékistan (+\$400 000) et

en Géorgie (+\$500 000) ont augmenté. Les subventions dans les autres pays restent relativement stables, le Kirghizstan demeurant le pays à recevoir le plus de financements de la NED en Asie centrale.

La période 2014-2018 marque donc une multiplication des points de tensions entre la Russie et les Etats-Unis : soupçons d'ingérence russe dans les élections américaines et européennes, soupçons de responsabilité de la Russie dans l'empoisonnement des Skripal sur le territoire britannique, et enfin une situation bloquée sur la question ukrainienne. Il est en effet à l'heure actuelle tout aussi improbable que les Etats-Unis ou la Russie change leur position sur la question. Il faut noter en parallèle le consensus bipartisan aux Etats-Unis sur la menace russe, qui tend à confirmer l'ancrage dans la durée de la stratégie américaine à l'égard de la Russie.

Bien qu'évènement géopolitique majeur, le rôle de la crise ukrainienne dans le conflit russo-américain ne doit donc pas être exagéré : en 2014, les deux pays reconnaissent encore la nécessité de coopérer sur certains dossiers internationaux, particulièrement sur les questions iranienne et syrienne. Ceci a conduit les experts à avancer l'idée d'une compartimentation des relations bilatérales entre les deux puissances. En revanche elle a été sans conteste le point de départ d'une nouvelle période de fortes tensions entre les deux pays, tensions qui créent un conflit larvé et qui semble devoir s'inscrire dans la durée.

Depuis 2016, les Etats-Unis ont opéré un changement radical de leur politique à l'égard de la Russie, visible tant au niveau officiel (politique de sanctions, militarisation) qu'officieux (campagne de la NED contre la « désinformation russe »). La Russie en tant que nouvelle menace à la sécurité des Etats-Unis conduit à l'émergence de nouveaux enjeux américains dans la sphère régionale russe.

2. Impact de la crise russo-américaine en Eurasie : L'Europe orientale, bastion confirmé des Etats-Unis

Si la crise ukrainienne n'est pas le seul évènement affectant les relations russo-américaines et que les soupçons d'ingérence russe dans les élections présidentielles des Etats-Unis en 2017 ont davantage contribué à envenimer les relations, elle a eu des conséquences fortes sur l'engagement américain dans la sphère régionale russe, particulièrement en Europe.

L'expansion militaire américaine s'opère via deux acteurs : le gouvernement américain et l'OTAN. Les *National Defense Authorization Act* pour les années fiscales de 2014, 2015, 2016, 2017, 2018 et 2019, textes de loi américains sur le budget de défense annuel, témoignent de l'intérêt militaire croissant des Etats-Unis pour la sphère régionale russe en réponse aux demandes également croissantes de ces pays d'un soutien militaire renforcé, et présentent les projets militaires des Etats-Unis dans cet espace. Nous avons décidé de traiter cette section de façon chronologique, plus à même de montrer l'évolution de la présence militaire américaine depuis le début de la crise ukrainienne. Nous utiliserons principalement les documents officiels de l'OTAN ainsi que les *National Defense Authorization Act* de 2014 à 2019.

Nous traiterons tout d'abord de la présence américaine via l'OTAN dans l'espace régional russe, entre soutien politique, logistique, et humain au renforcement de l'Alliance ; puis nous aborderons la coopération bilatérale des Etats-Unis avec les pays de la sphère régionale ; nous conclurons cette partie avec la réaction de Moscou face à l'intensification des activités militaires des Etats-Unis dans sa sphère régionale.

2.1. L'OTAN, un vecteur de la stratégie américaine vis-à-vis de la Russie

Le discours du président Obama en 2014 à Tallinn, peu avant le sommet de l'OTAN, réaffirme l'engagement des Etats-Unis dans l'OTAN et leur soutien à l'intégrité territoriale des pays membres : « We'll be here for Estonia. We will be here for Latvia. We will be here for Lithuania. You lost your independence once before. With NATO, you will never lose it again [...] Second -- and in addition to the measures we've already taken -- the United States is working to bolster the security of our NATO Allies and further increase America's military presence in Europe[...] Third, NATO forces need the ability to deploy even faster in times of crisis. This week, our Alliance must unite around a new plan to enhance our readiness¹⁵³ ». Au sommet de l'OTAN deux jours plus tard, le *Readiness Action Plan* (RAP) est créé, pour répondre principalement aux « défis posés par la Russie¹⁵⁴ ». Le programme contient des mesures d'assurances et d'adaptation, qui impliquent globalement des activités militaires de

¹⁵³ Remarks by President Obama to the People of Estonia. In: *whitehouse.gov* [en ligne]. 3 septembre 2014. Disponible à l'adresse : <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/09/03/remarks-president-obama-people-estonia>.

¹⁵⁴ NATO, 2014. Wales Summit Declaration issued by the Heads of State and Government participating in the meeting of the North Atlantic Council in Wales. In: *NATO* [en ligne]. Septembre 2014. Disponible à l'adresse : http://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_112964.htm.

l'OTAN en hausse en Europe orientale, la création de plusieurs sièges de l'OTAN dans la région, et une meilleure réactivité des troupes de l'Alliance en cas d'agression d'un pays membre. Les Etats-Unis n'ont pas de rôle prépondérant dans ce programme, et n'ont pas prévu de prendre sa direction dans les années à venir, ce rôle étant dévolu, annuellement, au Royaume-Uni, à la France, l'Allemagne, la Pologne, l'Italie et la Turquie.

Puisque le nombre de troupes de l'Alliance patrouillant les pays membres en Europe orientale a augmenté, il est logique que le nombre de troupes américaines ait augmenté également, mais nous n'avons pas trouvé d'informations chiffrées à ce sujet. Le RAP a été amélioré en 2016, avec la mise en place du programme *Enhanced Forward Presence*, qui engage une présence militaire renforcée de l'Alliance dans les pays baltes et la Pologne. Dans ce cadre, quatre bataillons au total sont postés dans ces pays, le Canada, le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Etats-Unis dirigeant chacun un de ces bataillons. Nous le voyons, les Etats-Unis s'investissent davantage qu'avant 2014.

L'Alliance a par ailleurs annoncé augmenter le nombre d'exercices collectifs en raison de l'annexion de la Crimée : « Following Russia's illegal "annexation" of Crimea in March 2014, the number of exercises undertaken that year was increased and at their 2014 Summit in Wales, NATO leaders made a pledge to increase the focus on collective defence scenarios. Since then, at the Warsaw Summit in 2016, NATO leaders have agreed on a strengthened deterrence and defence posture that draws upon all the tools at NATO's disposal, including military exercises¹⁵⁵ ». Dans une démonstration de force, l'exercice bisannuel en Pologne Anakonda qui s'est tenu en 2016 a rassemblé exceptionnellement quelque 30 000 troupes, contre environ 10 000 habituellement. En novembre-décembre 2018, l'exercice se déroule en partie, et pour la première fois, dans les pays baltes et la mer Baltique en plus de la Pologne¹⁵⁶. L'échelle géographique inédite d'Anakonda 2018 nous invite à penser qu'il s'agit d'une

¹⁵⁵ NATO - Topic : Exercises. In : [en ligne]. [Consulté le 1 octobre 2018]. Disponible à l'adresse : https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_49285.htm.

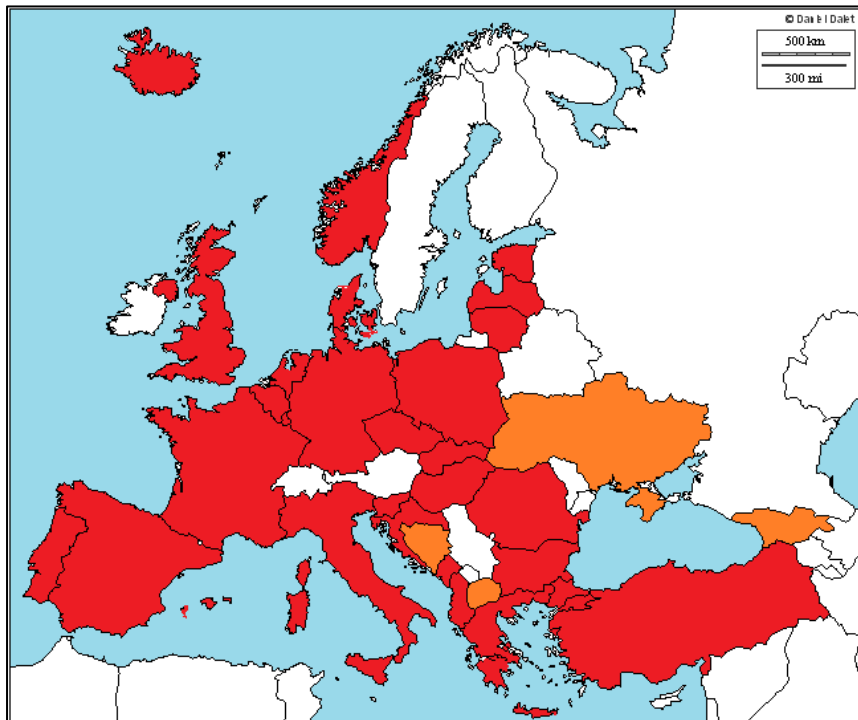
¹⁵⁶ Anakonda 2018 - największe ćwiczenie Wojska Polskiego :: Information about the exercise :... In : [en ligne]. [Consulté le 1 octobre 2018]. Disponible à l'adresse : <http://anakonda.do.wp.mil.pl/en/46.html>.

réponse à l'exercice militaire russo-biélorusse Zapad 2017, analysé dans certains pays comme une préparation à une invasion future¹⁵⁷.

La Lituanie a reconnu en 2015 le rôle leader des Etats-Unis¹⁵⁸ dans la mise en place des mesures de défense collectives de l'OTAN : « Lithuania welcomes the decisions of the NATO Summit in Wales to enhance capabilities of the Alliance in response to Russia's aggression and expects support of the US in setting up a NATO Force Integration Unit in Lithuania, prepositioning of equipment and forces as well as participation in joint exercises in Lithuania ».

L'OTAN continue également son programme d'expansion. Quatre pays souhaitent actuellement adhérer à l'Alliance : la Géorgie, l'Ukraine, la Bosnie-Herzégovine et l'ex-République yougoslave de Macédoine.

Figure 10 : Pays-membres de l'OTAN et candidats à l'adhésion en 2018



¹⁵⁷ Giles, Keir, 2018. Russia Hit Multiple Targets with Zapad-2017. In : *Carnegie Endowment for International Peace* [en ligne]. Janvier 2018. Disponible à l'adresse : <https://carnegieendowment.org/2018/01/25/russia-hit-multiple-targets-with-zapad-2017-pub-75278>.

¹⁵⁸ Linas Linkevičius: we expect leadership of the USA in ensuring security | News | Ministry of Foreign Affairs. In : *Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania* [en ligne]. février 2015. [Consulté le 1 octobre 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.urm.lt/default/en/news/linas-linkevicius-we-expect-leadership-of-the-usa-in-ensuring-security->.

- Pays membres
- Pays candidats

Fond de carte disponible sur le site <http://www.histgeo.ac-aix-marseille.fr>

Les Etats-Unis soutiennent activement le processus d'adhésion de ces pays : le *National Defense Authorization Act* pour 2019 stipule en effet que le Ministère de la Défense américain « should affirm support for the Open Door policy of NATO, including the eventual membership of Georgia in NATO¹⁵⁹ ». Si seule la Géorgie est explicitement mentionnée, l'expression « Open Door policy » implique également les autres pays candidats.

En 2018, la Géorgie a annoncé vouloir réactiver le processus d'intégration à l'OTAN, suspendu depuis 2008. Le ministre de la défense géorgien a affirmé avoir reçu des assurances¹⁶⁰ de la part du secrétaire général de l'OTAN, néanmoins la chancelière allemande a annoncé en aout 2018 ne pas envisager une adhésion « prompte » de la Géorgie à l'Alliance, principalement en raison des problèmes en Abkhazie et en Ossétie : « "I do not see Georgia's prompt accession to NATO (membership). This is the position of Germany¹⁶¹ ». Les perspectives d'intégration à court terme de la Géorgie et de l'Ukraine¹⁶² sont ainsi réduites, puisque non seulement le processus d'intégration nécessite généralement plusieurs années, mais de plus certains pays de l'Alliance y sont actuellement opposés (la Hongrie pour l'Ukraine et l'Allemagne pour la Géorgie).

L'adhésion de la Macédoine est sur le point d'être finalisée. Elle signe en effet en janvier 2019 le protocole d'adhésion à l'OTAN qui permettra aux négociations de débuter durant la deuxième moitié de l'année, en dépit du faible soutien de la population au processus d'adhésion. Le processus d'adhésion de la Bosnie-Herzégovine est aussi en cours, mais est toujours bloqué

¹⁵⁹ Text - H.R.5515 - 115th Congress (2017-2018): John S. McCain National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2019 | Congress.gov | Library of Congress. In : *Congress.Gov* [en ligne]. Aout 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/5515/text>.

¹⁶⁰Foy, Henry et Peel, Michael, 2018. Georgia pledges to forge ahead with NATO ambitions. In : *Financial Times* [en ligne]. Juillet 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.ft.com/content/e1a48320-8e53-11e8-b639-7680cedcc421>.

¹⁶¹ PressTV-Merkel denies quick NATO membership for Georgia. Aout 2018. In : [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.presstv.com/Detail/2018/08/24/572092/Georgia-Germany-Angela-Merkel-NATO>.

¹⁶² Le sujet de l'adhésion de l'Ukraine sera abordé plus en détail.

par l'insuffisance des réformes et l'opposition d'une partie serbe du pays, qui appelle à la neutralité¹⁶³.

Il semble ainsi que l'élargissement de l'OTAN ne soient plus un vecteur central de l'influence américaine, à la différence du début des années 2000. Non seulement il est très improbable que l'OTAN atteigne l'Asie centrale, mais en plus il semble que l'Alliance ait presque atteint ses limites en termes d'expansion en Europe et dans le Caucase : à court et moyen terme, il est très improbable que des pays comme la Serbie ou la Biélorussie en Europe, l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans le Caucase, choisissent en effet d'adhérer à l'OTAN.

La tendance isolationniste du président américain Donald Trump, symbolisée par le slogan « America First », et ses critiques sur le montant de la participation financière de certains pays membres de l'Alliance ont fait craindre un retrait des Etats-Unis de l'OTAN, et donc de l'Europe orientale. En 2020, le Pentagone annonce ainsi le retrait de 12 000 troupes américaines d'Allemagne, prévoyant d'en redéployer certaines en Europe, notamment en Belgique, en Italie, en Pologne, dans les pays baltes, en Roumanie et en Bulgarie et d'en rapatrier 6 400 sur le territoire américain. La manœuvre semble davantage cibler l'Allemagne, que le président Trump accuse de ne pas participer suffisamment financièrement au sein de l'OTAN, que signifier un retrait progressif des Etats-Unis de l'Alliance.

2.2. *Un soutien direct de l'armée américaine*

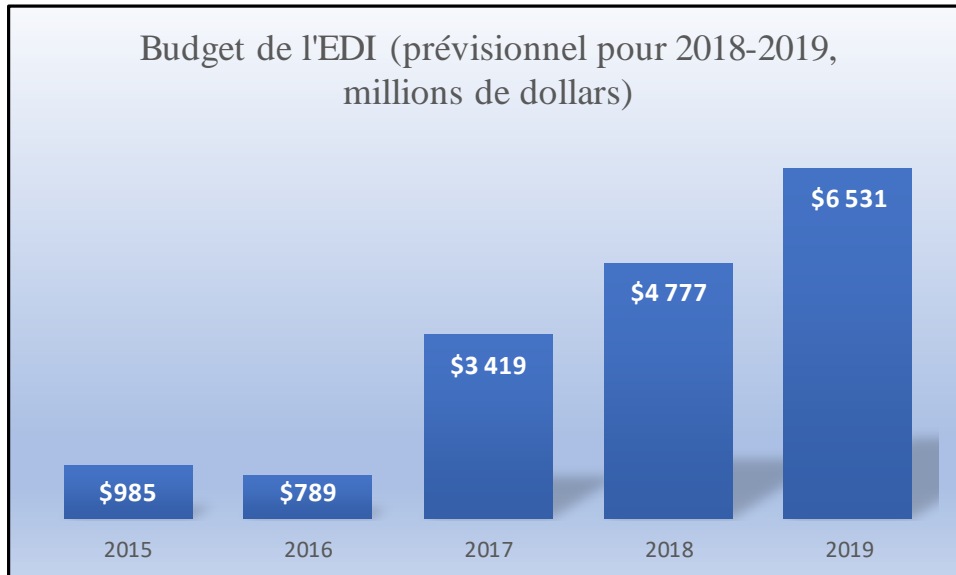
En sus d'agir par l'intermédiaire de l'OTAN, les Etats-Unis ont aussi mis en place un panel de mesures directes pour renforcer leur influence militaire. Ces mesures agissent à deux niveaux : européen (European Deterrence Initiative et Atlantic Resolve) et bilatéral (implémentation à l'étude de nouvelles bases militaires permanentes en Europe orientale).

Initialement intitulé *European Reassurance Initiative*, et créé en 2014 par les Etats-Unis, le programme a été renommé *European Deterrence Initiative* (EDI) en 2017 face à ce qui est perçu comme une évolution inquiétante des ambitions régionales de Moscou. L'objectif de ce programme militaire est de soutenir les efforts américains et européens dans le domaine de la

¹⁶³ Bosnia Serbs Vow to Block NATO Accession Plan. In : *Balkans Insight* [en ligne]. Décembre 2017. Disponible à l'adresse : <http://www.balkaninsight.com/en/article/bosnia-serbs-oppose-nato-acession-bid-12-15-2017>.

sécurité. Entièrement financé par les Etats-Unis, il offre un soutien militaire accru à la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie. Le budget alloué à ce programme augmente chaque année depuis sa création :

Figure 11 : Budget de l'EDI, 2015-2019



Source : <https://comptroller.defense.gov>

L'EDI finance la majorité des opérations militaires américaines en Europe¹⁶⁴ (envoi de troupes, formations des troupes locales, rénovation ou amélioration des installations militaires, installation de missiles de défense etc). Ces opérations font partie du programme « Atlantic Resolve », institué en 2014 qui est une « demonstration of continued U.S. commitment to collective security through a series of actions designed to reassure NATO allies and partners of America's dedication to enduring peace and stability in the region¹⁶⁵ ». Le siège de l'opération est en Pologne, à Poznan. Atlantic Resolve et l'EDI privilégient les opérations en Lettonie, Estonie, Lituanie, Pologne, Bulgarie et Roumanie. Plusieurs think tanks américains (Heritage Foundation, Rand Corporation) approuvent les mesures militaires des Etats-Unis en Europe orientale. Un rapport de l'Heritage Foundation suggère d'ailleurs de transformer l'EDI en « engagement durable »: «Deterring further Russian aggression through a strong U.S. security presence in Europe and a robust leadership role in NATO is in America's national interest. The

¹⁶⁴ Latici, Tania, 2018. European Deterrence Initiative: the transatlantic security guarantee. In: European Parliamentary Research Service. Juillet 2018. n° PE 625.117, p. 12. Disponible à l'adresse: [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2018/625117/EPRS_BRI\(2018\)625117_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2018/625117/EPRS_BRI(2018)625117_EN.pdf)

¹⁶⁵ Atlantic Resolve. [En ligne]. Disponible à l'adresse : <http://www.eur.army.mil/AtlanticResolve/>.

capabilities, interoperability, and presence, which the EDI has and continues to help provide, are of vital importance to achieving this end, and deserve enduring support. However, as the U.S. moves from reassurance to deterrence, the EDI must evolve, too. Policymakers should support merging the EDI into the Defense Department's base budget, support the permanent presence of U.S. forces in Central and Eastern Europe, and encourage American allies in Europe to live up to their treaty commitments by adequately investing in their own defense¹⁶⁶.»

Les pays d'Europe orientale, en plus des aides obtenues à travers l'EDI et Atlantic Resolve, encouragent également une présence militaire américaine permanente accrue. Ainsi en 2018, la Pologne annonce être en faveur de la création d'une base militaire américaine permanente : en effet, à l'occasion du sommet de l'OTAN, le ministre des affaires étrangères polonais a déclaré « We're striving for a permanent US troop presence¹⁶⁷ ». De plus, un document obtenu par la presse polonaise, intitulé « Proposal for a U.S. Permanent Presence in Poland¹⁶⁸ » dévoile que Varsovie serait prêt à payer entre \$1.5 milliards et \$2 milliards pour financer la base militaire américaine. L'objectif de cette base serait, d'après le document, de contrer les ambitions russes et d'opposer une force permanente aux propres forces russes présentes sur le sol biélorusse. La Pologne insiste sur les défis communs aux deux pays, la Russie étant perçue par Washington et Varsovie comme une menace directe : « Russia is seeking to strengthen its political and economic relations with key European countries at the expense of U.S. national interests. An increased U.S. permanent presence in Poland will give America the strategic flexibility it needs to confront and deter these threats. It will help secure American interests it shares with its European partners in the region and preserve western values of freedom and democracy¹⁶⁹ ». Notons aussi que le document fait référence à l'expansion économique de la Chine dans la région, et souligne qu'une présence militaire américaine non seulement freinerait les ambitions russes, mais servirait également à contrer les projets de

¹⁶⁶ Bartels, Frederico et Kochis, Daniel, 2018. Congress Should Transform the European Deterrence Initiative into an Enduring Commitment. In : *Heritage Foundation*. Mai 2018. n° 3319, p. 12. Disponible à l'adresse : https://www.heritage.org/sites/default/files/2018-05/BG3319_2.pdf

¹⁶⁷ NATO summit: Poland pins its hopes on the USA | DW | 10.07.2018. In : *DW.COM* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.dw.com/en/nato-summit-poland-pins-its-hopes-on-the-usa/a-44606598>.

¹⁶⁸ *Proposal-for-a-U.S.-Permanent-Presence-in-Poland-2018.pdf* [en ligne]. 2018. Ministry of National Defence - Republic of Poland. Disponible à l'adresse : <https://g8fip1kplyr33r3krz5b97d1-wpengine.netdna-ssl.com/wp-content/uploads/2018/05/Proposal-for-a-U.S.-Permanent-Presence-in-Poland-2018.pdf>.

¹⁶⁹ *Ibid.*

Pékin : « An increase in American presence in Poland will help balance Chinese expansion and provides opportunities to monitor and control Chinese actions ».

Le président américain a annoncé en septembre 2018 évaluer la proposition polonaise. Le *National Defense Authorization Act* de l'année fiscale 2019 indique qu'un rapport évaluant la faisabilité et la pertinence d'une base militaire américaine permanente en Pologne doit être présenté au Congrès au plus tard le 1^{er} mars 2019, comprenant une étude des points suivants : « (1) An assessment of the types of permanently stationed United States forces in Poland required to deter aggression by the Russian Federation [...] (2) An assessment of the feasibility and advisability of permanently stationing a United States Army brigade combat team¹⁷⁰ ». Cette base serait le deuxième complexe militaire américain permanent en Pologne, en comptant la Naval Support Facility à Redzikowo, dont la construction a commencé en 2016, et devrait être opérationnelle en 2020. Ces deux bases permanentes constituent une étape importante dans la stratégie militaire des Etats-Unis en Europe orientale, et confirme leur rôle leader dans la politique de sécurité européenne. Les pays baltes se sont prononcés en faveur de la base militaire en Pologne¹⁷¹, sachant qu'elle permettrait une réaction militaire rapide en cas d'invasion russe, et compléterait les effectifs de l'OTAN déployées dans cette région. En 2018, la Lituanie sollicite à nouveau un soutien plus important de la part des Etats-Unis¹⁷², à l'instar de la Roumanie et de la Bulgarie.

Il n'existe à l'heure actuelle aucune base militaire américaine permanente en Europe orientale. Quand les Etats-Unis veulent augmenter le nombre de troupes américaines présentes en Europe, c'est en général en Allemagne qu'ils opèrent : le pays accueille en effet une trentaine de bases américaines, et le président Trump a annoncé une augmentation des effectifs d'ici à

¹⁷⁰ Text - H.R.5515 - 115th Congress (2017-2018): John S. McCain National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2019 | Congress.gov | Library of Congress. In : *Congress.Gov* [en ligne]. Aout 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/5515/text>.

¹⁷¹ Baltic states in favour of permanent US military base in Poland: report. In : *Polskie Radio dla Zagranicy* [en ligne]. Juin 2018. Disponible à l'adresse : <http://archiwum.thenews.pl/1/10/Artykul/366780,Baltic-states-in-favour-of-permanent-US-military-base-in-Poland-report>.

¹⁷² Savitsky, Arkady, 2018. The Baltic States Ask the US for a Bigger Military Presence on Their Soil. In : [en ligne]. Mai 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.strategic-culture.org/news/2018/05/21/baltic-states-ask-us-for-bigger-military-presence-on-their-soil.html>.

2020¹⁷³. Disposer d'une base permanente en Pologne constituerait par conséquent une percée significative pour les Etats-Unis.

En Europe orientale, les Etats-Unis interviennent donc désormais à tous les niveaux de la sphère militaire : déploiement de troupes, formation, livraison d'équipement et soutien financier. Son champ d'action reste néanmoins réduit dans le reste de la sphère régionale russe.

2.3. *Le pivot occidental de l'Ukraine, enjeu de la confrontation russo-américaine, encore incertain ?*

Le pivot européen de l'Ukraine est l'un des grands défis régionaux de la Russie depuis 2004 : la révolution orange et l'arrivée au pouvoir d'un président pro occidental favorable au rapprochement de son pays avec l'OTAN et l'UE ont remis en cause la stratégie de puissance régionale de la Russie et son projet eurasiatique.

En outre, et contrairement aux prévisions de Z. Brzezinski, l'Ukraine n'est pas parvenue à s'imposer comme une puissance régionale ; le Kazakhstan, bien que moins peuplé, connaît une croissance économique et démographique supérieure, et confirme l'effacement économique relatif de l'Ukraine dans l'espace régional russe. En 2010, alors que le Kazakhstan a une population deux fois et demie inférieure¹⁷⁴, son PIB finit par dépasser celui de l'Ukraine, dans ce qui semble être une tendance de moyen voire long terme.

*Tableau 10: Tableau comparatif de la croissance du Kazakhstan et de l'Ukraine 1995-2016**

	1995	2000	2005	2010	2016
Croissance PIB Ukraine (%)	-12,1	5,9	2,7	4,2	2,3
Croissance PIB Kazakhstan (%)	-8,2	9,8	9,7	7,3	1,0
PIB Ukraine (milliards de dollars)	48,2	31,3	86,1	136	93

¹⁷³ U.S. military to send 1,500 more soldiers to Germany by late 2020. In : *Reuters* [en ligne]. 7 septembre 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-usa-military-germany/u-s-military-to-send-1500-more-soldiers-to-germany-by-late-2020-idUSKCN1LN299>.

¹⁷⁴ En 2016 et d'après la Banque Mondiale, la population au Kazakhstan s'élève à 17,8 millions contre 45 millions en Ukraine.

PIB Kazakhstan (milliards de dollars)	20,4	18,3	57,1	148	134
Croissance démographique Ukraine (%)	-0,8	-1	-0,7	-0,4	-0,3
Croissance démographique Kazakhstan (%)	-1,8	-0,3	0,9	1,4	1,4

*Les chiffres ont été arrondis.

Source : Banque Mondiale

Par ailleurs, la récurrence des crises diplomatiques entre la Russie et l'Ukraine à partir de 2007 révèle des tensions profondes entre les deux pays, et ont contribué à inciter Moscou à revoir, et diminuer, le rôle de l'Ukraine dans sa stratégie de puissance régionale. C'est probablement la raison pour laquelle l'arrivée au pouvoir en 2010 d'un président plus enclin au *statu quo* entre l'Ouest et la Russie¹⁷⁵ avait donc fait figure de victoire, même partielle, à Moscou, prête à s'accommoder d'une certaine neutralité venant de l'Ukraine¹⁷⁶.

Néanmoins, la résurgence du projet d'intégration euro-atlantiste de l'Ukraine depuis 2014 remet en question cette dynamique et les prises de position antirusse, les accusations régulières de Kiev d'ingérence russe témoignent d'une rupture violente entre les deux pays et confortent l'image d'une Ukraine prête à entériner son pivot occidental. Prenant acte de ce revirement politique, la Russie a immédiatement entrepris, à la fois pour servir ses intérêts et pénaliser l'Ukraine, d'élaborer une stratégie économique et diplomatique excluant totalement l'Ukraine : le projet de Nord Stream 2 qui s'ajoute, côté nord au gazoduc Turkish Stream en mer Noire, menace directement les intérêts économiques ukrainiens, et l'annexion de la Crimée ainsi que le soutien aux séparatistes ukrainiens contribuent à réduire le poids géopolitique de l'Ukraine. L'Ukraine dans ses frontières effectives, sans la Crimée et le Donbass oriental, est diminuée

¹⁷⁵ Bien que souvent qualifié de pro-russe par les pro-occidentaux en Ukraine, il ne faut pas oublier que l'ancien président Ianoukovitch avait tout autant refusé de rejoindre l'UEEA que l'UE. Il serait donc réducteur de le considérer comme pro-russe.

¹⁷⁶ ROMER, Jean-Christophe, 2014. *Ukraine. Bilan très provisoire de la crise et quels développements possibles ?* [en ligne]. France Culture. 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/ukraine-bilan-tres-provisoire-de-la-crise-et-quels>.

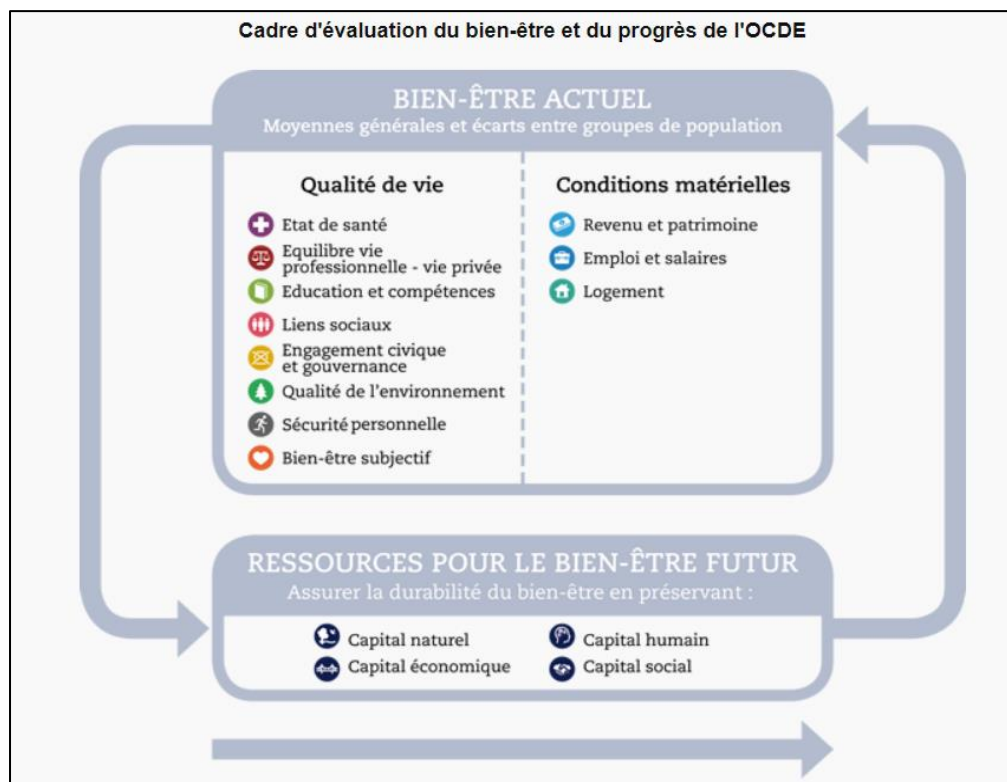
géopolitiquement ; en contrôlant la Crimée et l'est de l'Ukraine, la Russie étend son contrôle sur la mer Noire, dans laquelle l'OTAN est trop présent à ses yeux, et obtient l'accès à de nombreuses ressources naturelles, y compris d'hydrocarbures. Economiquement, le pays traverse une crise sans précédent et dépend grandement des subventions, prêts et autres aides des organisations et institutions (UE et FMI par exemple). La non-intégration de l'Ukraine à l'UEEA semblait déjà admise par le Kremlin avant 2014 ; la crise ukrainienne n'a donc pas remis en cause les ambitions eurasiatiques de Moscou. Par conséquent, nous soutenons que la Russie est capable de construire une stratégie régionale sans le soutien de Kiev.

Pourtant, certains indicateurs conduisent à penser que le pivot occidental de l'Ukraine, à l'origine du conflit entre les deux pays, n'est pas encore certain, et que cette fragilité a été bien perçue par Moscou. Nous avons identifié quatre indicateurs : l'insatisfaction profonde de la population depuis 2014, une transition démocratique et transparente plus difficile qu'initialement annoncée, le renouveau d'une stratégie russe en Ukraine depuis 2016-2017, notamment fondée sur les investissements, et l'intégration compliquée de l'Ukraine à l'UE et l'OTAN, qui peuvent conduire à un découragement de la population et une déception face au système à l'occidental.

Le niveau de bien-être d'une population est une donnée de plus en plus utilisée pour mesurer les progrès de la société, et remplace progressivement les indicateurs classiques comme le PIB/PNB¹⁷⁷. L'OCDE a publié un guide d'évaluation du bien-être des pays, dont la méthode a été adoptée pour réaliser le *World Happiness Report*, publié par l'ONU.

Figure 12 : Evaluation du bien-être et du progrès selon l'OCDE

¹⁷⁷ WARD, George, 2015. Is Happiness a Predictor of Election Results? In: *Center for Economic Performance - London School of Economics* [en ligne]. avril 2015. Vol. CEP Discussion Paper No 1343. Disponible à l'adresse : http://cep.lse.ac.uk/pubs/download/dp1343.pdf?utm_source=link_news9&utm_campaign=item_206468&utm_medium=copy.



Source : <http://www.oecd.org/fr/statistiques/mesurer-bien-etre-et-progres.htm>

En dépit de l'amélioration de certaines conditions de vie depuis 2014 en Ukraine (augmentation des salaires, légère hausse de l'espérance de vie), les rapports de l'ONU enregistrent un déclin du bien-être de la population ukrainienne depuis plusieurs années, que la révolution n'a pas enrayé. D'après le *World Happiness Report* de 2015, l'Ukraine est classée dans la période 2012-2014 au 111^e rang : dans la sphère régionale russe, seules la Géorgie (130^e) et l'Arménie (127^e) sont moins bien classées. Le rapport de 2018¹⁷⁸ fait état d'une chute de l'Ukraine dans le classement sur la période 2015-2017, durant laquelle l'Ukraine, à la 138^e position, devient le pays le moins heureux de la sphère régionale russe, et l'un des pays les plus malheureux au monde, l'évaluation étant réalisée dans 156 pays. Le PIB par habitant, le manque de support social¹⁷⁹ et la faible espérance de vie déterminent la position de l'Ukraine dans le classement. Comme nous l'avons précédemment souligné, l'Ukraine reste en 2017 un régime

¹⁷⁸ HELLIWELL, John F., LAYARD, Richard et SACHS, Jeffrey D., 2018. *World Happiness Report 2018*. In : *World Happiness Report* [en ligne]. 2018. Disponible à l'adresse : <http://worldhappiness.report/>.

¹⁷⁹ Le rapport précise que le « support social » correspond à « la moyenne nationale du sondage effectué par Gallup World Poll sur la question 'Si vous avez un problème, avez-vous de la famille ou des amis sur lesquels compter ou pas ?' ».

« hybride » et corrompu, qui ne parvient pas encore, en dépit de ses efforts, à tenir les promesses politique et économiques de la révolution de Maidan.

L'institut américain Gallup a par ailleurs publié en 2017 un classement des « pays souffrant le plus » en 2016. Le classement est effectué à partir de sondages, et est fondé sur l'appréciation par la population de son niveau de vie. L'Ukraine est ainsi classée troisième, indiquant une grande perception de souffrance au sein de la population :

Figure 13 : Pays dans lesquels le niveau de perception de souffrance est le plus élevé en 2016

Countries With Highest Suffering in 2016			
	Thriving	Struggling	Suffering
	%	%	%
South Sudan	9	44	47
Haiti	3	54	43
Ukraine	9	50	41

GALLUP WORLD POLL

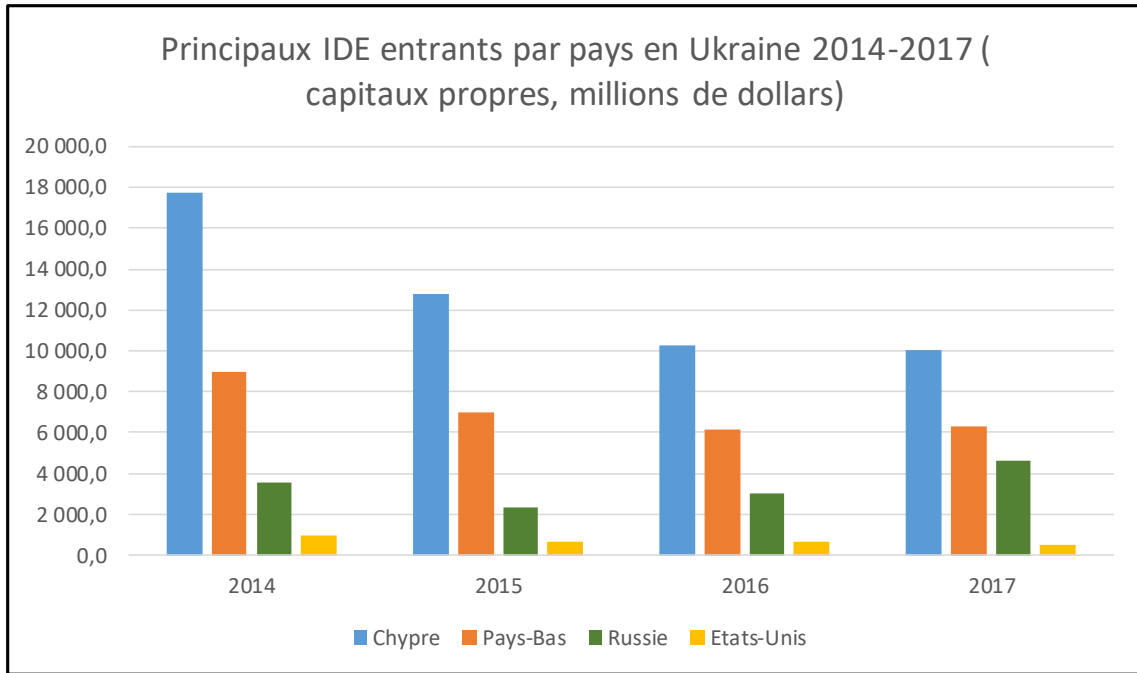
Source : Gallup.com

Il a par ailleurs été démontré (Ward, 2015) que la satisfaction du peuple est un facteur influant le résultat d'élections politiques : « a country's level of life satisfaction is a robust predictor of election results¹⁸⁰ ». Le mal-être ukrainien pourrait donc avoir de sérieuses conséquences sur les orientations politiques du futur gouvernement.

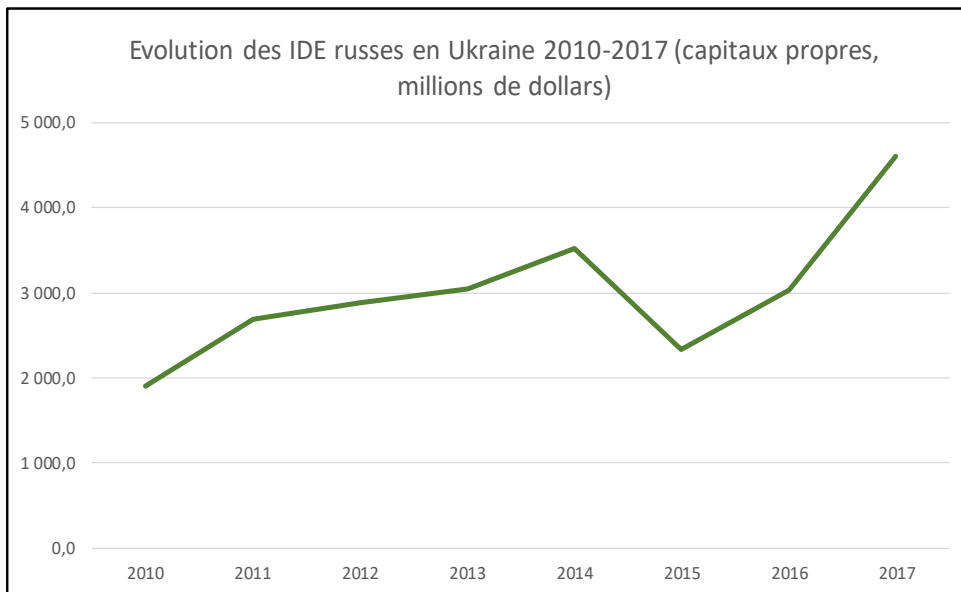
Or, en dépit de la crise diplomatique entre la Russie et l'Ukraine, et de la dénonciation systématique des ingérences russes en Ukraine par Kiev, la Russie et l'Ukraine ont intensifié leurs relations économiques et financières depuis 2016.

Figure 14 : Tendance des investissements en Ukraine entre 2010 et 2017

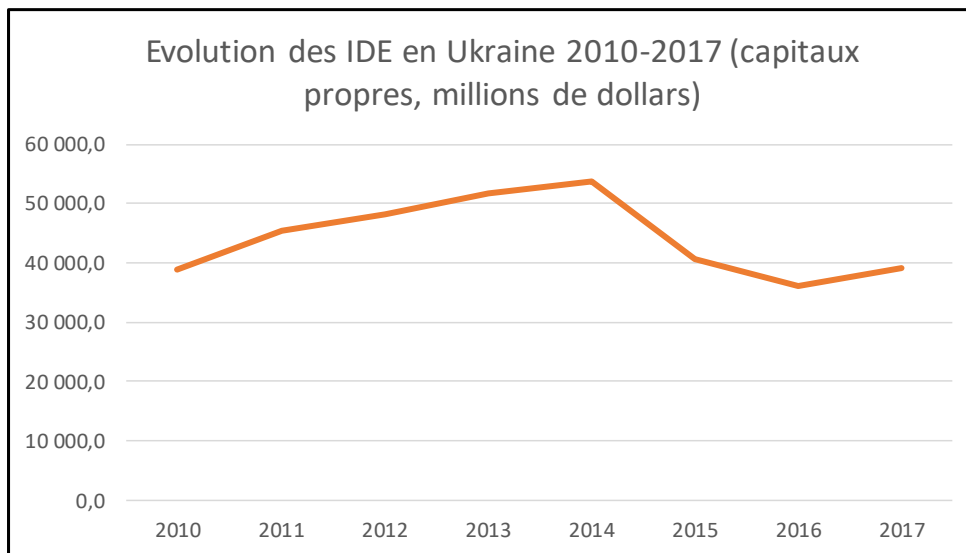
¹⁸⁰ WARD, George, 2015. Is Happiness a Predictor of Election Results? In : *Center for Economic Performance - London School of Economics* [en ligne]. avril 2015. Vol. CEP Discussion Paper No 1343. Disponible à l'adresse : http://cep.lse.ac.uk/pubs/download/dp1343.pdf?utm_source=link_news9&utm_campaign=item_206468&utm_medium=copy.



Source: State Statistics Service of Ukraine



Source: State Statistics Service of Ukraine

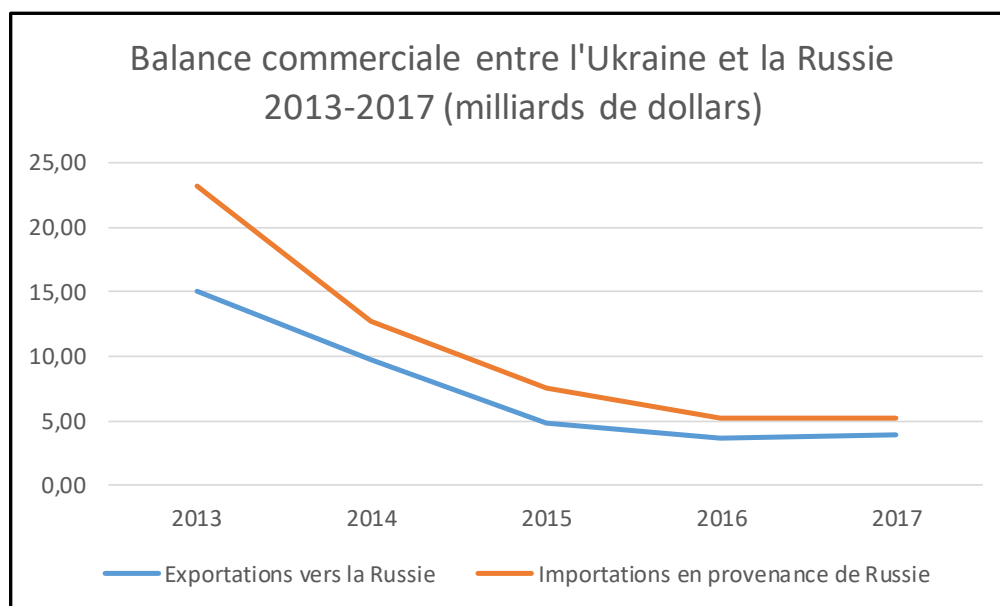


Source: State Statistics Service of Ukraine

Après une nette chute des IDE en Ukraine en 2015, à la fois due à la crise économique russe et à la crise diplomatique avec Kiev, les IDE en provenance de Russie connaissent une nouvelle phase croissance à partir de 2016, pour atteindre un niveau inégalé depuis au moins 2010 (le service de statistiques de l'Ukraine ne fournit pas de données pour les années antérieures). La Russie est restée le troisième pays investisseur en Ukraine, derrière Chypre (à partir de laquelle de nombreux investisseurs de nationalité russe opèrent) et les Pays-Bas. Alors que la tendance est à la baisse globale des IDE depuis 2014, la Russie est ainsi le seul pays, parmi les principaux investisseurs en Ukraine, à augmenter ses investissements dans le pays. Chypre et les Pays-Bas ont considérablement réduit les leurs. Les Etats-Unis, dont les investissements étaient déjà plutôt marginaux avant 2014, suivent également cette tendance. La Russie continue par conséquent d'être un investisseur majeur en Ukraine, et la tendance est au maintien de ce statut.

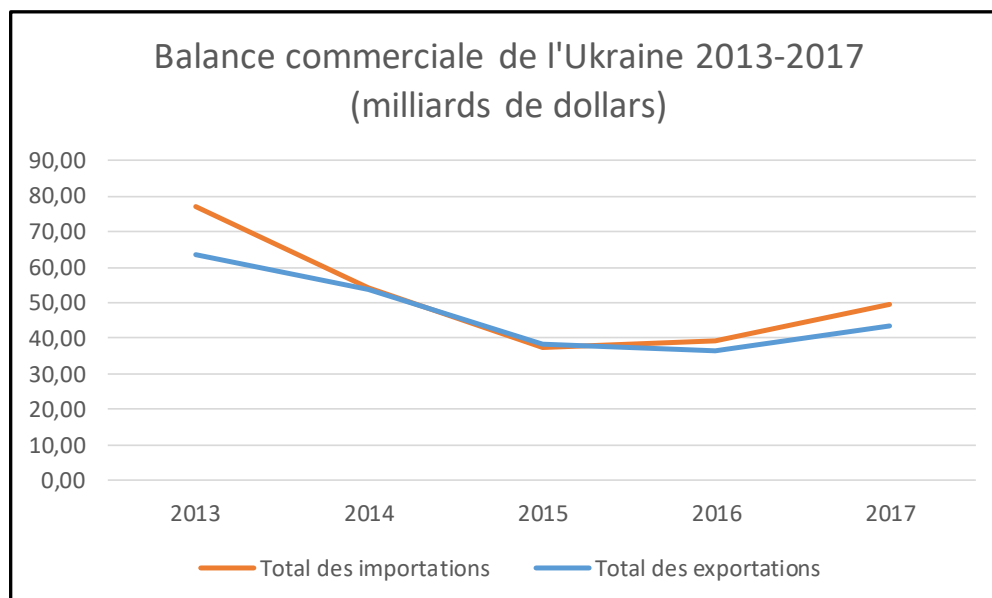
La question des échanges commerciaux est en revanche moins claire : bien que la Russie reste le premier partenaire commercial de l'Ukraine en 2017 (tant pour les importations que les exportations, et en dépit des sanctions commerciales), les échanges commerciaux entre les deux pays diminuent, tandis que les échanges commerciaux de l'Ukraine avec l'étranger augmentent depuis 2016. A terme, nous pouvons donc nous attendre à ce que la Russie perde sa place de premier partenaire commercial de l'Ukraine.

Figure 15 : Balance commerciale entre l'Ukraine et la Russie entre 2013 et 2017



Source: State Statistics Service of Ukraine

Figure 16 : Balance commerciale de l'Ukraine entre 2013 et 2017



Source: State Statistics Service of Ukraine

En dépit de la crise entre les deux pays, la Russie reste un partenaire économique incontournable de même qu'une des principales sources d'investissement en Ukraine. L'augmentation de la courbe des investissements depuis 2016, à l'inverse de la tendance globale, tend à suggérer un effort côté russe pour regagner une certaine influence.

Le dernier obstacle au succès du pivot occidental réside dans les complications liées à l'intégration de l'Ukraine à l'OTAN et l'UE. En sus de la coopération bilatérale renforcée depuis 2014, l'Ukraine a fait de l'intégration à l'OTAN une priorité en 2017 : le parlement ukrainien a voté en juin l'accession du pays à l'organisation transatlantique comme un « objectif stratégique de politique étrangère¹⁸¹ ». En août 2018, le conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis a souligné les efforts faits par l'Ukraine pour remplir les exigences de l'organisation au niveau militaire et politique : « A lot depends on Ukraine fulfilling the requirements necessary to meet all of the military and political tests to be a NATO member [...] I would say progress is being made but there is still more to accomplish¹⁸² ». Le secrétaire général de l'OTAN avait également confirmé en juillet 2018 que l'objectif de « long-terme¹⁸³ » de l'Ukraine était de rejoindre l'Alliance, la priorité restant de réformer suffisamment le pays. Le président ukrainien a annoncé viser une intégration durant la prochaine décennie¹⁸⁴.

Il existe cependant deux freins potentiels à l'intégration de l'Ukraine dans l'Alliance. La Hongrie a depuis décembre 2017 posé son veto à plusieurs réunions ministérielles entre l'OTAN et l'Ukraine, au motif de la récente adoption par le parlement ukrainien d'une loi sur la réduction des droits des minorités nationales, dont hongroise. Cette loi a causé de nombreuses protestations sur la scène internationale, mais la Hongrie a été le seul pays à s'opposer à l'accession de l'Ukraine à l'OTAN, ainsi qu'à l'UE. Au vu de la proximité entre la Hongrie et la Russie, certains observateurs se sont interrogés quant aux véritables motifs du veto hongrois : protection des Hongrois en Ukraine ou contrepartie d'un accord officieux avec la Russie ? Le

¹⁸¹ ADAMOWSKI, Jaroslaw, 2017. Ukraine parliament restores NATO membership as strategic target. In : *Defense News* [en ligne]. 8 août 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.defensenews.com/global/europe/2017/06/09/ukraine-parliament-restores-nato-membership-as-strategic-target/>.

¹⁸² BELLAMY, Daniel, 2018. US official says Ukraine making progress towards joining NATO. In : *euronews* [en ligne]. 24 août 2018. Disponible à l'adresse : <http://www.euronews.com/2018/08/24/us-official-says-ukraine-making-progress-towards-joining-nato>.

¹⁸³ NATO. Remarks by NATO Secretary General Jens Stoltenberg at a press point with the President of Ukraine, Petro Poroshenko (NATO Summit Brussels). In : *NATO* [en ligne]. Juillet 2018. Disponible à l'adresse : http://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_156736.htm.

¹⁸⁴ Poroshenko: Ukraine seeks to join NATO in the next decade. In : [en ligne]. Mars 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.unian.info/politics/10051781-poroshenko-ukraine-seeks-to-join-nato-in-the-next-decade.html>.

dirigeant hongrois a dénoncé d'importantes pressions internationales¹⁸⁵ pour retirer son veto, il n'est donc pas certain que la Hongrie maintienne sa position à long-terme. Mais jusqu'à présent, le veto hongrois a contribué à ralentir les négociations bilatérales entre l'Ukraine et l'OTAN.

La position turque pourrait également constituer un frein à l'intégration ukrainienne. La Turquie est la principale puissance sur la mer Noire parmi les pays membres de l'Alliance, ce qui lui confère un atout stratégique indéniable. Ainsi, d'après un rapport de la Jamestown Foundation¹⁸⁶, l'un des objectifs d'Ankara serait de contrôler et de réduire au minimum la présence de l'OTAN dans ces eaux, arguant de la nécessité de maintenir un certain équilibre. Or l'intégration de l'Ukraine ouvrirait la voie à une présence renforcée de l'Alliance dans la région, sans contrôle d'Ankara.

L'opposition déclarée de Moscou au processus d'intégration pèse dorénavant peu du point de vue ukrainien et occidental. En dehors du contrôle qu'elle exerce sur la Crimée et sur une partie du Donbass, la Russie ne dispose pratiquement d'aucun levier direct pour empêcher cette intégration.

L'intégration de l'Ukraine à l'Union Européenne est l'autre volet du plan de rapprochement de Kiev avec l'Occident, et le président ukrainien en a aussi fait une priorité de politique étrangère. En 2017, l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE est rentré en vigueur, promouvant ainsi le renforcement des liens économiques, politiques et humains entre les deux parties. Cependant si, pour Kiev, cet accord symbolise une nouvelle étape vers l'intégration finale¹⁸⁷, l'UE semble divisée sur la question. A l'occasion d'un sommet entre l'UE et certains de ses partenaires, dont l'Ukraine, en 2017, l'UE a ainsi refusé de promettre

¹⁸⁵ Hungary unhappy with Ukraine's plans to sanction dual nationality. In : [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.unian.info/politics/10093868-hungary-unhappy-with-ukraine-s-plans-to-sanction-dual-nationality.html>.

¹⁸⁶ SOCOR, Vladimir, 2108. Turkey Stalls NATO, Clings to Defunct Status Quo in the Black Sea. In : *Jamestown* [en ligne]. août 2108. [Consulté le 28 août 2018]. Disponible à l'adresse : <https://jamestown.org/program/turkey-stalls-nato-clings-to-defunct-status-quo-in-the-black-sea/>.

¹⁸⁷ HUMENIUK, Borys, 2017. Priorities for Ukraine: European Union integration - Interviews and articles - MFA of Ukraine. In : *Ministry of Foreign Affairs of Ukraine* [en ligne]. novembre 2017. Disponible à l'adresse : <https://mfa.gov.ua/en/article/open/id/5923>.

une intégration future¹⁸⁸, certains dirigeants européens considérant que l'Ukraine a encore beaucoup à faire pour être conformes aux normes européennes. Un rapport de la Carnegie résume la situation de la façon suivante : « Ukraine and the EU are closer than ever before. But events over the last four years have also shown how far apart they still are in economic capacity, governance, and their visions for the future¹⁸⁹ ». Le rapport souligne l'écart entre les ambitions du gouvernement et les réalités du pays, qui compliquent l'intégration potentielle de l'Ukraine et conduisent certains observateurs, ukrainiens et européens, à soupçonner une « européanisation » superficielle, et largement insuffisante pour répondre aux critères d'intégration à l'Union. L'Ukraine a pour le moment le même statut que la Géorgie et la Moldavie vis-à-vis de l'Europe via l'accord d'association, et ne fait pas partie des candidats officiels à l'intégration européenne. Notons enfin que l'existence de conflit frontalier complique toute adhésion à l'UE et l'OTAN.

A l'instar de l'accession à l'OTAN, l'adhésion de l'Ukraine à l'UE demeure donc un projet de moyen voire long-terme ; du point de vue russe, si la situation est pour ainsi dire mal engagée, les difficultés de l'Ukraine à intégrer les organisations occidentales pourraient constituer un avantage. Le soutien du peuple ukrainien est également un facteur à prendre en compte : d'après un sondage, le soutien à l'adhésion à l'UE a baissé de 9 points entre 2014 et 2017, de 59% à 50%, tendance qui pourrait s'accroître si la population doit continuer à fournir des efforts au niveau économique sans réelle perspective d'intégration, ce dont la Russie pourrait profiter. En cela, la révolution Orange et le revirement en 2010 ont créé un précédent qui doit être pris en compte.

Pour les pays de la sphère régionale russe, le soutien à la révolution ukrainienne et à la transition démocratique n'a pas été déterminé par le partage d'un même système politique : la Géorgie est considérée comme un régime hybride, la Pologne a opéré un tournant conservateur et illibéral depuis 2015 qui porte atteinte à son développement démocratique, tandis que la transition démocratique dans les pays baltes est un succès. Le seul point commun entre ces pays

¹⁸⁸ Ukraine's promise of EU membership remains elusive. In : *Reuters* [en ligne]. 24 novembre 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-ukraine-crisis-eu/eu-pushes-reforms-as-ukraine-seeks-membership-promise-idUSKBN1DO18R>.

¹⁸⁹ JARABICK, Balazs, SASSE, Gwendolyn, SHAPOVALOVA, Natalia et DE WAAL, Thomas, 2018. The EU and Ukraine: Taking a Breath. In : *Carnegie Endowment for International Peace* [en ligne]. Février 2018. Disponible à l'adresse : <https://carnegieendowment.org/2018/02/27/eu-and-ukraine-taking-breath-pub-75648>.

est leur position antirusse, libérale et pro-occidentale : la rupture russo-ukrainienne a été soutenue dans l'espace régional non parce qu'elle allait de pair avec un élan démocratique populaire, mais parce qu'elle réduisait l'influence russe. En revanche, pour les pays qui ont soutenu la Russie ou qui sont restés neutres, la question révolutionnaire a constitué un facteur déterminant, la plupart de ces Etats craignant une contagion.

La position russe vis-à-vis de l'Ukraine est désormais ambivalente : tout en activant tous les leviers possibles pour empêcher la concrétisation du pivot européen-atlantiste de l'Ukraine, elle s'adapte également aux nouvelles réalités géopolitiques et tente de réduire autant que possible la place de l'Ukraine dans sa stratégie de puissance (ce point, que nous aborderons ultérieurement, fait particulièrement référence aux tentatives russes de réduire l'importance du statut de pays de transit énergétique de l'Ukraine).

3. Un nouvel intérêt « vital » dans le sud Caucase et en Asie centrale ?

Nous avons précédemment souligné l'absence de stratégie mise en place par les Etats-Unis dans le Caucase et en Asie centrale, ce que certains experts ont attribué au manque d'intérêt majeur dans ces espaces. Néanmoins, la résurgence d'une perception de menace russe pourrait modifier les enjeux stratégiques américains. En effet, si l'objectif des Etats-Unis est d'affaiblir la Russie et de contenir sa capacité d'action régionale et internationale, alors l'Asie centrale et le sud Caucase, régions dans lesquelles la Russie maintient une certaine influence, devraient devenir des zones stratégiques pour Washington.

Nous traiterons donc de l'évolution des relations bilatérales des Etats-Unis avec les pays de la région Caucase-Asie centrale depuis la crise ukrainienne.

3.1. De nouvelles opportunités pour les Etats-Unis : le cas de la Géorgie, du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan

La Géorgie, déjà proche des Etats-Unis, a renforcé sa coopération bilatérale depuis 2014, inquiète face à la possibilité d'une nouvelle intervention militaire russe. En juillet 2016, la Géorgie et les Etats-Unis ont ainsi signé un Mémorandum « on Deepening the Defense and Security Partnership Between the United States of America and Georgia¹⁹⁰ », qui « réaffirme »

¹⁹⁰Memorandum on Deepening the Defense and Security Partnership Between the United States of America and Georgia (July 6). In : *U.S. Embassy in Georgia* [en ligne]. Juillet 2016. Disponible à

et « élargit » la coopération bilatérale dans le domaine de la défense et la sécurité définie par le partenariat stratégique signé en 2009. En 2017, la Géorgie et les Etats-Unis ont organisé leur plus grand exercice militaire conjoint, d'une durée de deux semaines, avec la participation entre autres du Royaume-Uni ; le ministre géorgien de la défense affirme alors que l'exercice démontre le soutien des Etats membres de l'OTAN, et « surtout les Etats-Unis¹⁹¹ », remarque visiblement destinée à décourager Moscou d'organiser toute nouvelle intervention militaire. En mai 2018, la coopération bilatérale s'intensifie, les deux pays signant ce qui est qualifié par la Géorgie « du plus ambitieux » projet militaire, le Georgia's Defense Readiness Program (GDRP). Les Etats-Unis s'engagent, pendant trois ans, à renforcer les capacités de défense de la Géorgie en formant et équipant les unités géorgiennes, mais il n'est pour le moment aucunement question de déployer des troupes américaines permanentes dans le pays.

Bien que le Kazakhstan soit un Etat autoritaire et par conséquent opposé à l'idée d'une révolution démocratique, la crise ukrainienne n'a eu aucun impact négatif sur l'état de ses relations bilatérales avec les Etats-Unis. Ainsi en 2017, les deux pays ont signé leur quatrième plan quinquennal de coopération militaire. L'on observe d'ailleurs certaines évolutions symboliques : en 2018, le président kazakh s'est rendu en visite officielle aux Etats-Unis, pour la première fois depuis 2006, pour discuter du partenariat stratégique entre les deux pays¹⁹². Cette visite signale ainsi une amélioration indéniable des relations bilatérales, et surtout le souhait kazakh d'intensifier la coopération avec les Etats-Unis. Au vu des relations russo-américaines, cette visite présidentielle doit également être analysée comme un message politique à l'intention de Moscou. Il y a ainsi, en ce qui concerne le Kazakhstan, la possibilité pour les Etats-Unis d'instrumentaliser à leur profit les relations du pays avec la Russie.

La sécurité a été l'un des principaux thèmes abordés, d'abord au niveau régional compte-tenu de l'engagement américain en Afghanistan, puis au niveau bilatéral. Les deux pays se sont ainsi entendus pour accroître la « bilateral defense and security relationships, noting their intent

l'adresse : <https://ge.usembassy.gov/memorandum-deepening-defense-security-partnership-united-states-america-georgia-july-6/>

¹⁹¹ U.S., U.K., Ukraine, Others Begin Massive Military Drills In Georgia. In : *RadioFreeEurope/RadioLiberty* [en ligne]. Juillet 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.rferl.org/a/us-georgia-ukraine-armenia-russia-military-maneuvers/28649702.html>.

¹⁹² The United States and Kazakhstan: An Enhanced Strategic Partnership for the 21st Century. In : *The White House* [en ligne]. Janvier 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/united-states-kazakhstan-enhanced-strategic-partnership-21st-century/>.

to conclude several agreements that enhance cooperation ». Cependant, à l'inverse des pays d'Europe orientale, l'objectif officiel du partenariat bilatéral de sécurité n'est pas officiellement de contrer une menace russe.

Les craintes quant à d'éventuelles manœuvres russes au Kazakhstan ont pu créer un contexte favorable au rapprochement entre les deux pays, mais c'est la guerre en Afghanistan et la sécurité régionale qui justifient officiellement d'intensifier le partenariat militaire bilatéral. Depuis 2010, le Kazakhstan autorise les Etats-Unis à traverser son territoire pour approvisionner les forces américaines en Afghanistan. A la suite de la rencontre présidentielle bilatérale, le Kazakhstan a ouvert l'accès à certains ports de la mer Caspienne aux cargo américains à destination de l'Afghanistan, donnant ainsi aux Etats-Unis l'accès à la mer Caspienne¹⁹³.

Il faut toutefois rappeler que le rapprochement américano-kazakh n'est ni soudain ni à contre-courant de la stratégie kazakhe. Au contraire, il s'inscrit parfaitement dans les objectifs et les méthodes choisies par l'ancien président kazakh pour faire du Kazakhstan un acteur régional et international : la stratégie kazakhe repose sur une coopération bilatérale forte mais équilibrée avec la Russie, la Chine et les Etats-Unis, qui sont les trois plus grandes puissances en Asie centrale. En assurant des relations équilibrées les unes par rapport aux autres, le Kazakhstan gagne en indépendance et en marge de manœuvre par rapport à chacun de ses partenaires. A la différence d'autres pays d'Asie centrale, le Kazakhstan est ainsi parvenu à diversifier ses relations et à faire accepter à la Russie cette ouverture. Dans le même état d'esprit, le Kazakhstan a également signé avec l'Inde en aout 2018 un accord de coopération militaire. Nous considérons par conséquent que le rapprochement américano-kazakh s'inscrit aussi bien dans un contexte de long terme¹⁹⁴ (stratégie de puissance kazakhe) que de court terme (inquiétude vis-à-vis de Moscou).

S'agissant des relations américano-ouzbèkes, l'année 2018 est également une année importante : pour la première fois depuis 2002, le président ouzbek s'est en effet rendu en visite

¹⁹³ L'accord est toutefois contredit par la signature d'un accord multilatéral entre les pays riverains de la mer Caspienne, excluant la présence de navires tiers. Ce point sera abordé plus en détail par la suite.

¹⁹⁴ Début 2019, la démission du président Nazarbayev, ne semble avoir actuellement aucun impact sur la politique étrangère du pays.

officielle aux Etats-Unis en aout 2018, visite qui a été qualifiée d'historique¹⁹⁵. La priorité a été accordée à la sécurité régionale (la guerre en Afghanistan) et la coopération économique, sans discussions officielles sur la coopération militaire au niveau bilatéral. L'Ouzbékistan, comme la Biélorussie, tente depuis 2016 de mener une stratégie proche de celle du Kazakhstan : d'après un article du Central Asia-Caucasus Analyst, l'objectif ouzbek est en effet d'entretenir de bonnes relations avec les puissances russe, américaine et chinoise pour assurer le succès du pays¹⁹⁶.

A l'heure actuelle cependant, ni la Biélorussie ni l'Ouzbékistan n'envisagent une coopération militaire significative avec les Etats-Unis. Comme l'indique un rapport de l'Atlantic Council¹⁹⁷, l'Ouzbékistan attend davantage des Etats-Unis un soutien financier et économique, actuellement plutôt réduit.

Si les Etats-Unis ont misé en Europe orientale sur leur puissance militaire pour assoir leur influence, il est cependant peu probable qu'ils puissent appliquer la même méthode en Asie centrale et dans le Caucase (à l'exception de la Géorgie). En effet, il est improbable que ces Etats prennent le risque de s'aliéner Moscou en concluant des accords militaires similaires à ceux conclus avec les pays d'Europe orientale.

3.2. *Des difficultés à dépasser ; un poids économique insuffisant et des ONG peu présentes*

Si les Etats-Unis ne peuvent s'implanter militairement dans la région en raison de la présence russe et chinoise, ou développer des liens politiques aussi forts qu'en Europe, c'est le levier économique qui doit être utilisé, et ce d'autant plus que ces pays ont un besoin important de modernisation de leurs infrastructures. Le travail d'avant-garde des ONG comme la NED est également essentiel au développement de la présence américaine dans cet espace. Néanmoins, à l'exception du Kazakhstan, les Etats-Unis demeurent après la crise ukrainienne

¹⁹⁵ The United States and Uzbekistan: Launching a New Era of Strategic Partnership. In : *The White House* [en ligne]. Mai 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/united-states-uzbekistan-launching-new-era-strategic-partnership/>.

¹⁹⁶ Valiyev, Sanjar, 2018. Taking the U.S.-Uzbekistan Relationship to the Next Level: Mirziyoyev. In : *Cacianalyst* [en ligne]. Juin 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/13524-taking-the-us-uzbekistan-relationship-to-the-next-level-mirziyoyevs-historic-visit.html>.

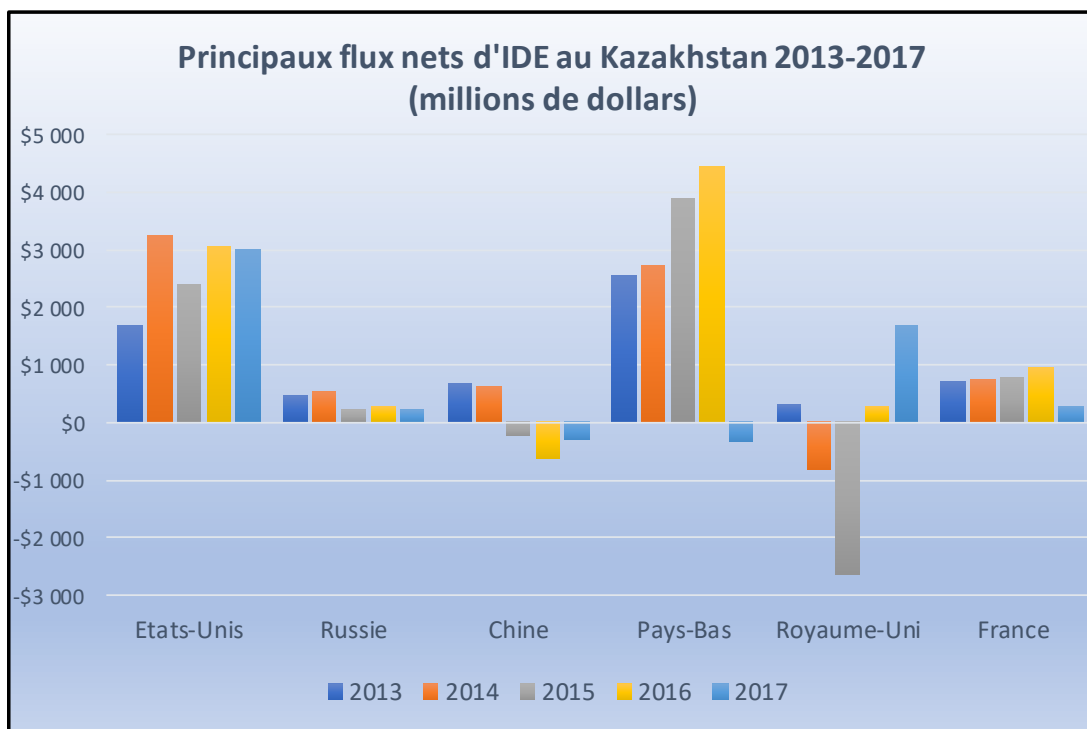
¹⁹⁷ Sattarov, Raphael et Egamov, Aziz, 2018. What Uzbekistan Seeks From The United States. In : *Atlantic Council* [en ligne]. Mai 2018. Disponible à l'adresse : <http://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/what-uzbekistan-seeks-from-the-united-states>.

un partenaire économique marginal, et les activités des ONG sont également limitées, notamment en raison de mesures légales limitant leurs opérations¹⁹⁸.

Les données concernant les investissements américains en Asie centrale et dans le Caucase ne sont pas toutes disponibles, nous ne pouvons donc pas évaluer correctement le poids des Etats-Unis à ce niveau. D’après les données accessibles, nous avons identifié la Géorgie et surtout le Kazakhstan comme les deux principaux pays receveurs des IDE américains.

S’agissant du Kazakhstan, les Etats-Unis se sont imposés comme une source stable et capitale : En effet, d’après les données disponibles sur le site de la Banque centrale du Kazakhstan, les Etats-Unis sont depuis plusieurs années l’un des principaux pays investisseurs, loin devant la Chine et la Russie. Nous remarquons également une augmentation significative des investissements en 2014 ; malgré une baisse en 2015, le montant des flux d’IDE nets des Etats-Unis au Kazakhstan est plus élevé en 2017 qu’il ne l’était en 2013. D’après les données préliminaires disponibles pour l’année 2018, les Etats-Unis restent le deuxième pays investisseur au Kazakhstan. Notons que seules les données relatives aux flux des investissements sont disponibles, et nous avons sélectionné les flux nets :

Figure 17 : Principaux flux nets d’IDE au Kazakhstan entre 2013 et 2017

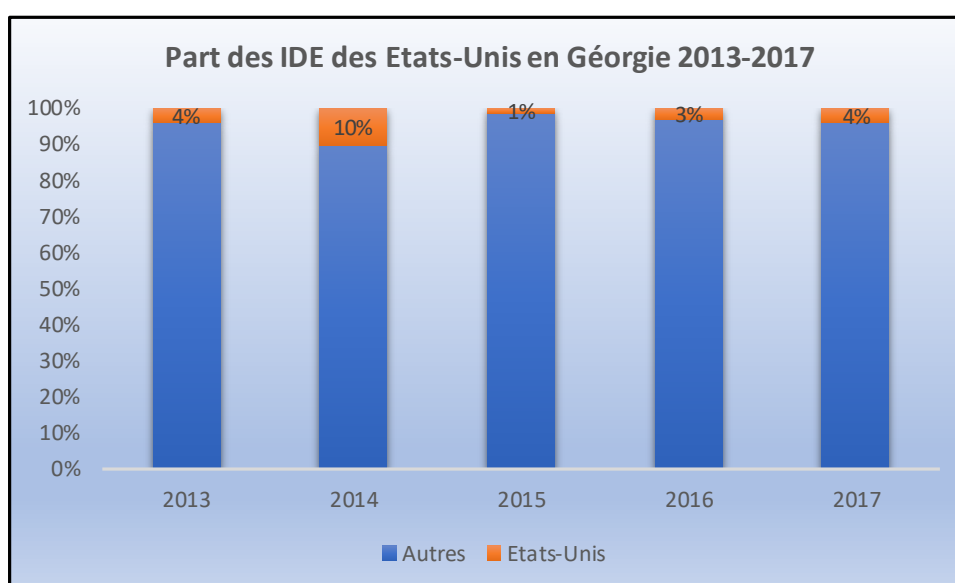


¹⁹⁸ A l’instar de la Russie, plusieurs pays en Asie centrale ont pris des mesures visant à contrôler et réduire l’activités des organisations étrangères sur leur sol.

Source : Banque centrale du Kazakhstan

La part des Etats-Unis dans les IDE entrants en Géorgie est en revanche beaucoup plus faible : après avoir atteint un pic en 2014, elle a regagné en 2017 son niveau de 2013 :

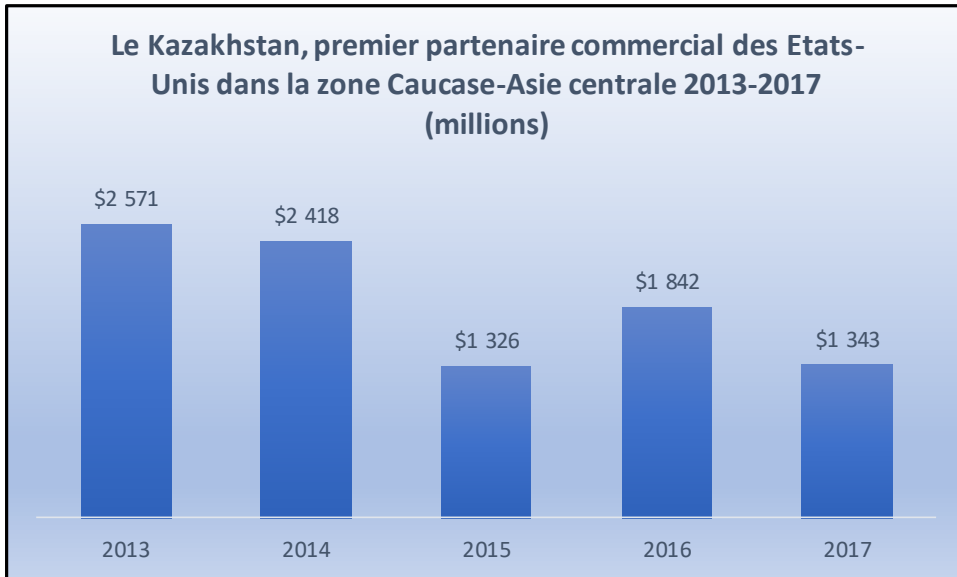
Figure 18 : Part des Etats-Unis dans les investissements en Géorgie entre 2013 et 2017



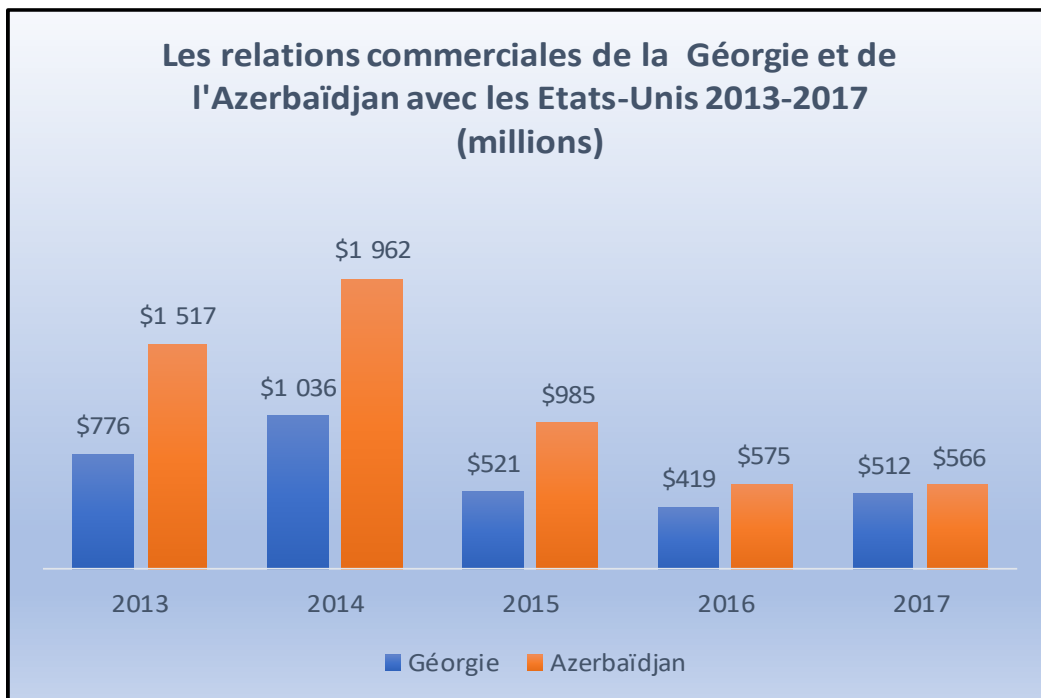
Source: National Statistics Office of Georgia

Les relations commerciales entre les Etats-Unis et les pays du Sud Caucase et de l'Asie centrale restent globalement limitées, la plupart ayant même diminué entre 2013 et 2017. A nouveau, le Kazakhstan se démarque comme le principal partenaire des Etats-Unis. Par souci de praticité nous avons regroupé les pays de la région en quatre catégories en fonction de la valeur de leurs échanges avec les Etats-Unis : le Kazakhstan tout d'abord, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, puis le Turkménistan, l'Ouzbékistan et l'Arménie, et enfin le Tadjikistan et le Kirghizstan. Aucun de ces groupes n'enregistre une augmentation des échanges commerciaux avec les Etats-Unis en 2017 par rapport à 2013.

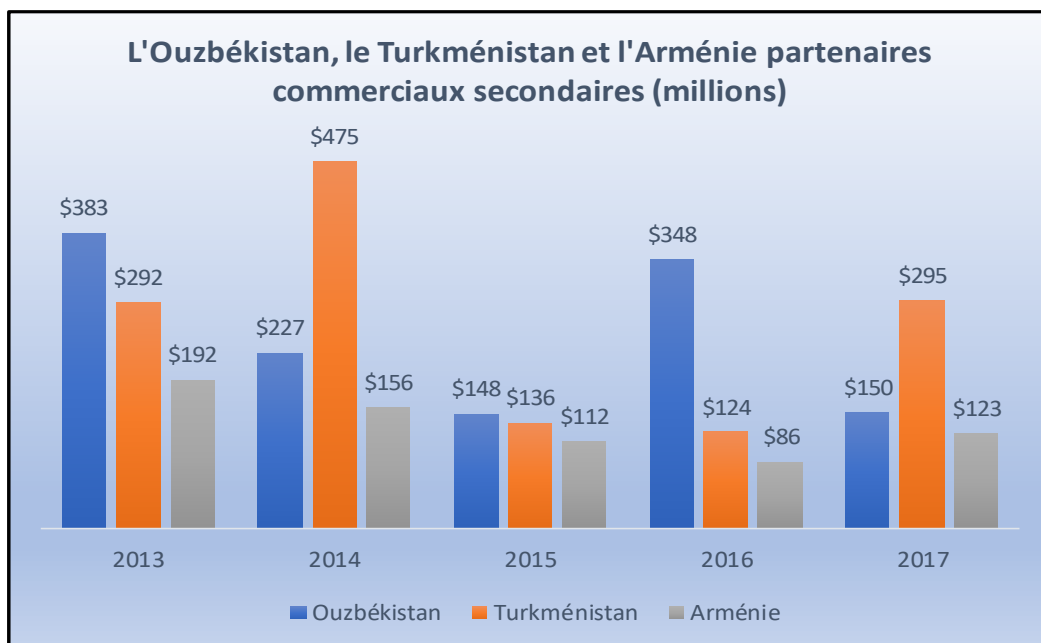
Figure 19 : Relations commerciales des pays d'Asie centrale et du Caucase avec les Etats-Unis 2013-2017



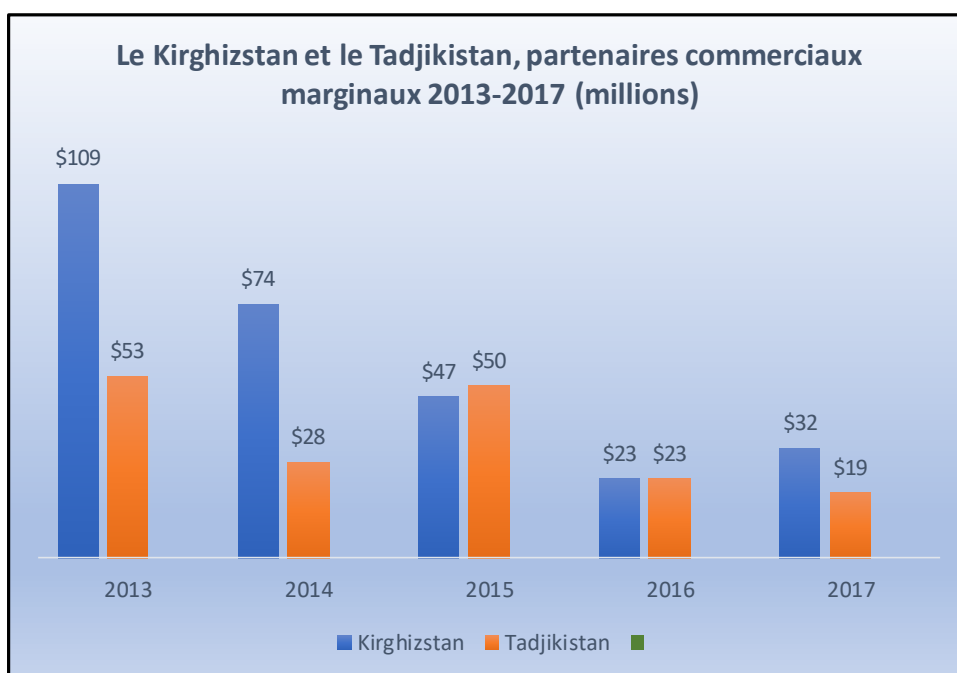
Source: Office of the United States Trade Representative



Source: United States Census Bureau



Source: United States Census Bureau



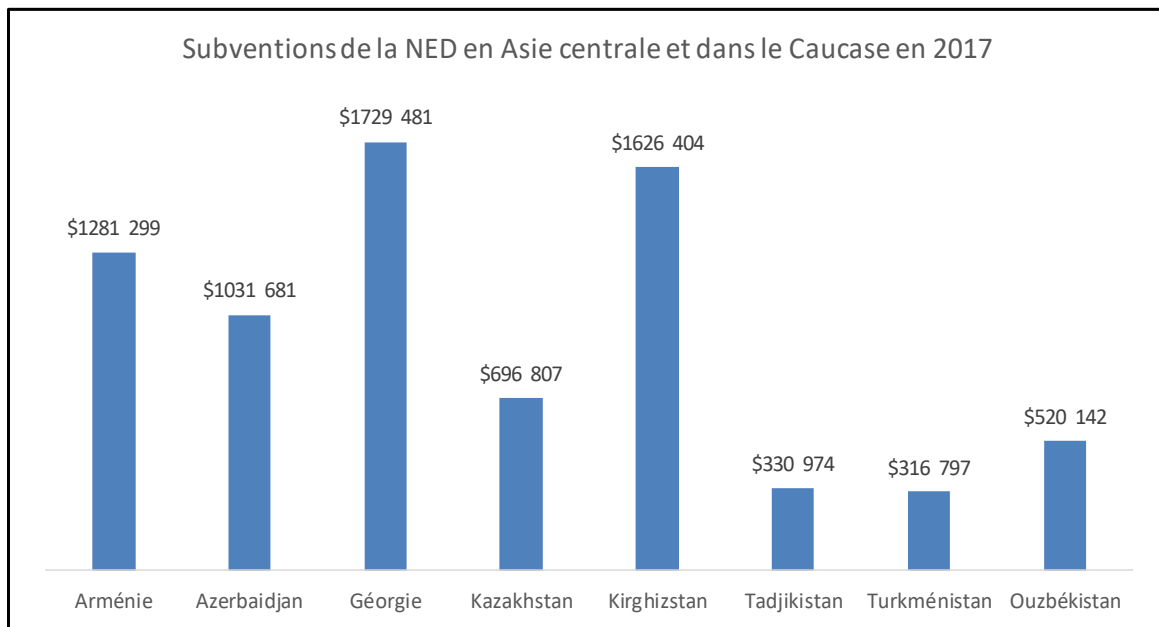
Source : United States Census Bureau

Les Etats-Unis ont une part plus importante dans les importations de ces pays que leurs exportations ; mais il faut noter qu'ils restent des partenaires mineurs dans tous ces pays. Au Kazakhstan par exemple, les importations en provenance des Etats-Unis ne représentent que 6% du total des importations en 2016, et 3% des produits exportés du Kazakhstan ont été

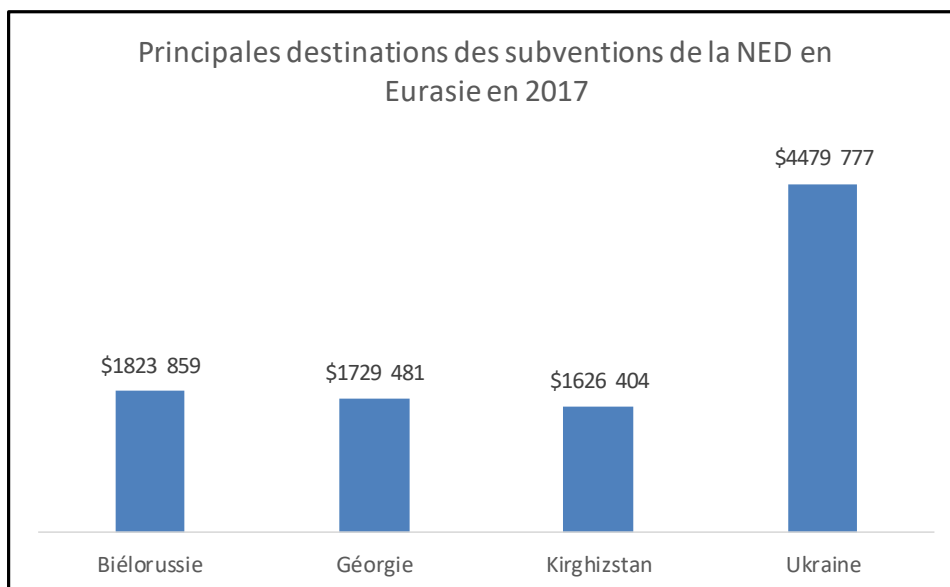
envoyés la même année aux Etats-Unis. En effet, tous ces pays privilégient les relations commerciales avec des pays proches (Russie, Chine, Turquie par exemple).

S'agissant des activités de la NED, nous notons peu d'évolutions dans la répartition de ses subventions, que nous avons déjà évoquées dans la section précédente. Le Caucase reste une priorité par rapport à l'Asie centrale, et le Kirghizstan la principale priorité en Asie centrale. Ainsi la crise ukrainienne n'a pas véritablement modifié la politique de la NED dans la région. La seule évolution notable, en Ouzbékistan est surtout liée au changement de présidence en 2016 et à la politique plus ouverte du successeur d'Islam Karimov.

Figure 20 : Subventions de la NED en Asie centrale, dans le Caucase et en Eurasie en 2017



Source : NED



Source : NED

A l'exception du Kazakhstan et de la Géorgie, et dans une certaine mesure de l'Azerbaïdjan, les Etats-Unis soit ne cherchent pas, soit ne parviennent pas, à instituer des relations stables qui leur permettraient d'établir son influence et étendre sa stratégie de dissuasion de la Russie dans le Caucase et en Asie centrale. Il faut cependant noter que le Kazakhstan est un Etat pivot en Asie centrale, une puissance régionale aux riches ressources naturelles et à l'influence politique croissante, qui justifie pour les Etats-Unis une stratégie d'influence articulée autour du pays, et relativise l'importance d'un réseau développé au Tadjikistan et au Kirghizstan. Globalement, nous pouvons donc conclure que la crise ukrainienne a eu un impact très limité sur les relations entre les Etats-Unis et les pays du Caucase et de l'Asie centrale, bien que certains Etats, notamment le Kazakhstan, cherchent en général à développer leurs liens avec d'autres puissances, y compris les Etats-Unis.

4. Quelle stratégie russe face à la présence américaine ?

L'opposition de la Russie à la politique des Etats-Unis en Europe et dans le Caucase depuis 2014 est devenue virulente et s'exprime de multiples façons. Le soutien américain au nouveau régime ukrainien, suivi de la militarisation des pays membres de l'OTAN, a en effet marqué le point de départ d'une nouvelle rhétorique anti américaine par le Kremlin. Depuis 2014, le Kremlin a fait des Etats-Unis un bouc émissaire récurrent, responsables notamment de crises sécuritaires à l'étranger (particulièrement en Ukraine). La critique de la politique

américaine est ainsi devenue un thème classique très présent dans les discours officiels à un point tel qu'elle semble prendre une dimension idéologique et conduit à la question suivante : la Russie de Poutine est-elle devenue foncièrement antiaméricaine ? Quel serait l'impact d'une résurgence d'un conflit idéologique entre les deux Etats dans l'espace régional russe ?

4.1 *L'antiaméricanisme en Russie, le poids des enjeux internes*

L'antiaméricanisme en Russie est très lié au sentiment nationaliste, très développé chez les Russes. Le premier n'est cependant pas nécessairement constitutif du second, et faiblit ou se renforce au gré des époques, tandis que le second reste stable. Dénoncer l'hégémonie américaine et une prétendue ingérence du pays dans les affaires russes apporte néanmoins des bénéfices à court terme est une source de popularité pour le Kremlin, démontrant à nouveau la porosité entre relations internationales et enjeux de politique intérieure. Nous envisageons ainsi dans cette section une instrumentalisation par le pouvoir russe de l'antiaméricanisme du peuple russe pour assoir la popularité du président Poutine. Si ce phénomène n'est pas récent, nous observons néanmoins depuis la crise ukrainienne un recours très régulier à la rhétorique anti-américaine.

La tentative de « reset » des relations américano-russes initiée par l'administration Obama en 2009 est dorénavant analysée comme un échec. Seulement deux ans après, le Kremlin a accusé les Etats-Unis, et particulièrement la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, d'avoir fomenté ou soutenu les manifestations qui ont éclaté en Russie à la suite des soupçons de fraudes électorales durant les élections présidentielles et législatives de la même année : « She [Hillary Clinton] set the tone for some opposition activists, gave them a signal, they heard this signal and started active work¹⁹⁹ ». La secrétaire d'Etat avait en effet remis en doute la légitimité des résultats des élections législatives : « We have serious concerns about the conduct of the election²⁰⁰ ». Le président nouvellement réélu a plus largement accusé les pays occidentaux d'avoir soutenu financièrement les révolutions de couleurs et les révoltes au Kirghizstan, notant le besoin pour la Russie de se protéger de ce type d'actions étrangères. Effectivement, quelques

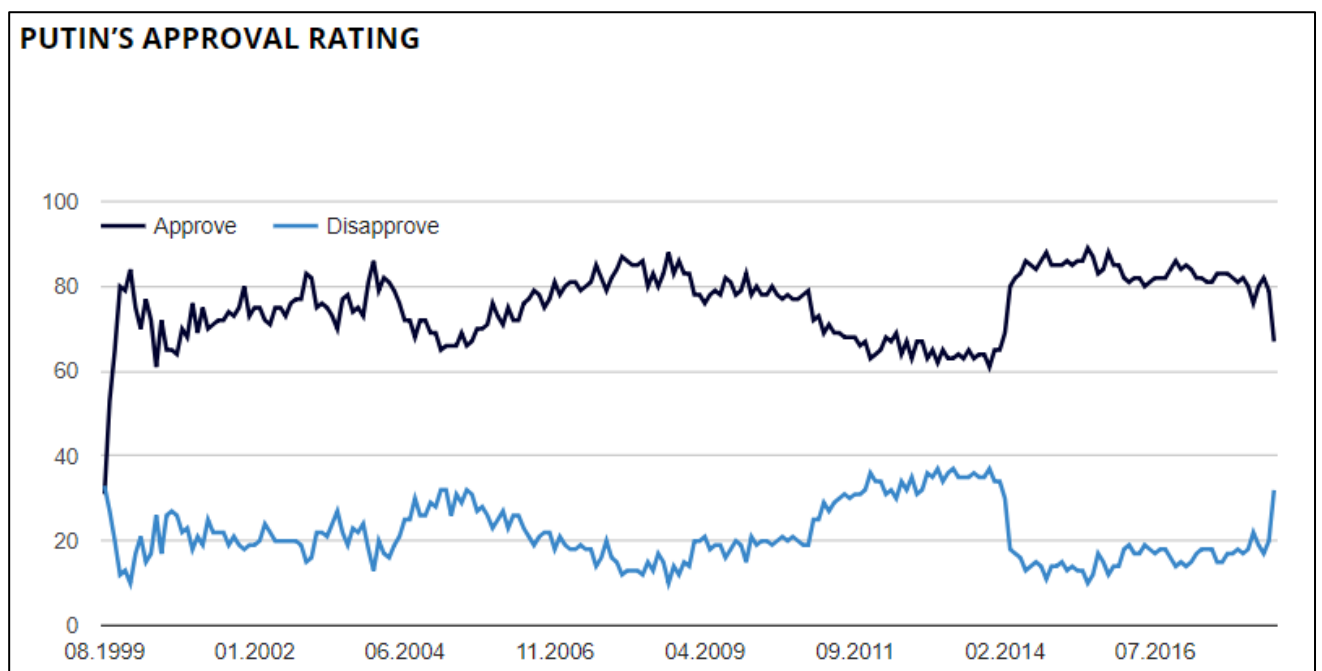
¹⁹⁹ Putin says U.S. stoked Russian protests. In : *Reuters* [en ligne]. 8 décembre 2011. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-russia/putin-says-u-s-encouraged-election-protests-idUSTRE7B610S20111208>.

²⁰⁰ Labott, By CNN Senior State Department Producer Elise, 2011. Clinton cites « serious concerns » about Russian election. In : *CNN* [en ligne]. décembre 2011. Disponible à l'adresse : <https://edition.cnn.com/2011/12/06/world/europe/russia-elections-clinton/index.html>.

mois plus tard, la Russie adopte une loi sur les ONG recevant des fonds de l'étranger, désormais soumises à un contrôle financier strict et estampillées « agents de l'étranger ».

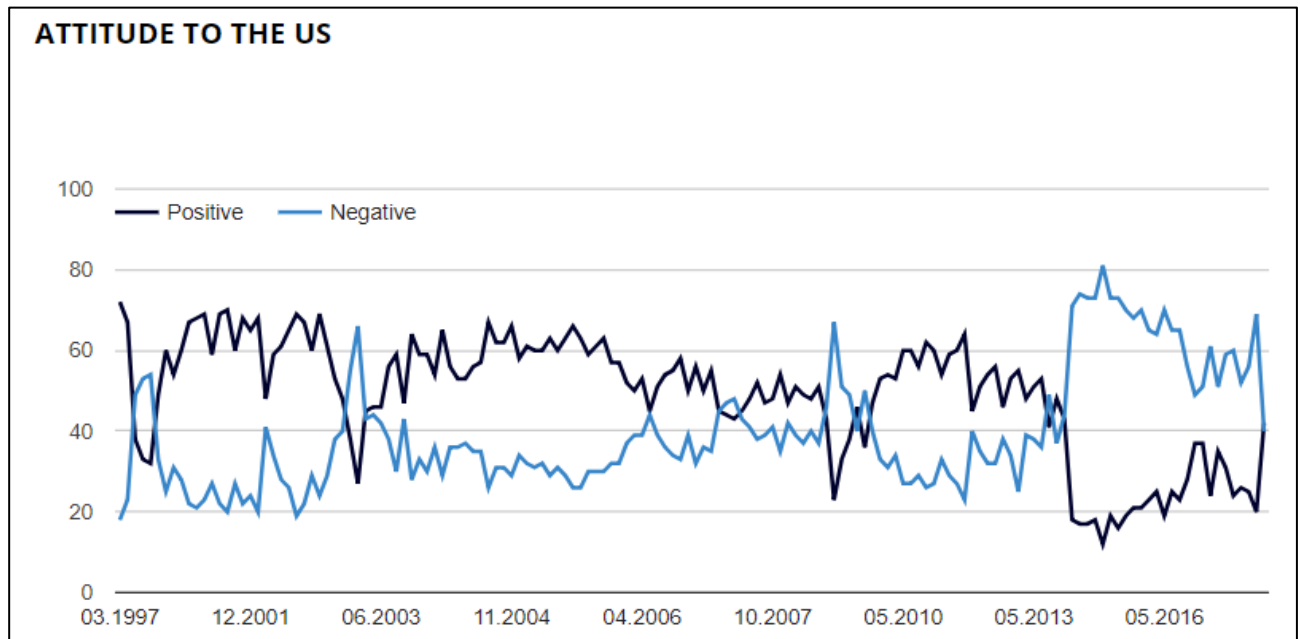
Ceci intervient alors que le président Poutine enregistre après son élection en mars 2011 l'un des taux de popularité les plus bas depuis son accession au pouvoir en 2000 : selon les sondages réalisés par le Levada Center, le taux d'approbation de V. Poutine est passé de 79% en décembre 2010 à 63% en décembre 2011, chutant de 15 points pour la première fois depuis 2004-2005, Le peuple russe n'a que rarement tendance à manifester ou se révolter contre le pouvoir : cette vague de colère populaire était presque inédite par son ampleur. Blâmer un Etat étranger, en l'occurrence les Etats-Unis, a été la stratégie adoptée par le Kremlin pour justifier le phénomène.

Figure 21. Taux d'approbation de V. Poutine 1999-2017



Source : Levada Center

Figure 22. Popularité des Etats-Unis au sein de la population russe 1997-2017



Source : Levada Center

On observe une connexion entre le taux de popularité de Poutine et l'opinion populaire envers les Etats-Unis : les pics d'impopularité du président russe sont en général concomitants d'une hausse d'opinions positives concernant les Etats-Unis. Ainsi, en 2004, alors que la popularité du président russe chute de 20 points entre fin 2003 et début 2005, l'attitude envers les Etats-Unis connaît une légère hausse.

La crise ukrainienne est l'évènement qui a eu le plus d'impact sur la popularité de V. Poutine (+24 points entre novembre 2013 et novembre 2014) et celle des Etats-Unis (- 30 points entre décembre 2013 et décembre 2014). En identifiant une menace, les Etats-Unis, et en se posant en leader fort et protégeant les intérêts d'une Russie réunifiée (annexion de la Crimée), V. Poutine a ainsi fondé sa popularité post 2014 non plus sur la croissance économique du pays mais sur sa capacité à défendre la Russie face à la menace américaine.

Le paradigme du bouc émissaire peut être associé en relations internationales à la théorie du conflit de diversion, qui a fait l'objet de nombreuses études²⁰¹. Recourir à cette stratégie

²⁰¹ TIERNEY, Dominic, 2017. The Risks of Foreign Policy as Political Distraction. In : *The Atlantic* [en ligne]. Juin 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.theatlantic.com/international/archive/2017/06/trump-diversionary-foreign-policy/530079/>.

permet au politique de détourner l'attention de la population d'un problème interne, économique, social ou politique ; désigner un bouc émissaire, ou un ennemi permet également de renforcer la cohésion d'abord au sein de la population, puis entre le peuple et le pouvoir : c'est la théorie du « ralliement autour du drapeau », initialement créée pour expliquer certaines hausses de popularité des présidents américains. Désigner un bouc émissaire ou un ennemi est une solution pratique face à un événement ponctuel, mais perd en efficacité sur le long terme.

Pour la Russie, souvent accusée de mener des politiques agressives, désigner les Etats-Unis comme une menace à la sécurité du pays et à la stabilité internationale revient à proposer une nouvelle grille de lecture des événements, dans laquelle Moscou n'est pas responsable des troubles. Depuis la crise ukrainienne, la Russie ainsi a accusé les Etats-Unis de plusieurs méfaits :

- L'instabilité en Ukraine : En 2015, à l'occasion d'une conférence annuelle sur la sécurité, le ministre russe de la Défense accuse Washington « et ses alliés » de fomenter de troubles dans le monde et d'être responsable de la situation en Ukraine²⁰² ».
- Une mauvaise gestion de leur puissance : en 2014, le président russe accuse à nouveau les Etats-Unis de ne pas user « sagement²⁰³ » de leur leadership mondial ; cette rhétorique avait déjà été utilisée dans son discours à Munich en 2007.
- L'anti-russisme dans le monde : en 2018 durant la conférence de sécurité internationale, le ministre de la Défense russe accuse les Etats-Unis de développer une « rhétorique antirusse²⁰⁴ », cherchant ainsi à exonérer la Russie de toute responsabilité concernant le renforcement à l'étranger du sentiment anti-russe.
- L'instabilité en Syrie : toujours pendant la conférence de sécurité en 2018, le ministre russe de la Défense fait part de ses doutes quant aux réelles intentions des Etats-Unis dans leur lutte contre le terrorisme en Syrie, pointant le manque de résultats de la « coalition la plus puissante », et insistant sur les résultats rapides de l'armée russe après le début de leur intervention. Il ajoute que, face aux échecs de la coalition occidentale, leurs objectifs n'étaient

²⁰² 2015. Russia blames U.S. for security crises and turmoil in Ukraine. In : *Reuters* [en ligne]. 16 avril 2015. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-ukraine-crisis-russia/russia-says-u-s-forced-it-to-act-on-ukraine-idUSKBN0N70W820150416>.

²⁰³ WALKER, Shaun, 2014. Vladimir Putin blames US for Islamist terrorism and Ukraine conflict. In : *The Guardian* [en ligne]. 24 octobre 2014. Disponible à l'adresse : <http://www.theguardian.com/world/2014/oct/24/vladimir-putin-ukraine-russia-us-blames-terrorism>.

²⁰⁴ MCIS Moskovskaya Conferentsia po Mezhdunarodnoï Bézanapasnosti, 2018. *Speech by Russian Defence Minister General of the Army Sergei Shoigu at MCIS 2018* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=qKrqyuxi3rQ>.

probablement pas de lutter contre l'EI. En 2017, un général russe meurt en Syrie, résultat selon Moscou de la politique hypocrite des Etats-Unis en Syrie, officiellement cherchant à éliminer les groupes terroristes et officieusement poursuivant d'autres « objectifs politiques et géopolitiques²⁰⁵».

- L'instabilité en Macédoine : entre 2015 et 2017, la Russie a accusé à plusieurs reprises les Etats-Unis et « l'Occident » d'avoir fomenté les troubles politiques dans le pays, cherchant à créer une nouvelle révolution de couleur.
- L'affaire Skripal : Alors que le Royaume-Uni, soutenu par ses alliés, accuse la Russie d'avoir fomenté l'empoisonnement de deux ressortissants russes sur le territoire britannique, la Russie elle a accusé des « forces puissantes » au Royaume-Uni et aux Etats-Unis d'être responsables de l'empoisonnement, sans donner davantage de détails.

La Russie, tout en jouant sur l'image d'un pays prêt à agir et capable d'assurer la sécurité à l'échelle internationale (par exemple en combattant le terrorisme en Syrie), se pose à l'échelle régionale en Etat victime des actions américaines ou occidentales²⁰⁶. En stimulant le sentiment nationaliste en Russie après la révolution de Maidan, en insistant sur la menace d'ingérence américaine dans ce qui a été présenté comme la sphère d'influence naturelle de la Russie, V. Poutine s'est assuré une popularité élevée allant de pair avec un rejet profond des Etats-Unis. Jusqu'à récemment, cette tactique assurait au gouvernement russe un certain niveau d'approbation au sein de la population, très anti-américaine depuis 2014.

Nous observons néanmoins depuis avril 2018 une baisse notable de la popularité du président (-15 points entre avril et juillet 2018) et une hausse positive de l'opinion envers les Etats-Unis (+27 points entre mai et juillet). Ceci laisse à penser que le recours au discours antiaméricaniste n'a qu'une influence temporaire sur la satisfaction populaire vis-à-vis du gouvernement.

²⁰⁵ A2017. Russian Foreign Ministry Official Blames U.S. For Death Of Russian General. In : *RadioFreeEurope/RadioLiberty* [en ligne]. Septembre 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.rferl.org/a/syria-russia-blames-us-general-death/28756381.html>.

²⁰⁶ La résurgence de la notion du bloc occidental dans le discours russe en remplacement des Etats-Unis sera traitée ultérieurement.

4.2 *Le conflit avec les Etats-Unis, une situation trop préjudiciable aux intérêts économiques et diplomatiques russes ?*

Parallèlement à ce discours offensif, on note depuis l'instauration des sanctions américaines contre la Russie la récurrence d'un discours sur les aspects positifs des relations russo-américaines, qui illustre à notre sens la situation complexe dans laquelle se trouve le Kremlin vis-à-vis de la confrontation russo-américaine. Ce discours s'articule autour de trois grands thèmes :

- La coopération contre le terrorisme. A plusieurs occasions, le président russe a fait part d'exemples de coopérations bilatérales dans la lutte contre le terrorisme ; en 2016 durant les réunions du club Valdai, le président russe traite de la coopération avec les Etats-Unis pour assurer la sécurité durant les Jeux Olympiques de Sotchi en 2014 : «As I have also said in the past, the Americans have provided us with real help, during the preparations for the Olympic Games in Sochi, for example, and we are grateful to them for this. Our cooperation was very efficient here, on site and at the level of our intelligence service heads²⁰⁷ »; en 2014, toujours pendant la réunion du club Valdai, le président rappelle le soutien russe aux Etats-Unis après les attentats de 2001: «Let me remind you that we were the first country to support the American people back then, the first to react as friends and partners to the terrible tragedy of September 11²⁰⁸ ».

- Le partenariat économique. En 2017, le président russe a appelé les entreprises américaines à plusieurs reprises à maintenir ou intensifier leurs activités en Russie :« We have excellent examples here [en Arctique] and are working together with ExxonMobil, as you know, and with other partners on developing this region. This offers huge opportunities for Russia, for the United States, and for the entire world. I hope very much that we will arrive at this two-way street and will improve our bilateral relations for the good of both peoples and of the entire world [...] I think this would be a good signal and good practice. Let me repeat that we are ready to welcome members of Congress or the Senate here in Moscow, and we would certainly be happy to see our many American friends from the business world too, who want to

²⁰⁷ Russia, Team of the Official Website of the President of, 2016. Meeting of the Valdai International Discussion Club. In: *President of Russia* [en ligne]. 2016. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/53151>.

²⁰⁸ Russia, Team of the Official Website of the President of, 2014. Meeting of the Valdai International Discussion Club. In: *President of Russia* [en ligne]. 2014. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/46860>.

work and continue to work in Russia. Welcome. We will help them.²⁰⁹» ; A l'occasion du Russia-US Business Dialogue en 2017, le président russe s'adresse aux participants américains et les appelle à améliorer les relations russo-américaines : « Help us restore a good political dialogue. I am asking you on behalf of Russia²¹⁰ ».

- La coopération sur les grands dossiers internationaux. Sur la question syrienne particulièrement, le président russe a insisté à plusieurs reprises sur la nécessité de coopérer pour résoudre le conflit: « I have to note that other countries, including the United States, are greatly contributing; even though they are not participating in the talks in Astana directly, they are influencing these processes behind the scenes. We maintain stable cooperation with our American partners in this sphere, on this track, even though not without disputes. However, there are more positive than negative elements in our cooperation²¹¹ ». V. Poutine rappelle régulièrement le souhait de Moscou de continuer à coopérer avec les Etats-Unis, et de chercher à pacifier les relations bilatérales. Les exemples sont nombreux et le phrasé reste similaire, c'est pourquoi nous ne citerons qu'un seul extrait, daté de 2016 : « America is a great power, today perhaps the only superpower. We accept this. We want to work with the United States, and we are prepared to²¹² ».

Un tel discours pourrait participer d'une éventuelle stratégie de victimisation de la part du Kremlin : mettre en avant leur disposition à renouer avec l'Occident sous-entend que le conflit n'est pas du fait de Moscou, et déresponsabilise de facto les Russes des tensions actuelles. Nous pouvons aussi avancer une autre raison : si des tensions russo-américaines peuvent avoir des retombées politiques positives en Russie à court terme comme nous l'avons constaté, elles posent de véritables problèmes à long terme, tant économiques que

²⁰⁹ Russia, Team of the Official Website of the President of, 2017. The Arctic: Territory of Dialogue international forum. In: *President of Russia* [en ligne]. 2017. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/54149>.

²¹⁰ Russia, Team of the Official Website of the President of, 2017. Meeting with Russian and US business leaders. In: *President of Russia* [en ligne]. 2017. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/54665>.

²¹¹ Russia, Team of the Official Website of the President of, 2017. Meeting of the Valdai International Discussion Club. In: *President of Russia* [en ligne]. 2017. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/55882>.

²¹² Russia, Team of the Official Website of the President of 2016. Plenary session of St Petersburg International Economic Forum. In: *President of Russia* [en ligne]. 2016. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/52178>.

diplomatiques. Les offres d'ouvertures de Moscou peuvent donc s'expliquer aussi par le besoin pour Moscou de pacifier ses relations avec les Etats-Unis, sans cependant sacrifier ses intérêts - renoncer à la Crimée, et se retirer de l'est de l'Ukraine. Ce double discours serait donc assez révélateur du statut des Etats-Unis dans la politique russe : un adversaire opportun à court-terme mais un partenaire essentiel à moyen-terme pour lequel Moscou refuse néanmoins de sacrifier ses ambitions internationales et régionales.

A la différence des Etats-Unis, les leviers légaux dont dispose la Russie sont insuffisants pour exercer une pression efficace sur Washington : ainsi, les sanctions russes mises en place relèvent davantage de la dimension symbolique. Une grande partie de la réaction russe est alors fondée sur un discours dénonçant « l'unilatéralisme américain », et, d'après les sources accessibles au public, sur une intensification des activités d'espionnage et des tentatives de déstabilisation du système politique américain : cybercriminalité, ingérence supposée dans les élections présidentielles en 2016, propagande, instrumentalisation des réseaux sociaux etc. Il est cependant difficile, sans accès aux sources primaires, d'évaluer ces assertions. L'ambivalence de la Russie à l'égard des Etats-Unis, déterminée s'agissant des enjeux géopolitiques de puissance, mais consciente de ses vulnérabilités économiques et du mécontentement croissant de la population russe, peuvent ainsi expliquer, en partie, l'absence d'une véritable stratégie globale vis-à-vis des Etats-Unis.

S'il n'a pas été permis de confirmer ou d'infirmier l'existence d'une véritable stratégie de refoulement de la Russie par les Etats-Unis avant la crise ukrainienne, nous avons pu estimer qu'à tout le moins, l'affaiblissement de la puissance régionale russe constitue un phénomène connu, acceptable et accepté de Washington, indépendamment de l'état des relations bilatérales russo-américaines.

Les Etats-Unis témoignent d'un intérêt particulier pour l'Europe centrale et orientale, dans la droite ligne de la théorie du *Heartland* de Mackinder, selon laquelle le contrôle de l'Eurasie est un prérequis à l'hégémonie mondiale. La révolution ukrainienne et le tournant géopolitique qu'elle a engendré ont constitué une véritable victoire diplomatique pour les Etats-Unis. Ainsi, depuis la chute de l'URSS, aucun évènement géopolitique n'avait permis aux Etats-

Unis une telle avancée militaire, diplomatique et idéologique. Non seulement les Etats-Unis sont parvenus à renforcer leur présence militaire pré existante, en Pologne, en Roumanie et dans les pays baltes, mais ils sont également parvenus à étendre leur présence à de nouveaux territoires, à savoir l'Ukraine. L'implication des Etats-Unis dans la protection des Etats limitrophes de Moscou (notamment limitrophes de Kaliningrad) après 2014 a contribué à fragiliser la position russe en Europe centrale et orientale, mais n'a eu qu'un impact limité dans le Caucase et l'Asie centrale, qui sont des régions également stratégiques pour Moscou.

La crise ukrainienne, tout en révélant des tensions internes en Ukraine et une vision russe inadaptée aux enjeux contemporains, est également le résultat d'une confrontation croissante entre la Russie et les Etats-Unis pour le contrôle de cette région du monde entre l'Asie et l'Europe. La dimension géopolitique de ce conflit et la lutte d'influence sous-jacente sont fondamentales pour comprendre son ampleur et sa résonance sur la scène régionale et internationale.

A mesure que les tensions croissent entre la Russie et les Etats-Unis, que la Russie durcit sa position concernant la présence américaine à ses frontières, et au vu de l'émergence d'une politique décomplexée de refoulement de la Russie après la crise ukrainienne, se pose la question du poids stratégique des régions du sud Caucase et d'Asie centrale. Dans le cadre d'une mise en place d'une politique durable d'affaiblissement de la Russie, les régions du Caucase et de l'Asie centrale pourraient devenir de nouveaux espaces de confrontation russo-américaine.

Troisième partie : La Chine dans l'espace régional russe, un voisin trop puissant (1996-2019)

Partageant une vision similaire des relations internationales et de l'ordre mondial, la Chine est devenue, au cours de la décennie 2000, un partenaire précieux de la Russie sur la scène internationale. La lutte contre ce que les deux Etats perçoivent et définissent comme l'hégémonie américaine est l'un des fondements de leur partenariat.

La création du Forum de Shanghai marque l'arrivée de la Chine dans une région longtemps dominée par la Russie. Si les impératifs sécuritaires constituent l'un des fondements de l'intérêt chinois en Asie centrale, ses ambitions économiques se manifestent rapidement, et sa croissance fulgurante lui permet de formuler une stratégie de puissance globale ambitieuse, qui affecte non seulement l'Asie centrale mais désormais également le Sud Caucase et l'Europe centrale et orientale.

Face aux accusations russes d'ingérence américaine dans la crise ukrainienne, le silence et le soutien très relatif de Pékin à Moscou indique pourtant l'existence de dynamiques géopolitiques à même de remettre en cause ce front commun russo-chinois. En effet, derrière la mise en spectacle d'un partenariat toujours plus étroit se cache une concurrence régionale également croissante, que la Russie, pour de multiples raisons, feint d'ignorer.

Cette partie étudiera l'évolution de la présence chinoise dans l'espace régional russe, et traitera de ses leviers d'influence, principalement d'ordre économique. Elle abordera également la question de la position russe, ambivalente, sur l'influence croissante de la Chine dans un espace qu'elle revendique comme sa sphère d'influence, et démontrera l'émergence d'une véritable stratégie de long terme pour s'accommoder du partenaire chinois.

Chapitre 6 : La Chine, du Forum de Shanghai aux « 17+1 »

L'émergence de nouveaux Etats en Asie centrale rebat les cartes de la géopolitique régionale ; la Chine, motivée par des impératifs de défense et des ambitions économiques, établit rapidement des relations cordiales avec ses nouveaux voisins²¹³, pour s'imposer progressivement dans de nombreux secteurs stratégiques : défense, infrastructures, transport et énergie en particulier. Cette présence croissante, qui se confronte à l'influence russe, a été rapidement analysée comme l'un des principaux obstacles au partenariat stratégique sino-russe.

Le projet des nouvelles routes de la soie, initialement appelé One Belt One Road Initiative puis renommé Belt and Road Initiative, qui consacre à l'Asie centrale une place prépondérante, semble confirmer le potentiel économique de la Chine dans la région et laisse à penser à un accroissement de son influence en Asie centrale, dans le Sud Caucase et en Europe centrale et orientale, que la création en 2012 du groupe des 16+1 a déjà amorcé.

Contrairement aux Etats-Unis, la Chine fonde son influence sur des leviers quasi exclusivement économiques. Son importance croissante dans la vie économique des pays centrasiatiques a conduit à la formulation d'une théorie de « partage des tâches » (*division of labour*) entre la Russie et la Chine : à la Russie reviendrait le volet sécuritaire tandis que la Chine deviendrait le principal moteur du dynamisme économique régional.

Ce chapitre questionnera ces deux théories, et étudiera en particulier les projets de la Chine concernant la sécurité en Asie centrale et sa pénétration progressive des marchés de défense et de sécurité des pays de l'espace régional russe. Une attention particulière sera également accordée à l'impact de BRI sur l'influence de la Chine dans les pays de l'espace régional russe.

1. La stabilité en Asie centrale, un enjeu crucial pour Pékin

²¹³ La politique de « bon voisinage » a été mis en place par la Chine au début des années 2000, et symbolisée par la signature de traité de « bon voisinage » avec plusieurs pays limitrophes dont la Russie en 2001.

La Chine doit gérer après la dislocation de l'URSS la multiplication des interlocuteurs impliqués dans la renégociation des frontières, puis la question de la population ouïgoure, répartie en Chine et dans plusieurs pays centrasiatiques, et considérée par Pékin comme un vecteur d'instabilité. La Chine doit également rapidement gérer les conséquences régionales de la guerre d'Afghanistan et la présence américaine. Ces enjeux poussent Pékin à prendre, en association avec la Russie, des initiatives de long terme dans le domaine de la sécurité et de la défense en Asie centrale

2.1. La création du Forum de Shanghai, une plateforme d'influence de la Chine

Le gouvernement chinois remet en cause depuis Mao Tsé-toung le traité frontalier signé avec l'empire russe en 1860, qualifié « d'inégal » par les dirigeants chinois. Le conflit sino-soviétique durant les années 1970 fait resurgir cette question dans les relations bilatérales au point de provoquer une longue brouille et une quasi-fermeture de la frontière. Pour les nouveaux Etats indépendants issus de l'URSS, la question frontalière avec la Chine est très sensible : tout comme la Russie, la Chine a pendant une longue période exercé sa domination sur une partie ces pays, et les trois Etats centrasiatiques frontaliers, le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizstan craignent une nouvelle remise en cause de leur souveraineté territoriale au lendemain de leur indépendance. De son côté, la Chine est fragilisée par plusieurs facteurs (troubles intérieurs avec les Ouïgours, isolation sur le plan international à la suite du massacre de Tian'anmen), et revoit à la baisse -à court terme- ses ambitions frontalières²¹⁴. Ayant par ailleurs besoin de la coopération de ces Etats sur la question ouïgoure, Pékin veille à ne pas se les aliéner par des revendications territoriales qui seraient jugées excessives.

La création du Forum de Shanghai en 1996 sous l'impulsion chinoise, réunissant le Kazakhstan le Kirghizstan, le Tadjikistan, la Chine et la Russie, intervient dans ce contexte de doubles négociations sur les dossiers frontaliers et ouïgours, et vise à en faciliter les résolutions. Pour la Chine, le Forum est également un moyen de rassurer les pays centrasiatiques quant à ses propres ambitions régionales, et de se poser en partenaire dans un cadre multilatéral plutôt que menace potentielle dans un cadre bilatéral. Au sein du Forum elle renvoie aux autres pays membres l'image d'un pays qui fait face aux mêmes défis sécuritaires. La Chine prend soin d'inclure la Russie de cette initiative, pour deux raisons : la Russie, en tant que principal acteur

²¹⁴ KELLNER Thierry, 2011. Le règlement des questions frontalières... entre la République populaire chinoise et ses voisins centrasiatiques, In : *Relations internationales*. 16 mai 2011. n° 145, p. 27-51

de la sécurité en Asie centrale au vu de ses capacités militaires et de son influence politique, est un interlocuteur incontournable ; de plus Pékin cherche manifestement à ne pas froisser ce partenaire qui considère l'Asie centrale comme sa sphère d'influence²¹⁵.

En 2003, la Chine, pour renforcer son influence au sein du groupe, propose d'étendre le champ d'actions du forum, devenu depuis 2001 l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et les pays membres signent alors un programme de vingt ans d'échanges multilatéraux et de coopération économique, visant à établir un espace de libre-échange²¹⁶. Alors que la croissance économique de la Chine la distingue déjà de ses partenaires au début des années 2000, l'OCS, organisation de sécurité, devient ainsi une nouvelle plate-forme d'influence économique.

Bien que la Chine parvienne, en dépit de protestations notamment au Kirghizstan, à régler la question frontalière avec les pays centrasiatiques, d'autres dossiers dans le domaine de la sécurité émergent : la « question ouïgoure » en référence aux tendances jugées séparatistes de cette population localisée dans le Xinjiang, la guerre en Afghanistan et la présence militaire américaine, qui, si elle a été approuvée par la Russie, est accueillie avec inquiétude à Pékin. La Chine continue donc de prendre une part active aux missions de l'OCS.

Le Forum joue un rôle central dans la politique de répression des Ouïgours. Ainsi, les notions de lutte contre « le séparatisme, l'extrémisme et le terrorisme, » que Pékin utilisait indifféremment dans les années 1990 pour qualifier les actions séparatistes ouïgoures apparaissent progressivement dans les documents officiels du Forum puis de l'OCS. Ce sont les « trois maux » définis par l'OCS²¹⁷ en 2001: « terrorism, separatism and extremism constitute a threat to international peace and security, the promotion of friendly relations among States as well as to the enjoyment of fundamental human rights and freedoms; recognizing that

²¹⁵ KELLNER Thierry, 2006. « La tranquille montée en puissance de la Chine en Asie centrale », *Revue internationale et stratégique*, 2006/4 (N°64), p. 143-154. DOI : 10.3917/ris.064.0143. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2006-4-page-143.html>

²¹⁶ En 2018, le premier ministre chinois propose de lancer une étude sur la faisabilité d'une zone de libre-échange, mais rien de concret ne semble avoir émergé jusqu'à présent, témoignant probablement d'une certaine réticence d'autres pays membres.

²¹⁷ Ministère Des Affaires Etrangères De La Fédération De Russie, 2001. Shanghai Convention on combating terrorism, separatism and extremism. In : *Ministère des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie* [en ligne]. Juin 2001. Disponible à l'adresse : http://www.mid.ru/sanhajskaa-organizacia-sotrudnicestva-sos-/-/asset_publisher/0vP3hQoCPRg5/content/id/579606

these phenomena seriously threaten territorial integrity and security of the Parties as well as their political, economic and social stability». Pour faire face à ces menaces, les pays membres s'accordent sur les principaux points suivants : « exchange of information; execution of requests concerning operational search actions; development and implementation of agreed measures to prevent, identify and suppress acts referred to in Article 1 (1) of this Convention, as well as mutual information on the results of their implementation; implementation of measures to prevent, identify and suppress, in their territories, acts referred to in Article 1 (1) of this Convention, that are aimed against other Parties ».

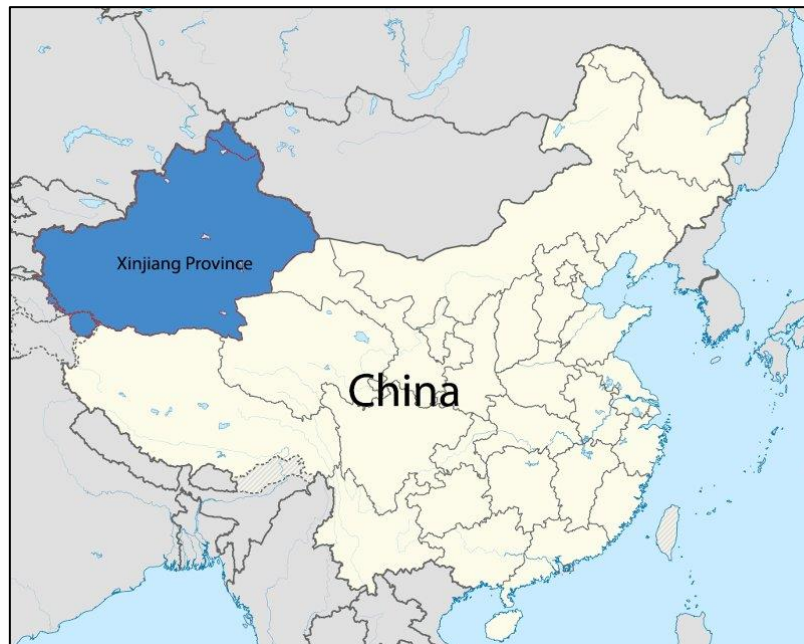
Dès les années 1990, la Chine obtient des pays d'Asie centrale l'assurance de ne soutenir aucun mouvement visant à déstabiliser le gouvernement chinois. Priorité de la politique chinoise, l'enjeu de la question ouïgoure explique en partie la position peu agressive de la Chine sur le dossier des renégociations de frontières entre elle et les Etats centrasiatiques voisins. L'OCS apparait ainsi directement instrumentalisée par la Chine pour accomplir ses objectifs nationaux²¹⁸.

2.2. L'enjeu de la population ouïgoure

La population ouïgoure vit majoritairement dans le Xinjiang chinois.

Figure 23 : Carte de la province du Xinjiang

²¹⁸ La Russie instrumentalise également l'organisation à son avantage. Cf. FACON, Isabelle, « L'Organisation de coopération de Shanghai. Ambitions et intérêts russes », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2006/3 (n° 1055), p. 26-37. Disponible à l'adresse: <https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2006-3-page-26.htm>



Source : East Turkistan.com

Certains ressortissants Ouïgours, en Chine et ailleurs, sont partisans d'un Etat indépendant, qui en Chine se situerait approximativement dans le Xinjiang et se nomme le Turkestan oriental. Le XXe siècle, émaillé de heurts et de révoltes paysannes dans la région, a conduit la Chine à mettre en place en 1996 un plan pour le « maintien de la stabilité au Xinjiang²¹⁹ », qui s'est traduit par de nombreuses purges, arrestations, et répressions religieuses. Ce conflit avec les Ouïgours était vu par Pékin comme une question rapidement solvable dans les années 1990. En avril 2001, un document chinois interne stipule la nécessité de régler la « question séparatiste » d'ici à deux ans²²⁰. Cependant, depuis le début des années 2000 et en dépit des difficultés à obtenir des informations, la communauté internationale relève régulièrement des épisodes de violences entre les Ouïgours et les Han ou les autorités chinoises : manifestations qui dégénèrent, attaques « terroristes » selon Pékin perpétrées par des Ouïgours : le Turkestan Independant Party (TIP), la seule organisation terroriste officiellement affiliée au mouvement séparatiste ouïgour, est régulièrement accusé par les

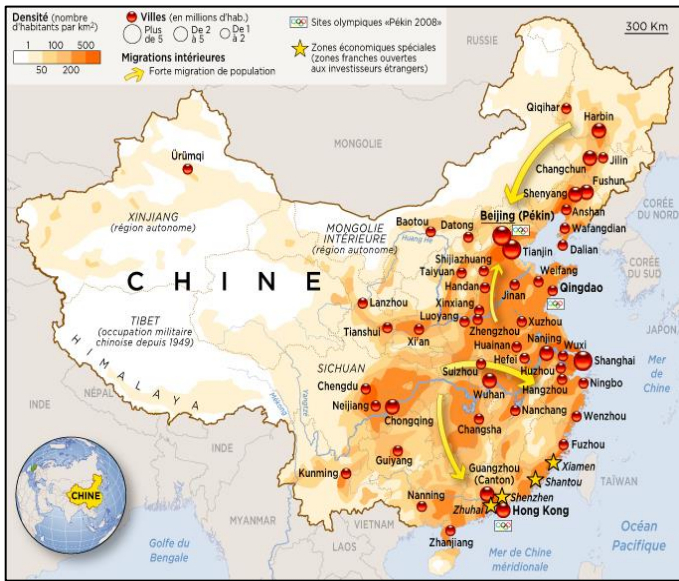
²¹⁹ *Record of the Meeting of the Standing Committee of the Political Bureau of the Chinese Communist Party Concerning the Maintenance of Stability in Xinjiang* [en ligne]. S.l. Disponible à l'adresse : <http://caccp.freedomsherald.org/conf/doc7.html>.

²²⁰ Stated by Marie Holzman at Conference Organized by the East Turkistan National Congress (ETNC) in Collaboration with the Transnational Radical Party (TRP), Brussels, 17 October 2001. See Xinjiang Steps Up Cracking Down on Separatists, *Zhongguo Xinwen She* in FBIS-CHI-2001-0411, 11 April 2001 and Agence France Presse, AFP Cites Paper: PRC's Xinjiang Anti-crime Campaign Targets Muslim Separatists, FBIS-CHI- 2001-0427, 27 April 2001

autorités chinoises d’être responsable d’attaques terroristes sur le territoire chinois, bien que l’organisation les revendique rarement. Le mouvement séparatiste est d’autant plus difficile à contenir pour Pékin que le Xinjiang est une région très isolée par rapport au reste du pays, peu peuplée et mal, voire pas, desservie par les réseaux de transport.

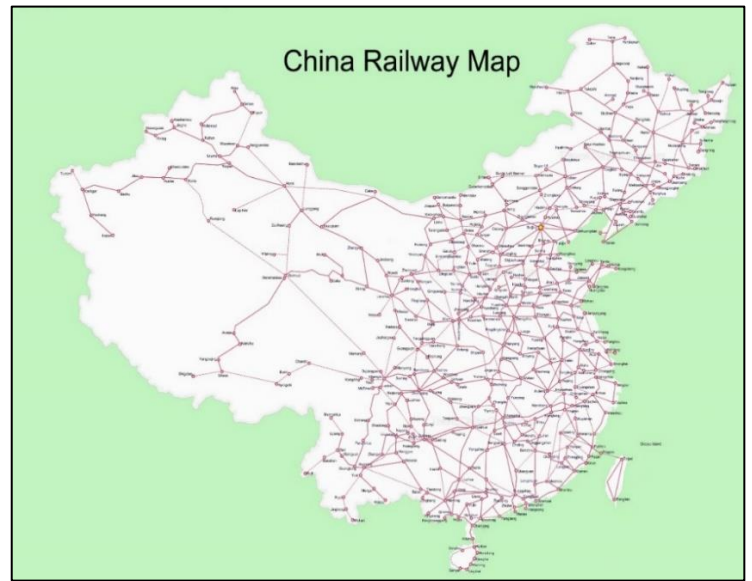
Figure 24 : Le Xinjiang, une région isolée et mal desservie

Répartition de la population en Chine



Source : <https://www.cartograf.fr/les-pays-lachine.php>

Le réseau de transport ferroviaire en Chine



Source : <https://www.travelchinaguide.com/china-trains/railway-map.htm>

Pourtant, contrôler le Xinjiang est une priorité pour le gouvernement chinois. La région est en effet stratégique : elle est tout d’abord le principal point de contact entre la Chine et l’Asie centrale.

Figure 25 : Le Xinjiang, la porte vers l’Asie centrale

Pays frontaliers du Xinjiang en Asie centrale	Etendue de la frontière
Pakistan et Cachemire	523 km
Afghanistan	76 km
Tadjikistan	414 km
Kirghizstan	858 km
Kazakhstan	1533 km

Russie	40 km
Mongolie	1500 km

Source : *CIA World Fact Book*

Elle est également riche en ressources, particulièrement en hydrocarbures. Les réserves de pétrole du Xinjiang sont estimées à 1/5 des réserves du pays²²¹, tout en sachant que de nouvelles réserves de pétrole dans la région continuent d'être découvertes ; 40% des réserves nationales de charbon sont situées dans la région ; les plus grandes réserves de gaz du pays seraient également dans le Xinjiang.

L'enjeu est donc double pour Pékin : il s'agit à la fois de réprimer une mouvance séparatiste accusée de fomenter des troubles, et de conserver le contrôle d'une région essentielle pour le développement économique du pays et pour sa stratégie régionale.

Une partie de la population ouïgoure vit également dans certains pays d'Asie centrale, au Kazakhstan, au Kirghizstan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan. La crainte exprimée par le gouvernement chinois d'une collusion entre les Ouïgours de l'étranger et les Ouïgours de Chine est l'une des raisons principales derrière la politique de sécurité régionale du pays : « Bear in mind the fact that Turkey, Kazakhstan and Kyrgyzstan are the home-bases for the activities of outside separatist forces. Through diplomacy, urge these countries to limit and weaken the activities of separatist forces inside their border²²² ». Pour Pékin, il faut s'assurer en priorité que les Ouïgours d'Asie centrale ne puissent ni faire pression sur leur pays de résidence pour soutenir la cause ouïgoure, ni aider directement les Ouïgours vivant en Chine. Nous avons peu de renseignements concernant le nombre de Ouïgours vivant dans les pays d'Asie centrale : les recensements officiels ne sont pas réguliers et sujets à caution. Voici néanmoins des estimations sur la répartition des Ouïgours en Asie centrale :

²²¹ WONG, Edward, 2014. China Invests in Region Rich in Oil, Coal and Also Strife. In : *The New York Times* [en ligne]. 20 décembre 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2014/12/21/world/asia/china-invests-in-xinjiang-region-rich-in-oil-coal-and-also-strife.html>.

²²² *Record of the Meeting of the Standing Committee of the Political Bureau of the Chinese Communist Party Concerning the Maintenance of Stability in Xinjiang*. 1996. [en ligne]. S.l. Disponible à l'adresse : <http://caccp.freedomsherald.org/conf/doc7.html>.

Tableau 11 : Répartition de la population ouïgoure en Asie centrale et en Chine

Pays	Ouïgours vivant dans le pays	Population totale du pays
Chine	10 000 000 ²²³	1 300 000 000
Kazakhstan	241 946 ²²⁴	17 800 000
Kirghizstan	56 015 ²²⁵	6 083 000
Tadjikistan	1000 ²²⁶	8 735 000
Ouzbékistan	45 000 ²²⁷	31 850 000

Données compilées à partir de plusieurs sources d'informations (Joshua Project et Uyghur Today)

2.3. La guerre d'Afghanistan et la présence militaire américaine

A l'instar de la Russie, la Chine trouve un intérêt à soutenir les Etats-Unis dans leur lutte contre le terrorisme international, qui lui permet de justifier sa répression contre les musulmans Ouïgours, et à ce titre ne s'oppose pas initialement au déploiement des troupes américaines en Asie centrale (deux bases militaires sont installées, au Kirghizstan et en Ouzbékistan). Néanmoins, quelques années après le début de la guerre, la Chine, et dans une moindre mesure la Russie, commencent à formuler des inquiétudes quant aux objectifs de Washington dans la région, et la présence militaire américaine est de plus en plus perçue comme un moyen de sécuriser les intérêts, y compris économiques, des Etats-Unis. Une timide déclaration est émise en 2005 par l'OCS, appelant les Etats-Unis à définir une date de départ d'Asie centrale. La Chine et la Russie font ainsi le choix d'exprimer leurs craintes via l'organisation, qui tente de devenir, de manière imprévue au regard de ses objectifs initiaux, un contrepoids à la présence américaine.

²²³ FIFIELD, Anna, 2019. - The Washington Post. In : *Washington Post* [en ligne]. Juillet 2019. Disponible à l'adresse : <https://www.washingtonpost.com/gdpr-consent/>.

²²⁴ « Ujgury Kazahstana: istorija i sovremennost. » [Les Ouïgours du Kazakhstan : histoire et actualité] UyghurToday.com. 2016 - Ujgury: novosti, istorija, kul'tura. In : *Uyghur Today* [en ligne]. Septembre 2016. Disponible à l'adresse : <http://uyghurtoday.com/2016/09/02/uygury-kazahstana-istoriya-i-sovremennost/>.

²²⁵ Nacional'nyj statističeskij komitet Kyrgyzskoj Respubliki, [Comité national des statistiques de la République kirgyze]. Disponible à l'adresse : <http://stat.kg/ru/statistics/naselenie/>

²²⁶ Uyghur | Joshua Project. In : [en ligne]. [Consulté le 20 février 2018]. Disponible à l'adresse : https://joshuaproject.net/people_groups/15755.

²²⁷ Uyghur | Joshua Project. In : [en ligne]. [Consulté le 20 février 2018]. Disponible à l'adresse : https://joshuaproject.net/people_groups/15755.

2.4. Les ambitions militaires chinoises en Asie centrale, un risque pour l'entente russo-chinoise ?

Les initiatives chinoises sur les questions de sécurité, prises exclusivement dans un cadre multilatéral et toujours avec le concours de la Russie, ont conduit certains observateurs à formuler une théorie de « division des tâches », *division of labour*²²⁸ en anglais, entre la Russie et la Chine, décrivant un consensus entre les deux pays sur l'Asie centrale : à la Russie serait dévolu, grâce à ses capacités militaires et ses technologies de pointe, le rôle de garant de la sécurité, tandis que la Chine, grâce à sa forte croissance économique, deviendrait le moteur économique de la région.

Comme nous l'avons constaté, bien que la Russie ait une position ambiguë vis-à-vis de la Chine et de son influence croissante, elle prend soin d'éviter toute confrontation directe. Ceci est dû à deux principaux facteurs : tout d'abord, la Russie profite indéniablement de la croissance économique de la Chine, et leurs relations bilatérales sont un pan important de la stratégie de politique étrangère russe. Ensuite, parce que l'influence chinoise dans l'espace régional russe est avant tout économique et que, jusqu'à récemment, toutes les opérations de sécurité de la Chine s'effectuaient dans le cadre de l'OCS. L'influence chinoise n'est donc pas perçue au Kremlin comme une menace à la sécurité nationale, à l'inverse de la présence américaine.

Alors que la stratégie de puissance chinoise se manifeste en priorité par des projets économiques internationaux ambitieux, l'année 2015 marque toutefois l'émergence d'une stratégie militaire à l'étranger, officialisée par un discours de Xi Jinping, promouvant la « diplomatie militaire » à l'étranger. La Chine annonce ainsi la création de sa première base militaire à l'étranger à Djibouti, devant lui permettre de “ better perform the international obligations of the UN escort missions in the Gulf of Aden and Somali waters as well as humanitarian relief, help with Djibouti's socio-economic development and allow China to make greater contributions to the peace and stability of Africa and beyond.”²²⁹ ». Avec cette première base, la Chine annonce son intention de défendre militairement ses intérêts économiques à

²²⁸ KOSNAZAROV, Daniyar et AKYLBAYEV, Iskander, 2016. The Great Bargain between Russia and China for Central Asia | China in Central Asia. In : *chinaincentralasia* [en ligne]. Novembre 2016. Disponible à l'adresse : <http://chinaincentralasia.com/2016/11/06/the-great-bargain-between-russia-and-china-for-central-asia/>

²²⁹ Foreign Ministry Spokesperson Geng Shuang's Regular Press Conference on July 12, 2017. In : *Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China* [en ligne]. Juillet 2017. Disponible à l'adresse : https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/xwfw_665399/s2510_665401/t1477422.shtml.

l'étranger. Aucune mesure similaire n'a été encore prise par Pékin dans l'espace régional russe. Mais depuis 2014 les mesures de sécurité régionale prises par la Chine laissent à penser que Pékin entend endosser un rôle leader dans la sécurité de la région, remettant en question la suprématie russe chère à Moscou.

Cela se traduit tout d'abord par l'essor des exportations d'armes de Chine vers les pays d'Asie centrale. Avant 2016, seul l'Ouzbékistan, selon les données de SIPRI, s'était fourni, ponctuellement, auprès de Pékin.

Tableau 12 : Exportations des armes chinoises en Asie centrale en millions de dollars

	2016	2017	2018	2019
Kazakhstan	9		23	
Kirghizstan			1	
Tadjikistan			3	
Turkménistan	230	4		
Ouzbékistan			107	

Source : SIPRI

La Chine est également à l'origine d'une vague de partenariats bilatéraux de sécurité et de défense avec les pays centrasiatiques et caucasiens²³⁰. Son projet des routes de la soie a en effet accentué la nécessité de pacifier une région encore soumise à de nombreux troubles. La Chine tente ainsi notamment de régler ce qu'elle considère comme le terrorisme Ouïgour et surtout l'instabilité en Afghanistan, qui peut porter atteinte aux projets chinois, notamment le China-Pakistan Economic Corridor (CPEC).

Figure 26 : L'Afghanistan, source de préoccupation pour BRI

²³⁰ ROLLAND, Nadège, 2018. La Chine dans les pays d'Europe orientale et du Caucase du Sud. Un entrisme sur la pointe des pieds. In : *Russia.NEI.Visions*. IFRI. Décembre 2018. n° 112, p. 28.



Source : Indian Defence Review

Pékin développe donc, depuis 2016, une nouvelle politique de sécurité régionale. A l'inverse de ses précédentes manœuvres pour pacifier l'Asie centrale, cette nouvelle stratégie exclut totalement la Russie. Trois opérations chinoises retiennent particulièrement notre attention en Asie centrale : la création d'un axe antiterroriste Afghanistan-Pakistan-Tadjikistan-Chine, la militarisation chinoise en Afghanistan et l'intensification de la coopération bilatérale avec les pays centrasiatiques.

- L'axe antiterroriste Afghanistan-Pakistan-Tadjikistan-Chine.

En 2016, la Chine, le Tadjikistan, le Pakistan et l'Afghanistan annoncent la formation d'un pacte militaire antiterroriste, le « Quadrilateral Cooperation and Coordination Mechanism in Counter Terrorism by Afghanistan-China-Pakistan-Tajikistan Armed Forces ». D'après le communiqué commun issu à la fin de la réunion, les quatre pays s'engagent à améliorer leur

coopération pour combattre le terrorisme et l'extrémisme²³¹. L'année suivante sont signés l'accord sur "Coordination Mechanism in Counter Terrorism by Afghanistan-China-Pakistan-Tajikistan Armed Forces" et le protocole sur "Counter-Terrorism Information Coordination Center by Afghanistan-China-Pakistan-Tajikistan Armed Forces. ». L'accord et le protocole ne sont pas accessibles au public, mais le gouvernement chinois précise sur le site du ministère de la Défense Nationale que les parties se sont engagées à « make positive contributions to the peace and stability of region and the world as a whole ». Cet engagement empiète alors directement sur les missions de l'OCS, organisation de sécurité créée par la Chine et la Russie.

- La militarisation chinoise en Afghanistan

En 2017, des rumeurs citent la présence de troupes chinoises effectuant des patrouilles sur le territoire afghan, démenties par le gouvernement chinois qui a en revanche confirmé exécuter des opérations antiterroristes communes avec Kaboul²³². Pour le think-tank Central Asia-Caucasus Analyst, il ne fait aucun doute au regard des preuves qu'il aurait amassé que les Chinois auraient entrepris, non pas des opérations antiterroristes, mais des patrouilles communes avec les forces afghanes²³³. Ces nouvelles interviennent dans un contexte particulier en Afghanistan : alors que les forces américaines se retirent progressivement du territoire depuis 2014, la Russie a annoncé en 2015 avoir engagé des discussions avec les Talibans ; mi 2017 des rapports afghans et américains accusent Moscou de fournir des armes aux Talibans, sur la preuve que ces derniers utilisent des armes uniquement accessibles aux Russes.

Début 2018, d'autres rumeurs font état de la construction prochaine d'une base militaire sur la frontière afghane-tadjike par la Chine ; bien que le gouvernement chinois ait officiellement démenti la rumeur, le général afghan Davlat Waziri a confirmé la tenue de négociations bilatérales sur la construction d'une base militaire : « En tant que représentant du

²³¹ Afghanistan, China, Pakistan, Tajikistan issue joint statement on anti-terrorism. In : *Ministère de la Défense Nationale de la République Populaire de Chine* [en ligne]. Aout 2016. Disponible à l'adresse : http://eng.mod.gov.cn/DefenseNews/2016-08/04/content_4707451.htm.

²³² Clover, Charles. Mystery deepens over Chinese forces in Afghanistan. In : *Financial Times* [en ligne]. 26 février 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.ft.com/content/0c8a5a2a-f9b7-11e6-9516-2d969e0d3b65>.

²³³ Marty, Franz J. The curious case of Chinese troops on Afghan soil. In : *Cacianalyst* [en ligne]. Février 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/13424-the-curious-case-of-chinese-troops-on-afghan-soil.html>.

ministère de la Défense de l'Afghanistan, je déclare encore une fois : des négociations ont été tenues avec le ministère chinois de la Défense, et un accord a été conclu pour construire une base militaire (...) dans le nord de la province du Badakhshan.²³⁴ ».

Figure 27 : La région du Badakhshan, objet de la politique de sécurité régionale de Pékin



Source : Pamir Times

- L'intensification de la coopération bilatérale avec les pays centrasiatiques.

En 2016, et pour la première fois, la Chine a organisé un exercice militaire bilatéral avec le Tadjikistan à la frontière afghane-tadjike, en dehors du cadre de l'OCS. L'exercice a eu lieu dans la région de Gorno Badakhshan au Tadjikistan (donc dans la même région que la potentielle future base militaire chinoise en Afghanistan) et confirme l'intérêt grandissant de Pékin pour la sécurité dans cette région. La même année, la Chine annonce le financement et la construction de 11 avant-postes et d'un centre d'entraînement de garde-frontières sur le sol tadjik pour renforcer le contrôle de la frontière sino-tadjike²³⁵.

²³⁴ Ujgury v gorah Badahšana. Začem Kitaju otricat' plany po ukrepleniju dal'nih podstupov. In : Fergana - međunarodnoe agentstvo novostej [en ligne]. Disponible à l'adresse : <http://www.fergananews.com//article.php?id=9788>.

²³⁵ China to build outposts for Tajik guards on Tajikistan-Afghanistan... In : Reuters [en ligne]. 26 septembre 2016. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-tajikistan-china-border/china-to-build-outposts-for-tajik-guards-on-tajikistan-afghanistan-border-idUSKCN11W0T1>.

Dans le contexte de BRI et face à l'instabilité permanente en Afghanistan, l'intérêt de la Chine pour la sécurité centrasiatique ne peut que croître, incluant l'éventualité de création de bases militaires chinoises. Ce point a ainsi été traité par Stephen Blank dans un article publié en 2018, dans lequel il envisage les conséquences pour le partenariat sino-russe d'une projection militaire unilatérale de la Chine en Asie centrale : « any hint that China is seriously contemplating to project its own unilateral military power into Central Asia will almost certainly trigger alarm bells in Moscow [...] It would also undercut the “comprehensive strategic partnership” that now formally exists between Beijing and Moscow and undermine any pretense that it is the West and specifically Washington that threatens Russia²³⁶ ». Un rapport du Wilson Center de 2020, qui souligne les avancées militaires de la Chine en Asie centrale, questionne également la viabilité de la coopération régionale russo-chinoise à moyen terme²³⁷.

La nouvelle politique de sécurité de la Chine en Asie centrale, excluant de plus en plus la Russie, pourrait amener Moscou à redéfinir sa position. Les médias russes ont pris note de l'évolution de la politique de sécurité chinoise en Asie centrale, et certains se sont inquiétés des conséquences sur l'influence russe dans la région, tandis que le gouvernement est resté silencieux. Il faut toutefois que depuis 2016-2017, Moscou s'efforce de renforcer son influence dans le secteur militaire en Asie centrale. Ainsi, en 2017, le ministre russe de la défense annonce de nouvelles mesures pour renforcer l'efficacité des troupes présentes au Tadjikistan et au Kirghizstan, décision que l'on peut tout autant imputer au risque terroriste qu'à l'expansion chinoise : « For the purpose of raising military efficiency of Russian military bases in Tajikistan and Kyrgyzstan, we equip them with modern weapons and military equipment. Providing

²³⁶ BLANK, Stephen, 2018. A Chinese Base in Central Asia. In : *Cacianalyst* [en ligne]. Avril 2018. Vol. Analytical Articles. Disponible à l'adresse : <https://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/13507-a-chinese-base-in-central-asia.html>.

²³⁷ JARDINE, Bradley et LEMON, Edward, 2020. In *Russia's Shadow: China's Rising Security Presence in Central Asia*. In : *Wilson Center* [en ligne]. Mai 2020. Vol. Kennan Cable, n° 52. Disponible à l'adresse : <https://www.wilsoncenter.org/publication/kennan-cable-no-52-russias-shadow-chinas-rising-security-presence-central-asia>.

assistance to our partners in the region in improving opportunities of their armed force, we jointly plan the use of them²³⁸ »

2. Essor économique et influence financière de la Chine : l'impact de la Belt and Road Initiative

Intéressée par les ressources naturelles disponibles en Asie centrale, nécessaires pour soutenir la croissance économique de la Chine et pour diversifier son approvisionnement énergétiques, Pékin veille rapidement, dès le début des années 2000, à devenir un acteur économique de premier plan dans la région, démarche facilitée par l'important déséquilibre économique entre la Chine et les Etats centrasiatiques.

Le projet des nouvelles routes de la soie est annoncé par le dirigeant chinois dans la capitale kazakhe, symbolisant dès lors la place centrale que doit détenir la région dans sa réalisation. BRI doit permettre à la Chine de donner un cadre officiel et une logique d'ensemble²³⁹ à cette politique de projection économique tous azimuts qu'elle a mis en place à la fin des années 2000, et prélude à d'autres initiatives notamment dans le secteur des infrastructures et des transports.

2.1. La Belt and Road Initiative, un projet opaque

En septembre 2013, Xi Jinping réalise une tournée dans quatre Etats d'Asie centrale (Turkménistan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizstan) durant laquelle il conclut certains accords majeurs dans les domaines énergétiques, infrastructures et transport, et dévoile son projet mondial des routes de la soie, renommé Belt and Road Initiative en 2017.

Au Turkménistan, le dirigeant chinois conclut 13 accords, surtout dans le domaine énergétique, et publie une déclaration conjointe avec le dirigeant turkmène sur l'établissement d'un partenariat stratégique. En Ouzbékistan, il signe des accords d'une valeur de 15 milliards de dollars américains, entérinant le partenariat stratégique signé l'année précédente. Xi Jinping annonce également vouloir augmenter les échanges bilatéraux à 5 milliards de dollars en 2017.

²³⁸ Russia improves its military bases in Tajikistan and Kyrgyzstan. In : *AzerNews.az* [en ligne]. 26 avril 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.azernews.az/region/131110.html>.

²³⁹ LARUELLE, Marlène (dir.), 2018. *China's Belt and Road Initiative and Its Impact In Central Asia*. the George Washington University. Central Asia Program.

Durant sa visite officielle au Kazakhstan, le leader chinois conclut avec son homologue kazakh 22 accords d'une valeur d'environ 30 milliards de dollars américains²⁴⁰, dont 5 milliards pour l'entrée de CNPC au capital, avec environ 8% des parts, du projet d'exploitation du champ de pétrole Kashagan situé dans les eaux kazakhes de la mer Caspienne. Kashagan constitue l'un des plus grands gisements de pétrole découverts ces cinquante dernières années²⁴¹. Son exploitation a été cependant longtemps entravée par des problèmes techniques : en 2013, quelques jours après l'annonce de la prise de participation de la Chine dans le projet, la production est lancée pour s'arrêter quasi immédiatement en raison de divers dysfonctionnements majeurs, et ne reprend qu'en 2017. Le champ de pétrole approvisionne la Chine via l'oléoduc achevé en 2009 par les deux pays ; en prenant des parts dans l'exploitation du pétrole, la Chine s'assure donc un droit de regard, de la production au transport du pétrole. La tournée en Asie centrale s'est conclue par une visite au Kirghizstan, durant laquelle plusieurs contrats ont été signés, d'une valeur de 3 milliards de dollars américains. Au total, la Chine a signé pour 48 milliards de dollars américains d'accords avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan (le montant des contrats signés avec le Turkménistan n'est pas connu).

Désormais, toute l'Asie centrale est impliquée dans l'approvisionnement en hydrocarbures de la Chine ; le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan fournissent du gaz à la Chine ; le Kazakhstan fournit du pétrole ; le Kirghizstan et le Tadjikistan doivent devenir des pays de transit et bénéficieront par conséquent aussi des accords entre ces pays et la Chine. La Chine dépend aussi de ce système : en 2013, avant la signature des accords d'approvisionnement supplémentaire en gaz le Turkménistan fournissait déjà près de la moitié des achats chinois de gaz²⁴², qui représentent en 2017 36% de ses besoins domestiques grandissants²⁴³.

²⁴⁰ China, Kazakhstan to ink deals worth \$30 billion on Saturday. In : *Reuters* [en ligne]. 7 septembre 2013. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-kazakhstan-china-deals/china-kazakhstan-to-ink-deals-worth-30-billion-on-saturday-idUSBRE98608320130907>.

²⁴¹ China buys into giant Kazakh oilfield for \$5 billion. In : *Reuters* [en ligne]. 7 septembre 2013. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-oil-kashagan-china/kazakhs-to-sell-china-8-33-percent-in-kashagan-oilfield-for-5-billion-sources-idUSBRE98606620130907>.

²⁴² Top 10 natural gas suppliers to China in 2013[1]- Chinadaily.com.cn. In : *China Daily* [en ligne]. 29 mai 2014. Disponible à l'adresse : http://www.chinadaily.com.cn/business/2014-05/29/content_17544363.htm.

²⁴³ Costliest Gas in World Clouds China's Campaign for Bluer Skies. In : *Bloomberg.com* [en ligne]. 4 juillet 2017. Disponible à l'adresse :

Ces accords, associés au projet des routes de la soie, semblent signifier le début d'une nouvelle période d'investissements massifs de la Chine en Asie centrale. Les mécanismes de financement du projet sont toutefois opaques, de nombreux organismes intervenants à divers niveaux, et plusieurs Etats déplorent le manque de transparence de la Chine sur le sujet. Il n'existe en outre aucun tracé officiel des nouvelles routes de la soie. Les cartes proposées ci-dessous ne sont qu'une indication générale de leur tracé, à l'échelle mondiale et en Asie centrale.

Figure 28 : Le projet des routes de la soie



Source : Council on Foreign Relations

Figure 29: Les routes de la soie en Asie centrale

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-07-04/costliest-gas-in-world-clouding-china-s-campaign-for-bluer-skies>.



Source : *OBOREurope.com*

Actuellement et d’après le site officiel de BRI, seuls les projets suivants en Asie centrale sont financés par BRI, certains, notamment le gazoduc entre l’Asie centrale et la Chine, ayant été lancés longtemps avant la création de BRI :

Tableau 13 : Projets financés par BRI en Asie centrale

Pays	Nom du projet	Secteur
Kazakhstan	Khorgos Gateway Dry Port	Transport
Kazakhstan	Port Aktau	Transport
Kazakhstan	“Khorgos – Eastern Gate”	Zone économique spéciale
Ouzbékistan	Pap Angren Railway	Transport
Tadjikistan	Nurek Hydropower Rehabilitation Project, Phase I	Energie
Tadjikistan	Dushanbe-Uzbekistan Border Road Improvement	Transport
Multiples	Central Asia-China Gas Pipeline	Energie

Source: Beltroad-Initiative.com

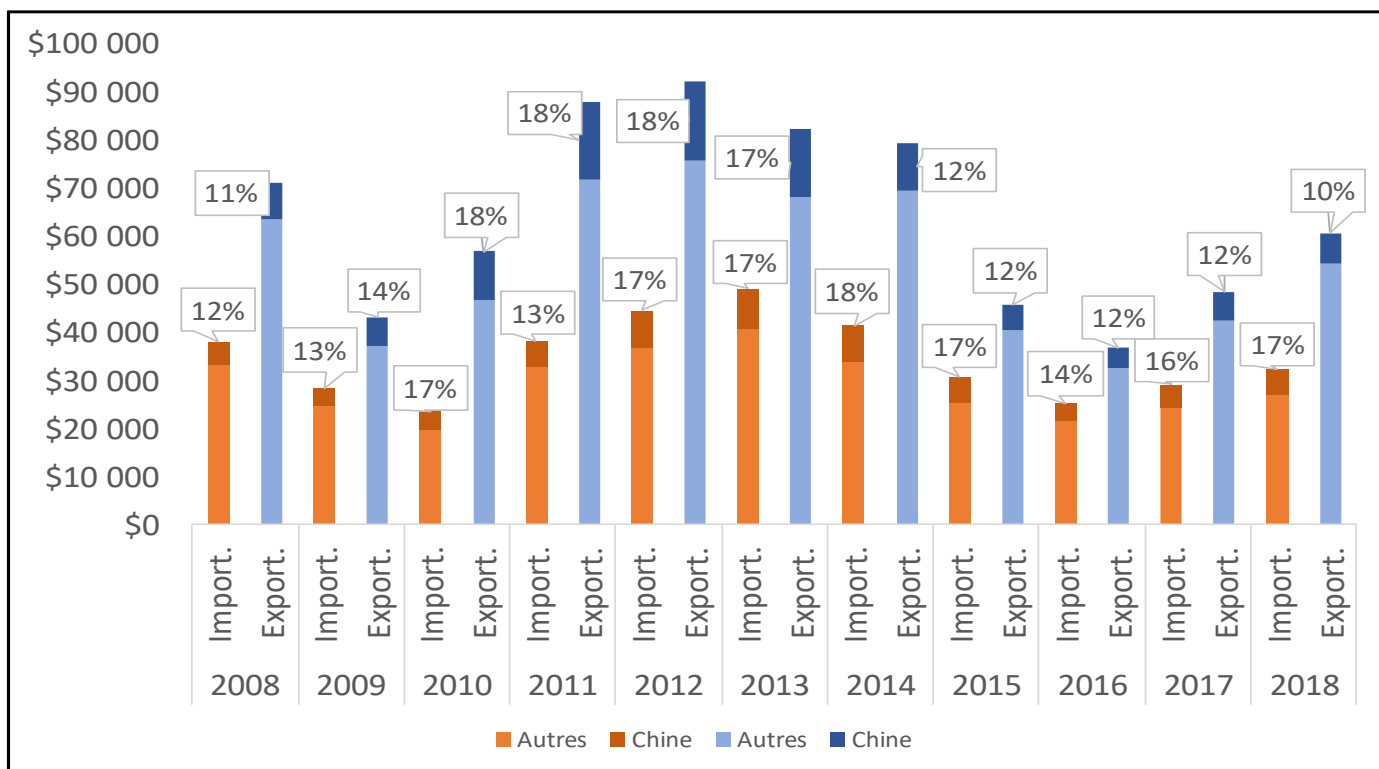
Pour tenter d'établir l'impact du projet sur l'influence économique et financière de la Chine au sein des pays centrasiatiques, nous avons choisi trois indicateurs, sur une période de 10 ans, entre 2008 et 2018, suffisante pour nous permettre de comprendre les dynamiques et tendances avant et après l'annonce de BRI. Dans un premier temps seront abordés les échanges commerciaux entre la Chine et chaque pays d'Asie centrale, puis les investissements chinois dans les pays d'Asie centrale et enfin le montant de la dette des Etats détenus par la Chine.

2.2. Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Asie centrale

L'intensification rapide, dès le début des années 2000, des échanges commerciaux entre la Chine et les pays d'Asie centrale laisse présager, dans le cas où cette dynamique se maintiendrait, un risque sérieux pour la prédominance de la Russie comme partenaire commercial des pays d'Asie centrale, position qu'aucune puissance régionale (Iran, Turquie) n'était parvenue à véritablement affaiblir globalement. Le lancement en 2013 du projet des nouvelles routes de la soie, et la forte médiatisation qui entoure ce projet, doit, comme annoncé, donner lieu à une accentuation des échanges entre la Chine et les pays d'Asie centrale.

Ces pays annoncent régulièrement une augmentation de la valeur des échanges commerciaux, utilisant ces chiffres pour démontrer le succès de BRI et de leurs relations économiques. Ce qui nous intéresse toutefois n'est pas l'augmentation de la valeur des échanges, phénomène normal et attendu entre deux économies enregistrant une croissance économique positive, mais la part des biens échangés avec la Chine au regard des exportations et importations annuelles des pays centrasiatiques. Calculer ce pourcentage nous permet alors de prendre la mesure du rôle de la Chine dans la vie commerciale des pays centrasiatiques. Les tableaux ci-dessous présentent les importations et exportations de chaque pays sur la base des données fournies par la Direction of Trade Statistics du FMI.

Figure 30: Echanges commerciaux entre le Kazakhstan et la Chine 2008-2018 (millions de dollars)



Source: Direction of Trade Statistics, FMI

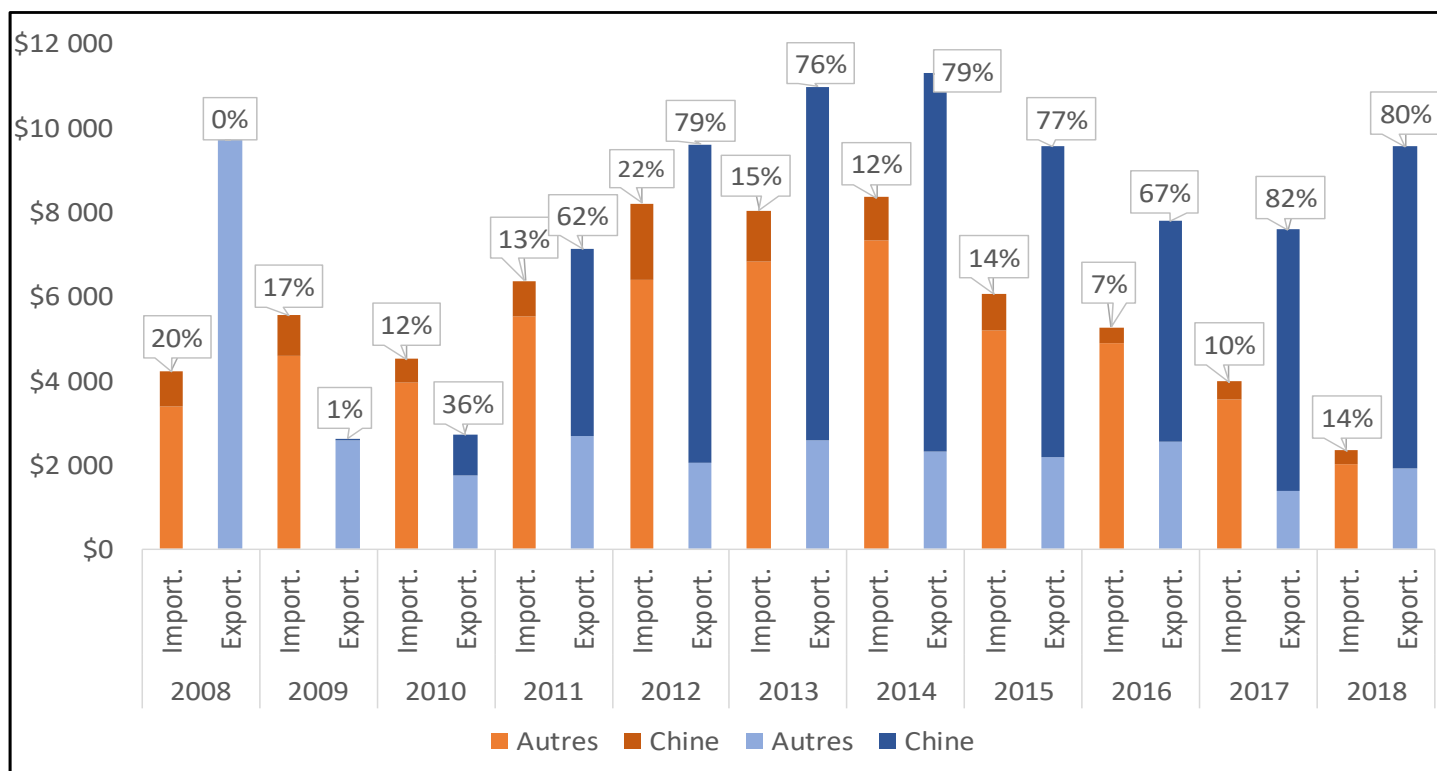
Nonobstant la valeur des biens exportés en Chine, les exportations à destination de la Chine au regard du total des exportations ont connu une dynamique positive entre 2008 et 2013, année au cours de laquelle 17% des biens exportés par le Kazakhstan ont été envoyés à Chine. Cette croissance s'explique par la mise en service de réseaux d'oléoducs entre le Kazakhstan et la Chine. La part des biens exportés en Chine décroît toutefois depuis 2013, et atteint en 2018 un niveau légèrement inférieur à 2008. La volatilité des prix du pétrole, la crise du rouble, qui a affecté l'économie kazakhe, entre 2014 et 2017 peuvent expliquer la baisse de la valeur des biens exportés par le Kazakhstan, mais ne peuvent toutefois justifier la baisse de la part de la Chine, qui semble donc due davantage à une volonté politique qu'à un contexte économique instable.

Les importations chinoises au Kazakhstan fluctuent également, et si en dix ans, la part des marchandises chinoises a augmenté dans les importations totales du Kazakhstan, de 12% à 17%, la dynamique est peu significative, et apparaît en outre plutôt instable, davantage soumise aux conditions économiques du Kazakhstan.

De manière générale, le Kazakhstan bénéficie d'un certain excédent commercial, plus léger cependant en 2018. C'est avec le Kazakhstan que la Chine échange le plus en Asie

centrale, et, avec le Turkménistan, c'est également le seul à enregistrer un solde positif dans ses échanges commerciaux avec la Chine.

Figure 31 : Echanges commerciaux entre le Turkménistan et la Chine 2008-2018 (millions de dollars)



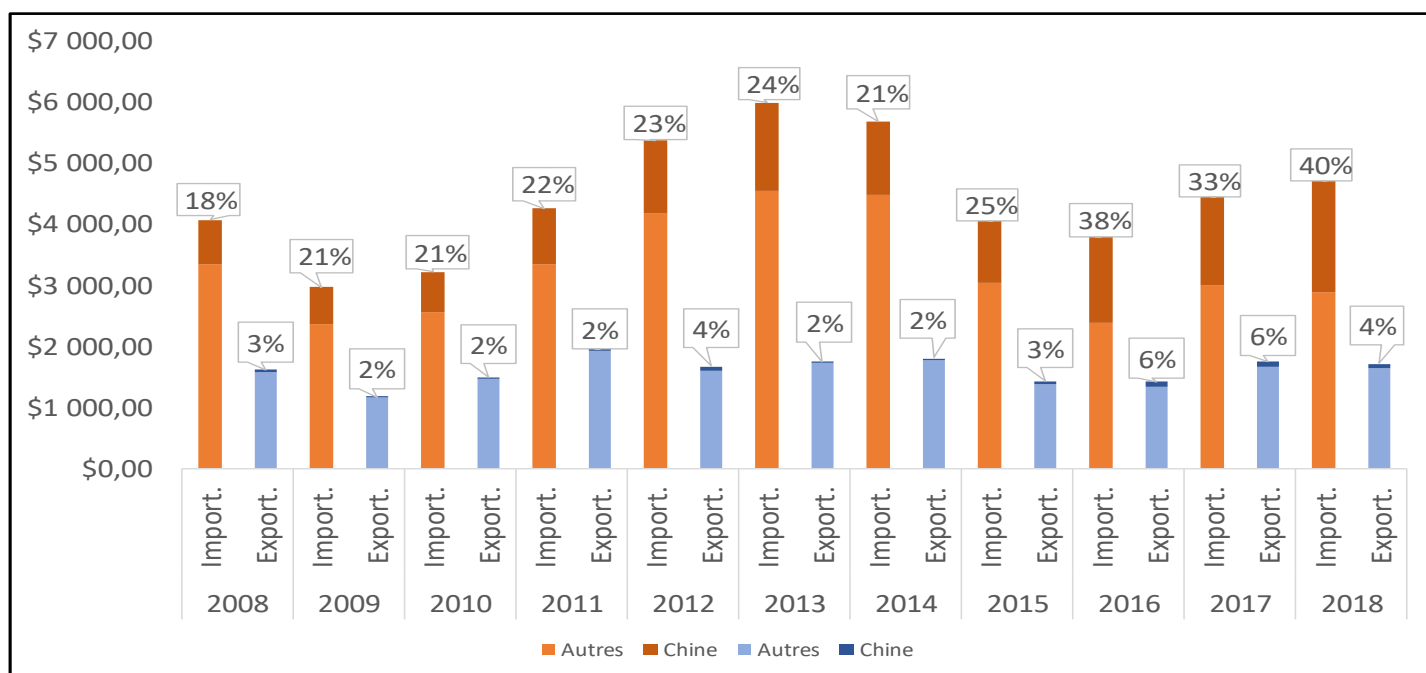
Source: Direction of Trade Statistics, FMI

Le commerce bilatéral entre le Turkménistan et la Chine est presque exclusivement articulé autour de la vente d'hydrocarbures à la Chine, qui constitue le principal bien exporté. Cette hausse importante est notamment due au conflit gazier entre la Russie et le Turkménistan, ayant conduit la Russie, très exigeante sur le prix d'achat du gaz turkmène, à stopper toutes ses importations en 2016²⁴⁴. Comme pour le Kazakhstan, la mise en service de pipelines à la toute fin des années 2000 explique la croissance phénoménale de la part des biens exportés en Chine : en 10 ans, le pourcentage de ces biens est passé de 0% à 80%, avec une croissance quasi constante.

²⁴⁴ En 2019, le Turkménistan a repris les exportations de gaz à destination de la Russie, pour un montant inconnu.

Les marchandises chinoises peinent toutefois à s'imposer sur le marché turkmène, et leur part dans les importations globales du Turkménistan a décliné en 10 ans, de 20% à 14%. Le Turkménistan privilégie en effet les produits en provenance de Turquie.

Figure 32: Echanges commerciaux entre le Kirghizstan et la Chine 2008-2018 (millions de dollars)

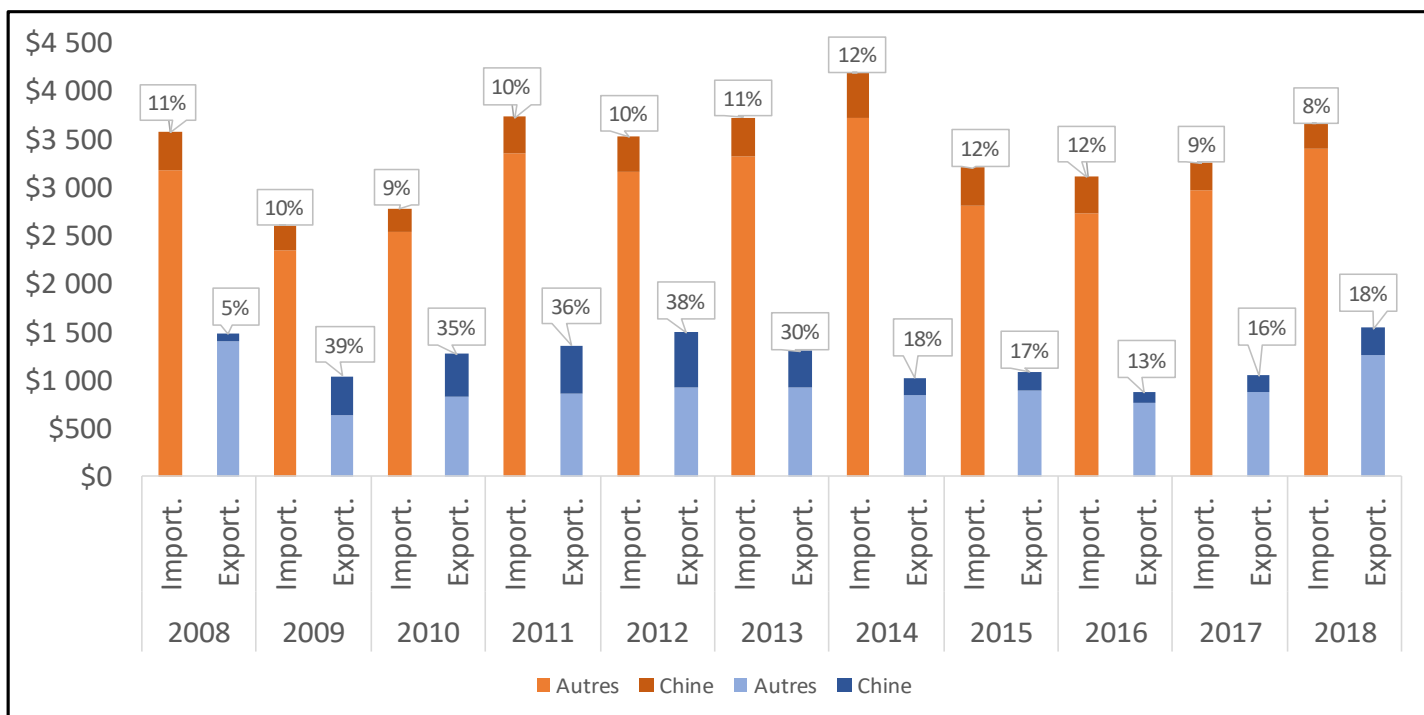


Source: Direction of Trade Statistics, FMI

Le Kirghizstan exporte très peu de marchandises à destination de la Chine, et la part de ces biens a globalement stagné entre 2008 et 2018, avec une faible hausse en 2016-2017.

Exportateur marginal, le Kirghizstan dépend de ses importations, et les marchandises chinoises ont rapidement afflué : entre 2008 et 2018, la part de ces marchandises, notamment des produits alimentaires, a cru de 18% à 40% des importations totales du Kirghizstan, en dépit de leur baisse notable entre 2014 et 2016.

Figure 33: Echanges commerciaux entre le Tadjikistan et la Chine 2008-2018 (millions de dollars)

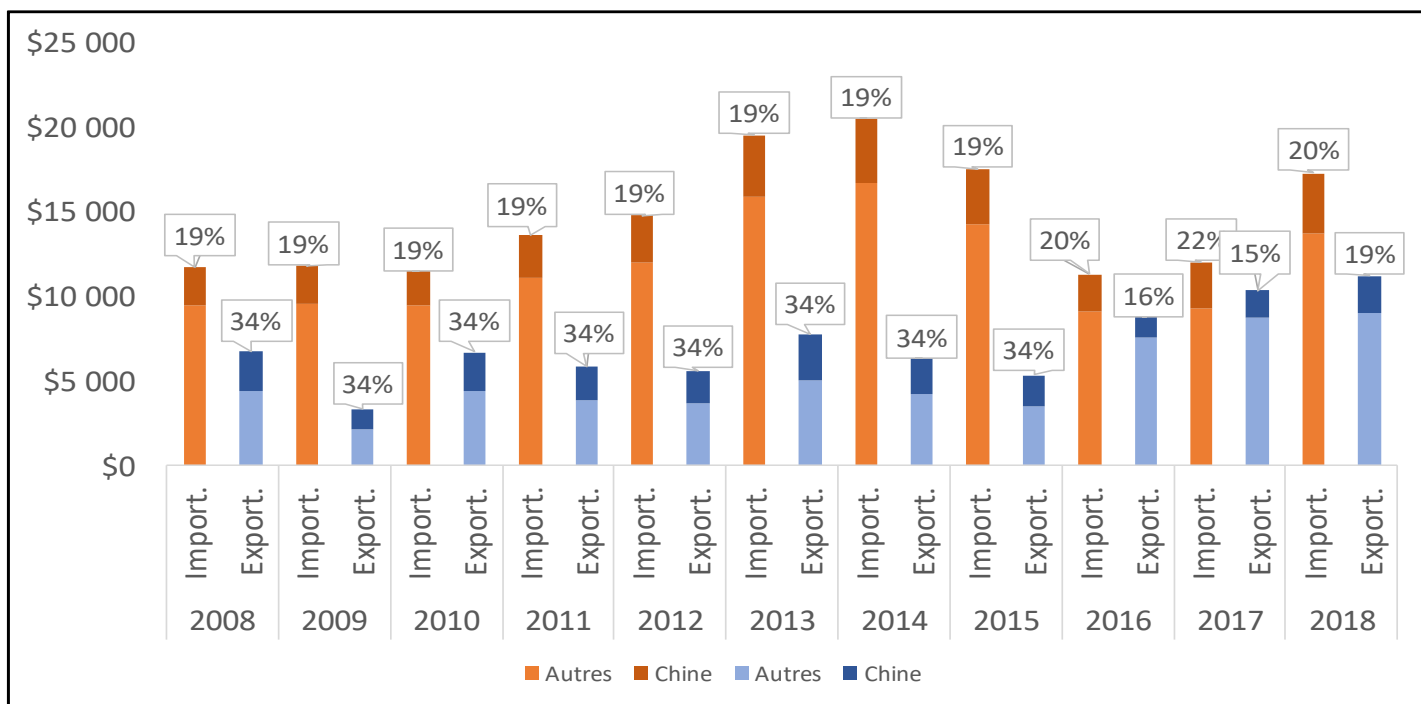


Source: Direction of Trade Statistics, FMI

La part des marchandises tadjikes exportées en Chine a beaucoup fluctué en 10 ans, notamment due au fait que le Tadjikistan a déjà de nombreux partenaires, à l’instar de la Turquie, des pays centrasiatiques et de la Russie. Après un pic entre 2009 et 2012, la part des exportations tadjikes à destination de la Chine a décliné significativement, de 38% en 2012 à 18% en 2018.

A contrario, les importations de marchandises chinoises au Tadjikistan demeurent relativement stables, et évoluent entre 9% et 12% du total des importations du pays, sans noter de dynamique particulière à partir de 2013.

Figure 34: Echanges commerciaux entre l’Ouzbékistan et la Chine 2008-2018 (millions de dollars)

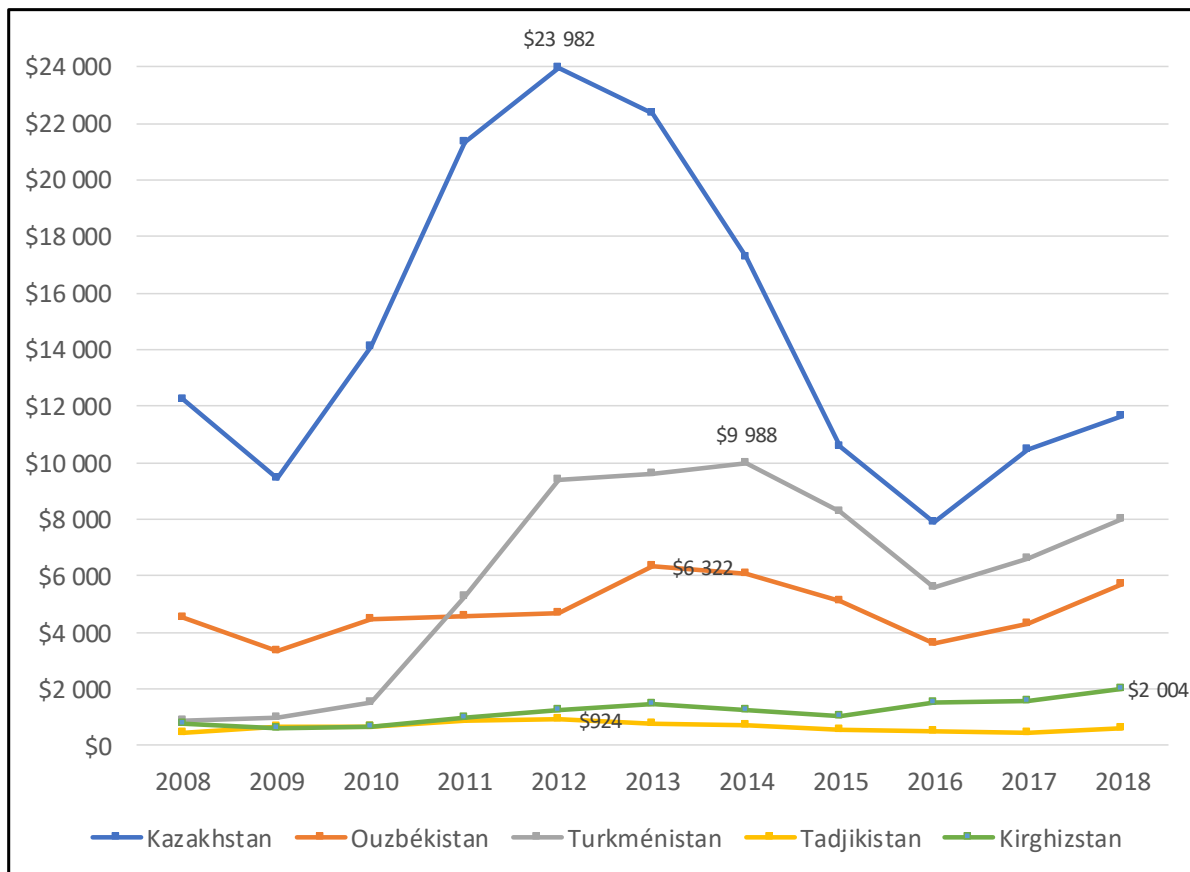


Source: Direction of Trade Statistics, FMI

La part des exportations ouzbèkes à destination de la Chine, significative à la fin de la décennie 2000 (34% du total des exportations) a décliné de près de la moitié en dix ans (19% des exportations) et ce alors que l'Ouzbékistan exporte de plus en plus ses marchandises à l'étranger, notamment depuis 2016.

Les importations de l'Ouzbékistan en provenance de Chine conservent une part stable, entre 19% et 20% du total des marchandises importées, faisant de la Chine le principal partenaire commercial de l'Ouzbékistan.

Figure 35: Echanges commerciaux entre les pays d'Asie centrale et la Chine 2008-2018



Source: Direction of Trade Statistics, FMI

La valeur des marchandises échangées entre chaque pays d'Asie centrale et la Chine entre 2008 et 2018 illustre, dans le cas du Tadjikistan, du Kirghizstan et dans une moindre mesure de l'Ouzbékistan des faibles variations des échanges totaux. A nouveau, il apparaît que le projet des nouvelles routes de la soie, bien que censé améliorer la connectivité notamment entre la Chine et les pays d'Asie centrale, n'a pas permis une augmentation significative des échanges entre les pays concernés et la Chine.

C'est à la fin de la décennie 2000, voire jusqu'en 2013-2014, que la part des échanges commerciaux entre la Chine et les pays d'Asie centrale a été la plus importante. L'annonce de BRI durant ce pic a conduit à de nombreuses prévisions sur l'augmentation des échanges entre les pays, et, bien que la Chine soit effectivement devenue l'un des, voire le principal partenaire commercial des pays d'Asie centrale, il faut conclure que BRI n'a pas soutenu cette dynamique. En outre, les échanges commerciaux demeurent particulièrement hétérogènes : les ressources naturelles constituant la quasi-totalité des exportations centrasiatiques en Chine, elles

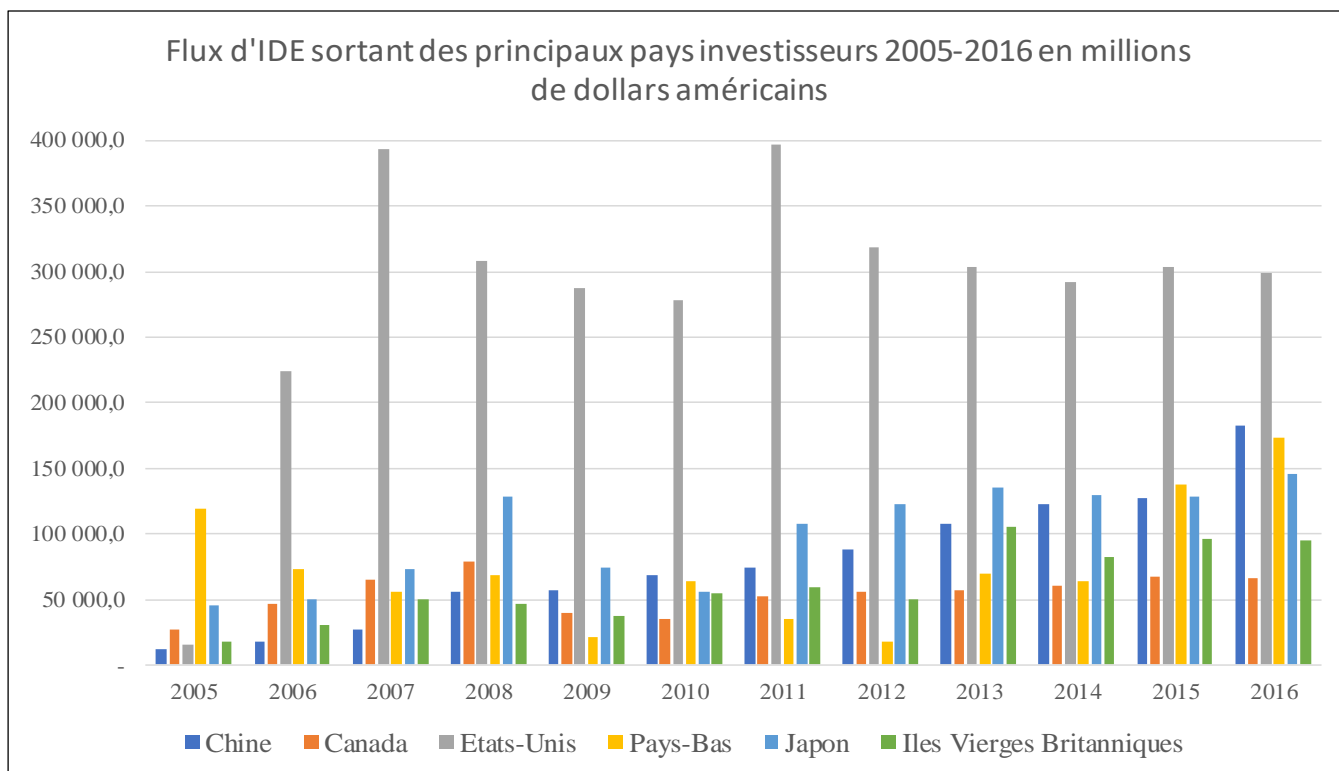
expliquent l'écart entre les exportations des pays producteurs d'hydrocarbures (Kazakhstan, Turkménistan et Ouzbékistan) face aux pays non producteurs (Tadjikistan et Kirghizstan).

2.3. Les investissements chinois en Asie centrale

Les investissements chinois confirment la tendance dévoilée par l'évolution des échanges commerciaux, mais accéder aux données relatives à ces opérations n'est pas aisé. Le manque de transparence des Etats d'Asie centrale et de la Chine sur ce sujet ne permet pas d'obtenir des données exhaustives ou calculées selon une même méthodologie. Il existe en outre une différence majeure²⁴⁵ entre ce que la Chine comptabilise comme un investissement à l'étranger et ce qui est défini comme un investissement par l'Organisation de coopération et de développement économique, qui pour rappel est la suivante : « L'investissement direct est un type d'investissement transnational effectué par le résident d'une économie (« l'investisseur direct ») afin d'établir un intérêt durable dans une entreprise (« l'entreprise d'investissement direct ») qui est résidente d'une autre économie que celle de l'investisseur direct. L'investisseur est motivé par la volonté d'établir, avec l'entreprise, une relation stratégique durable afin d'exercer une influence significative sur sa gestion. L'existence d'un « intérêt durable » est établie dès lors que l'investisseur direct détient au moins 10 % des droits de vote de l'entreprise d'investissement direct ». S'en tenir ainsi seulement aux données des investissements (tableau ci-dessous) ne permettrait pas de prendre la mesure du déploiement économique de la Chine dans des secteurs stratégiques des pays partenaires. En effet, selon les données officielles disponibles et compilées par l'ONU, et en dépit des multiples annonces et de l'impression de la prépondérance de la Chine dans les investissements mondiaux, les investissements chinois à l'étranger en 2016 sont presque similaires aux investissements réalisés par les Pays-Bas :

Figure 36 : Principaux pays investisseurs dans le monde entre 2005 et 2016

²⁴⁵ Entretien avec Julien Vercueil, professeur des universités à l'Inalco, 2019.

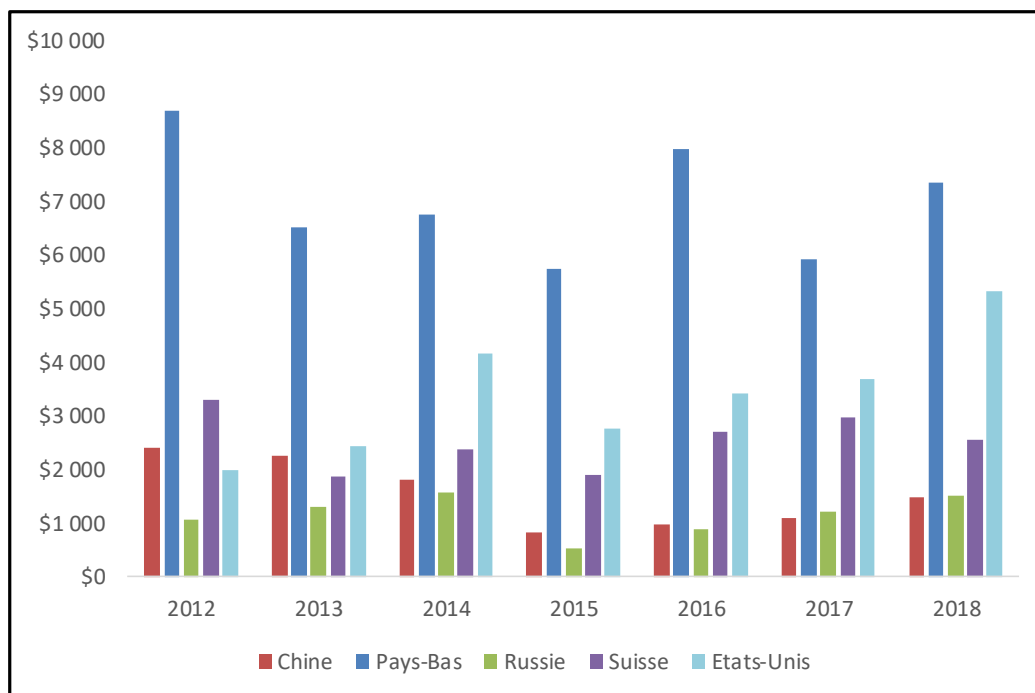


Données extraites de ©UNCTAD, FDI/MNE database

Nous avons donc choisi d'utiliser deux sources, destinées à pallier le manque d'informations et de précisions : dans un premier temps, les données publiées par les banques centrales des pays centrasiatiques ; dans un second temps, les données compilées par la plateforme China Global Investment Tracker, développée par le think tank américain American Enterprise Institute (AEI) et la Heritage Foundation, qui compile les investissements chinois tels que définis par l'OCDE et prend en compte les projets de construction de la Chine à l'étranger. La base de données intègre également les investissements en provenance de Hong Kong. A noter toutefois que le logiciel de calcul n'intègre que les transactions supérieures ou égales à \$95 millions, les données proposées ne peuvent donc être considérées comme exhaustives²⁴⁶. Enfin, aucune donnée officielle n'est disponible concernant les investissements chinois en Ouzbékistan et au Turkménistan, et les banques centrales du Kazakhstan et du Kirghizstan n'ont pas publié leurs statistiques après 2016.

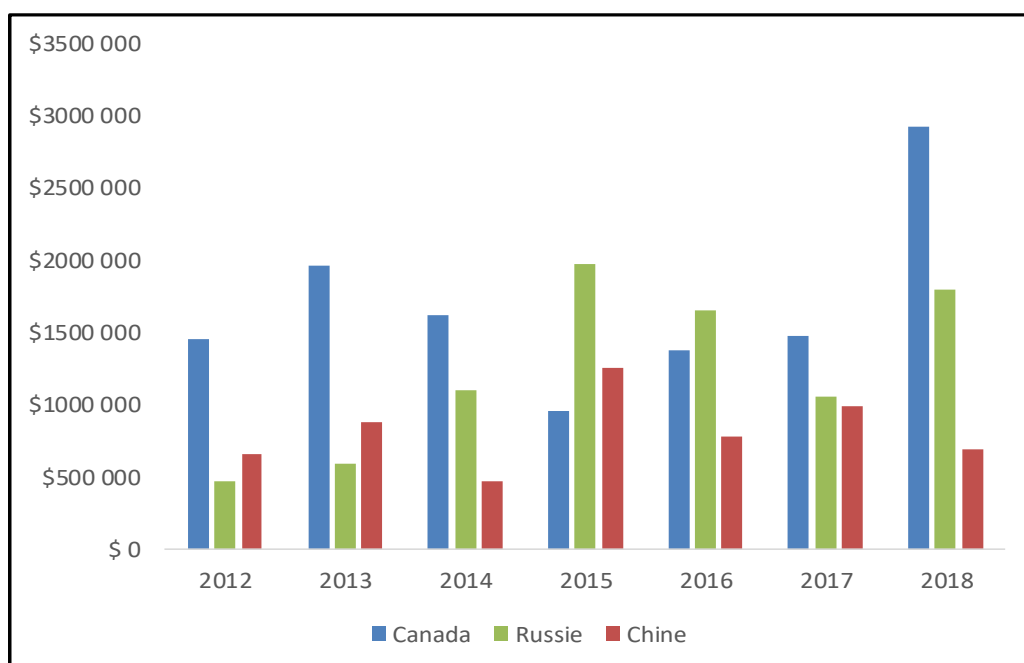
Figure 37: Principaux pays investisseurs au Kazakhstan, 2012-2018, investissements bruts en millions de dollars

²⁴⁶ Informations non disponibles sur le site de China Global Investment Tracker, obtenues lors d'échanges de mails avec Derek Scissors, qui a développé le logiciel.

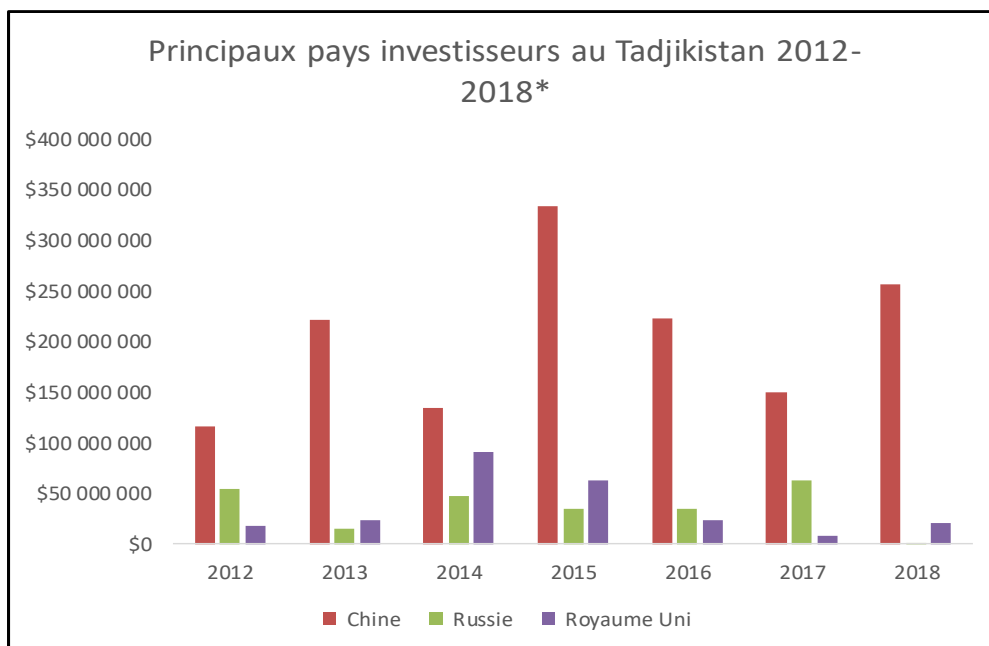


Source : Banque Centrale du Kazakhstan

Figure 38: Principaux pays investisseurs au Kirgizstan et au Tadjikistan, 2012-2018, données exprimées en milliers de dollars



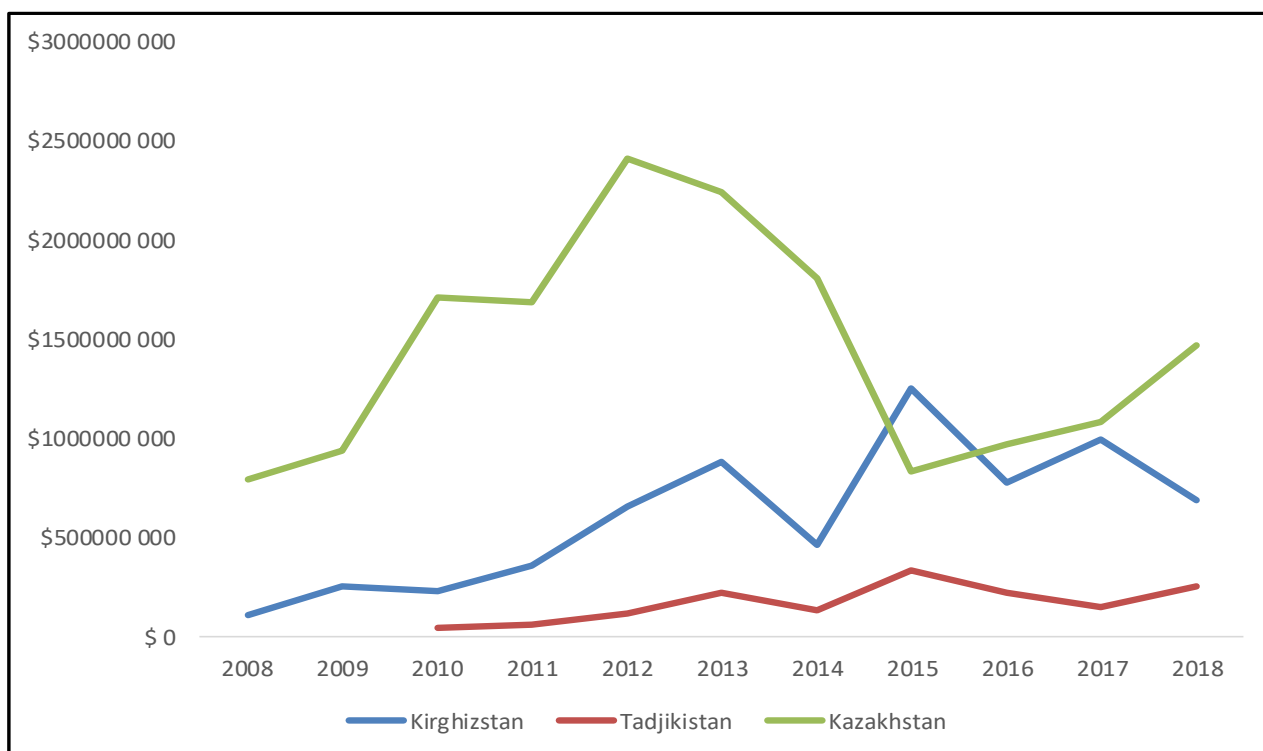
Source : Comité National de Statistiques du Kirghizstan



*La Russie a été ajoutée pour les besoins de notre travail mais ne fait pas partie des principaux pays investisseurs.

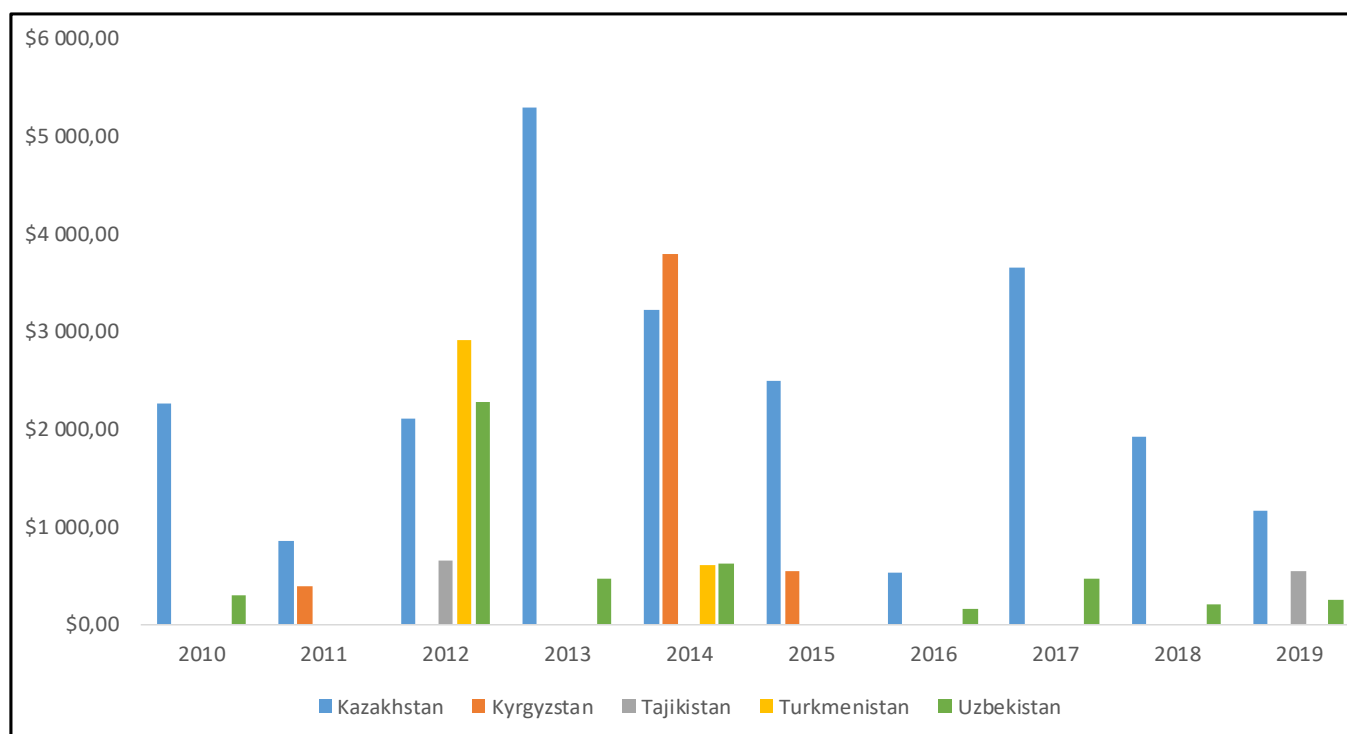
Source : Banque centrale du Tadjikistan

Figure 39 : Investissements chinois au Tadjikistan, au Kirghizstan et au Kazakhstan 2008-2018



Source : Banques centrales du Tadjikistan, du Kirghizstan et du Kazakhstan

Figure 40 : Montant des opérations de la Chine dans les pays centrasiatiques, 2010-2019
(données exprimées en millions de dollars)



Source : China Global Investment Tracker

Sur la base des différentes informations fournies par la base de données américaines et les statistiques officielles, il est possible de dégager deux caractéristiques principales des investissements chinois dans les pays d'Asie centrale :

-leur hétérogénéité. Le Kazakhstan est, d'après les deux sources de données utilisées, la première destination des investissements chinois en Asie centrale. Les investissements au Tadjikistan, bien que plutôt réguliers, demeurent faibles, de même qu'en Ouzbékistan, et il semble d'après le think tank américain que les investissements chinois au Turkménistan soient quasi inexistants.

- leur irrégularité. A contre-courant du discours officiel chinois, aucune dynamique positive et marquante n'émerge à partir de 2013. Dans le cas du Kazakhstan, les investissements ont même décliné, et en 2018 atteignent un niveau proche de celui enregistré en 2011.

Les investissements chinois en Asie centrale seraient-ils surévalués ? Si la Chine est devenue une source majeure d'investissements dans la région, et serait notamment le premier

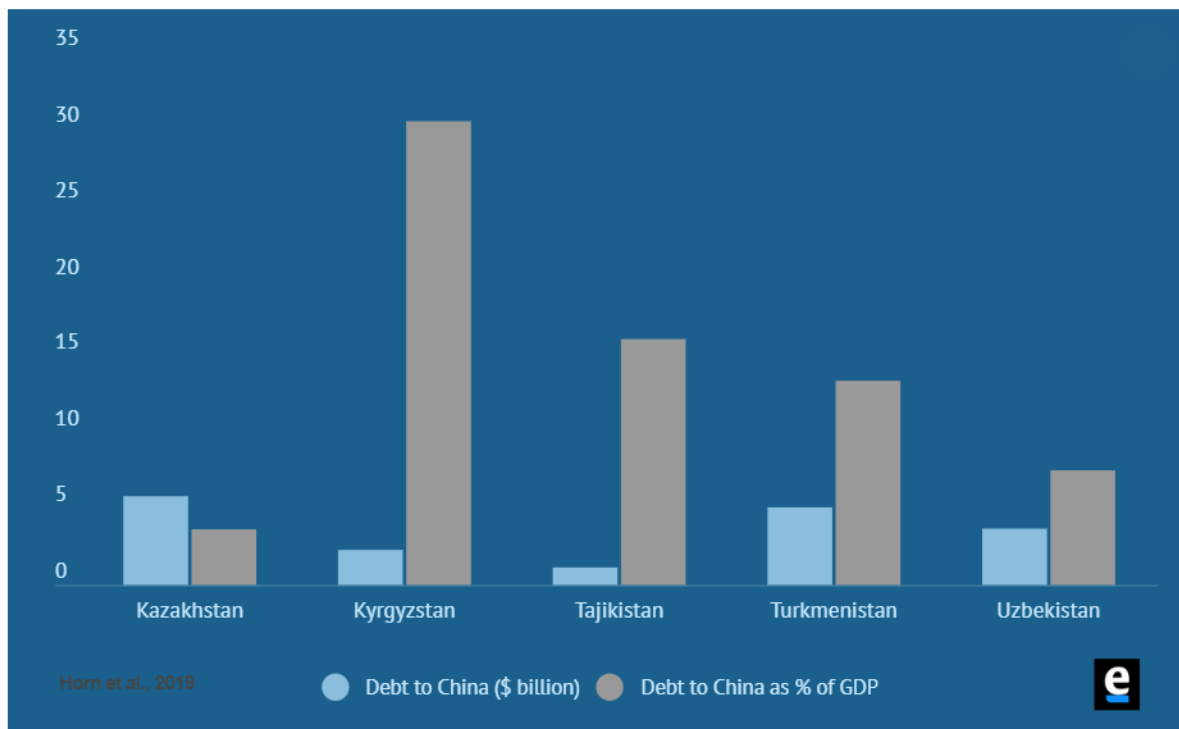
pays investisseur au Tadjikistan, elle n'a pas supplanté au Kazakhstan, pays le plus développé de la région, les investissements en provenance de Russie ou de pays occidentaux.

2.4. La dette des Etats d'Asie centrale à l'égard de la Chine

Le montant de la dette des Etats centrasiatiques contractée auprès d'organismes chinois est également révélatrice de l'emprise inégale de la Chine dans cette région. A nouveau, il est toutefois difficile d'évaluer avec précision le montant des prêts des banques étatiques chinoises à l'étranger, et donc de chiffrer correctement le montant de la dette des pays centrasiatiques. L'une des principales raisons tiendrait à la dimension sino-chinoise de ces prêts²⁴⁷ : les banques étatiques chinoises, dans le cadre d'un prêt à un pays étranger pour un projet conduit par un groupe chinois, verseraient directement l'argent à l'entreprise chinoise, opération qui n'est alors pas considérée comme une opération étrangère. Il est estimé qu'en 2015, 50% des prêts accordés par les banques étatiques chinoises concernant des projets à l'étranger n'ont pas été enregistrés par la Banque Mondiale, et sont désormais qualifiés de « dette cachée ». Nous n'avons pas été en mesure de réunir suffisamment d'informations pour présenter une évolution chronologique de la répartition de la dette des pays d'Asie centrale, aussi nous nous en tiendrons aux évaluations proposées pour l'année 2019.

Figure 41: Estimations de la dette des pays d'Asie centrale auprès de la Chine en 2019

²⁴⁷ HORN, Sebastian, REINHART, Carmen et TREBESCH, Christoph, 2019. China's Overseas Lending. In : Kiel Institute for the World Economy - Leibniz Association [en ligne]. juillet 2019. n° 2132. [Consulté le 11 février 2020]. DOI 10.3386/w26050. Disponible à l'adresse : <http://www.nber.org/papers/w26050.pdf>.



Source: HORN, Sebastian, REINHART, Carmen et TREBESCH, Christoph, 2019. *China's Overseas Lending*. Tableau disponible sur Eurasia.net

Le montant de la dette contractée par les pays les plus pauvres d'Asie centrale, le Tadjikistan et surtout le Kirghizstan, apparaît particulièrement important au regard de leur PIB annuel, et pose la question du surendettement de ces pays vis-à-vis de la Chine, le Tadjikistan ayant déjà eu recours à des paiements ou remboursements en nature (terres, mines). Ce phénomène, accentué par le projet des nouvelles routes de la soie, a d'ailleurs fait l'objet d'une étude en 2018 du think tank Center for Global Development, mettant en lumière la vulnérabilité liée à la dette de certains pays, dont ceux d'Asie centrale. Les inquiétudes liées à cette dépendance financière croissante et au risque de non-paiement des dettes ont encouragé ces pays à proposer à la Chine des subventions en place des prêts²⁴⁸.

L'ascendant économique de la Chine a permis à Pékin de relancer officiellement les négociations sur le tracé frontalier. Ainsi, en 2011, le parlement tadjik a finalement ratifié un accord signé par les gouvernements chinois et tadjik en 2002 validant la cessation de 1% du

²⁴⁸ Kyrgyzstan asks China for grant instead of loan. In : *Eurasianet* [en ligne]. 28 février 2019. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://eurasianet.org/kyrgyzstan-asks-china-for-grant-instead-of-loan>.

territoire tadjik à la Chine²⁴⁹. L'accord a soulevé de nombreuses protestations au sein de la population tadjike et alimenté la tendance sinophobe observable dans plusieurs pays d'Asie centrale²⁵⁰. Au Kirghizstan et au Kazakhstan, la Chine a également et à plusieurs reprises tenté de récupérer des terres, le plus souvent en les achetant ou en les louant pour de longues périodes²⁵¹, ce qu'elle n'avait pas pu réaliser à la fin des années 1990 en raison de la forte méfiance des pays centrasiatiques et de l'absence de moyens de pression efficaces.

2.5. Multiplication des projets chinois dans des secteurs clés

Les investissements chinois et la dette financière des Etats centrasiatiques sont consécutifs de l'augmentation des projets financés ou implémentés par des entités chinoises ou liées à l'Etat chinois. Ces projets concernent, d'après La Central Asia Data Gathering and Analysis Team²⁵² (CADGAT), trois secteurs clés - le commerce et le développement industriel, les transports, la connectivité énergétique – et les projets « people-to-people », multisectoriels et davantage liés au soft power chinois. La liste n'est pas exhaustive mais offre une vue d'ensemble pertinente.

Tableau 14 : Projets de la Chine en Asie centrale

Number of China's BRI and bilateral projects in Central Asia Sectors

	Total number by sector	Kazakhstan	Kyrgyzstan	Tajikistan	Uzbekistan	Turkmenistan
Total by country	261	102	46	44	43	26
Trade and industrial development	131	61	17	17	24	12
Rail and road connectivity	51	14	11	16	5	5
Energy connectivity	48	20	5	7	12	4

²⁴⁹ LARUELLE, Marlène; PEYROUSE, Sébastien, 2015. *Globalizing Central Asia: Geopolitics and the Challenges of Economic Development*. ISBN 978-1-317-46964-3.

²⁵⁰ BLANK, Stephen, 2011. *Revising the Border: China's Inroads into Tajikistan*. In : Jamestown [en ligne]. Juillet 2011. Disponible à l'adresse : <https://jamestown.org/program/revising-the-border-chinas-inroads-into-tajikistan/>.

²⁵¹ Pékin adopte la même approche avec la Russie, et a obtenu de louer pour de longues périodes, s'étendant parfois à 49 ans, des territoires dans l'Extrême-Orient russe.

²⁵² La CADGAT a été co-créée par le Norwegian institute of international affairs et l'OSCE Academy. Elle réunit et met régulièrement à jour la liste des projets impliquant systématiquement des entités chinoises (financement ou construction) en Asie centrale

People-to-people projects	31	7	13	4	2	5
---------------------------	----	---	----	---	---	---

Source: BRI in Central Asia: Overview of Chinese Projects, OSCE Academy

Tableau 15 : Projets de la Chine dans les voies de transport terrestres par pays en Asie centrale

Number of rail and road projects and total funding by country		
Country	Projects	Total funding (mln USD)
Tajikistan	16	4 515.9
Kazakhstan	14	14 539.3
Kyrgyzstan	11	1 773.04
Turkmenistan	5	1 402.5
Uzbekistan	5	1 269

Source: BRI in Central Asia: Rail and Road Connectivity Projects, OSCE Academy

Le rapport souligne également que la plupart de ces projets, bien qu'annoncés avant 2013, sont en majorité implémentés après cette date, et une grande partie d'entre eux sont officiellement intégrés à BRI²⁵³ (comme nous l'avons constaté précédemment). Si les financements sont principalement effectués sous la forme de prêts, 6 projets au Kirghizstan font l'objet de subventions de l'Etat chinois.

Les projets liés au secteur des transports (création de routes, voies de chemin de fer, modernisation des infrastructures portuaires, etc.), pensés principalement dans l'intérêt de Pékin, contribuent à créer en Asie centrale une dynamique économique est-ouest au détriment, en grande partie, des axes nord-sud, la plupart créés à l'époque soviétique et qui ont permis à la Russie d'exercer pendant une longue période sa domination économique sur la région.

Dans le secteur de l'énergie, en plus de ses entrées au capital d'entreprises nationales, de participations à l'extraction de minerai et d'hydrocarbures, la Chine a présidé à la construction

²⁵³ La liste des projets dans le secteur des voies de transports proposés par le rapport est disponible en annexe.

de deux grands réseaux d'oléoducs et de gazoducs en Asie centrale, faisant intervenir à différents niveaux tous les pays centrasiatiques :

Figure 42 : Le réseau de transport d'hydrocarbures entre l'Asie centrale et la Chine



Source: "A history of track gauge", George W. Hilton. SCMP GRAPHIC

Source : South China Morning Post

Le projet de construction de l'oléoduc reliant le Kazakhstan à la Chine, signé en 1997 et qui comporte trois sections, dont la troisième et dernière a été achevée en 2009²⁵⁴, dispose d'une capacité totale d'environ 20 millions de tonnes par an. L'oléoduc est détenu par une co-entreprise entre China National Petroleum Company (CNPC) et KazMunaiGaz.

Le gazoduc reliant le Turkménistan à la Chine a lui été inauguré en 2009, et traverse l'Ouzbékistan et le Kazakhstan. Il a été construit par l'entreprise d'Etat China National

²⁵⁴ OLCOTT, Martha Brill, 2007. Kazmunaigaz: Kazakhstan's national oil and gas company. In : *The James A. Baker III Institute For Public Policy Rice University* [en ligne]. 2007. [Consulté le 2 mars 2020]. Disponible à l'adresse : https://carnegieendowment.org/files/Kaz_Olcott.pdf.

Petroleum Corp (CNPC). Les deux pays de transit ont également signé des accords avec la Chine pour fournir le pays en gaz en utilisant ce gazoduc, dont la capacité annuelle est de 55 milliards de m³ mais n'a jamais été atteinte : en 2017, le gazoduc a ainsi transporté pour la première fois vers la Chine du gaz kazakh. En 2013, Le Kirghizstan, le Tadjikistan et la Chine ont également annoncé prévoir une extension du gazoduc turkmène ; la construction de la section kirghize devait commencer en 2019, faisant du Kirghizstan et du Tadjikistan deux pays de transit et structurant davantage l'économie des pays d'Asie centrale autour de la Chine.

La Chine remodèle ainsi progressivement le réseau de transport d'hydrocarbures, pensé par la Russie, à son avantage, faisant de même, dans le cadre de BRI, avec les infrastructures de transport globales. Participant au désenclavement de la région, elle menace d'affaiblir l'une des grandes forces de la Russie dans cette région, celle de contrôler l'activité de transport et de vente d'hydrocarbures²⁵⁵.

3. La Chine en Europe et dans le Caucase, un nouveau défi à la présence russe ?

Alors que l'enjeu de la cohabitation russo-chinoise est historiquement circonscrit à l'Asie centrale, la Russie, à partir des années 2010, voit arriver son voisin chinois dans les espaces européen et caucasien. L'attrait de la Chine pour ces régions tient majoritairement à leur situation géopolitique d'espace intermédiaire, voire de carrefour dans le cas du Sud Caucase, qui prend une importance particulière dans le cadre du projet chinois mondial BRI.

La Chine a ainsi entrepris de se rapprocher de pays perçus par Moscou comme relevant de sa sphère d'influence traditionnelle. C'est notamment le cas en Serbie et en Hongrie, pays membre du groupe des 16+1, devenu en 2019 les 17+1 avec la participation de la Grèce, mais surtout en Biélorussie et en Ukraine ; dans le Caucase, son soutien au désenclavement de la région et à l'élaboration d'axes de transports est-ouest, écho à sa politique centrasiatique, menace également l'influence russe à moyen et long terme dans la région. La Chine bénéficie d'un atout de poids face à Moscou : à la différence des Etats-Unis et de la Russie, la présence

²⁵⁵ TEURTRIE, David, 2008. La stratégie de la Russie dans l'exportation de ses hydrocarbures : contrôle et diversification. In : Flux. 2008. Vol. n 71, n 1, p. 24-36.

chinoise n'a en effet ni bagage historique ni poids idéologique, une « ardoise vierge » bienvenue dans certains cas.

3.1. *La Chine en Europe via les 16+1, quel enjeu pour la Russie ? Le cas de la Serbie*

La création du format de coopération entre seize pays²⁵⁶ du continent européen et de la Chine en 2012 a rapidement suscité l'inquiétude de Bruxelles, qui voit dans ce nouveau groupe un défi à la cohésion politique européenne, notamment sur la question de la puissance chinoise et de son développement en Europe. Bien que peu abordé en Russie et en Europe, la création de ce groupe pose également la question d'une éventuelle concurrence entre la Russie et la Chine dans certains pays²⁵⁷.

Démontrant, à l'instar de l'Organisation de Coopération de Shanghai, la préférence de la Chine pour les formats multilatéraux, le groupe des 16+1 revête néanmoins une importance moyenne pour la Chine. Xi Jinping se déplace rarement dans ces pays, et la Chine est exclusivement représentée durant ces rencontres multilatérales par son premier ministre. En outre, la coopération entre la Chine et ces pays demeure très hétérogène, et la création du groupe, n'a, dans certains cas, eu qu'une influence très marginale sur les investissements et projets chinois (pays baltes). Le groupe des 16+1, dont l'efficacité est souvent remise en question, serait davantage un moyen pour Pékin d'améliorer ses relations avec quelques pays choisis²⁵⁸.

La Chine s'est en effet solidement implantée dans des Etats historiquement proches de Moscou et y diversifie ses vecteurs d'influence. Au-delà des considérations purement économiques, la Chine est en train de forger avec ces pays des partenariats stratégiques dans des secteurs aussi sensibles que celui de la sécurité, dans lesquels la Russie jouit traditionnellement d'une influence importante. C'est particulièrement le cas de la Serbie, où la Chine, moyennant des financements peu conséquents pour elle, possède un poids économique de plus en plus important pour le pays.

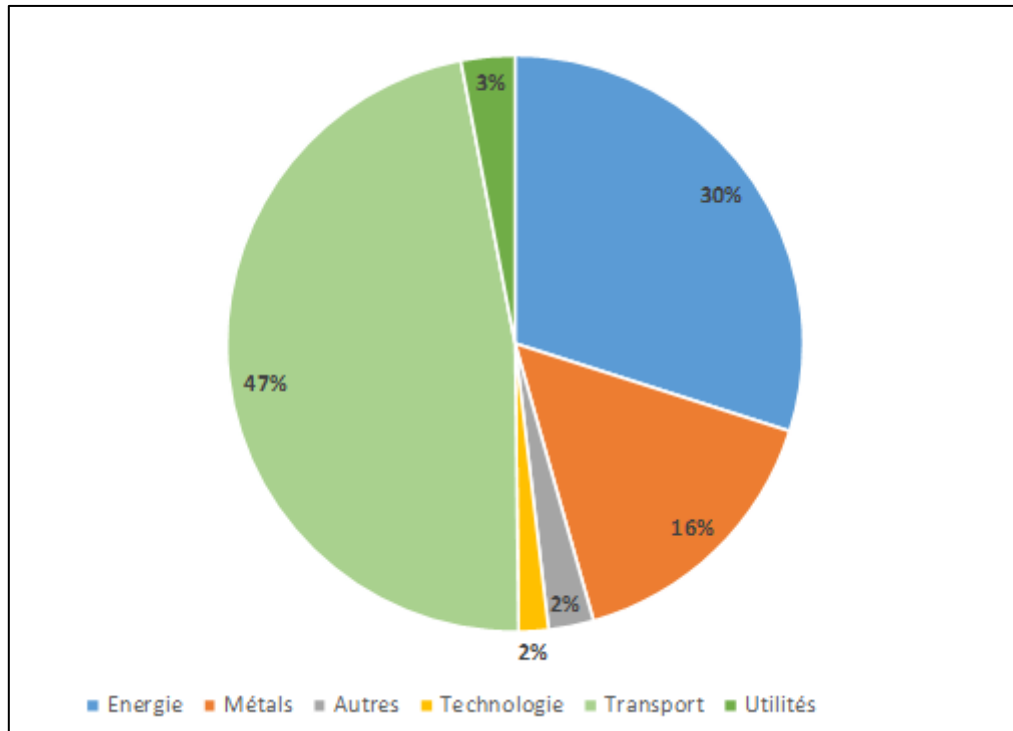
²⁵⁶ CEEC-China (16+1). In : *CEEC-China (16+1)* [en ligne]. [Consulté le 22 mai 2019]. Disponible à l'adresse : <http://ceec-china-latvia.org/>.

²⁵⁷ Entretien avec Xavier RICHET, professeur émérite à l'université Sorbonne Nouvelle, 2018.

²⁵⁸ KACZMARSKI, Marcin et JAKÓBOWSKI, Jakub, 2015. China on Central-Eastern Europe: '16+1' as seen from Beijing. In : OSW - Center for Eastern Studies. avril 2015. n° 166, p. 8.

Les investissements chinois ont débuté en Serbie au début des années 2010, et connaissent une croissance régulière depuis 2012. D’après le China Global Investment Tracker, les investissements et projets de construction chinois en Serbie à la fin de l’année 2019 équivalent à plus de 10 milliards de dollars US, principalement répartis dans les secteurs du transport et de l’énergie.

Figure 43 : Répartition des investissements et projets chinois en Serbie entre 2010 et 2019



Source : China Global Investment Tracker

Quelques projets se démarquent particulièrement par leur ampleur : la construction d’une centrale à charbon par le groupe chinois Sinomach en 2014, pour 1 200 millions de dollars, obtenu en partie du gouvernement serbe sous forme de prêt de la China Exim Bank ; le rachat en 2018 par le groupe chinois Zijin Mining de 63% des parts du conglomérat étatique RTB Bor, spécialisé dans l’extraction de cuivre, pour 1 260 millions de dollars ; et enfin, en 2018, annoncé à l’occasion du sommet annuel du groupe des 16+1, le projet de construction d’une ligne de TGV reliant Belgrade et Budapest, par les groupes China Railway International et China Communications Construction Company, pour 1 060 millions de dollars, en majorité financé par l’Etat serbe au moyen d’un emprunt auprès de la China Exim Bank.

La coopération serbo-chinoise, principalement axée autour de projets de développement des infrastructures, prend un tournant stratégique depuis 2019, et la Chine s'impose progressivement comme un partenaire dans les secteurs de la défense et de la sécurité. Ainsi, alors que le Kosovo a annoncé en 2018 son intention de créer une armée officielle, le président serbe a cherché à confirmer le soutien chinois, et a signé en 2019 un accord pour la fourniture de neuf drones armés chinois à la Serbie, avec la possibilité d'une livraison ultérieure de quinze autres drones. Cette transaction a constitué la toute première exportation d'armes chinoises sur le sol européen. En outre, les forces de police serbes et chinoises ont conduit pour la première fois en 2019 un exercice antiterroriste conjoint sur le territoire serbe, le premier exercice de ce type pour la Chine sur le sol européen. Symbole de la nouvelle entente serbo-chinoise, le président serbe, célébrant en septembre 2019 l'anniversaire des 70 ans de la fondation de la République populaire de Chine, qualifie alors la Chine de « l'ami le plus honnête et fiable de la Serbie ».

Le renforcement des relations entre la Serbie et la Chine n'a jusqu'alors engendré aucun ralentissement de la coopération stratégique entre la Serbie et la Russie, qui demeure l'un des principaux fournisseurs d'énergie de la Serbie et un allié essentiel dans la stratégie de défense du pays. Si l'heure est actuellement à la cohabitation, le développement des relations stratégiques entre la Serbie et la Chine dans les « secteurs forts » de la Russie, à savoir ceux de l'énergie et de la défense, pourrait toutefois contribuer à diminuer le poids économique et politique de la Russie dans ce pays.

3.2. *Les ambitions chinoises en Biélorussie et en Ukraine*

L'Ukraine et la Biélorussie sont les grands absents du groupe des 17+1. La Chine a toutefois développé des intérêts notables dans ces pays, et cherche à optimiser et contrôler les infrastructures entre le marché d'Europe occidentale et l'Asie. Dès lors, leur absence du groupe peut être vu comme un souci, de la part de Pékin, de ne pas empiéter sur ce que son partenaire russe considère comme sa sphère d'influence essentielle.

La Chine représente pour la Biélorussie et l'Ukraine, comme pour de nombreux pays, une alternative bienvenue à la prédominance économique et l'influence politique du voisin russe. Ainsi, en dépit de relations qui demeurent en 2019 superficielles dans de nombreux secteurs, les deux pays multiplient les gestes d'ouverture envers la Chine.

Le haut niveau de corruption en Ukraine et le contexte économique depuis 2014 découragent généralement les investisseurs chinois dans le pays : le China Global Investment Tracker relève une seule opération d'investissement²⁵⁹ entre 2005 et 2019, d'un montant de \$180 millions. A l'exception d'une vague de contrats signés par Sinomach en 2011, les grands groupes de construction chinois restent également peu actifs. Toutefois, depuis 2018, la Chine a formulé plusieurs promesses d'investissements massifs et stratégiques, principalement dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie portuaire et de la défense : en décembre 2018, le vice premier ministre chinois annonce ainsi un plan d'investissement global en Ukraine de 7 milliards de dollars, incluant prêts, projets de construction et investissements ; en 2019, le président ukrainien et des représentants officiels de la République populaire de Chine, en visite à Kiev, discutent de la possibilité d'investir jusqu'à 10 milliards de dollars. Les investissements et projets de la Chine en Ukraine, bien que très peu nombreux, sont consacrés à des secteurs stratégiques et particulièrement sensibles pour l'Ukraine dans le cadre du conflit avec la Russie.

- Le secteur énergétique : la Chine, qui profite de ses produits à bas coûts, tente de percer dans ce secteur en Ukraine, qui, face aux restrictions russes et à l'instabilité de son approvisionnement en gaz naturel, s'emploie à diversifier ses sources d'énergie. En 2015, le groupe China Machinery Engineering Company obtient un contrat pour la construction d'une des plus grandes fermes solaires d'Europe, d'une capacité de 200 mégawatts²⁶⁰. La ferme solaire est devenue opérationnelle en 2019. Le groupe chinois Risen a également conclu un accord avec le groupe ukrainien DTEK en 2019 sur la construction d'une nouvelle ferme solaire d'une capacité de 323 mégawatts²⁶¹, soit à l'heure actuelle la plus grande ferme solaire d'Ukraine, pour laquelle Risen fournira les modules photovoltaïques.

- L'activité portuaire : pénalisée par des infrastructures vieillissantes et par une activité en baisse depuis la crise de 2014, l'industrie portuaire de l'Ukraine suscite l'intérêt chinois. En 2019, les deux pays signent un *Memorandum of Understanding*, prélude à l'accord définitif, pour développer à hauteur de 50 millions de dollars la ville portuaire de Marioupol, dont l'activité a plongé depuis 2014. Le groupe China Harbor Engineering Company a également participé au projet de dragage du port maritime de Chernomorsk, débuté en 2018 et terminé en

²⁵⁹ Au vu des difficultés à identifier toutes les opérations, il est possible que la liste des opérations enregistrées par le China Global Investment Tracker ne soit pas exhaustive, d'autant que, rappelons-le, seules sont comptabilisées les opérations supérieures à \$95 millions.

²⁶⁰ La ferme devrait alimenter environ 140 000 foyers en électricité.

²⁶¹ Cette ferme devrait approvisionner environ 200 000 foyers.

2019, permettant au port de recevoir des navires d'une plus grande capacité et donc de stimuler le trafic de cargo.

- L'armement : l'Ukraine est depuis les années 1990 l'un des seuls pays à fournir de manière constante la Chine en armement, et est devenue depuis 2017 son deuxième fournisseur d'armes, derrière la Russie.

*Tableau 16 : Exportations d'armes vers la Chine 2008-2018**

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Belarus						170						170
France	160	128	152	167	182	182	148	160	117	98	84	1579
Germany	3	3	3	3	3	11	9	12	5	8	17	78
Russia	1514	1087	744	796	724	788	705	742	636	909	1304	9949
Switzerland	65	65	65	65	65	65	65	65	65	33	33	650
Ukraine	54	28			632	86	140	86	90	103	108	1325
United Kingdom	60	70	70	70	70	70	70	70	60	40	20	670
Uzbekistan								34	68			102
Total	1856	1381	1034	1102	1675	1372	1137	1169	1041	1190	1566	14523

**Les données sont exprimées en millions (d'armes vendues).*

Source : SIPRI

Héritières pour partie des technologies soviétiques auxquelles la Chine n'avait pas accès, l'URSS restreignant la vente de ses technologies les plus développées, les armes ukrainiennes font l'objet d'un commerce avec la Chine depuis les années 1990. En outre, depuis 2015, la Chine cherche à prendre le contrôle du groupe ukrainien Motor Sich, leader mondial de fabrication de moteurs pour avions et hélicoptère en difficultés financières. Soumise à de fortes pressions politiques notamment de la part des Etats-Unis, la proposition chinoise n'a en décembre 2019 pas encore été validée.

La Chine s'est également imposée comme un partenaire majeur dans les échanges commerciaux. La baisse de la part de la Russie dans la balance commerciale de l'Ukraine a créé des opportunités pour d'autres partenaires, et, durant le premier trimestre 2019, la Chine est

ainsi devenue, temporairement, le premier partenaire de l'Ukraine, devant la Russie. La balance commerciale est largement favorable à la Chine, qui exporte principalement des biens d'équipements, des machines et des biens électroniques, tandis que l'Ukraine exporte surtout des matières premières. En novembre 2018, l'Ukraine a par ailleurs proposé à la Chine d'ouvrir des négociations concernant l'établissement d'un accord de libre-échange entre les deux pays. Ce rapprochement avec la Chine, bien que récent et peu poussé, est tout de même perçu comme un phénomène au désavantage de la Russie²⁶², bien qu'il faille également prendre en compte, dans le cadre des échanges commerciaux, que les biens exportés par la Chine et par la Russie ne relèvent pas de la même importance, la Russie continuant d'exporter principalement des hydrocarbures.

La Chine entretient des relations plus développées avec la Biélorussie. Les relations sino-biélorusses sont empreintes d'un symbolisme puissant face à la Russie, dont le poids économique et énergétique en Biélorussie est mis à profit par le Kremlin pour exercer une forte pression politique. Les deux pays entretiennent un partenariat politique solide et durable, qui se traduit par un soutien systématique sur la scène internationale. Initié en 1992, il repose sur des conceptions politiques similaires²⁶³ du rôle et des prérogatives de l'Etat et des relations internationales. La Biélorussie soutient ainsi le concept de « Chine unique » et n'entretient pas de relations officielles avec Taiwan. Elle soutient également les revendications territoriales de Pékin en mer de Chine, à l'inverse de la Russie. De son côté, la Chine soutient de manière systématique son partenaire sur la scène internationale, et s'oppose notablement à l'ONU à toutes les résolutions relatives aux violations des droits de l'homme par la Biélorussie.

Minsk espère convertir le partenariat politique solide entre les deux pays en partenariat économique à même de financer l'indépendance de la Biélorussie à l'égard de son partenaire russe. La Biélorussie met en avant la croissance des échanges commerciaux et des

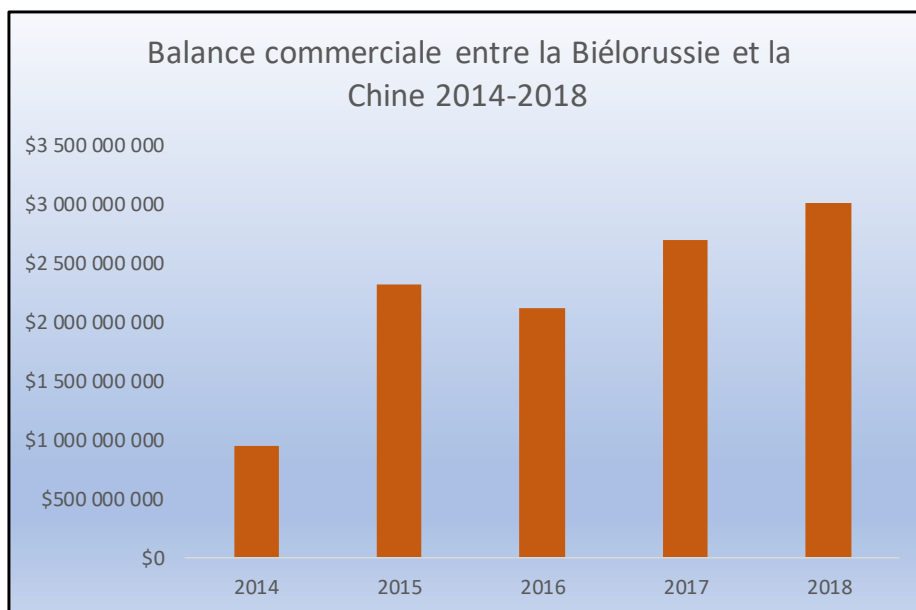
²⁶² VARFOLOMEYEV, Oleg, 2018. Ukraine Increases Trade With China at Russia's Expense. In : Eurasia Daily Monitor [en ligne]. décembre 2018. Vol. 15, n° 171. [Consulté le 22 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://jamestown.org/program/ukraine-increases-trade-with-china-at-russias-expense/>.

²⁶³ MARIN, Anaïs, 2017. Minsk-Pékin : quel partenariat stratégique ? In : *Institut français de relations internationales* [en ligne]. Juin 2017. Vol. Russie.NEI.Visions, n° 102. [Consulté le 31 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/russieneivisions/minsk-pekin-partenariat-strategique>.

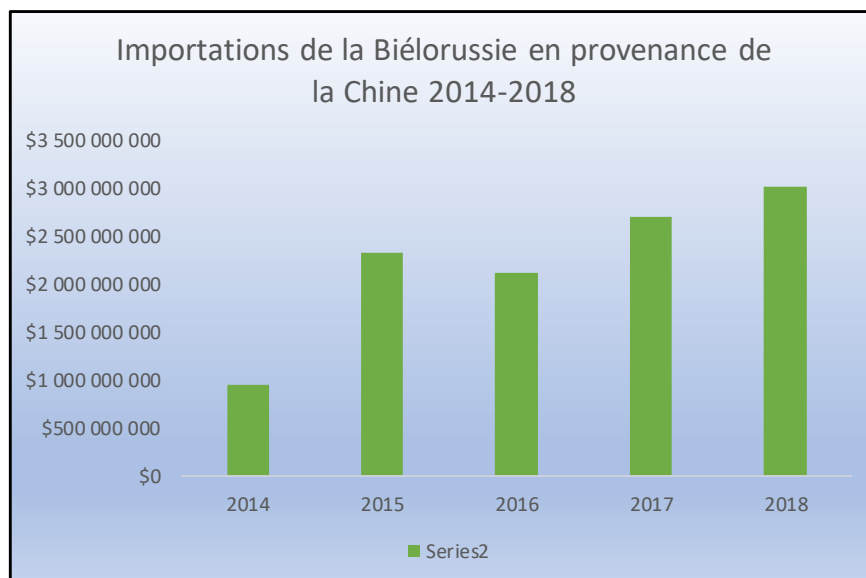
investissements chinois dans le pays, et présente la Chine comme l'un des partenaires les plus dynamiques du pays, troisième partenaire commercial du pays. Désireuse de profiter de la dynamique chinoise, la Biélorussie, à l'instar de plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, se montre ainsi très favorable au projet des routes de la soie. En 2017 et pour la première fois, la Biélorussie participe, en qualité d'observateur, à la réunion annuelle du groupe des 17+1 (avec l'adhésion de la Grèce), et confirme en 2018 sa volonté de demeurer un observateur du groupe.

Les échanges commerciaux demeurent néanmoins très inégaux, les exportations chinoises dominant la balance commerciale, tandis que les exportations biélorusses ont décliné entre 2014 et 2018.

Figure 44 : Volume des échanges entre la Biélorussie et la Chine 2014-2018



Source : UN Comtrade



Source : UN Comtrade



Source : UN Comtrade

De plus, les investissements chinois demeurent limités. Le grand projet annoncé en 2012, le China–Belarus Great Stone Industrial Park, concentre la plupart des opérations chinoises dans le pays. Bien qu’annoncé avant le projet des routes de la soie, il est désormais associé, dans la presse chinoise, au projet mondial porté par Pékin. Ce parc industriel, qui doit permettre d’attirer des groupes étrangers en Biélorussie et ainsi augmenter les investissements dans le pays, est dirigé par un ressortissant chinois. Il est en majorité détenu par des acteurs chinois (Sinomach et China Merchant Group), la Biélorussie ayant contracté des emprunts auprès de banques chinoises pour la construction du site. La première phase de construction, qui devrait

s'achever en 2020, peut accueillir selon son directeur entre 70 et 100 entreprises, et d'après la page internet officielle du parc, accueillerait déjà environ 80 entreprises, dont de grands groupes chinois comme Huawei et ZTE.

En dépit d'évidentes marques de rapprochement, la coopération économique entre les deux pays peine à décoller, créant un paradoxe entre le discours officiel de Minsk et la réalité de la coopération économique, restreinte par le haut niveau de corruption en Biélorussie. La volonté politique, en Biélorussie, de signifier à son partenaire russe l'existence d'alternatives peut expliquer la médiatisation importante du partenariat sino-biélorusse.

3.3. *Le Sud Caucase, un nouvel axe des routes de la soie*

En quelques années, combinant forte croissance interne et effacement de la présence russe, la Chine est parvenue à s'implanter économiquement et politiquement dans la région du Sud Caucase. La sécurisation et le renforcement des liens physiques entre l'Europe et la Chine, un pan essentiel du projet mondial chinois, est l'objectif principal qui sous-tend la politique chinoise dans le Sud Caucase et en Europe (Nadège Rolland, 2018).

Le développement du commerce, des transports et de l'énergie sont les nouvelles priorités de la Chine, qui s'impose entre 2015 et 2017 comme l'un des principaux partenaires commerciaux des trois pays du Sud Caucase : quatrième partenaire de l'Azerbaïdjan en 2017, et en 2015 troisième partenaire de la Géorgie et de l'Arménie.

Depuis 2015, la Chine et la Géorgie ont signé de nombreux accords ou mémorandum de coopération²⁶⁴ ; la Chine devient également en 2015 le troisième partenaire commercial de la Géorgie, et en 2017, les deux pays ont signé un accord de libre-échange, entré en vigueur en 2018. La Chine a par ailleurs manifesté un certain intérêt dans le développement des infrastructures géorgiennes : l'Asian Infrastructure Investment Bank²⁶⁵ (AIIB) a ainsi accordé en 2017 son premier prêt à la Géorgie pour la construction d'une autoroute contournant la ville balnéaire de Batoumi, *le Batumi Bypass Road Project*. La Chine a également participé à l'appel

²⁶⁴ Georgia strengthens economic ties with China. In : *Agenda.ge* [en ligne]. Septembre 2015. Disponible à l'adresse : <http://agenda.ge/en/news/2015/1970>.

²⁶⁵ L'Asian Infrastructure Investment Bank a été créée en 2014 sous impulsion chinoise dans le cadre de BRI. Ayant apporté 30% des subventions initiales, la Chine détient environ 26% des droits de vote sur les décisions de la Banque, faisant d'elle le pays le plus puissant de l'institution. A titre d'information, le deuxième pays est l'Inde, avec 7.6% des droits de vote, suivi de la Russie avec 5.9%.

d'offres concernant la construction du port d'Anaklia, qui a néanmoins été attribué à un groupe américano-géorgien en 2016²⁶⁶.

L'Azerbaïdjan, riche en hydrocarbures et aux infrastructures peu développées, suscite un intérêt particulier de la part de Pékin, qui multiplie les contacts depuis 2015. Les investissements chinois dans le pays, qui n'égalent pas encore les investissements russes et turcs, se concentrent majoritairement dans le domaine énergétique et de la télécommunication²⁶⁷ : Huawei et Xiaomi par exemple, entreprises chinoises de télécommunication, notamment soupçonnées de les données privées de leurs clients pour le compte de l'Etat chinois²⁶⁸, sont devenus en Azerbaïdjan parmi les principaux fournisseurs en équipement de télécommunication dans les secteurs privé et public²⁶⁹. Les échanges commerciaux entre l'Azerbaïdjan et la Chine augmentent aussi chaque année, et la Chine est devenue en 2017 le quatrième partenaire économique du pays.

En 2016, l'AIIB a accordé son prêt le plus important (\$600 millions) au projet de gazoduc transanatolien (TANAP), part du *Southern Gas Corridor Program*, qui prévoit de transporter du gaz azéri vers la Turquie et l'Europe. Si TANAP ne traverse aucun de trois pays du Caucase, il a néanmoins un impact fort sur l'économie azérie puisqu'il offrira de nouveaux débouchés au gaz d'Azerbaïdjan, et contribue directement à désenclaver la région et l'éloigner de l'orbite russe.

Tableau 17 : Projets de BRI dans le Sud Caucase

Pays	Nom du projet	Secteur
Géorgie	Batumi Bypass Road Project	Transport

²⁶⁶ Jardine, Bradley, 2018. With Port Project, Georgia Seeks Place on China's Belt and Road | Eurasianet. In : *Eurasianet* [en ligne]. Février 2018. Disponible à l'adresse : <https://eurasianet.org/with-port-project-georgia-seeks-place-on-chinas-belt-and-road>.

²⁶⁷ SHAHBAZOV, Fuad, 2017. Baku-Beijing Relations and China's Growing Interest in the South Caucasus. In : *The Jamestown Foundation* [en ligne]. avril 2017. Disponible à l'adresse : <https://jamestown.org/program/baku-beijing-relations-chinas-growing-interest-south-caucasus/>.

²⁶⁸ Trujillo, Elsa, 2016. Un logiciel espion chinois découvert dans des milliers de smartphones Android. In : *Le Figaro* [en ligne]. 16 novembre 2016. Disponible à l'adresse : <http://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/2016/11/16/32001-20161116ARTFIG00331-un-logiciel-espion-chinois-decouvert-dans-des-milliers-de-smartphones-android.php>.

²⁶⁹ Orujova, Nigar, 2014. Azerbaijan invites Huawei to take part in internet project. In : *AzerNews.az* [en ligne]. 20 août 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.azernews.az/business/69791.html>.

Géorgie	Nenskra Hydropower Plant	Energie
Azerbaïdjan	Trans Anatolian Natural Gas Pipeline Project	Energie

Source : *beltrroad-initiative.com/*

Figure 45. Le Southern Gas Corridor, gazoduc partiellement financé par la Chine

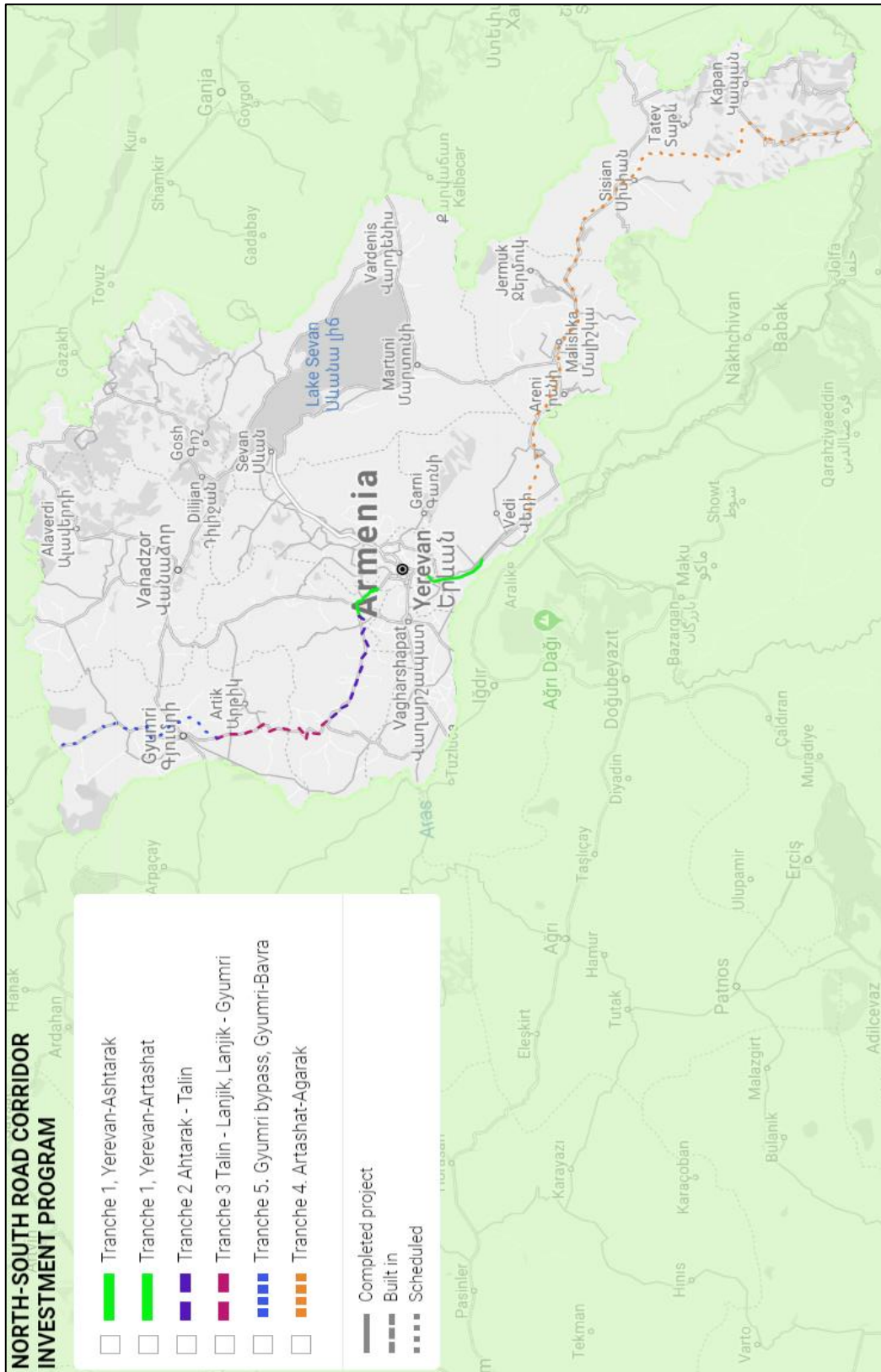


Source : *BP*

L'Arménie, alliée traditionnelle de la Russie, s'est également rapprochée de la Chine depuis 2015 pour développer son infrastructure de transports. En 2015, l'entreprise chinoise SinoHydro a en effet obtenu le contrat pour construire la troisième section du projet d'autoroute North-South corridor (voir carte ci-dessous). Ce projet, débuté en 2010, a pour but, d'après le site officiel, d'améliorer l'intégration régionale de l'Arménie : « facilitating communication with neighboring countries ; expanding and facilitating access to foreign market towards Central Asia and Europe; developing major economic spheres and export expansion²⁷⁰ ». Ce projet d'autoroute, le plus important entrepris depuis l'indépendance de l'Arménie, s'intègre parfaitement dans le projet chinois de BRI.

²⁷⁰ Home | North-South Road Program State Non-Commercial Organization. In : *North-south corridor investment program* [en ligne]. [Consulté le 30 janvier 2019]. Disponible à l'adresse : <http://northsouth.am/en>.

Figure 46. Le North South Road Corridor, un projet avec une participation chinoise



Source : Transport Project Implementation Organization (TPIOC)

Mi 2018 à l'occasion d'une rencontre officielle entre l'ambassadeur chinois en Arménie et le ministre des Transports, de la Communication et des Technologies de l'Information, la Chine a manifesté la volonté de continuer à participer au développement des routes dans le pays, ce qui laisse présager des projets communs futurs.

En participant au financement ou à la construction de deux projets majeurs pour l'économie des pays du Sud-Caucase, le projet de gazoduc TANAP et le projet d'autoroute North-South Road Corridor, la Chine s'affirme comme un acteur incontournable du désenclavement de la région. La diminution des échanges commerciaux entre ces pays et la Russie causée par la crise économique de 2014 a également profité à la Chine, devenue un partenaire commercial central. Ainsi, à contrecourant des efforts déployés par la Russie pour s'imposer comme le pont naturel entre l'Asie et l'Europe, la Chine s'emploie à favoriser la création de routes intercontinentales contournant la Russie.

La Chine a fondé sa stratégie d'influence sur son dynamisme et sa puissance économique, et a su devenir en quelques années un acteur économique et un partenaire politique incontournable des pays composant la sphère d'influence revendiquée de la Russie. Sa stratégie de puissance mondiale a progressivement affecté toutes les régions composant cette sphère, remodelant les axes régionaux à son avantage et créant une concurrence régionale russo-chinoise qui ne se limite plus à l'Asie centrale. La Chine a également su mettre à profit la crise diplomatique russo-ukrainienne et la crise économique russe pour avancer ses intérêts géopolitiques et économiques en Eurasie.

Toutefois, derrière les discours officiels promouvant ses projets étrangers et soulignant le dynamisme de sa coopération économique avec les Etats concernés se cache un déséquilibre problématique pour les pays les plus vulnérables, notamment en Asie centrale le Tadjikistan et le Kirghizstan. En outre, et en dépit d'un vernis d'homogénéité véhiculé par la création de groupes de coopération multilatéraux et BRI, la Chine exerce une influence particulièrement hétérogène et cible quelques pays choisis. Le Kazakhstan est ainsi le principal bénéficiaire des projets implémentés ou financés par des entités chinoises en Asie centrale, notamment depuis le lancement de BRI, et le groupe des 17+1 apparaît davantage comme une plateforme propice

au développement des relations avec une petite poignée de pays. Il demeure ainsi difficile d'identifier un impact positif général pour tous les pays adhérant à BRI, en dépit des promesses de dynamisme économique formulées par le pouvoir chinois, qui dans de nombreux cas n'ont pas été tenues. Toutefois, le modèle de croissance de la Chine suscite des interrogations au sein de la communauté scientifique quant à sa pérennité, certains prévoyant un ralentissement inévitable de la croissance chinoise²⁷¹, qui pourrait amener la Chine à prioriser davantage ses activités à l'étranger et délaisser certains pays, notamment en Asie centrale.

Enfin, les ambitions de sécurité et de défense de la Chine en Asie centrale, et sa percée dans les politiques de défense des pays du Caucase et d'Europe s'avèrent préoccupantes pour la Russie, qui fonde une partie de son influence sur sa prédominance dans ces secteurs. Depuis 2016, il est certain que la théorie de partage des tâches n'est plus de mise.

²⁷¹ Entretien avec Guilhem FABRE, professeur des universités à l'université Paul Valéry Montpellier 3, 2018.

Chapitre 7 : La Russie face à la puissance chinoise : profiter et contenir

Dans un contexte géopolitique tendu avec les pays occidentaux, mais aussi en raison d'une réorientation stratégique de la Russie au début des années 2010, la Chine est devenue une source d'opportunités diplomatique et économique pour Moscou. Le tournant asiatique de la Russie, qui cherche à peser dans les affaires de ce continent en pleine évolution, a accentué les perceptions en Europe d'un rapprochement russo-chinois particulier.

Néanmoins, l'influence croissante de la Chine dans la sphère régionale russe ne peut être méconnue par un Etat si soucieux de sa puissance passée, et pose la question de la solidité, à moyen terme, du rapprochement russo-chinois post-2014.

Ce chapitre traitera par conséquent de la place de la Chine dans la politique russe, et en particulier de la dualité de l'approche de Moscou à l'égard de son voisin, entre coopération et endiguement discret.

1. Le rapprochement russo-chinois post-2014 : opportunisme plutôt que tournant stratégique

En 2012, le premier ministre russe Poutine confirme son objectif d'un partenariat poussé avec la Chine, voyant dans le dynamisme de ce pays voisin une opportunité pour la Russie : « Premièrement, je suis persuadé que la croissance de l'économie chinoise n'est pas une menace mais un défi qui comporte un potentiel colossal de coopération dans le domaine des affaires, ainsi qu'une chance de gonfler les « voiles » de l'économie russe avec le « vent chinois²⁷² ».

Depuis le début de la crise avec l'Occident, la question du partenariat économico-stratégique sino-russe soulève de nombreuses interrogations en Europe, notamment s'agissant de la dépendance croissante de la Russie vis-à-vis de la Chine, du déséquilibre et des limites du partenariat. En dépit du renforcement de la coopération stratégique russo-chinoise notamment

²⁷² LOUKIANOV Fiodor, 2012. La Russie et l'évolution du monde. In : *Arrêt sur info* [en ligne]. Février 2012. Disponible à l'adresse : <http://arretsurinfo.ch/la-russie-et-levolution-du-monde-par-vladimir-poutine/>.

dans le secteur de la défense, dans lequel la Russie bénéficie encore d'une certaine avance technologique, les relations économiques russo-chinoises ne bénéficient pas du même essor et traduisent un déséquilibre croissant.

Dmitri Trenin résume ainsi les principaux domaines où le rapprochement sino-russe a été le plus remarquable : « Since 2014, Russia's relations with China have become upgraded to something I would call, for lack of a proper English word, *entente*. This means: mutual empathy and understanding at the top political level; more access for Chinese companies to Russia's energy assets; greater access for the People's Liberation Army to Russian military technology, and more opportunity to use Russia's territory for infrastructure projects linking China to Europe²⁷³ ».

Cette réaction immédiate ne révèle cependant pas nécessairement un axe constant de la stratégie russe, et comme nous le démontrerons, le souci de diversification est bien présent dans la politique étrangère de la Russie. Des trois principaux secteurs de coopération étendue identifiés par D. Trenin, l'énergie, la défense et les infrastructures, nous nous proposons d'étudier le cas du secteur stratégique de l'énergie pour illustrer trois tendances du partenariat sino-russe post-2014 : des concessions sans précédent côté russe conduisant à un accroissement de l'inégalité entre les deux partenaires au bénéfice de la Chine, la méfiance des acteurs économiques chinois vis-à-vis du marché russe, et une stratégie de diversification de la Russie

1.1. Répondre à l'Occident : un rapprochement spectaculaire et risqué avec la Chine

Le tournant chinois de Moscou en 2014, largement mis en scène par le Kremlin, répond à un enjeu de taille : démontrer la capacité de rebond économique et diplomatique de la Russie face aux sanctions et sa mise au ban par les pays occidentaux. Le partenariat sino-russe possède un poids politique et symbolique fort pour l'Occident, écho de l'alliance sino-soviétique à l'époque de la guerre froide, et la Chine est donc le partenaire vers lequel Moscou se tourne naturellement.

²⁷³ TRENIN, Dmitri, 2016. Russia's Asia strategy: Bolstering the eagle's eastern wing. In : *IFRI, Russia/NEI Center* [en ligne]. Notes de l'IFRI n° 94. Juin 2016. Disponible à l'adresse : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/rnv94_uk_russias_asia_strategy.pdf.

La crise ukrainienne, et plus précisément la crise diplomatique entre la Russie et l'Occident, a également eu des conséquences directes sur l'équilibre des relations russo-chinoises, ce que les observateurs européens n'ont pas manqué de souligner. La Russie, pour marquer son autonomie politique et économique vis-à-vis des Etats-Unis et de l'Europe occidentale, a fait d'importantes concessions à la Chine pour démontrer la profondeur de leur coopération bilatérale. Ces concessions semblent être néanmoins une réponse de court terme à la situation, et la Russie s'engage depuis 2016 à diversifier ses partenaires économiques et soutenir l'émergence de puissances régionales à même de constituer un contrepoids efficace à l'influence chinoise dans sa sphère régionale, notamment en Asie centrale.

Les relations économiques sont toutefois marquées par un déséquilibre croissant au détriment de la Russie et illustrent la réticence de la Chine à s'impliquer sur le marché russe. La Russie n'est en effet pour la Chine ni une priorité d'investissements²⁷⁴, car en dépit des gestes de rapprochement, les investisseurs chinois se méfient du climat financier russe et de la corruption importante, ni un partenaire commercial privilégié, tandis que la Chine a pris une place prépondérante dans les exportations russes.

Tableau 18 : Principaux pays investisseurs en Russie en 2018 (classement selon les assets/liability principe) données en millions de dollars

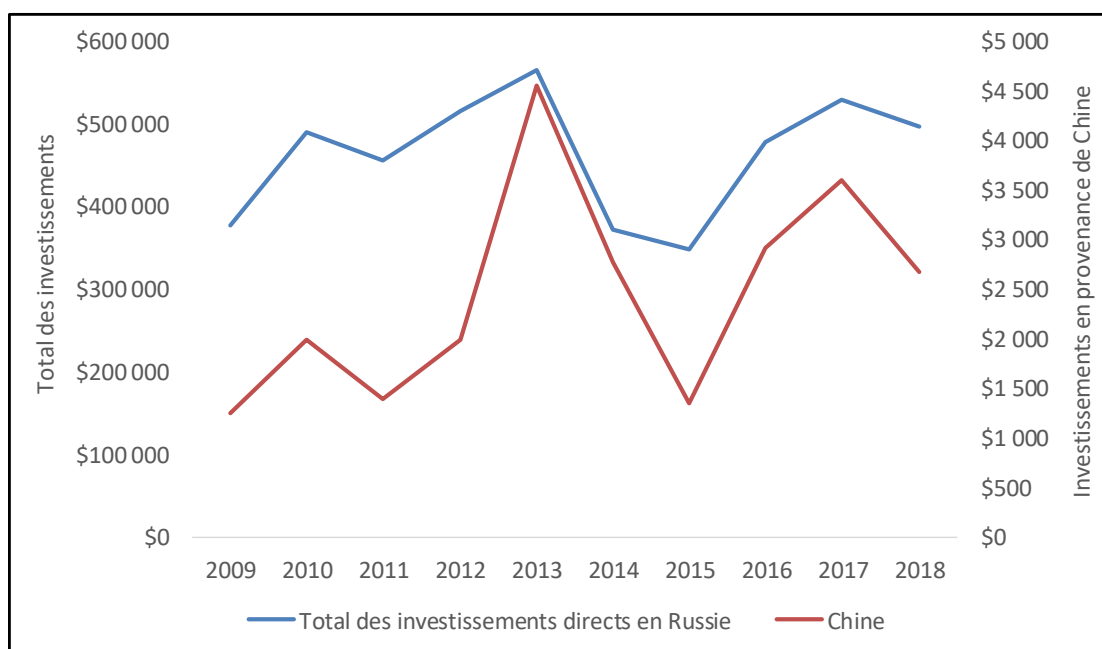
CYPRUS	136 058
NETHERLANDS	49 891
LUXEMBOURG	49 457
BAHAMAS	39 106
BERMUDA	29 889
IRELAND	26 838
UNITED KINGDOM	20 366
FRANCE	17 368
GERMANY	17 046
SWITZERLAND	15 567
VIRGIN ISLANDS, BRITISH	12 209
JERSEY	10 322
AUSTRIA	6 032
ITALY	4 643
SWEDEN	4 559
FINLAND	4 551
SINGAPORE	4 206

²⁷⁴ En dépit des nombreuses difficultés pour quantifier le montant des investissements chinois en Russie, les experts s'accordent à dire qu'ils restent en général faibles, la Chine ayant d'autres priorités et les investisseurs se méfiant du marché russe.

UNITED STATES	4 016
KAZAKHSTAN	2 900
UKRAINE	2 826
KOREA, REPUBLIC OF	2 717
CHINA	2 670

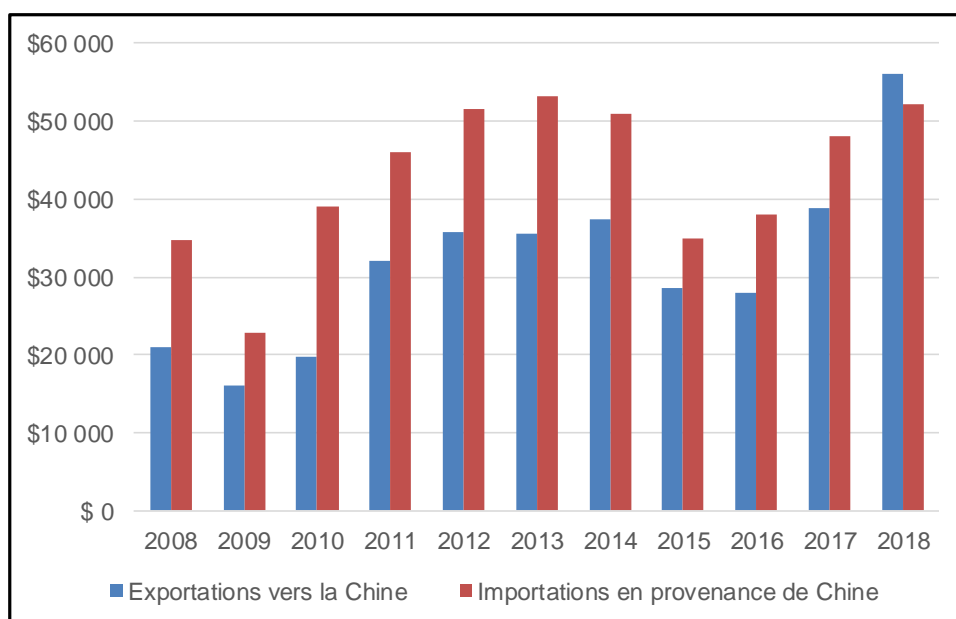
Source : Banque centrale de Russie

Figure 47 : Investissements directs en Russie en provenance de Chine 2009-2018 (millions de dollars)



Source : Banque centrale de Russie

Figure 48 : Le commerce entre la Russie et la Chine 2008-2018



Source: Direction of Trade Statistics, FMI

Après un pic de croissance en 2014, un déclin est observé en 2015, suivi d'une reprise en 2017, et pour la première fois en 2018 la balance commerciale de la Russie avec la Chine est positive. En 2016, la Chine devient la première destination des exportations russes (11% des exportations totales de Russie), et la première source d'importations (20% en 2016 des importations totales en Russie). En revanche, la Russie reste un partenaire secondaire pour la Chine, que ce soit au niveau des importations (3% en 2018) que des exportations (2% en 2018).

Deux mois après l'annonce des premières sanctions américaine, en mai 2014, la Russie et la Chine annoncent la signature d'un accord d'approvisionnement énergétique d'un montant de \$400 milliards sur une durée de trente ans, un « méga-contrat » dont l'objectif est en partie de démontrer que la Russie ne souffrira pas économiquement du refroidissement de ses relations avec l'Europe et les Etats-Unis. Ce contrat a été présenté comme un tournant énergétique de la Russie²⁷⁵, la réalisation d'une stratégie de diversification qui lui permet de sécuriser ses exportations de gaz, l'Europe devenant un marché à moyen terme incertain. Les années 2014-2016 marquent ainsi la signature de nombreux accords bilatéraux dans le secteur énergétique. Le partenariat énergétique, approvisionnement, financement et prise de participation de groupes

²⁷⁵ LOCATELLI Catherine, « Les échanges gaziers entre la Russie et la Chine à l'aune de leur sécurité énergétique », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2015/2 (N° 46), p. 83-104. DOI : 10.4074/S033805991500203X. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-revue-d-etudes-comparatives-est-ouest1-2015-2.htm-page-83.htm>

chinois dans les projets russes, apparaît en effet « naturel » entre les deux pays, l'un producteur et en recherche de financements, l'autre consommateur et bénéficiaire d'une forte croissance économique. Pourtant, ce qui est connu des conditions de l'accord va à contre-courant du discours du Kremlin axé sur la relation d'égal à égal, et laisse deviner des concessions importantes côté russe, tant sur le prix du gaz que sur sa quantité, d'autant que cet accord faisait l'objet d'âpres négociations depuis plusieurs années sans connaître d'évolution positive, notamment en raison de désaccords sur le prix.

Le projet Yamal LNG est un autre cas révélateur de l'inégalité croissante du partenariat sino-russe, dans lequel Moscou doit faire plusieurs concessions. Détenue par le russe Novatek (60% en 2014, 50.1% depuis 2016), le français Total (20%) les chinois China National Petroleum Company (20%) et Silk Road Fund (9.9% depuis 2016), il est le premier projet d'extraction et de liquéfaction de gaz dans l'Arctique russe, et le deuxième champ de production de GNL en Russie. Qualifié de « méga projet » par Total en raison des défis à relever pour extraire, liquéfier et transporter le gaz de la péninsule arctique de Yamal, c'est un projet pionnier, dont l'issue influencera la stratégie énergétique de la Russie dans l'Arctique. Alors que Novatek et son deuxième actionnaire Gennadi Timchenko (détenteur de 23.9% des parts du groupe) sont visés par les sanctions américaines depuis 2014, le projet Yamal LNG, dont le financement est à cette période encore incomplet et nécessite encore environ 16.5 milliards d'euros, doit démontrer la capacité de la Russie à se développer sans les financements occidentaux.

Le Kremlin accorde donc à ce projet une attention et un soutien spécifiques. Le président russe a organisé régulièrement des réunions couvertes par les médias avec le dirigeant de Novatek Léonid Mikhelson pour se tenir informé des avancées du projet. A plusieurs reprises dans ses discours, V. Poutine souligne le caractère stratégique du projet, et réaffirme le soutien du Kremlin à sa réalisation. Cependant aucune institution russe, nationale ou bancaire, ne peut financer seule les €16.5 milliards nécessaires au projet.

Rapidement après l'annonce des sanctions, Gennadi Timchenko est nommé par le président Poutine à la tête de la partie russe du Russia-China Business Council ; sa double casquette, actionnaire de Novatek et co-président du Russia-China Business Council, semble indiquer un financement chinois pour le projet Yamal LNG, et démontre que Moscou a

immédiatement identifié la Chine comme le seul partenaire capable d’injecter les financements nécessaires au projet. Pékin, engagé via CNPC et ayant déjà conclu des accords pour acheter le GNL, a tout intérêt à voir le projet réussir. G. Timchenko annonce ainsi en novembre 2014 attendre environ €16.5 milliards de banques chinoises avant la fin de l’année²⁷⁶.

Il faut cependant attendre 2016 pour que l’accord avec des institutions chinoises soit officiel, et uniquement après la signature d’un accord entre Novatek et le Silk Road Fund sur la vente de 9.9% des parts de Novatek dans le projet. En 2017, les €16.5 milliards nécessaires pour le projet ont été obtenus, et proviennent en effet en très grande majorité de sources chinoises :

Tableau 19 : Le poids de la Chine dans le financement post-2014 de Yamal LNG

Date	Entités finançant le projet	Détails
2015	National Welfare of Russia	Env. €2 milliards
Décembre 2015	Silk Road Fund (SRF)	Deux accords : -Prêt de 15 ans d’environ €730 millions -Vente par Novatek de 9.9% de ses parts de Yamal LNG pour environ €1 milliard, dont la majeure partie a été injectée dans le projet.
Avril 2016	Sberbank et Gazprombank (banques russes)	Ligne de crédit de 15 ans d’environ €3.6 milliards
Avril 2016	Export-Import Bank of China et China Development Bank	Ligne de crédit de 15 ans d’environ €10.5 milliards
Décembre 2016	Banque italienne Intesa Sanpaolo et Japan Bank of Investment Cooperation (JBIC)	Ligne de crédit de 14.5 ans d’environ €950 millions (€750 millions d’Intesa, €200 millions de JBIC)
Juin 2017	Banques européennes, y compris Intesa Sanpaolo (italienne) et Raiffeisen Bank (allemande)	Ligne de crédit de €425 millions

Source : Yamal LNG

²⁷⁶ The Moscow Times, 2014. Chinese Banks Ready to Invest \$10 Billion in Yamal LNG. In : [en ligne]. Novembre 2014. Disponible à l’adresse : <http://themoscowtimes.com/articles/chinese-banks-ready-to-invest-10-billion-in-yamal-lng-41134>.

En comptant la somme obtenue pour la vente des 9.9% de Yamal LNG au SRF, €12 milliards proviennent donc d'institutions chinoises. Cette participation très conséquente alimente alors l'idée du rapprochement sino-russe post-2014 et de la dépendance grandissante de la Russie vis-à-vis de la Chine, et semble démontrer que les Chinois profitent des nouvelles opportunités sur le marché russe.

Il nous faut souligner le temps écoulé entre les premières assurances de financements chinois du projet Yamal LNG (2014) et la signature de l'accord officiel (2016), autant que les conditions inattendues de l'accord (vente des actions de Yamal LNG au Silk Road Fund dont il n'avait jamais été officiellement question). Le délai est d'autant plus notable que la Russie et la Chine ont conclu juste deux mois après l'annonce des sanctions l'accord d'approvisionnement énergétique dont il était question depuis une dizaine d'années, mais bloqué notamment sur la question du prix du gaz. Tout comme la Russie a fait des concessions sur les prix du gaz dans son accord d'approvisionnement, on peut envisager une forme de pression côté chinois pour obtenir davantage de parts dans le projet Yamal LNG en contrepartie de financements supplémentaires.

La question de la dépendance gazière de la Chine vis-à-vis de la Russie semble secondaire sur ce projet : en s'assurant un contrôle à la source (participation plus élevée que prévue dans le projet) la Chine se prémunit d'une éventuelle rupture d'approvisionnement pour des raisons politiques, à la différence de l'Ukraine par exemple. La Russie perd donc un avantage de taille vis-à-vis de la Chine.

1.2. La priorité de moyen-terme de la Russie : diversifier ses relations étrangères

Dépendre économiquement et financièrement de la Chine n'est pas une condition de long terme viable pour Moscou. Il existe ici une contradiction entre la stratégie économique de la Russie, qui depuis Poutine repose quasi exclusivement sur les revenus en ressources naturelles, et la stratégie de politique étrangère, qui fait de la diversification des partenaires une priorité pour assurer l'indépendance du pays.

Dès 2015, la durabilité du rapprochement sino-russe post-2014 est remise en question²⁷⁷ notamment en raison de la divergence des intérêts²⁷⁸, de l'intensification de la concurrence entre les deux pays, géographique (influence régionale) et sectorielle (domaine de l'armement par exemple). Notons également des freins côté chinois : Le *Financial Times* affirme sur la base de sources anonymes dès octobre 2014 que les investisseurs chinois sont réticents à investir massivement en Russie pour pallier les investissements occidentaux : « 'If you expect us to rush in and do everything the European and American banks can't do any more, you will be disappointed,' said an official at Bank of China in Moscow. 'We want to develop our Russia business, but we have to consider the risks as well.' A western executive in the energy industry said: 'There is strong anxiety on the Russian side: the Chinese are very reluctant to give them money at the moment'²⁷⁹ ».

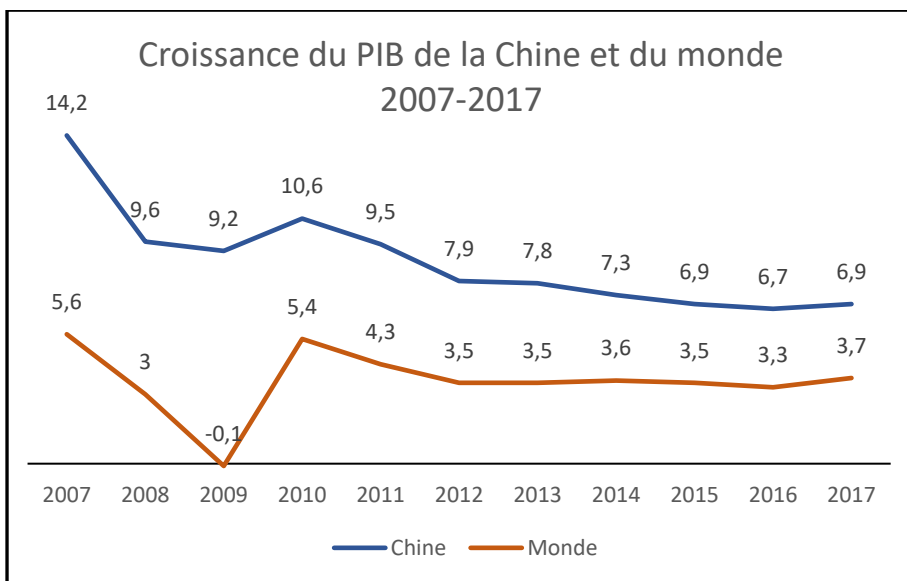
Cette théorie est confirmée par l'échec de l'accord en 2018 sur la vente de 14% des parts de Rosneft détenus par le consortium Qatar Investment Authority et Glencore à CEFC China Energy, dont la Chine s'est brutalement retirée après avoir versé la première tranche de paiement. La Chine connaît de plus un certain ralentissement de son économie, qui l'amènent à réduire ses opérations économiques et financières à l'étranger.

Figure 49 : Croissance du PIB de la Chine et croissance mondiale, 2007-2017

²⁷⁷ MARANGE, Céline, 2015. Le rapprochement de la Russie avec la Chine : le triomphe de la stratégie sur la tactique? In : *Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire*. Mai 2015. Vol. Note de recherche stratégique, n° 19.

²⁷⁸ FACON, Isabelle, 2018. Pékin et Moscou, complices mais pas alliés. In : *Le Monde diplomatique* [en ligne]. Aout 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/08/FACON/58982>.

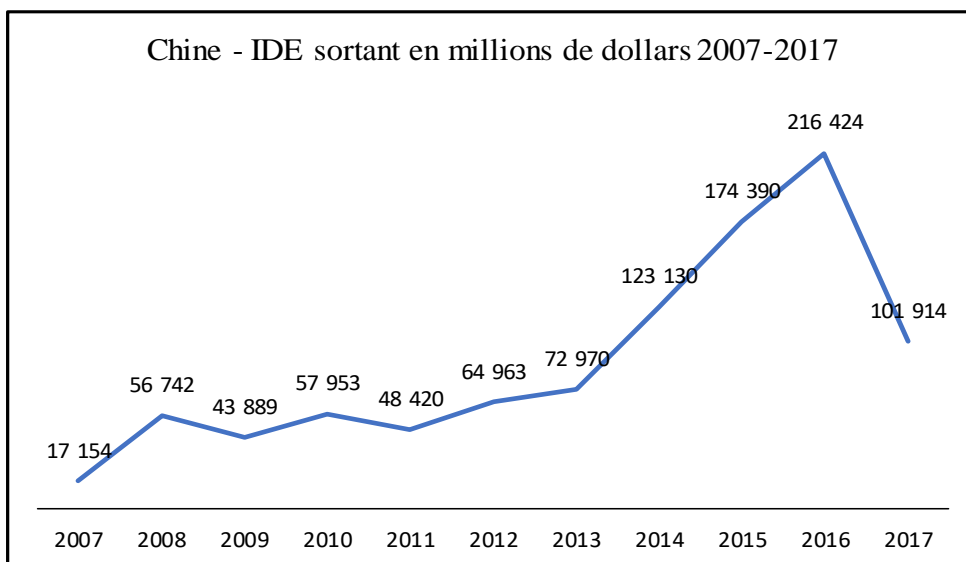
²⁷⁹ FARCHY, Jack et HILLE, Kathrin, 2014. Chinese lenders grow wary of Russia. In : *Financial Times* [en ligne]. 12 octobre 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.ft.com/content/4e3ec352-51f8-11e4-b55e-00144feab7de>.



Source : FMI

Les investissements chinois à l'étranger connaissent un fort ralentissement depuis 2016, qui expliquent également en partie le ralentissement des investissements chinois en Russie à la même période.

Figure 50 : IDE chinois, 2007-2017



Source : OCDE

Alors que la période 2014-2016 témoigne d'une prédominance du partenaire chinois dans les accords énergétiques signés par la Russie, on observe depuis 2016 une stratégie énergétique

« tous azimuts » à Moscou, ciblant les partenaires indiens, japonais et saoudiens principalement. Les contrats d'approvisionnements signés depuis 2016, et la question du financement du futur projet d'extraction et liquéfaction de gaz de Novatek, Arctic LNG, sont représentatifs de cette dynamique et de la volonté russe de ne pas dépendre excessivement de son partenaire chinois : son PDG Léonid Mikhelson a ainsi annoncé en 2018 vouloir conserver au moins 60% des capitaux de ses futurs projets de GNL, en particulier Arctic LNG 2 (contre 50.1% pour Yamal LNG). Témoignant de l'intérêt du Japon pour le secteur gazier russe, le consortium japonais Mitsui-Jogmec est entré à hauteur de 10% du capital d'Arctic LNG 2, également détenu à 20% par deux acteurs chinois (China National Offshore Oil Company et China National Petroleum Company), tandis que Novatek conserve 60% des parts du projet, et que Total, en plus des 10% de parts dans le nouveau projet, a augmenté sa participation au sein du groupe Novatek. La diversification des partenaires et le souci de recourir à minima aux financements extérieurs illustrent alors la tendance générale observée en Russie à cette période, à contre-courant du rapprochement flagrant entre 2014 et 2016 de la Russie et de la Chine. Les objectifs actuels tiennent alors en deux mots « contrôle » et « diversification », et la Russie ne consentira probablement plus, dans un contexte « normal », les conditions exceptionnelles offertes à la Chine au lendemain de la crise ukrainienne.

2. Face à la Chine en Asie centrale, l'émergence d'une stratégie d'endiguement

Les concessions de la Russie dans ses relations bilatérales avec la Chine ne semblent en revanche avoir en aucun cas affecté ses ambitions à l'échelle régionale : « However, long-term Russian projections cannot avoid the “China question.” Moscow must, therefore, cultivate ambiguity toward Beijing and show its confidence in a peaceful Chinese future, all the while seeking counterweight from Japan, India, and Europe²⁸⁰ ». Forcée d'accepter la réalité de BRI et en dépit de la fragilité de son propre projet d'intégration économique régional, the Eurasian Economic Union, la Russie tente de faire cohabiter les deux projets à égalité dans la région, et

²⁸⁰ LARUELLE, Marlène, 2010. Russia Facing China and India in Central Asia: Cooperation, Competition, and Hesitations. In : *China and India in Central Asia - A new « Great Game »?* Palgrave Macmillan. S.l. : LARUELLE Marlène, Huchet Jean-François, PEYROUSE Sébastien, Balci Beyram. The Sciences Po Series in International Relations and Political Economy.

maintient sa propre stratégie d'endiguement, en s'appuyant notamment sur les autres puissances régionales et en profitant de la méfiance des pays centrasiatiques à l'égard de la Chine.

2.1. Les freins à la présence chinoise en Asie centrale : sinophobie et nouvelles priorités internationales de Pékin

Le contexte n'est pas entièrement favorable à l'expansion chinoise en Asie centrale. Économiquement, la Chine connaît un certain ralentissement qui l'oblige à freiner sa stratégie économique tous azimuts, et force est de constater que l'Asie centrale n'est pas un espace prioritaire pour les investissements chinois.

Ensuite, les pays d'Asie centrale ont toujours exprimé une certaine défiance envers la Chine. En effet, bien qu'ils aient bénéficié de retombées financières et d'alternatives au géocentrisme russe grâce à la politique régionale chinoise, il semble qu'un mouvement sinophobe²⁸¹ ait émergé au sein des populations centrasiatiques et devienne un facteur des relations pays centrasiatiques-Chine : ainsi, l'accord conclu en 2011 avec le Tadjikistan stipulant qu'en plus de la cessation de 1% du territoire tadjik, certains espaces seraient occupés et cultivés par des fermiers chinois, a particulièrement suscité la colère au sein de la population tadjike. Au Kazakhstan, en 2016, une loi autorisant des étrangers à acheter des terres kazakhes a déclenché des vagues de protestations²⁸², les Kazakhs craignant particulièrement que les Chinois ne s'installent et grignotent lentement leur espace.

Il y a désormais dans les pays d'Asie centrale un véritable attachement à la souveraineté nationale, qui pendant longtemps a été uniquement constatée dans le cadre des relations Russie-Asie centrale, mais qui s'applique aussi aux relations avec la Chine. Pour les pays centrasiatiques, la Russie n'est pas la seule menace à leur souveraineté et indépendance. Il faut enfin noter l'absence de deux pays d'Asie centrale au premier forum de BRI en 2017, le Tadjikistan²⁸³ et le Turkménistan.

²⁸¹ PEYROUSE, Sébastien, 2016. *Discussing China: Sinophilia and sinophobia in Central Asia*. In : *Journal of Eurasian Studies*. Janvier 2016. Vol. 7, n° 1, p. 14-23. DOI [10.1016/j.euras.2015.10.003](https://doi.org/10.1016/j.euras.2015.10.003).

²⁸² Why Kazakhstan's protests are unusual. In : *BBC News* [en ligne]. 28 avril 2016.]. Disponible à l'adresse : <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-36163103>.

²⁸³ Le président tadjik a cependant participé au second forum tenu en 2019, le Turkménistan restant le seul pays d'Asie centrale à ne pas y avoir participé.

Pour la Russie, il s'agit indéniablement d'un facteur encourageant. La position de Moscou est ambivalente sur la question de BRI : d'un côté, en tant que partenaire stratégique de Pékin et bénéficiant largement des investissements chinois, elle ne peut que coopérer avec le projet de BRI. Le Silk Road Fund (SRF), créé en 2014 et qui compte cinq investissements à son actif, en a en effet déjà réalisé deux en Russie, dont l'un a consisté à acheter des parts du projet hautement stratégique Yamal LNG dont il était question précédemment. D'un autre côté, ce projet ne fait que renforcer la puissance de la Chine dans le monde et particulièrement dans toute la sphère régionale russe, Asie centrale, Caucase et Europe orientale, ce que Moscou doit considérer avec inquiétude.

2.2. *La tentative de la cohabitation : le Grand Partenariat Eurasiatique*

Le Grand Partenariat Eurasiatique est un projet de coopération internationale proposé par le président Poutine en 2016 à l'occasion du Forum Economique International de Saint-Petersbourg. Ce projet, ouvert à tous les pays compris dans cet espace géographique, de l'Europe à la Chine en passant par l'Iran, l'Inde et le Pakistan, tente de créer une nouvelle dynamique internationale autour de la Russie, soit l'équivalent russe du Belt and Road Initiative chinois. Et alors qu'en 2014 la Russie opérait à nouveau un pivot vers l'Asie et la Chine²⁸⁴, les ambitions du président en 2016 semblent se tourner vers l'ouest : il est intéressant de noter que dans ce discours introduisant l'idée de grand partenariat eurasiatique, une attention toute particulière est accordée aux relations entre l'UE et la Russie : «Despite all of the well-known problems in our relations, the European Union remains Russia's key trade and economic partner [...] We must return trust to Russian-European relations and restore the level of our cooperation²⁸⁵. »

La coopération entre les projets régionaux chinois – BRI- et russe -UEEA- est primordiale pour assurer la réalisation du grand partenariat eurasiatique, nécessité reconnue en Chine: « [...] the possibility of linking that partnership [le grand partenariat eurasiatique] with the Belt and Road Initiative for international cooperation is one of the key factors in implementing this

²⁸⁴ L'URSS et la Russie se sont plusieurs fois tournées vers l'Asie et la Chine lorsque leurs ambitions à l'ouest étaient contrecarrées. Le pivot asiatique annoncé en 2012 ne sera exceptionnel que par sa longévité, encore à démontrer.

²⁸⁵ Transcript: [Putin at] Plenary session of St. Petersburg International Economic Forum. In : *Johnson's Russia List* [en ligne]. 20 juin 2016. Disponible à l'adresse : <http://russialist.org/transcript-putin-at-plenary-session-of-st-petersburg-international-economic-forum/>.

agenda²⁸⁶. » En Russie cette idée de partenariat est particulièrement défendue par plusieurs experts dont Sergueï Karaganov²⁸⁷ et Dmitri Trenin, avocat d'un partenariat sino-russe étroit. Officiellement, le projet de coopération entre les deux organisations est annoncé en 2015, et confirmé à nouveau en 2018 : « We [les présidents russe et chinois] spoke about future interaction between China and the Eurasian Economic Union. We are resolved to continue to work together to promote and align the integration processes in Eurasia, in particular, the EAEU and China's Silk Road Economic Belt initiative, which should ultimately lead to the development of a Greater Eurasian Partnership²⁸⁸. »

Comme le soulignent certains experts, la coopération entre les deux institutions est d'autant plus réalisable que les pays membres de l'UEEA et la Chine coopèrent déjà depuis plusieurs années au niveau bilatéral et multilatéral dans le cadre de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) : « China's experience in interacting with the EAEU countries as a group can be traced to the Shanghai Cooperation Organisation (SCO). All EAEU members are involved in the works of the SCO.²⁸⁹ » Notons également certaines propositions de coopération ces dernières années entre l'UEEA et l'OCS, qui devraient faciliter toute entreprise de coopération entre l'UEEA et BRI. En 2018 après trois ans de négociations, la Chine et l'UEEA ont signé un accord de libre-échange, présentée par la Russie et la Chine.

De projets initialement rivaux, le président russe ambitionne donc de faire de BRI et de l'UEEA des projets complémentaires et égaux, pour préserver l'influence russe dans la région. La résignation de Moscou face à la puissance et aux prétentions chinoises peut être analysée comme une conséquence de la crise ukrainienne, qui a fragilisé le statut de la Russie dans son espace régional, phénomène que nous étudierons dans la partie suivante.

²⁸⁶ LI, Yongquan, 2018. The greater Eurasian partnership and the Belt and Road Initiative: Can the two be linked? In : *Journal of Eurasian Studies*. 1 juillet 2018. Vol. 9, n° 2, p. 94-99. DOI 10.1016/j.euras.2018.07.004.

²⁸⁷ Sergeï Karaganov est président d'honneur du Présidium du Conseil de la politique étrangère et de défense russe et a été conseiller des présidents Poutine et Eltsine.

²⁸⁸ Russia, Team of the Official Website of the President of, 2018. Press statements following Russian-Chinese talks. In : *President of Russia* [en ligne]. Juin 2018. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/57699>.

²⁸⁹ SVETLICINII, Alexandr, 2018. China's Belt And Road Initiative and the Eurasian Economic Union: "Integrating the Integrations". In : *Public Administration Issues*, Special Issue. 2018. p. 7-20. DOI [10.17323/1999-5431-2018-0-5-7-20](https://doi.org/10.17323/1999-5431-2018-0-5-7-20).

Au travers du projet de grand partenariat eurasiatique se profile la stratégie globale de la Russie, davantage eurasiatique qu'asiatique. Cela nous conduit alors à tempérer les analyses concernant le délaissement en Russie de son partenariat avec l'Europe : le pivot asiatique annoncé en 2012, et qui a beaucoup évolué depuis 2014, n'implique pas de la part de Moscou l'abandon de relations fructueuses avec l'Occident, mais plutôt une mise à profit du potentiel asiatique de la Russie. Le projet de partenariat eurasiatique pourrait permettre à Moscou ce que nous pourrions qualifier d'une « dépendance contrôlée » face à l'Europe et la Chine en multipliant les partenaires de la Russie et en assurant un niveau de coopération homogène entre la Russie et les puissances d'Eurasie.

2.3. Le soutien russe au retour de l'Inde sur la scène régionale

Parallèlement à cette politique de cohabitation, Moscou cherche également à favoriser l'émergence de puissances régionales pour créer des contrepoids à la puissance de la Chine. Cette tendance, qui émerge timidement au début des années 2000, semble s'être renforcée après la crise ukrainienne, et démontre une fois encore la position ambiguë de Moscou face à la croissance de Pékin, un atout pour la Russie autant qu'une menace. Comme le souligne M. Laruelle en 2010, l'Inde et le Japon, auxquels nous pouvons rajouter l'Iran et la Turquie, font partie de ces puissances régionales que Moscou tente d'intégrer à la scène centrasiatique. Le lent rapprochement russo-japonais, entamé en 2012, s'intègre ainsi dans cette stratégie, tout comme le soutien à l'adhésion²⁹⁰, de la Turquie et de l'Iran à l'Organisation de Coopération de Shanghai.

Dans cette partie nous nous intéresserons plus particulièrement au cas de l'Inde, qui a un rôle central dans la politique d'endiguement de la Chine, réunissant trois conditions essentielles :

-l'Inde et la Russie n'ont jamais été en conflit, et leurs relations ne sont pas affectées par une concurrence régionale.

-l'Inde et la Chine entretiennent des relations tendues, et l'Inde est opposée à la stratégie d'expansion de la Chine.

-l'Inde jouit d'un poids économique et politique croissant.

²⁹⁰ L'intégration de ces pays à l'OCS est un sujet abordé par les dirigeants concernés depuis quelques années ; l'Iran a un statut d'observateur depuis 2008 et a fait une demande formelle d'adhésion, en suspens en raison des sanctions américaines ; la Turquie est un partenaire de dialogue depuis 2012.

L'alliance entre Moscou et New Delhi s'est forgée dans les années 1960, déclenchée par le refroidissement des relations sino-soviétiques et le début de la guerre sino-indienne en 1962. En 1971 lors de la guerre indo-pakistanaise et après la visite de H. Kissinger à Beijing, scellant l'alliance sino-américaine, l'URSS et l'Inde signent un traité d'amitié et de coopération garantissant un soutien mutuel en cas d'attaque par un tiers. Jusqu'en 1991, l'URSS est le premier fournisseur d'armes de l'Inde, qui est le seul pays non-membre du pacte de Varsovie à obtenir des armes soviétiques de haute technologie. Si les relations ont été ralenties dans les années 1990, l'un des objectifs de V. Poutine dès son arrivée au pouvoir en 2000 est de restaurer les relations russo-indiennes et le partenariat militaro-technique²⁹¹ ; le facteur chinois, à savoir la croissance inquiétante de la Chine pour les intérêts russes, est fondamental dans le rapprochement russo-indien. Le partenariat avec l'Inde est d'ailleurs considéré par certains experts, en particulier Pascal Marchand, comme le « véritable partenariat stratégique eurasiatique de la Russie²⁹² ». Le chercheur souligne le haut niveau de coopération en matière de défense et de haute technologie et l'absence de concurrence régionale et de sujets de tensions entre les deux pays.

Parallèlement, l'Inde manifeste depuis 2012 un nouvel intérêt en Asie centrale, qui se traduit par une augmentation des rencontres officielles et des accords bilatéraux. De l'Inde et face à la Chine en Asie centrale, la Russie attend deux contrepoids : un contrepoids politique, tout d'abord, l'Inde ayant davantage de marge de manœuvre pour s'opposer à l'influence chinoise, et un contrepoids économique, en Asie centrale autant qu'en Russie. Nous pouvons relever deux axes principaux de la stratégie russe à cet égard : le soutien à la création d'un axe Russie-Chine-Inde, et à l'intégration régionale de l'Inde via notamment l'adhésion ou la participation aux organisations multilatérales.

En 2012 et après une longue période de présence marginale, l'Inde annonce une nouvelle politique à l'égard de l'Asie centrale, « Connect Central Asia », dont l'objectif est d'améliorer les relations économiques, politiques et culturelles, et met en place un dialogue annuel entre l'Asie centrale et l'Inde. En 2015, le premier ministre indien, en poste depuis 2014, est le premier à visiter officiellement tous les pays d'Asie centrale en un seul voyage ; en 2018, des

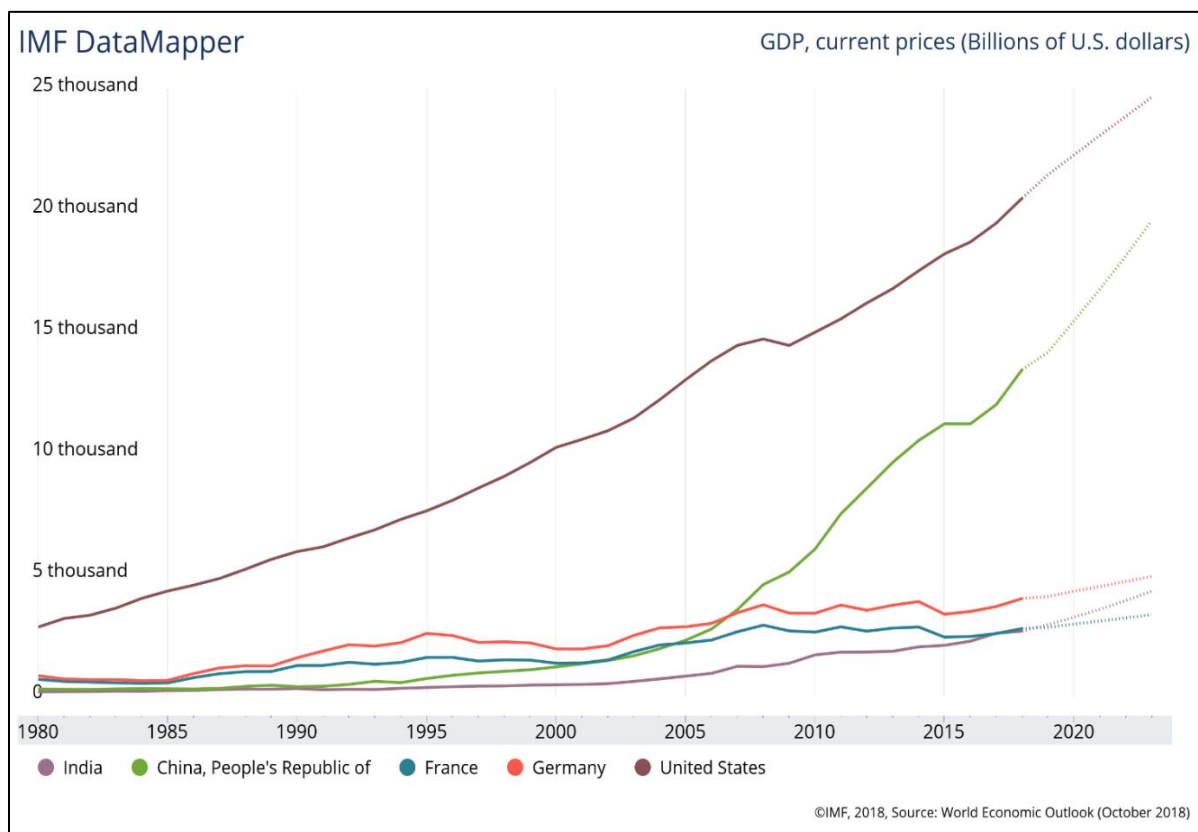
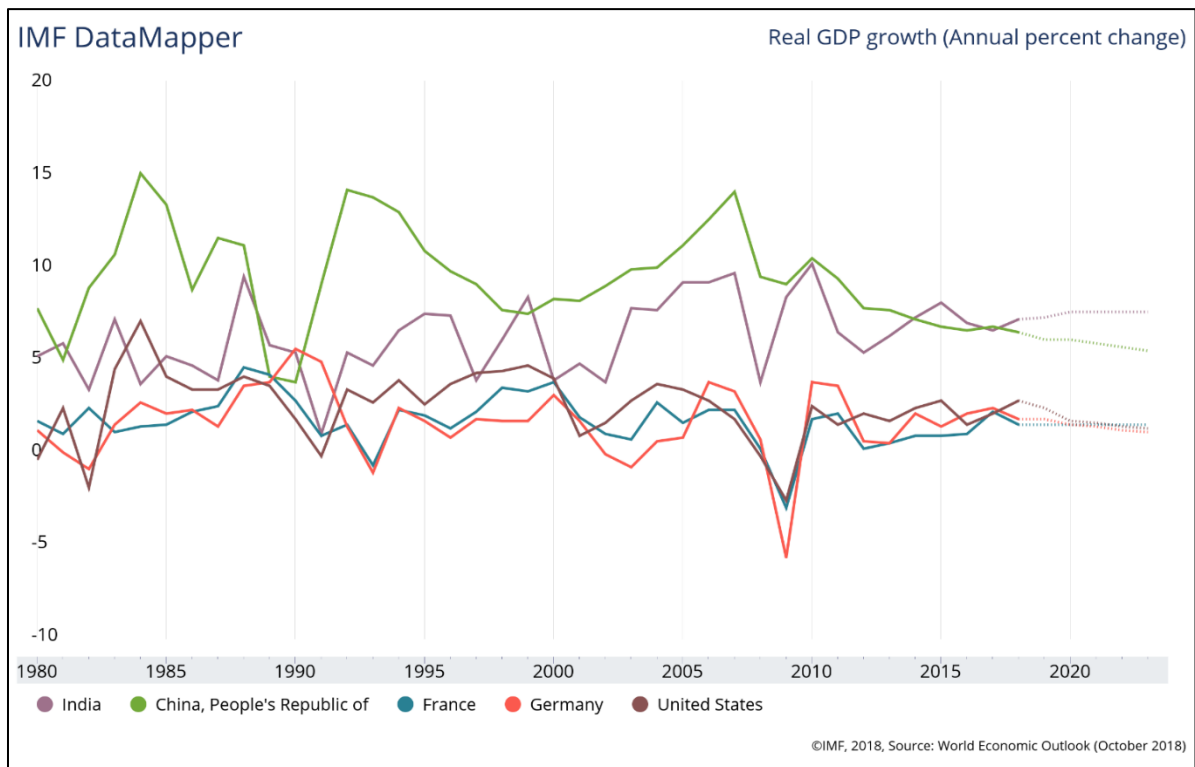
²⁹¹ FACON, Isabelle et Poukhov, Rouslan, 2008. Russie, Inde, coopération militaro-technique. In : *Recherches et Documents*. Fondation pour la Recherche Stratégique. 2008. n° 8, p. 86.

²⁹² Marchand, Pascal, 2014. Quelle est la politique eurasiatique de la Russie ? In : *Diploweb* [en ligne]. juillet 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.diploweb.com/Geopolitique-de-la-Russie.html>.

rencontres bilatérales sont organisées avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, durant lesquelles sont officialisés de nombreux accords, notamment dans le domaine de l'énergie (livraison d'uranium kazakh à l'Inde), des investissements, du commerce et surtout de la défense. En 2019, le dialogue annuel Inde-Asie centrale inclut pour la première fois l'Afghanistan, dont la coopération est nécessaire pour assurer la connectivité entre l'Inde et l'Asie centrale.

Ce regain d'intérêt en Asie centrale s'appuie sur une forte croissance économique ; Deuxième puissance démographique, l'Inde est ainsi devenue en 2017 la sixième puissance économique, en termes de PIB, devançant notamment pour la première fois la France.

Figure 51 : PIB de l'Inde, 1990-2017



Source : FMI

Si l'écart de puissance avec la Chine reste important et la croissance indienne freinée par des problèmes économiques structurels (part trop importante du secteur des services dans la

croissance du pays, grandes inégalités sociales, etc) et politiques (conflit avec le Pakistan), l'Inde s'affirme progressivement comme puissance régionale et mondiale.

La Russie accueille et encourage la présence indienne en Asie centrale. En 2017, l'Inde, soutenue par Moscou, a ainsi officiellement intégré l'Organisation de Coopération de Shanghai. La même année, l'Inde et l'UEEA ont entamés des négociations en vue de signer un accord de libre-échange. La Russie rappelle régulièrement le rôle « leader » de l'Inde à l'échelle régionale. Nous avons sélectionné un extrait du discours de l'ambassadeur russe en Inde en avril 2018 à titre d'exemple : «Russia, by the way, remains consistent in exercising the same approach seeking unifying agenda when we speak about cooperation in the Asia-Pacific and Eurasia as a whole, where India by objective reasons is one of the leading players[...]To sum up, our global and regional priorities to a great extent are coinciding or similar²⁹³. ». Notons également qu'apparaît dans la presse russe financée par le Kremlin (Sputnik, Russia Beyond) de plus en plus d'articles insistant sur le partenariat russo-indien, ou traitant de la concurrence grandissante entre l'Inde et la Chine : par exemple, en 2017 et à l'occasion de l'anniversaire des soixante-dix ans de relations russo-indiennes, Russia Beyond a consacré un long article au partenariat bilatéral dont le sous-titre est sans équivoque «As two great Eurasian powers, Moscow and New Delhi can (and should) play the main role in forming a centre of power that is neither in the American nor Chinese camp²⁹⁴ ».

Moscou tente également de promouvoir, avec un succès mitigé, un triangle Russie-Inde-Chine (RIC). En 2006, les dirigeants des trois pays se rencontrent pour la première fois à Saint-Petersbourg, mais la seconde réunion n'est organisée que douze ans plus tard, en 2018. Le délai entre les deux rencontres atteste de la difficulté à cultiver un tel axe, notamment en raison des contentieux entre l'Inde et la Chine. Lors de la dernière réunion, le président russe a exprimé le souhait d'améliorer la coopération trilatérale principalement en matière économique, à l'échelle tant globale que régionale : «It is important to adjust cooperation on the key issues of the economic agenda, including within the G20, to jointly protect the principles of just

²⁹³ Kudashev, Nikolay, 2018. 70 Years of India – Russia Relationship: The Way Forward. In: Embassy of the Russian Federation in the Republic of India [en ligne]. avril 2018. Disponible à l'adresse : <http://rusembindia.com/embassy-news/9565-address-to-india-ananta-aspen-centre-ambassador-series>.

²⁹⁴ Mikhailov, Vasily, 2017. Russia and India: 70 years of friendship is just the beginning. In : *Russia Beyond* [en ligne]. 14 avril 2017. Disponible à l'adresse : https://www.rbth.com/politics/2017/04/14/russia-and-india-70-years-of-friendship-is-just-the-beginning_742921.

and honest competition in world trade and finance[...]We could also get more actively involved in aligning large integration projects currently carried out with our countries' involvement such as the Eurasian Economic Union and China's Belt and Road initiative²⁹⁵ ». Si la Russie a tout intérêt à favoriser la coopération avec l'Inde dans le cadre de l'UEEA, une organisation régionale bien définie, il est cependant improbable qu'elle cherche réellement à encourager l'Inde à s'ouvrir aux projets de développement chinois dans le cadre de BRI, qui ne confèrent aucun poids politique particulier.

Par ailleurs, l'Inde est, à l'échelle régionale, le principal opposant à BRI, inquiète des ambitions stratégiques de la Chine à travers cette initiative économique²⁹⁶. En 2017 et 2019, l'Inde est ainsi notablement absente des deux premiers forums de BRI, et annonce attendre davantage de transparence sur l'initiative chinoise : « We are of firm belief that connectivity initiatives must be based on universally recognized international norms, good governance, rule of law, openness, transparency and equality. Connectivity initiatives must follow principles of financial responsibility to avoid projects that would create unsustainable debt burden for communities²⁹⁷ [...] Guided by our principled position in the matter, we have been urging China to engage in a meaningful dialogue on its connectivity initiative²⁹⁸ ». L'Inde considère de plus que l'un des quatre corridors de BRI viole son intégrité territoriale: «Regarding the so-called 'China-Pakistan Economic Corridor', which is being projected as the flagship project of the BRI/OBOR, the international community is well aware of India's position. No country can accept a project that ignores its core concerns on sovereignty and territorial integrity.». Le China-Pakistan Economic Corridor (CPEC) traverse en effet la zone du Cachemire occupée par le Pakistan et revendiquée par New Delhi.

²⁹⁵ Russia, Team of the Official Website of the President of, 2018. Russia–India–China meeting. In: *President of Russia* [en ligne]. décembre 2018. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/59278>.

²⁹⁶ BARUAH, Darshana M., 2018. India's Answer to the Belt and Road: A Road Map for South Asia. In : *Carnegie India*. Working Paper. Aout 2018. p. 33.

²⁹⁷ Le poids de la dette est une référence indirecte à des pays comme le Sri Lanka, qui, incapables de rembourser la Chine, ont été obligés de céder le territoire sur lequel se déroulait le projet sujet aux prêts chinois, un port dans le cas du Sri Lanka.

²⁹⁸ Official Spokesperson's response to a query on participation of India in OBOR/BRI Forum. In: *Ministry of External Affairs of the Republic of India* [en ligne]. mai 2017. Disponible à l'adresse : <https://mea.gov.in/mediabriefings.htm?dtl/28463/Official+Spokespersons+response+to+a+query+on+participation+of+India+in+OBORBRI+Forum>.

En 2010, M. Laruelle concluait que la Russie ne concevait pas encore l'Inde comme un contrepoids possible à la Chine, principalement pour des raisons économiques, auxquelles nous pourrions ajouter l'absence de relations développées avec les pays centrasiatiques : « Moscow does not yet understand India as a possible counterweight to China's presence: the imbalance of power between the two Asian states is too large²⁹⁹ Dix ans plus tard, il semble que la situation ait enfin évolué au bénéfice indirect de Moscou. En effet, en dépit d'un écart toujours important entre les puissances indienne et chinoise, l'émergence de l'Inde sur la scène centrasiatique, combinée à sa croissance économique forte depuis plusieurs années, définissent l'Inde comme un contrepoids potentiel à l'influence chinoise, et ce d'autant plus que les pays d'Asie centrale sont soucieux de préserver leur indépendance vis-à-vis de la Russie et de la Chine.

La Chine a démontré sa capacité à pénétrer économiquement tous les espaces de la sphère régionale russe et à s'imposer dans de nouvelles régions face à la Russie : la concurrence régionale russo-chinoise, longtemps un problème spécifique à l'Asie centrale, devient une dynamique géopolitique dans le Sud Caucase mais également au sein des pays européens et balkaniques traditionnellement proches de Moscou. A l'instar des Etats-Unis, la Chine est en effet perçue par ces pays comme une alternative économique et diplomatique bienvenue, à même d'assurer leur croissance, perception renforcée par le lancement de la Belt and Road Initiative. La Chine perçoit toutefois l'Europe centrale et orientale comme des régions d'importance secondaire, et ne leur consacre pas la même attention qu'au Caucase et à l'Asie centrale.

Par ailleurs, une grande hétérogénéité se cache derrière l'apparente uniformité de la présence chinoise dans chaque ensemble régional, véhiculée par la création de groupes multilatéraux : l'OCS et les 17+1. La Chine utilise notamment le groupe de coopération européen comme plateforme pour faciliter les échanges avec des pays ciblés. En outre,

²⁹⁹ LARUELLE, Marlène, 2010. *Russia Facing China and India in Central Asia: Cooperation, Competition, and Hesitations*. In : *China and India in Central Asia - A new « Great Game »?* Palgrave Macmillan. S.l. : LARUELLE Marlène, HUCHET Jean-François, PEYROUSE Sébastien, Balci Beyram. The Sciences Po Series in International Relations and Political Economy.

l'Ukraine et la Biélorussie, pourtant absence de ce cadre, font partie des pays privilégiés par Pékin, démontrant à nouveau l'inadéquation entre le format 17+7 et la réalité de l'intérêt chinois.

La Chine, qui vise avant tout une puissance économique, a fait de ses intérêts économiques sa priorité dans ses relations avec les pays eurasiatiques. Les projets portés par la Chine dans ce contexte créent toutefois et dans de nombreux cas, une vulnérabilité financière pour les pays endettés auprès d'organismes chinois, et les retombées positives du projet ne peuvent être encore réellement mesurées. Elle formule toutefois depuis 2016 une volonté de « diplomatie militaire », qui se concrétise progressivement en Asie centrale, via soutien matériel et exercices conjoints notamment. Son poids économique lui permet ainsi de pénétrer progressivement dans des secteurs stratégiques, dans lesquels la Russie est historiquement présente, notamment le secteur de la défense et de la sécurité ainsi que celui de l'énergie. Cela affaiblit d'autant les leviers d'influence de la Russie, remettant en question son rôle de garant de la sécurité de certains pays, notamment les Etats centrasiatiques.

La crise ukrainienne a créé un contexte propice aux ambitions de politique étrangère de la Chine. Les tensions entre la Russie et l'Ukraine ont affaibli le projet d'intégration eurasiatique avec les Etats membres de l'UEEA, créant des opportunités géopolitiques pour les projets chinois. En outre, la Chine a su tirer un profit économique de l'effacement de la Russie dans l'économie ukrainienne. Il faut toutefois souligner que la crise ukrainienne intervient aussi à une période d'expansion de la Chine dans le cadre des nouvelles routes de la soie.

La stratégie russe face à la Chine dans son espace d'influence est intrinsèquement liée au poids de la Chine dans la politique étrangère et l'économie russes. Alors qu'un conflit avec la Chine est devenu impossible, la Russie met en place une stratégie délicate pour à la fois bénéficier du « vent chinois » mais également préserver ses intérêts dans son espace régional et son indépendance économique. Elle favorise ainsi l'émergence de nouvelles puissances régionales, telle que l'Inde, capables à moyen terme de faire contrepoids à l'influence chinoise.

Quatrième partie. Les ambitions hégémoniques d'une puissance faible : entre stratégie et opportunisme

Les conflits dans lesquels la Russie a pris part dans son espace régional, les guerres en Tchétchénie, en Géorgie et en Ukraine et les tensions en Moldavie traduisent un double phénomène : d'une part des ambitions hégémoniques formulées par un Etat qui, d'autre part, ne semble plus avoir comme autre levier d'influence que la force militaire: le président Obama défend ainsi l'idée que le recours à la force militaire est davantage la démonstration de l'échec d'une stratégie d'influence qu'une démonstration de force : « The fact that Russia felt compelled to go in militarily and lay bare these violations of international law indicates less influence, not more³⁰⁰. »

Si le recours à la force demeure le pan le plus visible de la politique russe et pallie souvent l'absence d'une stratégie d'influence de long terme, la Russie développe depuis plusieurs années une politique pragmatique, témoin d'une adaptation aux enjeux régionaux, notamment la crise avec l'Ukraine, et à sa propre faiblesse. Les succès de cette politique remettent alors en question l'idée d'un affaiblissement inéluctable de la Russie dans son espace régional.

Cette dernière partie étudiera, au travers des leviers d'influence déployés par Moscou, l'évolution de sa perception de ses atouts.

³⁰⁰ OBAMA, Barack, 2014. Transcript: Obama's remarks on Russia, NSA at the Hague on March 25. In : *Washington Post* [en ligne]. 25 mars 2014. Disponible à l'adresse : https://www.washingtonpost.com/world/national-security/transcript-obamas-remarks-on-russia-nsa-at-the-hague-on-march-25/2014/03/25/412950ca-b445-11e3-8cb6-284052554d74_story.html.

Chapitre 8 : L'économie, un levier d'influence devenu incertain

La décennie 1990 a vu la puissance de la Russie à l'échelle régionale diminuer à un niveau jamais atteint depuis les invasions du royaume de Pologne-Lituanie au début du XVII^e siècle. En dépit de la reprise économique des années 2000 et de la stabilisation politique du pays, la Russie n'est pas parvenue à reconquérir son ancienne sphère d'influence.

Deux raisons expliquent principalement l'affaiblissement de l'influence russe avant la crise ukrainienne : la perte de son dynamisme économique et une certaine « faiblesse politique » : « En dernière analyse, si la priorité aux 'étrangers proches' s'est révélée inadaptée, c'est que la Russie, du fait de sa faiblesse politique, a été incapable d'imposer sa volonté, et que, dépourvue d'attraits économiques, elle n'a pu séduire les nouveaux Etats de la région³⁰¹ ». L'instabilité économique de la Russie, et le souci d'indépendance de ses pays voisins affaiblissent le levier économique dans la stratégie d'influence de la Russie.

1. Le poids économique de la Russie, facteur de dynamisme autant que d'instabilité

La crise russe, ainsi que l'explique Julien Vercueil, est le produit de causes structurelles (par exemple la dépendance aux revenus d'hydrocarbures) et conjoncturelles (baisse des prix du pétrole, sanctions occidentales), qui ont causé une chute du PIB, une hausse de l'inflation et une forte dévaluation du rouble. La crise de 2008 a déjà démontré aux pays de la sphère russe que la Russie n'était plus une source stable de dynamisme économique, mais un facteur d'instabilité pour les pays économiquement dépendants ; la crise ukrainienne a renforcé cette perception.

A partir de 2014, plusieurs pays de la sphère régionale russe connaissent un ralentissement voire une crise économique. Au vu des liens entre la Russie et ces pays, la « contagion » de la crise russe, liée à la baisse des prix du pétrole et aux conséquences de la crise ukrainienne, vers les pays voisins apparaît comme une évidence. En 2016, le FMI publie

³⁰¹BREZINSKI, Zbigniew. *Le Grand Echiquier : l'Amérique et le reste du monde*. Bayard., Actualité. 1997, p.153.

une étude qui identifie trois « canaux de débordements³⁰² » par lesquels la crise russe s'est propagée : le commerce, les investissements et les transferts de fond des migrants, dont des pays comme le Tadjikistan et le Kirghizstan dépendent fortement. L'état de ces canaux permet alors de mesurer l'impact de la crise russe sur les pays de la sphère régionale.

1.1. *Le levier économique dans la stratégie d'influence russe*

Les pressions économiques, qui se traduisent par des embargos agroalimentaires (2006 Moldavie et Géorgie, 2013 Moldavie), ou des conflits énergétiques (2005, 2009 et 2014 Ukraine, 2009 Turkménistan, 2007 et 2010 Biélorussie), démontrent une tentative, côté russe, pour convertir en influence politique le poids économique que possède Moscou dans les échanges commerciaux avec les pays visés. Si ces pressions ont pu être efficaces à court terme, elles ont conduit à moyen terme à une défiance croissante de la population visée à l'égard de la Russie, démontrant ainsi que poids économique ne signifie pas pour autant influence.

La Russie utilise souvent le levier économique dans ses relations bilatérales avec les pays de la région pour conserver son influence. Elle annule notamment, de manière régulière, les dettes de pays voisins (Moscou applique cette politique à d'autres pays, notamment africains). Fyodor Loukianov affirme ainsi: «As a rule, we write off loans³⁰³ ». Entre 2013 et 2017, la Russie annule ainsi progressivement la dette du Kirgizstan, interprété comme une faveur en échange de la décision kirgize de fermer la base militaire américaine. En 2014 et pour encourager le rapprochement avec l'Ouzbékistan, la Russie annule également la dette ouzbèke d'un montant d'environ \$865 millions.

En outre, la balance commerciale entre ces pays et la Russie est telle que la Russie peut jouer avec la menace d'un embargo sans conséquences notables pour son économie. En 2016, 8.6% des produits importés en Moldavie provenaient de Russie, ce qui correspond à 0.13% des exportations totales de Russie ; en Ukraine, 17% des importations sont des produits russes, soit 2.1% des exportations russes. L'écart est encore plus grand en ce qui concerne la Biélorussie :

³⁰² STEPANYAN, Ara, 2016. *The Spillover Effects of Russia's Economic Slowdown on Neighboring Countries*. [en ligne]. Washington, D.C.: International Monetary Fund. ISBN 978-1-4755-4143-4. Disponible à l'adresse : <http://elibrary.FMI.org/view/FMI062/23740-9781475541434/23740-9781475541434/23740-9781475541434.xml>.

³⁰³ Why Russia forgives debts. In : TASS [en ligne]. 2014. [Consulté le 24 août 2019]. Disponible à l'adresse : <https://tass.com/opinions/763287>.

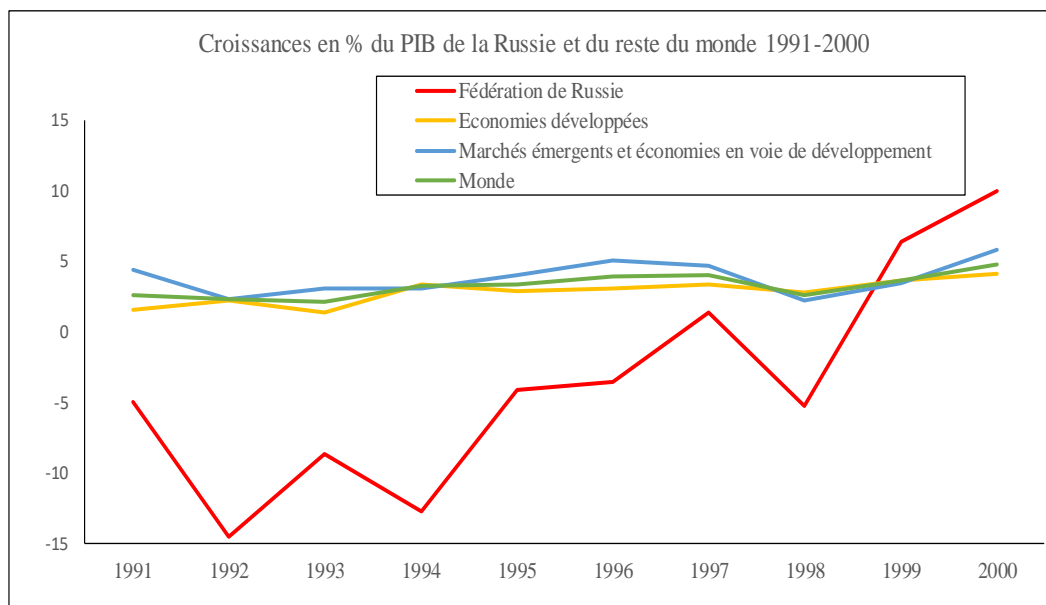
53% de ses importations proviennent de Russie, mais ne représentent que 5.2% des exportations russes. Les embargos alimentaires et les conflits énergétiques interviennent en général en période de tension entre les pays, ou lorsque la Russie tente de renforcer son contrôle dans le pays : ce fut le cas en Biélorussie en 2007. A l'origine du conflit sur le prix du gaz vendu à Minsk, se trouvait la volonté de Moscou de prendre le contrôle du réseau de gazoducs en Biélorussie, ce qui aurait fait perdre à Minsk un levier important dans ses relations avec la Russie. En 2005, Gazprom annonce une augmentation du prix de vente du gaz à destination de l'Ukraine, quelques mois après la révolution orange et l'arrivée au pouvoir d'une élite politique encline à réduire les marges de manœuvres de la Russie vis-à-vis de l'Ukraine³⁰⁴.

1.2. Causes « structurelles » et « conjoncturelles » des crises économiques post-2000

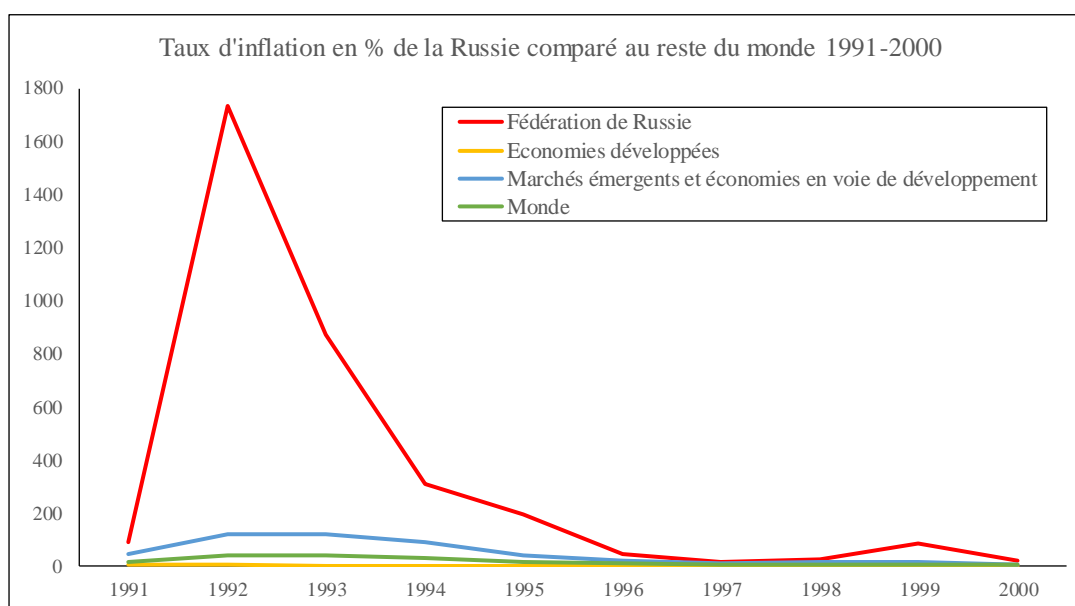
La gravité de la crise que la Russie a endurée dans les années 1990, aux niveaux politique, économique et financier est bien connue. La « thérapie de choc », ou « mondialisation sauvage », noms donnés aux méthodes de libéralisation violente de l'économie russe ont conduit le pays en 1998 à la plus grave crise qu'il ait connue. De nombreux travaux y ont été consacrés, c'est pourquoi nous ne nous attarderons pas sur ce point, et nous limiterons à rappeler quelques chiffres pertinents dans notre cadre d'étude, la chute dramatique de la croissance du PIB et la hausse de l'inflation durant la première moitié de la décennie 1990.

Figure 52 : Etat de l'économie russe durant la décennie 1990

³⁰⁴ TIMOCHENKO, Ioulia, 2007. Containing Russia. In : *Foreign Affairs* [en ligne]. 1 mai 2007. n° May/June 2007. Disponible à l'adresse : <https://www.foreignaffairs.com/articles/russia-fsu/2007-05-01/containing-russia>.



Source : FMI

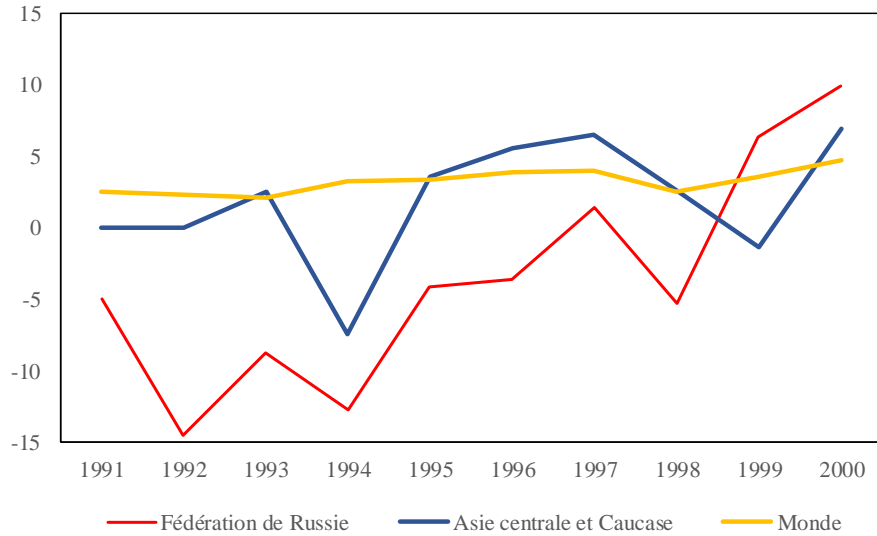


Source : FMI

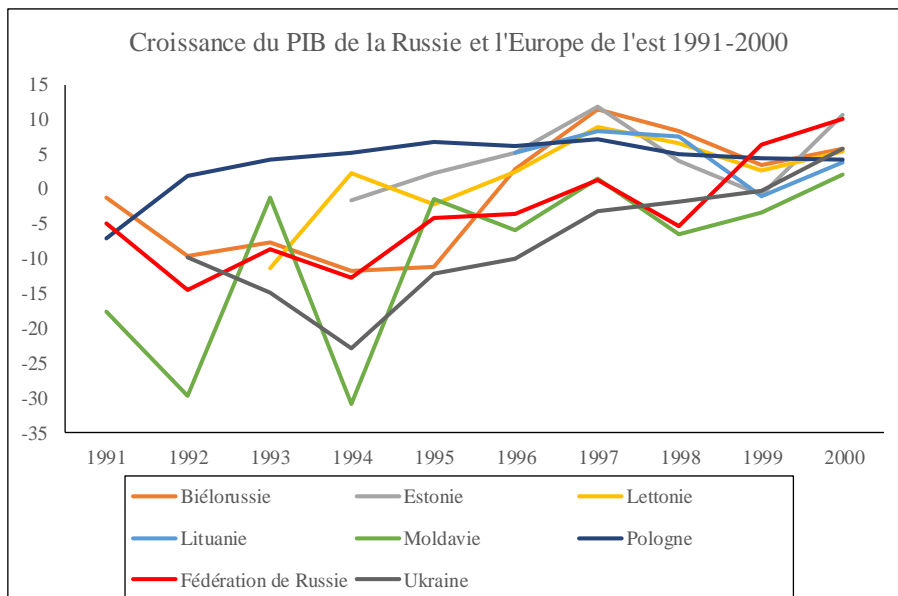
A cette période, même les pays de l'ex-URSS enregistrent une croissance supérieure à celle de la Russie. Les graphiques ci-dessous dressent un rapide bilan de cette situation.

Tableau 20 : Croissance comparée du PIB de la Russie et des pays de l'ex-URSS durant la décennie 1990

Croissance en % du PIB de la Russie, Asie centrale et Caucase, et du monde



Source : FMI



Source : FMI

Si le dynamisme économique de la Russie constituait l'un de ses atouts dans son espace régional et permettait de maintenir, dans certains cas, un contrôle efficace sur les pays voisins, son affaiblissement économique dans la décennie 1990 a engendré une perte d'influence durable dans cet espace. Les deux derniers tableaux indiquent que la Russie est loin de bénéficier du même dynamisme économique que les nouvelles républiques de l'ex-URSS, et enregistre même une croissance inférieure à la plupart des pays jusqu'à sa reprise économique en 1999. Entre 1990 et 1992 ses exportations ont drastiquement chuté, et ont conduit les pays

de la région à se tourner vers d'autres partenaires, la Chine, les Etats-Unis ou encore l'Allemagne. Le pays est ainsi passé du statut de centre névralgique de l'Eurasie pendant les deux tiers du XXe siècle à un pays estropié économiquement.

La reprise visible à partir de 1999 remet la Russie au premier plan dans l'espace régional ; elle connaît une croissance supérieure à presque tous les pays de la région eurasiatique et en 2004, son PIB dépasse enfin celui de 1991. Cette reprise est souvent attribuée à la hausse du prix des hydrocarbures à partir de fin 1999 qui augmente le revenu des exportations : entre fin 1999 et l'automne 2000, le prix du baril de pétrole est passé de \$10 à \$35. L'économiste Jacques Sapir explique pourtant cette croissance par quatre facteurs : la dévaluation du rouble mi-1998, le maintien de prix faibles de l'énergie sur le marché intérieur russe, une hausse de la productivité, et des mesures financières efficaces prises par la Banque Centrale de Russie pour limiter la spéculation³⁰⁵.

La reprise, spectaculaire, n'est cependant pas pérenne, et l'économie du pays reste fragile pendant les deux premières décennies du XXI siècle. Julien Vercueil souligne les problèmes conjoncturels mais aussi structurels pour expliquer cette fragilité de l'économie russe, et par extension sa perte d'influence à l'échelle régionale. Les principales fragilités de l'économie russes sont identifiées comme suit :

- La forte dépendance à la vente des hydrocarbures³⁰⁶. Le pari russe de fonder une partie de sa croissance sur l'export d'hydrocarbures et de nationaliser les grandes entreprises du secteur a porté ses fruits à court terme, mais pose à long terme de sérieux problèmes. Les crises du pétrole en 2008 et 2014 ont immédiatement affecté l'économie russe, et la valeur du rouble par rapport au dollar et à l'euro s'est révélée très liée au cours des prix du pétrole. Les dirigeants russes soulignent régulièrement la nécessité de diversifier l'économie, mais ces recommandations ne sont guère suivies d'effet ; en 2016, les revenus des exports d'hydrocarbures constituaient encore la majorité des revenus à l'exportation du pays.

³⁰⁵ Sapir, Jacques, 2007. Quel bilan économique pour les années Poutine en Russie ? In : *CEMI-EHESS*. 2007. p. 35.

³⁰⁶ Vercueil, Julien, 2015. L'économie russe, entre ralentissement structurel et chocs conjoncturels. In : *le Monde Diplomatique*. Février 2015.

• L'omniprésence de l'Etat dans la sphère économique³⁰⁷. Le rôle de l'Etat, direct ou indirect, dans l'économie ne cesse de grandir en Russie, et Julien Vercueil estime en 2017 que le secteur public représente 70% du PIB national, contre 35% en 2005. Et pourtant, les entreprises d'Etat ne sont pas les plus performantes et nécessitent souvent un soutien de l'Etat, dans le secteur bancaire et énergétique en particulier. Plus que l'omniprésence de l'Etat, c'est surtout son incapacité à dynamiser les entreprises qui est en cause.

• Le sous-développement des infrastructures³⁰⁸. Plusieurs régions de Russie souffrent d'un manque de modernisation ou développement des infrastructures de transports, qui entravent alors le développement économique. C'est le cas de la région de l'Extrême-Orient, objet d'une politique de développement particulière de la part du gouvernement et au cœur de sa stratégie asiatique ; la création en 2012 d'un ministère du développement de l'Extrême-Orient témoigne de l'intérêt renouvelé du Kremlin pour cet espace isolé mais prometteur, par ses ressources et son ouverture sur le marché asiatique³⁰⁹. Pourtant les infrastructures sont toujours déficientes, et les investissements réalisés en vue de la modernisation tardent à porter leurs fruits.

Ces faiblesses structurelles expliquent en partie la grande vulnérabilité de la Russie durant les crises économiques et pétrolières de 2008, et la crise pétrolière de 2014, vulnérabilité partagée par d'autres pays de son espace régional dont la croissance dépend des revenus liés au commerce d'hydrocarbures, notamment le Kazakhstan et l'Ukraine.

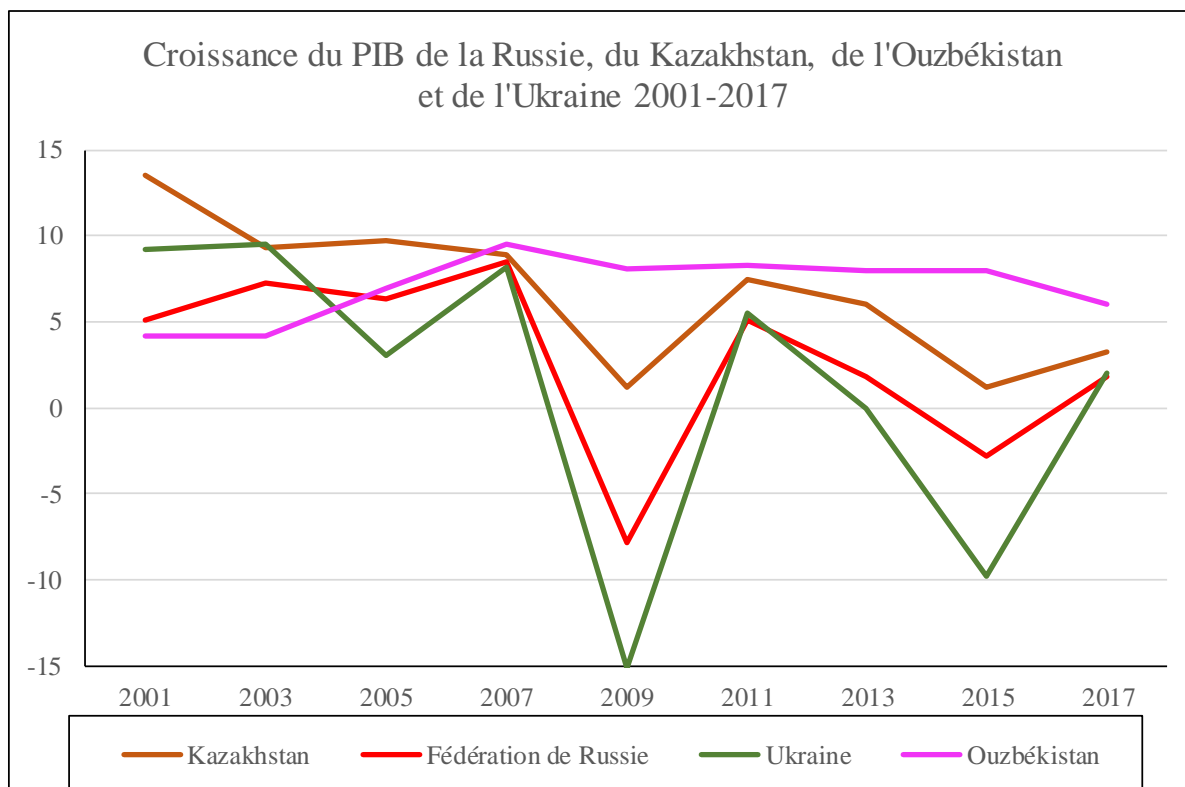
Figure 53 : Comparaison de la croissance du PIB entre la Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et l'Ukraine, 2001-2017

³⁰⁷ Vercueil, Julien, 2017. Economie russe : après la crise, le retour des questions structurelles. In : Ramses 2018 : La guerre de l'information aura-t-elle lieu ? S.l. : Dunod. ISBN 978-2-10-076895-0.

³⁰⁸ Vercueil, Julien, 2015. Avis de gros temps sur l'économie russe. In : Le Monde diplomatique [en ligne]. 1 février 2015. Disponible à l'adresse :

<https://www.monde-diplomatique.fr/2015/02/VERCUEIL/52664>.

³⁰⁹ RADVANYI, Jean. Les paradoxes de l'Extrême-Orient russe : façade maritime dépressive cherche nouveaux moteurs de croissance. Regards de l'Observatoire franco-russe, Le Cherche-Midi, 2015.



Graphique établi à partir des données du FMI

Alors que jusqu'en 2007 la croissance du PIB de ces pays était relativement similaire (Ukraine : +8,2% -Ouzbékistan : +9,5%), la crise de 2008 démarque clairement la Russie et l'Ukraine dont la décroissance est spectaculaire, ensuite le Kazakhstan qui parvient à conserver une croissance positive, et enfin l'Ouzbékistan, seulement légèrement affecté par la crise. Si l'économie kazakhe s'appuie en partie sur les revenus des hydrocarbures, il semble qu'elle soit moins dépendante que les économies russe et ukrainienne. Par certains côtés, et même si le Kazakhstan est un pays beaucoup plus pauvre que la Russie, à l'instar de l'Ouzbékistan, leurs économies apparaissent déjà plus stables que l'économie russe, ce qui confirme le retard pris par Moscou au niveau économique.

1.3. Impact des crises russes sur les échanges commerciaux, les investissements et les transferts de fonds des migrants en Russie

Figure 54 : Commerce extérieur de la Russie avec les pays de la CEI, 2012-2016



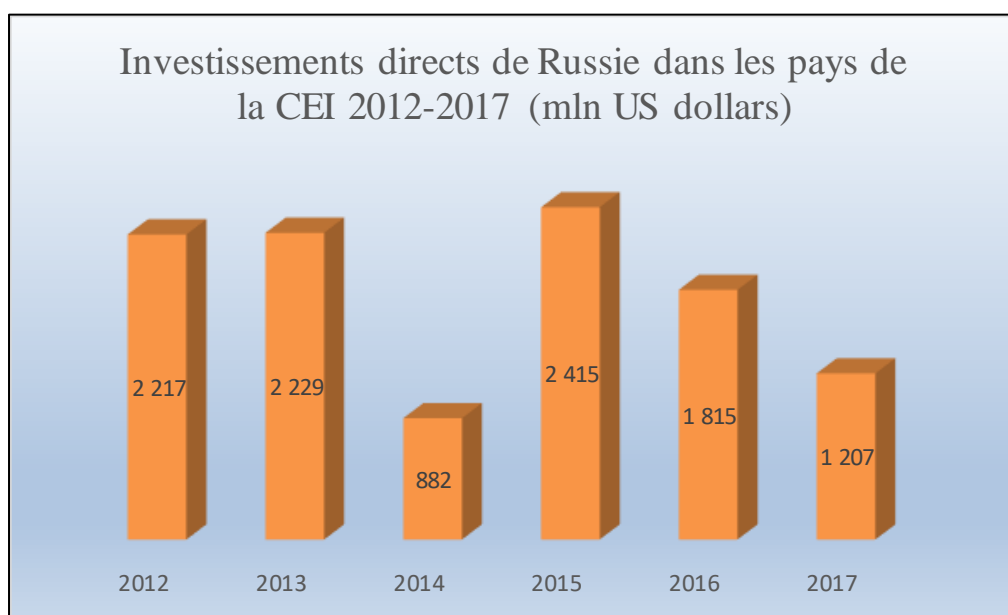
Source: Federal State Statistics Service of the Russian Federation

Depuis 2012, la tendance du commerce extérieur de la Russie et des pays de la CEI est à la baisse. Cette baisse s'accélère néanmoins depuis 2014 : entre 2012 et 2014, les échanges diminuent de 20%, tandis que la période 2014-2016 montre une diminution de 40% des échanges. Cette diminution s'explique en partie par la baisse des échanges avec l'Ukraine, qui était, avant la crise, le principal partenaire de la Russie parmi les pays membres de la CEI ; mais la baisse des échanges commerciaux est notable avec tous les pays membres de la CEI. La forte dévaluation du rouble et des autres monnaies régionales, à laquelle s'ajoute la baisse du prix du pétrole expliquent aussi la baisse de la valeur en dollars des échanges. Pour les pays de la sphère régionale russe, la double crise diplomatique et économique que subit la Russie depuis 2014 a ainsi des conséquences directes sur leurs revenus aux exportations.

De prime abord, il semble que les investissements russes dans les pays de la CEI ont été aussi largement affectés par la crise russe. Le tableau ci-dessous dévoile en effet une chute significative du flux d'IDE nets³¹⁰ en 2014 (- \$1 347 milliards), qu'une reprise temporaire en 2015 n'a pas compensé. En 2017, les flux d'investissements russes nets dans la zone CEI ont presque diminué de moitié par rapport à 2014.

³¹⁰ Les investissements dont il est ici question résultent de la soustraction des flux sortants et entrants.

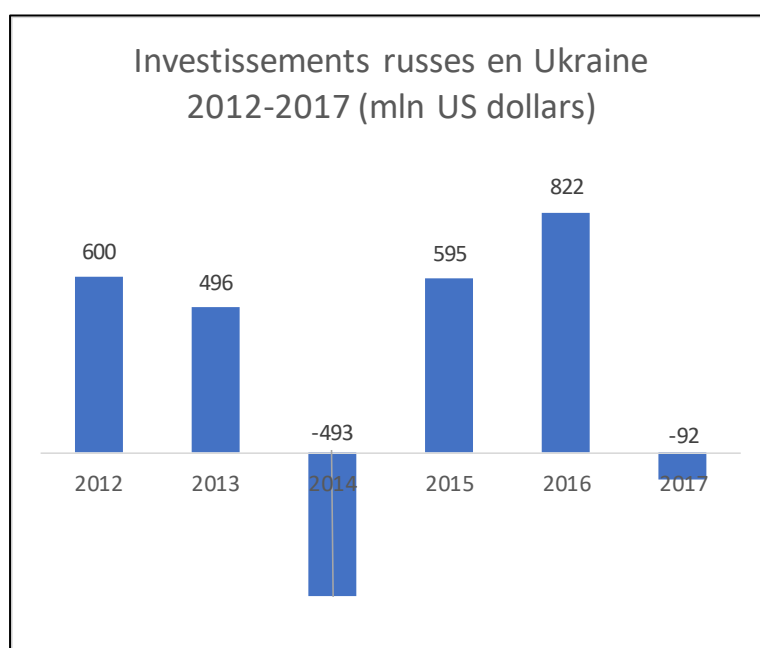
Figure 55 : IDE en provenance de Russie dans les pays de la CEI, 2012-2017



Source : Banque centrale de Russie

Néanmoins, la répartition des investissements russes dans cet espace est très inégale. La majorité des flux est en effet orientée vers le Kazakhstan, la Biélorussie et surtout l'Ukraine. Les investissements russes en Ukraine ayant été particulièrement affectés par les bouleversements politiques et économiques de 2014, leur évolution peut conduire à une surinterprétation de ce type de schéma général.

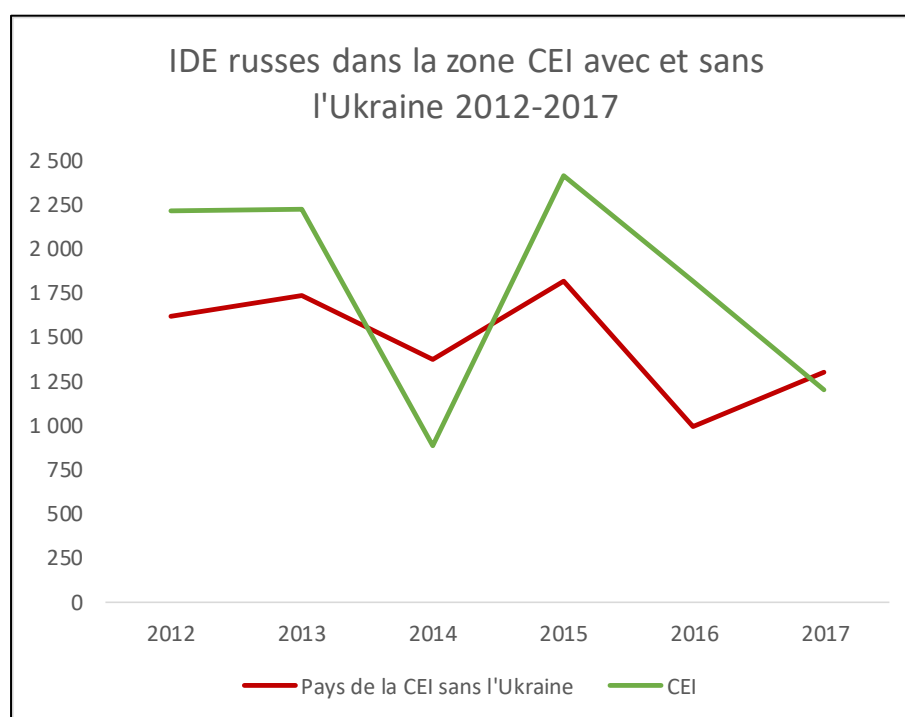
Figure 56 : IDE de la Russie en Ukraine, 2012-2017



Source : Banque centrale de Russie

C'est pourquoi nous avons préféré exclure les IDE russes en Ukraine pour mieux mesurer l'impact de la crise russe sur les investissements dans la CEI.

Figure 57 : IDE en provenance de Russie dans les pays de la CEI sans l'Ukraine, 2012-2017



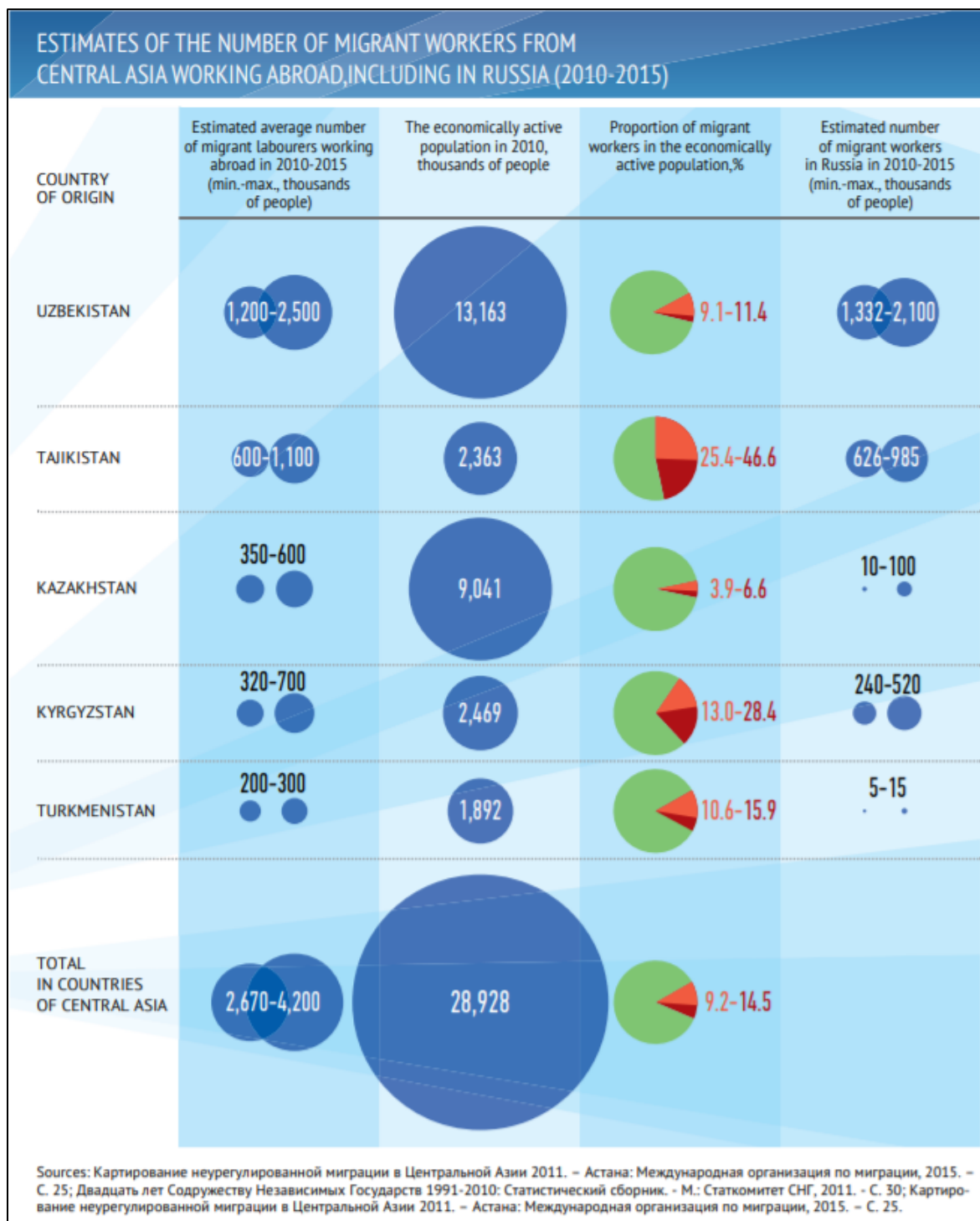
Source : Banque centrale de Russie

Ce graphique nous montre ainsi deux nouveaux phénomènes : la chute des IDE russes dans la CEI en 2014 est en grande partie due à la chute des IDE russes en Ukraine : en fait, seuls deux autres pays, la Moldavie et la Biélorussie, enregistrent aussi une baisse des IDE durant la même période. De plus, on observe une hausse des IDE entre 2016 et 2017, cachée par la baisse des IDE russes en Ukraine à la même période.

Si les IDE russes en Ukraine ont un impact fort sur la tendance des IDE russes dans la CEI, il faut néanmoins noter qu'entre 2013 et 2017 la tendance, y compris lorsque l'on exclut l'Ukraine, est à la baisse : \$1 733 milliards d'IDE nets sortants de Russie en 2013 contre \$1 299 en 2017, alors qu'ils s'élevaient à plus de \$3 600 milliards avant la crise mondiale de 2008. La crise ukrainienne confirme une tendance de moyen terme, à savoir que la Russie n'est plus en mesure de soutenir le développement économique de sa sphère régionale.

Les transferts de fond des migrants (TFM) constituent pourtant, pour certains pays de l'espace régional russe, une source de revenus traditionnelle et essentielle. La Russie, du fait de son besoin de main-d'œuvre, de la proximité culturelle et linguistique, est la destination privilégiée des travailleurs centrasiatiques et caucasiens (tableau ci-dessous).

Figure 58 : Estimation du nombre de travailleurs centrasiatiques en Russie 2010-2015



Source: Labour Migration from Central Asia to Russia in the Context of the Economic Crisis, Serguey Ryazantsev, aout 2016

Cette source de revenus est d'importance variable pour les pays de l'espace régional russe, et est conditionnée par deux facteurs :

- Le développement économique du pays : plus le pays de départ dispose de sources de revenus (dans le cas de cette région, il s'agit principalement des revenus liés aux hydrocarbures), moins les TFM pèsent.
- Le nombre de migrants de travail : les TFM augmentent avec la proportion de travailleurs émigrant à l'étranger.

Tableau 21: Les transferts de fond des migrants, une source de revenus dans la sphère russe (millions de dollars US)

Migrant remittance inflows (US\$ million)	2013	2014	2015	2016	2017	2018e	Remittances as a share of GDP in 2018 (%)
Armenia	2 192	2 079	1 491	1 382	1 539	1 868	15,5%
Azerbaijan	1 733	1 846	1 270	643	1 133	1 292	2,8%
Kazakhstan	207	229	194	275	355	430	0,2%
Kyrgyz Republic	2 278	2 243	1 688	1 995	2 486	2 662	35,1%
Moldova	2 192	2 076	1 540	1 464	1 640	1 886	20,5%
Tajikistan	3 698	3 384	2 259	1 867	2 255	2 465	32,2%
Turkmenistan	40	30	16	9	9	9	0,0%
Ukraine	9 667	7 354	8 474	9 472	12 208	16 493	13,8%
Uzbekistan	6 689	5 828	3 062	2 479	2 974	3 416	8,5%

Source : Knomad.com

Tableau 22: Transferts personnels de Russie vers les pays de la CEI 2011-2017 (millions de dollars US)*

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
CIS countries	16 526	20 110	24 786	21 400	12 483	10 546	13 194
Azerbaijan	932	1 139	1 378	1 374	950	872	1 016
Armenia	1 168	1 398	1 747	1 752	1 159	794	1 075
Belarus	684	843	993	1 000	585	561	711
Kazakhstan	290	298	377	465	351	430	485
Kyrgyzstan	1 386	1 682	2 113	2 239	1 519	1 576	1 938
Moldova, Republic Of	1 602	1 960	2 248	1 862	915	634	822
Tajikistan	2 705	3 125	3 927	3 662	2 092	1 872	2 477
Turkmenistan	22	27	35	30	16	9	4
Uzbekistan	4 692	6 241	7 878	5 828	3 062	2 462	3 374
Ukraine	3 046	3 397	4 090	3 187	1 835	1 337	1 293

*Les données diffèrent de celles fournies par Knomad, ce qui est probablement dû à une méthode de calcul différente, mais les tendances sont similaires.

Source : Banque centrale de Russie

Ainsi, le Kirghizstan, le Tadjikistan et la Moldavie sont particulièrement dépendants des TFM, parce qu'ils conjuguent un PIB modeste et une proportion importante des travailleurs migrants parmi la population active ; En part de PIB, le Kirghizstan et le Tadjikistan sont parmi les principaux pays receveurs de TFM à l'échelle mondiale, respectivement à la première et troisième place selon le classement effectué en 2017 par l'Organisation Internationale des Migrations (OIM)³¹¹. Notons par ailleurs une étude financée par l'OIM publiée en 2015 qui démontre l'importance de la diaspora tadjike dans le développement du pays³¹², et ce même au-delà de la question des TFM ; l'étude liste ainsi quatre canaux de développement : les investissements directs, les investissements de portefeuille, l'aide matérielle et le transfert de compétences acquises à l'étranger. Pour la Russie, et en dépit des profonds problèmes liés à leur intégration, ces émigrés permettent en partie de pallier le déficit démographique, et de soutenir le développement de certains secteurs, notamment le BTP³¹³. Au contraire, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan, bénéficiant d'autres sources de revenus (hydrocarbures), comptent peu voire pas du tout sur ces TFM.

Plusieurs travaux (Coiffard, 2011 ; Gröne 2015) soulignent la dépendance des TFM à l'état de l'économie russe. Ainsi, Marie Coiffard parle d'une « double crise » au Tadjikistan en 2008, frappé directement par la crise mondiale et indirectement via les conséquences de la crise en Russie : « Cette situation est à l'origine d'une « double crise » au Tadjikistan qui subit directement le ralentissement économique mondial, et qui voit les transferts de ses migrants

³¹¹ VIDAL MOSLER, Elisa et TJADEN DAG, Jasper, 2018. *Global migration indicators 2018: insights from the Global Migration Data Portal: www.migrationdataportal.org* [en ligne]. S.I.: Global Migration Data Analysis Centre (GMDAC) International Organization for Migration. ISBN 978-92-9068-772-6. Disponible à l'adresse:

https://publications.iom.int/system/files/pdf/global_migration_indicators_2018.pdf.

³¹² ORGANISATION INTERNATIONALE DES MIGRATIONS, 2015. *Diaspora - partner po razvitiyou Tadjikistana* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <http://publications.iom.int/books/diaspora-partner-development-tajikistan-russian-0>.

³¹³ COIFFARD, Marie, 2011. *Les déterminants et impacts macroéconomiques des transferts de fonds des migrants : une analyse du cas des pays fortement dépendants*. [en ligne]. Phd thesis. S.I. : Université de Grenoble. [Consulté le 5 février 2019]. Disponible à l'adresse : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00784378/document>.

diminuer significativement à la suite de ces effets en Russie³¹⁴ ». En 2014, la crise économique russe conduit également à une chute rapide et importante des TFM : « Labour migration, which has traditionally focused on Russia, is also affected. Money transfers are dramatically reduced. Shrinking incomes and swelling unemployment could fuel discontent among the populations and provide a breeding ground for protests.³¹⁵».

Les tableaux précédents indiquent en effet un déclin important des TFM en provenance de Russie vers les pays de la CEI depuis 2014, mais il faut noter une certaine reprise, d'après les chiffres fournis par Knomad et la Banque centrale de Russie à partir de 2017. Ceci est lié à la reprise de la croissance russe (-2.8% en 2016, -0.2% en 2016 et +1.5% en 2017) après deux années de croissance négative.

1.4. Mesurer l'impact de la crise russe de 2014 dans les pays voisins

Plusieurs études ont été réalisées pour mesurer les conséquences de la crise russe récente sur l'économie des pays de la CEI. Les travaux publiés entre 2014 et 2016, soit au plus fort de la crise russe, concluent tous à un impact négatif sur les économies voisines, dont certaines pâtissent également directement de la baisse du prix du pétrole³¹⁶. Comme nous pouvons le constater ci-dessous, les indicateurs classiques économiques montrent en effet une crise d'amplitude variable parmi les pays voisins de la Russie à partir de 2014.

Tableau 23 : Croissance en % du PIB dans les pays de la CEI 2012-2017

Pays	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Kazakhstan	4,8%	6,0%	4,2%	1,2%	1,1%	4,1%
Moldavie	-0,7%	9,4%	4,8%	0,4%	4,5%	4,5%
Biélorussie	1,7%	1,0%	1,7%	-3,8%	-2,5%	2,4%

³¹⁴ COIFFARD, Marie, 2012. Les transferts de fonds des migrants tadjiks, une « double crise » ? In : *Mondes en développement*. 10 octobre 2012. Vol. n°159, n° 3, p. 151-165. DOI : 10.3917/med.159.0151. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2012-3-page-151.htm>

³¹⁵ GRÖNE, Katharina, 2015. The Russian crisis and its fallout: the impact on the Eastern partnership states and Central Asia. In: *Friedrich Ebert Stiftung*. avril 2015. Vol. International Policy Analysis, p. 30.

³¹⁶ VERCUEIL, Julien, 2014. Panorama économique de l'espace eurasiatique : L'ombre portée du conflit en Ukraine. In : *Les Etudes du CERI*. Décembre 2014. Vol. Tableau de bord des pays d'Europe centrale et orientale et d'Eurasie 2014, n° 210, p. 59.

Turkménistan	11,1%	10,2%	10,3%	6,5%	6,2%	6,5%
Ouzbékistan	8,2%	8,0%	7,8%	8,0%	7,8%	5,3%
Tadjikistan	7,5%	7,4%	6,7%	6,0%	6,9%	7,6%
Kirghizstan	-0,1%	10,9%	4,0%	3,9%	4,3%	4,6%
Arménie	7,2%	3,3%	3,6%	3,2%	0,2%	7,5%
Azerbaïdjan	2,2%	5,8%	2,0%	1,1%	-3,1%	0,1%

Source : Banque mondiale

Tableau 24 : Inflation des prix à la consommation dans la CEI 2012-2017

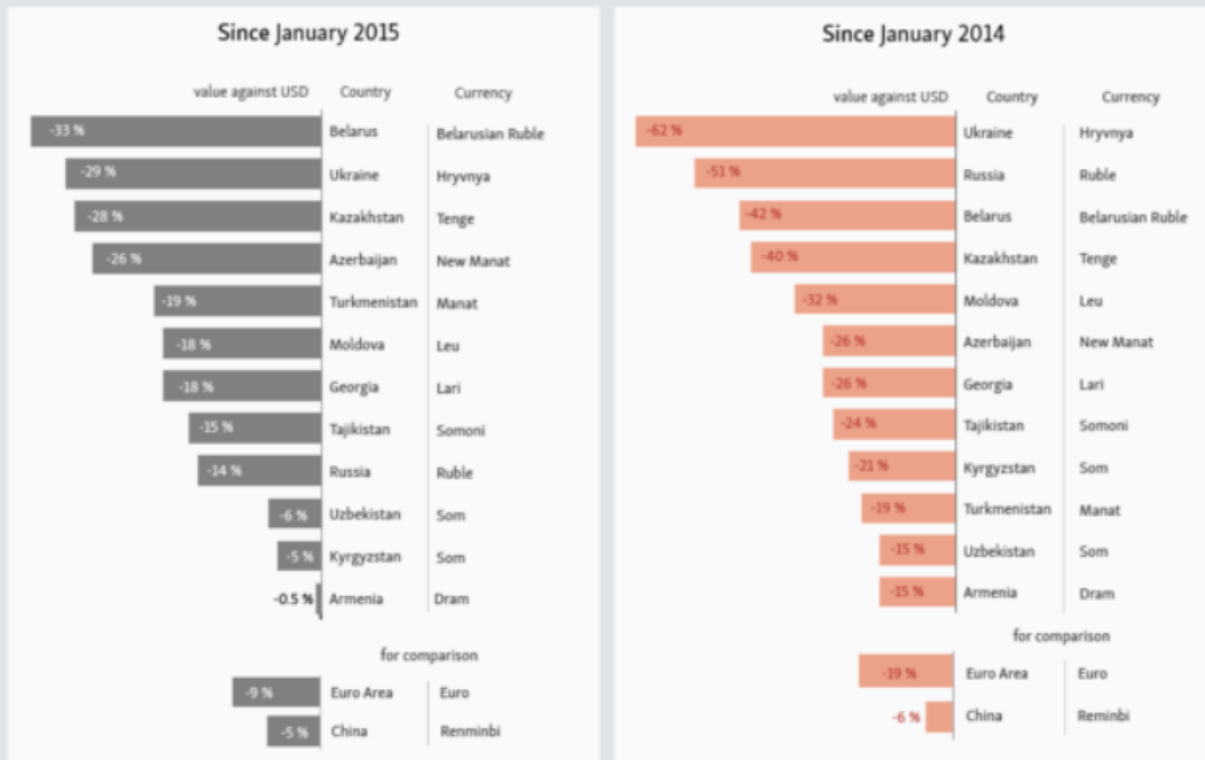
Pays	2013	2013	2014	2015	2016	2017
Azerbaïdjan	1,1%	2,4%	1,4%	4,0%	12,4%	12,9%
Arménie	2,6%	5,8%	3,0%	3,7%	-1,4%	1,0%
Biélorussie	59,2%	18,3%	18,1%	13,5%	11,8%	6,0%
Kazakhstan	5,2%	5,9%	6,8%	6,7%	14,4%	7,4%
Kirghizstan	2,8%	6,6%	7,5%	6,5%	0,4%	3,2%
Moldavie	4,5%	4,5%	5,0%	9,6%	6,3%	6,5%
Turkménistan	-	-	-	-	-	-
Tadjikistan	5,8%	5,0%	6,1%	5,7%	6,0%	-
Ouzbékistan	-	-	-	-	-	-

- Données indisponibles

Source : Banque mondiale

Figure 59 : La crise des monnaies régionales 2014-2015

The Russian ruble has dropped dramatically against the dollar, from about 32 per dollar in the beginning of 2014 to about 67 per dollar in August 2015. Many former Soviet republics are economically still closely linked to Russia. How have their currencies fared?

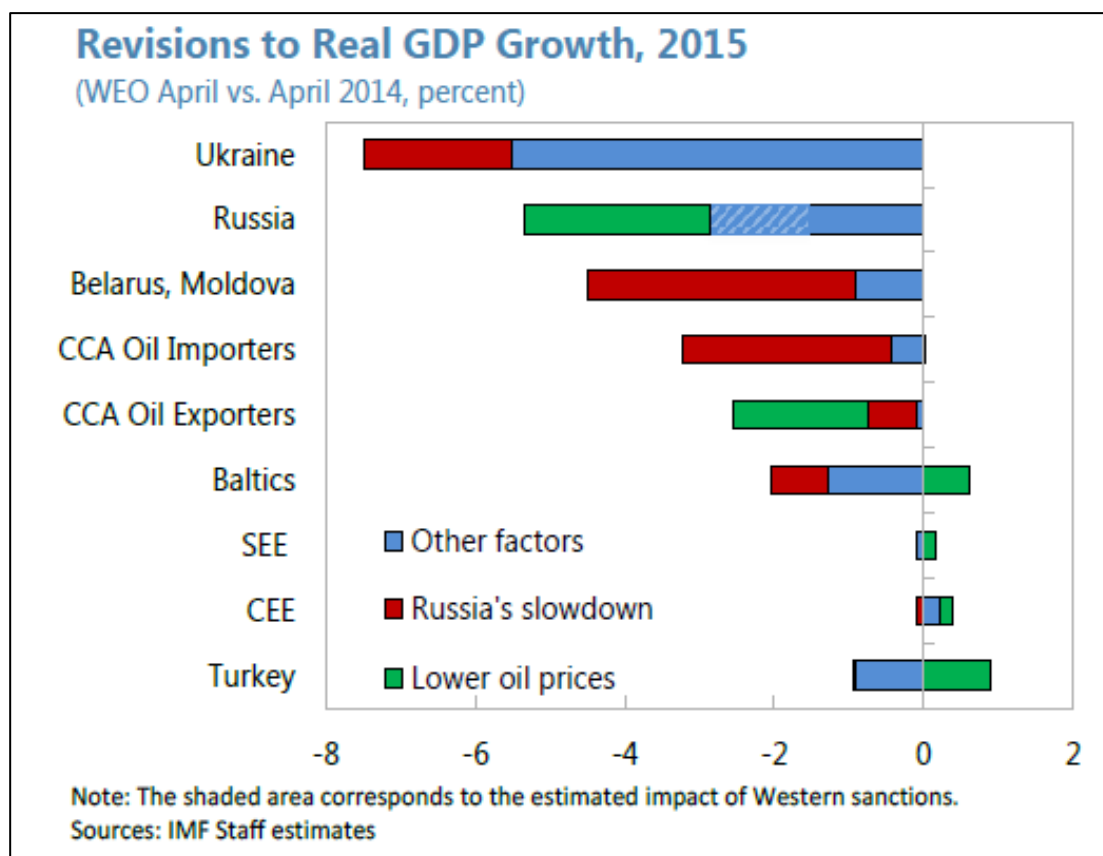


Source: Bloomberg, XE Currency Converter, Google Finance Currency Converter



Si les analyses reconnaissent l'effet combiné de la crise russe et de la baisse du prix du pétrole sur ces économies, il est néanmoins difficile de mesurer exactement l'impact de chaque facteur. Le FMI propose néanmoins une évaluation, disponible ci-dessous :

Figure 60 : Impact de la crise russe sur les économies voisines



Source: “The Spillover Effects of Russia’s Economic Slowdown on Neighboring Countries”,
Departmental Paper, FMI, 2015

Manifestement, le statut d’exportateur ou d’importateur de pétrole a été déterminant dans la résilience ou vulnérabilité face à la crise russe : ainsi, les pays exportateurs de pétrole - Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan et Azerbaïdjan- tout en subissant un ralentissement économique, ont été peu affectés par la crise russe. A l’inverse, celle-ci a été le principal facteur de baisse de la croissance chez les pays importateurs, y compris la Biélorussie et la Moldavie.

En conclusion, si les pays exportateurs de pétrole ont été relativement préservés de la crise russe, ce n’est pas le cas des pays importateurs, qui constituent la majorité des pays de la sphère régionale russe. Dépendants des hydrocarbures russes et sans sources de revenus élevés, ils ont été directement touchés par la crise économique et la dévaluation du rouble. Il a été envisagé que ceux-ci tentent de réduire leur dépendance économique vis-à-vis de la Russie, notamment en diversifiant les partenaires commerciaux. Néanmoins la reprise de la croissance russe à partir de 2017, confirmée en 2018 (tout en restant faible) s’accompagne d’une reprise

dans la plupart des pays voisins, qui peut rendre secondaire l'importance de telles mesures économiques.

Ainsi, et bien que la Russie soit une source de dynamisme économique, la dépendance des économies des pays d'Eurasie les rend vulnérables aux nombreuses crises économiques que subit la Russie au début du XXI^e siècle, confirmant la nécessité de diversifier les partenariats.

2. Un poids dans le secteur économique et financier en régression

L'instabilité économique de la Russie, combinée à une stratégie de diversification de la plupart des pays de sa sphère régionale ont amené à réduire le poids de la Russie dans le dynamisme économique de ces pays, tant au niveau des échanges commerciaux que des investissements.

2.1. La diversification des partenaires, priorité stratégique de nombreux pays voisins

La dépendance économique vis-à-vis de la Russie, longtemps un facteur de croissance, est peu à peu perçue comme une vulnérabilité économique, limitant les possibilités de croissance du pays et le laissant sensible à l'instabilité russe. Cette nouvelle perception de la Russie a ainsi contribué à encourager les pays de la sphère régionale à diversifier leur économie. Indépendamment des enjeux politiques et de la proximité du régime avec Moscou, ce souci de diversification est présent dans de nombreux pays de la sphère russe. Ainsi, s'agissant notamment du Kazakhstan, de l'Arménie et du Tadjikistan, trois pays proches diplomatiquement de Moscou, les deux premiers ayant en outre rejoint l'Union Economique Eurasiatique, ce souci a été érigé en point central de leur stratégie économique.

En 2012, le document « Strategy Kazakhstan-2050 : new political course of the established state³¹⁷ » fait déjà état de ces enjeux économiques. Le Kazakhstan a été l'un des premiers partenaires de la Russie à mettre en place une stratégie de diversification des

³¹⁷ NAZARBAYEV, Noursoultan, 2012. Address by the President of the Republic of Kazakhstan, Leader of the Nation, N.Nazarbayev “Strategy Kazakhstan-2050”: new political course of the established state” — Official site of the President of the Republic of Kazakhstan. In : *Official site of the president of the Republic of Kazakhstan* [en ligne]. 2012. [Consulté le 20 août 2019]. Disponible à l'adresse : http://www.akorda.kz/en/addresses/addresses_of_president/address-by-the-president-of-the-republic-of-kazakhstan-leader-of-the-nation-nnazarbayev-strategy-kazakhstan-2050-new-political-course-of-the-established-state.

partenaires, dans la sphère économique mais aussi diplomatique. Une partie de discours est consacrée au bilan des politiques économiques du Kazakhstan, et le président insiste sur les efforts de diversification passés et à venir : « We've diversified our export markets and secured our positions, thereby having reduced our dependence on any particular export direction. [...] Our aims are to diversify our foreign policy and develop economic and trade diplomacy to protect and promote national economic and trade interests ».

En 2014, l'Arménie publie sa Stratégie de développement 2014-2025³¹⁸, et insiste également sur la nécessité de diversifier les pays partenaires, notant une trop forte dépendance vis-à-vis de la Russie : « One of the main export risks is the extreme concentration, both by products and by geographical destinations. [...] On the other hand, three largest trade partners – Russia, Bulgaria and Belgium – accounted for 38.8% of total exports in 2012. Thus, the export promotion policy must be directed at the diversification of the export both in terms of product groups and geographical destinations ».

En 2016, un rapport de l'Asian Development Bank, approuvé par le ministre du développement économique et du commerce tadjik, intitulé « Tajikistan : Promoting Export Diversification And Growth³¹⁹ », cible la dépendance économique du pays vis-à-vis de la Russie comme principale cause de cette stratégie de diversification : « More importantly, however, the current drivers of growth have made the economy vulnerable to external demand shocks, particularly to economic development in the Russian Federation ». Le rapport rappelle ainsi brièvement les conséquences pour le Tadjikistan des trois grandes crises économico-financières de la Russie en 1998, 2008 et 2014.

Si les objectifs institués dans ce type de document ne sont parfois pas suivis d'effets concrets, il apparaît cependant que la majorité des pays de la sphère russe, à l'exception de la Biélorussie et de l'Arménie, a effectivement diversifié avec succès ses marchés à l'export

³¹⁸ *Armenia Development Strategy for 2014-2025* [en ligne]. 2014. Disponible à l'adresse : https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/armenia_development_strategy_for_2014-2025.pdf.

³¹⁹ ASIANT DEVELOPMENT BANK, 2016. *Tajikistan: Promoting Export Diversification and Growth* [en ligne]. S.I. : Asian Development Bank. Country Diagnostic Study. ISBN 978-92-9257-538-0. Disponible à l'adresse : <https://www.adb.org/publications/tajikistan-promoting-export-diversification-and-growth>.

depuis le début des années 2000 ; la Russie, tout en restant un partenaire privilégié, a vu sa part dans les exportations des pays voisins diminuer significativement.

*Tableau 25 : Parts de la Russie dans les exportations des pays de sa sphère régionale**

Pays	2000	2008	2014	2017
Arménie	15%	17%	19%	23%
Azerbaïdjan	4%	2%	2%	1%
Biélorussie	50%	31%	41%	44%
Estonie	5%	15%	15%	10%
Géorgie	11%	2%	8%	13%
Kazakhstan	17%	10%	10%	11%
Kirghizstan	17%	28%	6%	14%
Lettonie	3%	8%	9%	8%
Lituanie	6%	13%	15%	11%
Moldavie	36%	20%	16%	10%
Mongolie	13%	3%		<1%
Ouzbékistan	33%	19%	14%	12%
Pologne	3%	5%	4%	3%
Serbie	Données indisponibles	5%	7%	6%
Tadjikistan	57%	21%	5%	3%
Turkménistan	4%	1%	<1%	1%
Ukraine	23%	22%	17%	9%

*Les chiffres ont été arrondis.

Source : Observatory of Economic Complexity

La diversification effective des marchés à l'exportation de ces pays a profité majoritairement à la Chine (premier marché du Kazakhstan en 2017), à la Turquie, à des pays européens (Pays-Bas, Allemagne, France), ou encore aux pays voisins : en effet, les relations économiques entre les pays de la sphère russe s'accroissent, entre le Kazakhstan et les pays d'Asie centrale notamment, ou encore entre l'Ukraine et le Turkménistan par exemple.

2.2. Des importations de biens russes élevées, mais également en baisse

Si les pays de la sphère russe continuent d'importer en grande quantité des biens de Russie, la tendance est également à la baisse, et seuls quelques pays, notamment l'Arménie, l'Azerbaïdjan et le Tadjikistan, ont augmenté leurs importations en provenance de Russie entre 2000 et 2017.

Tableau 26 : Parts de la Russie dans les importations des pays de la sphère régionale*

Pays	2000	2008	2014	2017
Arménie	13%	18%	23%	29%
Azerbaïdjan	12%	18%	15%	17%
Biélorussie	64%	58%	53%	56%
Estonie	16%	9%	15%	10%
Géorgie	10%	7%	7%	10%
Kazakhstan	44%	35%	33%	38%
Kirghizstan	20%	27%	19%	23%
Lettonie	12%	11%	12%	10%
Lituanie	27%	28%	21%	12%
Moldavie	14%	13%	6%	8%
Mongolie	29%	36%	28%	28%
Ouzbékistan	16%	23%	25%	23%
Pologne	9%	8%	8%	5%
Serbie	Données indisponibles	13%	10%	7%
Tadjikistan	15%	24%	18%	23%
Turkménistan	14%	20%	15%	10%
Ukraine	37%	24%	24%	15%

*Les chiffres ont été arrondis.

Source : *Observatory of Economic Complexity*

En dépit des tentatives de la Russie pour renforcer ses liens économiques avec les pays de la CEI, objectifs formulés dans les Concepts de Politique Etrangère successifs, depuis 1999, peu de pays ont réellement renforcé leurs échanges commerciaux avec la Russie : la tendance, générale est inverse et indique une réduction de la part de la Russie dans les exportations et importations des pays de la sphère régionale russe. Les raisons de cette baisse globale sont

multiples : il faut prendre en compte d'abord la diversification des partenaires commerciaux de ces pays, qui échangent de plus en plus soit entre eux, soit avec des pays de l'UE, la Chine, les Etats-Unis, et la Suisse principalement. Il faut prendre aussi en compte les crises économiques qui ont frappé la Russie et l'ont conduite à réduire ses importations, aspect que nous avons précédemment abordé. En-dehors de ces facteurs externes aux relations bilatérales de ces pays avec la Russie, il y a aussi, et peut-être surtout, la volonté de certains de ces pays de réduire en général leurs relations avec Moscou, due à sa stratégie offensive dans certains pays de sa région.

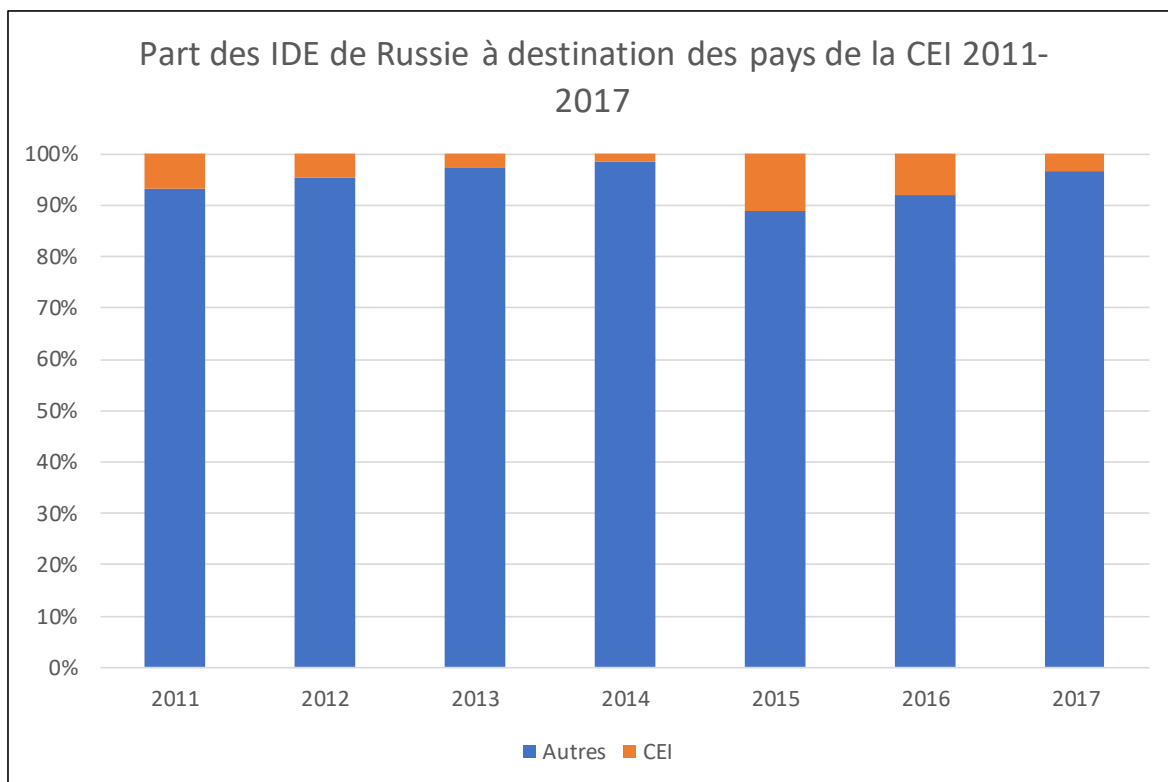
2.3. *Les investissements russes dans l'espace régional en baisse*

D'après les données de la Banque centrale de Russie, les investissements russes dans les pays membres de la CEI confirment également la tendance à la baisse du poids économique et financier de la Russie dans la région : entre 2011 et 2016 les IDE de Russie à destination des pays de la CEI ont diminué de moitié.

Bien que la Russie ne fasse pas partie de l'OCDE, la Banque centrale russe précise calculer les investissements réalisés à l'étranger en suivant la méthodologie proposée par le FMI et l'OCDE : « Data are consistent with the methodology set out in the 6th edition of the FMI's Balance of Payments and International Investment Position Manual (BPM6) and the 4th edition of the OECD Benchmark Definition of Foreign Direct Investment³²⁰. »

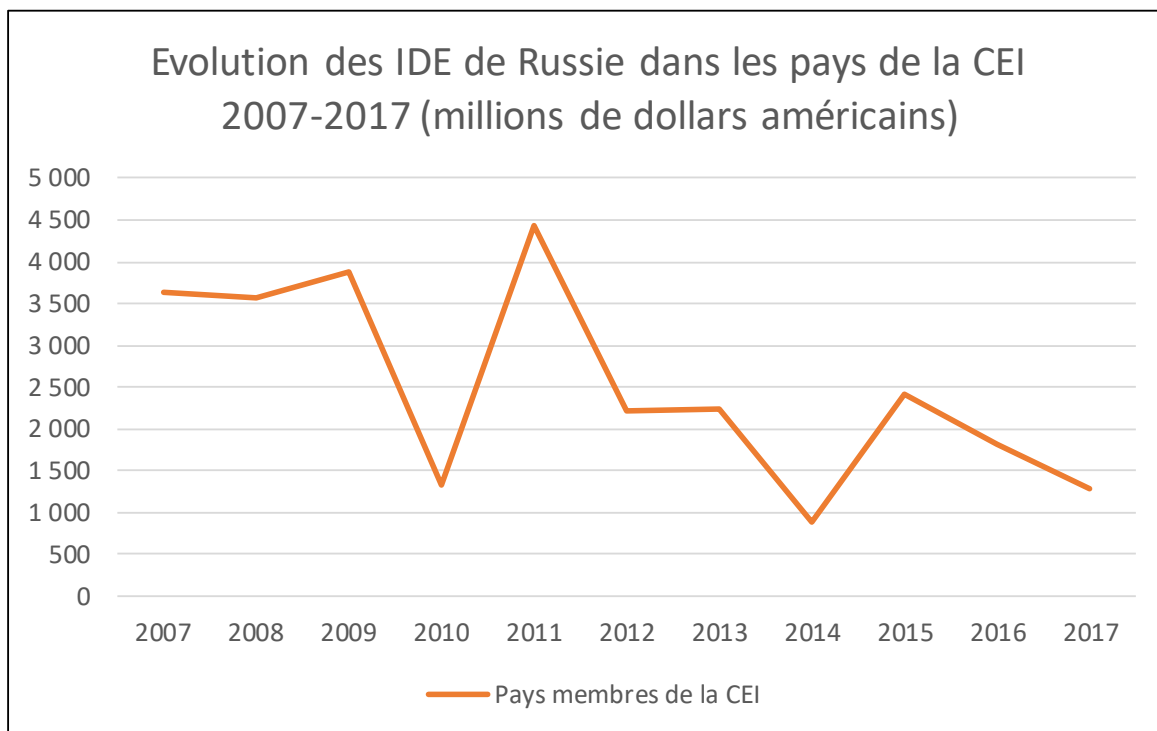
Figure 61 : Part des IDE de Russie à destination dans la CEI, 2011-2017

³²⁰ Banque centrale de Russie.



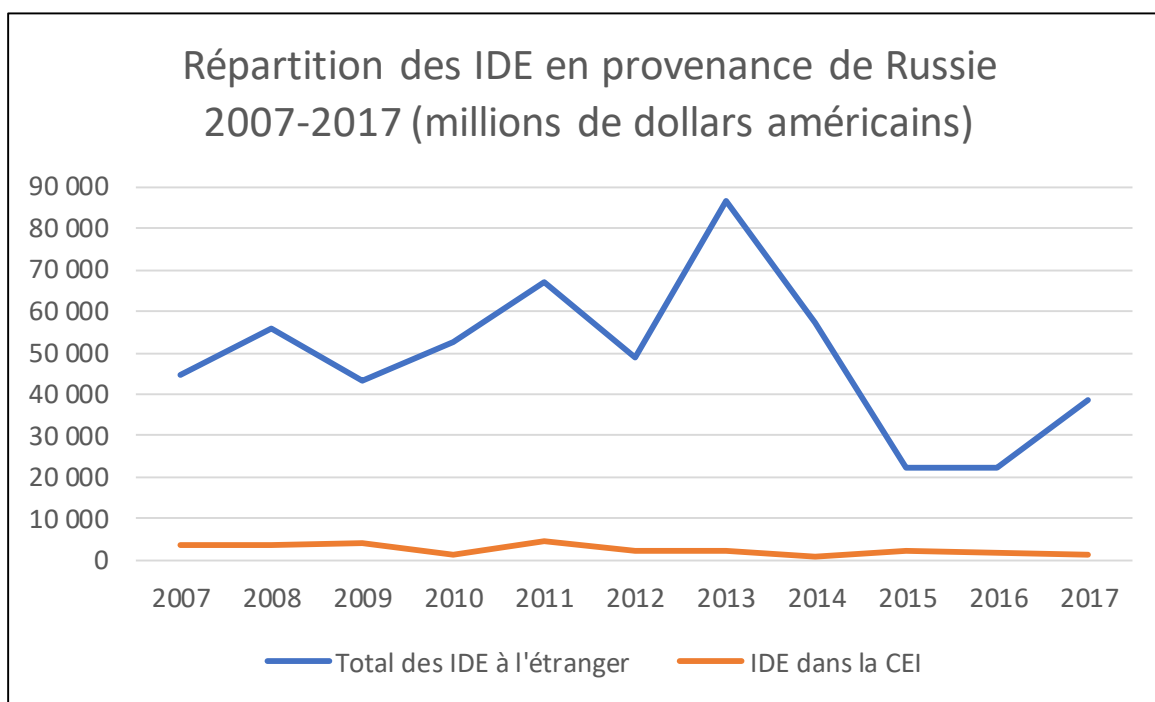
Source : Banque centrale de Russie

Figure 62 : Evolution des IDE de Russie dans la CEI, 2007-2017



Source : Banque Centrale de Russie

Figure 63 : La place des pays de la CEI dans les investissements en provenance de Russie 2007-2017

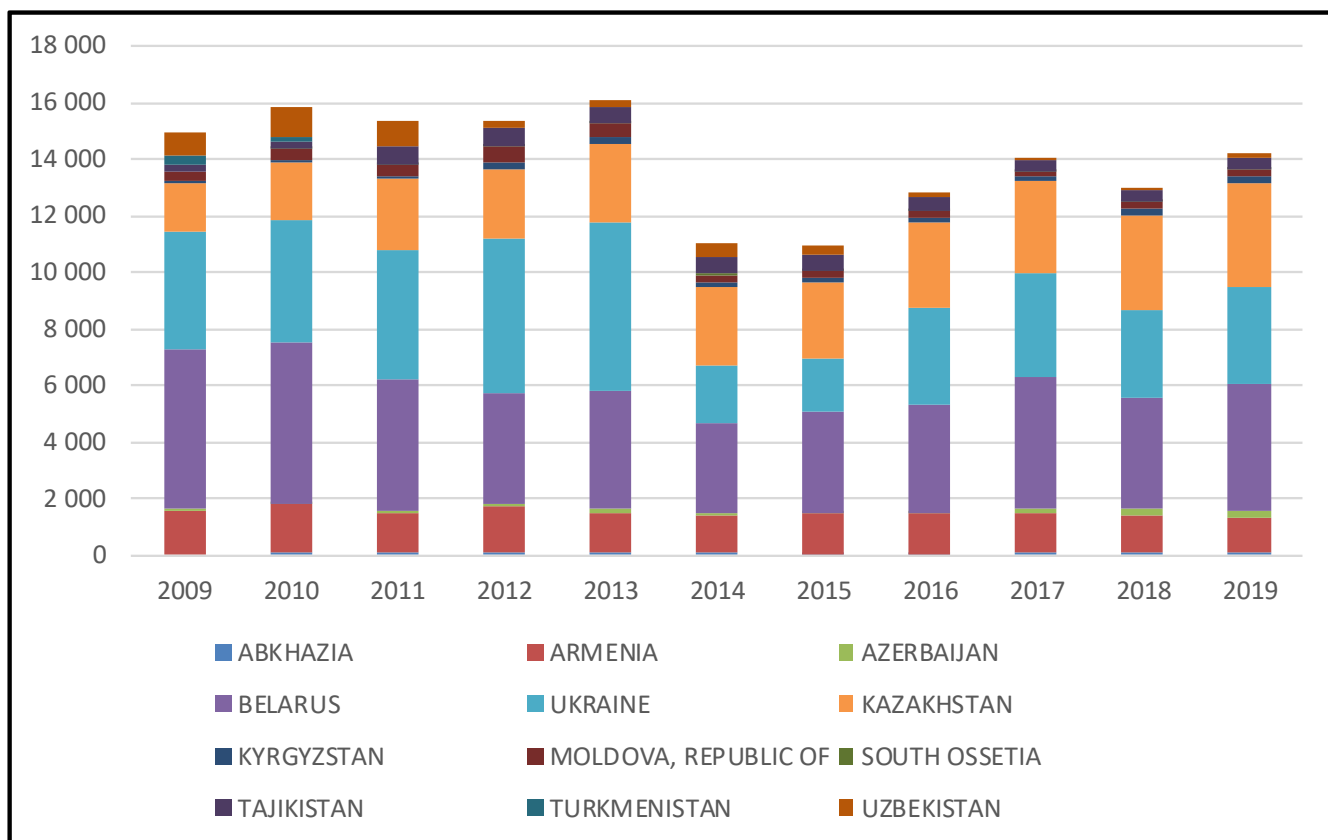


Source : Banque Centrale de Russie

Ces dix dernières années, les IDE russes à l'étranger ont connu deux pics principaux, en 2011 et en 2013. Nous le constatons, la hausse des IDE en 2011 est également visible dans la zone de la CEI ; en 2013 cependant, la Russie semble avoir priorisé d'autres destinations pour ses IDE, et la hausse marquante de cette année n'a aucune conséquence sur les investissements dans la zone CEI, qui restent stables entre 2012 et 2013. La baisse des IDE de Russie dans la zone CEI n'est donc pas uniquement imputable aux diverses crises économiques que la Russie a traversé pendant cette période : le total des IDE a baissé d'environ 14% entre 2007 et 2017, alors que les IDE vers la CEI ont diminué d'environ 65%.

Par ailleurs, la distribution des IDE dans la CEI est très inégale :

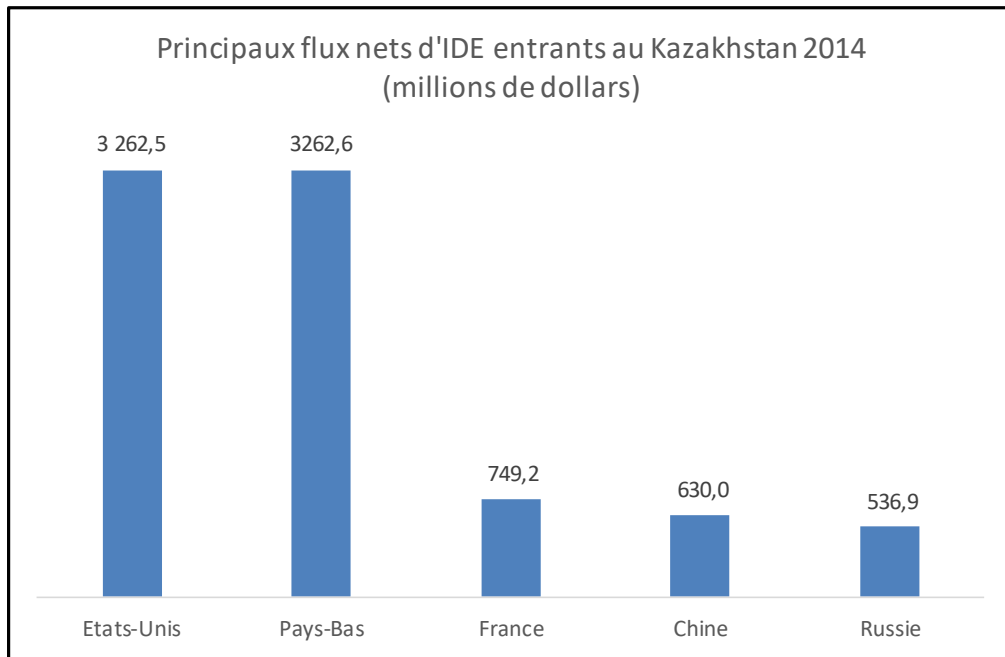
Figure 64 : Répartition des IDE de Russie dans les pays de la CEI, 2009-2019



Source : Banque Centrale de Russie

Ce graphique nous indique en premier lieu un phénomène notable : la hausse des IDE dans la CEI en 2011 est en fait uniquement due à l'augmentation ponctuelle des investissements russes en Biélorussie. De plus, le Kazakhstan et la Biélorussie sont les principaux receveurs des IDE russes. L'Ukraine, malgré l'irrégularité des investissements, est également l'une des principales destinations. En 2014, la Biélorussie et le Kazakhstan concentrent la quasi-totalité des IDE, ce qui révèle une diminution sérieuse des IDE dans le reste de la zone CEI. Ainsi dans la majorité des pays de la CEI, la baisse des IDE russes est supérieure à la baisse totale des IDE dans l'espace CEI. Il faut de plus noter que la concentration des IDE russes au Kazakhstan ne signifie pas pour autant que la Russie reste un investisseur majeur dans ce pays : au Kazakhstan en 2014, la Russie n'est que cinquième en fonction des flux nets entrants dans le pays, largement distancée par les Etats-Unis et les Pays-Bas :

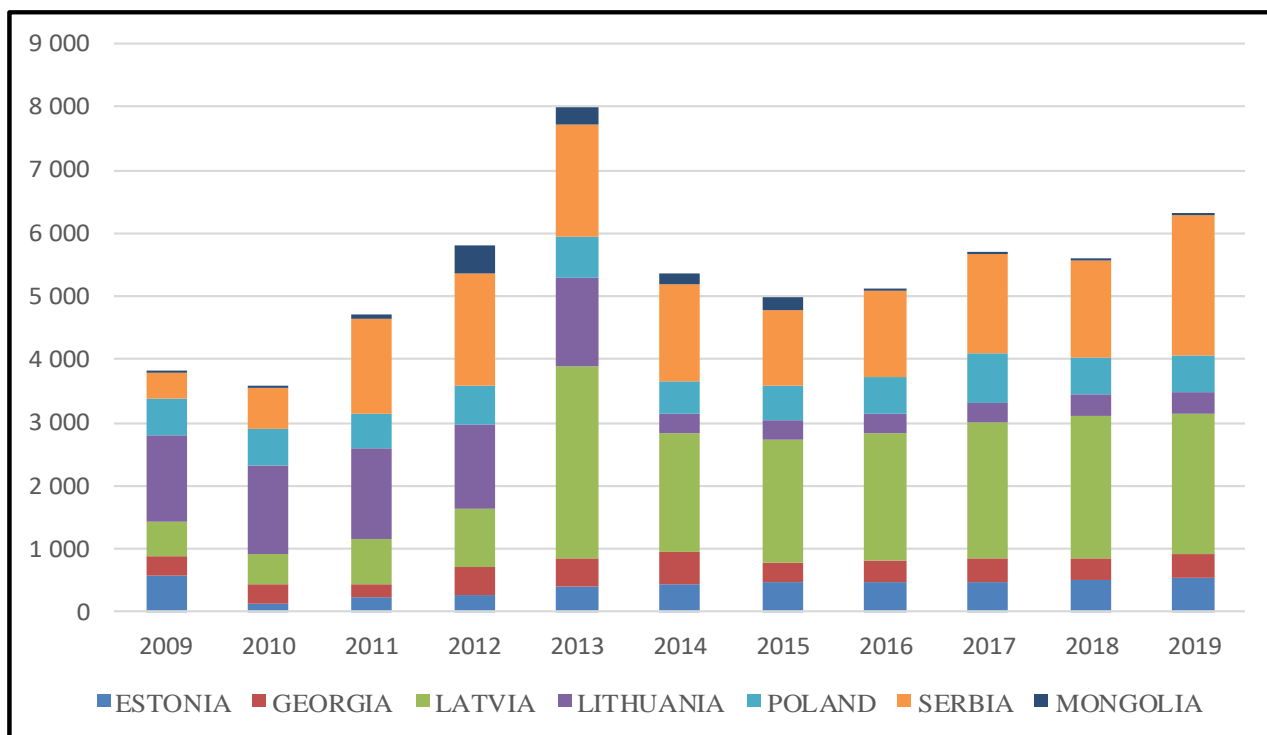
Figure 65: Principaux pays investisseurs au Kazakhstan en 2014



Source : Banque Centrale du Kazakhstan

Il est de plus nécessaire de noter que la baisse des investissements russes dans la région n'est pas représentative de la tendance globale des flux d'IDE entrants dans les pays de la CEI. L'ancien président kazakh N. Nazarbayev a ainsi mis en place une politique d'ouverture économique de son pays, symbolisée d'ailleurs par l'adhésion du pays à l'Organisation Mondiale du Commerce en 2015. Le Kazakhstan est ainsi le deuxième pays d'Asie centrale à intégrer l'OMC, après le Tadjikistan.

Figure 66 : IDE nets en provenance de Russie à destination des pays proches non-membres de la CEI 2009-2019 (données en millions de dollars)



Source : Banque Centrale de Russie

En ce qui concerne les autres pays de la sphère régionale non-membres ou associés de la CEI (pays baltes, Pologne, Géorgie, Serbie et Mongolie), un constat intéressant émerge : le montant des IDE de la Russie vers ces pays est relativement similaire à celui des pays membres de la CEI, voire supérieur, à l'exception du trio Ukraine-Biélorussie-Kazakhstan. Il faut noter également que les pays qui attirent le plus d'IDE de Russie après le trio sont la Lettonie et la Serbie

Si la quasi-majorité des pays d'Asie centrale et du Caucase restent dépendants économiquement de la Russie, la prise de conscience des risques liés à cette dépendance les a encouragés à formuler des stratégies de diversification de leurs partenaires économiques, à privilégier les échanges intra régionaux et leur intégration sur la scène économique et financière internationale.

En outre, il faut constater que la priorité accordée dans les Concepts de Politique Etrangère de la Russie aux pays membres de la CEI dans le développement des relations économiques et financières n'apparaît pas dans les dynamiques économiques effectives, illustrant la difficulté persistante de la Russie à établir une stratégie d'influence stable dans cette

zone. A l'instar de la Chine, la Russie réserve la majeure partie de ses investissements à une poignée de pays : pour les Etats-membres de la CEI, le Kazakhstan, la Biélorussie et l'Ukraine, et pour les Etats non-membres, la Lettonie, la Serbie et la Pologne.

Chapitre 9 : La Russie en Eurasie, une menace à la souveraineté ?

En Ukraine, la crise a profondément nui, à court et moyen terme, à la présence et à l'influence russes, déjà perçues par un grand nombre de pays voisins comme problématiques. La « menace russe » est ainsi au centre des campagnes des principaux candidats aux élections présidentielles ukrainiennes de mars 2019, et atteste de la profondeur du sentiment antirusse dans le pays et de son instrumentalisation par les élites :

Poster de campagne du président sortant Pétro Porochenko « Soit Porochenko soit Poutine »



Source : Euronews

Au-delà de l'Ukraine, les actions russes en Crimée et dans l'est du pays ont ravivé l'image d'une Russie peu respectueuse des frontières établies après la chute de l'URSS, inquiétant de nombreux pays de son espace régional.

Ce chapitre étudiera l'impact de la crise ukrainienne sur l'image de la Russie dans sa sphère régionale et sur les ambitions régionales de Moscou.

1. Des ambitions hégémoniques peu adaptées aux dynamiques post-1991

La Russie a-t-elle échoué à s'adapter aux nouvelles réalités politiques post-1991 ? L'interventionnisme qui caractérise sa stratégie régionale dans les anciennes républiques soviétiques traduit pour beaucoup le peu de cas que le Kremlin fait de la souveraineté des

nouveaux Etats. Dès 1994, la Russie signale ses ambitions de puissance à l'échelle régionale : le président Eltsine, lors d'un discours à l'ONU, pose la Russie comme le garant de la sécurité régionale, revendiquant de facto une sphère d'influence. Ainsi, rapidement après la dislocation de l'URSS, et bien avant l'arrivée de V. Poutine au pouvoir, la Russie ambitionne de retrouver ou conserver une certaine influence régionale. A la poursuite de cet objectif qui reste inchangé sous ses trois premiers présidents, la Russie a régulièrement recouru à des méthodes interventionnistes et agressives, jugées contraires à la souveraineté et l'indépendance des nouveaux Etats par la communauté internationale. Cependant, en ignorant le sentiment nationaliste naissant dans ces Etats, cette politique a surtout renforcé l'image d'une Russie menaçant l'indépendance et la souveraineté des nouveaux Etats, et a eu des conséquences négatives sur l'influence et le statut de la Russie.

Cette stratégie présente de nombreux points communs avec le mouvement néo eurasiste, idéologie géopolitique articulée autour d'une Russie dominant l'espace eurasiatique, portée par le penseur russe Alexandre Douguine, considéré comme un penseur influent dans la politique étrangère de la Russie. En effet, bien qu'il ait affirmé n'avoir jamais rencontré le président russe, il prétend lui-même disposer de certains moyens de communication indirects, et a occupé pendant un temps un poste de conseiller politique à la Douma. Il a déclaré en 2017 que V. Poutine avait suivi un grand nombre de ses « propositions politiques », et en Europe ou aux Etats-Unis, certains le présentent parfois comme « l'homme de l'ombre » du Kremlin ; il a d'ailleurs fait partie des premiers individus à être sanctionnés par les Etats-Unis après le début de la crise ukrainienne, Washington jugeant que l'annexion de la Crimée est en partie le résultat de son influence sur la politique étrangère russe. De plus, il apparaît régulièrement dans les médias contrôlés par le pouvoir russe, confortant l'idée qu'il serait « agréé » par le Kremlin. Si sa proximité avec le pouvoir russe semble s'être étiolée ces dernières années, il demeure le principal théoricien d'une représentation géopolitique à laquelle la politique étrangère de Moscou tente de conférer une certaine réalité.

L'objectif de cette section sera donc de présenter le néo eurasisme, ses origines et ses implications régionales, et d'évaluer les convergences de ce mouvement avec la politique du Kremlin.

1.1. L'eurasisme, théorisation du nouvel impérialisme russe

L'eurasisme est un mouvement né dans les années 1920 parmi les émigrés russes en Europe. Ce courant de pensée proposait une alternative aux courants occidentaliste et slavophile/panslaviste. L'occidentalisme, fruit de la politiques européano-centrée de Pierre le Grand, pose que la Russie accuse un retard de développement par rapport à l'Europe, et doit adopter les méthodes occidentales dans les sphères politique, économique et sociale. A l'inverse, le slavophilisme et le panslavisme proposent une vision slavo-centrée, soit autour de la Russie, soit autour des populations slaves, donc au-delà des frontières russes. Ici, les deux courants représentent un dilemme russe ancien : la Russie doit-elle se tourner vers l'Europe et l'Occident, en adopter les mœurs et idées, ou doit-elle rester centrée sur le monde slave et vivre « à la russe » ? Bien que ces courants soient nés et aient été théorisés seulement au XIXe siècle, cette hésitation est palpable depuis le règne de Pierre le Grand dans la première partie du XVIIIe siècle.

L'eurasisme est donc comparativement un mouvement récent ; les premiers à le théoriser sont, plutôt ironiquement, les émigrés russes d'Europe post-révolution 1917. Les fondateurs du mouvement proposent une nouvelle définition ethnique du peuple russe, résultat d'une mixité slavo-turque, et affirment l'existence d'un continent eurasiatique, à cheval sur les continents européen et asiatique. Ce mouvement est, dans son essence, anti-européen. Il s'éteint dans les années 1930, après un schisme entre ses membres sur la question du soutien au régime communiste russe. Bien que l'eurasisme ne soit pas initialement conçu en tant que mouvement politique, il propose indirectement une réorientation de la politique étrangère russe : en effet, si le peuple russe est ethniquement lié au peuple turco-musulman, il devient naturel de renforcer les relations russo-turques, et en général d'ouvrir la Russie à d'autres régions que l'Europe. Cette vue est développée plus tard par Alexandre Douguine, à la fin des années 1990- début des années 2000.

Alexandre Douguine s'est ré approprié la théorie eurasiste des années 1930, et réfléchit davantage aux implications géopolitiques du mouvement. En référence à la théorie d'A. Douguine, il est donc question de néo eurasisme. Défini par Marlène Laruelle comme « l'expression russe des fondamentalismes culturels » qui marque les analyses mondiales des relations internationales, le mouvement propose une nouvelle orientation de la politique étrangère russe. L'objectif n'est pas de proposer ici une analyse de la théorie néo-eurasiste de

Douguine ; nous nous contenterons, pour les besoins de notre objet de recherche, d'en présenter les principaux axes ayant une implication régionale.

- La multipolarité

A. Douguine estime que le monde doit être organisé en plusieurs pôles composés de coalitions de pays : « [...] constellation of autonomous living spaces that are partially open to each other. These areas are not nation-states, but rather a coalition of states³²¹ [...] ». Cette vision va de pair avec l'abandon de la globalisation, et le retour à un certain niveau d'autarcie. Douguine présente quatre zones civilisationnelles verticales : les Amériques, l'espace Afro-européen, l'Eurasie et l'Asie-Pacifique, les trois dernières servant à contrebalancer la puissance de la première. Chacune de ces zones est organisée en plusieurs « grands espaces ». L'Eurasie, qui nous intéresse particulièrement, est ainsi composée de trois « grands espaces » : la Russie et les pays membres de l'Union Eurasiatique, puis vient l'espace de « l'Islam continental » (Iran, Turquie Afghanistan et Pakistan), et enfin l'Hindoustan, à savoir globalement l'Inde, zone civilisationnelle « auto-suffisante » d'après Douguine. L'Euro-Afrique, quant à elle, est composée de l'espace européen et l'espace arabe, qui comprend lui-même le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Afrique transsaharienne. L'Asie-Pacifique enfin, est subdivisée en deux grands espaces, la Chine et le Japon, et inclut aussi la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie. Quant à l'Australie, Douguine précise son appartenance double, soit classée en Asie-Pacifique, soit dans la zone américaine.

- L'anti-libéralisme et l'anti-américanisme

La création d'un monde multipolaire vise pour Douguine à casser l'hégémonie libérale qui existe depuis la chute de l'URSS. Il analyse les conflits du XXe siècle comme la lutte entre les trois grandes théories politiques, libéralisme, communisme et fascisme : le communisme et le libéralisme s'allient pour détruire le fascisme, puis le libéralisme détruit le communisme et entame une sorte de règne sans partage. Avançant l'idée que le libéralisme ne tolère pas d'alternative, Douguine lui confère un caractère totalitaire au même titre que le fascisme et le communisme. Lutter contre l'hégémonie américaine revient selon lui à lutter contre le modèle libéral, que les Etats-Unis incarnent. Russes et Américains représentant, à nouveau, deux

³²¹ DOUGUINE, Alexandre, 2014. *Eurasian Mission: An Introduction to Neo-Eurasianism*. Arktos. S.l. : s.n. ISBN 978-1-910524-24-4.

modèles opposés, une guerre russo-américaine est pour lui inévitable, quand bien même les dirigeants voudraient l'éviter et que cela soit contraire aux intérêts de tous.

- La formation de l'Eurasie

L'entité eurasiatique est naturellement au cœur de la théorie néo eurasiste de Douguine. L'Eurasie, selon lui, est un espace très étendu qui va d'une partie de l'Europe orientale à l'Extrême-Orient, et de l'Arctique à l'océan Indien en passant par la Turquie et l'Iran. Pour réaliser ce projet, Douguine prévoit le démantèlement de plusieurs pays et leur rattachement à la Russie : « Le projet de réunifier la grande Russie est évidemment enclenché. Nous attirons ceux que nous pouvons par l'amitié et la paix, mais si nos intérêts sont menacés, alors l'intégration se fera par morceaux. Ceux qui sont hostiles à la Russie et à ses intérêts, comme l'avait été Saakachvili³²² ou comme aujourd'hui la junte de Kiev³²³, doivent comprendre qu'ils ne pourront pas exister en tant qu'Etats antirusse.³²⁴ » Sont donc concernés les pays d'Europe de l'est ex-URSS, en premier lieu l'Ukraine, et d'une manière générale tous les pays d'ex-URSS qui mèneraient une politique « antirusse ». Par ailleurs, dans un ouvrage paru en 1997 intitulé *Fondements de Géopolitique*, Douguine affirme la nécessité de démanteler aussi la Chine, perçue comme une menace pour la Russie. Celle-ci, préconise-t-il, doit constituer une ceinture de sécurité composée de la Mandchourie, la Mongolie, le Xinjiang et le Tibet³²⁵. L'idée n'a cependant pas été conservée par l'auteur, qui n'en a fait aucune mention depuis.

1.2. De la guerre de Tchétchénie aux tensions en mer d'Azov, le hard power dans la politique régionale de Moscou

Si A. Douguine fait bien mention d'une forme de soft power, « l'amitié et la paix » russe, il insiste davantage sur les méthodes de hard power pour atteindre l'intégration, ou l'unification visée. Ses propos récurrents sur la nécessité, entre autres méthodes dures, de faire intervenir l'armée russe et forcer la réunification (en Géorgie en 2008, en Ukraine en 2014) font écho aux méthodes utilisées par le Kremlin pour maintenir son influence régionale et établir une unité eurasiatique. Ainsi, sans présumer de l'influence éventuelle de ses vues sur le Kremlin, il faut

³²² Mikhaïl Saakachvili a été président de la Géorgie de 2004 à 2013, partisan d'une adhésion à l'OTAN.

³²³ Qualificatif du gouvernement ukrainien post-Maidan

³²⁴ Alexandre Douguine, chantre de l'eurasisme anti-américain en Russie. In : *Libération.fr* [en ligne]. Avril 2014. Disponible à l'adresse : http://www.liberation.fr/planete/2014/04/27/alexandre-douguine-chantre-de-l-eurasisme-anti-americaain-en-russie_1005913.

³²⁵ DOUGUINE, Alexandre, 1997. *Fondements de géopolitique : l'avenir géopolitique de la Russie*. Moscou, Arktojeja attention, il faudra les titres russes !

constater une certaine proximité avec les méthodes dures employées par Moscou : interventions militaires et discours impérialiste agressif alimentant l'image d'un pays prêt à remettre en cause les frontières établies en 1991.

- Les interventions militaires (Moldavie 1992- , Tchétchénie 1994-1996 et 1999-2009, Géorgie 2008, Ukraine 2014-).

Après les deux guerres de Tchétchénie, la guerre de Géorgie, la guerre du Donbass et l'annexion de la Crimée, donnent des arguments à ceux qui estiment que les opérations militaires russes sont motivées par la conquête d'un territoire. Il est à noter aussi que ces opérations interviennent quand l'influence de la Russie est le plus menacée.

Par de nombreux aspects, la guerre de Tchétchénie (soit les deux périodes de conflit) est tout à fait spécifique tant du fait qu'elle intervient au sein même du territoire russe que parce qu'elle est initiée durant une période de grande fragilité de la Russie. C'est certainement le conflit le plus violent : la Russie n'entendait pas accepter la sécession d'une de ses régions d'autant plus que ce phénomène aurait pu avoir un « effet domino » auprès d'autres républiques russes. Le premier élément à retenir de cette guerre est la détermination dont Moscou a fait preuve, visible à travers la temporalité du conflit et la mobilisation des ressources, humaines et politiques, pour gagner la guerre. Bien que la première guerre commence officiellement en 1994, le Kremlin a ainsi envoyé des troupes à Grozny dès 1991, rapidement retirées cependant face à la résistance de la population. Il s'agit donc de dix-huit ans de conflit pour s'assurer de la soumission d'une région qui, bien que petite par rapport à la superficie totale de la Russie, est stratégique, une porte vers le Caucase et une région autrefois riche en hydrocarbures. Des études mettent en lumière l'évolution du discours de politique étrangère entre la première et la deuxième guerre pour justifier le conflit face à la communauté internationale : de lutte contre le séparatisme, la guerre en Tchétchénie est devenue sous V. Poutine une lutte contre le terrorisme, qui est devenue rapidement une priorité pour les Etats occidentaux. Le soutien de Poutine aux Etats-Unis après les attentats en 2001 est probablement en partie dû à son besoin de justifier une guerre mal acceptée sur la scène internationale : en affirmant la nécessité de lutter contre le terrorisme, et en pointant le risque terroriste en Tchétchénie, le président russe espérait s'assurer sinon l'accord, du moins la neutralité de la communauté internationale vis-à-vis du conflit en Tchétchénie. Dans ce cas, nous constatons que ce conflit a eu un impact indéniable sur les orientations de politique étrangère de la Russie.

Ce conflit illustre la détermination de Moscou à conserver un contrôle, jugé légitime parce qu'historique, sur certaines régions, qui ne saurait être affectée par le statut du pays sur la scène internationale ou ses capacités militaires et économiques déclinantes.

Le rattachement à la Fédération de Russie n'est pas la seule méthode employée par Moscou pour assurer le contrôle d'un pays ou d'une région : la guerre de Géorgie en 2008, le soutien à l'indépendance de la Transnistrie et l'intervention russe dans l'est de l'Ukraine depuis 2014 sont des exemples relevant d'une tactique différente. Si l'objectif -le contrôle d'une région-, les moyens mis en œuvre –militaires-, sont similaires, le statut et par conséquent le niveau du contrôle exercé par la Russie est quant à lui sensiblement différent. Officiel en Tchétchénie et en Crimée (du point de vue de Moscou), il est officieux en Abkhazie, en Ossétie du Sud, à Donetsk, à Louhansk et en Transnistrie. La Russie assure l'indépendance de ces régions vis-à-vis de leur pays mais ne semble pas chercher à les annexer. Au vu de sa rapidité de réaction en Crimée, et de sa détermination en Tchétchénie, ce rattachement n'est sans doute ni une priorité ni même un objectif. En alimentant le séparatisme dans ces régions, la Russie y gagne un quasi-monopole d'influence et affaiblit le pays au moment où celui-ci cherchait à limiter ses liens avec Moscou (ici la Géorgie, l'Ukraine et la Moldavie). S'agissant particulièrement de l'Ukraine, le soutien au séparatisme permet également d'affaiblir le pays de l'intérieur, l'Ukraine engageant des efforts militaires et financiers pour récupérer les deux régions de Donetsk et Louhansk. Ces régions peuvent agir en outre comme des espaces tampons, utilisés par Moscou pour se prémunir d'une menace extérieure, à l'instar de l'OTAN, présenté régulièrement depuis 2008 par le Kremlin comme une véritable menace à la sécurité russe.

Cette méthode est efficace localement, puisque les nouvelles républiques auto-proclamées dépendent du soutien (politique, économique, matériel) de la Russie. Mais à l'échelle régionale elle a alimenté la crainte parmi les autres pays de devoir faire face à une situation similaire. Les événements en Ukraine (guerre à l'est et annexion de la Crimée) ont ainsi particulièrement inquiété les pays de la sphère régionale.

- Un discours impérialiste.

Ce discours se fonde sur deux revendications de la Russie : son droit, érigé en devoir par une Loi votée par la Douma, de défendre les Russes expatriotes, et son droit à une sphère d'influence.

Le droit à une sphère d'influence de la Russie, revendiquée par le président Eltsine à l'ONU, constitue l'un des fondements de la politique néo-impérialiste russe, conservé par les présidents Poutine et Medvedev. En septembre 2014, V. Poutine prononce ainsi, à l'occasion du 10^{ème} Forum National de la Jeunesse, un discours à tendance impérialiste vis-à-vis du Kazakhstan³²⁶ : « (...) I am convinced that a vast majority of the citizens of Kazakhstan favour stronger ties with Russia. We see this and we know it. As you may know, Mr Nazarbayev is a very wise leader, I believe he is the wisest on the post-Soviet space, and he would never go against the will of his people. He can feel what his people expect of him. Therefore, everything that has been done lately – largely due to his talent of an organiser and his political expertise – is all in the interests of Kazakhstan as a state. (...) The Kazakhs picked it [the Eurasian Union] up proceeding from the understanding that it is good for their economy, it helps them stay within the so-called 'greater Russian world', which is part of world civilisation ». Sous couvert de complimenter le président kazakh, la tentative d'ingérence dans les affaires intérieures du pays est manifeste : en affirmant que le peuple kazakh soutient des relations étroites vers la Russie, V. Poutine sous-entend que toute action contraire à cette orientation politique serait anti démocratique. La menace d'une intervention de la Russie dans cette situation est alors implicite. Le président Poutine souligne également l'importance pour le Kazakhstan de rester dans le « grand monde russe », qui ressemble fortement à la revendication d'une sphère d'influence. Suscitant une mini crise diplomatique avec son homologue, il avance également qu'avant 1991, le peuple ethnique kazakh n'avait jamais « eu d'Etat qui leur était propre ». Le président kazakh Noursoultan Nazarbayev, ayant pourtant œuvré à maintenir des liens étroits entre son pays et la Russie, porteur du projet eurasiatique, a menacé quelques jours après ce discours de quitter l'Union Eurasiatique si l'indépendance de son pays était menacée : « Kazakhstan has the right to leave the Eurasian Economic Union. (...) Kazakhstan will not enter an organisation which threatens our independence³²⁷ ».

³²⁶ PRESIDENT OF RUSSIA, 2014. Seliger 2014 National Youth Forum. In : [en ligne]. 2014. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/46507>.

³²⁷ FARCHY, Jack, 2014. Standoff with west reveals splinters in Putin's Eurasia project. In : Financial Times [en ligne]. 2 septembre 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.ft.com/content/0fd58e1c-32b7-11e4-b86e-00144feabdc0>.

Conséquences de tensions internes autant que d'influences externes, les révolutions de couleur qui ont marqué le paysage post-soviétique peuvent être analysées à travers plusieurs grilles de lecture, sociologique, politique ou géopolitique. Notre objet de recherche nous amène à traiter du rôle des Etats étrangers dans ces révolutions, donc d'un point de vue géopolitique. Sur les trois révolutions de couleur dans l'espace post-soviétique (donc en excluant la révolution avortée en Biélorussie en 2005), la Géorgie en 2003, l'Ukraine en 2004 et le Kirghizstan en 2005, deux ont conduit à l'arrivée au pouvoir d'une élite plutôt anti-russe. En partie l'aboutissement de stratégies américaines, ces révolutions sont aussi liées aux relations des pays concernés avec la Russie. En effet, chacune de ces révolutions est une tentative populaire de mettre fin à un régime corrompu et soutenu par Moscou, et les élites qui succèdent aux régimes en place ont toutes en commun la volonté de réduire les relations avec un pays jugé menaçant. L'influence russe est devenue dans de nombreux cas synonyme de corruption, d'atteinte à la démocratie et à la souveraineté, association largement alimentée par les prises de paroles des officiels russes que par les manœuvres de politique régionale du Kremlin.

1.3. La « protection des russophones », ou légitimer l'ingérence

La protection des Russes vivant à l'étranger est une préoccupation du président Eltsine dès le début de la décennie 1990³²⁸. En 1994, il promulgue un décret visant à protéger les Russes « ethniques » vivant dans les pays de la CEI et les pays baltes. Cette manœuvre visait à contrôler le mouvement ultranationaliste russe, très critique de l'absence de stratégie à l'égard des Russes expatriotes, mais il s'agissait aussi d'une tentative de gérer une situation d'une grande ampleur : à l'époque du décret, environ 25 millions de Russes vivaient dans les ex-pays d'URSS, et en 2014, un peu moins de 15 millions de Russes ethniques y étaient encore recensés :

	Estonie	Lettonie	Lituanie	Biélorussie	Moldavie	Ukraine	Arménie	Azerbaïdjan	Géorgie	Kazakhstan	Kirghizstan	Ouzbékistan	Tadjikistan	Turkménistan
--	---------	----------	----------	-------------	----------	---------	---------	-------------	---------	------------	-------------	-------------	-------------	--------------

³²⁸ TEURTRIE David, « La langue russe. Un enjeu dans les relations entre la Russie et son étranger proche », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2004/3 (n° 1043), p. 67-75. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2004-3-page-67.htm>

Population 2014 (mlns)	1.3	2	3	9.5	4	44	3	9	4.5	16	5.5	28	7.5	5
Russes* (%)	25.5	27	6	9	6	18	0.4	2	1.5	24	12.5	2.5	1	2
Russes en 1989 (%)	30.3	34	9.4	13.2	13	22.1	1.6	5.6	6.3	37.8	12.5	2.5	1	2

Tableau 27 : Les Russes dans les Etats de l'ex-URSS

*Chiffres du dernier recensement de chaque Etat

Source : comités statistiques de l'URSS et des différents Etats, extrait de l'ouvrage « La Russie, entre peurs et défis » de Jean Radvanyi et Marlène Laruelle

La rhétorique a été rapidement reprise par son successeur, qui en 2001 déplore le manque de mesures officielles pour défendre les Russes compatriotes vivant dans les anciennes républiques soviétiques³²⁹. Parallèlement, le président annonce vouloir rapatrier les Russes vivant à l'étranger, une mesure pour lutter contre la crise démographique grave que subit le pays. M. Laruelle souligne cette double politique paradoxale³³⁰, la défense des Russes « sur place », motif d'interventionnisme et facteur d'intégration de la Russie sur la scène internationale, et leur rapatriement en Russie. En 2006 et à la suite d'actions de plusieurs lobbies, la Russie adopte un programme d'aide au rapatriement volontaire, d'une durée de six ans (2007-2012). La diminution progressive du nombre de Russes vivant à l'étranger n'a pas conduit à l'effacement du thème de leur protection dans le discours politique. Elle reste manifestement une question sensible, régulièrement agitée par les mouvements nationalistes en Russie.

La présidence de Medvedev conduit à un infléchissement de la position officielle du Kremlin sur la question des Russes à l'étranger : la priorité est moins de les rapatrier que d'assurer leur protection. La guerre de Géorgie en 2008 est ainsi le premier cas dans la Fédération de Russie où Moscou avance le « devoir de protection » pour justifier une intervention militaire à l'étranger : « Civilians, women, children and old people, are dying today in South Ossetia, and the majority of them are citizens of the Russian Federation. In accordance with the Constitution and the federal laws, as President of the Russian Federation it is my duty

³²⁹ POUTINE, Vladimir, 2001. *Vystuplenie Prezidenta Rossii Vladimira Putina na Pervom Vsemirnom kongresse rossijskikh sootečestvennikov* [en ligne]. Octobre 2001. S.l. : s.n. Disponible à l'adresse : <http://vkrs.com/publications/vystuplenie-prezidenta-rossii-vladimira-/>.

³³⁰ LARUELLE, Marlène, 2008. Les Russes de l'étranger proche : le thème diasporique et ses lobbies en Russie. In: *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 39, 2008, n°1. Les Russes de l'étranger proche et la question de la "diaspora" sous la direction de Marlène LARUELLE, p. 11-38.

to protect the lives and dignity of Russian citizens wherever they may be³³¹». Le président Medvedev confirme l'enracinement du thème de la diaspora russe dans la politique étrangère à la fin du mois d'août de la même année : le quatrième point de ses cinq principes de politique étrangère est en effet relatif à la protection des Russes de l'étranger : « Fourth, protecting the lives and dignity of our citizens, wherever they may be, is an unquestionable priority for our country. Our foreign policy decisions will be based on this need. We will also protect the interests of our business community abroad. It should be clear to all that we will respond to any aggressive acts committed against us³³². » Cette nouvelle position apparaît de prime abord comme un durcissement de la stratégie russe en matière de politique étrangère, mais il faut néanmoins noter une différence sémantique capitale : alors que les présidents Eltsine et Poutine parlent de défendre les « Russes » à l'étranger, sans distinction entre Russes ethniques, citoyens, ou simples russophones, le président Medvedev fait uniquement référence aux citoyens russes, à savoir, ceux détenteurs d'un passeport russe. Or cette catégorie ne constitue qu'une minorité parmi les Russes ethniques et les russophones à l'étranger.

Jusqu'à la crise ukrainienne, la défense des russophones et Russes ethniques, à l'opposé des citoyens russes, comme un axe de politique étrangère est donc restée un argument rhétorique, et n'a jamais été suivie d'actions de politique extérieure. Nous sommes par conséquent enclins à penser que jusqu'à 2014, ce thème relevait davantage d'enjeux de politique intérieure (repeuplement, soutien des nationalistes, résultat d'une action poussée des groupes de lobbies) que de politique étrangère. Il a néanmoins contribué à construire l'image d'une Russie faisant peu de cas des frontières tracées après la chute de l'URSS.

L'ingérence militaire de la Russie en Ukraine depuis 2014 n'est ni la première opération de ce type dans son espace régional, ni la plus importante en termes du nombre de troupes mobilisées, d'après les conclusions d'ONG et d'experts américains. C'est pourtant celle qui a suscité le plus de réactions et d'inquiétudes dans la sphère régionale russe. Nous avançons deux raisons à ce phénomène : premièrement, l'attention particulière des Occidentaux à la situation

³³¹Dmitry Medvedev made a statement on the situation in South Ossetia • President of Russia. In : *President of Russia* [en ligne]. 8 août 2008. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/1043>.

³³² Interview given by Dmitry Medvedev to Television Channels Channel One, Rossia, NTV • President of Russia. In : *President of Russia* [en ligne]. 31 août 2008. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/48301>.

ukrainienne et leur opposition à la politique du président Poutine a contribué à médiatiser le sujet. Ensuite, et c'est le point que nous allons développer, le traitement du thème de la défense des Russes de l'étranger dès le début du conflit ukrainien a conduit à un regain d'inquiétude des pays de la sphère russe vis-à-vis de la politique de Moscou.

Dans les documents officiels relatifs à la stratégie de politique étrangère de la Russie, les termes utilisés entre 2000 et 2012 sont similaires : diaspora russe, citoyens russes, russophones, compatriotes. Jusqu'en 2008, cet axe de politique étrangère était surtout utilisé comme élément du *soft power*. Les critères d'appartenance à cette diaspora étaient plutôt vagues, très probablement à dessein : tout individu parlant russe (russophone) ou issu de parents de nationalité russe même sans avoir jamais résidé en Russie était considéré comme membre de la diaspora russe, et Moscou revendiquait le droit de les « protéger » de toute discrimination.

Le renversement du régime de Ianoukovitch et l'arrivée au pouvoir d'une élite anti-russe et tournée vers l'Occident a fait évoluer le thème diasporique dans la politique étrangère russe. Pour la première fois depuis 1991, la protection de la diaspora russe dans sa conception *la plus large possible* devient un motif d'intervention russe à l'étranger. En juillet 2014, suite au référendum de Crimée et à la proclamation des Républiques Populaires de Donetsk et Lougansk (avril-mai), le président Poutine annonce être prêt à protéger les "Russes" à l'étranger, par tous les moyens nécessaires : " We clearly had no right to abandon the residents of Crimea and Sevastopol to the mercy of nationalist and radical militants; we could not allow our access to the Black Sea to be significantly limited; we could not allow NATO forces to eventually come to the land of Crimea and Sevastopol, the land of Russian military glory, and cardinally change the balance of forces in the Black Sea area. [...] I would like to make it clear to all: our country will continue to actively defend the rights of Russians, our compatriots abroad, using the entire range of available means – from political and economic to operations under international humanitarian law and the right of self-defence"³³³. Notons l'évolution sémantique dans les discours présidentiels entre 2008 et 2014 : en 2008, le président Medvedev faisait référence aux « citoyens russes » (*rossiskie grazhdanie*), alors qu'en 2014 le président Poutine parle plus vaguement des « Russes » (*russkie liudi*), des « citoyens russophones » (*russkojazitshnie*

³³³ POUTINE, Vladimir, Conference of Russian ambassadors and permanent representatives. Juillet 2014. In : President of Russia [en ligne]. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/46131>

grazhdani), et de tout individu se considérant russe : « When I speak of Russians and Russian-speaking citizens I am referring to those people who consider themselves part of the broad Russian community, they may not necessarily be ethnic Russians, but they consider themselves Russian people. » La langue et le sentiment d'appartenance ethnique deviennent alors, dans le discours présidentiel, les seuls critères nécessaires pour définir cette communauté de compatriotes russes. Mais si la pratique d'une langue est un critère facile à identifier, les russophones pouvant être recensés, quantifiés et localisés, le concept du sentiment d'appartenance ethnique tel que défini par le président russe est beaucoup plus vague, et pose de sérieuses questions quant à ses fondements. Comment peut-on se sentir membre d'un groupe sans en partager ni la langue ni les origines ?

Il existe en sociologie et en anthropologie plusieurs définitions de l'ethnicité : certaines insistent sur la composante géographique, d'autres sur la dimension culturelle, linguistique et historique, ou encore sur l'ascendance. Des travaux soulignent la confusion entre l'ethnicité et la pratique d'une langue³³⁴. S'agissant de l'Ukraine cependant, la méprise semble légitime : Denis Dafflon souligne ainsi que la distinction entre Russes et Ukrainiens est progressivement passée d'une dimension ethnique à une seule dimension linguistique³³⁵. En effet, la différence est plus aisée à faire dans le second cas que dans le premier, principalement en raison d'une intégration progressive des Russes ethniques et de la proximité culturelle entre Russes et Ukrainiens. La pratique du russe en Ukraine est d'ailleurs une question sensible, liée à la définition de l'identité nationale, et a souvent été instrumentalisée par les politiciens depuis 1991³³⁶. Une loi votée en 2012 conférait à la langue russe un statut de langue régionale officielle, et suscitait déjà une forte opposition de la part des partis politiques pro-occidentaux ou nationalistes. Le lendemain de la destitution du président Ianoukovitch, la Rada a voté l'annulation de cette loi, à laquelle le président ukrainien par intérim avait cependant posé son veto, mais qui a été finalement ratifiée en 2018.

³³⁴ DAMI Aldo. Définition de l'ethnie. In: Relations économiques et relations interethniques. Nice : Institut d'études et de recherches interethniques et interculturelles, 1970. pp. 27-41. (*Etudes préliminaires - IDERIC*, 2). Disponible à l'adresse : www.persee.fr/doc/epide_0768-5289_1970_sem_2_1_939

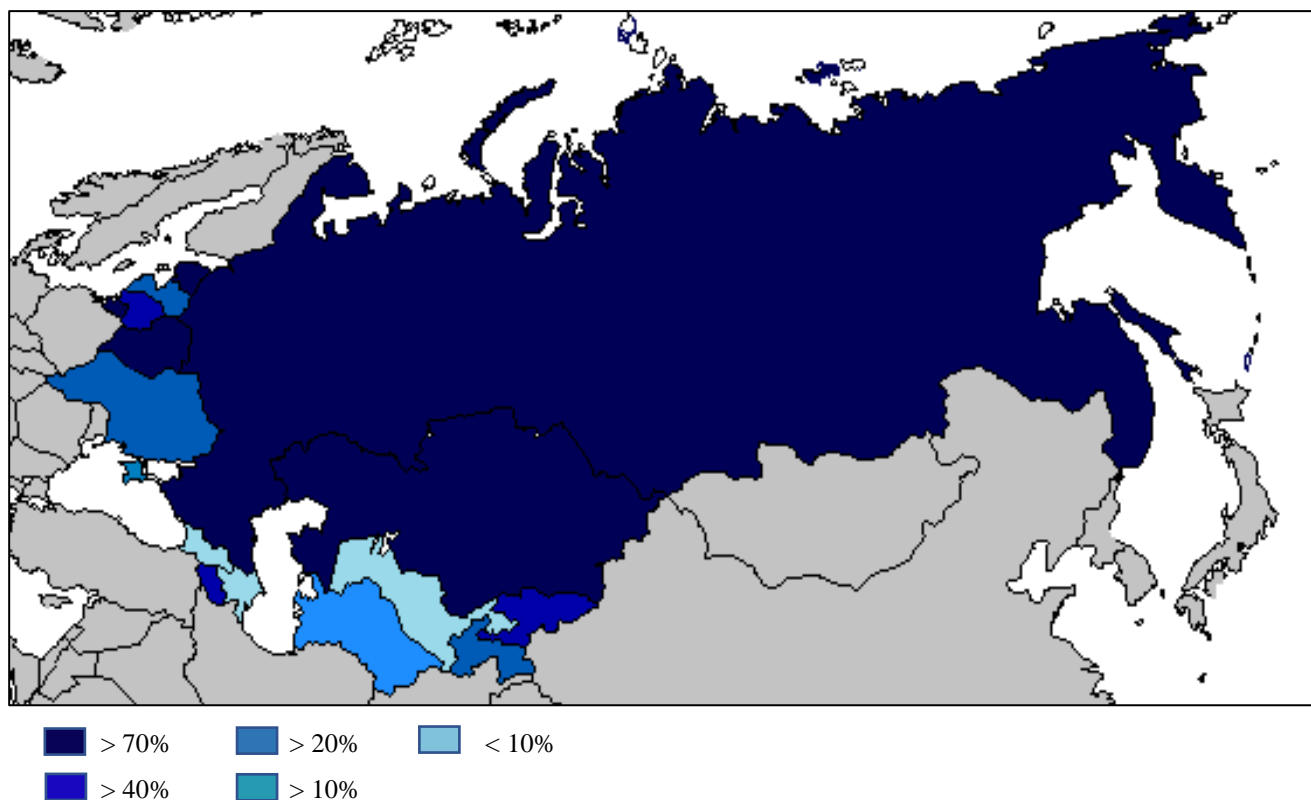
³³⁵ DAFFLON, Denis, 2008. Les Russes d'Ukraine : un enjeu lié à la définition de l'identité nationale. In: *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 39, 2008, n°1. Les Russes de l'étranger proche et la question de la "diaspora" sous la direction de Marlène LARUELLE. pp. 95-120p. Disponible à l'adresse : https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2008_num_39_1_1883.

³³⁶ *Ibid.*

La définition de V. Poutine est à placer dans un contexte d'opposition entre le concept d'« ethnologie subjective » (liée à la seule volonté de la population, mais instable car évolutive, développée en France par Ernest Renan, à laquelle se réfère donc le président Poutine) et celui d'« ethnologie objective » (soit l'une des définitions classiques de l'ethnie, liée à un territoire, langue et culture communes³³⁷). Ainsi, en qualifiant de « Russe » tout individu s'identifiant à la communauté russe, le président Poutine valide une acception évolutive de l'ethnicité, dont les membres sont difficiles voire impossibles à identifier (à moins de lancer un sondage mondial, démarche diplomatiquement sensible), et s'arroge alors un droit d'intervention dans tout pays abritant une communauté liée de près ou de loin à la Russie. Alors que les citoyens russes émigrés vivent principalement en Europe et aux États-Unis³³⁸, c'est dans la sphère régionale russe que se retrouvent proportionnellement à la population totale les plus importantes communautés de « Russes ethniques » et de russophones. En raison de leur proximité géographique avec la Russie, les pays de la sphère régionale sont également les plus vulnérables à une intervention militaire. En plus de l'Ukraine, le Kazakhstan, la Biélorussie et l'Estonie sont les pays qui comptent le plus de « Russes et russophones » en Eurasie. Ces pays peuvent donc se sentir visés par les propos de V. Poutine.

Figure 67 : Répartition des russophones en Eurasie

³³⁷ ROBINEAU, Claude, 1985. Espace, société, histoire : l'ethnie, réalité ou illusion. In : *Cahiers ORSTOM. Série Sciences Humaines*. 1985. Vol. 21, n° 1, p. 57-61. Centre IRD de Bondy
Expat Insider 2017: Russians Abroad. In : [en ligne]. 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.internations.org/expat-insider/2017/russians-abroad-39209>.



Données extraites des organismes statistiques nationaux

Notons enfin que, dans le discours du président russe, la nécessité de protéger les « Russes » apparaît comme un motif d'intervention d'importance égale à la préservation des intérêts géopolitiques (l'accès à la mer Noire pour la Russie et le maintien de l'équilibre des forces en mer Noire), et la gloire historique russe (en laissant l'OTAN s'installer en Crimée, « land of Russian military glory »). Cette énumération sans hiérarchie véhicule en effet l'idée que la protection de la diaspora russe est devenue un pan de la politique étrangère de Moscou aussi important que la préservation d'intérêts stratégiques, et justifierait par conséquent aux yeux de Moscou le recours à la force militaire.

La possibilité grandissante d'une intervention militaire de Moscou au nom d'une communauté de plus en plus vaguement liée à la Russie pose donc un nouveau défi aux Etats de la sphère régionale russe. La déclaration du président Poutine prélude-t-elle à une intervention dans tout pays qui porterait atteinte à la pratique de la langue russe, ou restreindrait les droits d'individus que Moscou identifie comme Russes ? Si une seule intervention militaire (en Géorgie) se présente comme une exception, une seconde opération, à quelques années d'intervalle, peut indiquer l'émergence d'une tendance, et confirme le non-respect par la Russie des frontières établies en 1991.

2. Les réactions régionales à la crise ukrainienne

La crise ukrainienne a souvent été analysée dans le cadre des relations russo-ukrainiennes. La Russie et l'Ukraine ont en effet des liens particuliers, uniques, une histoire commune qui pèse sur les deux Etats désormais séparés. La crise ukrainienne est donc, en ce sens, propre aux relations bilatérales des deux pays. Mais elle est aussi le résultat d'enjeux contemporains de l'espace eurasiatique : la crise d'un Etat cherchant à s'affirmer face à l'ancienne puissance tutélaire dominante, la Russie ; une crise identitaire caractéristique des pays « nouveaux », qui se traduit par des disputes frontalières ; et enfin, une crise politique, la transition difficile d'un régime à tendance autoritaire vers un système démocratique. Pour ces raisons, la crise ukrainienne a eu un impact certain dans tous les pays issus de l'empire russe et de l'URSS, et a influencé les dynamiques relationnelles de ces pays avec la Russie.

Le 27 mars 2014, l'assemblée générale de l'ONU vote une résolution relative à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, visant à dénoncer l'annexion de la Crimée par la Russie. 100 pays se sont prononcés pour cette résolution, 11 contre, 58 se sont abstenus et 24 ont été enregistrés absents. On retrouve pratiquement cette tendance critique dans la sphère régionale de la Russie : 10 pays ont voté pour, 2 contre, 3 se sont abstenus et 3 étaient également absents. Alors que l'Occident est uni sur la question et dénonce l'annexion de la Crimée, les pays de la sphère régionale russe sont divisés, chacun réagissant à cette crise en fonction de ses enjeux nationaux.

Tableau 28 : Répartition des votes sur la résolution de l'ONU concernant l'intégrité territoriale de l'Ukraine en 2014 dans la sphère régionale russe³³⁹

Vote	Pays
Pour	Azerbaïdjan, Géorgie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Moldavie, Roumanie, Ukraine
Contre	Arménie, Biélorussie

³³⁹ *General Assembly: 68th session: 80th Plenary MTG* - [en ligne]. 2014. S.l. : ONU. Disponible à l'adresse :

<https://papersmart.unmeetings.org/en/ga/68th-session/plenary-meetings/documents/voting-record/resolution-68262/>.

Abstention	Kazakhstan, Ouzbékistan, Mongolie
Absent	Kirghizstan, Turkménistan, Tadjikistan, Serbie

Cette répartition des votes, qui illustre déjà la complexité et l'hétérogénéité de l'influence russe dans sa sphère régionale, n'est cependant pas toujours révélatrice des véritables dynamiques entre la Russie et ses pays voisins : bien que la Biélorussie se soit affirmée comme une alliée de la Russie sur le sujet, elle développe la même politique d'affirmation de sa souveraineté que le Kazakhstan, qui s'est abstenu.

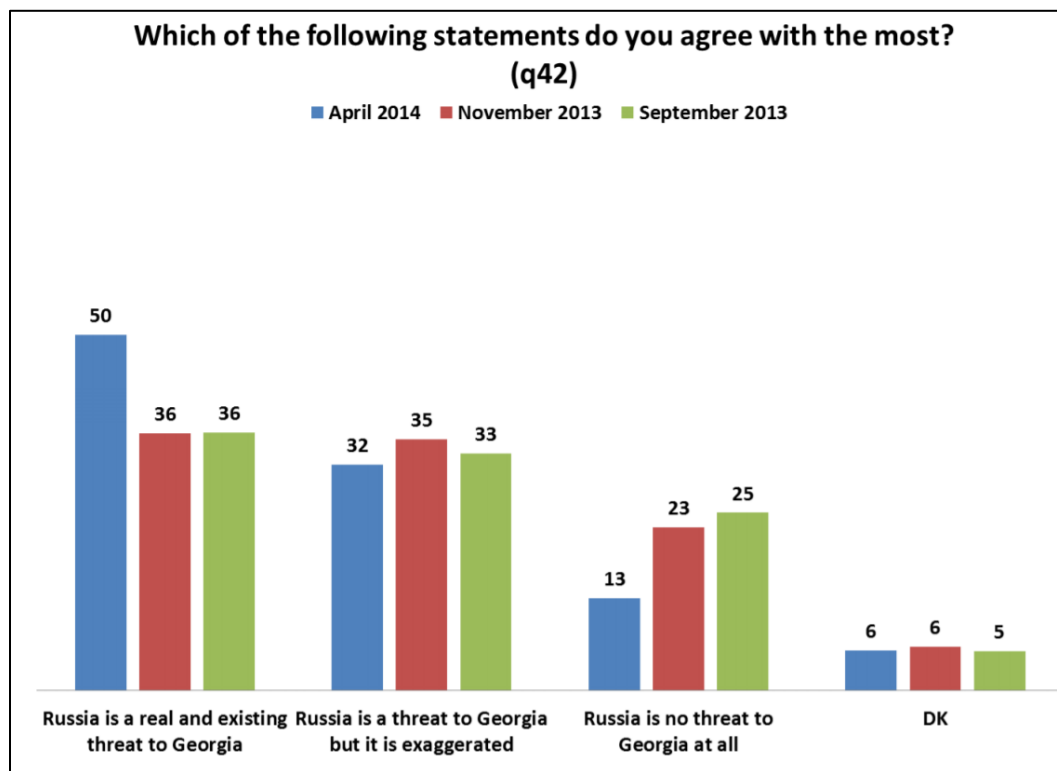
2.1. La peur récurrente d'une invasion russe : programmes de militarisation des pays d'Europe orientale et de la Géorgie

L'ingérence russe en Ukraine a renforcé l'inquiétude d'une invasion russe, ou plus généralement d'une politique interventionniste de Moscou, particulièrement au sein de plusieurs pays limitrophes, Pologne et pays baltes en tête. Les relations entre la Russie et ces pays, déjà tendues, ont ainsi globalement empiré en dépit de relations économiques parfois dynamiques. La méfiance de ces pays se traduit principalement par des mesures de renforcement de leurs capacités de défense, ainsi qu'une dégradation significative de leurs échanges économiques.

Au XXI siècle, la puissance économique est devenue essentielle dans la définition de puissance : le classement mondial des pays par PIB est ainsi présenté comme le classement des plus grandes puissances, amenant l'idée que la puissance économique est un critère suffisant pour définir la puissance d'un Etat. Dans ce contexte, l'intérêt économique est au cœur de la politique nationale et étrangère des Etats à économies dites développées, situation qui, logiquement, n'est affectée qu'en cas de conflit. L'on remarque cependant qu'en dépit d'une absence de conflit déclaré entre les pays d'Europe centrale et orientale et la Russie, la mise au second plan de l'intérêt économique par les pays européens pour privilégier la sécurité est une démarche s'apparentant à une situation de conflit, voire de guerre. La « menace russe » est ainsi devenue tellement inquiétante qu'elle suscite une réaction propre à un contexte de guerre.

Les relations entre la Russie et la Géorgie sont très tendues depuis la guerre en 2008 ; Tbilissi a, comme Kiev, fait de l'intégration européenne et atlantique une priorité stratégique. L'ingérence russe en Ukraine a accentué la perception d'une « menace russe » en Géorgie : un

sondage réalisé en 2014 révèle que la population est en effet plus sensible au risque d'une invasion russe qu'avant la crise ukrainienne.



Source : National Democratic Institute

Le graphique indique que la proportion de personnes qui considèrent que la menace russe est « exagérée » reste stable : ce sont ceux qui ne percevaient pas la Russie comme une menace qui ont été le plus affectés par la crise ukrainienne ; ainsi, en avril 2014, 50% de la population estime que la Russie est une « véritable menace » pour la Géorgie³⁴⁰, avis partagé par la classe politique aussi. En 2017, la Géorgie présente son nouveau Strategic Defense Review 2017-2020. L'introduction met en avant la menace russe dont la gestion constitue la priorité des forces armées géorgiennes (GAF) : « Russia's aggressive foreign policy agenda represents a major threat to Georgia's national security [...] Georgia must now be prepared for responding to the full spectrum of threats, including hybrid conflict scenarios³⁴¹ ». La nécessité de se préparer à des « conflits hybrides » est en réaction directe aux opérations russes en Ukraine, une nouveauté

³⁴⁰ Navarro, Luis, 2014. *Public attitudes in Georgia* [en ligne]. avril 2014. S.I. : National Democratic Institute. Disponible à l'adresse : https://www.ndi.org/sites/default/files/Georgia_April_2014_Survey_English.pdf.

³⁴¹ Strategic Defence Review 2017-2020. In : *Ministère de la Défense*. 2018. p. 38.

pour la Géorgie qui a fait face en 2008 à un conflit armé déclaré. Pourtant cette priorité ne se traduit pas par une augmentation significative de la part du PIB consacrée à la défense : les chiffres indiquent même une décroissance depuis 2007, tendance que la crise ukrainienne n'a pas inversée. Ceci peut probablement être en partie expliqué par la hausse du soutien militaire américain, que nous avons déjà abordé.

Tableau 29 : Les dépenses militaires de la Géorgie 2014-2017

	2014	2015	2016	2017
Budget en millions de dollars US	329	326	350	333
% du PIB	2.5%	2.4%	2.4%	2.2%

Source : SIPRI

La Pologne a rapidement interprété les manœuvres russes en Ukraine comme une menace à sa propre intégrité territoriale : en novembre 2014, le gouvernement publie une nouvelle version de *National Security of the Republic of Poland* de 2007, centrée sur la sécurité du territoire. La « menace russe » y est très présente : « The reassertion of Russia's position as a major power at the expense of its neighbourhood [...] has a negative impact on the security in the region³⁴²»; «The European security policy is beginning to be challenged by processes taking place in EU eastern neighbourhood countries, connected with a strong political, military and economic pressure of Russia, which is pursuing its own interests». La Pologne fait de la présence militaire de l'OTAN et des Etats-Unis une condition nécessaire à la sécurité européenne: « Poland will strive for the possibly broadest military presence of the US in Europe, including Poland, and it will support activities for the preservation of the US security guarantee for Europe ». Parallèlement, les dépenses militaires de la Pologne ont connu un pic en 2015, très probablement en réaction à la politique russe :

Tableau 30 : Les dépenses militaires de la Pologne 2014-2017

	2014	2015	2016	2017

³⁴² Poland (éd.), 2014. *National security strategy of the Republic of Poland*. Warsaw : National Security Bureau. ISBN 978-83-60846-24-7. UA829.P7 N32513 2014

Budget en millions de dollars US	8147	9707	9164	9510
% du PIB	1.9%	2.1%	2%	2%

Source : SIPRI

Il est néanmoins intéressant de noter que, même si les dépenses ont continué d'augmenter, leur pourcentage par rapport au budget total du pays est revenu à un niveau proche de celui de 2014, requis dans le cadre de l'OTAN. La Pologne continue pourtant d'insister sur la nécessaire militarisation des pays frontaliers de la Russie. Paradoxalement et depuis 2015, la Pologne a manifesté à plusieurs reprises sa réticence à soutenir la formation d'une véritable politique de défense européenne³⁴³ qui pourrait assurer la sécurité des pays proches de la Russie ; en 2017, le ministre de la Défense polonais a ainsi annoncé la réduction de la participation de son pays au corps d'armée européen, Eurocorps. Du point de vue polonais, seuls les Etats-Unis sont en mesure de protéger l'Europe en général, et en particulier de la menace russe.

La Roumanie, bien que pays non frontalier de la Russie, a également pris des mesures pour contrer une potentielle invasion russe. Le budget consacré à la défense a été porté à 2% du PIB, et un effort particulier a été fait entre 2016 et 2017. Alors qu'une base militaire américaine a déjà été installée en Roumanie en 2005 (la Roumanie est ainsi le premier pays ancien membre du pacte de Varsovie à accueillir des troupes uniquement américaines) Bucarest a demandé en 2018 que des troupes américaines y soient présentes de manière permanente³⁴⁴.

Tableau 31 : Les dépenses militaires de la Roumanie 2014-2017

	2014	2015	2016	2017
Budget en millions de dollars US	2173	2506	2644	3975
% du PIB	1.3%	1.5%	1.4%	2%

Source : SIPRI

³⁴³ Zaborowski, Marcin, 2018. *Poland and European Defence Integration* [en ligne]. European Council on Foreign Relations. Disponible à l'adresse : https://www.ecfr.eu/publications/summary/poland_and_european_defence_integration.

³⁴⁴ Compass, 2018. Romanian defense minister wants permanent US presence at local military base. In : *Romania Insider* [en ligne]. Février 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.romania-insider.com/us-presence-local-military-base/>.

Après le début de la crise ukrainienne, de nombreux observateurs ont soupçonné la Russie de préparer une intervention militaire dans l'un des pays baltes, scénario choisi par la BBC pour une spectaculaire docu-fiction, « In the War Room³⁴⁵ ». Divers travaux ont été consacrés à l'analyse d'une invasion potentielle de la Russie, au nombre de troupes et aux capacités de l'OTAN nécessaires pour la repousser, notamment : « Could NATO Stop a Russian Invasion of the Baltics³⁴⁶ ? » ; « Russia's Existential Threat to NATO in the Baltics³⁴⁷ » ; « Preventing Escalation in the Baltics: Introduction³⁴⁸ ».

Les Etats baltes n'ont pas uniformément augmenté leur budget de défense : alors que le pourcentage du PIB alloué en Estonie est resté stable entre 2014 et 2017 (+.01%), la Lituanie a presque doublé le pourcentage du PIB consacré aux dépenses militaires, devenant en 2017 le plus gros budget militaire parmi les trois Etats baltes. La Lettonie quant à elle dispose du budget le plus faible de la région, même si celui-ci a doublé entre 2014 et 2017 grâce à la croissance du PIB.

Tableau 32 : Les dépenses militaires de l'Estonie 2014-2017

	2014	2015	2016	2017
Budget en millions de dollars US	426	463	498	509
% du PIB	2%	2.1%	2.1%	2.1%

Source : SIPRI

Tableau 33 : Les dépenses militaires de la Lituanie 2014-2017

³⁴⁵ “In the War Room”, 200*: <https://www.bbc.co.uk/mediacentre/proginfo/2016/05/inside-the-war-room>

³⁴⁶ OSBORN, Kris, 2018. Could NATO Stop a Russian Invasion of the Baltics? In : The National Interest [en ligne]. 9 juillet 2018. Disponible à l'adresse : <https://nationalinterest.org/blog/buzz/could-nato-stop-russian-invasion-baltics-25321>.

³⁴⁷ CHANG, Félix K, 2017. Russia's Existential Threat to NATO in the Baltics - FPRI. In : Foreign Policy Research Institute [en ligne]. juin 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.fpri.org/2017/06/russias-existential-threat-nato-baltics/>.

³⁴⁸ KÜHN, Ulrich, 2018. Preventing Escalation in the Baltics: Introduction - Preventing Escalation in the Baltics: A NATO Playbook. In : Carnegie Endowment for International Peace [en ligne]. mars 2018. Disponible à l'adresse : <https://carnegieendowment.org/2018/03/28/preventing-escalation-in-baltics-introduction-pub-75879>.

	2014	2015	2016	2017
Budget en millions de dollars US	356	474	636	773
% du PIB	0.9%	1.1%	1.5%	1.7%

Source : SIPRI

Tableau 34 : Les dépenses militaires de la Lettonie 2014-2017

	2014	2015	2016	2017
Budget en millions de dollars US	247	282	407	492
% du PIB	0.9%	0.9%	1.0%	1.1%

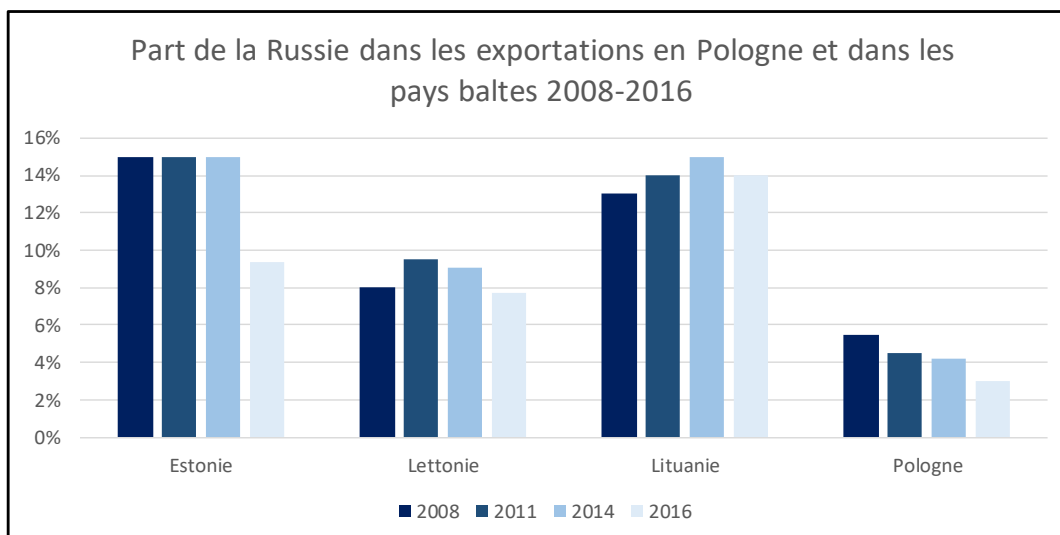
Les chiffres en rouge indiquent des données non vérifiées.

Source : SIPRI

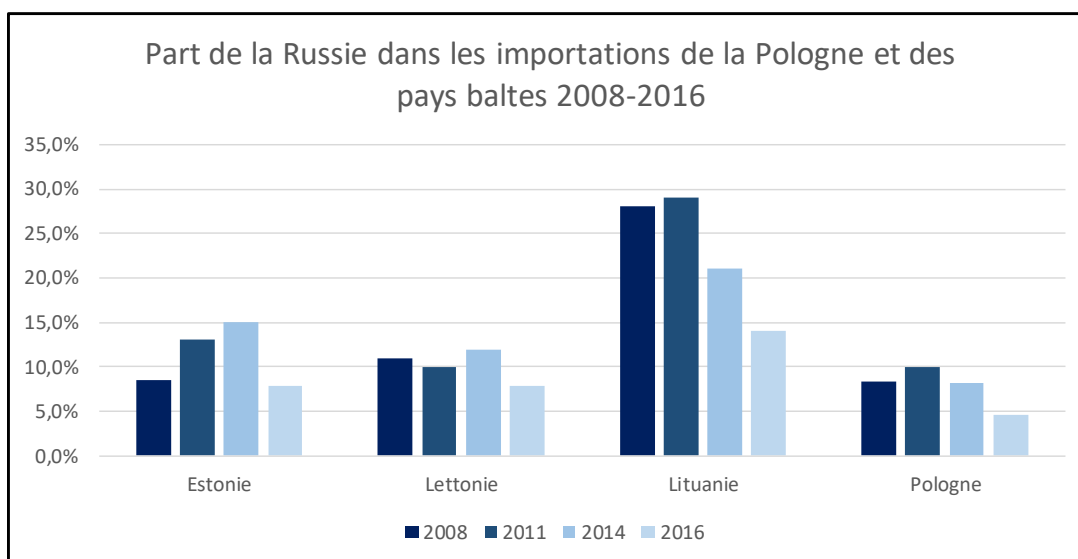
La crise ukrainienne a donc renforcé l'idée parmi ces pays que la Russie constitue une menace imminente à leur intégrité territoriale, conduisant dans certains cas à une hausse du budget de défense, combinée dans le cas de la Pologne, de la Roumanie, de la Géorgie et dans les pays baltes à une accentuation du soutien américain.

Cette militarisation s'est accompagnée d'un déclin significatif des échanges commerciaux entre ces pays et la Russie. Ce phénomène s'explique à la fois par des raisons politiques (contre-sanctions russes qui ont par exemple affecté la vente de pommes polonaises, volonté côté européen de réduire les relations économiques) et aussi économiques (crise russe, chute du cours des hydrocarbures). Dans le cas de certains pays, il s'agit parfois d'une tendance de long terme et antérieure à la crise ukrainienne, mais il est indéniable que le déclin s'est accéléré après 2014. Nous avons sélectionné quatre exemples : les pays baltes et la Pologne. Ces quatre pays représentent en effet deux tendances : dans un cas, les échanges commerciaux avec la Russie sont stables jusqu'en 2014 (Estonie, Lituanie, Lettonie) et ont été négativement affectés par la crise ukrainienne ; dans le second cas (Pologne), la tendance est au déclin depuis plusieurs années, et la crise ukrainienne a simplement accentué le phénomène.

Figure 68 : Parts de la Russie dans les importations et exportations de la Pologne et des pays baltes, 2008-2018



Source: Observatory of Economic Complexity



Source : Observatory of Economic Complexity

Le statut de Moscou auprès de ces pays a donc été particulièrement affecté par la crise ukrainienne : les relations diplomatiques et économiques ont pâti de l'ingérence russe en Ukraine, et ont considérablement terni l'image de la Russie en Europe orientale. Il faut néanmoins noter que les pays qui ont eu la réaction la plus forte envers Moscou sont ceux qui considéraient déjà la Russie comme une menace avant 2014.

2.2. *Entre dépendance, souci de souveraineté et inquiétudes face aux aspirations démocratiques : la position complexe des pays proches de Moscou*

La Biélorussie et le Kazakhstan sont les deux plus proches alliés de Moscou à l'échelle régionale : la langue et la communauté russe y sont très présentes, et les deux pays font partie de toutes les organisations régionales créées par la Russie. Pourtant, leur position vis-à-vis de la crise ukrainienne témoigne d'une certaine inquiétude quant aux ambitions régionales de Moscou. Bien que leur vote à l'ONU sur l'annexion de la Crimée ait été différent (la Biélorusse a soutenu la position de Moscou et le Kazakhstan s'est abstenu), les deux pays font face au même défi : s'accommoder d'un partenaire puissant et nécessaire à leur prospérité tout en affirmant leur souveraineté sans risquer une crise diplomatique néfaste aux intérêts de l'Etat³⁴⁹. A cela s'ajoute l'inquiétude d'une contagion révolutionnaire dans leur propre pays, que nous traiterons ultérieurement.

Le Kazakhstan et la Biélorussie ont appelé à une résolution pacifique du conflit, à la fois dans l'espoir de stabiliser une région en proie à de fortes turbulences politiques, pour inciter la Russie à cesser tout emploi de la force militaire contre ses voisins, mais aussi pour gagner en visibilité internationale³⁵⁰. La Biélorussie a donc proposé d'accueillir les groupes de négociations. En 2018, les présidents Nazarbayev et Trump laissent également entendre une possible relocalisation des discussions à Astana, démontrant tout autant la démarche pacificatrice du Kazakhstan que sa volonté de peser davantage sur la scène internationale.

La première réaction du Kazakhstan face au référendum tenu en Crimée a été d'en reconnaître l'existence comme une manifestation de liberté d'expression, sans toutefois admettre sa légitimité : « The referendum held in Crimea is seen in Kazakhstan as a free expression of the will of the Autonomous Republic's population, while the decision of the Russian Federation under the existing circumstances is regarded with understanding³⁵¹ ». Le Kazakhstan a cependant tenu à réaffirmer son attachement à son indépendance et sa

³⁴⁹ DE TINGUY Anne (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2017 / Les Etudes du CERI*, n° 235-236, février 2018 [en ligne, www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].

³⁵⁰ ROMER, Jean-Christophe, 2015. *Russie. La relation de Moscou à ses voisins de l'ancien espace soviétique* [en ligne]. France Culture. 2015. S.l.: s.n.. Disponible à l'adresse : <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/russie-la-relation-de-moscou-ses-voisins-de-lancien-espace>.

³⁵¹ Statement by the Ministry of Foreign Affairs of Kazakhstan on the referendum in Crimea. In : *Embassy of the Russian Federation to the United Kingdom* [en ligne]. mars 2014. Disponible à l'adresse : <http://www.rusemb.org.uk/press/1782>.

souveraineté en septembre 2014 face à des déclarations ambiguës du président russe concernant la légitimité de l'Etat kazakh³⁵². Il punit sévèrement tout embryon de velléité séparatiste sur son territoire : ainsi, en 2015, la justice kazakhe a condamné à cinq ans de prison un utilisateur du réseau social russe Vkontakte pour avoir posté un sondage relatif à l'intégration de la région nord du Kazakhstan à la Fédération de Russie³⁵³. Ce fait illustre sans aucun doute l'inquiétude latente au Kazakhstan face à un scénario criméen. Plus généralement, sa position neutre vis-à-vis du conflit entre l'Ukraine et la Russie s'intègre dans sa stratégie de politique étrangère globale visant à multiplier les relations amicales : un soutien franc à Moscou aliènerait l'Ukraine, allant à l'encontre des objectifs stratégiques d'Astana.

A la différence du Kazakhstan, la Biélorussie a officiellement soutenu à l'ONU l'annexion de la Crimée, la seule avec l'Arménie. Il est donc tentant de croire que Minsk est un allié politique stable de Moscou, engagé dans une coopération militaire étroite, membre de l'UEEA, de l'OTSC et de l'Union étatique, grandement dépendant des hydrocarbures russes. Le président biélorusse craint aussi sans doute un processus similaire à la révolution de Maidan. L'exercice militaire de grande ampleur Zapad 2017 entre la Biélorussie et la Russie confirme l'alliance bilatérale post-2014. Les relations russo-biélorusses sont cependant tout aussi marquées par de nombreux conflits que d'alliances et d'accords, le président biélorusse percevant la Russie autant comme une alliée qu'une menace. La crise ukrainienne a ainsi encouragé le dirigeant biélorusse à développer une « approche multi-vectorielle³⁵⁴ », c'est-à-dire une politique d'ouverture vers d'autres partenaires (européens, chinois, et même, à un niveau moindre, américain) ainsi résumée en septembre 2018 : « We are not making a choice between East and West. We are striving to build equal political and mutually beneficial economic relations with all partners without exception. We aim for dialogue without pressure or coercion, double standards and interference in the internal affairs of sovereign states³⁵⁵ » Tout

³⁵² Durant le discours prononcé au Forum de la jeunesse en 2014, cité précédemment.

³⁵³ After Ukraine, Kazakhstan wary of ethnic Russians broaching autonomy. In : *Reuters* [en ligne]. 3 mars 2016. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-kazakhstan-russia-idUSKCN0W51MY>.

³⁵⁴ MCCLINTOK, Bruce et LILLY, Bilyana, 2017. Zapad 2017: What It Reveals About the Prickly Russia-Belarus Relationship | The National Interest. In : *The National Interest* [en ligne]. Septembre 2017. Disponible à l'adresse : <https://nationalinterest.org/feature/zapad-2017-what-it-reveals-about-the-prickly-russia-belarus-22271>.

³⁵⁵ Belarus President receives credentials of foreign ambassadors | Events | The Official Internet Portal of the President of the Republic of Belarus. In : *The Official Internet Portal of the President of the Republic of Belarus* [en ligne]. Septembre 2018. Disponible à l'adresse :

comme le président kazakh, le président biélorusse cherche à faire de son pays un « nouvel espace de dialogue à grande échelle entre l’Ouest et l’Est³⁵⁶ ».

Il existe donc une certaine similarité entre les stratégies kazakhe et biélorusse, et ce d’autant plus que la Biélorussie a récemment refusé l’ouverture d’une nouvelle base militaire russe sur son territoire et est réticente à l’approfondissement du processus d’intégration de l’Union entre Moscou et Minsk.

Les stratégies kazakhes et biélorusses marquent ainsi l’émergence d’un nouveau type de partenariat avec la Russie, non exclusif, s’extrayant du système post-soviétique divisé entre la Russie et l’Ouest (l’Europe et les Etats-Unis). Depuis 1991, ces pays cherchent à s’affirmer progressivement comme des puissances régionales ; ce statut leur permettrait de mieux défendre leurs intérêts face aux ambitions russes, sans cependant remettre en cause la nécessité d’un partenariat étroit avec Moscou. La crise ukrainienne a confirmé pour ces pays la justesse d’une telle approche, qui témoigne de la baisse d’influence indéniable de la Russie. Le retrait relatif de l’ancien président kazakh Nazarbayev n’a ainsi donné lieu à aucune réorientation stratégique vis-à-vis de la Russie, qui est toujours perçue comme un partenaire essentiel et alternative nécessaire à la présence chinoise.

La chute rapide d’un « régime hybride³⁵⁷ » et corrompu au profit d’un système qui se voulait plus démocratique et transparent est un autre sujet d’inquiétude parmi les pays non démocratiques. L’élément déclencheur de la révolution de Maidan a été le refus du président ukrainien de signer l’accord d’association avec l’UE, et témoigne de l’aspiration démocratique du peuple ukrainien. A l’instar de l’effet domino durant les révolutions de couleur, plusieurs dirigeants expriment la crainte de voir une nouvelle vague révolutionnaire dans l’espace régional russe, et notamment dans les pays à régime autoritaire et semi-autoritaire. Ainsi, en dépit des inquiétudes liées aux ambitions de Moscou, la révolution ukrainienne de 2014 renforce la nécessité de maintenir un partenariat étroit avec Moscou, dont le soutien est perçu

http://president.gov.by/en/news_en/view/belarus-president-receives-credentials-of-foreign-ambassadors-19565/.

³⁵⁶ 2018. Belarusian Leader Has Harsh Words For Russia, West -- And Warning For Moscow. In : *Radio Free Europe - Radio Liberty* [en ligne]. Avril 2018. Disponible à l’adresse : <https://www.rferl.org/a/belarus-lukashenka-has-harsh-words-for-russia-west--and-warning-for-moscow/29189360.html>.

³⁵⁷ Selon les critères définis par the Economist Group, voir Tableau **Error! Main Document Only.**

comme une défense face au risque révolutionnaire et aux influences des pays occidentaux, perçues comme alimentant les revendications démocratiques.

La sociologie s'est penchée sur la question de l'origine et la naissance des révolutions. Cette démarche peut nous permettre d'élaborer des théories quant à la vulnérabilité des Etats de la sphère régionale russe au risque révolutionnaire, et mesurer l'impact éventuel de la révolution ukrainienne.

Le sociologue Jules Monnerot (1969) établit qu'avant toute révolution à proprement parler, à savoir le moment précis où le régime en place est renversé, interviennent deux phases : la « détérioration » du régime, et l' « effervescence »³⁵⁸. La faillite du régime se déroule à un « rythme variable » : il ne serait donc pas pertinent de tenter de prédire l'arrivée de la phase d'effervescence en suivant une méthode comparative. Cette première phase apparaît lorsque la « circulation des élites³⁵⁹ », c'est-à-dire leur renouvellement, est entravé et ne peut plus s'opérer naturellement. A ce niveau, le système démocratique est le plus à même de favoriser ce phénomène, et est donc le moins vulnérable au risque révolutionnaire. La révélation de la détérioration du régime, ou effervescence, voit la mise en mouvement de forces « collectives et individuelles, qui, agissant plus ou moins pour elles-mêmes, tout en paraissant agir au nom de fins qui les dépassent, entrent en conflit avec l'autorité ». J. Monnerot ne précise pas la durée de cette seconde phase, et il semble tout à fait envisageable qu'elle puisse s'inscrire sur le moyen terme, au contraire du moment révolutionnaire qui est caractérisé par sa brièveté.

Cette approche envisage donc l'existence de signes avant-coureurs : d'après la théorie de Monnerot, une révolution ne peut pas surgir brutalement sans une phase d'effervescence préalable. Dans cette conception, caractériser une révolution de soudaine et inattendue, c'est ne pas avoir reconnu la multiplication des signes précurseurs.

Ainsi, pour identifier les pays les plus sensibles au risque révolutionnaire, il nous faut, selon la méthode de Monnerot, identifier les pays qui connaissent une phase de détérioration

³⁵⁸ MONNEROT, Jules, 1969. Sociologie de la révolution. In : *Les Études philosophiques* [en ligne]. S.l. : s.n. Presses Universitaires de France. p.69-86. Disponible à l'adresse : <https://www.jstor.org/stable/41581452>.

³⁵⁹ PARETO, Vilfredo, 2011. Renouvellement des élites. In : *Le Telemaque*. 18 août 2011. Vol. n° 39, n° 1, p. 7-10.

du régime ou d'effervescence. Les régimes de la sphère régionale russe en situation de vulnérabilité face à un « scénario ukrainien » sont, logiquement, ceux qui ressemblent le plus au régime de Yanoukovitch, et donc les régimes les moins démocratiques. Les pays baltes, la Pologne, la Hongrie et tous les pays intégrés à l'UE sont donc a priori exclus de cette réflexion. Pour évaluer la détérioration des régimes, nous avons sélectionné deux critères : l'indice démocratique du pays, et son niveau de corruption (plus le régime est autoritaire et corrompu, plus il entrave la circulation des élites).

Tableau 35 : Evolution de l'indice démocratique dans la sphère régionale russe

	2014		2017	
	Rang*	Catégorie	Rang	Catégorie
Biélorussie	125	Régime autoritaire	138	Régime autoritaire ↓
Ukraine	92	Régime hybride	83	Régime hybride ↑
Arménie	113	Régime hybride	111	Régime hybride ↑
Azerbaïdjan	148	Régime autoritaire	148	Régime autoritaire →
Géorgie	81	Régime hybride	79	Régime hybride ↑
Kazakhstan	137	Régime autoritaire	141	Régime autoritaire ↓
Kirghizstan	95	Régime hybride	95	Régime hybride →
Tadjikistan	156	Régime autoritaire	159	Régime autoritaire ↓
Turkménistan	160	Régime autoritaire	162	Régime autoritaire ↓
Ouzbékistan	154	Régime autoritaire	158	Régime autoritaire ↓

**Classement mondial effectué pour 165 pays : plus le rang est élevé, plus l'indice démocratique est faible.*

Source : the Economist Group

Ce sont également eux qui, d'après le classement des pays les plus corrompus de Transparency International, possèdent le niveau de corruption le plus élevé dans l'espace régional russe.

Tableau 36 : Classement des pays les plus corrompus de la sphère régionale russe

	Rang* en 2014	Rang en 2017
Biélorussie	119	68 ↑
Ukraine	142	130 ↑
Arménie	94	107 ↓
Azerbaïdjan	126	122 ↑
Kazakhstan	126	122 ↑
Kirghizstan	136	135 →
Tadjikistan	152	161 ↓
Turkménistan	169	167 ↑
Ouzbékistan	166	157 ↑

*Classement mondial effectué pour 174 pays : plus le rang est élevé, plus l'indice de corruption est important.

Source : Transparency International

Tous ces pays, à l'exception de la Biélorussie, figurent en 2017 parmi les pays les plus corrompus du monde. Il faut toutefois noter une diminution de la corruption dans la quasi-totalité de ces Etats, excepté au Tadjikistan et en Arménie, dans lesquels le niveau de corruption a augmenté, et au Kirghizstan, dans lequel la corruption reste à un niveau stable.

Alors que transparence et démocratie sont généralement liées, il faut aussi noter l'exception biélorusse : bien que classée comme un régime autoritaire, la Biélorussie est en 2017 le pays le moins corrompu dans ce classement. Cet effort de transparence est-il le prélude à la démocratisation du pays ? Si globalement, entre 2014 et 2017 la plupart des Etats autoritaires ont durci leur régime, des efforts notables ont été réalisés pour lutter contre la corruption.

La situation en Ukraine avant la révolution était comparable à celle des autres Etats autoritaires et semi-autoritaires de l'espace régional russe : plus démocratique que la moyenne, mais aussi plus corrompue que la moyenne des pays sélectionnés. Ceci ajoute donc à la probabilité d'un scénario révolutionnaire dans les autres Etats de la sphère russe.

Tentons maintenant d'évaluer la phase « d'effervescence », qui correspond à l'émergence de forces populaires s'opposant au pouvoir en place. Les manifestations civiles sont un bon indicateur du mécontentement populaire, et sont plus dangereuses dans les régimes autoritaires ou hybrides que dans les démocraties. Nous proposons ci-dessous une frise chronologique récapitulant les principales protestations ou révolutions dans la sphère régionale russe avant et après la crise ukrainienne. Nous avons sélectionné uniquement les démonstrations populaires les plus marquantes dans chaque pays. Pour compléter notre analyse nous avons aussi inclus le classement du rapport de World Happiness Report de 2016 (sur la période 2013-2015) et de 2018 (sur la période 2015-2017).

Figure 69 : Grandes manifestations populaires et révolutions dans les régimes non démocratiques de la sphère régionale russe 2005 -2018

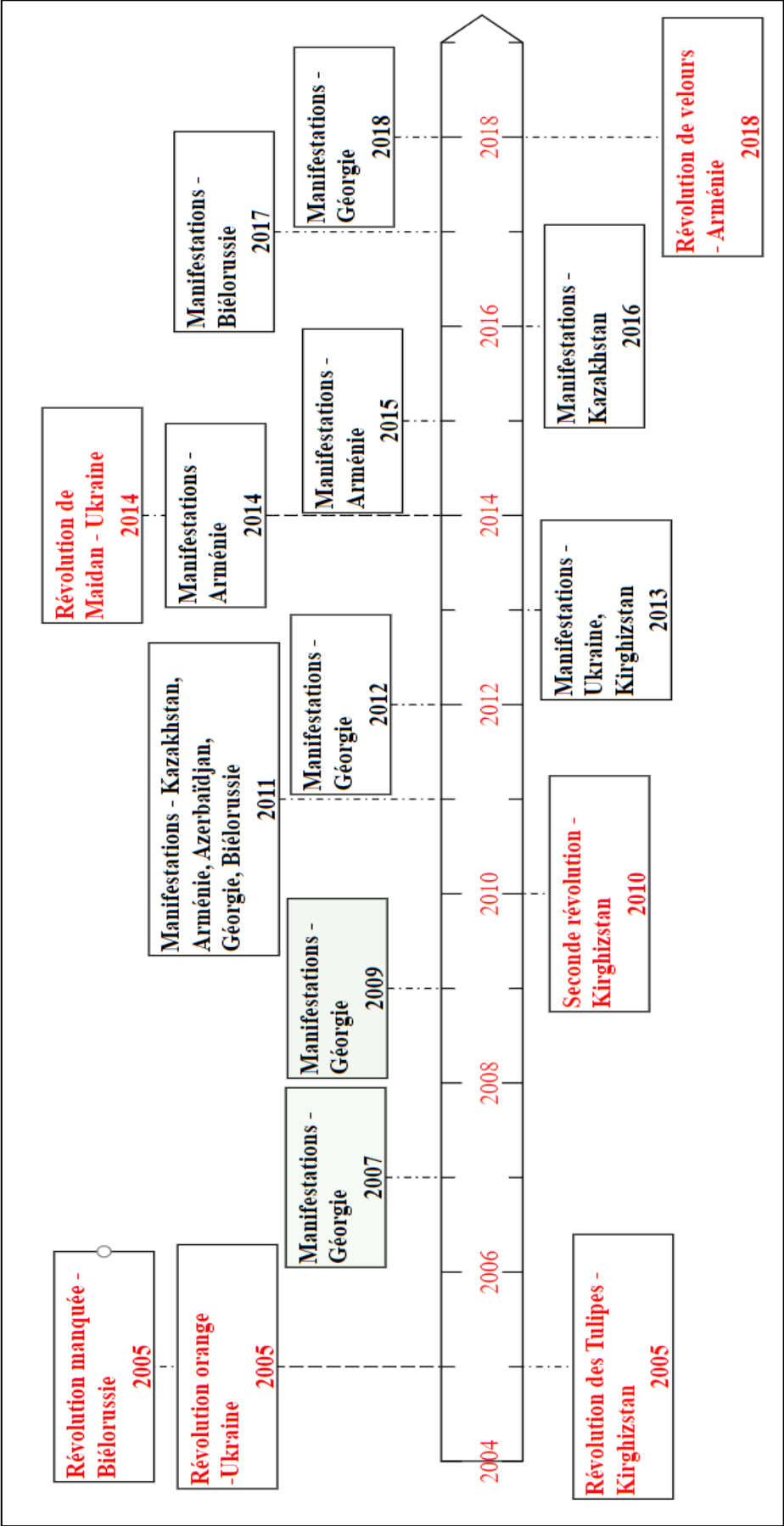


Tableau 37 : Classement des pays* par indice de bonheur** 2013-2017

Pays	2013-2015	2015-2017	Tendance
Ukraine	123	138	Négative
Arménie	121	129	Négative
Géorgie	126	128	Stable
Kirghizstan	85	92	Négative
Azerbaïdjan	81	87	Négative
Tadjikistan	100	80	Positive
Biélorussie	61	73	Négative
Turkménistan	65	68	Stable
Moldavie	55	67	Négative
Kazakhstan	54	60	Négative
Ouzbékistan	49	44	Positive
Russie	56	59	Stable

*Evaluation réalisée dans 156 pays.

** La fiabilité des sondages n'est pas homogène, et ceux réalisés dans des pays où la parole n'est pas libérée, comme en Ouzbékistan, peuvent être moins représentatifs de la réalité.

Source : World Happiness Report 2016, World Happiness Report 2018 Il faudrait quand même insérer une petite note critique sur ce curieux indicateur...

A l'exception du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan (avec la Russie, aussi le pays le « plus heureux » de la sphère russe) et du Turkménistan, les Etats non démocratiques d'Eurasie connaissent des épisodes de contestations populaires plutôt récurrents. Depuis 2004, la Biélorussie n'en a connu qu'un (manifestations en 2017) ; Le Kazakhstan en 2016 a fait face à une vague de manifestations inédites contre une réforme agraire, depuis suspendue, qui a conduit le président kazakh à faire un parallèle entre la crise ukrainienne et les démonstrations dans son pays³⁶⁰. La population kazakhe se perçoit néanmoins comme l'une des plus heureuses,

³⁶⁰ Kazakh leader evokes Ukraine as land protests spread. In : Reuters [en ligne]. 2016. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-kazakhstan-protests-president-idUSKCN0XS1E1>.

ou moins malheureuses, de la sphère régionale russe, loin devant l'Ukraine. Depuis le massacre de Zhanaozen en 2011 perpétré par les forces de l'ordre, le Kazakhstan a fait le choix d'une gestion plus pacifique des démonstrations populaires, reconnaissant ainsi les effets négatifs sur le long terme de l'usage systématique de la violence. Le Kirghizstan (deux révolutions, deux manifestations de masse) et l'Arménie (une révolution et deux manifestations de masse) sont les pays actuellement les plus instables, et parmi les plus malheureux.

La « phase d'effervescence » peut contenir plus d'un épisode révolutionnaire, dans le cas où les révolutions ont échoué à détruire, dans la durée, l'ancien système. Une révolution s'est produite en Arménie en 2018, mais cela ne signifie pas que la phase d'effervescence soit terminée.

Notons enfin que le phénomène de « contagion révolutionnaire » est bien présent dans l'espace régional russe. En 2005, 2011 et 2013-2015 plusieurs vagues de contestations ont eu lieu en Europe orientale, dans le Caucase et en Asie centrale, mais pour des motifs spécifiques aux conditions politiques et sociales de chacun de ces pays. Face au phénomène de contagion, la nature de l'élément déclencheur du mouvement contestataire est donc secondaire : que les populations d'Asie centrale n'aient pas l'ambition d'intégrer l'UE ne signifie pas qu'elles ne soient pas sensibles à la dynamique contestataire, et l'adaptent à leurs propres exigences sociales et politiques.

En dernier lieu, nous voudrions souligner l'absence de lien direct entre démocratie et transparence d'un côté, et satisfaction de la population de l'autre : ainsi la Géorgie, le pays le plus avancé dans le processus de démocratisation, est également l'un de ceux qui se perçoit le plus négativement (3^e rang de la sphère régionale) ; au contraire, l'Ouzbékistan, le deuxième pays le plus autoritaire après le Tadjikistan et l'un des plus corrompus, serait le pays avec le plus haut niveau de bonheur ou de satisfaction. Nous pouvons considérer qu'il s'agit soit d'une faille du classement, qui, en se préoccupant davantage de facteurs économiques minimise l'impact du système politique sur la satisfaction populaire, soit que le rapport entre démocratie et satisfaction n'est pas mécanique.

En conclusion, tous les pays de la sphère régionale russe ne sont pas également vulnérables face à la révolution ukrainienne. Il faut également prendre en compte l'actualité

politique du pays, les manifestations et révolutions apparaissant plus fréquemment au moment d'élections contestées. C'est néanmoins au sein des régimes les plus autoritaires de la région que la crainte d'une révolution semble la plus forte, indépendamment des quelques indicateurs de mécontentement populaire disponibles : depuis 2014 le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Turkménistan et la Biélorussie ont ainsi durci leur régime ; le Kazakhstan, le Tadjikistan et la Biélorussie ont particulièrement réduit les libertés civiles, d'après le classement de *The Economist Group*. Si cette tendance traduit une inquiétude face aux mouvements protestataires civils, alors nous pouvons considérer que ces trois pays sont particulièrement concernés par la crise ukrainienne.

Annette Bohr a ainsi résumé la situation en Asie centrale³⁶¹ : « The Ukrainian crisis has put Central Asia's authoritarian leaders in a double bind: while they are concerned about Moscow's military show of power in Crimea, they are also keen to downplay popular revolts that end in the ouster of a corrupt and iron-fisted leader of an independent state within Russia's orbit. » Cette ambivalence peut en fait s'appliquer à la plupart des Etats hybrides ou autoritaires de la sphère régionale russe. La façon dont les relations entre la Russie et les pays de sa sphère régionales ont été influencées par la crise ukrainienne peut ainsi se résumer à la question suivante : l'enjeu le plus pressant est-il une ingérence russe ou l'éruption d'un mouvement révolutionnaire ? Si la réponse pour certains pays est sans équivoque, elle est beaucoup plus nuancée pour d'autres, et explique ainsi les positions officielles vagues de certains gouvernements.

2.3. La crise ukrainienne, une opportunité de rapprochement avec la Russie pour certains pays ?

Si la crise ukrainienne a causé des tensions diplomatiques entre la Russie et la majorité des pays de sa sphère régionale, il faut néanmoins mentionner que pour certains Etats, elle n'a eu aucun impact. Les gouvernements de ces pays se sentent à la fois peu concernés par le risque d'une invasion russe et cherchent aussi à se rapprocher de Moscou, qui a accueilli favorablement, dans un contexte d'isolation diplomatique avec les pays occidentaux, toute tentative de rapprochement. C'est particulièrement le cas de la Mongolie, et de l'Ouzbékistan. Leurs relations avec Moscou sont motivées par des enjeux différents.

³⁶¹ BOHR, Annette, 2014. Crisis in Ukraine: The View from Central Asia. In : *Chatham House* [en ligne]. 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.chathamhouse.org/node/13314>.

En Mongolie, il s'agit de bénéficier de la puissance économique (en comparaison de la Mongolie) de la Russie, pour améliorer notamment les infrastructures du pays. Dès le mois de mai 2014, soit deux mois après l'annexion de la Crimée, et à l'occasion d'un sommet régional, la Mongolie signale à la Russie son souhait d'améliorer la coopération bilatérale et les connexions ferroviaires entre les deux pays, qui permettrait à la Mongolie de devenir un espace de transit de marchandises entre la Russie et la Chine.³⁶², et plus généralement de profiter des opportunités géopolitiques et économiques régionales sans menacer la souveraineté du pays. La Mongolie n'ayant jamais été intégrée à l'URSS, Moscou préférant l'utiliser comme espace tampon vis-à-vis de la Chine, il est probable qu'une invasion russe, ou le déploiement d'une guerre hybride, n'apparaisse comme un scénario peu réaliste en Mongolie. Ainsi, la crise ukrainienne n'a pas affecté la politique de rapprochement russo-mongole initiée par Vladimir Poutine au début des années 2000, et depuis 2014, les deux Etats se sont entendus pour améliorer leurs relations, notamment dans les secteurs économique et militaire.

Il faut enfin mentionner le cas de l'Ouzbékistan, dont les relations avec la Russie évoluent indépendamment de la crise ukrainienne, puisque le rapprochement russo-ouzbek plutôt spectaculaire de ces dernières années relève surtout du changement de dirigeant en Ouzbékistan. Ce rapprochement faisant l'objet d'une analyse ultérieure, nous nous contenterons de souligner que dans ce cas, la crise ukrainienne ne semble avoir eu aucun impact sur ces velléités de rapprochement.

3. L'Union eurasiatique, une dynamique fragile entre la Russie et les pays voisins

Si le projet d'Union Eurasiatique a d'abord été formulé par le président kazakh Noursoultan Nazarbayev dans les années 1990, il est aujourd'hui interprété, y compris par le Kazakhstan, comme une nouvelle tentative de la Russie de reconquérir son ancienne influence. Entre opportunités économiques et dangers politiques, le projet d'Union Eurasiatique est traité

³⁶² CAMPI, Alicia, 2014. Mongolia Makes Moves to Reach out to Russia in Reaction to Ukraine Crisis. In : *Eurasia Daily Monitor* [en ligne]. 2014. Vol. 11, n° 101. Disponible à l'adresse : <https://jamestown.org/program/mongolia-makes-moves-to-reach-out-to-russia-in-reaction-to-ukraine-crisis/>.

avec une grande méfiance par ses pays membres, et peine à insuffler une véritable dynamique économiques entre les pays membres³⁶³.

3.1. L'Union Economique Eurasiatique (UEEA) et le projet d'Union Eurasiatique vu de Moscou

Instituée en 2014 et effective depuis le 1^{er} janvier 2015, l'Union Economique Eurasiatique doit servir deux desseins : assurer à la Russie des relations privilégiées avec ses pays voisins dans un cadre exempt de tout Etat concurrent, et formuler une nouvelle identité russe, plus seulement occidentale ou slave, mais eurasiatique, dans l'esprit du mouvement eurasiatique né dans les années 1920³⁶⁴. L'UEEA s'appuie sur plusieurs accords signés par le passé : la Communauté économique eurasiatique, créée en 2000 sous l'impulsion du président kazakh, l'Union douanière créée en 2010 et l'Espace économique commun, entré en vigueur en 2012, les deux dernières institutions réunissant la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie. L'UEEA est actuellement composée de la Biélorussie, de la Russie, de l'Arménie, du Kazakhstan, et du Kirghizstan. Le fonctionnement de l'UEEA s'inspire largement de l'Union Européenne, et est composé de quatre organes :

- le Conseil économique eurasiatique suprême, formé par les dirigeants des Etats membres
- le Conseil eurasiatique intergouvernemental
- la Commission économique eurasiatique, composée d'un Conseil de la commission, formé par les adjoints et vice premiers ministres des Etats membres, ainsi que le Comité de la commission.

Chaque année, un Etat membre assure la présidence du Conseil suprême, du Conseil intergouvernemental ainsi que du Comité de la commission.

Si la Mongolie a exprimé brièvement l'idée de rejoindre l'UEEA en 2016, des discussions ont été établies en 2017 sur un accord de libre-échange entre la Mongolie et l'UEEA, privilégiant ainsi pour le pays le statut de partenaire plutôt que membre. Le Tadjikistan, bien que membre de la CEI et d'autres organisations économiques régionales, n'a, en 2019, toujours pas intégré l'UEEA, arguant de sa faiblesse économique par rapport aux autres pays membres et craignant une situation défavorable à ses intérêts. En 2018, la Russie aurait suggéré au

³⁶³ VERCUEIL, Julien, [sans date]. L'Union économique eurasiatique : une intégration au prisme de la Russie. In : *Géoéconomie*. Vol. 71, n° 4, p. 167.

³⁶⁴ Si des similarités existent bien entendu entre ce projet et les théories de Douguine, il n'est cependant pas possible de conclure que le projet eurasiatique russe est le résultat de l'influence du théoricien, celui-ci n'ayant pas l'exclusivité d'une telle vision de la stratégie régionale russe.

Tadjikistan de prendre le statut d'observateur. Mi-2019, le président ouzbek durant son discours devant le Sénat, affirme que l'Ouzbékistan pourrait accéder plus difficilement à ses marchés à l'export traditionnels, et propose comme solution de rejoindre l'UEEA, dans la droite ligne du rapprochement russo-ouzbek observé depuis l'accession au pouvoir de Shavkat Mirziyoyev en 2016.

En outre, la Russie négocie des accords de libre-échange entre l'UEEA et plusieurs pays, appuyant les ambitions internationales de la Russie. La Chine a ainsi signé un accord de libre-échange en mai 2018, précédée par le Vietnam en 2016.

Figure 70 : Carte des accords de l'UEEA



Source: Dezan Shira and Associates, Russia Briefing

L'UEEA sert, à Moscou, une double ambition :

- Via un rapprochement économique, appuyer la politique étrangère de Moscou sur la scène internationale. Rilka Dragevna souligne ainsi l'instrumentalisation de l'UEEA par le pouvoir russe : « An examination of the EAEU's external dealings, however, reveals political motivations and power asymmetries even more severe than those manifest in the bloc's internal dynamics. The EAEU is fundamental to Russia's strategy of realizing its global aspirations. Its external relations reflect Moscow's strategic priorities³⁶⁵ ». En effet, la carte ci-dessus permet de réaliser en un seul regard que la totalité des pays négociant avec l'UEEA un accord de libre-échange font également l'objet d'une attention soutenue de la part de Moscou.

- Favoriser l'intégration régionale des pays voisins dans une organisation contrôlée par Moscou. Dans cette perspective, Moscou souhaiterait faire évoluer l'UEEA vers une union politique. En 2011, un an après la création de l'Union douanière entre la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, Vladimir Poutine, alors premier ministre, explicite davantage sa vision de l'Union Eurasiatique³⁶⁶, proposant une union supranationale de « Lisbonne à Vladivostok » : « Nous proposons un modèle d'union supranationale puissante pouvant devenir l'un des pôles du monde moderne et jouer en même temps le rôle d'un "lien" efficace entre l'Europe et la dynamique région Asie-Pacifique³⁶⁷[...] nous avons invité les Européens à réfléchir ensemble à la création d'une communauté économique harmonieuse de Lisbonne à Vladivostok, à une zone de libre-échange et aussi des formes d'intégrations plus avancées³⁶⁸ ».

Il promet également une union eurasiatique plus efficace que l'UE, et une intégration plus rapide, témoignant de son implication dans le projet : « Il a fallu 40 ans à l'Europe pour passer de la Communauté européenne du charbon et de l'acier à l'Union Européenne complète. La création de l'Union douanière et de l'Espace économique commun évolue à un rythme beaucoup plus rapide parce que nous avons tiré les conséquences des tentatives de l'Union Européenne et d'autres associations régionales. Nous voyons leurs forces et faiblesses. Et c'est

³⁶⁵ DRAGEVNA, Dilka, 2018. The Eurasian Economic Union: Putin's Geopolitical Project. In : *Foreign Policy Research Institute* [en ligne]. Octobre 2018. [Consulté le 26 août 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.fpri.org/wp-content/uploads/2018/10/rpe-6-dragevna-final2.pdf>.

³⁶⁶ POUTINE, Vladimir, 2011. Novyj integracionnyj proekt dlja Evrazii — budušee, kotoroe roždaetsja segodnja. In : *Izvestia* [en ligne]. Octobre 2011. Disponible à l'adresse : <https://iz.ru/news/502761#ixzz1s03GRcgw>.

³⁶⁷ *My predlagaem model' mošnogo nadnacional'nogo ob"edinenija, sposobnogo stat' odnim iz poljusov sovremennogo mira i pri ètom igrat' rol' èffektivnoj «svjazki» meždju Evropoj i dinamičnym Aziatsko-Tihookeanskim regionom.*

³⁶⁸ *my predložili evropejcam vmeste podumat' o sozdanii garmoničnogo soobšestva èkonomik ot Lissabona do Vladivostokab o zone svobodnoj torgovli i daže bolee prodvinutyh formah integracii*

un avantage indéniable puisque cela signifie que nous sommes en position d'éviter les erreurs et les superstructures bureaucratiques non nécessaires³⁶⁹. »

Le discours de V. Poutine en 2018, pour l'année de la présidence russe de l'UEEA, témoigne également de ses ambitions d'intégration politique et financière au sein de l'union (sans rementionner l'idée d'une union économique entre l'Europe et l'Eurasie) qui viennent clôturer son discours : « Russia stands for the consistent strengthening of the EAEU's supranational potential, in particular, expanding the competencies of the Eurasian Economic Commission. By doing this we will encourage a closer alignment of the EAEU economies and the maximum application of their capabilities for addressing common integration tasks³⁷⁰. » Alors qu'il est bien connu que le président Poutine a affirmé qu'il n'était pas envisageable de recréer une URSS, son projet d'union politique au sein d'une Union Eurasiatique confirme ses ambitions hégémoniques dans cette région.

De même, la Russie tente depuis 2017 d'accélérer le processus d'intégration de l'Union entre la Biélorussie et la Russie, qui a peu évolué depuis sa création en 1999. Les deux présidents se sont rencontrés en décembre 2018 pour évoquer le sujet, mais les réticences biélorusses freinent le processus. Face aux insistances russes, des rumeurs concernant un projet d'annexion de la Biélorussie ont circulé dans les médias occidentaux, bien qu'il soit improbable qu'en l'état, la Russie prenne le risque de s'aliéner la population biélorusse uniquement pour implémenter l'accord.

3.2. *L'Union Economique Eurasiatique, dangers politiques et opportunités économiques*

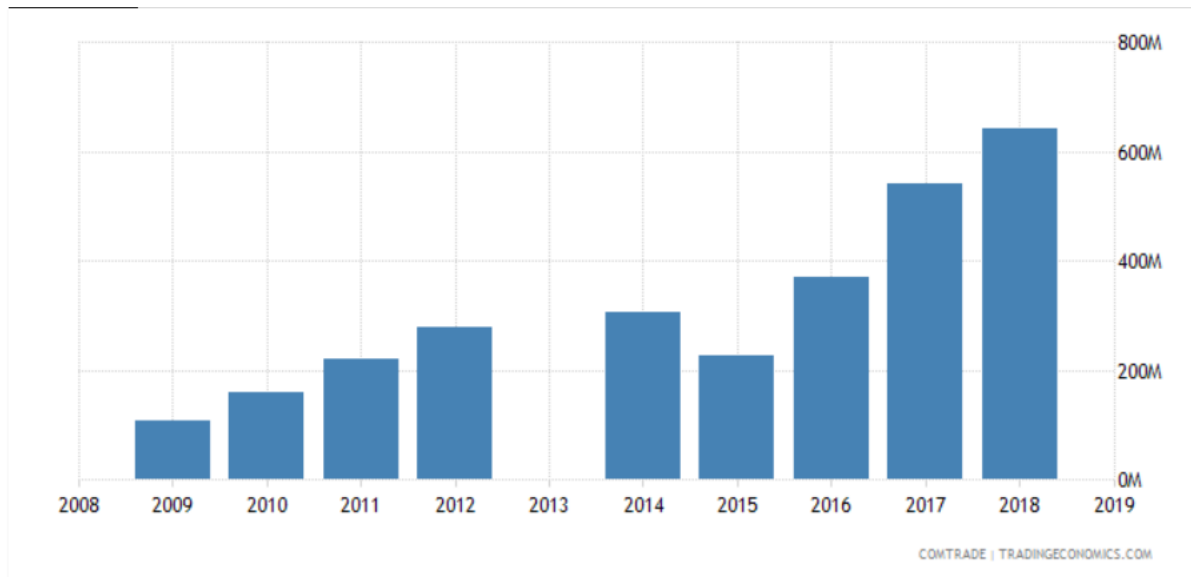
L'UEEA étant une organisation récente, dont les débuts ont été affectés par la crise économique de 2014, les estimations relatives aux bénéfices ou préjudices économiques de l'adhésion à l'union sont multiples et relèvent encore de pronostics. Nous privilégierons une approche plus géopolitique et nous contenterons de rappeler, s'agissant de la dimension économique, les principaux axes de réflexion.

³⁶⁹ *V svoe vremja evropejcam potrebovalos' 40 let, čtoby projti put' ot Evropejskogo ob"edinenija uglja i stali do polnocennogo Evrosojuza. Stanovlenie Tamožennogo sojuza i EEP idet gorazdo dinamičnee, poskol'ku učityvaet opyt ES i drugih regional'nyh ob"edinenij. My vidim ih i sil'nye, i slabye storony. I v ètom naše očevidnoe preimušestvo, pozvoljajušee izbežat' ošibok, ne dopustit' vosproizvodstva raznogo roda bjurokatičeskih navesov*

³⁷⁰ Message from President of Russia to heads of Eurasian Economic Union member states • President of Russia. In: *President of Russia* [en ligne]. Janvier 2018. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/56663>.

La libre circulation des biens devrait permettre à terme une hausse des échanges entre les pays membres. Ainsi, l'Arménie par exemple, semble déjà profiter d'une hausse significative de ses exportations à destination de la Russie, point que le gouvernement arménien a pris soin de mettre en avant.

Figure 71 : Exportations de l'Arménie vers la Russie 2009-2018



Source : Tradingeconomics

En outre, la libre circulation des migrants prévue devrait également permettre une hausse des revenus liés aux migrants, desquels dépendent fortement l'Arménie et le Kirghizstan. Le Kirghizstan reçoit par ailleurs des subventions et diverses aides de la part de l'UEEA et de ses pays membres : en 2017 par exemple, le Kazakhstan et le Kirghizstan ont signé un accord relatif à la provision, par Astana, d'un soutien technique et financier à Bishkek³⁷¹ pour faciliter l'adaptation du pays aux normes de l'UEEA. Pour l'Arménie et le Kirghizstan, les deux économies les plus pauvres de l'UEEA, les considérations sécuritaires et diplomatiques ont aussi pesé dans leur adhésion à l'union³⁷². La sécurité du gouvernement kirghize, alors que le

³⁷¹ EURASIAN COMMISSION, 2017. Kyrgyzstan will get assistance from Kazakhstan in adaptation of the country's economy to the requirements of the EAEU. In : [en ligne]. 2017. Disponible à l'adresse : <http://www.eurasiancommission.org/en/nae/news/Pages/17-03-2017-2.aspx>.

³⁷² MOSTAFA, Golam et MAHMOOD, Monowar, 2018. Eurasian Economic Union: Evolution, challenges and possible future directions. In : *Journal of Eurasian Studies*. Juillet 2018. Vol. 9, n° 2, p. 163-172. DOI [10.1016/j.euras.2018.05.001](https://doi.org/10.1016/j.euras.2018.05.001).

pays est très instable politiquement et de l'Etat arménien, en conflit avec l'Azerbaïdjan, dépend en grande partie du soutien russe.

A l'exception des risques de préjudices ou d'absence de véritables gains économiques qui fait l'objet de nombreux débats au sein des pays membres et en Europe, l'UEEA crée une vulnérabilité politique incontestable pour les quatre pays. En effet, le contexte régional (la guerre en Ukraine, les ambitions du président russe à l'égard de l'UEEA) et le spectre de l'URSS alimentent les craintes liées à une perte de souveraineté des pays membres au profit de la Russie. En octobre 2011 et quelques jours après la parution de l'article de Vladimir Poutine sur sa vision globale de l'Union Eurasiatique dans le quotidien *Izvestia* (cité supra), le président kazakh livre dans le même média³⁷³ sa vision du projet, insistant sur la nécessité de construire une union eurasiatique sur la base d'un « pragmatisme économique » avant de prendre en compte les « facteurs civilisationnels et culturels ». S'adressant de manière à peine voilée à la partie russe, le président kazakh insiste sur le concept « d'intégration volontaire », seul chemin menant à la prospérité des peuples selon lui, et sur le principe de non-ingérence et de respect de souveraineté entre les Etats membres. Son souci de rappeler ces principes révèle ainsi les tensions politiques entourant le fonctionnement de l'UEEA.

La proximité politique et économique avec la Russie, depuis la chute de l'URSS et particulièrement depuis le renouveau d'une ambition d'influence sous Vladimir Poutine, est pour les pays de sa sphère régionale vecteur à la fois d'opportunités et de craintes. La crise ukrainienne a sans aucun doute contribué à raviver les tensions entre la Russie et les pays de sa sphère régionale, en premier lieu l'Ukraine, mais également les pays tournés vers l'Occident et intégrés au système euro-atlantique. Néanmoins et s'agissant des autres pays, plus dépendants de la Russie et disposant de moins d'alternatives diplomatiques et économiques que les pays d'Europe centrale et orientale, la crise ukrainienne ne semble pas avoir fondamentalement affecté leurs relations avec Moscou. L'entrée en vigueur de l'UUEA en 2014, deux mois après l'annexion de la Crimée, et en dépit de l'approche précautionneuse de la Biélorussie et du Kazakhstan, témoigne du statut complexe que possède la Russie dans son espace régional, particulièrement auprès des pays à régime autoritaires. Pour ces Etats, la Russie constitue autant

³⁷³ NAZARBAYEV, Noursoultan, 2011. *Evrazijskij Sojuz: ot idei k istorii budušego*. In : *Izvestia* [en ligne]. Octobre 2011. Disponible à l'adresse : <https://iz.ru/news/504908>.

une menace potentielle à leur souveraineté qu'un soutien face aux aspirations démocratiques populaires qui menacent les élites au pouvoir. Après 2014, la Russie dispose encore d'atouts à l'échelle régionale, et la crise ukrainienne n'a pas eu raison de la nécessaire proximité entre elle et les Etats autoritaires voisins.

Chapitre 10 : Prioriser et cibler, une politique régionale plus pragmatique

L'intervention militaire russe dans l'est de l'Ukraine en 2014 a conduit plusieurs acteurs et observateurs internationaux à prédire des opérations similaires dans d'autres pays géographiquement proches : en Géorgie, en Pologne et dans les trois pays baltes. Face à la question « Pourquoi la Russie envahirait-elle les pays baltes ? », nombreux sont ceux à considérer uniquement la capacité matérielle de la Russie plutôt que sa motivation³⁷⁴. Après les interventions militaires en Tchétchénie, en Géorgie et en Ukraine, la propension russe à user de la force militaire dans son espace régional est indéniable. En ce sens, la perception d'une Russie agressive vis-à-vis de ses voisins et nostalgique de l'URSS (combien de fois le commentaire de V. Poutine sur la chute de l'URSS constituant la « plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle » a-t-il été cité ?) supplante la question des intérêts sous-tendant une invasion militaire : si la Russie *peut*, il est alors probable qu'elle *fassse*.

Cela signifierait que, pour Moscou, le contrôle de chaque pays de sa sphère régionale revêt le même degré d'importance stratégique, et qu'elle formule une stratégie d'influence uniforme non pas dans les leviers utilisés, mais dans les objectifs visés. Pourtant, face à la montée des tensions sur le flanc occidental et prenant en compte les réalités géopolitiques de l'espace post-soviétique, la Russie a entrepris, et ce avant 2014, de focaliser ses tactiques d'influence sur des pays et secteurs clés.

Ce chapitre étudiera ces nouvelles priorités établies par le Kremlin, changeantes au gré des événements géopolitiques, mais révélatrices d'une adaptation progressive à la fois à la relative faiblesse de la Russie dans sa sphère régionale et aux nouveaux enjeux géopolitiques régionaux.

1. La focalisation des efforts russes avant 2014

³⁷⁴ Henry Wilkinson, consultant britannique spécialisé dans l'analyse des risques géopolitiques et intervenant régulièrement au Parlement britannique répliquait ainsi « Pourquoi pas ? ».

Suivant cet angle de lecture de la politique régionale russe, la question des ambitions et des réalités s'impose naturellement. Où et pourquoi la Russie devrait-elle déployer ses tactiques d'influence ? Y est-elle parvenue ?

Les analyses concernant les Etats clés, ou pivots, englobant toute la sphère régionale sont rares. Z. Brzezinski a tout de même consacré une partie de son ouvrage *le Grand Echiquier*, paru en 1997, à définir –du point de vue américain- les Etats pivots de l'espace eurasiatique russo-centré, que nous comparerons avec l'analyse conjointe de Marlène Laruelle et Alexander Cooley en 2013 sur la réalité de l'influence et efforts russe en Asie centrale.

1.1. Z. Brzezinski et les « Etats pivots » : l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan

Z. Brzezinski précise dans son ouvrage *Le Grand Echiquier* la notion d'Etat pivot : « les États dont l'importance tient "moins à leur puissance réelle et à leur motivation qu'à leur situation géographique sensible et à leur vulnérabilité potentielle, laquelle influe sur le comportement des acteurs géostratégiques³⁷⁵. » Concernant notre région d'étude, le politologue distingue quatre Etats pivots : l'Ukraine qui constitue « l'enjeu essentiel », suivi de l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan et dans une moindre mesure le Kazakhstan. Il mentionne aussi brièvement les pays de la sphère régionale russe les plus dépendants de Moscou, la Biélorussie et le Tadjikistan, les seuls disposés à former une alliance militaire avec la Russie.

- L'Ukraine : Plusieurs facteurs déterminent la position unique de l'Ukraine pour Brzezinski. En premier, l'appartenance au « monde russe » : « En revanche, l'intégration de l'Ukraine bouleverse les certitudes les plus enracinées. L'admettre, c'est reconnaître que le destin de ce pays ne dépend plus d'un lien organique avec la Russie. » « L'apparition d'un Etat ukrainien indépendant constitue une régression géopolitique radicale qui a contraint les Russes à s'interroger sur les fondements de leur identité politique et ethnique » ; ensuite, la situation géopolitique du pays : « Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie. » « Pour Moscou, en revanche, rétablir le contrôle sur l'Ukraine, un pays de cinquante-deux millions d'habitants doté de ressources nombreuses et d'un accès à la mer Noire, c'est s'assurer les moyens de redevenir un État impérial puissant, s'étendant sur l'Europe et l'Asie. » L'enjeu géopolitique est ici double : il s'agit à la fois de légitimer l'existence d'un empire à cheval sur

³⁷⁵ Brzezinski, Zbigniew, 1997. *Le Grand Echiquier : l'Amérique et le reste du monde*. Bayard. S.l. : s.n. Actualité.

deux continents, mais aussi s'assurer un accès à la mer Noire, première étape à l'accès à la mer Méditerranée. Brzezinski note également la puissance démographique de l'Ukraine (cinquante-deux millions d'habitants à l'époque de l'écriture de l'ouvrage), ainsi que la richesse du pays en ressources naturelles (minerais, hydrocarbures, terres arables).

- L'Azerbaïdjan se démarque particulièrement en raison de deux critères : sa situation géopolitique : « L'Azerbaïdjan, en dépit de ses faibles dimensions et de sa population limitée, recouvre une zone névralgique, car elle contrôle l'accès aux richesses du bassin de la Caspienne et de l'Asie centrale. D'une part, Moscou détournerait à son avantage, les énormes richesses pétrolières du pays ; d'autre part, les Etats d'Asie centrale, même s'ils préservaient leur indépendance formelle, perdraient toute capacité d'initiatives. » ; « On peut le comparer à un « bouchon » d'importance vitale, permettant ou empêchant l'accès à la « bouteille » qui contient les richesses du bassin de la mer Caspienne et d'Asie centrale ». Ainsi, d'après Brzezinski, assurer l'indépendance du pays vis-à-vis de la Russie empêcherait cette dernière de détenir une influence trop importante par rapport aux Occidentaux sur les pays d'Asie centrale. La richesse en hydrocarbures est également une spécificité du pays : « (...) Moscou détournerait à son avantage les énormes richesses pétrolières du pays ».

- L'Ouzbékistan dispose d'une puissance régionale et démographique avec lesquelles il faut compter, faisant de ce pays un autre Etat pivot pour le politologue, mais d'une importance moindre que l'Ukraine et l'Azerbaïdjan : « L'Ouzbékistan, avec une population de vingt-cinq millions d'habitants beaucoup plus homogène et où le discours nationaliste puise dans l'exaltation de la grandeur passée, s'est fait le champion de l'indépendance régionale. (...) L'Ouzbékistan, le plus dynamique et le plus peuplé des pays d'Asie centrale serait l'obstacle majeur à une restauration du contrôle russe sur la région. »

- Le Kazakhstan est le dernier Etat pivot de la sphère régionale russe, car en dépit de sa puissance démographique et de la richesse de son sol, Brzezinski considère que la diversité ethnique du pays pourrait être un facteur de troubles, et donc un frein au développement du pays et la mise en valeur de ses richesses : « On peut donc s'attendre à une intensification des frictions nationalistes et linguistiques au Kazakhstan, grand pays doté de formidables ressources naturelles et dont les vingt millions d'habitants se répartissent à peu près également entre Kazakhs et Slaves. »

Toutes les prévisions de Brzezinski n'ont pas survécu à l'épreuve du temps : le Kazakhstan est en effet devenu un acteur politique plus influent que l'Ouzbékistan, l'impact de la diversité ethnique sur l'unité de la nation ayant été surestimé. En revanche, son examen des atouts géopolitiques, immuables, de ces pays reste pertinent ; il nous fournit de plus des indications précieuses quant aux objectifs que pourraient poursuivre le Kremlin.

1.2. M. Laruelle, A. Cooley et la hiérarchisation des Etats d'Asie centrale : influence « focalisée » sur le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizstan

M. Laruelle et A. Cooley ont rédigé en 2013 un mémoire sur la stratégie russe en Asie centrale intitulé « *The Changing Logic of Russian Strategy in Central Asia : From Privileged Sphere to Divide and Rule ?* » qui détaille pays par pays les ambitions russes dans la région. Les auteurs défendent la théorie que la Russie ne cherche plus à exercer une influence globale sur la région, mais se concentre sur certains pays en particulier, dans une nouvelle logique hiérarchique : « (...) recent Russian policy toward Central Asia marks not a decline but a distinct shift in strategic logic—from one that emphasizes regional mediation and maximizing influence across the whole region to a more focused logic of hierarchy that seeks to support selected states with more focused instruments ». Cette théorie s'applique tout aussi bien à la stratégie régionale globale de la Russie, et est au cœur de notre approche. Laruelle et A. Cooley traitent dans cet article non pas des Etats pivots qui, par leur situation géopolitique ou leurs richesses naturelles représentent un enjeu stratégique pour Moscou, mais les pays sur lesquels Moscou a désormais choisi de concentrer ses efforts en prenant en compte la marge de manœuvre dont elle dispose. Cette approche est donc différente de celle de Brzezinski.

Les auteurs proposent une classification des pays comme suit : en premier lieu le Kazakhstan « partenaire privilégié³⁷⁶ » de Moscou, puis le Kirghizstan et le Tadjikistan en tant que « clients classiques » et enfin l'Ouzbékistan et le Turkménistan comme des « états plus indépendants ». Les trois pays principaux sur lesquels la Russie cherche à exercer une « influence focalisée » sont donc le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. L'analyse se concentre particulièrement sur l'évolution des relations avec l'Ouzbékistan et le Kirghizstan,

³⁷⁶ LARUELLE, Marlène et Cooley, Alexander, 2013. *New Policy Memo: The Changing Logic of Russian Strategy in Central Asia: From Privileged Sphere to Divide and Rule?* [en ligne]. PONARS Eurasia. Policy Memo, 261. Disponible à l'adresse : <http://www.ponarseurasia.org/article/new-policy-memo-changing-logic-russian-strategy-central-asia-privileged-sphere-divide-and>.

les auteurs considérant que le rapprochement russo-kyrghyze de 2012 est à mettre sur le compte du refroidissement des relations russo-ouzbèkes.

Si l'Ouzbékistan apparaît également comme un acteur clé dans la stratégie de puissance de Moscou, les auteurs ont cependant insisté sur cette solution de repli pensée par la Russie qui consiste à projeter ses efforts sur un autre pays, en l'occurrence le Kirghizstan.

La démarche de repli sur le Kirghizstan pour compenser l'absence de succès en Ouzbékistan, soulignée par M. Laruelle et A. Cooley apparaît tout à fait typique de la stratégie russe lorsqu'elle est confrontée à des échecs. Dans le sud Caucase ou en Europe, l'incapacité de Moscou à contrôler certains espaces clés, comme l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ukraine, l'a conduite à formuler des tactiques d'influence ou de déstabilisation à la périphérie de l'objectif. L'on peut envisager sous cet angle les relations avec l'Arménie, seul pays du Caucase à maintenir des liens forts avec Moscou, et qui, pour cette seule raison, devient une priorité russe ; de même, le soutien à l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, dont la sécession de facto de la Géorgie a affaibli le gouvernement géorgien enclin à se rapprocher du système euro-atlantique, s'apparente à une tactique de déstabilisation de la Géorgie.

2. Depuis 2014, sécurité et hydrocarbures, au cœur des préoccupations russes

Face à la situation géopolitique post-2014, la première priorité de l'Etat russe est d'assurer sa sécurité tout en élaborant une stratégie de puissance qui ne repose plus sur ces pays que Moscou perçoit comme des menaces.

2.1. Réduire la dépendance russe vis-à-vis des pays « hostiles » : le cas de l'Ukraine, des pays baltes et de la Géorgie

Pour minimiser les pertes géopolitiques liées à l'hostilité des pays « antirusse » (les pays baltes, la Pologne, l'Ukraine et la Géorgie), la Russie tente de réduire leur poids régional, particulièrement dans le domaine énergétique et commercial. C'est ainsi que la Russie entreprend d'améliorer sa façade maritime balte, pour ne plus dépendre des ports des trois pays baltes, initialement plus développés que les siens³⁷⁷. Dans la sphère énergétique, la Russie

³⁷⁷ RADVANYI, Jean, 2017. La façade balte, nouveaux enjeux, nouveaux défis. In : *Rapport annuel de l'Observatoire franco-russe*. 2017.

entend réduire sa dépendance à l'Ukraine, pays de transit de la majorité du gaz russe à destination du marché européen avec le projet Nord Stream 2. Actuellement, le pipeline Brotherhood, qui traverse l'Ukraine, dispose d'une capacité annuelle de plus de 100 milliards de m³ annuels, contre 55 milliards de m³ pour Nord Stream. Le projet Nord Stream II doublerait les capacités du réseau, les portant à 110 milliards de m³/an. Cela permettrait ainsi à Moscou de réduire le flux transitant par l'Ukraine, sans toutefois le supprimer complètement. En 2018, un membre de Gazprom, principal actionnaire de Nord Stream II, a même avancé l'idée d'un Nord Stream III, qui cette fois pourrait permettre à ce réseau de la mer Baltique de complètement remplacer Brotherhood. Considérant les tensions politiques occasionnées par le projet Nord Stream II, auquel de nombreux pays sont opposés (pays baltes, Pologne, Etats-Unis par exemple) il est peu probable qu'un troisième projet de Nord Stream voit le jour à court terme. Il témoigne néanmoins de la volonté russe de trouver une nouvelle route d'hydrocarbures excluant l'Ukraine ce qui peut aussi être réalisé grâce aux projets russo-turcs.

Malgré tout, il est improbable que Moscou ait abandonné toute ambition d'influence et de contrôle vis-à-vis de la Pologne et des pays baltes. Des études démontrent en effet le soutien du Kremlin à des groupes politiques d'opposition ou des ONG locales³⁷⁸ dans l'espoir d'orienter leur politique étrangère vers une position plus ouverte aux relations avec Moscou. Les efforts de rapprochement russo-polonais effectués par le Kremlin en 2010 témoignent également de l'intérêt constant de la Russie à l'égard de la Pologne.

2.2. Les « petits » pays au cœur de la stratégie de sécurité de la Russie

Depuis 2010, ainsi que le souligne Isabelle Facon, la Russie s'est engagée dans la consolidation de sa puissance militaire à l'échelle régionale, et cette tendance a été renforcée à la suite de la crise ukrainienne. Percevant une menace de plus en plus grande venant de l'Occident, la Russie semble conserver cette « peur de l'encerclement », théorisée par plusieurs chercheurs.

Les flancs européen et caucasien sont une priorité pour Moscou, ce qui apparaît clairement dans sa doctrine militaire mise à jour en 2014. La stratégie de sécurité de Moscou

³⁷⁸ The Kremlin's Millions, and its support of pro-Russian activists in the Baltics. In : *Baltic Times* [en ligne]. Septembre 2015. Disponible à l'adresse : https://www.baltictimes.com/kremlin_s_millions/.

dans cette région repose en Europe principalement sur l'exclave de Kaliningrad, que Moscou soutient financièrement et qui fait l'objet d'une militarisation particulièrement conséquente, et sur la Biélorussie, dernier allié militaire de la Russie à l'ouest. L'Arménie, avec ses bases militaires, peut sans doute jouer un rôle analogue sur le flanc sud.

La Russie se repose aussi sur les régions séparatistes des pays de l'ancien bloc soviétique, soutenues à des degrés divers par Moscou en échange de la présence de troupes militaires russes : la Transnistrie, l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud, et l'est de l'Ukraine. La militarisation russe de ces espaces est une réponse directe à l'activité croissante de l'OTAN aux frontières de la Russie. La doctrine militaire russe de 2014 fait ainsi, à plusieurs reprises, références aux activités de l'OTAN, : « The tasks of the military-political cooperation of the Russian Federation are [...] to establish and develop allied relations with the member states of the CSTO and the member states of the CIS, with the Republic of Abkhazia and the Republic of South Ossetia, as well as relations of friendship and partnership with other states; [...] The main priorities of military-political cooperation shall include [...] with the Republic of Abkhazia and the Republic of South Ossetia – ensuring common defense and security³⁷⁹ ». En consultant les doctrines militaires précédentes, nous avons constaté que les régions séparatistes de la Géorgie n'y étaient pas mentionnées. Leur apparition dans ce document illustre donc la résurgence du concept de « zone tampon » dans la stratégie de sécurité de la Russie, tactique classique qu'elle a utilisée à plusieurs reprises au cours de son histoire impériale et soviétique.

Bien que l'Europe et le Caucase soient une priorité, on note aussi un regain d'activité en Asie centrale, officiellement mis sur le compte de la présence de l'Etat Islamique en Afghanistan, mais que l'on pourrait aussi mettre en lien avec la percée militaire de la Chine dans la région.

Le Tadjikistan et le Kirghizstan portent la majeure partie de la stratégie militaire russe en Asie centrale. C'est en effet au Tadjikistan que se trouve l'un des plus gros contingents russes à l'étranger, et le Kirghizstan a été l'un des premiers pays à accueillir une base militaire russe. Ces pays sont ainsi les seuls de la région à accueillir des bases opérationnelles à l'échelle

³⁷⁹ THE MILITARY DOCTRINE OF THE RUSSIAN FEDERATION. In: *Embassy of the Russian Federation to the United Kingdom* [en ligne]. décembre 2014. Disponible à l'adresse : <http://rusemb.org.uk/press/2029>.

régionale (la base militaire au Kazakhstan est spatiale, et ne participe donc pas de la stratégie de sécurité régionale).

Il est intéressant de noter qu'en dépit de leur grande dépendance vis-à-vis de la Russie, et de la présence de troupes militaires russes sur leur sol, le Tadjikistan et le Kirghizstan disposent d'une certaine marge de manœuvre dans leur stratégie de politique étrangère ; ainsi, aucun des deux n'a soutenu l'annexion de la Crimée lors du vote sur ce sujet à l'ONU. Le Tadjikistan, bien qu'invité par les autres pays membres à rejoindre l'Union Economique Eurasiatique créée par le Kazakhstan, la Russie et la Biélorussie en 2015, n'a toujours pas accepté d'y adhérer en 2018. De plus le Kirghizstan est parvenu à monnayer la présence militaire russe sur son territoire : en 2012 et 2018, la Russie a ainsi annulé une partie de la dette kirghize en échange d'accords militaires et énergétiques permettant à la Russie de consolider son influence dans le pays.

Depuis 2009-2010 et surtout à partir de 2014, la Russie a entrepris de renforcer sa présence militaire à l'étranger, et cela passe principalement par la création de nouvelles bases, l'extension des bases, le renforcement des contingents militaires sur place et la multiplication des exercices militaires. A l'heure actuelle, la Russie dispose de bases militaires -aériennes, spatiales ou terrestres- en Eurasie dans les pays suivants : la Biélorussie, l'Ukraine (si on inclut la base de Sébastopol en Crimée), la Moldavie (en comptant la base militaire en Transnistrie) l'Arménie, la Géorgie (en incluant les bases en Abkhazie et en Ossétie), le Tadjikistan, le Kazakhstan et le Kirghizstan. En Arménie, le bail de la base militaire de Giumri a été prolongé jusqu'en 2044 ; les bases militaires de l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie ont été établies en 2009 ; en 2013-2014, la Russie a également commencé les travaux pour une base militaire situé à 25 km de la frontière ukrainienne³⁸⁰; en 2015, un général russe a annoncé la création d'une nouvelle base russo-biélorusse en Biélorussie, ouverte en 2016 ; en 2017, Moscou a aussi annoncé le renforcement de sa présence militaire au Tadjikistan, déjà répartie sur trois sites ; la même année, le média russe *Gazeta* reporte des négociations entre la Russie et le Kirghizstan sur la création d'une nouvelle base³⁸¹, probablement dans le sud du pays, près de la frontière

³⁸⁰ Anton Zverev. Russia building major military base near Ukrainian border. In : *Business Insider* [en ligne]. Septembre 2015. Disponible à l'adresse : <http://uk.businessinsider.com/russia-building-major-military-base-near-ukrainian-border-2015-9>.

³⁸¹ Rossiya vedet peregovory o razmešenii v Kirgizii vtoroj voennoj bazy - *Gazeta.Ru*. In : [en ligne]. Octobre 2017. Disponible à l'adresse :

tadjike. Il est utile de noter en revanche que l'unique base militaire russe en Azerbaïdjan (le radar de Gabala) a été démantelée en 2013, et que le retrait de l'Ouzbékistan de l'OTSC en 2008 a entraîné le retrait des troupes militaires russes du territoire ; néanmoins, le récent rapprochement russo-ouzbèk peut laisser présager des évolutions dans ce domaine.

La Russie a également multiplié le nombre d'exercices militaires dans la sphère régionale, dont l'ampleur supposée inquiète parfois les pays voisins. Les deux derniers Zapad 2017 et Vostok 2018 ont en effet été perçus comme des déploiements de force inédits. Zapad 2017, conduit sur le territoire russe et biélorusse en septembre 2017, a particulièrement inquiété les pays baltes, la Pologne et l'Ukraine. Le nombre de troupes participant à l'exercice a fait l'objet de fortes spéculations : la Russie et la Biélorussie ont annoncé 12 700 troupes pour l'exercice, mais la Pologne, la Lituanie et l'Ukraine ont estimé que le nombre de troupes se situait dans une fourchette allant de 100 000 à 240 000 troupes ; un général américain basé en Europe a, quant à lui, estimé à 40 000 le nombre de participants. La confusion sur l'ampleur de l'exercice militaire –sans doute volontaire- ne fait qu'ajouter au sentiment de menace de la part des pays frontaliers à l'égard de la Russie.

La Russie s'assure également une forte influence sur les capacités militaires des pays caucasiens et centrasiatiques, plus la Biélorussie. La Russie est en effet le deuxième exportateur d'armes au monde ; pour de nombreux pays dans sa sphère régionale, elle est le premier, voire le seul, fournisseur d'armes. Nous avons compilé ci-dessous les données les plus exhaustives possibles concernant la part de la Russie dans les importations d'armes des pays eurasiatiques.

Tableau 38 : Parts en % de la Russie dans les importations d'armes des pays d'Eurasie

	2012	2013	2014	2015	2016
Arménie	-	100	-	-	100
Azerbaïdjan	75,5	80	93	61,2	-
Biélorussie	100	100	100	90,6	93,6
Estonie	-	-	-	-	-
Géorgie	-	-	-	-	-

<https://www.gazeta.ru/army/2017/10/02/10914566.shtml>

Kazakhstan	79,7	38,2	28,2	97,6	78,2
Kirghizstan	-	-	-	100	100
Lettonie	-	-	-	-	-
Lituanie	-	-	-	-	-
Mongolie	100	-	-	100	-
Ouzbékistan	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-
Tadjikistan	-	-	-	-	100
Turkménistan	48,6	18,8	16,6	9,8	9,1
Ukraine	-	-	-	-	-

- Données indisponibles ou équivalentes à 0

Données extraites de SIPRI

La première constatation est l'absence évidente d'un grand nombre de données. Si l'absence de données concernant les pays d'Europe orientale signifie très certainement une absence d'échanges, la situation est moins claire pour les pays d'Asie centrale et du Caucase. Il est en effet peu probable que la Russie n'ait commencé qu'en 2016 à fournir des armes au Tadjikistan, tout en devenant immédiatement son unique fournisseur.

L'insuffisance de ces données rend toute analyse précise impossible. Il est cependant possible de relever la place prépondérante de la Russie dans l'importation d'armes des pays suivants : en premier lieu le Tadjikistan, le Kirghizstan et l'Arménie et probablement la Mongolie ; viennent ensuite la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan (données de 2015). A l'opposé, le Turkménistan réduit progressivement et significativement le commerce d'armes avec la Russie (bien que son budget ait plus que doublé entre 2015 et 2016) et lui a préféré la Chine, son quasi unique client énergétique.

La Russie tente également de maintenir sa puissance militaire via l'Organisation du Traité de Sécurité Collective, fondée en 2002 et qui réunit en 2018 l'Arménie, la Biélorussie, la Russie, le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizstan. Depuis 2013, la Serbie est un pays observateur. Les objectifs de l'Organisation sont établis dans la Charte : « renforcer la paix, la sécurité et la stabilité internationales et régionales et [de] défendre collectivement l'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté des États membres, buts que les États

membres s'efforcent d'atteindre avant tout par des moyens politiques³⁸² ». En 2009 les pays membres ont validé la création de forces de maintien de la paix. En 2016 l'OTSC et l'ONU ont signé un protocole d'accord pour un nouveau cadre renforcé de coopération entre les deux institutions pour le maintien de la paix. Présentée comme une alternative à l'OTAN par la Russie, l'OTSC n'a cependant effectué aucune opération militaire depuis sa création. Par ailleurs, certains conflits et menaces (guerre d'Afghanistan, conflit du Haut-Karabagh) perdurent sans que la Russie ne parvienne à œuvrer pour leur résolution. Ainsi, en dépit de régulières démonstrations de force et d'une présence militaire accrue dans la sphère régionale, la Russie ne semble pas en mesure de résoudre les conflits, quand elle n'est pas accusée de les entretenir voire de les fomenter. La Chine, elle-même concernée par la situation sécuritaire en Asie centrale, a semble-t-il pris acte de cet état et se propose désormais d'assurer le rôle de « gendarme » de l'Asie centrale.

3. Agir sur la périphérie : les cas de la Hongrie et de la Mongolie

En adéquation avec la tactique relevée par M. Laruelle et A. Cooley précédemment, la Russie privilégie de plus en plus, dans le contexte de la crise ukrainienne et de l'influence grandissante de la Chine, le recours à des tactiques d'influence en périphérie des objectifs. En Hongrie et en Mongolie, pays à la périphérie du cœur de sa sphère d'influence revendiquée, la Russie tente ainsi de réactiver ses réseaux et dynamiser les échanges.

4.1. La Hongrie, un levier de la stratégie russe à l'égard de l'Ukraine ?

Les tensions occasionnées par la crise ukrainienne entre la Russie et les pays d'Europe centrale et orientale ont réduit les marges de manœuvre de Moscou dans cet espace. Recourir à la tactique d'actions périphériques semble avoir été la principale ressource de la Russie depuis 2014 pour tenter d'influencer, de manière indirecte, l'Union Européenne et l'Ukraine, dont la situation dépend beaucoup du soutien européen.

Le dirigeant hongrois, dont le rapprochement avec son homologue russe a été largement médiatisé, et peut-être par conséquent surestimé, dénonce ainsi régulièrement les déclarations

³⁸² Charte de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective, 2002. Disponible à l'adresse : http://www.operationspaix.net/DATA/DOCUMENT/3824~v~Charte_de_l_OTSC.pdf

labellisées « antirusse » des autres pays européens ; en 2018, Viktor Orbán qualifie ainsi le Royaume-Uni « d'hypocrite » au regard du « double-jeu » britannique entre les accusations politiques dans le cadre de l'affaire Skripal et la proximité financière avec les Russes. La Hongrie défend aussi des relations énergétiques plus étroites avec la Russie bénéficiant également à la partie hongroise : l'opposition hongroise au projet de Nord Stream 2 ne serait ainsi pas liée à une recherche d'indépendance énergétique vis-à-vis de la Russie, mais à une volonté de profit pour Budapest. La Hongrie et la Russie signent ainsi un nouvel accord portant sur la livraison de gaz, et le dirigeant hongrois a annoncé avoir demandé à son homologue russe de considérer étendre le Turkish Stream jusqu'à la Hongrie³⁸³. La Hongrie bénéficierait ainsi de retombées financières significatives dans le cadre de son statut de pays de transit, mais également d'un nouveau poids géopolitique au sein de l'Union Européenne. Un rapport³⁸⁴ alarmiste de sénateurs américains publié en janvier 2018 note d'ailleurs la « vulnérabilité » de la Hongrie face à l'influence russe : à leurs yeux, l'objectif de Moscou n'est pas seulement de se réaffirmer sur la scène européenne ou de promouvoir des positions moins antirusse (voire prorusses) mais de « miner les institutions démocratiques et les alliances transatlantiques qui ont garanti la paix et la prospérité en Europe³⁸⁵ ».

Pour autant, le rapprochement russo-hongrois peine à porter ses fruits dans le cadre des relations russo-européennes, et la Hongrie continue de s'aligner sur la politique de sanctions décidée par les leaders européens. S'agissant cependant de l'Ukraine, et comme nous l'avons traité précédemment³⁸⁶, il est envisageable que les relations russo-hongroises permettent à la Russie de ralentir l'intégration euro-atlantique de l'Ukraine, la Hongrie s'opposant, au prétexte de protéger les Hongrois d'Ukraine, à l'adhésion de Kiev à l'Union Européenne et l'OTAN. Les pays de l'Union Européenne, notamment la France et l'Allemagne, requièrent par ailleurs de l'Ukraine qu'elle opère un certain nombre de réformes, y compris s'agissant de la lutte contre la corruption.

³⁸³ Agreement reached on Russian gas deliveries to Hungary. In : *Budapest Business Journal* [en ligne]. Septembre 2018. Disponible à l'adresse : https://bbj.hu/energy-environment/agreement-reached-on-russian-gas-deliveries-to-hungary_155138.

³⁸⁴ A Minority Staff Report Prepared For The Use Of The Committee On Foreign Relations United States Senate, 2018. *Putin's Asymmetric Assault On Democracy In Russia And Europe: Implications For U.S. National Security*, Janvier 2018, S.I. Sénat des Etats-Unis.

³⁸⁵ “undermine the democratic institutions and transatlantic alliances that have underwritten peace and prosperity in Europe”.

³⁸⁶ fC partie I, chapitre 3, 2.3. Le pivot occidental de l'Ukraine, enjeu de la confrontation russo-américaine, encore incertain ?

4.2. La Mongolie, un acteur croissant en Asie centrale et dans la stratégie russe

S'agissant de la Mongolie, les enjeux sont sensiblement différents, et absolument indépendants des événements européens. L'objectif de la Russie en Asie centrale est principalement de freiner l'expansion chinoise et conserver son influence. La Mongolie, à la différence des autres pays d'Asie centrale, n'a pas l'attitude ambiguë et circonspecte que ceux-ci partagent, la raison en étant qu'elle n'a pas été intégrée à l'URSS : zone tampon pour Moscou, ce statut n'a jamais conduit à remettre en cause son indépendance. Riche en ressources naturelles, traditionnellement méfiante vis-à-vis de la Chine et ayant développé des relations bilatérales notables avec l'URSS, la Mongolie conserve des relations positives avec son partenaire russe. Et ainsi que nous l'avons souligné précédemment, la Mongolie est progressivement intégrée à la sphère d'intérêts privilégiés de Moscou, via le développement des relations bilatérales et multilatérale avec l'UEEA.

Ainsi, en 2009, la Russie devient le premier pays à avoir signé un partenariat stratégique avec la Mongolie³⁸⁷ ; Moscou et Ulaanbataar mettent régulièrement en avant la croissance des échanges commerciaux, qui augmente depuis plusieurs années. Il faut néanmoins noter que cette croissance se fait davantage au bénéfice de Moscou avec une hausse significative des exportations russes, tandis que le volume de produits importés de Mongolie reste faible, voire diminue. De plus, les échanges bilatéraux ont été également affectés par la crise russe, et, à l'instar des échanges avec les autres pays d'Asie centrale, ceux avec la Mongolie ont diminué entre 2013 et 2016.

Tableau 39 : Echanges commerciaux entre la Russie et la Mongolie 2000-2016

	2000	2005	2010	2012	2013	2014	2015	2016
Exportations de Russie	182	443	937	1851	1572	1460	1117	896
Importations en Russie	40.4	22.4	79.1	64.3	40.9	40.4	44.1	35.9

Source: Federal State Statistics Service of the Russian Federation

³⁸⁷ MONGOLIA-RUSSIA RELATIONS. In : *Ministry of Foreign Affairs of Mongolia* [en ligne]. [Consulté le 23 février 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.mfa.gov.mn/?p=29543&lang=en>.

En 2018, le président Poutine annonce une augmentation de 50% du volume des échanges avec la Mongolie en 2017³⁸⁸, ce que nous ne pouvons cependant pas vérifier puisque le service de statistiques de Russie n'a pas publié les données de 2017 et 2018.

La Russie intensifie par ailleurs la coopération dans plusieurs domaines, principalement militaro-technique, énergétique et des transports. En 2018, le ministre russe de la Défense, en déplacement officiel dans la capitale mongole, déclare que la Russie entend développer la coopération militaro-technique avec la Mongolie, et souligne les bonnes relations traditionnelles entre les deux pays : « We value the fact that Mongolia considers developing cooperation with Russia among its most important foreign policy priorities. We confirm our goal to use the accumulated potential in a most effective manner to expand military and military-technical cooperation³⁸⁹ ». La même année, la Mongolie et la Russie signent un accord, conclusion de neuf années de négociations, sur le fret ferroviaire³⁹⁰ : il prévoit une réduction tarifaire sur le transport des produits d'exportation mongols en transit sur le territoire russe pendant 25 ans, permettant à la Mongolie d'accéder à de nouveaux marchés.

Par ailleurs, le russe est la deuxième langue étrangère la plus parlée en Mongolie, détrônée par l'anglais mais toujours devant le chinois, indiquant peut-être à long terme des relations plus faciles avec Moscou qu'avec Pékin.

Le rapprochement russo-mongol se traduit enfin par l'intensification des relations entre la Mongolie et l'UEEA. Ainsi, dès 2016, la Mongolie annonce envisager une adhésion à l'UEEA³⁹¹. Si cette décision ne semble pas avoir abouti, la Mongolie et l'UEEA discutent depuis 2017 la signature d'un accord de libre-échange. Quelques mois plus tard se tient pour la première fois le EAEU-Mongolia Business Forum à Ulaanbataar, l'occasion pour les deux parties de réitérer leur volonté de coopération.

³⁸⁸ Russian-Mongolian relations develop steadily — Putin. In : *TASS* [en ligne]. Septembre 2018. Disponible à l'adresse : <http://tass.com/politics/1021158>.

³⁸⁹ Russia to expand military-technical cooperation with Mongolia. In : *TASS* [en ligne]. Octobre 2018. Disponible à l'adresse : <http://tass.com/defense/1026598>.

³⁹⁰ Mongolia to enjoy Russian tariff discount of 52-66.4 percent for 25 years. In : *MONTSAME News Agency* [en ligne]. Juin 2018. Disponible à l'adresse : <https://montsame.mn/en/read/135463>.

³⁹¹ Mongolia Considers Joining Eurasian Economic Union. In: *The Astana Times* [en ligne]. 7 septembre 2016. Disponible à l'adresse : <https://astanatimes.com/2016/09/mongolia-considers-joining-eurasian-economic-union/>.

On observe ainsi une réelle augmentation des accords et des visites bilatérales entre les deux pays, et, bien que le partenariat stratégique ait été signé en 2009, c'est à partir de 2016-2017 que les relations russo-mongoles prennent une dimension stratégique, au moins pour la Mongolie.

4. Maintenir un partenariat étroit avec la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan

La Biélorussie et le Kazakhstan apparaissent comme les principaux pays sur lesquels la Russie concentre ses efforts d'influence. Ils partagent avec la Russie le même régime politique autoritaire, créant de facto une proximité politique et de points de vue face à certains enjeux régionaux ou internationaux, comme le risque d'une révolution populaire sur le modèle ukrainien. Minsk et Astana sont également des membres fondateurs de l'Union Economique Eurasiatique (UEEA) ainsi que de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC).

Les deux pays sont donc des alliés économiques et militaires de la Russie, et leur situation géographique en fait des puissances régionales « naturelles ». Pour peser dans son espace régional, la Russie n'a d'autre choix que de s'appuyer sur les puissances régionales émergentes.

L'Ouzbékistan, pivot géopolitique identifié comme tel par les spécialistes et Moscou, a traditionnellement, depuis la chute de l'URSS, des relations complexes et fluctuantes avec la Russie. Depuis 2016 néanmoins, les deux pays ont opéré un rapprochement stratégique qui augure pour Moscou un regain d'influence, dans le pays et dans la région.

4.1. Le Kazakhstan, premier partenaire de la Russie en Asie centrale

Le Kazakhstan est l'un des pays les plus riches de l'espace eurasiatique en matière d'hydrocarbures, avec l'un des PIB les plus élevés (sans compter les pays membres de l'UE) ; c'est également le pays le plus étendu, et le troisième pays le plus peuplé, après l'Ukraine et l'Ouzbékistan. Son premier et unique président depuis la chute de l'URSS est le seul président des Etats post-soviétiques à avoir su imposer son pays comme un véritable partenaire aux yeux de la Russie. La tenue des négociations sur la guerre en Syrie à Astana a signalé les ambitions internationales du Kazakhstan, et témoigne d'une politique de plus en plus indépendante de Moscou. La sévère perte d'influence de la Russie en Ukraine a renforcé l'importance, déjà

grandissante, du Kazakhstan dans la stratégie régionale russe. L'alliance avec le Kazakhstan est devenue une condition essentielle de la stratégie eurasiatique de la Russie.

Il faut souligner que ses relations avec la Russie ont progressivement évolué vers un partenariat entre « égaux » plutôt qu' « inégaux ». Laruelle et Cooley parlent d'ailleurs de partenariat « privilégié », conservant l'expression « allégeance » (*fealty*) pour le Tadjikistan et le Kirghizstan. Si depuis 2014 de nombreux accords continuent d'être signés entre la Russie et le Kazakhstan, nous avons signalé que ce dernier est de plus en plus engagé dans sa stratégie de diversification, notamment avec les Etats-Unis, l'Inde et la Chine.

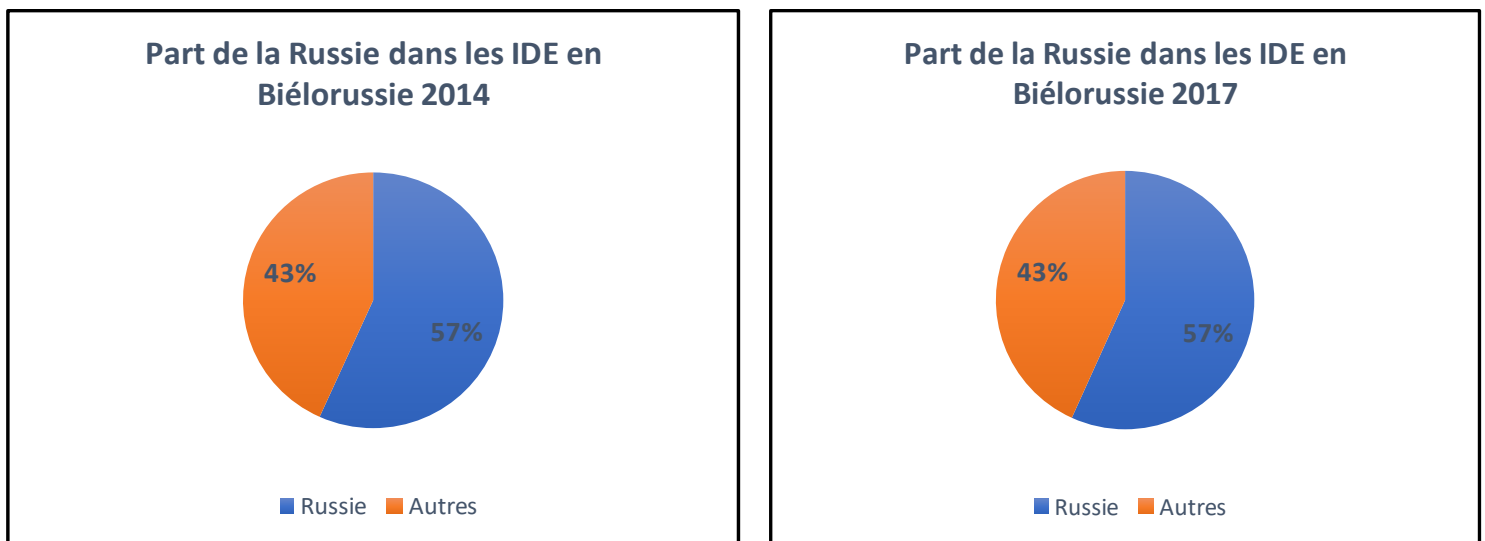
Notons par exemple, en 2018, l'accord signé entre Washington et Astana sur l'accès à la mer Caspienne pour le transport d'équipements américains en Afghanistan, validé par le parlement kazakh. Considérant que Moscou avait obtenu de Bichkek la fermeture de la base militaire américaine après l'élection du président kirghize en 2011, démontrant alors sa méfiance croissante vis-à-vis de la présence américaine dans la région, il est improbable que le Kremlin soit resté indifférent à l'accord américano-kazakh. L'accord signé quelques mois plus tard sur le statut de la mer Caspienne entre les pays riverains intègre alors une clause empêchant de facto toute présence américaine. Actuellement, et comme le souligne un think-tank polonais, la validité de l'accord américano-kazakh est donc incertaine. Il est intéressant de noter que c'est dans un cadre multilatéral, et probablement soutenu par une autre puissance régionale (en l'occurrence l'Iran) que Moscou est parvenue à peser sur Astana, et non plus via les liens bilatéraux.

Le renouvellement présidentiel au Kazakhstan, à moyen terme inévitable vu l'âge avancé du président (78 ans en 2018), pourrait-il remettre en cause cette tendance ? Au vu de l'importance stratégique du Kazakhstan, il est certain que Moscou, Pékin et Washington suivront le renouvellement avec attention, et pourraient même être enclins à soutenir certains candidats. Néanmoins, le président kazakh semble s'être préparé à une telle éventualité : en effet, il a annoncé en 2017 une diminution des pouvoirs du président au profit du parlement, limitant indirectement la capacité d'influence d'une puissance étrangère. De plus, le parlement, en lui conférant le titre de « père de la nation » lui permet de conserver une influence politique même après son départ du poste de président. En conséquence, une réorientation stratégique du pays après le départ du président Nazarbayev semble pour le moment improbable.

4.2. La Biélorussie et la stratégie de sécurité russe en Europe

La Biélorussie et l'Arménie sont les deux seuls pays à avoir soutenu l'annexion russe de la Crimée à l'ONU. De plus, la Russie et la Biélorussie ont signé en 1997 un accord établissant une Union entre les deux pays, base d'une coopération stratégique dans la sphère économique, politique et militaire, faisant ainsi de la Biélorussie l'Etat le plus proche de la Russie. A la différence la CEI, cadre qui n'a pas permis à Moscou de rester un acteur prédominant dans l'espace post soviétique, l'Union, en dépit de l'échec des projets russes d'intégration politique, a permis à la Russie de rester le partenaire principal de la Biélorussie dans tous les domaines : commercialement, la Russie compte pour la moitié des échanges commerciaux de la Biélorussie ; financièrement, la Russie est quasiment le seul pays investisseur ; la Biélorussie dépend presque entièrement des livraisons d'hydrocarbures russes.

Figure 72 : Les investissements russes en Biélorussie : une tendance stable



Source : Banque centrale de Biélorussie

La Biélorussie est, après l'Ukraine, le pays qui porte le plus les conséquences de la crise russo-ukrainienne : Minsk, devenue la seule alliée de Moscou sur le flanc européen, porte désormais une grande partie des ambitions de puissance russe dans cet espace. La tenue en 2017 du très médiatisé exercice militaire russo-biélorusse quadriennal Zapad, est ainsi censée illustrer la profondeur de l'alliance entre la Russie et la Biélorussie. Il réunit un nombre inédit de troupes, estimé selon les pays frontaliers à plus de 70 000 contre les 12 500 annoncés par le gouvernement russe. En outre, l'OTAN a jugé que l'objectif initial anti-terroriste de l'exercice

n'aurait constitué qu'une partie de l'exercice global, et que les deux pays auraient mis au point un exercice plus complexe potentiellement problématique pour les pays frontaliers. Toutefois, en 2018, le président biélorusse pose son veto au projet russe d'installer sur son territoire une nouvelle base militaire aérienne, signifiant à la partie russe une limite de leur partenariat militaire.

Depuis fin 2018, le thème de l'intégration entre les deux pays, dans le cadre de l'Union, laissé de côté depuis plusieurs années, refait également surface. Ceci témoigne à la fois du souci de Moscou de consolider via la Biélorussie sa présence en Europe après son recul en Ukraine, mais peut-être aussi, des ambitions personnelles du président Poutine une fois quittée la présidence de la Russie : il a été évoqué plusieurs fois qu'il pourrait prendre la tête de l'Union, voire de l'UEEA.

L'influence russe en Biélorussie relève également d'impératifs symboliques et culturels qui inciteront Moscou à vouloir préserver à tout prix son influence dans le pays.

Les relations russo-biélorusses sont profondément marquées par des points de tension politiques qui se matérialisent souvent en disputes énergétiques, et Minsk n'hésite pas à agiter la menace d'une réorientation vers l'Occident pour obtenir de Moscou des avantages économiques (soutiens financiers, réductions des prix des hydrocarbures etc.) Dès 2008 et sa neutralité sur la guerre de Géorgie, la Biélorussie signale son souci d'indépendance vis-à-vis de la Russie. Depuis 2014, la Biélorussie a également démontré par quelques actions son ambition d'ouverture sur la scène internationale : la capitale du pays est devenue le lieu de négociations sur la crise ukrainienne, et en 2014 la Biélorussie a supprimé le régime de visas touristique pour 80 pays, dont les Etats-Unis. Les tensions récurrentes russo-biélorusses, combinées à cette timide stratégie d'ouverture de la Biélorussie sont autant de barrières à la stratégie d'influence russe.

4.3. Le rapprochement russo-ouzbèke, une « aubaine » géopolitique pour Moscou

L'Ouzbékistan est un pays de la sphère régionale russe dont le rôle régional est, au vu de la stratégie d'ouverture de Tachkent et de sa localisation stratégique, amené à gagner en importance. Etabli comme état pivot par Brezinski, il est le plus peuplé d'Asie centrale avec 31 millions d'habitants, il est riche en gaz et l'un des principaux pays producteurs d'or. Ses relations avec la Russie se sont dégradées au début de la décennie 2010, et l'ancien président

Islam Karimov, tout en entretenant des relations cordiales avec son homologue russe, s'était assuré de maintenir une certaine distance avec la Russie. Le nouveau président, en poste depuis fin décembre 2016, semble cependant plus enclin à non seulement coopérer avec la Russie, mais aussi à s'investir davantage dans les affaires régionales.

Tachkent, à l'instar d'Astana, a initié depuis 2016 une politique d'ouverture multilatérale, matérialisée notamment par une visite officielle en 2018 aux Etats-Unis, la première visite présidentielle depuis 2002. Mais c'est avec la Russie que le rapprochement a été le plus spectaculaire, et semble-t-il, profond. Dès novembre 2016, et alors que l'actuel président ouzbek est encore président par intérim, les deux pays signent un accord sur le développement de la coopération militaro-technique. En 2017, l'Ouzbékistan et la Russie annoncent la tenue d'exercices militaires conjoints. En mai 2019 et toujours dans le cadre du traité signé en 2016, l'Ouzbékistan et la Russie signent une série d'accords, incluant notamment l'achat par l'Ouzbékistan d'équipement militaires, avions de combat, systèmes anti-missiles, etc. L'année 2018 marque enfin la consécration du retour « ostentatoire³⁹² » de la Russie en Ouzbékistan, avec la signature de nombreux accords pour plus de 27 milliards de dollars, incluant notamment un accord portant sur la construction de la toute première centrale nucléaire en Ouzbékistan. Les deux présidents, durant leur déclaration conjointe à la presse, caractérisent leurs relations bilatérales de « partenariat stratégique » et d'« alliance », termes forts qui apparaissent néanmoins en adéquation avec la teneur des accords signés. La première session du forum Russie-Ouzbékistan de coopération interrégionale, qui s'est déroulée à l'occasion de la visite officielle russe, témoigne par ailleurs de la volonté de Moscou d'accompagner, et d'encadrer, l'Ouzbékistan dans ses projets régionaux.

Si l'Ouzbékistan s'est également tourné vers la Chine pour assurer son développement économique, la Russie est sans conteste devenue, en l'espace de deux années (2016-2018) un partenaire stratégique dans les secteurs de l'énergie, du nucléaire et de la sécurité. Les nouvelles relations étroites russo-ouzbèkes, dans la perspective de leur durabilité, représentent un nouveau levier d'influence en Asie centrale pour Moscou, lui permettant de maintenir sa

³⁹² MARSZEWSKI, Mariusz et STRACHOTA, Krzysztof, 2018. Russia's ostentatious return to Uzbekistan. In : *Center for Eastern studies* [en ligne]. 24 octobre 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2018-10-24/russias-ostentatious-return-to-uzbekistan>.

présence dans des secteurs stratégiques et conserver un rôle clé dans la région. L'Ouzbékistan redevient ainsi un élément central de la politique régionale russe.

Les priorités géographiques et sectorielles définies par Moscou dépendent en grande partie du contexte et des opportunités qui se présentent à la Russie. Tout en démontrant une certaine adaptation à son incapacité à maintenir une présence forte et homogène dans sa sphère régionale, cette tactique de focalisation marquée par l'actualité et relevant davantage de la réaction que de la prévision révèle cependant les difficultés de la Russie de Poutine à établir de vraies stratégies de long terme. Mais peut-être que dans ces régions soumises à des évolutions géopolitiques brutales, une stratégie de long terme s'avèrerait plus pénalisante que la position opportuniste adoptée par le président Poutine depuis son accession au pouvoir en 2000.

En dépit des profondes tensions qu'elle a ravivées entre la Russie et les Etats de sa sphère régionale, la réaction russe face à la révolution ukrainienne et la crise qu'elle a engendrée ne révèle ni n'initie un affaiblissement inéluctable de la Russie dans sa sphère régionale. Sa prédominance dans des secteurs stratégiques – nucléaire, énergie, militaire- et le besoin intrinsèque des pays à régime autoritaire de son soutien diplomatique lui permettent de maintenir une position incontournable dans les affaires des pays qui lui sont restés proches et de réaliser, en partie, ses objectifs de puissance. La focalisation de ses efforts d'influence, sectorielle et géographique, apparaît comme la clé de voute d'une nouvelle politique régionale.

CONCLUSION

La Russie a perdu le monopole de l'influence dans son espace régional et s'est montrée incapable d'en refouler efficacement la présence croissante de la Chine et des Etats-Unis. Leur activité économique, militaire, diplomatique en Eurasie constitue un défi inédit à l'échelle de plusieurs siècles de domination par la Russie de son environnement proche.

Le déclin de la Russie n'est toutefois pas irrémédiable, et l'asymétrie entre la Russie d'une part, la Chine et les Etats-Unis d'autre part doit être nuancée car, même après la crise ukrainienne, la Russie dispose d'atouts importants.

La crise ukrainienne : bilan géopolitique après six années de conflit

Moment clé dans notre chronologie, la crise ukrainienne de 2014 a été vue les premières années comme un séisme géopolitique en Eurasie. Toutefois, six ans après le début du conflit, la situation s'est enlisée dans une sorte de *statu quo*, et remet en question l'interprétation initiale.

La crise ukrainienne a certes confirmé les difficultés de la Russie à mesurer le rôle et le poids des aspirations populaires dans la vie politique, que ce soit dans les pays étrangers ou en son sein. L'offre qu'elle avait faite au gouvernement Ianoukovitch pour refuser l'accord d'association avec l'UE, bien que très attractive, n'avait pas pris en compte la force du courant occidentaliste dans la population ukrainienne. En cela, la crise ukrainienne témoigne bien des limites des tactiques d'influence russe.

Toutefois, la non-résolution du conflit entre l'est ukrainien et le reste du pays, six ans après, révèle, sinon la capacité d'influence de la Russie, du moins sa capacité de nuisance, et il semble désormais établi que la réconciliation nationale ne se fera qu'avec le concours de la Russie. La non-résolution de la crise économique et sociale, et le conflit qui divise le pays révèlent également les limites de la stratégie américaine. Bien que mobilisés pour une sortie rapide de la crise, les acteurs américains et européens ont sous-évalué la capacité de

déstabilisation russe ainsi que l'ampleur des réformes économiques à mener en Ukraine, gangrenée par la corruption. Ni la Russie ni les Etats-Unis ne parviennent actuellement à sortir vainqueur³⁹³ de cette crise, et la Russie profite de sa reprise économique depuis 2017, ainsi que des difficultés pour le régime ukrainien à mettre en œuvre les réformes attendues, pour tenter de regagner discrètement, notamment via ses investissements, son influence perdue.

Seule la Chine continue de tirer profit de la situation. Restée proche du nouveau régime, elle a préservé ses importations en armement, et bien que ses investissements aient diminué depuis 2014 en raison de la crise, elle demeure l'une des principales sources d'investissements en Ukraine. L'effacement de la Russie dans le pays a conduit Kiev à chercher en la Chine une alternative économique viable, et les promesses de développement d'infrastructures dans le pays, formulées par Pékin dans le cadre du projet des routes de la soie, ont contribué à renforcer l'influence de la Chine en Ukraine.

Perspectives pour l'influence chinoise et américaine

La stratégie d'influence américaine dans cette région particulière du *Heartland* s'est principalement appuyée sur le rejet de la présence russe. En tant que vainqueur de la guerre froide et proposant un modèle politique et économique à l'opposé du modèle soviétique imposé aux ex-républiques socialistes, les Etats-Unis disposent d'une aura particulière qu'ils ont pleinement exploité. Le succès de la diffusion de leurs principes et valeurs s'est matérialisé par l'intégration d'une grande partie des pays de l'ex-URSS au système euro-atlantique, à savoir l'adhésion à l'UE, que les Etats-Unis ont fortement encouragé, et à l'OTAN. Les révolutions de couleur, dans les pays encore non intégrés, ont également révélé cet attrait pour un système occidental libéral et démocratique.

A la différence de la Chine et de la Russie, la stratégie américaine est mise en œuvre notamment via l'action des ONG américaines. Puissance éloignée, les Etats-Unis ont en effet besoin de relais pour diffuser leur influence dans la région. Si nous avons principalement étudié les actions de l'USAID, agence gouvernementale, d'une part, de la NED et de l'OSF d'autre

³⁹³ ROMER, Jean-Christophe, 2014. *Ukraine. Bilan très provisoire de la crise et quels développements possibles ?* [En ligne]. France Culture. 2014. [Consulté le 11 août 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/ukraine-bilan-tres-provisoire-de-la-crise-et-quels>.

part, d'autres ONG (par exemple l'International Republican Institute, ou le National Democratic Institute, tous deux partiellement financés par la NED) se sont également impliquées dans cette région, qui auraient également pu faire l'objet d'une analyse. Nous ne les avons pas intégrés car nous ne cherchions pas l'exhaustivité dans la présentation des ONG actives dans la région, mais souhaitons mettre en relief la complémentarité qui peut exister entre la stratégie officielle des Etats-Unis et celle de certaines ONG américaines.

La nouvelle révolution ukrainienne, dix ans après la révolution Orange, a permis aux Etats-Unis d'accroître significativement leur influence, non seulement en Ukraine, mais plus généralement en Europe centrale et orientale. Les manœuvres de l'OTAN, l'augmentation des effectifs et la tenue d'exercices spécifiquement destinés à contrer une éventuelle invasion russe, l'implication diplomatique des Etats-Unis et leur soutien au régime ukrainien ont renouvelé leur aura de garant de la souveraineté et de l'indépendance des Etats, par opposition à la Russie, présentée comme une menace à l'intégrité territoriale des pays d'ex-URSS.

Les Etats-Unis pâtissent toutefois d'une insuffisance de relais dans le Caucase et en Asie centrale, ce qui limite leurs perspectives dans ces régions. En outre, et particulièrement s'agissant de l'Asie centrale, les intérêts américains, jusqu'en 2014, y demeuraient limités. Toutefois, la mise en œuvre d'une politique décomplexée de refoulement de la Russie par les Etats-Unis après la crise ukrainienne appelle à une réévaluation du poids stratégique de ces régions dans la politique américaine. Pour affaiblir durablement la Russie, qui y a développé des enjeux de puissance et de sécurité élevés, les Etats-Unis pourraient tenter d'y élargir leur réseau et d'intensifier leurs échanges avec les pays concernés, faisant de ces régions de nouveaux espaces de confrontation russo-américaine.

A l'inverse des Etats-Unis et de la Russie, la Chine a tenté de se présenter comme un Etat sans agenda politique et idéologique. Si cette tactique connaît des limites dans certains pays asiatiques, qui, en raison de leur ancienne appartenance à l'empire chinois, conservent une certaine méfiance vis-à-vis des ambitions de Pékin, elle est plus efficace dans le Caucase et en Europe. La Chine est ainsi la seule puissance à profiter d'une « ardoise vierge » dans cet espace, et ses promesses d'investissement et de développement d'infrastructures sont présentées comme libres de toute attache politique. Cependant, tout en avançant une neutralité politique, la Chine a été rapidement perçue comme une alternative aux relations économiques avec la

Russie, un moteur de croissance bienvenu dans les pays les plus pauvres, et par voie de conséquence un vecteur d'indépendance économique et politique par rapport à la Russie.

Depuis l'émergence de la Chine comme nouveau pôle économique en Asie centrale, et sa coopération avec la Russie en matière de sécurité, les réactions officielles russes ont en grande majorité soit minimisé les risques que font peser la présence chinoise sur l'influence russe, soit mis l'accent sur les bénéfices potentiels de la croissance chinoise pour Moscou, notamment dans le cadre des routes de la soie. Le silence du Kremlin face à un enjeu pourtant sensible témoigne alors de deux phénomènes :

- L'étroitesse de la marge de manœuvre officielle de Moscou vis-à-vis de Pékin. La Russie n'a plus les moyens politiques et diplomatiques de s'opposer à la Chine. En outre, la Russie estime bénéficier davantage d'un partenariat avec la Chine que d'une situation de conflit.
- La relative indifférence de la Russie de Vladimir Poutine aux enjeux économiques. La conception de puissance de la Russie repose en effet davantage sur les capacités militaires qu'économiques, car la Russie semble encore particulièrement soucieuse de son intégrité territoriale et de sa sécurité. Dans sa sphère régionale, elle priorise donc son influence et sa présence militaire plutôt qu'économique, ce qui transparait, après la chute de l'URSS, lors du discours du président Eltsine à l'ONU en 1994, revendiquant en priorité le rôle de garant de la sécurité dans l'espace post-soviétique. Pourtant, au siècle de la mondialisation et de l'interdépendance économique, la puissance d'un Etat ne se définit plus tant par sa capacité à conquérir et défendre un territoire que par sa capacité à produire de la richesse et à s'imposer dans l'économie mondiale.

Tandis que les manœuvres américaines font l'objet d'une attention soutenue de la Russie, la Chine a ainsi bénéficié d'un atout de taille, à savoir l'absence d'une stratégie déclarée de contre-influence russe, dirigée en priorité vers les Etats-Unis³⁹⁴. Ceci pourrait toutefois évoluer au vu des récentes manœuvres militaires de la Chine en Asie centrale, notamment au Tadjikistan, pays au cœur de la stratégie de sécurité de la Russie dans la région.

Les jeux américain et chinois sont donc intrinsèquement liés à l'état des relations entre la Russie et les pays de son environnement régional. L'attachement désormais profond de ces

³⁹⁴ TRENIN, Dmitri, 2012. True partners? How Russia and China see each other. In : *Center for european reform*. Février 2012. p. 29.

Etats à leur indépendance et leur souveraineté, la croissance du sentiment national ont conduit ces pays à chercher des alternatives plus ou moins poussées à leurs partenariats avec la Russie. Celle-ci, pénalisée par une histoire chargée, n'a pas non plus su appréhender les évolutions sociétales dans ces pays³⁹⁵ et adapter sa politique en conséquence.

La focalisation de notre analyse sur les points de tension entre la Russie et la Chine, qui n'a toutefois pas l'ambition de décrire et résumer la complexité des relations russo-chinoises, nous a ainsi permis d'identifier l'évolution géographique de la concurrence entre les deux pays : d'Asie centrale, elle s'étend désormais à la région du Sud Caucase et à l'espace européen. Enfin, dresser un parallèle entre la réaction de Moscou face à l'influence américaine, principalement d'ordre sécuritaire, et à l'influence chinoise, principalement économique, a démontré la prédominance de l'enjeu sécuritaire sur les ambitions économiques dans la politique régionale russe.

Une situation fragile source d'opportunités : l'émergence d'une véritable stratégie russe ?

Bien que concurrencée dans son aire d'influence traditionnelle et fragilisée par de multiples crises, internes et diplomatiques, la Russie après 2014 continue de disposer d'atouts importants. Elle procède depuis quelques années à une réévaluation de ses vecteurs d'influence, conduisant à l'élaboration d'une vision post 1991 de la situation géopolitique régionale, qui repose sur plusieurs principes ;

- Le soft power : La Russie s'appuie de manière croissante sur le soft power, outil bienvenu qui présente de nombreux atouts après des siècles de domination militaire. Dans ce cadre, nous avons abordé le traitement de l'instrumentalisation de la communauté russophone à l'étranger ; nous aurions pu également, mais ceci fait déjà l'objet de plusieurs études, évoquer le rôle des médias d'Etat diffusés dans ces pays.

- Le multilatéralisme : face à la Chine et aux Etats-Unis, la Russie semble faire le choix de favoriser l'entrée de puissances régionales dans son espace, dans l'espoir de parvenir à un équilibre des puissances et de tempérer l'asymétrie entre elle-même et la Chine et les Etats-Unis. Nous avons ainsi constaté que sa politique à l'égard de l'Inde, son soutien à l'intégration

³⁹⁵ ROMER, Jean-Christophe, 2015. Russie. La relation de Moscou à ses voisins de l'ancien espace soviétique [en ligne]. France Culture. 2015. [Consulté le 11 août 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/russie-la-relation-de-moscou-ses-voisins-de-lancien-espace>.

de New Delhi dans le jeu centrasiatique, notamment via son adhésion à l'OCS, s'inscrivait en partie dans cette perspective. Le multilatéralisme est également une approche de plus en plus privilégiée par Moscou dans le cadre de ses relations avec les pays de son espace régional ; son souci de créer des organisations rassemblant plusieurs Etats, que ce soit la CEI ou l'UEEA, témoigne de l'importance qu'elle accorde à ce type de cadre. Dans certains cas, Moscou trouve appui sur ses partenaires pour atteindre ses objectifs, sans une dimension de contrainte qu'un cadre bilatéral aurait pu véhiculer. Ainsi, alors que le Kazakhstan avait signé un accord autorisant les Etats-Unis à naviguer sur la mer Caspienne, la Russie est parvenue, dans le cadre de l'accord multilatéral sur le statut de la mer et avec le soutien de l'Iran, à interdire l'accès à la mer à tout Etat non riverain, excluant ainsi les Etats-Unis.

- Une position dominante dans des secteurs stratégiques : en dépit des avancées américaines et chinoises, la Russie demeure un moteur économique régional important et un acteur incontournable dans le secteur des hydrocarbures et de l'armement. Cet atout, bien réel à court terme, est toutefois fragilisé à moyen terme par les ambitions américaines et chinoises.

- La démonstration d'un potentiel de nuisance : si la capacité d'influence de la Russie a diminué, sa capacité à déstabiliser, en particulier les pays frontaliers, est particulièrement élevée, et difficile à contrer par des Etats éloignés géographiquement. La crise ukrainienne et la guerre en Géorgie ont démontré la rapidité de réaction de Moscou et sa propension à l'intervention militaire. L'élaboration du concept de guerre hybride en 2014 participe au renforcement de ce potentiel de nuisance russe.

- Hiérarchisation des Etats : Démontrée par Laruelle et Cooley en Asie centrale, cette réorientation de la politique étrangère russe, qui vise à prioriser l'influence dans certains Etats, s'applique à l'ensemble de la sphère russe. La Russie ne recherche plus une influence homogène et maximale, elle priorise en fonction des enjeux et des pays.

- L'exploitation des échecs de ses concurrents : Alors que la Chine et les Etats-Unis ont profité des erreurs stratégiques de la Russie, celle-ci met aussi à profit les limites de leur stratégie. C'est notamment le cas en Asie centrale, où la position russe profite d'une certaine sinophobie au sein des populations locales, et d'une inquiétude, au niveau étatique, quant à une trop forte dépendance vis-à-vis de la Chine. En Ukraine, la Russie profite des difficultés liées à l'intégration du pays à l'OTAN et l'UE pour remettre en avant ses intérêts.

Ainsi, alors que la politique étrangère de la Russie de Vladimir Poutine se caractérise davantage par une attitude pragmatique et opportuniste, nous constatons dans son

environnement régional, en raison de la complexification de l'espace et de nouveaux défis, l'émergence d'une vision de long terme et d'une stratégie adéquate.

Ces atouts ne peuvent être toutefois correctement exploités que par la prise en compte, en Russie, de la souveraineté des Etats de son environnement régional. En outre, et tout comme la Russie doit intégrer les aspirations populaires des pays voisins, des réformes internes sociales et économiques structurelles sont nécessaires pour stabiliser le pays et empêcher une nouvelle crise polyforme, politique et économique, en écho à la crise des années 1990 qui avait contribué à l'effacement de la présence russe dans son espace régional.

Perspectives pour recherches ultérieures

Le thème choisi, celui du triangle stratégique entre la Russie, la Chine et les Etats-Unis, ouvre plusieurs champs de réflexion. L'actualité depuis quelques années suggère toutefois trois axes de recherche en particulier.

La réélection très controversée du président Loukachenko en Biélorussie, les manifestations anti-Loukachenko posent la question du devenir de la Biélorussie et du partenariat russo-biélorusse. Les manifestations populaires de grande ampleur, réprimées violemment, seraient-elles susceptibles, à l'instar de la révolution de Maidan, de renverser le régime en place ? La Russie est dans une position complexe, car les relations avec la Biélorussie de Loukachenko sont marquées par des crises multiples, et le refus du président biélorusse de mettre en œuvre l'Union entre son pays et la Russie est un frein aux ambitions du Kremlin. Parallèlement, la Biélorussie est un partenaire essentiel, voire unique, dans la stratégie de sécurité de la Russie en Europe. Le soutien en demi-teinte de Moscou à Loukachenko traduit l'incertitude de la Russie quant à la position à adopter, et peut ouvrir des opportunités aux Etats-Unis. Mais le Kremlin dispose de bien des leviers pour peser sur la façon dont le régime biélorusse, avec ou sans Loukachenko va évoluer.

Le deuxième axe de recherche³⁹⁶ concerne la guerre commerciale et la concurrence géopolitique entre la Chine et les Etats-Unis, et ses implications pour les dynamiques au sein du triangle stratégique, notamment sur le statut de la Russie. Alors que la communauté scientifique en Occident s'entend pour montrer l'écart de puissance entre la Russie et la Chine, et la dépendance croissante du premier vis-à-vis du second, la montée des tensions sino-américaines appelle à une réévaluation du poids de la Russie dans la stratégie de puissance chinoise. En effet, en sus de son statut de fournisseur de premier plan dans les secteurs de l'armement et des hydrocarbures, la Russie dispose d'un poids géopolitique en Asie que la Chine ne peut ignorer. Entretenant des relations tendues avec les autres puissances régionales, Inde et Japon, la Chine a besoin *a minima* d'une certaine neutralité russe. La pression américaine croissante en Asie, son implication dans les revendications territoriales en mer de Chine, la responsabilité de la Chine dans la propagation du coronavirus en 2020, fragilisent sa position internationale, et pourraient constituer des facteurs de rapprochement avec la Russie, contribuant ainsi à réduire l'asymétrie des relations russo-chinoises en faveur de Moscou. Les tensions sino-américaines soulèvent également la question du maintien aux Etats-Unis d'une politique de refoulement de la Russie. Les Etats-Unis ont-ils les moyens de mener de front les conflits avec ces deux Etats ? Vont-ils tenter, comme le préconisait Dittmer, de se rapprocher de l'un des acteurs du triangle pour fragiliser leur entente ?

Un autre axe de recherche concerne l'évaluation des dynamiques du triangle dans les environnements régionaux des deux autres acteurs, à savoir l'Amérique centrale et latine pour les Etats-Unis, et l'Asie, notamment l'Asie du sud-est, pour la Chine. Cette stratégie de chacun pour soi, que l'on a pu observer dans notre étude de cas, se manifeste-t-elle également dans ces régions centrales dans la stratégie de sécurité des acteurs ? On peut à ce titre se focaliser sur deux dossiers : le soutien sino-russe au régime de Nicola Maduro au Vénézuéla en opposition aux Etats-Unis, et les jeux américain et russe face aux revendications territoriales de la Chine en mer de Chine.

Quel avenir pour le triangle stratégique entre la Russie, la Chine et les Etats-Unis ? Le refus des Etats-Unis de coopérer actuellement avec l'un ou l'autre des acteurs du triangle révèle

³⁹⁶ TRENIN, Dmitri, 2020. China-Russia Relationship Model for Major Powers. In : *Carnegie Moscow Center* [en ligne]. Juillet 2020. Disponible à l'adresse : <https://carnegie.ru/2020/07/15/china-russia-relationship-model-for-major-powers-pub-82305>.

pour certains³⁹⁷ la fin de cette représentation des relations entre les trois Etats. La politique étrangère russe demeure toutefois marquée par la nécessité de composer avec les deux acteurs simultanément. En outre, la rivalité sino-américaine affermit la position de la Russie vis-à-vis de la Chine, et accentue la place de Moscou dans la politique étrangère de Pékin. Dès lors, l'on peut attendre de Moscou qu'elle ne tente dans les prochaines années de simultanément renforcer son partenariat stratégique avec la Chine en vue d'affaiblir les Etats-Unis et de tirer parti de la rivalité sino-américaine pour consolider sa position auprès de son partenaire chinois.

³⁹⁷ KARAGANOV, Serguei, 2020. The Future of the Big Triangle. In : *Russia in Global Affairs* [en ligne]. 29 juin 2020. Disponible à l'adresse : <https://eng.globalaffairs.ru/articles/future-big-triangle/>.

BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires

Collecte de données brutes

- Sur les mouvements de population et répartition géographique de certains peuples, et recensement

Organisation Internationale Des Migrations, 2015. *Diaspora - partner po razvitiyou Tadjikistana* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <http://publications.iom.int/books/diaspora-partner-development-tajikistan-russian-0>.

VIDAL MOSLER, Elisa et TJADEN DAG, Jasper, 2018. *Global migration indicators 2018: insights from the Global Migration Data Portal: www.migrationdataportal.org* [en ligne]. S.l. : Global Migration Data Analysis Centre (GMDAC) International Organization for Migration. ISBN 978-92-9068-772-6. Disponible à l'adresse : https://publications.iom.int/system/files/pdf/global_migration_indicators_2018.pdf.

Joshua Project. Disponible à l'adresse : https://joshuaproject.net/people_groups/15755.

Le Démoscope, recensement de la population dans l'empire russe. Disponible à l'adresse : http://www.demoscope.ru/weekly/ssp/rus1897_01.php

- Données économiques (échanges commerciaux, investissements, PIB)

Banque centrale de Russie

Banque mondiale

Organisation des nations unies

Fonds monétaire international

China Global Investment Tracker

Centre national des statistiques de la république du Kirghizstan. Disponible à l'adresse : <http://stat.kg/ru/statistics/naselenie/>

Asian Development Bank, 2016. *Tajikistan: Promoting Export Diversification and Growth* [en ligne]. S.l. : Asian Development Bank. Country Diagnostic Study. ISBN 978-92-9257-538-0. Disponible à l'adresse : <https://www.adb.org/publications/tajikistan-promoting-export-diversification-and-growth>.

- Commerce d'armes

Stockholm International Peace Research Institute: SIPRI Military Expenditure Database | SIPRI. Disponible à l'adresse : <https://www.sipri.org/databases/milex>.

- Autres

The Economist Group: The Economist Intelligence Unit, 2017. *Democracy Index 2017 - Free speed under attack* [en ligne]. The Economist Group. Disponible à l'adresse : http://pages.eiu.com/rs/753-RIQ-438/images/Democracy_Index_2017.pdf?mkt_tok=eyJpIjoiWkRkbU1HWmxNVEUwTW1FdyIsInQiOiJpdlltVFV0b1FRQzZNVERCZHhVeitZRElmgUGplOHh3NWs1d2wzVzdRS1JvNU1kVmUxQVRESU9LbEVSOVwvR1F4aG1PV1NIS0ZZcng4NzBcLzVNZ09JOUxiZU5TTVEPekVHayttOTRqQkQ5TkNzWGNtRlowQTZ0UzIUK0pDdm9PVGlclLyJ9.

Sources institutionnelles russes

- Doctrines de la Fédération de Russie

The Military Doctrine of The Russian Federation. In : *Embassy of the Russian Federation to the United Kingdom* [en ligne]. décembre 2014. Disponible à l'adresse : <http://rusemb.org.uk/press/2029>.

Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie, 2000. Document consulté sur le site de la Federation of American Scientists.

Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie 2008. Document consulté sur le site du Kremlin.

Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie (Approuvé par le Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine le 12 février 2013). Document consulté sur le site du ministère des affaires étrangères russe.

Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie, 2016. Document consulté sur le site du Kremlin.

- Déclarations communes

“China-Russia: Joint Declaration On A Multipolar World And The Establishment Of A New International Order.” *International Legal Materials*, vol. 36, no. 4, 1997, pp. 986–989. JSTOR, www.jstor.org/stable/20698707. Accessed 23 Apr. 2020.

Joint statement of the People's Republic of China and the Russian Federation on the development of a comprehensive strategic partnership for collaboration in the new era (full text) [en ligne]. S.l. : s.n. [Consulté le 25 août 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.bilaterals.org/?joint-statement-of-the-people-s>.

- Discours et interventions des dirigeants russes

ELTSINE, Boris. 1994. *President Yeltsin General Assembly Speech, Sep 26 1994 | Video | C-SPAN.org* [en ligne]. 1994. Disponible à l'adresse : <https://www.c-span.org/video/?60435-1/president-yeltsin-general-assembly-speech>.

RUSSIA, Team of the Official Website of the President of, 2001. Russian President's Statement. In: President of Russia [en ligne]. 24 septembre 2001. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/21338>.

POUTINE, Vladimir, 2001. *Vystuplenie Prezidenta Rossii Vladimira Putina na Pervom Vsemirnom kongresse rossijskih sootečestvennikov* [en ligne]. Octobre 2001. S.l. : s.n. Disponible à l'adresse : <http://vksrs.com/publications/vystuplenie-prezidenta-rossii-vladimira/>.

RUSSIA, Team of the Official Website of the President of, 2007. Speech and the Following Discussion at the Munich Conference on Security Policy. In : President of Russia [en ligne]. 10 février 2007. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/24034>.

RUSSIA, Team of the Official Website of the President of, 2008. Transcript of the Meeting with the Participants in the International Club Valdai. In : *President of Russia* [en ligne]. 2008. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/1383>.

Dmitry Medvedev made a statement on the situation in South Ossetia • President of Russia. In : *President of Russia* [en ligne]. 8 août 2008. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/1043>.

Interview given by Dmitry Medvedev to Television Channels Channel One, Russia, NTV • President of Russia. In : *President of Russia* [en ligne]. 31 août 2008. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/48301>.

RUSSIA, Team of the Official Website of the President of. Dmitry Medvedev's interview with Russian television channels has been published. In : *President of Russia* [en ligne]. 2008. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/1276>.

POUTINE, Vladimir, 2011. *Novyj integracionnyj proekt dlja Evrazii — buduše, kotoroe roždaetsja segodnja*. [Un nouveau projet d'intégration pour l'Eurasie - l'avenir qui naît aujourd'hui] In : *Izvestia* [en ligne]. octobre 2011. Disponible à l'adresse : <https://iz.ru/news/502761#ixzz1s03GRcgw>.

RUSSIA, Team of the Official Website of the President of, 2012. News conference following APEC Leaders' Week. In : *President of Russia* [en ligne]. septembre 2012. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/16432>.

RUSSIA, Team of the Official Website of the President of, 18 mars 2014. Address by President of the Russian Federation. In : *President of Russia* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/20603>.

POUTINE, Vladimir, Conference of Russian ambassadors and permanent representatives. Juillet 2014. In : President of Russia [en ligne]. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/46131>

PRESIDENT OF RUSSIA, 2014. Seliger 2014 National Youth Forum. In : [en ligne]. 2014. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/46507>.

RUSSIA, Team of the Official Website of the President of, 2014. Meeting of the Valdai International Discussion Club. In : *President of Russia* [en ligne]. 2014. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/46860>.

RUSSIA, Team of the Official Website of the President of, 2015. Meeting of the Valdai International Discussion Club. In : *President of Russia* [en ligne]. 2015. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/50548>.

POUTINE, Vladimir, 2016. Plenarnoe zasedanie Peterburgskogo mezhdunarodnogo èkonomičeskogo foruma [Session plénière du Forum économique international de Saint-Pétersbourg]. In : *President of Russia* [en ligne]. 2016. Disponible à l'adresse : <http://kremlin.ru/events/president/news/52178>.

RUSSIA, Team of the Official Website of the President of, 2016. Meeting of the Valdai International Discussion Club. In : *President of Russia* [en ligne]. 2016. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/53151>.

RUSSIA, Team of the Official Website of the President of 2016. Plenary session of St Petersburg International Economic Forum. In : *President of Russia* [en ligne]. 2016. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/52178>.

RUSSIA, Team of the Official Website of the President of, 2017. The Arctic: Territory of Dialogue international forum. In: *President of Russia* [en ligne]. 2017. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/54149>.

RUSSIA, Team of the Official Website of the President of, 2017. Meeting of the Valdai International Discussion Club. In : *President of Russia* [en ligne]. 2017. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/55882>.

RUSSIA, Team of the Official Website of the President of, 2017. Meeting with Russian and US business leaders. In: *President of Russia* [en ligne]. 2017. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/54665>.

Message from President of Russia to heads of Eurasian Economic Union member states • President of Russia. In : *President of Russia* [en ligne]. Janvier 2018. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/56663>.

RUSSIA, Team of the Official Website of the President of, 2018. Press statements following Russian-Chinese talks. In : *President of Russia* [en ligne]. Juin 2018. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/57699>.

Russia, Team of the Official Website of the President of, 2018. Russia–India–China meeting. In: *President of Russia* [en ligne]. décembre 2018. Disponible à l'adresse : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/59278>.

- Ministère de la défense

MCIS Moskovskaya Conferentsia po Mezhdunarodnoï Bézanapasnosti, 2018. *Speech by Russian Defence Minister General of the Army Sergei Shoigu at MCIS 2018* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=qKrquyuxi3rQ>.

- Ministère des affaires étrangères

Shanghai Convention on combating terrorism, separatism and extremism. In : *Ministère des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie* [en ligne]. juin 2001. Disponible à l'adresse : http://www.mid.ru/sanhajskaa-organizacia-sotrudnicestva-sos-/-/asset_publisher/0vP3hQoCPRg5/content/id/579606

- Déclaration du patriarche Kirill

Patriarche Kirill, 2010. Report of His Holiness Patriarch Kirill at the Bishops' Council on February 2, 2010. In : *patriarchia.ru* [en ligne]. Février 2010. Disponible à l'adresse : <http://www.patriarchia.ru/db/text/1061651.html>.

Sources institutionnelles américaines

- Discours et déclarations des dirigeants américains

ROOSEVELT, Theodore, 1904. December 6, 1904: Fourth Annual Message. In : *Miller Center* [en ligne]. 1904. Disponible à l'adresse : <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/december-6-1904-fourth-annual-message>

Eisenhower, Dwight D, 1961. Farewell Radio and Television Address to the American People. In : [en ligne]. Janvier 1961. Disponible à l'adresse : https://www.eisenhower.archives.gov/all_about_ike/speeches/farewell_address.pdf.

BUSH, George, 2001. Address to the Nation on the September 11 attacks - Selected Speeches George W. Bush. In : [en ligne]. 2001. Disponible à l'adresse : https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/infocus/bushrecord/documents/Selected_Speeches_George_W_Bush.pdf.

Remarks by President Obama to the People of Estonia. In : *whitehouse.gov* [en ligne]. 3 septembre 2014. Disponible à l'adresse : <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/09/03/remarks-president-obama-people-estonia>.

OBAMA, Barack, 2014. Transcript: Obama's remarks on Russia, NSA at the Hague on March 25. In : *Washington Post* [en ligne]. 25 mars 2014. Disponible à l'adresse : https://www.washingtonpost.com/world/national-security/transcript-obamas-remarks-on-russia-nsa-at-the-hague-on-march-25/2014/03/25/412950ca-b445-11e3-8cb6-284052554d74_story.html.

- Documents officiels issus de la Maison-Blanche

The United States and Kazakhstan: An Enhanced Strategic Partnership for the 21st Century. In : *The White House* [en ligne]. Janvier 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/united-states-kazakhstan-enhanced-strategic-partnership-21st-century/>.

The United States and Uzbekistan: Launching a New Era of Strategic Partnership. In : *The White House* [en ligne]. Mai 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/united-states-uzbekistan-launching-new-era-strategic-partnership/>.

- Département de Défense

Carter, Ashton, 2015. *Remarks on "Strategic and Operational Innovation at a Time of Transition"* [en ligne]. novembre 2015. S.l. : s.n. Disponible à l'adresse : <https://www.defense.gov/News/Speeches/Speech-View/Article/628146/remarks-on-strategic-and-operational-innovation-at-a-time-of-transition-and-tur/>.

Carter, Ashton, 2016. *Remarks Previewing the FY 2017 Defense Budget* [en ligne]. Février 2016. Disponible à l'adresse : <https://www.defense.gov/News/Speeches/Speech-View/Article/648466/remarks-previewing-the-fy-2017-defense-budget/>.

Joint Chiefs of Staff Washington Dc, 2018. *Summary of the 2018 National Defense Strategy of the United States of America: Sharpening the American Military's Competitive Edge*. [en ligne]. Department of Defense. Disponible à l'adresse : <https://www.defense.gov/Portals/1/Documents/pubs/2018-National-Defense-Strategy-Summary.pdf>

Joint Chiefs of Staff Washington Dc, 2015. *The National Military Strategy of the United States of America 2015: The United States Military's Contribution to National Security*. [en ligne]. Fort Belvoir, VA. Defense Technical Information Center. Disponible à l'adresse : <http://www.dtic.mil/docs/citations/ADA619156>.

Secretary of Defense, 2016. *Remarks Previewing the FY 2017 Defense Budget*. In : U.S. Department Of Defense [en ligne]. Février 2016. [Consulté le 20 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.defense.gov/Newsroom/Speeches/Speech/Article/648466/remarks-previewing-the-fy-2017-defense-budget/>.

- Département d'Etat américain et USAID

U.S. relations with Poland. In : *U.S. Department of State* [en ligne]. Avril 2018. Disponible à l'adresse : <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/2875.htm>.

WASHINGTON FREE BEACON, 2013. *Kerry: The Era Of The Monroe Doctrine Is Over* [en ligne]. Novembre 2013. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=4SFSavUqzdw>.

Memorandum on Deepening the Defense and Security Partnership Between the United States of America and Georgia (July 6). In : *U.S. Embassy in Georgia* [en ligne]. Juillet 2016. Disponible à l'adresse : <https://ge.usembassy.gov/memorandum-deepening-defense-security-partnership-united-states-america-georgia-july-6/>

Who We Are | U.S. Agency for International Development. In : *USAID* [en ligne]. [Consulté le 22 octobre 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.usaid.gov/who-we-are>.

FY 2014-2017 Department of State and USAID Strategic Plan (PDF). In : *USAID* [en ligne]. 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/s/d/rm/rls/dosstrat/2014/pdf/index.htm>.

- Central Intelligence Agency

A Look Back ... — Central Intelligence Agency. In : *Central Intelligence Agency* [en ligne]. 2007. Disponible à l'adresse : <https://www.cia.gov/news-information/featured-story-archive/2007-featured-story-archive/a-look-back.html>.

LAIPSON, Ellen B., 2007. *Can the USG and NGOs Do More? — Central Intelligence Agency* [en ligne]. CIA. Disponible à l'adresse : https://www.cia.gov/library/center-for-the-study-of-intelligence/csi-publications/csi-studies/studies/vol49no4/USG_NGOs_5.htm#_ftn15.

- Congrès des Etats-Unis

A Minority Staff Report Prepared For The Use Of The Committee On Foreign Relations United States Senate, 2018. *Putin's Asymmetric Assault On Democracy In Russia And Europe: Implications For U.S. National Security*, Janvier 2018, S.I. Sénat des Etats-Unis.

PAUL, Ron, 2004. Statement before the US House International Relations Committee, In : *LewRockwell.com* [en ligne]. Décembre 2004. [Consulté le 18 octobre 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.lewrockwell.com/2004/12/ron-paul/what-has-ned-done-in-ukraine/>.

Text - H.R.5515 - 115th Congress (2017-2018): John S. McCain National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2019 | Congress.gov | Library of Congress. In : *Congress.Gov* [en ligne]. Aout 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/5515/text>.

- Département du Trésor

US, Department of Treasury, 2018. *Treasury Designates Russian Oligarchs, Officials, and Entities in Response to Worldwide Malign Activity | U.S. Department of the Treasury*. In : [en ligne]. Avril 2018. Disponible à l'adresse : <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm0338>.

Sources institutionnelles chinoises

Foreign Ministry Spokesperson Geng Shuang's Regular Press Conference on July 12, 2017. In : *Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China* [en ligne]. Juillet 2017. Disponible à l'adresse : https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/xwfw_665399/s2510_665401/t1477422.shtml.

Afghanistan, China, Pakistan, Tajikistan issue joint statement on anti-terrorism. In : *Ministère de la Défense Nationale de la République Populaire de Chine* [en ligne]. Aout 2016. Disponible à l'adresse : http://eng.mod.gov.cn/DefenseNews/2016-08/04/content_4707451.htm.

Record of the Meeting of the Standing Committee of the Political Bureau of the Chinese Communist Party Concerning the Maintenance of Stability in Xinjiang. 1996. [en ligne]. S.I. Disponible à l'adresse : <http://caccp.freedomsherald.org/conf/doc7.html>.

Sources institutionnelles diverses

- Arménie

Armenia Development Strategy for 2014-2025 [en ligne]. 2014. S.I. : s.n. Disponible à l'adresse : https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/armenia_development_strategy_for_2014-2025.pdf.

- Biélorussie

Belarus President receives credentials of foreign ambassadors | Events | The Official Internet Portal of the President of the Republic of Belarus. In: *The Official Internet Portal of the President of the Republic of Belarus* [en ligne]. Septembre 2018. Disponible à l'adresse : http://president.gov.by/en/news_en/view/belarus-president-receives-credentials-of-foreign-ambassadors-19565/.

- Géorgie

Georgia strengthens economic ties with China. In : *Agenda.ge* [en ligne]. Septembre 2015. Disponible à l'adresse : <http://agenda.ge/en/news/2015/1970>.

STRATEGIC DEFENCE REVIEW 2017-2020. In : *Ministère de la Défense de Géorgie*. 2018. p. 38.

- Inde

Official Spokesperson's response to a query on participation of India in OBOR/BRI Forum. In: *Ministry of External Affairs of the Republic of India* [en ligne]. mai 2017. Disponible à l'adresse : <https://mea.gov.in/mediabriefings.htm?dtl/28463/Official+Spokespersons+response+to+a+query+on+participation+of+India+in+OBORBRI+Forum>.

- Kazakhstan

Statement by the Ministry of Foreign Affairs of Kazakhstan on the referendum in Crimea. In : *Embassy of the Russian Federation to the United Kingdom* [en ligne]. mars 2014. Disponible à l'adresse : <http://www.rusemb.org.uk/press/1782>.

NAZARBAYEV, Noursoultan, 2012. Address by the President of the Republic of Kazakhstan, Leader of the Nation, N.Nazarbayev "Strategy Kazakhstan-2050": new political course of the established state" — Official site of the President of the Republic of Kazakhstan. In : *Official site of the president of the Republic of Kazakhstan* [en ligne]. 2012. [Consulté le 20 août 2019]. Disponible à l'adresse : http://www.akorda.kz/en/addresses/addresses_of_president/address-by-the-president-of-the-republic-of-kazakhstan-leader-of-the-nation-nnazarbayev-strategy-kazakhstan-2050-new-political-course-of-the-established-state

- Lituanie

Linus Linkevičius: we expect leadership of the USA in ensuring security | News | Ministry of Foreign Affairs. In : *Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania* [en ligne]. février 2015. Disponible à l'adresse : <https://www.urm.lt/default/en/news/linas-linkevicius-we-expect-leadership-of-the-usa-in-ensuring-security->.

- Mongolie

MONGOLIA-RUSSIA RELATIONS. In : *Ministry of Foreign Affairs of Mongolia* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <http://www.mfa.gov.mn/?p=29543&lang=en>.

- Pologne

Proposal-for-a-U.S.-Permanent-Presence-in-Poland-2018.pdf [en ligne]. 2018. Ministry of National Defence - Republic of Poland. Disponible à l'adresse : <https://g8fip1kplyr33r3krz5b97d1-wpengine.netdna-ssl.com/wp-content/uploads/2018/05/Proposal-for-a-U.S.-Permanent-Presence-in-Poland-2018.pdf>.

Poland (éd.), 2014. *National security strategy of the Republic of Poland*. Warsaw : National Security Bureau. ISBN 978-83-60846-24-7. UA829.P7 N32513 2014

- Ukraine

HUMENIUK, Borys, 2017. Priorities for Ukraine: European Union integration - Interviews and articles - MFA of Ukraine. In : *Ministry of Foreign Affairs of Ukraine* [en ligne]. novembre 2017. Disponible à l'adresse : <https://mfa.gov.ua/en/article/open/id/5923>.

- Union européenne

LATICI, Tania, 2018. European Deterrence Initiative: the transatlantic security guarantee. In : *European Parliamentary Research Service*. Juillet 2018. n° PE 625.117, p. 12. Disponible à l'adresse : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2018/625117/EPRS_BRI\(2018\)625117_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2018/625117/EPRS_BRI(2018)625117_EN.pdf)

Atlantic Resolve. Disponible à l'adresse : <http://www.eur.army.mil/AtlanticResolve/>.

Organisations internationales, instituts de sondage

- G8

Communiqué du sommet de Kananaskis, 2002. *Russia's Role in the G8* [en ligne]. 26 juin 2002. Disponible à l'adresse : <http://www.g8.utoronto.ca/summit/2002kananaskis/russiasrole.html>.

- Organisation du traité de l'Atlantique nord

Anakonda 2018 - największe ćwiczenie Wojska Polskiego :: Information about the exercise ::: In : [en ligne]. [Consulté le 1 octobre 2018]. Disponible à l'adresse : <http://anakonda.do.wp.mil.pl/en/46.html>.

NATO, 1949. *The North Atlantic Treaty* [en ligne]. avril 1949. S.l. : s.n. Disponible à l'adresse : http://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_17120.htm.

NATO – Topic : Exercises. In : *NATO* [en ligne]. Disponible à l'adresse : https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_49285.htm.

NATO, 2014. Wales Summit Declaration issued by the Heads of State and Government participating in the meeting of the North Atlantic Council in Wales. In : *NATO* [en ligne]. Septembre 2014. Disponible à l'adresse : http://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_112964.htm.

NATO, 2015. Sanctions after Crimea: Have they worked? In: *NATO Review* [en ligne]. 2015. Disponible à l'adresse : <http://www.nato.int/docu/review/2015/Russia/sanctions-after-crimea-have-they-worked/EN/index.htm>.

NATO. Remarks by NATO Secretary General Jens Stoltenberg at a press point with the President of Ukraine, Petro Poroshenko (NATO Summit Brussels). In : *NATO* [en ligne]. Juillet 2018. Disponible à l'adresse : http://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_156736.htm.

- Union économique eurasiatique

EURASIAN COMMISSION, 2017. Kyrgyzstan will get assistance from Kazakhstan in adaptation of the country's economy to the requirements of the EAEU. In : [en ligne]. 2017. Disponible à l'adresse : <http://www.eurasiancommission.org/en/nae/news/Pages/17-03-2017-2.aspx>.

- Organisation des nations unies

HELLIWELL, John F., LAYARD, Richard et SACHS, Jeffrey D., 2018. World Happiness Report 2018. In : *World Happiness Report* [en ligne]. 2018. Disponible à l'adresse : <http://worldhappiness.report/>.

General Assembly: 68th session: 80th Plenary MTG - [en ligne]. 2014. S.l. : ONU. Disponible à l'adresse : <https://papersmart.unmeetings.org/en/ga/68th-session/plenary-meetings/documents/voting-record/resolution-68262/>

- Organisation du traité de sécurité collective

Charte de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective, 2002. Disponible à l'adresse : http://www.operationspaix.net/DATA/DOCUMENT/3824~v~Charte_de_l_OTSC.pdf

- Asian development bank

ASIAN DEVELOPMENT BANK, 2016. *Tajikistan: Promoting Export Diversification and Growth* [en ligne]. S.l. : Asian Development Bank. Country Diagnostic Study. ISBN 978-92-9257-538-0. Disponible à l'adresse : <https://www.adb.org/publications/tajikistan-promoting-export-diversification-and-growth>.

- Documents de l'Open Society Foundations / International Renaissance Foundation et discours de George Soros

Open Society Institute - Partnerships [en ligne]. Date inconnue. Open Society Institute. [Consulté le 24 octobre 2018]. Disponible à l'adresse : https://www.opensocietyfoundations.org/sites/default/files/partners_20090720_0.pdf.

Offices & Foundations. In: *Open Society Foundations* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.opensocietyfoundations.org/about/offices-foundations>.

SOROS, George, 2015. Speech delivered by George Soros at the 25th Anniversary Dinner for the IRF. In : *International Renaissance Foundation* [en ligne]. Novembre 2015. Disponible à l'adresse :

http://www.irf.ua/en/allvents/news/vistup_dzhordzha_sorosa_na_yuvileyniy_vecheri_z_nagodi_25richchya_mf_vidrodzhennya/.

SOROS, George, 2015. A New Policy to Rescue Ukraine. In: *The New York Review of Books* [en ligne]. 5 février 2015. Disponible à l'adresse : <https://www.nybooks.com/articles/2015/02/05/new-policy-rescue-ukraine/>.

Open Society - Georgia Foundation - EU Integration. In : [en ligne]. Disponible à l'adresse : http://www.osgf.ge/index.php?lang_id=ENG&sec_id=183.

- National Endowment for Democracy

How We Work – National Endowment for Democracy. In : *National Endowment for Democracy* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.ned.org/about/how-we-work/>.

National Endowment for Democracy - Resource Summary. In : U.S. Department of State [en ligne]. 2012. Disponible à l'adresse : <https://www.state.gov/documents/organization/181143.pdf>

National Endowment for Democracy, 2013. *Reconsidering Democratic Transitions FIRST panel* [en ligne]. 2013. Disponible à l'adresse : https://www.youtube.com/watch?time_continue=73&v=fcpZhRs_gYw.

National Endowment for Democracy. 2014 Annual Report – In: *National Endowment for Democracy* [en ligne]. 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.ned.org/publications/2014-annual-report/>.

Navarro, Luis, 2014. *Public attitudes in Georgia* [en ligne]. avril 2014. S.l. : National Democratic Institute. Disponible à l'adresse : [https://www.ndi.org/sites/default/files/Georgia April 2014 Survey English.pdf](https://www.ndi.org/sites/default/files/Georgia%20April%202014%20Survey%20English.pdf).

Regional: Europe 2017 – National Endowment for Democracy. In : *National Endowment for Democracy* [en ligne]. 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.ned.org/region/central-and-eastern-europe/regional-europe-2017/>.

Fondation Russkiy Mir. Disponible à l'adresse : <https://www.ruskiymir.ru/>.

Documents piratés

Open Society Foundation

Entretiens téléphoniques de Victoria Nuland

Sources secondaires

Approches théoriques

- Géopolitique et relations internationales

BRAUDEL, Fernand, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Flammarion, 1969, p.800.

BREZINSKI, Zbigniew. *Le Grand Echiquier : l'Amérique et le reste du monde*. Bayard., Actualité. 1997, p.153.

DOUGUINE, Alexandre, 1997. *Osnovy gueopolitiki : geopolitičeskoe budušee Rossii [Fondements de géopolitique : l'avenir géopolitique de la Russie]*, Arktogeja, Moscou, 1997, 600p.

DOUGUINE, Alexandre, 2014. *Eurasian Mission: An Introduction to Neo-Eurasianism*. Arktos, 2014. ISBN 978-1-910524-24-4.

GOMART, Thomas, 2016. Le retour du risque géopolitique. In : Les notes de l'institut. Janvier 2016. p. 58.

La Documentation Française, 2014. Les acteurs des relations internationales - Questions à Justin Vaïsse. In : [en ligne]. Mars 2014. Disponible à l'adresse : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000547-les-acteurs-des-relations-internationales/questions-a-justin-vaisse>.

LACOSTE, Yves, 2014. *La géopolitique à la française* [en ligne]. CLES. Septembre 2014. S.l. : s.n. Disponible à l'adresse : <https://fr.slideshare.net/JFFiorina/cles-hs-n38-la-gopolitique-la-franaise-entretien-avec-yves-lacoste-sept-14>.

LACOSTE, Yves, 2018. *Entretien avec Yves Lacoste : Qu'est-ce que la géopolitique?* *Diploweb.com* [en ligne]. 4 octobre 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.diploweb.com/Entretien-avec-Yves-Lacoste-Qu-est-ce-que-la-geopolitique.html>.

LIVINGSTONE, Grace, 2009. *America's Backyard: The United States and Latin America from the Monroe Doctrine to the War on Terror*. Zed Books; Latin American Bureau. ISBN 978 1 84813 213 9 hb.

LOYER, Barbara, 2019. *Géopolitique - Méthodes et concepts*. Armand Colin. Coursus. ISBN 978-2-200-62330-2.

NYE, Joseph Jr., 2004. *Soft Power - The means to success in world politics*. Public Affairs. S.l. : s.n. ISBN IO 1-58648-306-4.

SOPPELSA, Jacques, ROMER, Jean-Christophe et BATTISTI, Michèle, 1997. *Lexique de géopolitique - Jacques Soppelsa, Jean-Christophe Romer, Michèle Battesti - Achat Livre | fnac* [en ligne]. Dalloz. ISBN 2-247-00934-4. Disponible à l'adresse : <https://livre.fnac.com/a246834/Jacques-Soppelsa-Lexique-de-geopolitique>.

TIERNEY, Dominic, 2017. The Risks of Foreign Policy as Political Distraction. In : *The Atlantic* [en ligne]. Juin 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.theatlantic.com/international/archive/2017/06/trump-diversionary-foreign-policy/530079/>.

Sociologie

WARD, George, 2015. Is Happiness a Predictor of Election Results? In: *Center for Economic Performance - London School of Economics* [en ligne]. Avril 2015. Vol. CEP Discussion Paper No 1343. Disponible à l'adresse : http://cep.lse.ac.uk/pubs/download/dp1343.pdf?utm_source=link_news9&utm_campaign=it_em_206468&utm_medium=copy.

PARETO, Vilfredo, 2011. Renouveau des élites. In : *Le Télémaque*. 18 août 2011. Vol. n° 39, n° 1, p. 7-10.

MONNEROT, Jules, 1969. Sociologie de la révolution. In : *Les Études philosophiques* [en ligne]. S.l. : s.n. Presses Universitaires de France. p. 69-86. Disponible à l'adresse : <https://www.jstor.org/stable/41581452>.

DAMI Aldo. Définition de l'ethnie. In : Relations économiques et relations interethniques. Nice : Institut d'études et de recherches interethniques et interculturelles, 1970. pp. 27-41. (*Etudes préliminaires - IDERIC*, 2). Disponible à l'adresse : www.persee.fr/doc/epide_0768-5289_1970_sem_2_1_939

ROBINEAU, Claude, 1985. Espace, société, histoire : l'ethnie, réalité ou illusion. In : *Cahiers ORSTOM. Série Sciences Humaines*. 1985. Vol. 21, n° 1, p. 57-61. Centre IRD de Bondy

Expat Insider 2017: Russians Abroad. In: [en ligne]. 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.internations.org/expat-insider/2017/russians-abroad-39209>.

Le triangle stratégique Russie-Chine-Etats-Unis

LO Bobo, Russia, China and the United States: From Strategic Triangularism to the Postmodern Triangle. *Russie.Nei. Visions*, No. 47, February 2010 / Proliferation Papers, No. 32, Winter 2010

DITTMER, Lowell, 1981. The Strategic Triangle: An Elementary Game-Theoretical Analysis. In: *World Politics*. 1981. Vol. 33, n° 4, p. 485-515. DOI 10.2307/2010133. JSTOR

KARAGANOV, Serguei, 2020. The Future of the Big Triangle. In : *Russia in Global Affairs* [en ligne]. 29 juin 2020. Disponible à l'adresse : <https://eng.globalaffairs.ru/articles/future-big-triangle/>.

MAO, Huei-Ming, 2003. The U.S.-China-Russia Strategic Triangle Relationship- Since the Beginning of the Bush Administration. In: *Tamkang Journal of International Affairs*. 2003. p. 37.

TRENIN, Dmitri, 2012. True partners? How Russia and China see each other. In : *Center for european reform*. février 2012. p. 29.

TRENIN, Dmitri, 2020. China-Russia Relationship Model for Major Powers. In : *Carnegie Moscow Center* [en ligne]. Juillet 2020. Disponible à l'adresse : <https://carnegie.ru/2020/07/15/china-russia-relationship-model-for-major-powers-pub-82305>.

WISHNICK, Elizabeth, 2015. The New China-Russia-U.S. Triangle. In : *NBR Analysis Brief*. décembre 2015. p. 2.

ROZMAN, Gilbert, 2019. The Sino-Russia-US Strategic Triangle: A View from China | The Asan Forum. In : [en ligne]. Février 2019. Disponible à l'adresse : <http://www.theasanforum.org/the-sino-russia-us-strategic-triangle-a-view-from-china/>.

Russie : géopolitique et économie

- Ouvrages

- BLUM, Alain, 2002. *Le dilemme russe : La Russie et l'Europe occidentale d'Ivan le Terrible à Boris Eltsine*. Flammarion. Paris : Éditions de l'EHESS. ISBN 978-2-08-210098-4.
- BRIGOT, André, Roy, Olivier, 1985. *La guerre d'Afghanistan : intervention soviétique et résistance*. La Documentation Française. Paris. Notes et études documentaires - Documentation française, ISSN 0029-4004 ; 4785, p29-36.
- DE TINGUY Anne, « 2. L'ex-empire : un enjeu stratégique majeur », dans : Isabelle Facon éd., Moscou et le monde. L'ambition de la grandeur : une illusion ? Paris, Autrement, « Mondes et Nations », 2008, p. 55-85.
- FACON, Isabelle, 2010. *Russie : Les chemins de la puissance*. S.l. : Artège Editions. Initiation à la Géopolitique. ISBN 978-2-36040-399-8.
- LEVESQUE, Jacques, 1990. *L'URSS en Afghanistan : de l'invasion au retrait*. Éditions Complexe, p111-115
- MARCHAND, Pascal, 2014. *Géopolitique de la Russie - Une nouvelle puissance en Eurasie*. Presses universitaires de France. Major. ISBN 978-2-13-062557-5.
- RADVANYI, Jean. Les paradoxes de l'Extrême-Orient russe : façade maritime dépressive cherche nouveaux moteurs de croissance. Regards de l'Observatoire franco-russe, Le Cherche-Midi, 2015.
- RADVANYI, Jean et LARUELLE, Marlène, 2016. *La Russie entre peurs et défis*. Armand Colin. Perspectives Géopolitiques. ISBN 978-2-200-61272-6.
- STEPANYAN, Ara, 2016. *The Spillover Effects of Russia's Economic Slowdown on Neighboring Countries*. International Monetary Fund. Washington, D.C. : ISBN 978-1-4755-4143-4.
- TEURTRIE, David, 2008. La stratégie de la Russie dans l'exportation de ses hydrocarbures : contrôle et diversification. In: *Flux*. 2008. Vol. n° 71, n° 1, p. 24-36.
- TRENIN, Dmitri, 2011. *Post-imperium: a Eurasian story*. Washington, D.C: Carnegie Endowment for International Peace. ISBN 978-0-87003-248-6. DK510.76. T73 2011
- VERCUEIL, Julien, 2017. Economie russe : après la crise, le retour des questions structurelles. In : Ramses 2018 : La guerre de l'information aura-t-elle lieu ? S.l. : Dunod. ISBN 978-2-10-076895-0.

- Publications scientifiques

- BARUAH, Darshana M., 2018. India's Answer to the Belt and Road: A Road Map for South Asia. In : *Carnegie India*. Working Paper. Aout 2018, p. 33.
- CHAMONTIN, Laurent. Géopolitique de la Russie et de son «Étranger proche». In : *Diploweb.com*. Disponible à l'adresse : <https://www.diploweb.com/Russie-et-Etranger-proche-retour.html#nb2>.

COIFFARD, Marie, 2012. Les transferts de fonds des migrants tadjiks, une « double crise » ? In : *Mondes en développement*. 10 octobre 2012. Vol. n°159, n° 3, p. 151-165. DOI : 10.3917/med.159.0151. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2012-3-page-151.htm>

DAFFLON, Denis, 2008. Les Russes d'Ukraine : un enjeu lié à la définition de l'identité nationale. In: *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 39, 2008, n°1. Les Russes de l'étranger proche et la question de la "diaspora" sous la direction de Marlène LARUELLE. pp. 95-120p. Disponible à l'adresse : https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2008_num_39_1_1883.

DE TINGUY Anne (dir.), Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2017. *Les Etudes du CERI*, n° 235-236, février 2018 [en ligne, www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].

DE TINGUY Anne, "Russie : le syndrome de la puissance", *CERISCOPE Puissance*, 2013, [en ligne], Disponible à l'adresse : <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part4/russie-le-syndrome-de-la-puissance>

DRAGEVNA, Dilka, 2018. The Eurasian Economic Union: Putin's Geopolitical Project. In : *Foreign Policy Research Institute* [en ligne]. Octobre 2018. [Consulté le 26 août 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.fpri.org/wp-content/uploads/2018/10/rpe-6-dragevna-final2.pdf>.

FACON, Isabelle et POUKHOV, Rouslan, 2008. Russie, Inde, coopération militaro-technique. In : *Fondation pour la recherche stratégique*. 2008. Vol. Recherches et documents, n° 8, p. 86.

GILES, Keir, 2018. Russia Hit Multiple Targets with Zapad-2017. In : *Carnegie Endowment for International Peace* [en ligne]. Janvier 2018. Disponible à l'adresse : <https://carnegieendowment.org/2018/01/25/russia-hit-multiple-targets-with-zapad-2017-pub-75278>.

GOMART, Thomas, 2006. Quelle influence russe dans l'espace post-soviétique ? In : *Le Courrier des pays de l'Est*. 2006. n° 1055, p. 4-13.

GRÖNE, Katharina, 2015. The Russian crisis and its fallout: the impact on the Eastern partnership states and Central Asia. In: *Friedrich Ebert Stiftung*. avril 2015. Vol. International Policy Analysis, p. 30.

KOZYREV, Andrei, 1992. Russia: A Chance for Survival. In : *Foreign Affairs* [en ligne]. 1 mars 1992. n° Spring 1992. Disponible à l'adresse : <https://www.foreignaffairs.com/articles/russia-fsu/1992-03-01/russia-chance-survival>.

LARUELLE, Marlène et Cooley, Alexander, 2013. *New Policy Memo: The Changing Logic of Russian Strategy in Central Asia: From Privileged Sphere to Divide and Rule?* [En ligne]. PONARS Eurasia. Policy Memo, 261. Disponible à l'adresse : <http://www.ponarseurasia.org/article/new-policy-memo-changing-logic-russian-strategy-central-asia-privileged-sphere-divide-and>.

LARUELLE, Marlène, 2008. Les Russes de l'étranger proche : le thème diasporique et ses lobbies en Russie. In : *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 39, 2008, n°1. Les Russes de l'étranger proche et la question de la "diaspora" sous la direction de Marlène LARUELLE, p. 11-38

LARUELLE, Marlène, 2015. The « Russian World » - Russia's Soft Power and Geopolitical Imagination. In : *Center of Global Interests*. Mai 2015.

MARCHAND Pascal, « La Russie, un Acteur International par la Force de la Géographie », *Diplomatie*, N° 66, Paris, Areion, Janvier-Février 2014, p. 34

MARCHAND, Pascal, 2014. Quelle est la politique eurasiatique de la Russie ? In : *Diploweb.com* [en ligne]. Juillet 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.diploweb.com/Geopolitique-de-la-Russie.html>.

MARSZEWSKI, Mariusz et STRACHOTA, Krzysztof, 2018. Russia's ostentatious return to Uzbekistan. In : *Center for Eastern studies* [en ligne]. 24 octobre 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2018-10-24/russias-ostentatious-return-to-uzbekistan>.

MCCLINTOK, Bruce et LILLY, Bilyana, 2017. Zapad 2017: What It Reveals About the Prickly Russia-Belarus Relationship | The National Interest. In : *The National Interest* [en ligne]. Septembre 2017. Disponible à l'adresse : <https://nationalinterest.org/feature/zapad-2017-what-it-reveals-about-the-prickly-russia-belarus-22271>.

MOSTAFA, Golam et MAHMOOD, Monowar, 2018. Eurasian Economic Union: Evolution, challenges and possible future directions. In : *Journal of Eurasian Studies*. Juillet 2018. Vol. 9, n° 2, p. 163-172. DOI [10.1016/j.euras.2018.05.001](https://doi.org/10.1016/j.euras.2018.05.001).

RADVANYI, Jean, 2017. La façade balte, nouveaux enjeux, nouveaux défis. In : *Rapport annuel de l'Observatoire franco-russe*. 2017

SAPIR, Jacques, 2007. Quel bilan économique pour les années Poutine en Russie ? In : *CEMI-EHESS*. 2007. p. 35

SEREBRENNIKOV, I. I., 2011. A Soviet Satellite: Outer Mongolia Today. In : *Foreign Affairs* [en ligne]. 2011. n° April 1931 Issue. Disponible à l'adresse : <https://www.foreignaffairs.com/articles/mongolia/1931-04-01/soviet-satellite-outer-mongolia-today>

SUSLOV, Mikhail, 2017. « Russian world »: Russia's policy towards its diaspora. In: *Notes de l'IFRI*. Juillet 2017. n° 103.

TEURTRIE David, « La langue russe. Un enjeu dans les relations entre la Russie et son étranger proche », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2004/3 (n° 1043), p. 67-75. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2004-3-page-67.htm>

TOURNON, Sophie, « Retour sur le concept d'un Étranger proche russe », 15 décembre 2010, *Regard sur l'Est*, http://www.regard-est.com/home/breve_contenu_imprim.php?id=1134.

TRENIN, Dmitri, 2009. Russia's Spheres of *Interest* not *Influence*. In: *The Washington Quarterly*. Octobre 2009. Vol. 32, n° 4, p. 3-22. DOI [10.1080/01636600903231089](https://doi.org/10.1080/01636600903231089).

TRENIN, Dmitri, 2016. Russia's Asia strategy: Bolstering the eagle's eastern wing. In : *IFRI, Russia/NEI Center* [en ligne]. Notes de l'IFRI n° 94. Juin 2016. Disponible à l'adresse : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/rnv94_uk_russias_asia_strategy.pdf.

VERCUEIL, Julien, [sans date]. L'Union économique eurasiatique : une intégration au prisme de la Russie. In : *Géoéconomie*. Vol. 71, n° 4, p. 167.

VERCUEIL, Julien, 2014. L'économie russe en 2013 : sortir de l'enlisement. In : *Diplomatie Magazine*. Janvier 2014. n° 71, p. 60-63.

Géopolitique des Etats-Unis, relations russo-américaines et ses enjeux en Eurasie

BARTELS, Frederico et KOCHIS, Daniel, 2018. Congress Should Transform the European Deterrence Initiative into an Enduring Commitment. In : *Heritage Foundation*. Mai 2018. n° 3319, p. 12. Disponible à l'adresse : https://www.heritage.org/sites/default/files/2018-05/BG3319_2.pdf

Center For the National Interest, 2017. *U.S. Sanctions on Russia: Objectives, Impacts, and Options – Center for the National Interest* [en ligne]. 2017. Disponible à l'adresse : <https://cftni.org/recent-events/u-s-sanctions-on-russia-objectives-impacts-and-options-2/>

Center for the National Interest, 2017. *U.S. Sanctions on Russia: Objectives, Impacts, and Options – Center for the National Interest* [en ligne]. 2017. Disponible à l'adresse : <https://cftni.org/recent-events/u-s-sanctions-on-russia-objectives-impacts-and-options-2/>.

CHALIAND, Gérard, 2004. « Une stratégie américaine de refoulement de la Russie » [en ligne]. *Libération*. 6 décembre 2004. Disponible à l'adresse : https://www.liberation.fr/planete/2004/12/06/une-strategie-americaine-de-refoulement-de-la-russie_501878

CHANG, Félix K, 2017. Russia's Existential Threat to NATO in the Baltics - FPRI. In : *Foreign Policy Research Institute* [en ligne]. juin 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.fpri.org/2017/06/russias-existential-threat-nato-baltics/>.

FACON, Isabelle, 2002. Le 11 septembre : un nouveau souffle dans les relations russo-américaines ? In : *Annuaire Français de Relations Internationales*. 2002. Vol. III.

FACON, Isabelle, 2013. Russie, Etats-Unis : la tension perpétuelle. In : *Notes de la FRS* [en ligne]. Juin 2013. n° 15/13. Disponible à l'adresse : <https://www.frstrategie.org/publications/notes/russie-etats-unis-tension-perpetuelle-2013>

HILL, Fiona, 2001. Une stratégie incertaine : la politique des Etats-Unis dans le Caucase et en Asie centrale depuis 1991. In : *Politique étrangère*. 2001. Vol. 66, n° 1, p. 95-108. DOI [10.3406/polit.2001.5047](https://doi.org/10.3406/polit.2001.5047)

HILL, Fiona, KIRI, Kemal et MOFFATT, Andrew, 2015. Retracing the Caucasian Circle. Turkey Project Policy Paper, n°6. In : *Center on the United States and Europe - Brookings Institution*. 2015.

Kairat Umarov in Opinions. Kazakhstan-U.S. Strategic Partnership on the Rise. In : *The Astana Times* [en ligne]. 2014. Disponible à l'adresse : <https://astanatimes.com/2014/03/kazakhstan-u-s-strategic-partnership-rise/>.

KÜHN, Ulrich, 2018. Preventing Escalation in the Baltics: Introduction - Preventing Escalation in the Baltics: A NATO Playbook. In : *Carnegie Endowment for International Peace* [en ligne]. mars 2018. Disponible à l'adresse : <https://carnegieendowment.org/2018/03/28/preventing-escalation-in-baltics-introduction-pub-75879>.

LAKE, Anthony, 1993. 20736: *U.S. Policy Toward Central and Eastern Europe* [en ligne]. S.I. Maison Blanche. Disponible à l'adresse : <https://fas.org/irp/offdocs/prd/prd-36.pdf>.

LEJEUNE, Tristan, 2014. Menendez: Putin « only understands strength ». In : *The Hill* [en ligne]. 4 mars 2014. Disponible à l'adresse : <https://thehill.com/blogs/blog-briefing-room/199846-menendez-putin-only-understands-strength>.

OSBORN, Kris, 2018. Could NATO Stop a Russian Invasion of the Baltics? In : *The National Interest* [en ligne]. 9 juillet 2018. Disponible à l'adresse : <https://nationalinterest.org/blog/buzz/could-nato-stop-russian-invasion-baltics-25321>.

ROGOV, Sergueï et RICHARD, Thomas, 2009. L'OTAN et la Russie : vu de Moscou. In : *Politique étrangère*. 2009. Vol. Hiver, n° 4, p. 829-844.

ROJANSKY, Thomas Graham, Matthew, 2016. America's Russia Policy Has Failed. In : *Foreign Policy* [en ligne]. Octobre 2016. Disponible à l'adresse : <https://foreignpolicy.com/2016/10/13/americas-russia-policy-has-failed-clinton-trump-putin-ukraine-syria-how-to-fix/>.

RUMER, Eugene, SOKOLSKI, Richard et STRONSKI, Paul, 2017. U.S. Policy Toward the South Caucasus: Take Three. In : *Carnegie Endowment for International Peace* [en ligne]. 2017. Disponible à l'adresse : <https://carnegieendowment.org/2017/05/31/u.s.-policy-toward-south-caucasus-take-three-pub-70122>.

SATTAROV, Raphael et EGAMOV, Aziz, 2018. What Uzbekistan Seeks from The United States. In : *Atlantic Council* [en ligne]. Mai 2018. Disponible à l'adresse : <http://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/what-uzbekistan-seeks-from-the-united-states>.

SAVITSKY, Arkady, 2018. The Baltic States Ask the US for a Bigger Military Presence on Their Soil. In : *Strategic Culture Foundation* [en ligne]. Mai 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.strategic-culture.org/news/2018/05/21/baltic-states-ask-us-for-bigger-military-presence-on-their-soil.html>

SOCOR, Vladimir, 2108. Turkey Stalls NATO, Clings to Defunct Status Quo in the Black Sea. In : *Jamestown* [en ligne]. Août 2108. Disponible à l'adresse :

<https://jamestown.org/program/turkey-stalls-nato-clings-to-defunct-status-quo-in-the-black-sea/>.

STEINBERG, James B et GORDON, Philip H, 2001. NATO Enlargement: Moving Forward; Expanding the Alliance and Completing Europe's Integration. In : *Brookings* [en ligne]. 30 novembre 2001. Disponible à l'adresse : <https://www.brookings.edu/research/nato-enlargement-moving-forward-expanding-the-alliance-and-completing-europes-integration/>

TALBOTT, Strobe. "Democracy and the National Interest." *Foreign Affairs*, vol. 75, no. 6, 1996, pp. 47–63. JSTOR, www.jstor.org/stable/20047829.

TIMOCHENKO, Ioulia, 2007. Containing Russia. In: *Foreign Affairs* [en ligne]. 1 mai 2007. n° May/June 2007. Disponible à l'adresse : <https://www.foreignaffairs.com/articles/russia-fsu/2007-05-01/containing-russia>.

Transcript: US strategic interests in Ukraine. In: *Atlantic Council* [en ligne]. 4 décembre 2019. Disponible à l'adresse : <https://www.atlanticcouncil.org/news/transcripts/atlantic-council-event-what-can-be-done-to-ensure-ukraine-succeeds/>.

VALIYEV, Sanjar, 2018. Taking the U.S.-Uzbekistan Relationship to the Next Level: Mirziyoyev. In : *Cacianalyst* [en ligne]. Juin 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/13524-taking-the-us-uzbekistan-relationship-to-the-next-level-mirziyoyevs-historic-visit.html>.

WEISS, Andrew S. et NEPHEW, Richard, 2016. The Role of Sanctions in U.S.-Russian Relations - Carnegie Endowment for International Peace. Task Force on U.S. Policy Toward Russia, Ukraine, and Eurasia. In: *Carnegie Endowment for International Peace, The Chicago Council on Global Affairs* [en ligne]. juillet 2016. Disponible à l'adresse : <http://carnegieendowment.org/2016/07/11/role-of-sanctions-in-u.s.-russian-relations-pub-64056>

Zaborowski, Marcin, 2018. Poland and European Defence Integration [en ligne]. *European Council on Foreign Relations*. Disponible à l'adresse : https://www.ecfr.eu/publications/summary/poland_and_european_defence_integration.

Géopolitique de la Chine, relations russo-chinoises ses enjeux en Eurasie

- Ouvrages

KELLNER, Thierry et DJALILI, Mohammad-Relza, 2003. *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale, De la fin de l'URSS à l'après-11 septembre*. Paris, PUF/ Graduate Institute Publications, OpenEdition Books, 2006/2014, 585p. ISBN 978-2-13-053286-6.

LARUELLE, Marlene et PEYROUSE, Sébastien, 2015. *Globalizing Central Asia: Geopolitics and the Challenges of Economic Development*. Routledge. ISBN 978-1-317-46964-3.

LARUELLE, Marlène (dir.), 2018. *China's Belt and Road Initiative and Its Impact In Central Asia*. the George Washington University. Central Asia Program.

- Publications scientifiques

AVIOUTSKI, Viatcheslav, 2001. Russie – Chine : du partenariat stratégique vers la réémergence d'un espace-monde | Académie de Géopolitique de Paris. In : *Géostratégiques* [en ligne]. Mars 2001. N° 3. Disponible à l'adresse : <http://www.academiedegeopolitiquedeparis.com/russie-chine-du-partenariat-strategique-vers-la-reemergence-dun-espace-monde/>.

BLANK, Stephen, 2011. Revising the Border: China's Inroads into Tajikistan. In : Jamestown [en ligne]. Juillet 2011. Disponible à l'adresse : <https://jamestown.org/program/revising-the-border-chinas-inroads-into-tajikistan/>.

BLANK, Stephen, 2018. A Chinese Base in Central Asia. In : *Cacianalyst* [en ligne]. Avril 2018. Vol. Analytical Articles. Disponible à l'adresse : <https://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/13507-a-chinese-base-in-central-asia.html>.

FACON, Isabelle, 2006. L'Organisation de coopération de Shanghai. In : *Le Courrier des pays de l'Est*. 2006. Vol. n° 1055, n° 3, p. 26-37. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2006-3-page-26.htm>

FACON, Isabelle, 2006. Les relations stratégiques Chine-Russie en 2005 : la réactivation d'une amitié pragmatique. In : *Notes de la FRS*. Janvier 2006. p. 9

FACON, Isabelle, 2008. L'Asie centrale comme enjeu dans le « partenariat stratégique » sino-russe. In : *Fondation pour la recherche stratégique*. Février 2008. p. 35.

FACON, Isabelle, « L'Organisation de coopération de Shanghai. Ambitions et intérêts russes », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2006/3 (n° 1055), p. 26-37. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2006-3-page-26.htm>

HORN, Sebastian, REINHART, Carmen et TREBESCH, Christoph, 2019. China's Overseas Lending. In : Kiel Institute for the World Economy - Leibniz Association [en ligne]. juillet 2019. n° 2132. DOI 10.3386/w26050. Disponible à l'adresse : <http://www.nber.org/papers/w26050.pdf>.

JARDINE, Bradley, 2018. With Port Project, Georgia Seeks Place on China's Belt and Road | Eurasianet. In : *Eurasianet* [en ligne]. Février 2018. Disponible à l'adresse : <https://eurasianet.org/with-port-project-georgia-seeks-place-on-chinas-belt-and-road>.

JARDINE, Bradley et LEMON, Edward, 2020. In Russia's Shadow: China's Rising Security Presence in Central Asia. In : Wilson Center [en ligne]. Mai 2020. Vol. Kennan Cable, n° 52. Disponible à l'adresse : <https://www.wilsoncenter.org/publication/kennan-cable-no-52-russias-shadow-chinas-rising-security-presence-central-asia>.

KACZMARSKI, Marcin et JAKÓBOWSKI, Jakub, 2015. China on Central-Eastern Europe: '16+1' as seen from Beijing. In : OSW - Center for Eastern Studies. avril 2015. n° 166, p. 8.

KELLNER Thierry, 2011. Le règlement des questions frontalières... entre la République populaire chinoise et ses voisins centrasiatiques, In : *Relations internationales*. 16 mai 2011. N° 145, p. 27-51

KELLNER Thierry, 2006. « La tranquille montée en puissance de la Chine en Asie centrale », *Revue internationale et stratégique*, 2006/4 (N°64), p. 143-154. DOI : 10.3917/ris.064.0143. : <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2006-4-page-143.html>

KOSNAZAROV, Daniyar et AKYLBAYEV, Iskander, 2016. The Great Bargain between Russia and China for Central Asia | China in Central Asia. In : *chinaincentralasia* [en ligne]. Novembre 2016. Disponible à l'adresse : <http://chinaincentralasia.com/2016/11/06/the-great-bargain-between-russia-and-china-for-central-asia/>

LARUELLE, Marlène, 2010. Russia Facing China and India in Central Asia: Cooperation, Competition, and Hesitations. In: *China and India in Central Asia - A new « Great Game »?* Palgrave Macmillan. S.l. : LARUELLE Marlène, Huchet Jean-François, PEYROUSE Sébastien, Balci Beyram. The Sciences Po Series in International Relations and Political Economy.

LARUELLE, Marlène, 2010. Russia Facing China and India in Central Asia: Cooperation, Competition, and Hesitations. In: *China and India in Central Asia - A new « Great Game »?* Palgrave Macmillan. S.l. : LARUELLE Marlène, HUCHET Jean-François, PEYROUSE Sébastien, Balci Beyram. The Sciences Po Series in International Relations and Political Economy.

LI, Yongquan, 2018. The greater Eurasian partnership and the Belt and Road Initiative: Can the two be linked? In: *Journal of Eurasian Studies*. 1 juillet 2018. Vol. 9, n° 2, p. 94-99. DOI 10.1016/j.euras.2018.07.004.

LOCATELLI Catherine, « Les échanges gaziers entre la Russie et la Chine à l'aune de leur sécurité énergétique », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2015/2 (N° 46), p. 83-104. DOI : 10.4074/S033805991500203X. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-revue-d-etudes-comparatives-est-ouest1-2015-2.htm-page-83.htm>

MARANGE, Céline, 2015. Le rapprochement de la Russie avec la Chine : le triomphe de la stratégie sur la tactique ? In : *Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire*. Mai 2015. Vol. Note de recherche stratégique, n° 19.

MARIN, Anaïs, 2017. Minsk-Pékin : quel partenariat stratégique ? In : *InstituT français de relations internationales* [en ligne]. Juin 2017. Vol. Russie.NEI.Visions, n° 102. Disponible à l'adresse : <https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/russieneivisions/minsk-pekinn-partenariat-strategique>.

MARTY, Franz J. The curious case of Chinese troops on Afghan soil. In : *Cacianalyst* [en ligne]. Février 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/13424-the-curious-case-of-chinese-troops-on-afghan-soil.html>.

OLCOTT, Martha Brill, 2007. Kazmunaigaz: Kazakhstan's national oil and gas company. In: *The James A. Baker III Institute for Public Policy Rice University* [en ligne]. 2007. Disponible à l'adresse : https://carnegieendowment.org/files/Kaz_Olcott.pdf.

PEYROUSE, Sébastien, 2016. Discussing China: Sinophilia and sinophobia in Central Asia. In: *Journal of Eurasian Studies*. Janvier 2016. Vol. 7, n° 1, p. 14-23. DOI [10.1016/j.euras.2015.10.003](https://doi.org/10.1016/j.euras.2015.10.003).

ROLLAND, Nadège, 2018. La Chine dans les pays d'Europe orientale et du Caucase du Sud. Un entrisme sur la pointe des pieds. In : *Russia.NEI.Visions*. IFRI. Décembre 2018. n° 112, p. 28.

SHAHBAZOV, Fuad, 2017. Baku-Beijing Relations and China's Growing Interest in the South Caucasus. In : *The Jamestown Foundation* [en ligne]. Avril 2017. Disponible à l'adresse : <https://jamestown.org/program/baku-beijing-relations-chinas-growing-interest-south-caucasus/>.

SVETLICINII, Alexandr, 2018. China's Belt and Road Initiative and the Eurasian Economic Union: "Integrating the Integrations". In: *Public Administration Issues*, Special Issue. 2018. p. 7-20. DOI [10.17323/1999-5431-2018-0-5-7-20](https://doi.org/10.17323/1999-5431-2018-0-5-7-20).

VARFOLOMEYEV, Oleg, 2018. Ukraine Increases Trade with China at Russia's Expense. In : *Eurasia Daily Monitor* [en ligne]. Décembre 2018. Vol. 15, n° 171. Disponible à l'adresse : <https://jamestown.org/program/ukraine-increases-trade-with-china-at-russias-expense/>.

La crise ukrainienne et ses conséquences

ARJAKOVSKY, Antoine, 2014. The Role of the Churches in the Ukrainian Revolution. In : *ABC Religion & Ethics* [en ligne]. 6 mars 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.abc.net.au/religion/the-role-of-the-churches-in-the-ukrainian-revolution/10099362>.

BOHR, Annette, 2014. Crisis in Ukraine: The View from Central Asia. In : *Chatham House* [en ligne]. 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.chathamhouse.org/node/13314>.

CAMPI, Alicia, 2014. Mongolia Makes Moves to Reach out to Russia in Reaction to Ukraine Crisis. In : *Eurasia Daily Monitor* [en ligne]. 2014. Vol. 11, n° 101. Disponible à l'adresse : <https://jamestown.org/program/mongolia-makes-moves-to-reach-out-to-russia-in-reaction-to-ukraine-crisis/>.

JARABICK, Balazs, SASSE, Gwendolyn, SHAPOVALOVA, Natalia et DE WAAL, Thomas, 2018. The EU and Ukraine: Taking a Breath. In : *Carnegie Endowment for International Peace* [en ligne]. Février 2018. Disponible à l'adresse : <https://carnegieendowment.org/2018/02/27/eu-and-ukraine-taking-breath-pub-75648>.

SWANSTRÖM, Niklas, 2014. China's Stakes in the Ukraine Crisis. In: *Institute for Security and Development Policy*. mars 2014. p. 2.

VERCUEIL, Julien, 2014. Panorama économique de l'espace eurasiatique : L'ombre portée du conflit en Ukraine. In : *Les Etudes du CERI*. Décembre 2014. Vol. Tableau de bord des pays d'Europe centrale et orientale et d'Eurasie 2014, n° 210, p. 59.

VERCUEIL, Julien. L'économie russe et les sanctions. Une évaluation des conséquences du conflit ukrainien. [Rapport de recherche] *Observatoire Franco-russe*. 2014.

WANNER, Catherine, 2006. Evangelicalism and The Resurgence Of Religion In Ukraine. In: *The National Council for Eurasian and East European Research*. The Pennsylvania State University. Février 2006. p. 24.

Thèses

COIFFARD, Marie, 2011. *Les déterminants et impacts macroéconomiques des transferts de fonds des migrants : une analyse du cas des pays fortement dépendants*. [en ligne]. phdthesis. S.l. : Université de Grenoble. Disponible à l'adresse : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00784378/document>.

TEURTRIE, David, 2007. *Les enjeux de souveraineté entre la Russie et son étranger proche* [en ligne]. S.l. : Caen. [Consulté le 25 août 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.academia.edu/5400003/Th%C3%A8se_de_doctorat_Les_enjeux_de_souverainet%C3%A9_entre_la_Russie_et_son_%C3%A9tranger_proche.

ZARIFIAN, Julien, 2010. Le Sud Caucase, un terrain nouveau de la politique extérieure des États-Unis ·Bibliothèque numérique Paris 8. In : [en ligne]. 2010. Disponible à l'adresse : <http://octaviana.fr/document/171343867#c=0&m=0&s=0&cv=0>.

Entretiens

La plupart ont été conduits électroniquement en raison des contraintes géographiques de l'auteur.

DUBIEN, Arnaud, directeur de l'Observatoire franco-russe, Moscou, 28 octobre 2015, Mosccou.

FABRE, Guilhem, professeur des universités à l'université Paul Valéry Montpellier 3, 2018

GUERLAIN, Pierre, professeur émérite à l'université Paris Ouest, 2017

RICHET, Xavier, professeur émérite à l'université Sorbonne Nouvelle, 2018

SCISSORS, Derek, chercheur à l'American Enterprise Institute, 2018

VERCUEIL, Julien, professeur des universités à l'Inalco, 2019

WILKINSON, Henry, chef de la direction Intelligence and Analysis chez the Risk Advisory Group intervenant également à la House of Lords, mai 2017, Londres

Articles de presse, interview, tribunes, communiqués de presse d'entreprises et sites internet

ADAMOWSKI, Jaroslaw, 2017. Ukraine parliament restores NATO membership as strategic target. In : *Defense News* [en ligne]. 8 août 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.defensenews.com/global/europe/2017/06/09/ukraine-parliament-restores-nato-membership-as-strategic-target/>.

BELLAMY, Daniel, 2018. US official says Ukraine making progress towards joining NATO. In : *euronews* [en ligne]. 24 août 2018. Disponible à l'adresse : <http://www.euronews.com/2018/08/24/us-official-says-ukraine-making-progress-towards-joining-nato>.

CLOVER, Charles. Mystery deepens over Chinese forces in Afghanistan. In : *Financial Times* [en ligne]. 26 février 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.ft.com/content/0c8a5a2a-f9b7-11e6-9516-2d969e0d3b65>.

FACON, Isabelle, 2018. Pékin et Moscou, complices mais pas alliés. In : *Le Monde diplomatique* [en ligne]. Aout 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/08/FACON/58982>.

FARCHY, Jack et HILLE, Kathrin, 2014. Chinese lenders grow wary of Russia. In : *Financial Times* [en ligne]. 12 octobre 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.ft.com/content/4e3ec352-51f8-11e4-b55e-00144feab7de>.

FARCHY, Jack, 2014. Standoff with west reveals splinters in Putin's Eurasia project. In : *Financial Times* [en ligne]. 2 septembre 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.ft.com/content/0fd58e1c-32b7-11e4-b86e-00144feabdc0>.

FOY, Henry et PEEL, Michael, 2018. Georgia pledges to forge ahead with NATO ambitions. In : *Financial Times* [en ligne]. Juillet 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.ft.com/content/e1a48320-8e53-11e8-b639-7680cedcc421>.

IWANIUK, Jakub, 2016. Gaz de schiste : Bruxelles décide de poursuivre la Pologne. In : *Le Monde.fr* [en ligne]. 29 avril 2016. Disponible à l'adresse : http://www.lemonde.fr/energies/article/2016/04/29/gaz-de-schiste-bruxelles-decide-de-poursuivre-la-pologne_4910904_1653054.html.

JÉGO, Marie, 2005. Chinois et Russes achèvent des manœuvres militaires inédites. In : *Le Monde.fr* [en ligne]. 24 août 2005. [Consulté le 2 août 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2005/08/24/chinois-et-russes-achevent-des-man-uvres-militaires-inedites_682207_3216.html.

JUNKER Jean-Claude, 2015. Les Occidentaux doivent « traiter la Russie correctement », dit. In : *RTBF Info* [en ligne]. 8 octobre 2015. Disponible à l'adresse : https://www.rtbf.be/info/monde/detail_les-occidentaux-doivent-traiter-la-russie-correctement-dit-jean-claude-juncker?id=9103069

KUDASHEV, Nikolay, 2018. 70 Years of India – Russia Relationship: The Way Forward. In: Embassy of the Russian Federation in the Republic of India [en ligne]. avril 2018. Disponible à l'adresse : <http://rusembindia.com/embassy-news/9565-address-to-india-ananta-aspen-centre-ambassador-series>

LA GUARDIA, Anton, 2004. Nato is no problem in Baltics, Putin tells the West. In : *Telegraph* [en ligne]. 2 avril 2004. Disponible à l'adresse : <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/russia/1458449/Nato-is-no-problem-in-Baltics-Putin-tells-the-West.html>.

LABOTT, Elise, CNN Senior State Department Producer, 2011. Clinton cites « serious concerns » about Russian election. In : *CNN* [en ligne]. Décembre 2011. Disponible à l'adresse : <https://edition.cnn.com/2011/12/06/world/europe/russia-elections-clinton/index.html>.

LOSSAN, Alexei, 2016. Gazprom cuts spending on Power of Siberia pipeline, delays Vladivostok LNG. In : [en ligne]. 9 février 2016. Disponible à l'adresse : https://www.rbth.com/business/2016/02/09/gazprom-cuts-spending-on-power-of-siberia-pipeline-delays-vladivostok-Ing_565797.

LOUKIANOV Fiodor, 2012. La Russie et l'évolution du monde. In : *Arrêt sur info* [en ligne]. Février 2012. Disponible à l'adresse : <http://arretsurinfo.ch/la-russie-et-levolution-du-monde-par-vladimir-poutine/>.

MIKHAILOV, Vasily, 2017. Russia and India: 70 years of friendship is just the beginning. In : *Russia Beyond* [en ligne]. 14 avril 2017. Disponible à l'adresse : https://www.rbth.com/politics/2017/04/14/russia-and-india-70-years-of-friendship-is-just-the-beginning_742921.

NATO summit: Poland pins its hopes on the USA | DW | 10.07.2018. In : *DW.COM* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.dw.com/en/nato-summit-poland-pins-its-hopes-on-the-usa/a-44606598>.

NAZARBAYEV, Noursoultan, 2011. Evrazijskij Sojuz : ot idei k istorii budușego. [L'Union eurasiatique : de l'idée à l'histoire du futur] In : *Izvestia* [en ligne]. Octobre 2011. Disponible à l'adresse : <https://iz.ru/news/504908>.

ORUJOVA, Nigar, 2014. Azerbaijan invites Huawei to take part in internet project. In : *AzerNews.az* [en ligne]. 20 août 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.azernews.az/business/69791.html>.

ROMER, Jean-Christophe, 2014. *Ukraine. Bilan très provisoire de la crise et quels développements possibles ?* [En ligne]. France Culture. 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/ukraine-bilan-tres-provisoire-de-la-crise-et-quels>.

ROMER, Jean-Christophe, 2014. *Ukraine. Bilan très provisoire de la crise et quels développements possibles ?* [En ligne]. France Culture. 2014. S.l. : s.n. [Consulté le 11 août 2020]. Disponible à l'adresse :

<https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/ukraine-bilan-tres-provisoire-de-la-crise-et-quels>.

ROMER, Jean-Christophe, 2015. Russie. La relation de Moscou à ses voisins de l'ancien espace soviétique [en ligne]. France Culture. 2015. S.l. : s.n. [Consulté le 11 août 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/russie-la-relation-de-moscou-ses-voisins-de-lancien-espace>.

ROMER, Jean-Christophe, 2015. *Russie. La relation de Moscou à ses voisins de l'ancien espace soviétique* [en ligne]. France Culture. 2015. S.l. : s.n.. Disponible à l'adresse : <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/russie-la-relation-de-moscou-ses-voisins-de-lancien-espace>.

ROMER, Jean-Christophe, 2016. *Russie. La relation à la Chine* [en ligne]. France Culture. 2016. S.l. : s.n. [Consulté le 11 août 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/russie-la-relation-la-chine>.

TRUJILLO, Elsa, 2016. Un logiciel espion chinois découvert dans des milliers de smartphones Android. In : *Le Figaro* [en ligne]. 16 novembre 2016. Disponible à l'adresse : <http://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/2016/11/16/32001-20161116ARTFIG00331-un-logiciel-espion-chinois-decouvert-dans-des-milliers-de-smartphones-android.php>.

VERCUEIL, Julien, 2015. Avis de gros temps sur l'économie russe. In : *Le Monde diplomatique* [en ligne]. 1 février 2015. Disponible à l'adresse : <https://www.monde-diplomatique.fr/2015/02/VERCUEIL/52664>.

VERCUEIL, Julien, 2015. L'économie russe, entre ralentissement structurel et chocs conjoncturels. In : *le Monde Diplomatique*. Février 2015.

WALKER, Shaun, 2014. Vladimir Putin blames US for Islamist terrorism and Ukraine conflict. In: *The Guardian* [en ligne]. 24 octobre 2014. Disponible à l'adresse : <http://www.theguardian.com/world/2014/oct/24/vladimir-putin-ukraine-russia-us-blames-terrorism>.

WONG, Edward, 2014. China Invests in Region Rich in Oil, Coal and Also Strife. In : *The New York Times* [en ligne]. 20 décembre 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2014/12/21/world/asia/china-invests-in-xinjiang-region-rich-in-oil-coal-and-also-strife.html>.

YUHAS, Alan, 2015. Pentagon thinktank claims Putin has Asperger's – has Putinology gone too far? In : *the Guardian* [en ligne]. 5 février 2015. Disponible à l'adresse : <http://www.theguardian.com/world/2015/feb/05/vladimir-putin-aspergers-syndrome-pentagon-studies>

« 9/11 a « turning point » for Putin. » September 10, 2002. In : *CNN* [en ligne]. 2002. Disponible à l'adresse : <http://edition.cnn.com/2002/WORLD/europe/09/10/ar911.russia.putin/index.html>.

« After Ukraine, Kazakhstan wary of ethnic Russians broaching autonomy. » In : *Reuters* [en ligne]. 3 mars 2016. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-kazakhstan-russia-idUSKCN0W51MY>.

« Agreement reached on Russian gas deliveries to Hungary. » In : *Budapest Business Journal* [en ligne]. Septembre 2018. Disponible à l'adresse : https://bbj.hu/energy-environment/agreement-reached-on-russian-gas-deliveries-to-hungary_155138.

« Alexandre Douguine, chantre de l'eurasisme anti-américain en Russie. » In : *Libération* [en ligne]. Avril 2014. Disponible à l'adresse : http://www.liberation.fr/planete/2014/04/27/alexandre-douguine-chantre-de-l-eurasisme-anti-americain-en-russie_1005913.

« Anton Zverev. Russia building major military base near Ukrainian border. » In : *Business Insider* [en ligne]. Septembre 2015. Disponible à l'adresse : <http://uk.businessinsider.com/russia-building-major-military-base-near-ukrainian-border-2015-9>.

« Baltic states in favour of permanent US military base in Poland: report. » In : *Polskie Radio dla Zagranicy* [en ligne]. Juin 2018. Disponible à l'adresse : <http://archiwum.thenews.pl/1/10/Artykul/366780,Baltic-states-in-favour-of-permanent-US-military-base-in-Poland-report>.

« Belarusian Leader Has Harsh Words for Russia, West -- And Warning for Moscow. » In : *Radio Free Europe - Radio Liberty* [en ligne]. Avril 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.rferl.org/a/belarus-lukashenka-has-harsh-words-for-russia-west--and-warning-for-moscow/29189360.html>.

« Bosnia Serbs Vow to Block NATO Accession Plan. » In : *Balkans Insight* [en ligne]. Décembre 2017. Disponible à l'adresse : <http://www.balkaninsight.com/en/article/bosnia-serbs-oppose-nato-acession-bid-12-15-2017>.

« China buys into giant Kazakh oilfield for \$5 billion. » In : *Reuters* [en ligne]. 7 septembre 2013. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-oil-kashagan-china/kazakhs-to-sell-china-8-33-percent-in-kashagan-oilfield-for-5-billion-sources-idUSBRE98606620130907>.

« China to build outposts for Tajik guards on Tajikistan-Afghanistan border. » In : *Reuters* [en ligne]. 26 septembre 2016. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-tajikistan-china-border/china-to-build-outposts-for-tajik-guards-on-tajikistan-afghanistan-border-idUSKCN11W0T1>.

« China, Kazakhstan to ink deals worth \$30 billion on Saturday. » In : *Reuters* [en ligne]. 7 septembre 2013. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-kazakhstan-china-deals/china-kazakhstan-to-ink-deals-worth-30-billion-on-saturday-idUSBRE98608320130907>.

« Chinese Banks Ready to Invest \$10 Billion in Yamal LNG. » In : *The Moscow Times* [en ligne]. Novembre 2014. Disponible à l'adresse :

<http://themoscowtimes.com/articles/chinese-banks-ready-to-invest-10-billion-in-yamal-lng-41134>

« Costliest Gas in World Clouds China's Campaign for Bluer Skies. » In : *Bloomberg.com* [en ligne]. 4 juillet 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-07-04/costliest-gas-in-world-clouding-china-s-campaign-for-bluer-skies>.

« Gazprom doubling Azerbaijani gas purchase. » In : *Gazprom.com* [en ligne]. Janvier 2012. Disponible à l'adresse : <http://www.gazprom.com/press/news/2012/january/article128158/>.

« Gazprom to buy Central Asia gas. » Apr. 10, 2003. In : [en ligne]. Avril 2003. Disponible à l'adresse : <http://edition.cnn.com/2003/BUSINESS/04/10/russia.gazprom.reut/>.

« Gazprom to re-sell Central Asian gas to EU markets. » In : *www.timesca.com* [en ligne]. Avril 2012. Disponible à l'adresse : <https://www.timesca.com/index.php/news/10278-gazprom-to-re-sell-central-asian-gas-to-eu-markets>.

« Home | North-South Road Program State Non-Commercial Organization. » In : *North-south corridor investment program* [en ligne]. [Consulté le 30 janvier 2019]. Disponible à l'adresse : <http://northsouth.am/en>.

« Hungary unhappy with Ukraine's plans to sanction dual nationality. » In : [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.unian.info/politics/10093868-hungary-unhappy-with-ukraine-s-plans-to-sanction-dual-nationality.html>.

« In the War Room », 2016. » In : *BBC*. Disponible à l'adresse : <https://www.bbc.co.uk/mediacentre/proginfo/2016/05/inside-the-war-room>

« Kazakh leader evokes Ukraine as land protests spread. » In : *Reuters* [en ligne]. 2016. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-kazakhstan-protests-president-idUSKCN0XS1E1>.

« Kennan and containment, 1947. » In : *Department of State -Office of the Historians* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://history.state.gov/milestones/1945-1952/kennan>.

« Kyrgyzstan asks China for grant instead of loan. » In : *Eurasianet* [en ligne]. 28 février 2019. [Consulté le 11 février 2020]. Disponible à l'adresse : <https://eurasianet.org/kyrgyzstan-asks-china-for-grant-instead-of-loan>.

« Le père de Poutine a extirpé sa femme du tas de cadavre à Léningrad : « Elle était encore vivante ». » In : *RTL Info* [en ligne]. Mai 2015. Disponible à l'adresse : <https://www.rtl.be/info/monde/international/la-face-cachee-de-vladimir-poutine-sa-relation-avec-la-guerre-et-le-communisme-au-travers-de-sa-famille-721234.aspx>.

« Mongolia Considers Joining Eurasian Economic Union. » In : *The Astana Times* [en ligne]. 7 septembre 2016. Disponible à l'adresse : <https://astanatimes.com/2016/09/mongolia-considers-joining-eurasian-economic-union/>.

« Mongolia to enjoy Russian tariff discount of 52-66.4 percent for 25 years. » In : *MONTSAME News Agency* [en ligne]. Juin 2018. Disponible à l'adresse : <https://montsame.mn/en/read/135463>.

« Poroshenko: Ukraine seeks to join NATO in the next decade. » In : [en ligne]. Mars 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.unian.info/politics/10051781-poroshenko-ukraine-seeks-to-join-nato-in-the-next-decade.html>.

« PressTV-Merkel denies quick NATO membership for Georgia. Aout 2018. » In : [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.presstv.com/Detail/2018/08/24/572092/Georgia-Germany-Angela-Merkel-NATO>.

« Putin says U.S. stoked Russian protests. » In : *Reuters* [en ligne]. 8 décembre 2011. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-russia/putin-says-u-s-encouraged-election-protests-idUSTRE7B610S20111208>.

« Romanian defense minister wants permanent US presence at local military base. » In : *Romania Insider* [en ligne]. Février 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.romania-insider.com/us-presence-local-military-base/>.

« Rossiya vedet peregovory o razmešenii v Kirgizii vtoroj voennoj bazy. » [La Russie négocie le déploiement d'une deuxième base militaire au Kirghizistan] In : *Gazeta.Ru*. [en ligne]. Octobre 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.gazeta.ru/army/2017/10/02/10914566.shtml>

« Russia blames U.S. for security crises and turmoil in Ukraine. » In : *Reuters* [en ligne]. 16 avril 2015. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-ukraine-crisis-russia/russia-says-u-s-forced-it-to-act-on-ukraine-idUSKBN0N70W820150416>.

« Russia improves its military bases in Tajikistan and Kyrgyzstan. » In : *AzerNews.az* [en ligne]. 26 avril 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.azernews.az/region/131110.html>.

« Russia to expand military-technical cooperation with Mongolia. » In : *TASS* [en ligne]. Octobre 2018. Disponible à l'adresse : <http://tass.com/defense/1026598>.

« Russian Foreign Ministry Official Blames U.S. For Death Of Russian General. » In : *RadioFreeEurope/RadioLiberty* [en ligne]. Septembre 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.rferl.org/a/syria-russia-blames-us-general-death/28756381.html>

« Russian-Mongolian relations develop steadily — Putin. » In : *TASS* [en ligne]. Septembre 2018. Disponible à l'adresse : <http://tass.com/politics/1021158>.

« The Kremlin's Millions, and its support of pro-Russian activists in the Baltics. » In : *Baltic Times* [en ligne]. Septembre 2015. Disponible à l'adresse : https://www.baltictimes.com/kremlin_s_millions/.

« Top 10 natural gas suppliers to China in 2013. » In : *China Daily* [en ligne]. 29 mai 2014. Disponible à l'adresse : http://www.chinadaily.com.cn/business/2014-05/29/content_17544363.htm.

« *U Rossiya mozhet zakonshitsia neft.* » [La Russie pourrait manquer de pétrole]. *Vedomosti*. 9 mars 2016. Disponible à l'adresse : <https://www.vedomosti.ru/business/articles/2016/03/09/632776-rossii-neft>.

« U.S. general urges more German spending to ease military transit. » In : *Reuters* [en ligne]. 21 juillet 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-nato-germany-usa-idUSKBN1A617U>.

« U.S. military to send 1,500 more soldiers to Germany by late 2020. » In : *Reuters* [en ligne]. 7 septembre 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-usa-military-germany/u-s-military-to-send-1500-more-soldiers-to-germany-by-late-2020-idUSKCN1LN299>.

« U.S. stations first permanent military unit in Poland. » In : *Reuters* [en ligne]. 9 novembre 2012. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-poland-us/u-s-stations-first-permanent-military-unit-in-poland-idUSBRE8A80YW20121109>.

« U.S., U.K., Ukraine, Others Begin Massive Military Drills In Georgia. » In : *RadioFreeEurope/RadioLiberty* [en ligne]. Juillet 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.rferl.org/a/us-georgia-ukraine-armenia-russia-military-maneuvers/28649702.html>.

« Ujgury Kazahstana: istorija i sovremennost. » [Les Ouïgours du Kazakhstan : histoire et actualité] *UyghurToday.com*. 2016 - Ujgury: novosti, istorija, kul'tura. In : *Uyghur Today* [en ligne]. Septembre 2016. Disponible à l'adresse : <http://uyghurtoday.com/2016/09/02/ujgury-kazahstana-istoriya-i-sovremennost/>.

« Ujgury v gorah Badahšana. Začem Kitaju otricat' plany po ukrepleniju dal'nih podstupov. » In : *Fergana - meždunarodnoe agentstvo novostej* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <http://www.fergananews.com//article.php?id=9788>.

« Ukraine's promise of EU membership remains elusive. » In : *Reuters* [en ligne]. 24 novembre 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-ukraine-crisis-eu/eu-pushes-reforms-as-ukraine-seeks-membership-promise-idUSKBN1DO18R>.

« Why Kazakhstan's protests are unusual. » In : *BBC News* [en ligne]. 28 avril 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-36163103>.

« Why Russia forgives debts. » In: *TASS* [en ligne]. 2014. [Consulté le 24 août 2019]. Disponible à l'adresse : <https://tass.com/opinions/763287>.

ANNEXES

Annexe 1

Retranscription en anglais des conversations piratées entre l'ambassadeur américain en Ukraine, Geoffrey Pyatt, et l'adjointe au secrétaire d'Etat, Victoria Nuland (extrait de BBC)

Voice thought to be Nuland's: What do you think?

Voice thought to be Pyatt's: I think we're in play. The Klitschko [Vitaly Klitschko, one of three main opposition leaders] piece is obviously the complicated electron here. Especially the announcement of him as deputy prime minister and you've seen some of my notes on the troubles in the marriage right now so we're trying to get a read really fast on where he is on this stuff. But I think your argument to him, which you'll need to make, I think that's the next phone call you want to set up, is exactly the one you made to Yats [Arseniy Yatseniuk, another opposition leader]. And I'm glad you sort of put him on the spot on where he fits in this scenario. And I'm very glad that he said what he said in response.

Nuland: Good. I don't think Klitsch should go into the government. I don't think it's necessary, I don't think it's a good idea.

rotesters have been camped out in Kiev since November

Pyatt: Yeah. I guess... in terms of him not going into the government, just let him stay out and do his political homework and stuff. I'm just thinking in terms of sort of the process moving ahead we want to keep the moderate democrats together. The problem is going to be Tyahnybok [Oleh Tyahnybok, the other opposition leader] and his guys and I'm sure that's part of what [President Viktor] Yanukovich is calculating on all this.

Nuland: [Breaks in] I think Yats is the guy who's got the economic experience, the governing experience. He's the... what he needs is Klitsch and Tyahnybok on the outside. He needs to be talking to them four times a week, you know. I just think Klitsch going in... he's going to be at that level working for Yatseniuk, it's just not going to work.

Pyatt: Yeah, no, I think that's right. OK. Good. Do you want us to set up a call with him as the next step?

Nuland: My understanding from that call - but you tell me - was that the big three were going into their own meeting and that Yats was going to offer in that context a... three-plus-one conversation or three-plus-two with you. Is that not how you understood it?

Pyatt: No. I think... I mean that's what he proposed but I think, just knowing the dynamic that's been with them where Klitschko has been the top dog, he's going to take a while to show up for whatever meeting they've got and he's probably talking to his guys at this point, so I think you reaching out directly to him helps with the personality management among the three and it gives you also a chance to move fast on all this stuff and put us behind it before they all sit down and he explains why he doesn't like it.

Nuland: OK, good. I'm happy. Why don't you reach out to him and see if he wants to talk before or after.

Pyatt: OK, will do. Thanks.

Nuland: OK... one more wrinkle for you Geoff. [A click can be heard] I can't remember if I told you this, or if I only told Washington this, that when I talked to Jeff Feltman [United Nations Under-Secretary-General for Political Affairs] this morning, he had a new name for the UN guy Robert Serry did I write you that this morning?

Pyatt: Yeah I saw that.

Nuland: OK. He's now gotten both Serry and [UN Secretary General] Ban Ki-moon to agree that Serry could come in Monday or Tuesday. So that would be great, I think, to help glue this thing and to have the UN help glue it and, you know, Fuck the EU.

Pyatt: No, exactly. And I think we've got to do something to make it stick together because you can be pretty sure that if it does start to gain altitude, that the Russians will be working behind the scenes to try to torpedo it. And again the fact that this is out there right now, I'm still trying to figure out in my mind why Yanukovych (garbled) that. In the meantime there's a Party of Regions faction meeting going on right now and I'm sure there's a lively argument going on in that group at this point. But anyway we could land jelly side up on this one if we move fast. So

let me work on Klitschko and if you can just keep... we want to try to get somebody with an international personality to come out here and help to midwife this thing. The other issue is some kind of outreach to Yanukovich but we probably regroup on that tomorrow as we see how things start to fall into place.

Nuland: So on that piece Geoff, when I wrote the note [US vice-president's national security adviser Jake] Sullivan's come back to me VFR [direct to me], saying you need [US Vice-President Joe] Biden and I said probably tomorrow for an atta-boy and to get the deets [details] to stick. So Biden's willing.

Pyatt: OK. Great. Thanks.

Annexe 2
Document piraté de l'Open Society Foundation, en anglais, intitulé « Soros' Ukraine Strategy », obtenu sur internet

Draft Non-Paper/ v14

A short and medium-term comprehensive strategy for the new Ukraine

Short-term: The next three to five months

Medium-term: The next three to five years

I. The Starting Point

1. Putin prefers a financial collapse and political infighting that would destabilize all of Ukraine to a military victory that would give him control over part of Ukraine. This is corroborated by the fact that he twice converted a military victory to a cease-fire that recognized the facts on the ground without depriving him of his first mover advantage.
2. Minsk 2 brings Putin close to attaining his preferred outcome. He is now reverting to military de-escalation in the belief that he has accomplished his mission and in the hope that he can avoid a renewal of the economic sanctions when they expire in July.
3. The financial and political deterioration of Ukraine makes Putin the winner. This is doomed to continue or accelerate unless Ukraine and its allies can agree on a comprehensive strategy that will deprive Putin of his first-mover advantage. Just as Putin does not obtain Merkel's and Hollande's signature before executing his strategy, the same applies in reverse to the strategy below.

II. The Strategy

Ukrainian and allied leaders should agree on the following principles:

1. In the absence of adequate support from its allies, the new Ukraine is no match for Putin's Russia.
2. It is in the collective self-interest of Ukraine's allies to enable the new Ukraine not only to survive but to prosper; and as long as they can agree on a way of providing adequate support without getting involved in a direct military conflict, they should be able to prevail against Putin's Russia.
3. While it would be more desirable to have Russia as a partner than an enemy, that is impossible as long as Putin persists in his current policies.

4. It will be much more costly, particularly for Europe, to defend itself against the threat that a victorious Putin regime will pose when the new Ukraine collapses, than to provide adequate support to the new Ukraine while it is still alive.

5. Keeping the new Ukraine alive and helping it to succeed should take precedence over sanctions against Russia. Sanctions must be maintained and if necessary strengthened as long as Putin persists in overt military attacks on Ukrainian soil; but they harm not only the Russian but also the European and global economy. They also reinforce Putin's narrative that blames Russia's problems entirely on the implacable hostility of the 'West'. This helps him to retain the support of the Russian people and to consolidate his power. By contrast, a functioning democracy in Ukraine that manages to reform its economy even in the midst of Russian aggression would turn Putin's narrative into a lie that no amount of propaganda could cover up. More and more Russians would want to follow Ukraine's example.

6. Therefore Ukraine's allies should treat Ukraine as a defense priority, not as another Greece. They should declare that they will do whatever it takes to help the new Ukraine succeed short of getting involved in direct military confrontation with Russia or violating the Minsk agreement.

III. The short-term: the next three months

A. What Ukraine must deliver

1. Restore the fighting capacity of Ukraine without violating the Minsk agreement.
2. Restore some semblance of currency stability and a functioning banking system.
3. Maintain unity among the various branches of government.
4. Preserve the institutional integrity and independence of the National Bank of Ukraine (NBU)
5. Provide tangible evidence that the government knows where the leaks in the budget are and knows how to stop them.
6. Prepare and initiate a convincing economic and political reform program that both donors and investors would find attractive.
7. Present an impressive case at a donors' and investors' conference in three months time with two months leeway.

B. What the allies must deliver

1. Help restore the fighting capacity of the Ukrainian army without violating the Minsk Agreement. The allies must imitate Putin in the practice of deniability to deprive him of his first-mover advantage.

2. Europe must reach a new framework agreement that will allow the European Commission to allocate up to €1 billion annually to Ukraine charging only 9% to the budget and to use it also for other than balance of payments support. This requires a political decision by Chancellor Merkel and President Hollande, as signatories of the Minsk Agreement, and the expenditure of considerable political capital to overcome legal hurdles and reach unanimity.
3. Be ready to commit some or all of these funds if the Ukrainian reform program justifies it. To turn the tables on Putin, Ukraine needs to be converted from a source of political risk to an attractive investment destination. That will require larger EFF's and reinsurance for political risk insurance at attractive rates.

IV. The State of Play

A. Ukraine

1. General Wesley Clark, Polish General Skrzypczak and a few specialists under the auspices of the Atlantic Council will advise President Poroshenko how to restore the fighting capacity of Ukraine without violating the Minsk agreement.
2. Through no fault of its own, the FMI's Extended Funds Facility (EFF) program came too late. The NBU started running short of reserves in the fall of 2014 and the currency was supported mainly by hope. But the deteriorating military situation undermined confidence and the currency broke free of its anchor at the end of February and dropped from 16 to 33 in a few days. The climax was reached on February 25th when the NBU introduced import controls and raised interest rates to 30%. Since then, the President's jawboning has brought the exchange rate back close to the 21.7 level on which the 2015 budget is based. But the improvement is extremely precarious. The temporary collapse has shaken public confidence and endangered the balance sheets of banks and companies with hard currency debts. It has also undermined the calculations on which the FMI programs are based. There is no way Ukraine can save \$15.4 billion from restructuring its debt. The Extended Fund Facility is insufficient even before it is implemented. EU member states have shown no willingness to consider any additional bilateral help on account of their own fiscal restraints (which is why Ukraine's leaders are so hesitant in proposing the strategy outlined above). The new Ukraine is literally on the verge of collapse.
3. After nearly a year of preparations, all the ingredients of a radical reform program are available; they only need to be put together. The framework for bringing the various branches of government together has also emerged. The National Reform Council (NRC) brings together the presidential administration, the cabinet of ministers, the Rada and its committees and civil

society. It was established by presidential decree which has naturally caused some friction between the President and the Prime Minister. Yatsenyuk considered the NRC an unconstitutional encroachment by Poroshenko into economic policy. The performance of the Governor of the NBU has been another source of friction. Yatsenyuk and Poroshenko are leaders of different political parties and local elections in the fall are looming.

4. Nevertheless, the NRC is up and running. It functions quite well in setting the legislative priorities and the President and the Prime Minister have been working together pushing bills through the Rada. An unresolved conflict remained concerning implementation and the functioning of the Project Management Office (PMO) but it was resolved on March 5th. In short, the conflict between Poroshenko and Yatsenyuk has been greatly exaggerated both in Ukraine and abroad.

5. The International Renaissance Foundation which is the Ukrainian branch of the Soros Foundations was the sole financial supporter of the NRC until now and it will be one of the main supporters of the PMO, which is in charge of financing the NRC and implementing various reform projects, from now on.

The structure of the PMO is worth sketching out because it is quite new and not yet legally established, although it has had a small staff at work for the last couple of months. It will operate under the control of a three-member committee consisting of Dmytro Shymkiv on behalf of the president, Aivaras Abromavičius, Minister of the Economy, on behalf of the cabinet and Hanna Hopko or someone else, on behalf of the Rada. Minister Abromavičius will also be in charge of donor coordination and in organizing a donors' and investors' conference in three month's time. So everything seems to fit together very well. There is a stark contrast between the deteriorating external reality and the continuing progress in internal reforms.

6. The centerpiece of economic reforms will be the reorganization of Naftogaz and the introduction of market pricing for all forms of energy, replacing hidden subsidies with explicit subsidies for needy households. The PMO has engaged McKinsey Consulting to assist Naftogaz and the other interested parties in preparing the plan for presentation at the donors' conference.

7. Institutional reforms should include three major elements: First, set up the anti-corruption agencies, such as the National Anti-Corruption Bureau, and the National Agency for Prevention of Corruption, and finalize anti-corruption legislation according to the international standards. Second, implement the first stage of the judiciary reform, including setting up of the new High Council of Justice, and launching the re-appointment procedures for judges. Third, launch the Constitutional reform program with decentralization as the first goal. The process has been

slowed down by the insistence of the newly elected Rada on proper procedures and total transparency.

8. The distinguishing feature of the new Ukraine is that, while the oligarchs are influential in the political parties, ministers and other officials are selected not on the basis of party affiliation but personal integrity and professional qualifications. This feature needs to be preserved. Moreover, the budget is still a leaky container. The sources of the large leaks are well known-Naftogaz and the banking system; the government needs to stop these leaks in order to induce the donors to pour money into the container. It is essential for the government to produce a visible demonstration during the next three months in order to change the widely prevailing image of Ukraine as an utterly corrupt country.

B. The European Union

1. Since member states don't have adequate financial resources, a way has to be found to use the AAA credit of the European Union itself. The search has zeroed in on a well-established financial instrument, the Macro-Financial Assistance (MFA) facility. The MFA has an unusual feature: only 9% of the allotted funds are charged to the budget of the European Union; the EU borrows the rest from the market, using its AAA credit. This makes it very popular. The European Commission used it to contribute to the first FMI rescue package and also to the EFF. They had great difficulty in scraping together 2.5 billion euros for the EFF because the 2015 budget was already over-committed. 2. The European Commission will undertake a mid-term review of the EU budget in 2016 and intends to allocate 1% of the budget or one billion euro to Ukraine. 3. If the entire amount were channeled through the MFA it would make 11 billion euros available to Ukraine annually starting 2017. Unfortunately, that is not possible because the framework agreement that determines the size of the MFA guarantee fund has expired at the end of 2009. Since then the Parliament and the Council have taken legislative decisions on individual MFA operations under the ordinary legislative procedure (co-decision), resulting in a lengthy decision-making process. The Commission tried to introduce a new framework regulation in 2011 to streamline decision-making, but it was withdrawn in 2013 because the co-legislators could not agree. Since then, the EU operates in a legal limbo when extending assistance to non-EU Member States. 4. In order to increase the guarantee fund, the European Commission needs to introduce a new MFA framework regulation and get it approved by the Council. Unfortunately that requires unanimous consent. The political leadership needs to reach a political decision and use up considerable political capital to make it unanimous. Once that is done the allocation of €1 billion to Ukraine from the European budget could be introduced in

the form of a supplemental budget that requires only a qualified majority and could become effective in 2016. 5. A €1 billion annual allocation to Ukraine with only 9% charged to the budget would make €11 billion available annually. This would be more than sufficient to make comprehensive political risk insurance available in addition to providing budgetary and other support to Ukraine. The insurance would be sold through the established national and international institutions like Euler Hermes in Germany, OPIC in the US and MIGA at the World Bank, but these institutions would be reimbursed by the EU through the MFA to make the insurance commercially attractive. Using MFA for purposes other than balance of payments support and using it to make political risk insurance commercially attractive runs into a number of legal hurdles that need to be overcome in the next three to five months.

6. The larger the volume provided, the less likely that the guarantee fund would be invoked. But the European Union cannot be expected to take on the additional risk unless Ukraine demonstrates its determination and ability to fulfill all the requirements listed above. Ukrainian reformers strongly support conditionality and accountability. 7. Once the insurance is available, I am prepared to invest up to \$1 billion in Ukrainian businesses. This is likely to attract the interest of the investment community. As stated above, Ukraine must become an attractive investment destination. The investments will be for-profit but I will pledge to contribute the profits to my foundations. This should allay suspicions that I am advocating policies in search of personal gain. 8. If possible, both the insurance scheme and my investment fund should be announced at the donors' conference. That would come as a surprise to the business community and transform Ukraine's economic outlook for the better.

V. A Winning Scenario

1. Putin is likely to be impressed by a 'whatever it takes' declaration. His main constraint has been that he could not afford to let down the Russian nationalists because they would return to Russia and accuse him of betraying them; but he discharged that obligation with the second Minsk agreement. Therefore, he is likely to abstain from military escalation until July in the hope that the economic sanctions will be allowed to expire.

2. By July, Ukraine will have presented a convincing reform program and the allies rewarded it by planning additional budgetary support and announcing their intention to introduce a political risk insurance scheme. Constitutional reform will likely be stalled because the separatists will insist on a federal constitution and Kyiv will resist it.

3. The allies will then make the expiration of sanctions conditional on Russia agreeing to Ukraine depositing the \$3 billion in a facility that would be used to underwrite the political risk

insurance scheme. If there is a covered event during those five years, then the injured party is indemnified by the facility. If there is no covered event, then the Russians get their money back, but only after five years.

4. At the same time, the allies will offer face-saving measures short of accepting the illegal annexation of Crimea and parts of eastern Ukraine.

5. Since military re-escalation is liable to run into military resistance from Ukraine and strong domestic opposition in Russia, Putin may well accept the face-saving measures. The tables will be turned and Ukraine would become an attractive investment destination.

George Soros

A self-appointed advocate of the new Ukraine

March 12, 2015

Annexe 3

Document piraté de l'Open Society Foundation, en anglais, intitulé « Ukraine letter to potus », obtenu sur internet

We share President Obama's view of what is at stake in Ukraine but we believe that the situation requires the United States to do more. The President said the following in Tallinn: And yet, as we gather here today, we know that this vision is threatened by Russia's aggression against Ukraine. It is a brazen assault on the territorial integrity of Ukraine -- a sovereign and independent European nation. It challenges that most basic of principles of our international system -- that borders cannot be redrawn at the barrel of a gun; that nations have the right to determine their own future. It undermines an international order where the rights of peoples and nations are upheld and can't simply be taken away by brute force. This is what's at stake in Ukraine. This is why we stand with the people of Ukraine today.

In light of this, Russia must be prevented from using military force and the threat of military force to force further changes in Ukraine. We appreciate the fact that a ceasefire is in place. However, we remain skeptical that the Russians and their separatist puppets will maintain the ceasefire in the long run, or that they will agree to a political settlement that preserves Ukraine's territorial and political integrity. To deter the Russians from resuming the fighting or demanding that Kiev agree to unacceptable terms for a settlement requires more than sanctions and other direct actions by the United States and its NATO allies. It also requires training and equipping Ukrainian military forces so that they can stalemate the separatists supported and augmented with clandestine Russian forces. President Obama should now make clear to Putin the United States' determination to do this. This would encourage Putin to maintain the ceasefire and to not resume the escalation because Russia knows it cannot outbid the US in sophisticated armaments.

Therefore:

- Ukraine should be provided with the lethal military assistance it needs to stand up to the overwhelming military strength of Russia. Otherwise Putin will achieve his objectives by military means.
- The United States should provide Ukraine with the same level of sophistication in defensive weapons to match the level of the opposing forces. In poker terms, the U.S. will "meet but not raise".
- Ukrainian personnel should be trained outside Ukraine, for instance in Romania, so that U.S. military personnel would not be exposed and NATO forces would not be in Ukraine.

Annexe 4

Document piraté de l'Open Society Foundation, en anglais, intitulé « lettre au président Porochenko et au premier ministre Iatseniouk », obtenu sur internet

888 Seventh Avenue, New York, NY 10106 Telephone 212-320-5550

GEORGE SOROS

December 23, 2014

His Excellency Petro Poroshenko

President of Ukraine

Kyiv

UKRAINE

His Excellency Arseniy Yatsenyuk

Prime Minister of Ukraine

Kyiv

UKRAINE

Mr. President, Mr. Prime Minister, My Dear Friends,

I want to appeal to you to unite behind the reformers in your government and give your wholehearted support to a radical, “big bang” type of approach. That is to say, administrative controls would be removed and the economy would move to market prices rapidly rather than gradually.

As you know, I have left no stone unturned trying to drum up support for a larger financial package at the European Summit dinner on December 18. You could see from the communique that I did not have much success, although the comments by Presidents Tusk and Juncker were helpful. There was a widespread feeling that the Ukrainian government has not got its act together and is not really committed to radical reforms. Yesterday morning I spoke to Christine Lagarde who has been most supportive of my arguments and she has expressed similar views. This puts the “new” Ukraine, that is adamantly opposed to the “old” Ukraine with its endemic corruption and ineffective government, into jeopardy. The public is willing to put up with a certain amount of sacrifices for the sake of a new Ukraine, but Ukraine needs a larger financial package than the \$15 billion currently contemplated to keep the drop in living standards to a tolerable level. In order to justify a larger package the government needs to present a convincing

budget with significant savings. The civil service headcount needs to be cut by much more than 10% and Naftogaz needs to be reorganized with a big bang replacing the hidden subsidies provided by Naftogaz with direct subsidies for the needy. As Yuriy Vitrenko explained to me this could be made to work by assuring people that their request for subsidy will be granted for the first year whether they are entitled to it or not (using social pressure to discourage unjustified requests) and not requiring them to pay more than the year before. That would give the authorities a year to organize an orderly transition from hidden to explicit subsidies. That is why I urge you to endorse the big bang approach.

You are fortunate to have appointed three “new Ukrainian” ministers and several natives who are committed to this approach. They could reorganize their own ministries, cutting the headcount to a fraction of its current size but raising the salaries of the remaining staff. This could provide an example for the other ministers to follow. The ministers who undertook radical reforms could be held responsible if they failed, but they must be given a chance to succeed by allowing them to choose their own deputies.

When I asked President Juncker’s diplomatic advisor what he had in mind when he spoke about the lack of progress, surprisingly he emphasized constitutional reforms. Indeed, Ukraine is at a unique moment when the public is passionately interested in constitutional issues and this moment should not be missed. Civil society needs to be actively engaged in the discussions. This raises the role of the National Reform Council which I hope you will clarify between the two of you.

As you know, I asked Andrés Velasco, a prominent economist who was Chile’s very successful minister of finance from 2006-2010 to visit Kyiv where he met the Prime Minister; the President was in Warsaw at the time. Velasco came back with a dire view of the financial situation. The National Bank of Ukraine has practically no hard currency reserves. That means that the hryvnia has no anchor. If a panic occurred and the currency collapsed as it did in Russia, the National Bank could not stabilize the exchange rate even if only temporarily as Russia did by injecting \$90 billion.

Your first priority must be to regain control over the financial markets—bank deposits and exchange rates. Unless you do, you will have no way to embark on deeper reforms. I believe the situation could be stabilized by getting the European Council to make a commitment in principle that they will pull together the new \$15 billion package that the FMI requires in order to release the next tranche of its original package at the end of January 2015. Based on that commitment the Federal Reserve could be asked to extend a \$15 billion three months swap

arrangement with the National Bank of Ukraine. That would reassure the markets and avoid a panic.

I believe the communique from Brussels and the comments by Presidents Tusk and Juncker are having a calming effect on the market. It is for you to decide whether you consider the danger of a financial panic real enough to take preventive measures. If you do, you would have to call Chancellor Merkel to ask for a commitment in principle on a \$15 billion package. I am ready to call Jack Lew of the US Treasury to sound him out about the swap agreement.

I have to leave for Asia on December 27th and I would like to discuss this issue with you by phone or preferably by Skype before I leave. I shall have to reduce the intensity of my involvement in Ukraine for the next three weeks. I plan to visit Kyiv after Davos. My deputy Chris Canavan is ready to visit earlier if necessary.

With continued best wishes,

Annexe 5

Convention on the Legal Status of the Caspian Sea, document publié le 12 août 2018 et obtenu sur le site internet du Kremlin

The Parties to this Convention, the Caspian littoral States – the Republic of Azerbaijan, the Islamic Republic of Iran, the Republic of Kazakhstan, the Russian Federation and Turkmenistan – hereinafter referred to as the Parties,

Based on the principles and norms of the Charter of the United Nations and international law, Taking into account the atmosphere of cooperation, good-neighbourliness and mutual understanding among the Parties,

Guided by the desire to deepen and expand good-neighbourly relations among the Parties, Proceeding from the fact that the Caspian Sea is of vital importance to the Parties and that only they possess sovereign rights over the Caspian Sea and its resources,

Emphasizing that solving issues related to the Caspian Sea falls within the exclusive competence of the Parties,

Recognizing political, economic, social and cultural importance of the Caspian Sea,

Aware of their responsibility before the present and future generations for the preservation of the Caspian Sea and sustainable development of the region,

Convinced that this Convention will facilitate the development and strengthening of cooperation among the Parties, and promote the use of the Caspian Sea for peaceful purposes and rational management of its resources, as well as exploration, protection and conservation of its environment,

Seeking to create favorable conditions for the development of mutually beneficial economic cooperation in the Caspian Sea,

Taking into account changes and processes that have occurred in the Caspian Sea region at the geopolitical and national levels, the existing arrangements between the Parties and, in this regard, the need to strengthen the legal regime of the Caspian Sea,

Have agreed as follows:

Article 1

For the purposes of this Convention, the following terms shall mean:

”The Caspian Sea“ – the body of water surrounded by the land territories of the Parties and outlined on the 1:750,000-scale nautical charts of the General Department of Navigation and Oceanography of the Ministry of Defense of the Russian Federation, Saint Petersburg, No. 31003, archive edition of 17.04.1997 published in 1998; No. 31004, archive edition

of 04.07.1998 published in 1999; No. 31005, archive edition of 16.11.1996 published in 1998, certified copies of which are attached to this Convention and form an integral part thereof.

”Baseline“ – the line consisting of normal and straight baselines.

”Normal baseline“ – the line of the multi-year mean level of the Caspian Sea measured at minus 28.0 meters mark of the 1977 Baltic Sea Level Datum from the zero-point of the Kronstadt sea-gauge, running through the continental or insular part of the territory of a Caspian littoral State as marked on large-scale charts officially recognized by that State.

”Straight baselines“ – straight lines joining relevant/appropriate points on the coastline and forming the baseline in locations where the coastline is indented or where there is a fringe of islands along the coast in its immediate vicinity.

The methodology for establishing straight baselines shall be determined in a separate agreement among all the Parties.

If the configuration of the coast puts a coastal State at a clear disadvantage in determining its internal waters, that will be taken into account in developing the above methodology in order to reach consent among all the Parties.

”Internal waters“ – waters on the landward side of the baseline.

”Territorial waters“ – a belt of sea to which the sovereignty of a coastal State extends.

”Fishery zone“ – a belt of sea where a coastal State holds an exclusive right to harvest aquatic biological resources.

”Common maritime space“ – a water area located outside the outer limits of fishery zones and open for use by all the Parties.

”Sector“ – parts of the seabed and subsoil delimited between the Parties for the purposes of the subsoil exploitation and other legitimate economic activities related to the development of resources of the seabed and subsoil.

”Aquatic biological resources“ – fish, shellfish, crustaceans, mammals and other aquatic species of fauna and flora.

”Shared aquatic biological resources“ – aquatic biological resources jointly managed by the Parties.

”Harvesting“ – any type of activity aimed at removing aquatic biological resources from their natural habitat.

”Warship“ – a ship belonging to the armed forces of a Party and bearing external marks distinguishing such ships of its nationality, under the command of an officer duly commissioned by the government of the Party and whose name appears in the appropriate service list or its equivalent, and manned by a crew which is under regular armed forces discipline.

”Ecological system of the Caspian Sea“ – interacting components of air, water and biological organisms, including human beings, within the Caspian Sea and parts of the land affected by the proximity of the Sea.

”Pollution“ – the introduction by man, directly or indirectly, of substances, organisms or energy into the ecological system of the Caspian Sea, including from land-based sources, which results or is likely to result in deleterious effects, such as harm to biological resources and marine life, hazards to human health, hindrance to marine activities, including harvesting of aquatic biological resources and other legitimate uses of the sea, impairment of quality for use of sea water and reduction of amenities.

Article 2

1. In accordance with this Convention, the Parties shall exercise their sovereignty, sovereign and exclusive rights, as well as jurisdiction in the Caspian Sea.

2. This Convention shall define and regulate the rights and obligations of the Parties in respect of the use of the Caspian Sea, including its waters, seabed, subsoil, natural resources and the airspace over the Sea.

Article 3

The Parties shall carry out their activities in the Caspian Sea in accordance with the following principles:

1) Respect for the sovereignty, territorial integrity, independence and sovereign equality of States, non-use of force or the threat of force, mutual respect, cooperation and non-interference into the internal affairs of each other;

2) Using the Caspian Sea for peaceful purposes, making it a zone of peace, good-neighbourliness, friendship and cooperation, and solving all issues related to the Caspian Sea through peaceful means;

3) Ensuring security and stability in the Caspian Sea region;

4) Ensuring a stable balance of armaments of the Parties in the Caspian Sea, developing military capabilities within the limits of reasonable sufficiency with due regard to the interests of all the Parties and without prejudice to the security of each other;

5) Compliance with the agreed confidence-building measures in the military field in the spirit of predictability and transparency in line with general efforts to strengthen regional security and stability, including in accordance with international treaties concluded among all the Parties;

6) Non-presence in the Caspian Sea of armed forces not belonging to the Parties;

7) Non-provision by a Party of its territory to other States to commit aggression and undertake other military actions against any Party;

8) Freedom of navigation outside the territorial waters of each Party subject to the respect for sovereign and exclusive rights of the coastal States and to the compliance with relevant rules established by them with regard to the activities specified by the Parties;

9) Ensuring safety of navigation;

10) The right to free access from the Caspian Sea to other seas and the Ocean, and back in accordance with the generally recognized principles and norms of international law and agreements between the relevant Parties, with due regard to legitimate interests of the transit Party, with a view to promoting international trade and economic development;

11) Navigation in, entry to and exit from the Caspian Sea exclusively by ships flying the flag of one of the Parties;

12) Application of agreed norms and rules related to the reproduction and regulation of the use of shared aquatic biological resources;

13) Liability of the polluting Party for damage caused to the ecological system of the Caspian Sea;

14) Protection of the environment of the Caspian Sea, conservation, restoration and rational use of its biological resources;

15) Facilitation of scientific research in the area of ecology and conservation and use of biological resources of the Caspian Sea;

16) Freedom of overflight by civil aircraft in accordance with the rules of the International Civil Aviation Organization;

17) Conducting marine scientific research outside the territorial waters of each Party in accordance with legal norms agreed upon by the Parties, subject to the respect for sovereign and exclusive rights of the coastal States and to the compliance with relevant rules established by them with regard to certain types of research.

Article 4

The Parties shall conduct their activities in the Caspian Sea for the purposes of navigation, harvesting, use and protection of aquatic biological resources, exploration and exploitation of the seabed and subsoil resources, as well as other activities in accordance with this Convention, other agreements between the Parties consistent with this Convention, and their national legislation.

Article 5

The water area of the Caspian Sea shall be divided into internal waters, territorial waters, fishery zones and the common maritime space.

Article 6

The sovereignty of each Party shall extend beyond its land territory and internal waters to the adjacent sea belt called territorial waters, as well as to the seabed and subsoil thereof, and the airspace over it.

Article 7

1. Each Party shall establish the breadth of its territorial waters up to a limit not exceeding 15 nautical miles, measured from baselines determined in accordance with this Convention.

2. The outer limit of the territorial waters shall be the line every point of which is located at a distance from the nearest point of the baseline equal to the breadth of the territorial waters. For the purpose of determining the outer limit of the territorial waters, the outermost permanent harbour works which form an integral part of the harbour system shall be regarded as forming part of the coast. Off-shore installations and artificial islands shall not be considered as permanent harbour works.

The outer limit of the territorial waters shall be the state border.

3. Delimitation of internal and territorial waters between States with adjacent coasts shall be effected by agreement between those States with due regard to the principles and norms of international law.

Article 8

1. Delimitation of the Caspian Sea seabed and subsoil into sectors shall be effected by agreement between States with adjacent and opposite coasts, with due regard to the generally recognized principles and norms of international law, to enable those States to exercise their sovereign rights to the subsoil exploitation and other legitimate economic activities related to the development of resources of the seabed and subsoil.

2. Within its sector, a coastal State shall have the exclusive right to construct, as well as to authorize and regulate the construction, operation and use of artificial islands, installations and structures. A coastal State may, where deemed necessary, establish safety zones around artificial islands, installations and structures to ensure the safety of navigation and of the artificial islands, installations and structures. The breadth of the safety zones shall not exceed a distance of 500 meters around them, measured from each point of the outer edge of such artificial islands, installations and structures.

The geographical coordinates of such structures and contours of the safety zones should be communicated to all the Parties.

3. All ships must respect those safety zones.

4. The exercise of sovereign rights of a coastal State under paragraph 1 of this Article must not infringe upon the rights and freedoms of other Parties stipulated in this Convention or result in an undue interference with the enjoyment thereof.

Article 9

1. Each Party shall establish a 10 nautical miles-wide fishery zone adjacent to the territorial waters.

Delimitation of fishery zones between States with adjacent coasts shall be effected by agreement between those States with due regard to the principles and norms of international law.

2. In its fishery zone, each Party shall have the exclusive right to harvest aquatic biological resources in accordance with this Convention, separate agreements concluded by the Parties on the basis of the Convention and its national legislation.

3. On the basis of this Convention and international mechanisms, the Parties shall jointly determine the total allowable catch of shared aquatic biological resources in the Caspian Sea and divide it into national quotas.

4. If a Party is unable to harvest its entire quota in the total allowable catch, it may grant access to the remainder of its quota in the total allowable catch to other Parties by way of concluding bilateral agreements or through other arrangements in accordance with its national legislation.

5. Terms and procedures for harvesting shared aquatic biological resources in the Caspian Sea shall be determined by the separate agreement concluded by all Parties.

Article 10

1. Ships flying the flags of the Parties shall enjoy freedom of navigation beyond the outer limits of the territorial waters of the Parties. The freedom of navigation shall be exercised in accordance with the provisions of this Convention and other compatible agreements between the Parties without prejudice to the sovereign and exclusive rights of the Parties as determined in this Convention.

2. Each Party shall grant ships flying the flags of other Parties that carry goods, or passengers and baggage, or perform towing or rescue operations the same treatment as to its national ships with regard to free access to its ports in the Caspian Sea, their use for loading and unloading goods, boarding or disembarking passengers, payment of tonnage and other port dues, use of navigation services and performance of regular commercial activities.

3. The regime specified in paragraph 2 of this Article shall apply to the ports in the Caspian Sea that are open to ships flying the flags of the Parties.

4. The Parties shall have the right to free access from the Caspian Sea to other seas and the Ocean, and back. To that end, the Parties shall enjoy the freedom of transit for all their means of transport through the territories of transit Parties.

Terms and procedures for such access shall be determined by bilateral agreements between the Parties concerned and transit Parties or, in the absence of such agreements, on the basis of the national legislation of the transit Party.

In the exercise of their full sovereignty over their territories, the transit Parties shall be entitled to take all necessary measures to ensure that the rights and facilities of the Parties provided for in this paragraph in no way infringe upon legitimate interests of the transit Party.

Article 11

1. Ships flying the flags of the Parties may navigate through territorial waters with a view to:

a) Traversing those waters without entering internal waters or calling at a roadstead or port facility outside internal waters;

or

b) Proceeding to or from internal waters or calling at such roadstead or port facility.

2. Terms and procedures for the passage of warships, submarines and other underwater vehicles through territorial waters shall be determined on the basis of agreements between the flag State and the coastal State or, in the absence of such agreements, on the basis of the coastal State legislation.

If the entry of a warship to the territorial waters is required due to a force majeure or distress, or to render assistance to persons, ships or aircraft in distress, the captain of the warship approaching the territorial waters shall notify the coastal State accordingly, with such entry to be performed along the route to be determined by the captain of the warship and agreed with the coastal State. As soon as such circumstances cease to exist, the warship shall immediately leave the territorial waters.

Terms and procedures for the entry of warships to the internal waters due to a force majeure or distress, or to render assistance to persons, ships or aircraft in distress shall be determined on the basis of agreements between the flag State and the coastal State or, in the absence of such agreements, on the basis of the coastal State legislation.

3. Passage through territorial waters must not be prejudicial to the peace, good order or security of the coastal State. Passage through territorial waters should be continuous and expeditious. Such passage shall take place in conformity with this Convention.

4. Warships, submarines and other underwater vehicles of one Party passing through the territorial waters in compliance with the terms and procedures set forth in paragraph 2 of this Article shall not have the right to call at ports and anchor within the territorial waters of another Party unless they have a proper permission or need to do so due to a force majeure or distress, or to render assistance to persons, ships or aircraft in distress.

5. Submarines and other underwater vehicles of one Party shall be required to navigate on the surface and show their flag when passing through the territorial waters of another Party.

6. Passage through territorial waters shall be considered to be prejudicial to the peace, good order or security of the coastal State if any of the following activities is performed in the process:

a) Threat or use of force against the sovereignty, territorial integrity or political independence of the coastal State, or in any other manner in violation of the principles of international law embodied in the Charter of the United Nations;

b) Any exercise or practice with weapons of any kind;

c) Any act aimed at collecting information to the prejudice of the defense or security of the coastal State;

d) Any act of propaganda aimed at affecting the defense or security of the coastal State;

e) Launching, landing or taking on board any aircraft or military device and controlling it;

f) Putting afloat, submerging or taking on board any military device and controlling it;

g) Loading or unloading of any commodity or currency, or boarding or disembarking of any person contrary to the customs, fiscal, immigration or sanitary laws and regulations of the coastal State;

h) Any act of willful and serious pollution contrary to this Convention;

i) Any fishing activities;

j) Carrying out research or hydrographic survey activities;

k) Any act aimed at interfering with any systems of communication or any other facilities or installations of the coastal State;

l) Any other activity not having a direct bearing on the passage through territorial waters.

7. In its territorial waters, a Party may take necessary steps to prevent a passage through its territorial waters violating conditions set forth in this Article.

8. A Party may adopt laws and regulations, in conformity with provisions of this Convention and other norms of international law, relating to passage through territorial waters, including in respect of all or any of the following:

a) Safety of navigation and regulation of maritime traffic;

b) Protection of navigational aids and facilities, as well as other facilities or installations;

c) Protection of cables and pipelines;

d) Conservation of the biological resources of the sea;

e) Prevention of infringement of fishery laws and regulations of the coastal State;

f) Preservation of the environment of the coastal State and prevention, reduction and control of pollution thereof;

- g) Marine scientific research and hydrographic surveys;
- h) Prevention of infringement of customs, fiscal, immigration or sanitary laws and regulations of the coastal State;
- i) Ensuring national security.

9. A Party shall duly publish all laws and regulations related to the passage through its territorial waters.

10. Ships flying the flags of the Parties, while passing through territorial waters, shall observe all laws and regulations of the coastal State related to such passage.

11. Each Party may, where necessary and with due regard to the safety of navigation, require ships flying the flags of other Parties passing through its territorial waters to use such sea lanes and traffic separation schemes as it may designate or prescribe for the regulation of the passage of ships through its territorial waters.

12. In the case of ships proceeding to internal waters or a call at port facilities outside internal waters, the coastal State shall also have the right to take necessary steps to prevent any breach of the conditions to which admission of those ships to internal waters or such a call is subject.

13. A Party may, without discrimination in form or in fact against ships flying the flags of other Parties, temporarily suspend in specified areas of its territorial waters the passage of those ships if such suspension is essential for the protection of its security.

Such suspension shall take effect only after having been duly published.

14. If a warship or a government ship operated for non-commercial purposes does not comply with laws and regulations of the coastal State concerning passage through territorial waters and disregards any request for compliance therewith which is made to it, the Party concerned may require it to leave its territorial waters immediately.

15. The flag Party shall bear international responsibility for any loss or damage to another Party resulting from the non-compliance by a warship or other government ship operated for non-commercial purposes with laws and regulations of the coastal State concerning passage through its territorial waters, entering such waters and anchoring therein or with provisions of this Convention or other norms of international law.

16. A Party shall not hamper the passage of ships flying the flags of other Parties through its territorial waters except when acting under this Convention or laws and regulations adopted in conformity therewith. In particular, a Party shall not:

- a) Impose requirements on ships flying the flags of other Parties which have the practical effect of denying or impairing unjustifiably the right of passage through its territorial waters;

or

b) Discriminate in form or in fact against ships flying the flags of other Parties or ships carrying cargoes to, from or on behalf of any State.

A Party shall give appropriate publicity to any danger to navigation within its territorial waters of which it has knowledge.

Article 12

1. Each Party shall exercise jurisdiction over the ships flying its flag in the Caspian Sea.

2. Each Party shall, within its sector, exercise jurisdiction over the artificial islands, installations, structures, its submarine cables and pipelines.

3. Each Party, in the exercise of its sovereignty, sovereign rights to the subsoil exploitation and other legitimate economic activities related to the development of resources of the seabed and subsoil, and exclusive rights to harvest aquatic biological resources as well as for the purposes of conserving and managing such resources in its fishery zone, may take measures in respect of ships of other Parties, including boarding, inspection, hot pursuit, detention, arrest and judicial proceedings, as may be necessary to ensure compliance with its laws and regulations.

The application of measures stipulated in this paragraph needs to be justified. If measures applied were unjustified, the ship shall be compensated for any loss and damage incurred.

Measures, such as boarding, inspection, hot pursuit and detention, can be undertaken exclusively by representatives of the competent government authorities of the Parties present aboard warships or military aircraft, or other ships or aircraft bearing the external marks clearly indicating that they are in the government service and are authorized for that purpose.

4. With the exception of cases specified in Article 11 hereof, nothing in this Convention shall affect the immunities of warships and government ships operated for non-commercial purposes.

Article 13

1. In the exercise of its sovereignty, each Party shall have the exclusive right to regulate, authorize and conduct marine scientific research in its territorial waters. Ships flying the flags of the Parties may conduct marine scientific research within the territorial waters of a Party only with its written permission and on such terms as it may establish.

2. In the exercise of its jurisdiction, each Party shall have the exclusive right to regulate, authorize and conduct marine scientific research related to aquatic biological resources in its fishery zone, as well as marine scientific research related to the exploration and exploitation of seabed and subsoil resources in its sector. Ships flying the flags of the Parties may conduct such research in the fishery zone and the sector of a Party only with its written permission and on such terms as it may establish.

3. Terms and procedures for issuing permissions shall be determined by each Party in accordance with its national legislation and shall be duly communicated to other Parties.

4. There must be no unjustified delays or denials in taking decisions on the issue of permissions to conduct marine scientific research in accordance with paragraphs 1 and 2 of this Article.

5. Marine scientific research activities referred to in this Article shall not create unjustified impediments to activities undertaken by the Parties in the exercise of their sovereign and exclusive rights provided for in this Convention.

6. A Party conducting marine scientific research shall ensure the right of the Party that has permitted such research in accordance with paragraphs 1 and 2 of this Article to participate or be represented in the research, especially aboard research ships when practicable, without payment of any remuneration to the scientists of the permitting Party and without obligation of that Party to contribute towards the costs of the research.

7. A Party conducting marine scientific research in accordance with paragraphs 1 and 2 of this Article shall provide the Party that has permitted such research with the results and conclusions thereof after its completion, as well as access to all data and samples obtained within the framework of the research.

8. A Party shall have the right to require the suspension or cessation of any marine scientific research activities in progress within its territorial waters.

9. A Party that has permitted marine scientific research conducted in accordance with paragraph 2 of this Article shall have the right to require its suspension or cessation in one of the following cases:

a) Research activities are not being conducted in accordance with the information provided that served as a basis for granting the permission;

b) Research activities are being conducted in violation of the conditions it has established;

c) Failure to comply with any of the provisions of this Article in conducting the research project;

d) Such suspension or cessation is essential for ensuring its security.

10. Ships flying the flags of the Parties shall have the right to conduct marine scientific research beyond the outer limits of territorial waters subject to paragraphs 2 and 3 of this Article.

11. Bilateral and multilateral marine scientific research shall be conducted by agreement between the Parties concerned.

Article 14

1. The Parties may lay submarine cables and pipelines on the bed of the Caspian Sea.

2. The Parties may lay trunk submarine pipelines on the bed of the Caspian Sea, on the condition that their projects comply with environmental standards and requirements

embodied in the international agreements to which they are parties, including the Framework Convention for the Protection of the Marine Environment of the Caspian Sea and its relevant protocols.

3. Submarine cables and pipelines routes shall be determined by agreement with the Party the seabed sector of which is to be crossed by the cable or pipeline.

4. The geographical coordinates of areas along routes of submarine cables and pipelines where anchoring, fishing with near-bottom gear, submarine and dredging operations, and navigation with dredging anchor are not allowed, shall be communicated by the coastal State whose sector they cross to all the Parties.

Article 15

1. The Parties shall undertake to protect and preserve the ecological system of the Caspian Sea and all elements thereof.

2. The Parties shall take, jointly or individually, all necessary measures and cooperate in order to preserve the biological diversity, to protect, restore and manage in a sustainable and rational manner the biological resources of the Caspian Sea, and to prevent, reduce and control pollution of the Caspian Sea from any source.

3. Any activity damaging the biological diversity of the Caspian Sea shall be prohibited.

4. The Parties shall be liable under the norms of international law for any damage caused to the ecological system of the Caspian Sea.

Article 16

Cooperation of the Parties in the Caspian Sea with natural and legal persons of States that are not parties to this Convention, as well as international organizations shall be in conformity with the provisions of this Convention.

Article 17

The Parties shall cooperate in combating international terrorism and financing thereof, trafficking in arms, drugs, psychotropic substances and their precursors, as well as poaching, and in preventing and suppressing smuggling of migrants by sea and other crimes in the Caspian Sea.

Article 18

1. Provisions of this Convention may be amended or supplemented by agreement of all the Parties.

2. Amendments and supplements to this Convention shall be an integral part of the Convention and shall be made in a form of separate protocols that shall enter into force on the date of the receipt by the Depositary of the fifth notification of completion by the Parties of internal procedures required for their entry into force.

Article 19

To ensure effective implementation of the Convention and to review cooperation in the Caspian Sea, the Parties shall establish a mechanism of five-party regular high-level consultations under the auspices of their Ministries of Foreign Affairs to be held at least once a year, on a rotation basis, in one of the coastal States, in accordance with the agreed rules of procedure.

Article 20

This Convention shall not affect rights and obligations of the Parties arising from other international treaties to which they are parties.

Article 21

1. Disagreements and disputes regarding the interpretation and application of this Convention shall be settled by the Parties through consultations and negotiations.

2. Any dispute between the Parties regarding the interpretation or application of this Convention which cannot be settled in accordance with paragraph 1 of this Article may be referred, at the discretion of the Parties, for settlement through other peaceful means provided for by international law.

Article 22

This Convention shall be subject to ratification. The instruments of ratification shall be deposited with the Republic of Kazakhstan acting as the Depositary of the Convention. This Convention shall enter into force on the date of the receipt by the Depositary of the fifth instrument of ratification.

Article 23

1. The Depositary shall notify the Parties of the date of submission of each instrument of ratification, the date of entry into force of the Convention and the date of entry into force of amendments and supplements thereto.

2. This Convention shall be registered by the Depositary in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

Article 24

This Convention shall be of unlimited duration due to its nature.

Done at Aktau on 12 August 2018 in one original copy in the Azerbaijani, Farsi, Kazakh, Russian, Turkmen and English languages, all texts being equally authentic.

In case of any disagreement, the Parties shall refer to the English text.

The original copy shall be deposited with the Depositary. The Depositary shall transmit certified true copies of the Convention to all the Parties.

Annexe 6

Discours et interview de Vladimir Poutine durant la conférence de sécurité de Munich, 10 février 2007, document obtenu sur le site internet du Kremlin

Vladimir Putin: Thank you very much dear Madam Federal Chancellor, Mr Teltschik, ladies and gentlemen!

I am truly grateful to be invited to such a representative conference that has assembled politicians, military officials, entrepreneurs and experts from more than 40 nations.

This conference's structure allows me to avoid excessive politeness and the need to speak in roundabout, pleasant but empty diplomatic terms. This conference's format will allow me to say what I really think about international security problems. And if my comments seem unduly polemical, pointed or inexact to our colleagues, then I would ask you not to get angry with me. After all, this is only a conference. And I hope that after the first two or three minutes of my speech Mr Teltschik will not turn on the red light over there.

Therefore. It is well known that international security comprises much more than issues relating to military and political stability. It involves the stability of the global economy, overcoming poverty, economic security and developing a dialogue between civilisations.

This universal, indivisible character of security is expressed as the basic principle that "security for one is security for all". As Franklin D. Roosevelt said during the first few days that the Second World War was breaking out: "When peace has been broken anywhere, the peace of all countries everywhere is in danger."

These words remain topical today. Incidentally, the theme of our conference – global crises, global responsibility – exemplifies this.

Only two decades ago the world was ideologically and economically divided and it was the huge strategic potential of two superpowers that ensured global security.

This global stand-off pushed the sharpest economic and social problems to the margins of the international community's and the world's agenda. And, just like any war, the Cold War left us with live ammunition, figuratively speaking. I am referring to ideological stereotypes, double standards and other typical aspects of Cold War bloc thinking.

The unipolar world that had been proposed after the Cold War did not take place either.

The history of humanity certainly has gone through unipolar periods and seen aspirations to world supremacy. And what hasn't happened in world history?

However, what is a unipolar world? However one might embellish this term, at the end of the day it refers to one type of situation, namely one centre of authority, one centre of force, one centre of decision-making.

It is world in which there is one master, one sovereign. And at the end of the day this is pernicious not only for all those within this system, but also for the sovereign itself because it destroys itself from within.

And this certainly has nothing in common with democracy. Because, as you know, democracy is the power of the majority in light of the interests and opinions of the minority.

Incidentally, Russia – we – are constantly being taught about democracy. But for some reason those who teach us do not want to learn themselves.

I consider that the unipolar model is not only unacceptable but also impossible in today's world. And this is not only because if there was individual leadership in today's – and precisely in today's – world, then the military, political and economic resources would not suffice. What is even more important is that the model itself is flawed because at its basis there is and can be no moral foundations for modern civilisation.

Along with this, what is happening in today's world – and we just started to discuss this – is a tentative to introduce precisely this concept into international affairs, the concept of a unipolar world.

And with which results?

Unilateral and frequently illegitimate actions have not resolved any problems. Moreover, they have caused new human tragedies and created new centres of tension. Judge for yourselves: wars as well as local and regional conflicts have not diminished. Mr Teltschik mentioned this very gently. And no less people perish in these conflicts – even more are dying than before. Significantly more, significantly more!

Today we are witnessing an almost uncontained hyper use of force – military force – in international relations, force that is plunging the world into an abyss of permanent conflicts. As a result we do not have sufficient strength to find a comprehensive solution to any one of these conflicts. Finding a political settlement also becomes impossible.

We are seeing a greater and greater disdain for the basic principles of international law. And independent legal norms are, as a matter of fact, coming increasingly closer to one state's legal system. One state and, of course, first and foremost the United States, has overstepped its national borders in every way. This is visible in the economic, political, cultural

and educational policies it imposes on other nations. Well, who likes this? Who is happy about this?

In international relations we increasingly see the desire to resolve a given question according to so-called issues of political expediency, based on the current political climate.

And of course this is extremely dangerous. It results in the fact that no one feels safe. I want to emphasise this – no one feels safe! Because no one can feel that international law is like a stone wall that will protect them. Of course such a policy stimulates an arms race.

The force's dominance inevitably encourages a number of countries to acquire weapons of mass destruction. Moreover, significantly new threats – though they were also well-known before – have appeared, and today threats such as terrorism have taken on a global character.

I am convinced that we have reached that decisive moment when we must seriously think about the architecture of global security.

And we must proceed by searching for a reasonable balance between the interests of all participants in the international dialogue. Especially since the international landscape is so varied and changes so quickly – changes in light of the dynamic development in a whole number of countries and regions.

Madam Federal Chancellor already mentioned this. The combined GDP measured in purchasing power parity of countries such as India and China is already greater than that of the United States. And a similar calculation with the GDP of the BRIC countries – Brazil, Russia, India and China – surpasses the cumulative GDP of the EU. And according to experts this gap will only increase in the future.

There is no reason to doubt that the economic potential of the new centres of global economic growth will inevitably be converted into political influence and will strengthen multipolarity.

In connection with this the role of multilateral diplomacy is significantly increasing. The need for principles such as openness, transparency and predictability in politics is uncontested and the use of force should be a really exceptional measure, comparable to using the death penalty in the judicial systems of certain states.

However, today we are witnessing the opposite tendency, namely a situation in which countries that forbid the death penalty even for murderers and other, dangerous criminals are airily participating in military operations that are difficult to consider legitimate. And as a matter of fact, these conflicts are killing people – hundreds and thousands of civilians!

But at the same time the question arises of whether we should be indifferent and aloof to various internal conflicts inside countries, to authoritarian regimes, to tyrants,

and to the proliferation of weapons of mass destruction? As a matter of fact, this was also at the centre of the question that our dear colleague Mr Lieberman asked the Federal Chancellor. If I correctly understood your question (addressing Mr Lieberman), then of course it is a serious one! Can we be indifferent observers in view of what is happening? I will try to answer your question as well: of course not.

But do we have the means to counter these threats? Certainly we do. It is sufficient to look at recent history. Did not our country have a peaceful transition to democracy? Indeed, we witnessed a peaceful transformation of the Soviet regime – a peaceful transformation! And what a regime! With what a number of weapons, including nuclear weapons! Why should we start bombing and shooting now at every available opportunity? Is it the case when without the threat of mutual destruction we do not have enough political culture, respect for democratic values and for the law?

I am convinced that the only mechanism that can make decisions about using military force as a last resort is the Charter of the United Nations. And in connection with this, either I did not understand what our colleague, the Italian Defence Minister, just said or what he said was inexact. In any case, I understood that the use of force can only be legitimate when the decision is taken by NATO, the EU, or the UN. If he really does think so, then we have different points of view. Or I didn't hear correctly. The use of force can only be considered legitimate if the decision is sanctioned by the UN. And we do not need to substitute NATO or the EU for the UN. When the UN will truly unite the forces of the international community and can really react to events in various countries, when we will leave behind this disdain for international law, then the situation will be able to change. Otherwise the situation will simply result in a dead end, and the number of serious mistakes will be multiplied. Along with this, it is necessary to make sure that international law have a universal character both in the conception and application of its norms.

And one must not forget that democratic political actions necessarily go along with discussion and a laborious decision-making process.

Dear ladies and gentlemen!

The potential danger of the destabilisation of international relations is connected with obvious stagnation in the disarmament issue.

Russia supports the renewal of dialogue on this important question.

It is important to conserve the international legal framework relating to weapons destruction and therefore ensure continuity in the process of reducing nuclear weapons.

Together with the United States of America we agreed to reduce our nuclear strategic missile capabilities to up to 1700–2000 nuclear warheads by 31 December 2012. Russia intends to strictly fulfil the obligations it has taken on. We hope that our partners will also act in a transparent way and will refrain from laying aside a couple of hundred superfluous nuclear warheads for a rainy day. And if today the new American Defence Minister declares that the United States will not hide these superfluous weapons in warehouse or, as one might say, under a pillow or under the blanket, then I suggest that we all rise and greet this declaration standing. It would be a very important declaration.

Russia strictly adheres to and intends to further adhere to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons as well as the multilateral supervision regime for missile technologies. The principles incorporated in these documents are universal ones.

In connection with this I would like to recall that in the 1980s the USSR and the United States signed an agreement on destroying a whole range of small- and medium-range missiles but these documents do not have a universal character.

Today many other countries have these missiles, including the Democratic People's Republic of Korea, the Republic of Korea, India, Iran, Pakistan and Israel. Many countries are working on these systems and plan to incorporate them as part of their weapons arsenals. And only the United States and Russia bear the responsibility to not create such weapons systems.

It is obvious that in these conditions we must think about ensuring our own security.

At the same time, it is impossible to sanction the appearance of new, destabilising high-tech weapons. Needless to say it refers to measures to prevent a new area of confrontation, especially in outer space. Star wars is no longer a fantasy – it is a reality. In the middle of the 1980s our American partners were already able to intercept their own satellite.

In Russia's opinion, the militarisation of outer space could have unpredictable consequences for the international community, and provoke nothing less than the beginning of a nuclear era. And we have come forward more than once with initiatives designed to prevent the use of weapons in outer space.

Today I would like to tell you that we have prepared a project for an agreement on the prevention of deploying weapons in outer space. And in the near future it will be sent to our partners as an official proposal. Let's work on this together.

Plans to expand certain elements of the anti-missile defence system to Europe cannot help but disturb us. Who needs the next step of what would be, in this case, an inevitable arms race? I deeply doubt that Europeans themselves do.

Missile weapons with a range of about five to eight thousand kilometres that really pose a threat to Europe do not exist in any of the so-called problem countries. And in the near future and prospects, this will not happen and is not even foreseeable. And any hypothetical launch of, for example, a North Korean rocket to American territory through western Europe obviously contradicts the laws of ballistics. As we say in Russia, it would be like using the right hand to reach the left ear.

And here in Germany I cannot help but mention the pitiable condition of the Treaty on Conventional Armed Forces in Europe.

The Adapted Treaty on Conventional Armed Forces in Europe was signed in 1999. It took into account a new geopolitical reality, namely the elimination of the Warsaw bloc. Seven years have passed and only four states have ratified this document, including the Russian Federation. NATO countries openly declared that they will not ratify this treaty, including the provisions on flank restrictions (on deploying a certain number of armed forces in the flank zones), until Russia removed its military bases from Georgia and Moldova. Our army is leaving Georgia, even according to an accelerated schedule. We resolved the problems we had with our Georgian colleagues, as everybody knows. There are still 1,500 servicemen in Moldova that are carrying out peacekeeping operations and protecting warehouses with ammunition left over from Soviet times. We constantly discuss this issue with Mr Solana and he knows our position. We are ready to further work in this direction.

But what is happening at the same time? Simultaneously the so-called flexible frontline American bases with up to five thousand men in each. It turns out that NATO has put its frontline forces on our borders, and we continue to strictly fulfil the treaty obligations and do not react to these actions at all.

I think it is obvious that NATO expansion does not have any relation with the modernisation of the Alliance itself or with ensuring security in Europe. On the contrary, it represents a serious provocation that reduces the level of mutual trust. And we have the right to ask: against whom is this expansion intended? And what happened to the assurances our western partners made after the dissolution of the Warsaw Pact? Where are those declarations today? No one even remembers them. But I will allow myself to remind this audience what was said. I would like to quote the speech of NATO General Secretary Mr Woerner in Brussels on 17 May 1990. He said at the time that: “the fact that we are ready not to place a NATO army outside of German territory gives the Soviet Union a firm security guarantee”. Where are these guarantees?

The stones and concrete blocks of the Berlin Wall have long been distributed as souvenirs. But we should not forget that the fall of the Berlin Wall was possible thanks to a historic choice – one that was also made by our people, the people of Russia – a choice in favour of democracy, freedom, openness and a sincere partnership with all the members of the big European family. And now they are trying to impose new dividing lines and walls on us – these walls may be virtual but they are nevertheless dividing, ones that cut through our continent. And is it possible that we will once again require many years and decades, as well as several generations of politicians, to disassemble and dismantle these new walls?

Dear ladies and gentlemen!

We are unequivocally in favour of strengthening the regime of non-proliferation. The present international legal principles allow us to develop technologies to manufacture nuclear fuel for peaceful purposes. And many countries with all good reasons want to create their own nuclear energy as a basis for their energy independence. But we also understand that these technologies can be quickly transformed into nuclear weapons.

This creates serious international tensions. The situation surrounding the Iranian nuclear programme acts as a clear example. And if the international community does not find a reasonable solution for resolving this conflict of interests, the world will continue to suffer similar, destabilising crises because there are more threshold countries than simply Iran. We both know this. We are going to constantly fight against the threat of the proliferation of weapons of mass destruction.

Last year Russia put forward the initiative to establish international centres for the enrichment of uranium. We are open to the possibility that such centres not only be created in Russia, but also in other countries where there is a legitimate basis for using civil nuclear energy. Countries that want to develop their nuclear energy could guarantee that they will receive fuel through direct participation in these centres. And the centres would, of course, operate under strict IAEA supervision.

The latest initiatives put forward by American President George W. Bush are in conformity with the Russian proposals. I consider that Russia and the USA are objectively and equally interested in strengthening the regime of the non-proliferation of weapons of mass destruction and their deployment. It is precisely our countries, with leading nuclear and missile capabilities, that must act as leaders in developing new, stricter non-proliferation measures. Russia is ready for such work. We are engaged in consultations with our American friends.

In general, we should talk about establishing a whole system of political incentives and economic stimuli whereby it would not be in states' interests to establish their own capabilities in the nuclear fuel cycle but they would still have the opportunity to develop nuclear energy and strengthen their energy capabilities.

In connection with this I shall talk about international energy cooperation in more detail. Madam Federal Chancellor also spoke about this briefly – she mentioned, touched on this theme. In the energy sector Russia intends to create uniform market principles and transparent conditions for all. It is obvious that energy prices must be determined by the market instead of being the subject of political speculation, economic pressure or blackmail.

We are open to cooperation. Foreign companies participate in all our major energy projects. According to different estimates, up to 26 percent of the oil extraction in Russia – and please think about this figure – up to 26 percent of the oil extraction in Russia is done by foreign capital. Try, try to find me a similar example where Russian business participates extensively in key economic sectors in western countries. Such examples do not exist! There are no such examples.

I would also recall the parity of foreign investments in Russia and those Russia makes abroad. The parity is about fifteen to one. And here you have an obvious example of the openness and stability of the Russian economy.

Economic security is the sector in which all must adhere to uniform principles. We are ready to compete fairly.

For that reason more and more opportunities are appearing in the Russian economy. Experts and our western partners are objectively evaluating these changes. As such, Russia's OECD sovereign credit rating improved and Russia passed from the fourth to the third group. And today in Munich I would like to use this occasion to thank our German colleagues for their help in the above decision.

Furthermore. As you know, the process of Russia joining the WTO has reached its final stages. I would point out that during long, difficult talks we heard words about freedom of speech, free trade, and equal possibilities more than once but, for some reason, exclusively in reference to the Russian market.

And there is still one more important theme that directly affects global security. Today many talk about the struggle against poverty. What is actually happening in this sphere? On the one hand, financial resources are allocated for programmes to help the world's poorest countries – and at times substantial financial resources. But to be honest — and many here also know this –

linked with the development of that same donor country's companies. And on the other hand, developed countries simultaneously keep their agricultural subsidies and limit some countries' access to high-tech products.

And let's say things as they are – one hand distributes charitable help and the other hand not only preserves economic backwardness but also reaps the profits thereof. The increasing social tension in depressed regions inevitably results in the growth of radicalism, extremism, feeds terrorism and local conflicts. And if all this happens in, shall we say, a region such as the Middle East where there is increasingly the sense that the world at large is unfair, then there is the risk of global destabilisation.

It is obvious that the world's leading countries should see this threat. And that they should therefore build a more democratic, fairer system of global economic relations, a system that would give everyone the chance and the possibility to develop.

Dear ladies and gentlemen, speaking at the Conference on Security Policy, it is impossible not to mention the activities of the Organisation for Security and Cooperation in Europe (OSCE). As is well-known, this organisation was created to examine all – I shall emphasise this – all aspects of security: military, political, economic, humanitarian and, especially, the relations between these spheres.

What do we see happening today? We see that this balance is clearly destroyed. People are trying to transform the OSCE into a vulgar instrument designed to promote the foreign policy interests of one or a group of countries. And this task is also being accomplished by the OSCE's bureaucratic apparatus which is absolutely not connected with the state founders in any way. Decision-making procedures and the involvement of so-called non-governmental organisations are tailored for this task. These organisations are formally independent but they are purposefully financed and therefore under control.

According to the founding documents, in the humanitarian sphere the OSCE is designed to assist country members in observing international human rights norms at their request. This is an important task. We support this. But this does not mean interfering in the internal affairs of other countries, and especially not imposing a regime that determines how these states should live and develop.

It is obvious that such interference does not promote the development of democratic states at all. On the contrary, it makes them dependent and, as a consequence, politically and economically unstable.

We expect that the OSCE be guided by its primary tasks and build relations with sovereign states based on respect, trust and transparency.

Dear ladies and gentlemen!

In conclusion I would like to note the following. We very often – and personally, I very often – hear appeals by our partners, including our European partners, to the effect that Russia should play an increasingly active role in world affairs.

In connection with this I would allow myself to make one small remark. It is hardly necessary to incite us to do so. Russia is a country with a history that spans more than a thousand years and has practically always used the privilege to carry out an independent foreign policy.

We are not going to change this tradition today. At the same time, we are well aware of how the world has changed and we have a realistic sense of our own opportunities and potential. And of course we would like to interact with responsible and independent partners with whom we could work together in constructing a fair and democratic world order that would ensure security and prosperity not only for a select few, but for all.

Thank you for your attention.

Horst Teltschik: Thank you very much for your important speech. We heard new themes, including the issue of global security architecture – one was not in the foreground over the last few years – disarmament, arms control, the issue of the NATO-Russian relations, and cooperation in the field of technology.

There are still a whole number of questions and Mr President is ready to answer.

Question: Dear Mr President, thank you for your speech. I would like to emphasise that the German Bundestag is convinced of Russia's importance as Europe's partner and of the importance of the role you play. The Federal Chancellor said this in her speech.

Proceeding from experience, I would like to mention two issues in your speech. First of all, on your opinion of NATO and NATO expansion, a phenomenon that you consider dangerous for Russia. Would you acknowledge that this phenomenon is, in practice, not expansion but rather the self-determination of democratic states who want this? And that NATO finds it difficult to accept states that do not declare this readiness? You could admit that thanks to NATO expansion eastern borders have become more reliable, more secure. Why are you afraid of democracy? I am convinced that only democratic states can become members of NATO. This stabilises neighbours.

About what is happening inside your country. The murder of Anna Politkovskaya was a symbol. One can say that this affects many journalists, makes everybody afraid, and the law on non-governmental organisations also causes alarm.

Question: I well understand your comments about non-proliferation. Especially at the end of the Cold War we saw a reduction of the deployment of nuclear weapons, but we also saw increased terrorism. Nuclear materials must be kept away from terrorists.

Question: Coming back to the question that was also asked to the Federal Chancellor. What does the future hold for Kosovo and Serbia? What is your opinion of Mr Ahtisaari? How will Russia influence resolving this problem?

Question: Can you comment on the experiences of Russian servicemen in Chechnya? And about your comments on energy: you briefly mentioned the market role energy plays in politics. The EU is interested in reaching a partnership agreement that contains fixed policy principles. Are you ready to guarantee reliable energy deliveries, including in the agreement?

Question: Mr President, your speech was both sincere and frank. I hope that you understand my frank and direct question. In the 1990s Russian experts actively helped Iran develop missile technologies. Iran now has advanced medium- and long-range missiles that would enable it to strike Russia and part of Europe. They are also working towards placing nuclear warheads on these missiles. Your country has made efforts to negotiate with Iran on this issue and supported the UN Security Council resolution to prevent Iran from carrying out such a policy.

My question is as follows: what efforts will Russia make – through the UN or otherwise – to stop these very serious events in Iran?

Question: I am confident that the historians of the future will not describe our conference as one in which the Second Cold War was declared. But they could. You said that it is necessary to put pressure on Iran and to provide positive incentives. But is it not true that Russia is interfering with the process of applying strong pressure through sanctions? Secondly, with regards to deliveries of weapons, Russia is encouraging Iran, especially since these weapons appeared in Lebanon and in Gaza. What are your comments on this?

Question: I understand your sincerity and I hope that you will accept our sincerity. First of all, about arms control. Who needs a new arms race? I want to point out that the USA has not developed a new strategic weapon in more than two decades and that you recently tested the Topol-M missile, and that it is already deployed in silos and on mobile installations. You criticised the USA for unilateral actions and said twice that military actions can only be

legitimate if they receive UN approval. The USA is carrying out military actions in Iraq and in Afghanistan according to UN decisions and today in Kosovo the majority of troops are supporting peace-making operations in this country.

My question is the following: are you saying that independently of how Russia perceives a threat to its international interests, it will not undertake military operations without UN approval?

Question: You talked about the danger of a unipolar world in which one sovereign makes a decision without consulting anyone else. In many people's opinion, in Russia we are seeing an increasingly unipolar government where competing centres of influence are forced to tow the party line, whether it be in the State Duma, the regional leadership, the media, business communities or non-governmental organisations. Would a unipolar government be such a reliable partner when the issue of energy security is at stake?

President Vladimir Putin: First of all I would like to thank you for your questions. Very interesting. It is a shame that we have little time left because I would be pleased to have a separate discussion with all of you. I very much enjoy this, I like it.

I will begin with the last question about the unipolar nature of the Russian government. Today the Communist Party of the Russian Federation, the United Russia Party, the Liberal Democratic Party and other political forces as well sit in the Russian parliament. And their basic positions differ significantly. If you aren't aware of this then just have a talk with the leadership of the Communist Party of the Russian Federation and then with the leader of our liberal democrats, Mr Zhirinovskiy. You will see the difference at once. If you cannot see it now, then have a talk with them. There is no problem here, simply go to Moscow and talk to them.

About our future plans. We would like to have a mature political system, a multi-party system with responsible politicians who can anticipate the country's development and not only work responsibly before elections and immediately after, but in a long-term future as well. That is what we aspire to. And this system will certainly be a multi-party one. All our actions within Russia, including changing the State Duma election regime, the election regime in the Russian parliament, are designed to strengthen a multi-party system in Russia.

And now about whether our government cabinet is able to operate responsibly in resolving issues linked to energy deliveries and ensuring energy security. Of course it can! Moreover, all that we have done and are doing is designed to achieve only one goal, namely to transfer our

relations with consumers and countries that transport our energy to market-based, transparent principles and long-term contracts.

I will remind you and my colleague, the President of Ukraine, who is sitting opposite from me, also knows this. For fifteen years prior to 2006, as long as we did not make the corresponding decisions during our difficult talks, deliveries of Russian energy and, first and foremost, of gas to Europe depended on the conditions and prices for the deliveries of Russian gas to Ukraine itself. And this was something that Ukraine and Russia agreed among themselves. And if we reached no agreement, then all European consumers would sit there with no gas. Would you like to see this happen? I don't think so. And despite all the scandals, the protection of interests, and differences of opinion we were able to agree with President Yushchenko. I consider that he made a responsible, absolutely correct and market-oriented decision. We signed separate contracts for the delivery of our gas to Ukraine and for delivering Russian gas to Europe for the next five years. You should thank us, both Russia and Ukraine, for this decision. And thank you also for your question.

It would have been better if I answered your questions at once.

Regarding our perception of NATO's eastern expansion, I already mentioned the guarantees that were made and that are not being observed today. Do you happen to think that this is normal practice in international affairs? But all right, forget it. Forget these guarantees. With respect to democracy and NATO expansion. NATO is not a universal organisation, as opposed to the UN. It is first and foremost a military and political alliance, military and political! Well, ensuring one's own security is the right of any sovereign state. We are not arguing against this. Of course we are not objecting to this. But why is it necessary to put military infrastructure on our borders during this expansion? Can someone answer this question? Unless the expansion of military infrastructure is connected with fighting against today's global threats? Let's put it this way, what is the most important of these threats for us today – the most important for Russia, for the USA and for Europe – it is terrorism and the fight against it.

Does one need Russia to fight against terrorism? Of course! Does one need India to fight against terrorism! Of course! But we are not members of NATO and other countries aren't either. But we can only work on this issue effectively by joining our forces. As such, expanding infrastructure, especially military infrastructure, to our borders is not connected in any way with the democratic choices of individual states. And I would ask that we not mix these two concepts.

You know, I wrote so illegibly here that even I cannot read my own writing. I will therefore answer what I can read and if I do not answer something, please remind me of the question.

What will happen with Kosovo and with Serbia? Only Kosovars and Serbs can know. And let's not tell them how they should live their lives. There is no need to play God and resolve all of these peoples' problems. Together we can only create certain necessary conditions and help people resolve their own problems. Create the necessary conditions and act as the guarantors of certain agreements. But we should not impose these agreements. Otherwise, we shall simply put the situation into a dead end. And if one of the participants in this difficult process feels offended or humiliated, then the problem will last for centuries. We will only create a dead end. What does our position consist in? Our position consists in adhering precisely to this principle. And if we see that one party is clearly dissatisfied with the proposals to resolve the situation then we are not going to support this option.

I did not exactly understand what you meant when you asked about our servicemen's experience in Chechnya. Their experience is not pleasant, but it is extensive. And if you are interested in the general situation in Chechnya, then I can tell you that a parliament and a president have been elected, and that the government is functioning. All the bodies of authority and administration have been formed. Practically all the political forces in Chechnya have been involved in work in the Republic. As an example, the former Defence Minister of Aslan Maskhadov's government is now a member of parliament in Chechnya. And we made a whole series of decisions that would allow former insurgents to return not only to normal life, but also to the Republic's political activities. As such, today we prefer to act by using economic and political means and, in practice, we have transferred the responsibility for ensuring security almost 100 percent to the Chechen people. Because the agencies of law and order that were formed in Chechnya are almost 100 percent composed of local citizens, from those living in Chechnya on a permanent basis – from Chechens.

As to Lebanon, I also did not quite understand what you meant. But, yes, the fact that we sent military construction workers to Lebanon to restore bridges and infrastructure that was destroyed in the conflict with Israel is a confirmation of a well-known situation, the one I described just now. And military units protecting these builders were made up of servicemen from Chechnya and with Chechen origins. We recognised that if our servicemen must operate in regions inhabited by Muslims, sending a contingent of Muslim servicemen would be no bad thing. And we were not mistaken. The local population really gave a warm welcome to our military builders.

Now about the energy agreement with the European Union, since this is how I understood the question. We have said many times that we are not against agreeing on the principles underlying our energy relations with the EU. Moreover, the principles contained in the Charter are generally comprehensible. But the Charter itself is not so acceptable to us. Because not only Russia but also our European partners do not adhere to its principles. It is enough to remember that the market for nuclear materials remains closed for us. Nobody has opened this market to us.

There are also other moments which I simply do not want to draw attention to now. But as to the principles themselves, we are already using these principles in our work with German companies. I shall remind you of the transaction that took place between Gazprom and BASF. As a matter of fact, this was an asset swap. We are ready to continue to work this way. We are ready. But in each concrete instance we must understand what we give, what our partners give, calculate, have an independent international expert evaluation, and then make a decision. We are ready to engage in this work. We have actually just recently done something similar with our Italian partners, with the company ENI. And we did more than simply sign an agreement about deliveries until 2035 – I think – we also talked about swapping assets. And we are studying this same type of cooperation with our Ukrainian friends. This is going ahead.

And is it necessary to fix these principles in a possible future fundamental text between Russia and the EU? It is possible to have different opinions on this issue. I consider that it is not necessary because, in addition to energy, we have other spheres in which we cooperate with the EU, including agriculture, high-tech and transportation. And all of this is very important and very interesting. And we cannot put all of this in one fundamental act that should act as a framework document. Or would you want us to put only what you need in the document and leave what we need outside of the framework? Let's discuss things honestly with one another and take mutually acceptable decisions.

“In the 1990s Russia helped Iran develop missile technologies”. I think that you asked me this question. “Today Iran wants to put nuclear warheads on these missiles that could reach Europe. What is Russia going to do about the Iranian nuclear programme?” Is that so?

Well first of all, I do not have data that in the 1990s Russia helped Iran create its own missile technologies. It was other countries that worked very actively towards this. And technology was transferred through different channels. And we have proof of this. At the time I gave these proofs directly to the President of the United States. And technology also came from Europe and from Asian countries.

So Russia is hardly at fault here. I assure you. Russia is the country least involved here. Least of all. If it is involved at all. At the time I was still working in St Petersburg, but we were not involved with this. I can assure you of this. But you know that at the business level something could have happened. We trained experts in institutes and so on. And at the request and according to the information of our American partners we reacted harshly to this. Immediately and harshly. We did not observe such a reaction from our other partners, including European partners. Moreover, I do not know whether you are aware of this or not but you should know that military technology and special equipment is still coming from the United States. Until now. Until now spare parts for F-14 planes come from the armed forces and the Pentagon. As far as I know, there is even an investigation taking place in the United States on this account. And despite the fact that this investigation is proceeding and that these spare parts were seized at the border and then sent back, after a certain amount of time, according to the data I have – and if they are not correct then check them – those same cargos were again seized at the border. Even bearing a tag ‘material evidence’.

You know, this stream is really hard to stop. We need to work together to do so.

About whether or not Iran has missiles that threaten Europe. You are mistaken. Today Iran has – Mr Gates is here today and certainly knows this data better than I do, and the Russian Defence Minister is also here – missiles with a range of 2000 kilometres.

Russian Defence Minister Sergei Ivanov: 1600–1700 kilometres.

Vladimir Putin: 1600–1700 kilometres. Only. Well, count how many kilometres there are between Munich and the Iranian border. Iran has no such missiles. They plan to develop some with a range of 2400 kilometres. It is not known whether they have the technology to do so. And with respect to 4000, 5000 or 6000 kilometres, then I think that this would simply require a different economy. So, it is improbable in general. And Iran is not threatening Europe. With regard to the idea that they are preparing to use nuclear warheads then we do not have such data. We do not have this data about nuclear warheads.

North Korea has tested a nuclear device. Iranians are constantly saying that their nuclear programme has a peaceful character. But I agree with you that the international community has concerns about the character and quality of Iran’s nuclear programmes. And Mr ElBaradai recently stated these concerns in what I think were six or seven points. I agree with you about this. And I do not understand why the Iranian party has still not reacted in a positive and constructive way to the concerns that Mr ElBaradai stated and therefore assuaged these concerns. I do not understand this just as you do not understand it.

What are we going to do? I think that together we need to work patiently and carefully. And, that's right, to create incentives and show the Iranian leadership that cooperation with the international community is much better than confrontation.

Yes, and again about the deliveries of weapons to Iran. You know that there has been more talk than deliveries. Our military and technical cooperation with Iran is minimal. Simply minimal. I am not sure what minimal figures it is estimated at. In general we deliver much less arms to the Middle East than other countries, including the United States. No comparison is possible there. We recently delivered an anti-aircraft weapon system to Iran – that is true – with a medium range, approximately 30 to 50 kilometres. That is true. Why did we do this? I can explain why. We did this so that Iran did not feel it had been driven into a corner. So that it didn't feel that it was in some kind of hostile environment. Rather that Iran could understand that it had channels of communication and friends that it could trust. We very much expect that the Iranian party will understand and hear our signals.

As to our weapons in Lebanon and in the Gaza strip. I am not aware of our weapons in the Gaza strip. I have not heard of such examples. Well, Kalashnikovs are in general the most widely used small arms in the world. They are probably everywhere. And probably there are still automatic Kalashnikovs in Germany or, in any case, some that have still not been destroyed. That is one hundred percent certain.

In Lebanon it is true. Elements of our anti-tank systems really have been seen there. That is true. Our Israeli partners told me about this at once. We carried out a thorough investigation into what happened. And we determined that these systems had remained in Lebanese territory after the Syrian army left. We carried out the corresponding work with our Syrian partners. We determined that our future military and technical cooperation with Syria would exclude the possibility that weapons could fall into any hands other than the ones they were destined for. We developed such a system. Among other things, we agreed on a system of possible warehouse inspections, at any time that is convenient for Russian experts. Inspections in warehouses after deliveries of Russian weapons systems to Syria.

“The USA are not developing strategic weapons but Russia is. Will Russia use force in the future if it is not sanctioned by the UN? Russia is developing a system of strategic weapons”.

Fine question, excellent! I am very grateful to you for this question. It will give me the opportunity to talk about the essence of what is happening. What are we indebted to in the past decades if there was a stand-off between two superpowers and two systems but

nevertheless a big war did not take place? We are indebted to the balance of powers between these two superpowers. There was an equilibrium and a fear of mutual destruction. And in those days one party was afraid to make an extra step without consulting the other. And this was certainly a fragile peace and a frightening one. But as we see today, it was reliable enough. Today, it seems that the peace is not so reliable.

Yes, the United States is ostensibly not developing an offensive weapon. In any case, the public does not know about this. Even though they are certainly developing them. But we aren't even going to ask about this now. We know that these developments are proceeding. But we pretend that we don't know, so we say that they aren't developing new weapons. But what do we know? That the United States is actively developing and already strengthening an anti-missile defence system. Today this system is ineffective but we do not know exactly whether it will one day be effective. But in theory it is being created for that purpose. So hypothetically we recognise that when this moment arrives, the possible threat from our nuclear forces will be completely neutralised. Russia's present nuclear capabilities, that is. The balance of powers will be absolutely destroyed and one of the parties will benefit from the feeling of complete security. This means that its hands will be free not only in local but eventually also in global conflicts. We are discussing this with you now. I would not want anyone to suspect any aggressive intentions on our part. But the system of international relations is just like mathematics. There are no personal dimensions. And of course we should react to this. How? Either the same as you and therefore by building a multi-billion dollar anti-missile system or, in view of our present economic and financial possibilities, by developing an asymmetrical answer. So that everybody can understand that the anti-missile defence system is useless against Russia because we have certain weapons that easily overcome it. And we are proceeding in this direction. It is cheaper for us. And this is in no way directed against the United States themselves.

I completely agree if you say that the Strategic Defense Initiative (SDI) is not directed against us, just as our new weapons are not directed against you. And I fully agree with my colleague and my friend about another thing. Do you know – and I will not be afraid of the word – that in spite of all our disagreements I consider the President of the United States my friend. He is a decent person and I know that today the wolves can blame the United States for everything that is being done on the international arena and internally. But I know that he is a decent person and it is possible to talk and reach agreements with him. And when I talked to him he said: "I proceed from the fact that Russia and the USA will never be opponents and enemies

again". I agree with him. But I repeat once again that there are symmetries and asymmetries here, there is nothing personal. It is simply a calculation.

And now about whether Russia will use military force without the sanction of the UN. We will always operate strictly within the international legal framework. My basic education is in law and I will allow myself to remind both myself and my colleagues that according to the UN Charter peace-keeping operations require the sanction of both the UN and the UN Security Council. This is in the case of peace-keeping operations. But in the UN Charter there is also an article about self-defence. And no sanctions are required in this case.

So, what have I forgotten?

Question: My question was about multipolarity in Russia itself and about the attitude of the international community towards Russia if Russia does not observe these principles, in reference to the murder of journalists, fears, anxieties, the absence of freedom and non-governmental organisations.

Vladimir Putin: I will say a couple of words. I already answered part of the question when I talked about the structure of the Russian parliament. Look at who is represented there, the political views of the people who have leadership positions in parliament, the legitimate parties. Now, as to non-governmental organisations, they are working actively in Russia. Yes, we introduced a new system for registering these organisations. But it is not that different from registration systems in other countries. And we have not yet seen any complaints from non-governmental organisations themselves. We have not refused registration to almost any organisations. There were two or three cases that were refused on simply formal grounds and these organisations are working on correcting certain provisions in their charters and so on. Nobody has been refused registration based on substantial, fundamental issues. All are continuing to work in the most active possible way and will continue to do so in the future.

What bothers us? I can say and I think that it is clear for all, that when these non-governmental organisations are financed by foreign governments, we see them as an instrument that foreign states use to carry out their Russian policies. That is the first thing. The second. In every country there are certain rules for financing, shall we say, election campaigns. Financing from foreign governments, including within governmental campaigns, proceeds through non-governmental organisations. And who is happy about this? Is this normal democracy? It is secret financing. Hidden from society. Where is the democracy here? Can you tell me? No! You can't tell me and you never will be able to. Because there is no democracy here, there is simply one state exerting influence on another.

But we are interested in developing civil society in Russia, so that it scolds and criticises the authorities, helps them determine their own mistakes, and correct their policies in Russian citizens' interests. We are certainly interested in this and we will support civil society and non-governmental organisations.

As to fears and so on, are you aware that today Russians have fewer fears than citizens in many other countries? Because in the last few years we made cardinal changes to improve the economic well-being of our citizens. We still have a great many problems. And we still have a great many unresolved problems. Including problems linked with poverty. And I can tell you that fears basically come from this source.

As to journalists then yes, this represents an important and difficult problem. And, incidentally, journalists are not only killed in Russia, but in other countries as well. Where are most journalists killed? You are an expert and probably know in which country the most journalists died in, say, the last year and a half? The largest number of journalists were killed in Iraq.

As to tragedies within Russia, we will certainly struggle with these phenomena in the most thorough way possible and sternly punish all criminals who try to undermine trust in Russia and damage our political system.

Thank you for your attention.

Mathilde BOYELDIEU d'AUVIGNY

ENTRE RIVALITES AVEC LES ETATS-UNIS ET LA CHINE, LES ENJEUX DE PUISSANCE DE LA RUSSIE DANS SON ESPACE REGIONAL (2000-2019)

Résumé

La Russie et la Chine ont élaboré un partenariat stratégique articulé autour du rejet de l'hégémonie américaine. Clé de compréhension du triangle stratégique Russie-Chine-Etats-Unis, ce partenariat pèse désormais dans plusieurs dossiers internationaux et contrecarre la stratégie de Washington. Toutefois, la crise ukrainienne révèle des agendas régionaux concurrents qui interrogent quant à la solidité de l'entente russo-chinoise face aux Etats-Unis. L'Eurasie, « zone d'intérêt privilégié » au sein de laquelle la Russie entend conserver son influence pour des raisons géostratégiques et sécuritaires, suscite en effet un intérêt fort des Etats-Unis et de la Chine. Cherchant à contenir les vellétés d'expansion russes, Washington y a développé une présence militaire forte qui s'appuie notamment sur le rejet de la présence russe dans de nombreux pays de l'espace post-soviétique. Pékin, qui profite d'un dynamisme économique sans précédent, est perçu comme un vecteur de développement et une alternative économique-politique à la Russie et déploie une stratégie qui affecte l'ensemble du continent eurasiatique. En Eurasie, le partenariat russo-chinois s'efface ainsi derrière les luttes d'influence et la Russie doit gérer de front, et de manière bien différente, la présence concurrentielle des Etats-Unis et de la Chine. Toutefois et en dépit de sa faiblesse comparative et des conséquences de la crise ukrainienne, la Russie conserve des atouts stratégiques et demeure une puissance régionale incontournable, qui s'efforce de s'adapter aux dynamiques géopolitiques du début du XXIe siècle.

Mots-clés : relations internationales, géopolitique, Eurasie, triangle stratégique Russie-Chine-Etats-Unis, crise ukrainienne

Résumé en anglais

Russia and China have built a strategic partnership around the rejection of American global hegemony. Key for the understanding of the strategic triangle Russia-China-United States of America, this partnership now weighs in on numerous international issues, counteracting Washington's strategy. However, the Ukrainian crisis revealed rival regional agendas that question the solidity of the sino-russian entente against US influence. Eurasia, a « sphere of privileged interest », within which Russia intends on maintaining its influence for geostrategic and security reasons, arouse a strong interest from the US and China. Concerned about Russia's expansion, Washington has developed a military presence facilitated by the fear of a Russian invasion in the post-soviet area. China, enjoying an unprecedented economic dynamism, is perceived as a vehicle for development and an economical and political alternative to Russia's presence, and has formulated a strategy affecting all of the Eurasian continent. In Eurasia, the sino-russian partnership is fading behind regional rivalry and Russia has to simultaneously handle, in a very different way, the US and China's presence. However, and despite its comparative weakness and the consequences of the Ukrainian crisis, Russia holds strategic advantages and is still an essential regional power, that tries to adapt its strategy to the geopolitical dynamics at the beginning of the 21st century.

Keywords: international relations, geopolitics, Eurasia, strategic triangle Russia-China-US, Ukrainian crisis